RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2003

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM

106e VOLUME

Nouvelle série n° 48

RÉSULTATS
DE 2001

Directeur de la publication **:** Jean-Michel CHARPIN

Rédaction en chef **:** Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD

Rédaction **:** Corinne IGNASSE, Marie-France INDRACCOLO, Francine MARCHICA, Joëlle TRONYO, Monique ZANNETTACCI

Graphiques **:** Pôle éditorial – INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cartes **:** Pôle Cartographie Études Diffusion - INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Couverture **:** Ineiaki

Impression : Imprimerie nationale

© INSEE 2003
« Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article L122-5 du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de ce document sans l'autorisation expresse de l'INSEE ».

À nos lecteurs et lectrices

Depuis plus de 100 ans, l'Annuaire Statistique de la France constitue la référence par excellence en matière d'information économique et sociale. Cette 106ème édition, toujours plus riche dans son contenu, devrait mieux vous satisfaire grâce au nouveau visuel de l'ouvrage papier, à la nouvelle structure et la meilleure complémentarité des supports papier et cédérom.

Dans les pages qui suivent de l'édition papier :

- accédez aux données les plus significatives et les plus complètes du système statistique français.
- enrichissez votre recherche grâce aux comparaisons internationales, aux séries temporelles, aux références bibliographiques et notes méthodologiques contenues dans chaque chapitre.
- synthétisez vos connaissances à l'aide des analyses commentées en tête de chapitre et aux graphiques présentés dans les 16 pages couleur en début d'annuaire.

Si vous êtes fidèle à l'ASF vous retrouverez l'organisation « traditionnelle » à laquelle vous êtes habitué : 551 tableaux répartis en 15 domaines et 50 chapitres sur les thèmes démographiques, économiques, sociaux, ...
L'accès à ces données vous sera toutefois facilité par des allègements et regroupements de tableaux.

Vous avez besoin d'informations plus détaillées, plus fines, rétrospectives, comparatives ? vous apprécierez le cédérom associé à cet ouvrage ! vous y trouverez ces mêmes données - et plus encore - organisées de la façon suivante :

- les tableaux numérotés sont les images des tableaux papier
- les tableaux suffixés « det » sont les mêmes tableaux plus détaillés
- les tableaux suffixés « plus » sont des tableaux supplémentaires
- Les tableaux suffixés « rétro » vous permettent de remonter dans le temps, jusqu'en 1791 pour certaines des séries.

La richesse des données associées aux fonctions de recherche et d'exportation, sa convivialité sont les « plus » qui vous feront privilégier ce support télématique.

Vous cherchez des résultats complémentaires régionaux ou départementaux ? Adressez-vous à la direction régionale de l'INSEE de votre région ou à INSEE Info Service.

Enfin, pour être toujours « à la pointe » de l'information, et mettre à jour les données synthétisées dans cet ouvrage annuel, pensez à consulter au quotidien notre site www.insee.fr

L'équipe de rédaction remercie l'ensemble des personnes des administrations, services publics et organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique de la France, contribuant à sa richesse !

Espérant vivement vous satisfaire par ces améliorations, elle vous souhaite une agréable et fructueuse consultation, restant à l'écoute des suggestions que vous pourrez adresser à :

Direction régionale de l'INSEE de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Unité Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
Équipe ASF
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

Sommaire

Page

A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT

A.01 Territoire et population 11
A.02 Environnement 25

B. DÉMOGRAPHIE

B.01 Structure de la population 35
B.02 Mouvement de la population 51
B.03 Étrangers et Immigrés 69
B.04 Ménages 79

C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES

C.01 Population active, Emploi 85
C.02 Conditions de Travail 103
C.03 Revenus et Salaires 115
C.04 Transferts sociaux 131

D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE

D.01 Consommation et modes de vie des ménages 147
D.02 Logement 163
D.03 Santé 171
D.04 Police judiciaire et Justice 185

E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS

E.01 Communication 197
E.02 Culture 207
E.03 Tourisme 217
E.04 Jeunesse et Sports 227
E.05 Loisirs divers 233

F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE

F.01 Enseignement et Formation 243
F.02 Recherche et Développement expérimental 269
F.03 Propriété industrielle 277

G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES

G.01 Comptabilité nationale 285
G.02 Appareil productif 301

H. PRIX

H.01 Indices de prix à la consommation 317
H.02 Indices : prix de vente industriels, prix des logements anciens, coût de la construction 327

Page

I. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE

I.01 Agriculture, Sylviculture, Pêche 335

J. ÉNERGIE

J.01 Bilan de l'Énergie 357
J.02 Charbon 365
J.03 Pétrole 371
J.04 Électricité 379
J.05 Gaz 385
J.06 Énergies renouvelables 391

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

K.01 Industrie : Données générales 397
K.02 Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie : Données sectorielles 413
K.03 Construction 433

L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

L.01 Transports ferroviaires 443
L.02 Transports routiers 449
L.03 Transports de navigation intérieure 457
L.04 Transports maritimes 461
L.05 Transports aériens 467
L.06 Poste et télécommunications 475

M. COMMERCE ET SERVICES

M.01 Commerce 483
M.02 Services 493
M.03 Assurance 501

N. FINANCES

N.01 Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine 511
N.02 Marché financier, bourse 533
N.03 Finances publiques 541

O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS

O.01 Commerce extérieur 553
O.02 Balance des paiements 565

ANNEXES

Page

À nos lecteurs et lectrices 3
Sommsaire 5
Précisions d'ordre général 6
Signes conventionnels 6
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire 6
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques 7

Page

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 9*
Organismes internationaux 16*
Autres organismes 17*
Organigramme de la direction générale de l'INSEE 23*
Tableaux complémentaires du cédérom 25*
Index alphabétique 31*
Les publications de l'INSEE 40*
Points d'information et vente 42*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées ; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

3. Les données financières sont toutes exprimées en euros (1 euro = 6,55957 francs).

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
_	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Estimation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.
n.s.	Résultat non significatif.
n.d.a.	Non disponible ailleurs.
n.c.a.	Non compris ailleurs.
€	Euro.

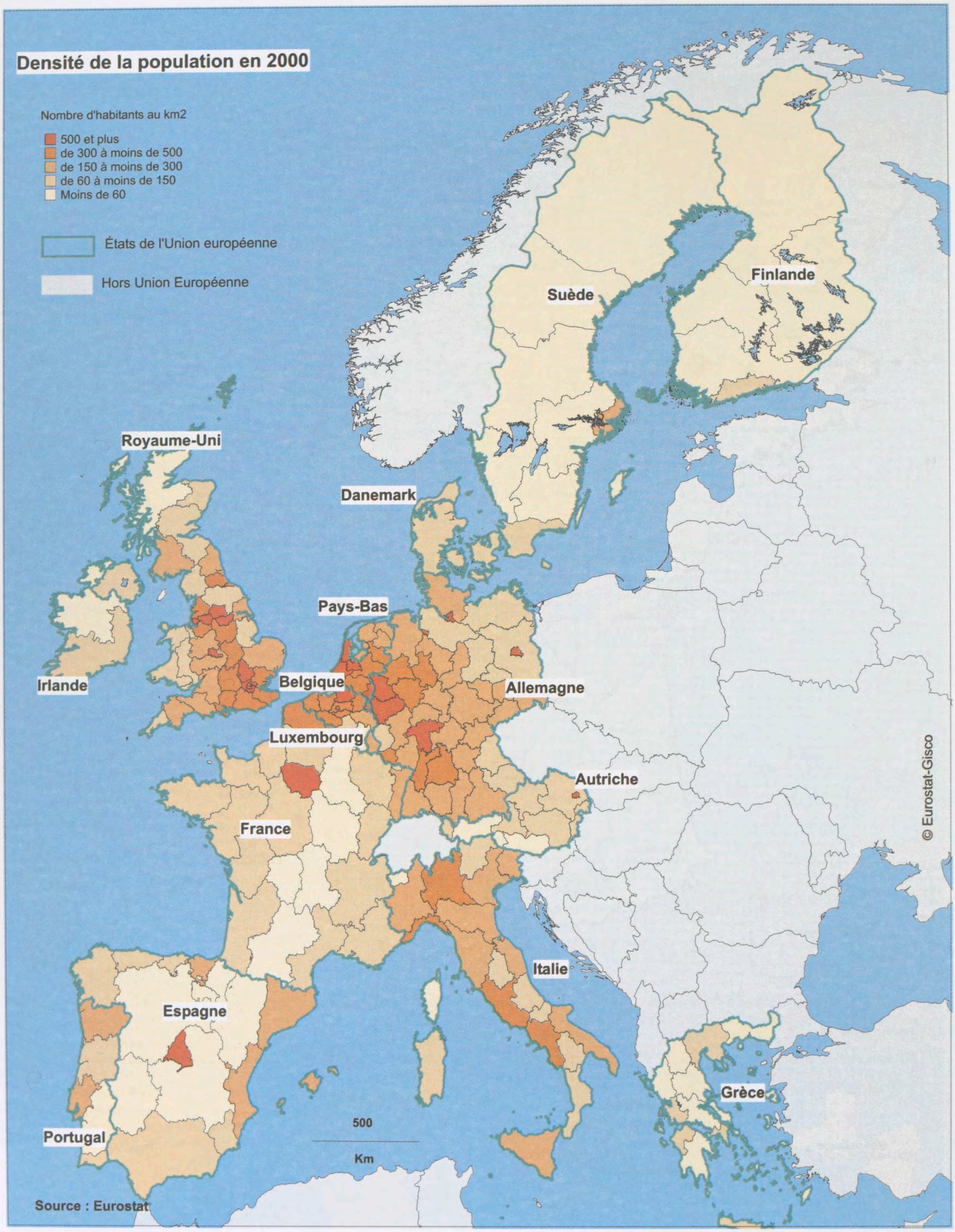
RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire* ;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre) ;
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Population de l'Union européenne



La France administrative en 2002

HAUTS-DE-SEINE
SEINE-SAINT-DENIS
VAL-DE-MARNE
VAL-D'OISE
PARIS
YVELINES
SEINE-ET-MARNE
ESSONNE
PAS-DE-CALAIS
NORD-PAS-DE-CALAIS
NORD
SOMME
PICARDIE
SEINE-MARITIME
OISE
AISNE
ARDENNES
HAUTE-NORMANDIE
MARNE
MOSELLE
MEUSE
LORRAINE
BAS-RHIN
MANCHE
CALVADOS
EURE
BASSE-NORMANDIE
CHAMPAGNE-ARDENNE
ILE-DE-FRANCE
FINISTERE
ORNE
AUBE
MEURTHE-ET-MOSELLE
COTES-D'ARMOR
ILLE-ET-VILAINE
BRETAGNE
MAYENNE
EURE-ET-LOIR
VOSGES
ALSACE
SARTHE
HAUTE-MARNE
HAUT-RHIN
MORBIHAN
LOIRET
YONNE
HAUTE-SAONE
PAYS DE LA LOIRE
LOIR-ET-CHER
LOIRE-ATLANTIQUE
COTE-D'OR
FRANCHE-COMTE
CENTRE
TERRITOIRE-DE-BELFORT
MAINE-ET-LOIRE
INDRE-ET-LOIRE
CHER
BOURGOGNE
DOUBS
NIEVRE
INDRE
JURA
VENDEE
DEUX-SEVRES
VIENNE
SAONE-ET-LOIRE
ALLIER
POITOU-CHARENTES
AIN
HAUTE-SAVOIE
HAUTE-VIENNE
CREUSE
CHARENTE-MARITIME
CHARENTE
PUY-DE-DOME
RHONE
LOIRE
LIMOUSIN
SAVOIE
AUVERGNE
RHONE-ALPES
CORREZE
ISERE
HAUTE-LOIRE
DORDOGNE
CANTAL
ARDECHE
DROME
GIRONDE
HAUTES-ALPES
LOT
LOZERE
AQUITAINE
LOT-ET-GARONNE
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
TARN-ET-GARONNE
AVEYRON
LANGUEDOC-ROUSSILLON
ALPES-MARITIMES
LANDES
GARD
VAUCLUSE
MIDI-PYRENEES
GERS
TARN
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
BOUCHES-DU-RHONE
HERAULT
VAR
PYRENEES-ATLANTIQUES
HAUTE-GARONNE
HAUTE-CORSE
CORSE
AUDE
HAUTES PYRENEES
ARIEGE
CORSE-DU-SUD
PYRENEES-ORIENTALES

Contour départemental
Contour régional
Préfecture

GéoFLA® ©IGN-INSEE 2003

Source : INSEE

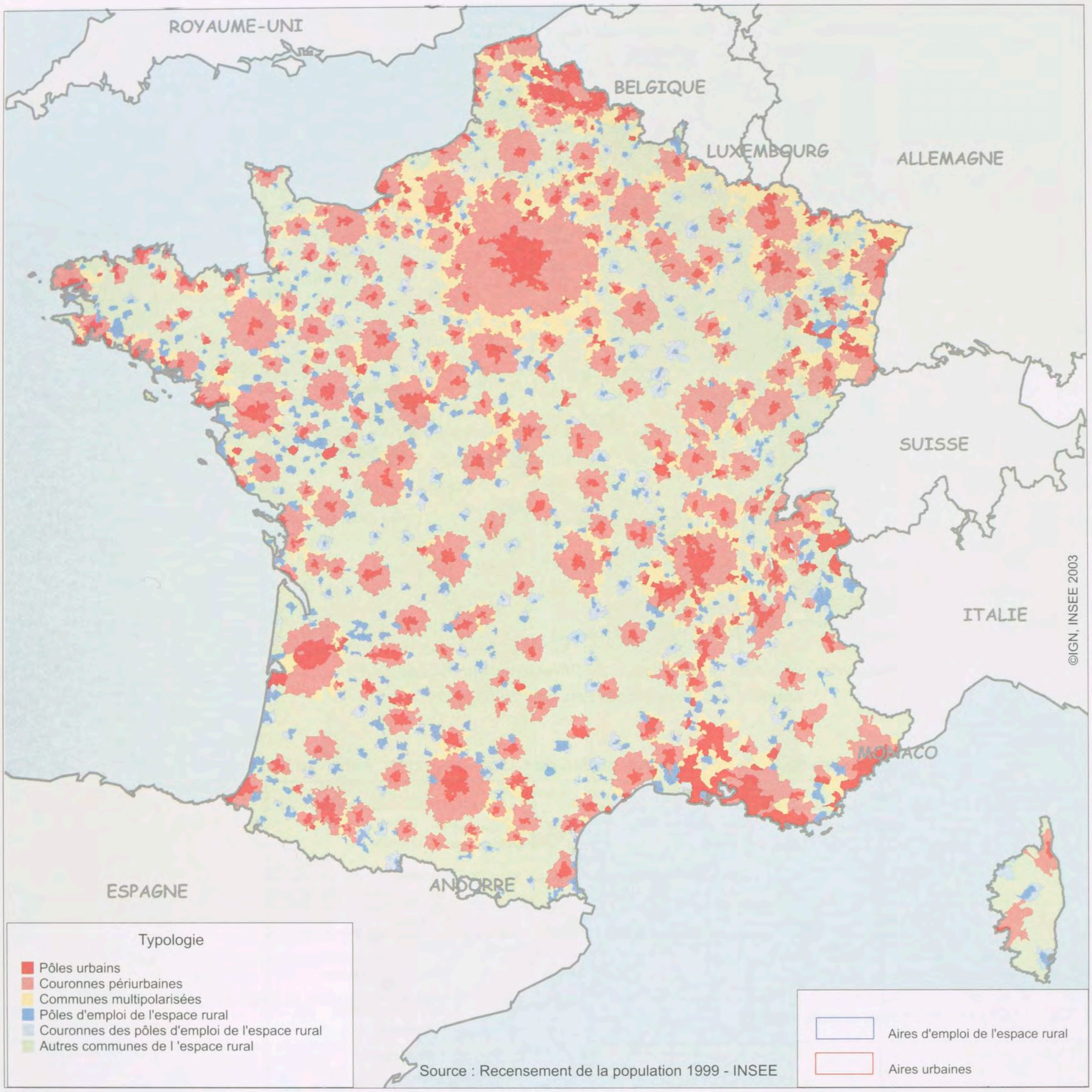
Guadeloupe

Martinique

Guyane

Réunion

Organisation Territoriale de l'emploi



Zonage en Aires Urbaines et en aires d'Emploi de l'espace Rural (ZAUER)

Espace à dominante urbaine

Aires urbaines :

- Pôles urbains : unités urbaines (agglomérations) comptant 5 000 emplois ou plus.

- Couronnes périurbaines : communes (ou unités urbaines) dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune (ou de l'unité urbaine) mais dans l'aire urbaine.

Communes multipolarisées : communes (ou unités urbaines) dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles.

Espace à dominante rurale

Aires d'emploi de l'espace rural :

- Pôle d'emploi de l'espace rural : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et comptant 1 500 emplois ou plus.

- Couronnes des pôles de l'espace rural : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

Autres communes de l'espace à dominante rurale :

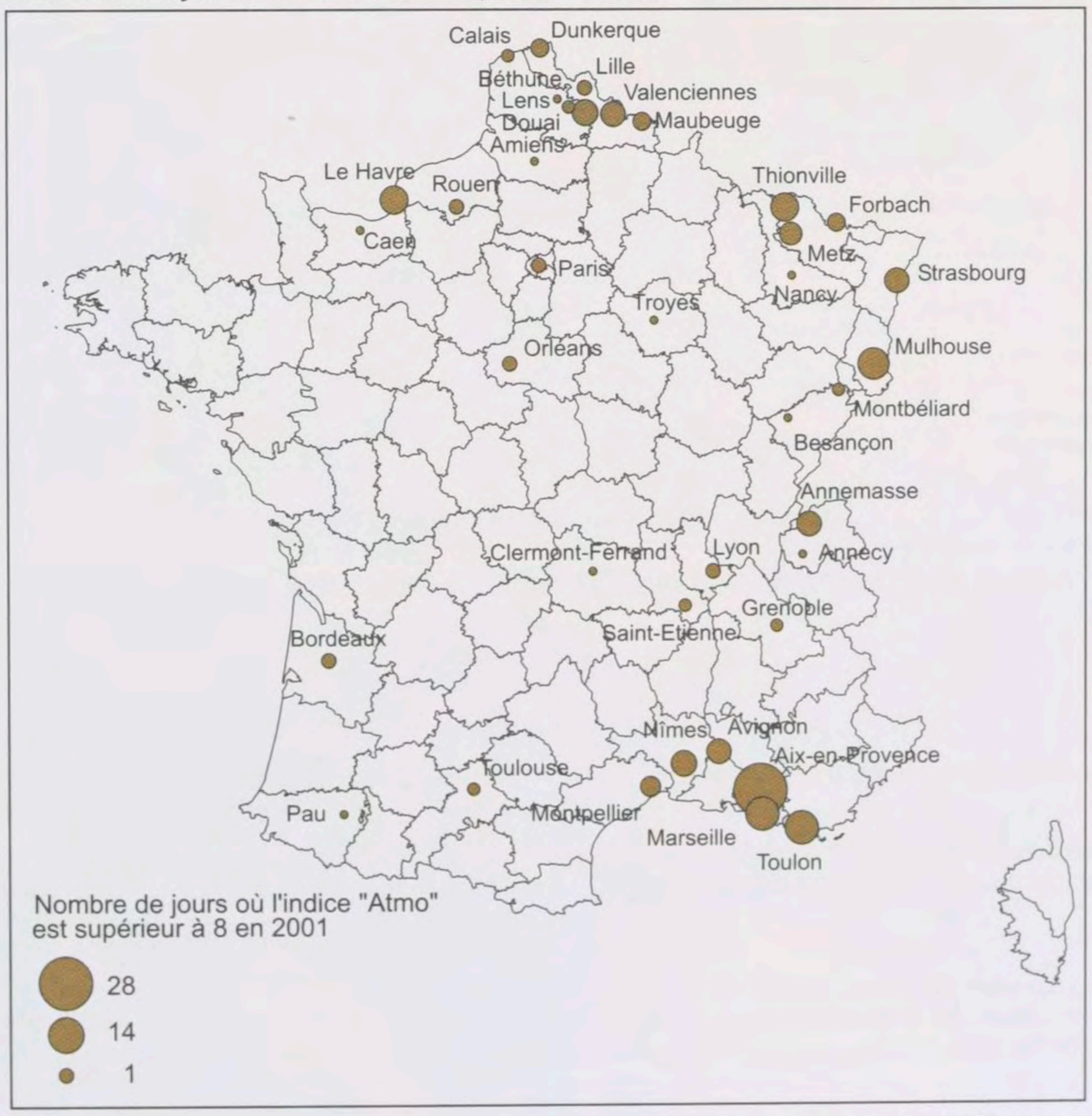
- Communes (ou unités urbaines) n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à une aire d'emploi de l'espace rural.

Réserves naturelles et parcs nationaux en 2002



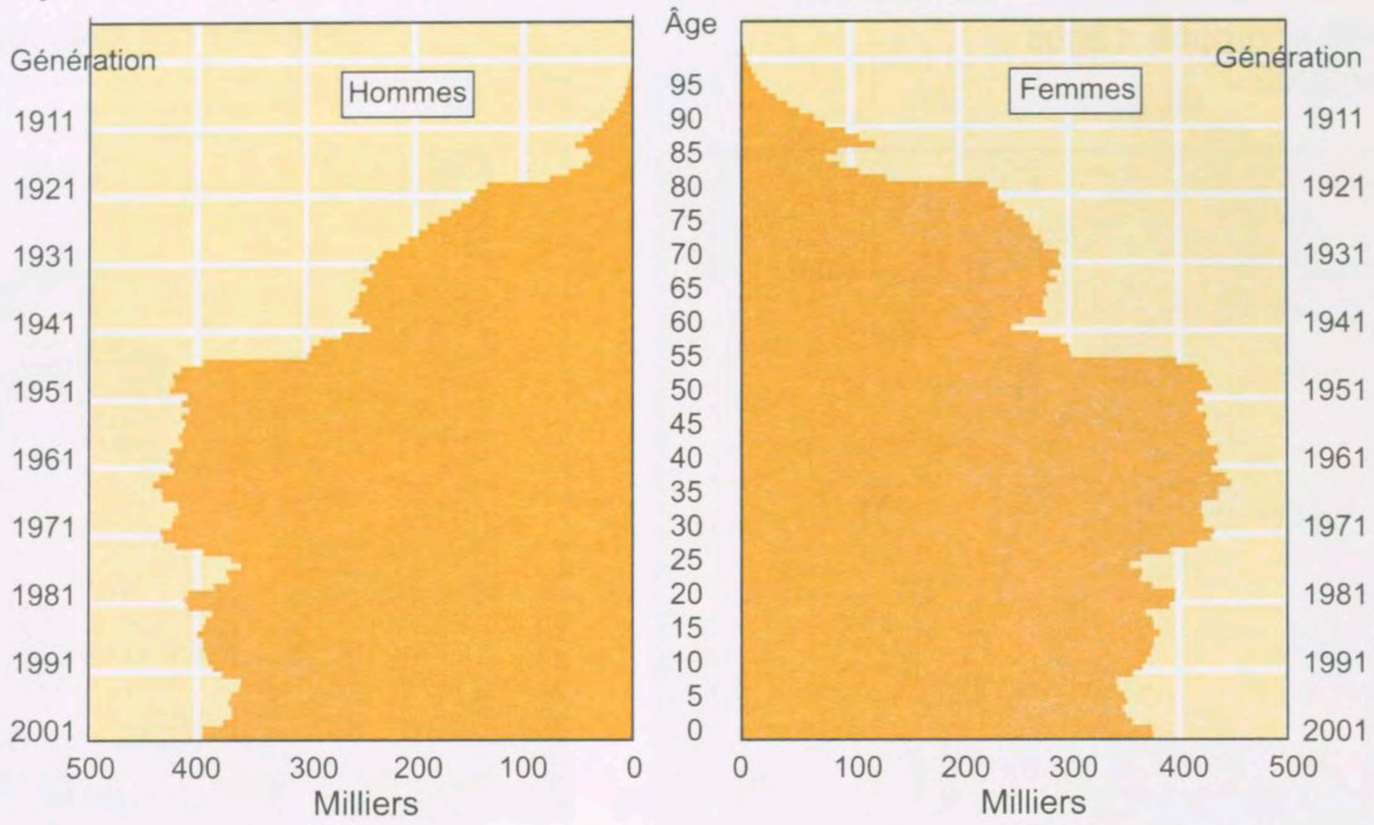
Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP)
Muséum national d'histoire naturelle (SPN), 2001

Nombre de jours de mauvaise qualité de l'air selon l'indice "atmo" en 2001

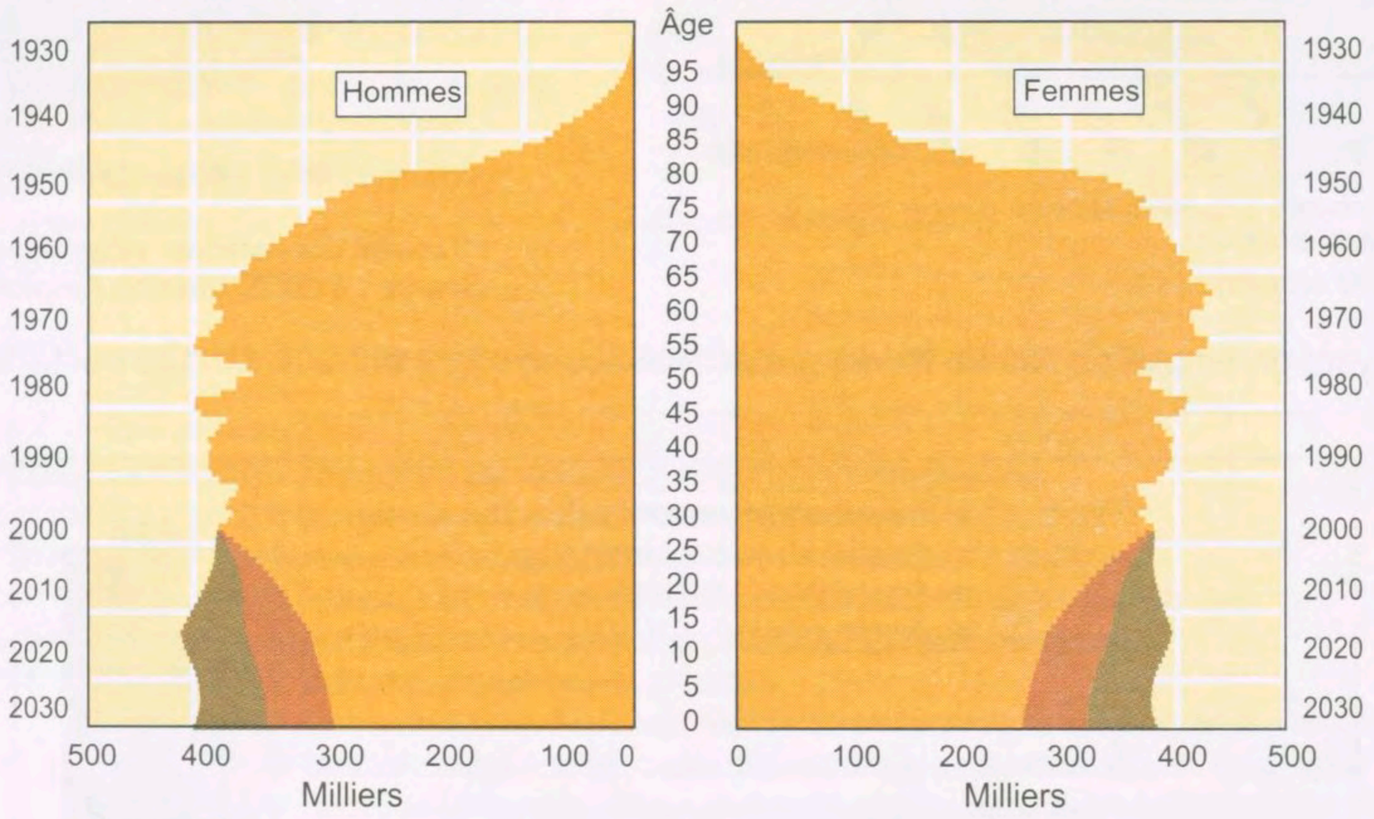


Sources : Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) ; IFEN

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2002

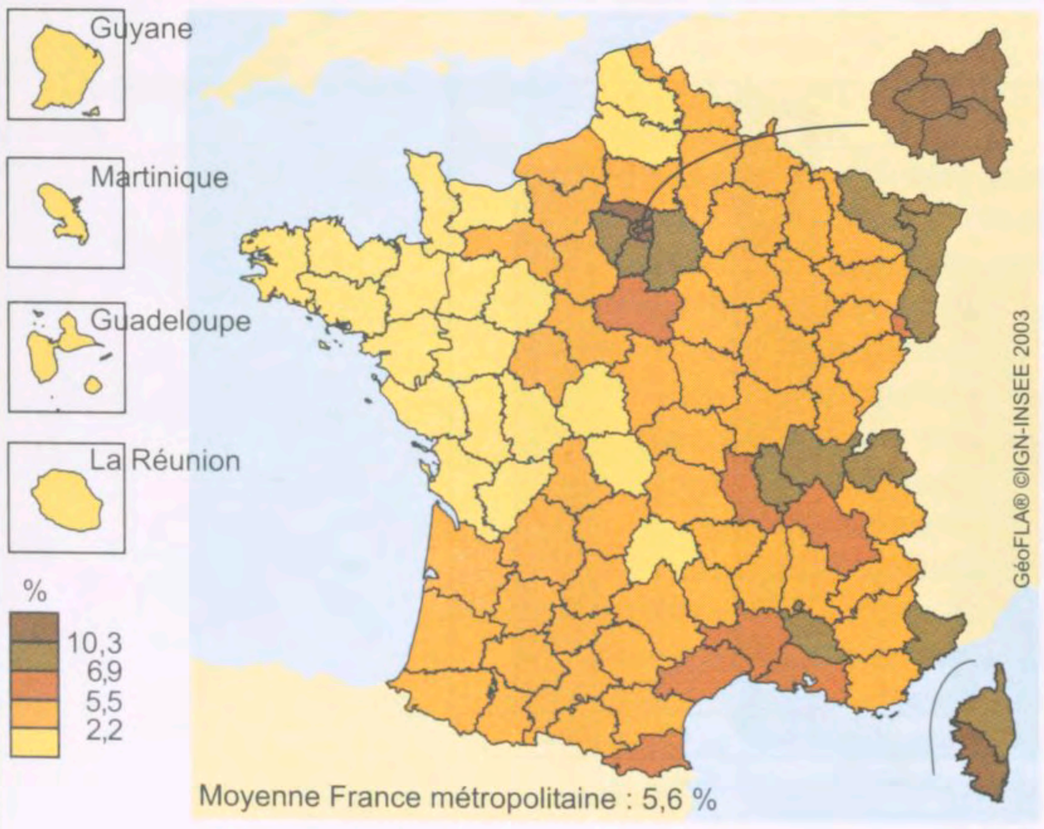


Pyramide des âges de la population totale en 2030 selon trois hypothèses de fécondité



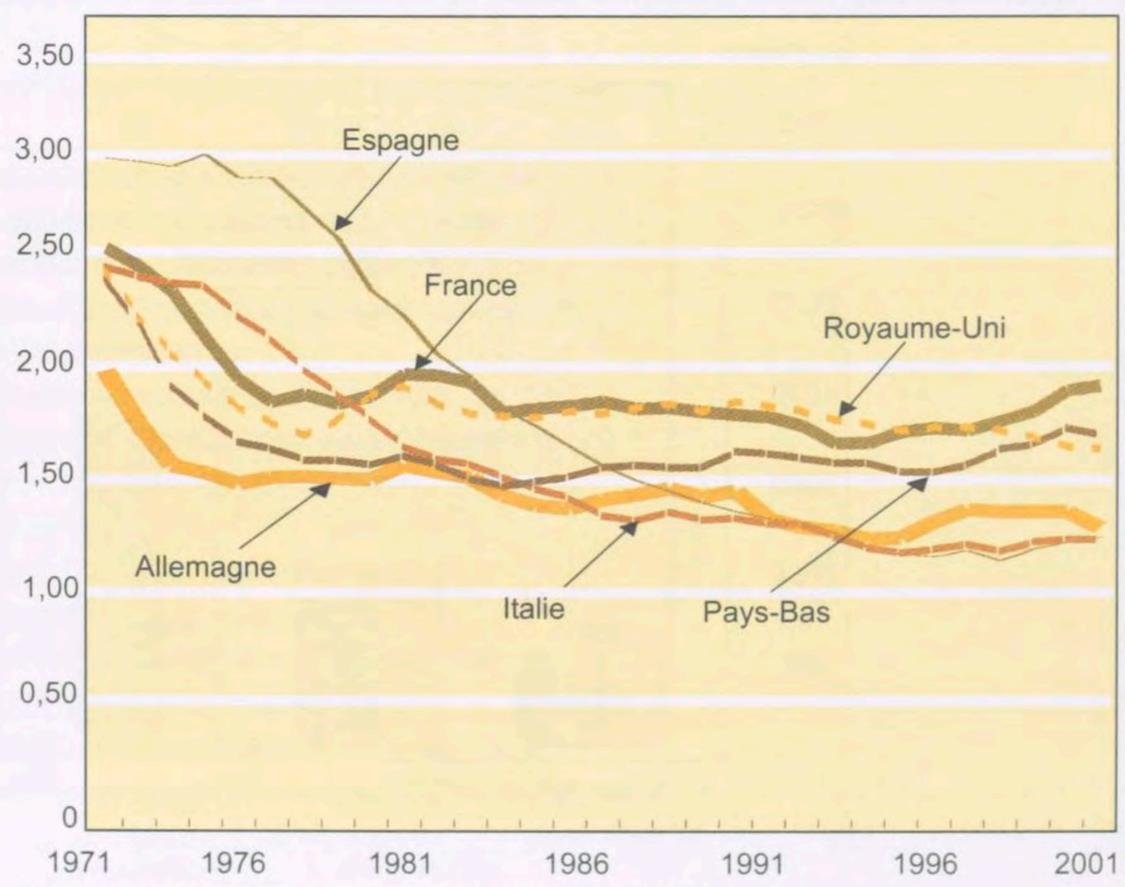
Source : INSEE

Part des étrangers dans la population totale en 1999



Source : INSEE, recensement de la population

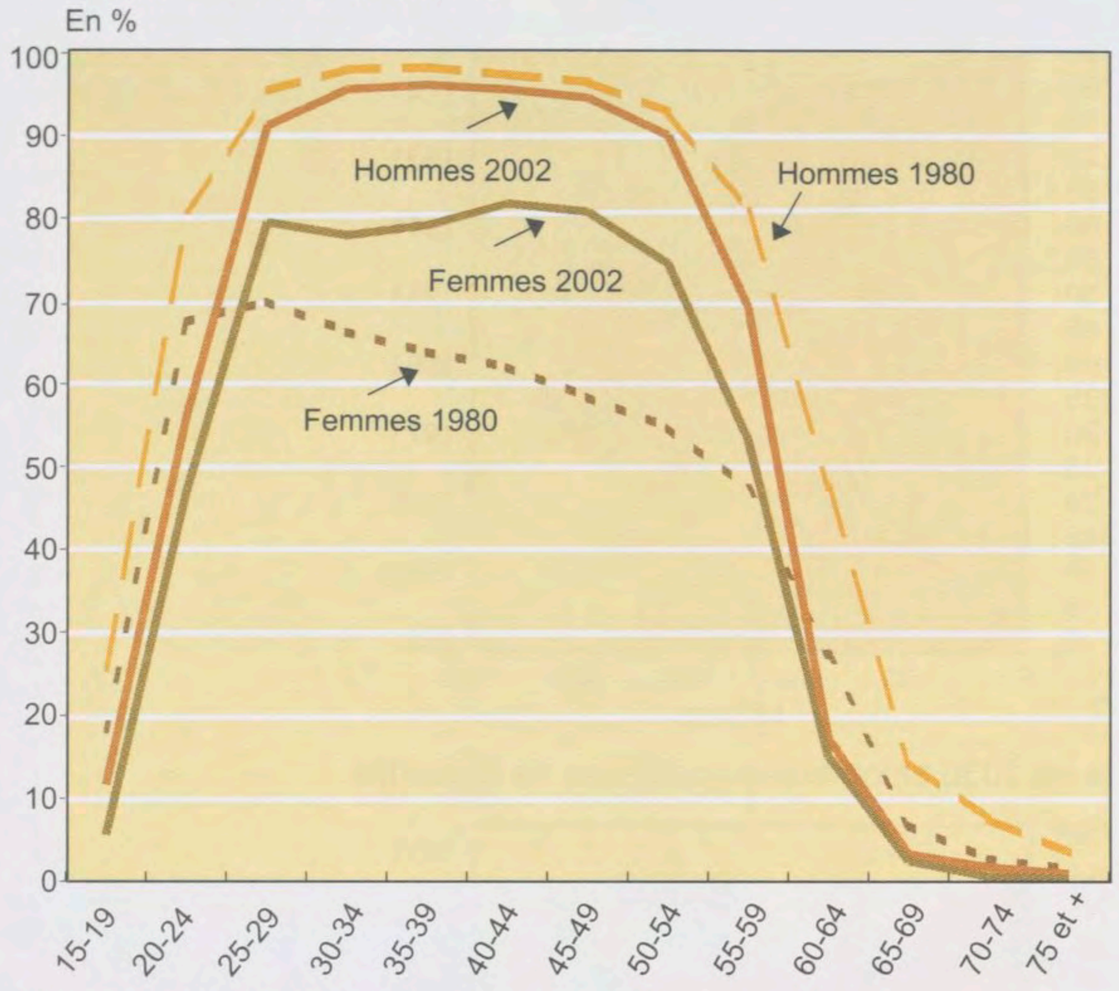
Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1971 - 2001)*



** Certaines données sont susceptibles d'être révisées.*

Source : EUROSTAT

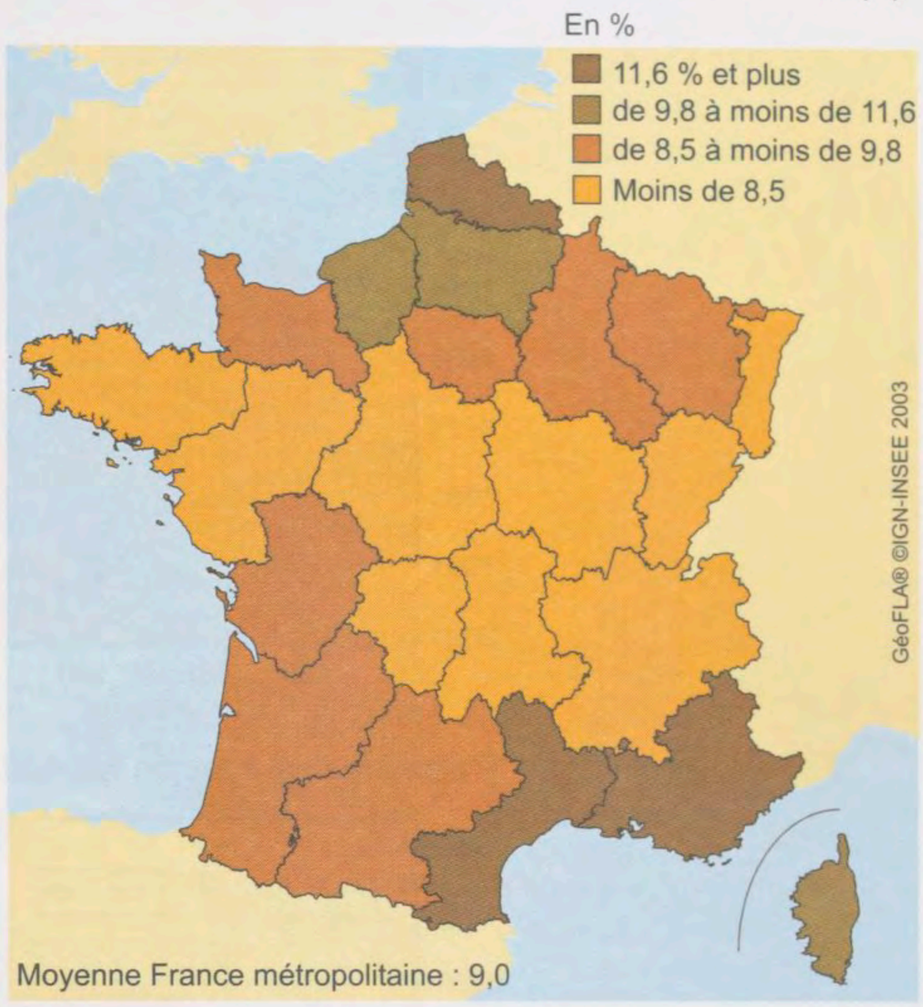
Taux d'activité* par sexe et groupe d'âges en mars 1980 et mars 2002



* *Proportion d'actifs (actifs occupés y compris appelés et chômeurs BIT dans l'effectif total).*

Source : INSEE (enquête emploi)

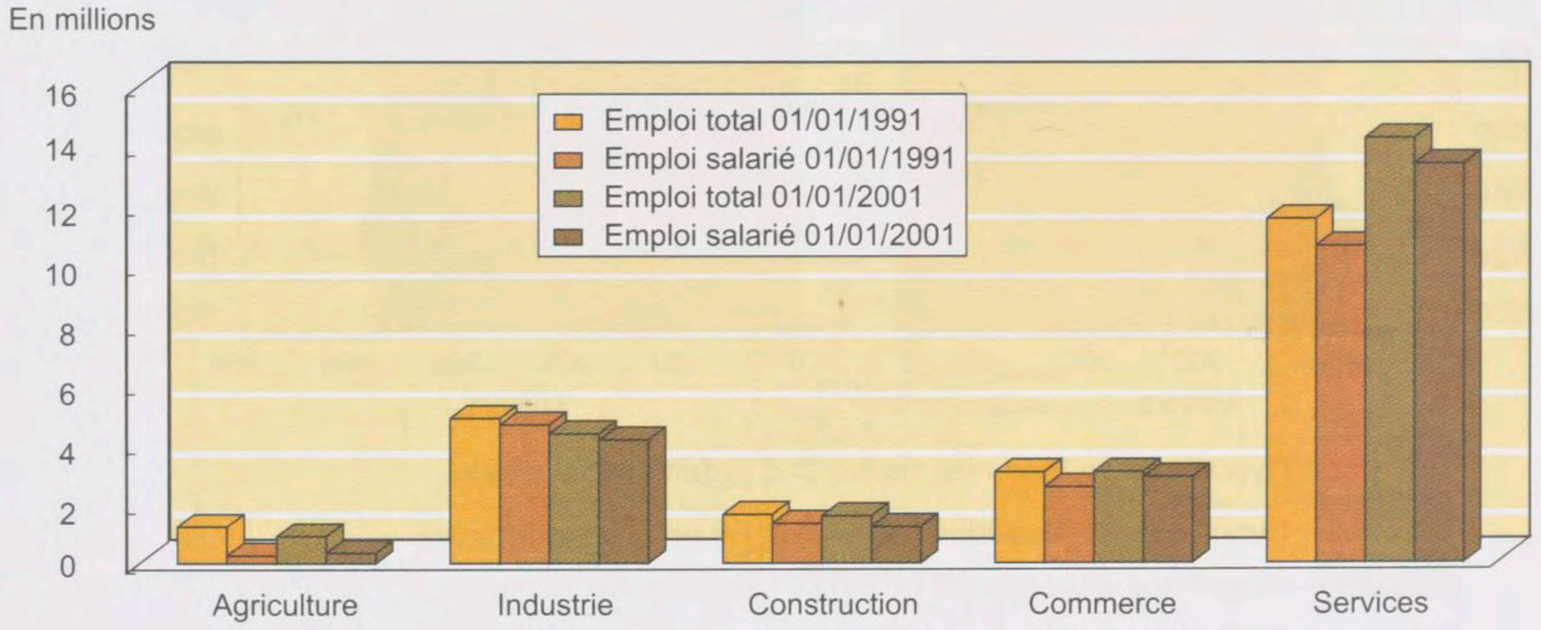
Taux de chômage au sens du BIT en septembre 2002 (1)



(1) corrigé des variations saisonnières

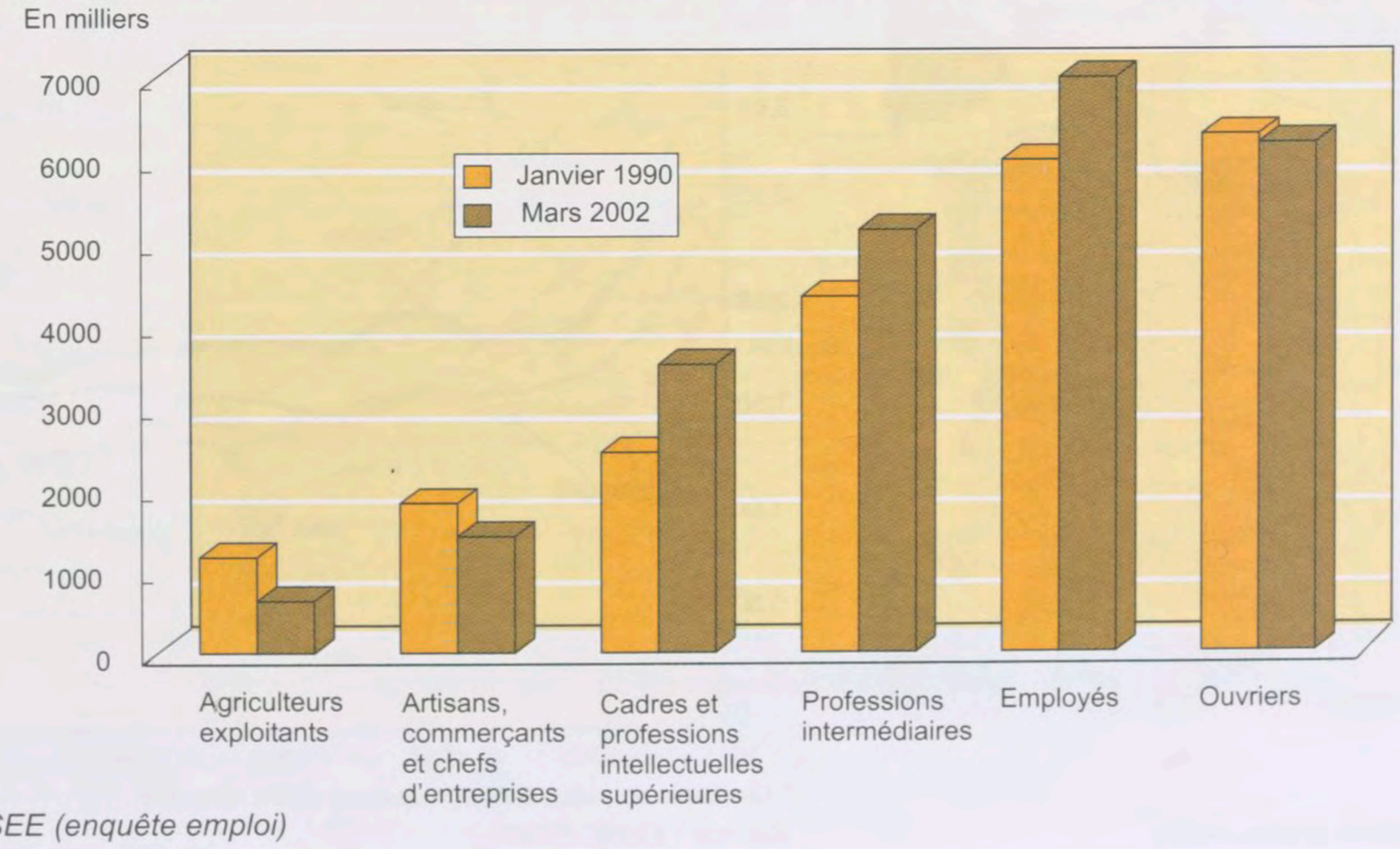
Source : INSEE, division Emploi

Évolution des actifs ayant un emploi au lieu de travail par activité économique entre le 1/1/1991 et le 1/1/2001



Source : INSEE (estimations d'emploi au lieu de travail)

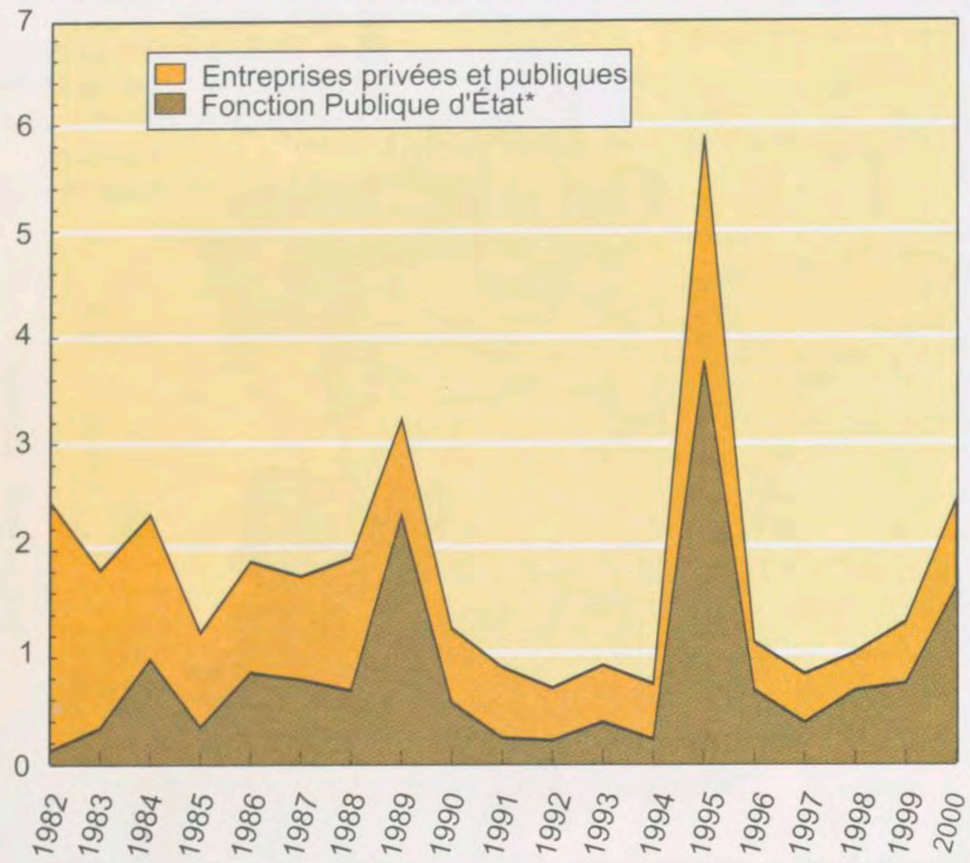
Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de janvier 1990 à mars 2002



Source : INSEE (enquête emploi)

Les conflits du travail

Millions de journées individuelles non travaillées

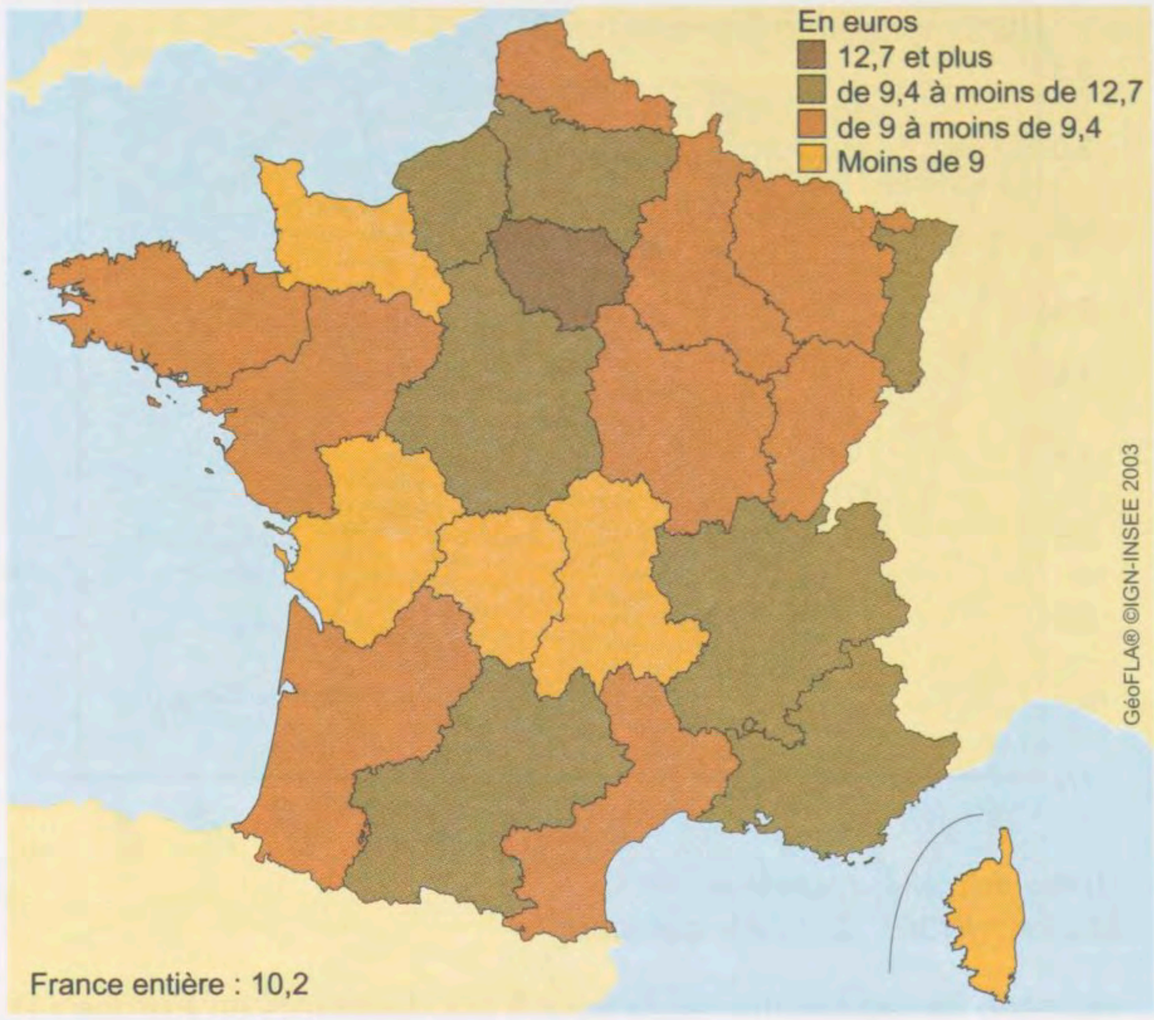


** Y compris France Télécom et La Poste (sauf en 1996, 1998 et 1999). À l'exclusion des Fonctions publiques hospitalière et territoriale. En 2000, La Poste est incluse mais pas France Télécom.*

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES)

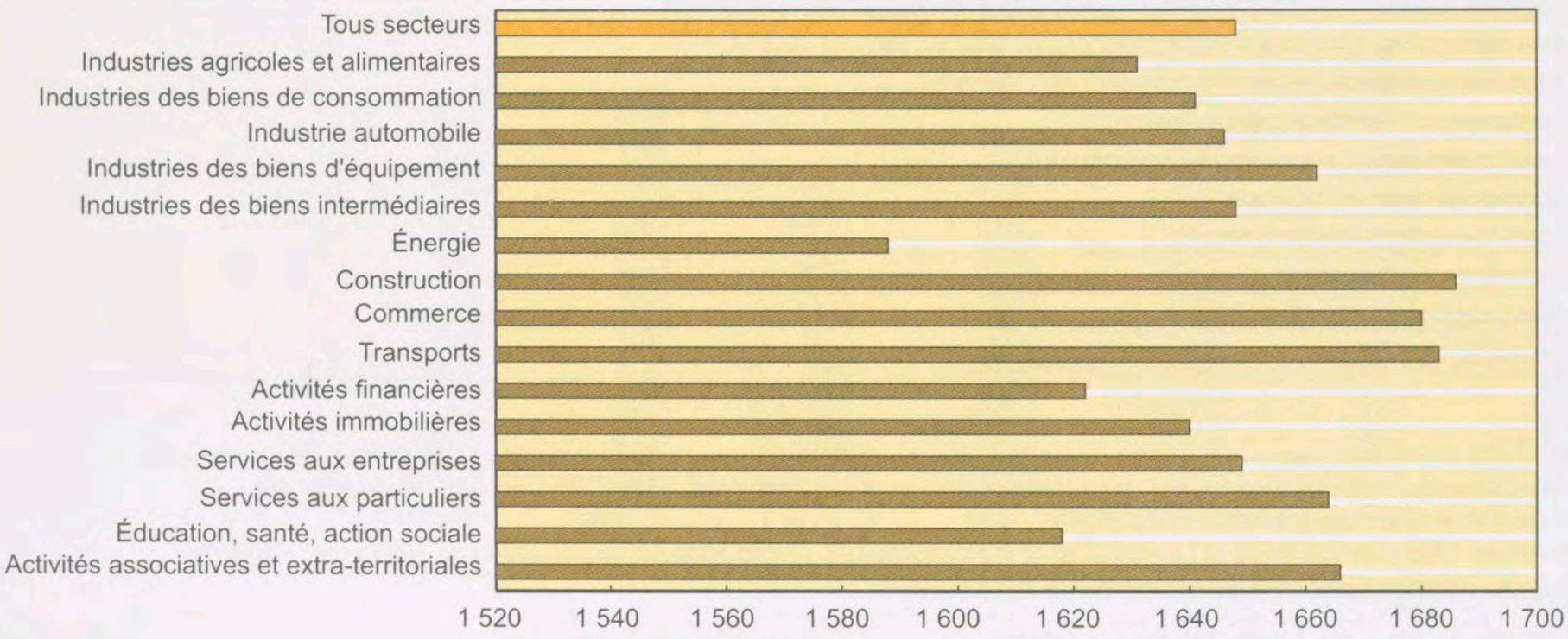
Salaire net horaire moyen en 2000 des établissements

(hors collectivités territoriales)



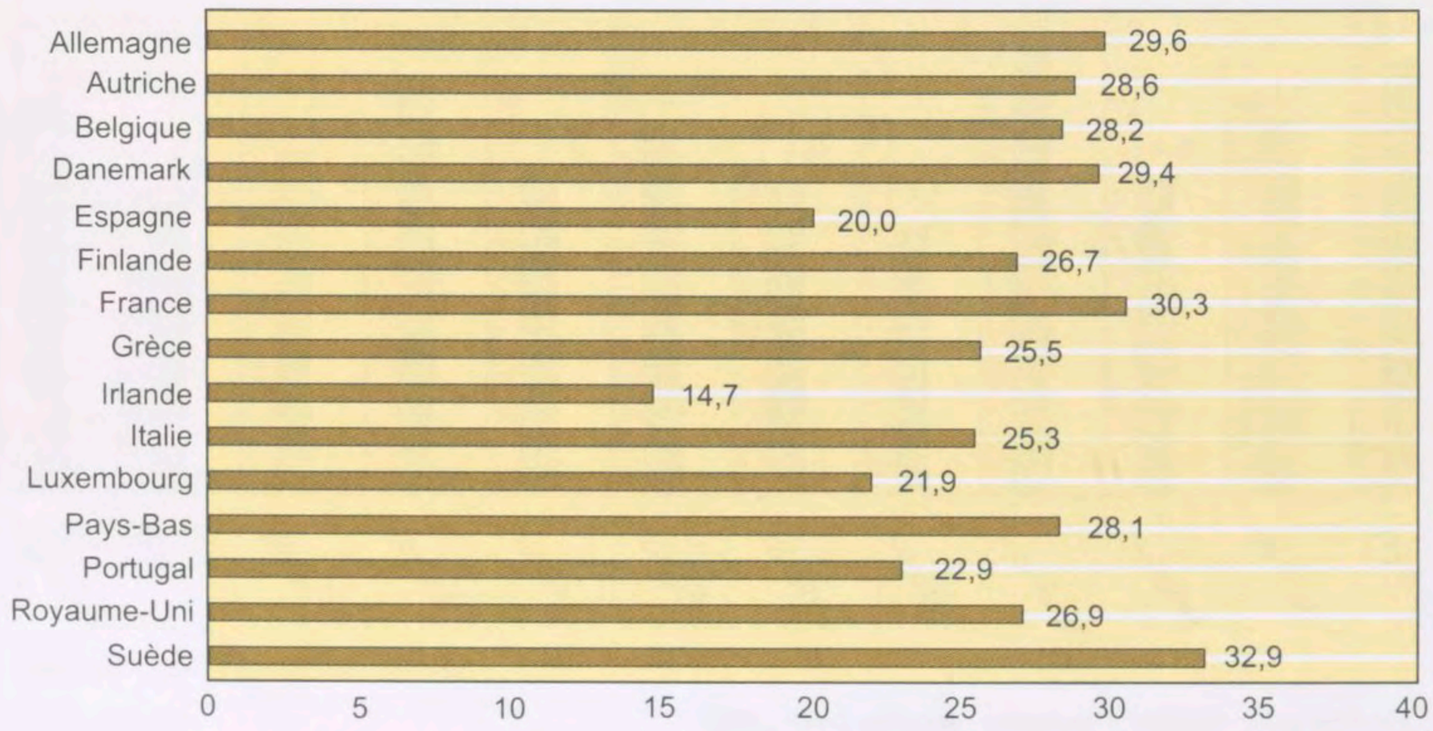
Source : INSEE, DADS

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet selon le secteur d'activité en 2000



Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MES)

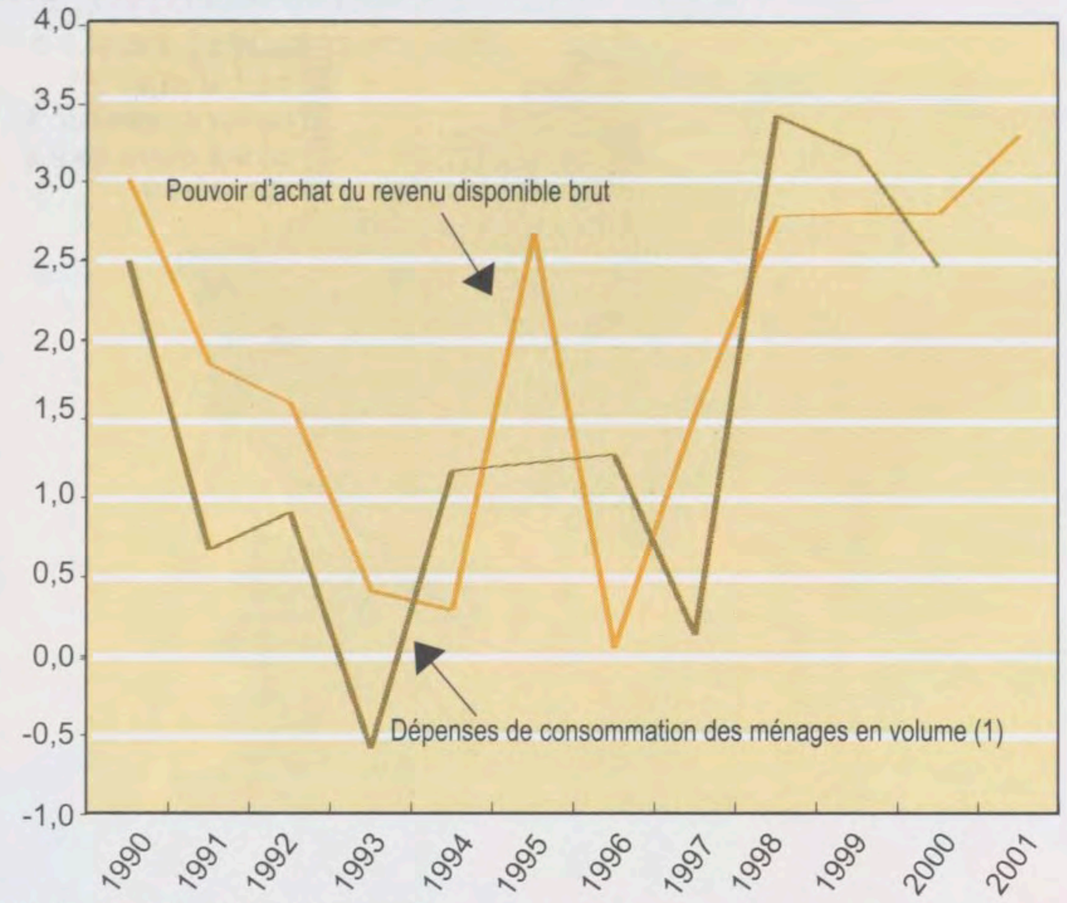
Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1999 dans l'Union européenne



Source : EUROSTAT

Dépenses des ménages et pouvoir d'achat de 1990 à 2001

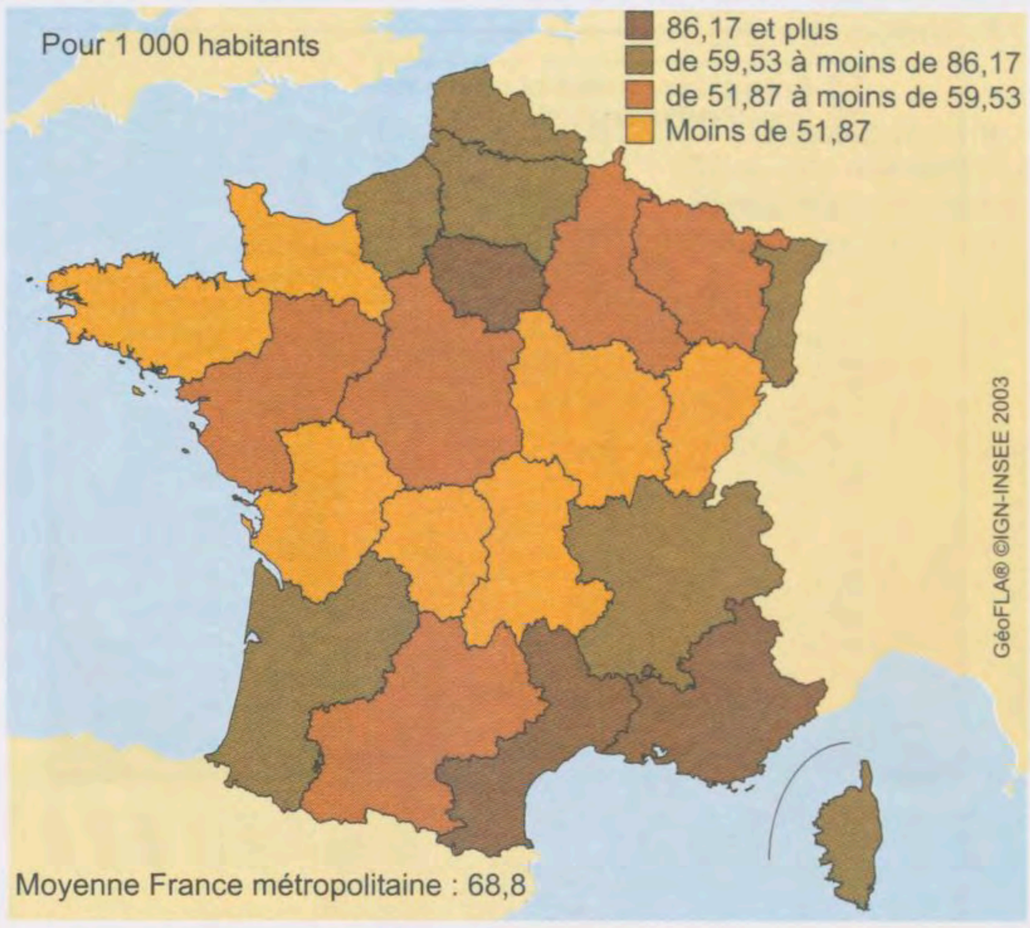
(Variation par rapport à l'année précédente en %)



(1) Prix de l'année précédente.

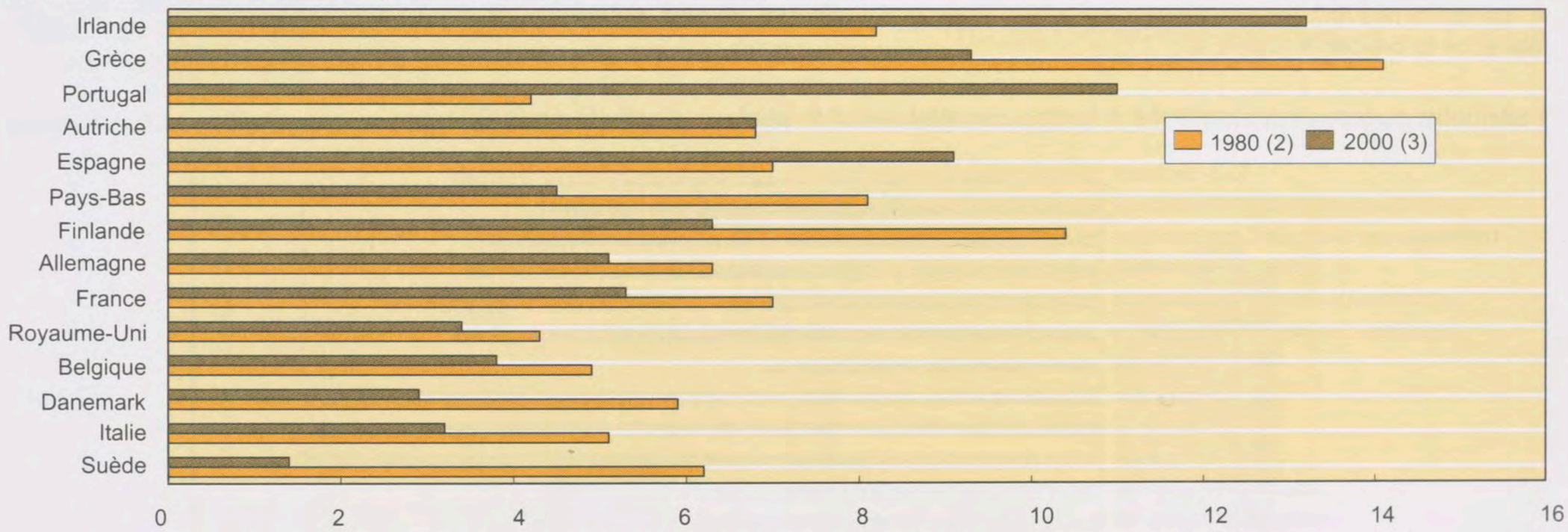
Source : INSEE, Comptes nationaux

Délinquance et criminalité en 2001



Sources : Direction Générale de la Police Nationale et Direction Centrale de la Police Judiciaire

Nombre de logements neufs pour 1 000 habitants en Europe (1)



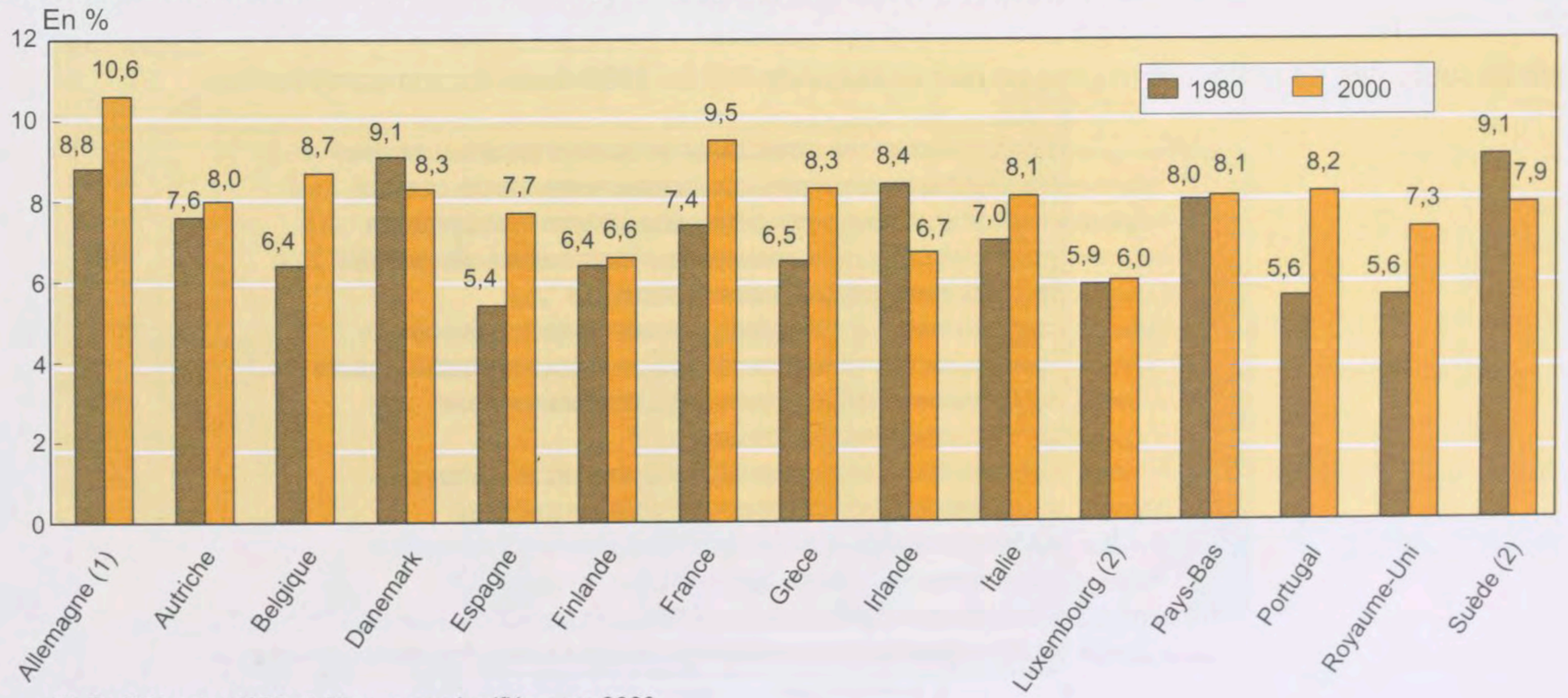
(1) Pour la plupart des pays, il s'agit du nombre total de logements commencés, incluant les réhabilitations. Au Royaume-Uni, seules sont comptabilisées les mises en chantier de résidences principales. Pour l'Italie, les logements autorisés.

(2) Sauf pour l'Autriche (période 1971 à 1980).

(3) Année 1998 pour la Grèce, le Luxembourg et le Royaume-Uni. Chiffre basé sur la population de 1999 pour l'Espagne.

Source : Statistiques européennes sur le logement

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB pour les pays de l'Union européenne

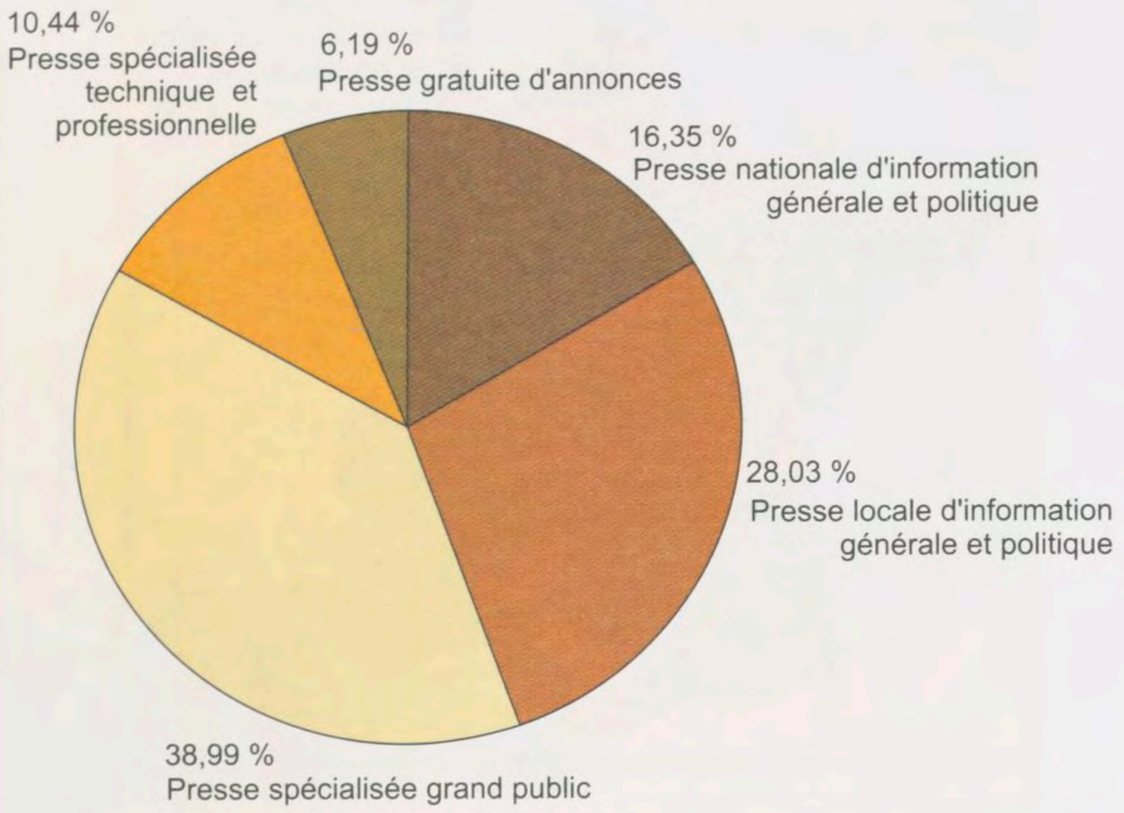


(1) Ex-RFA pour 1980 et Allemagne réunifiée pour 2000.

(2) Années : 1999 pour le Luxembourg et 1998 pour la Suède.

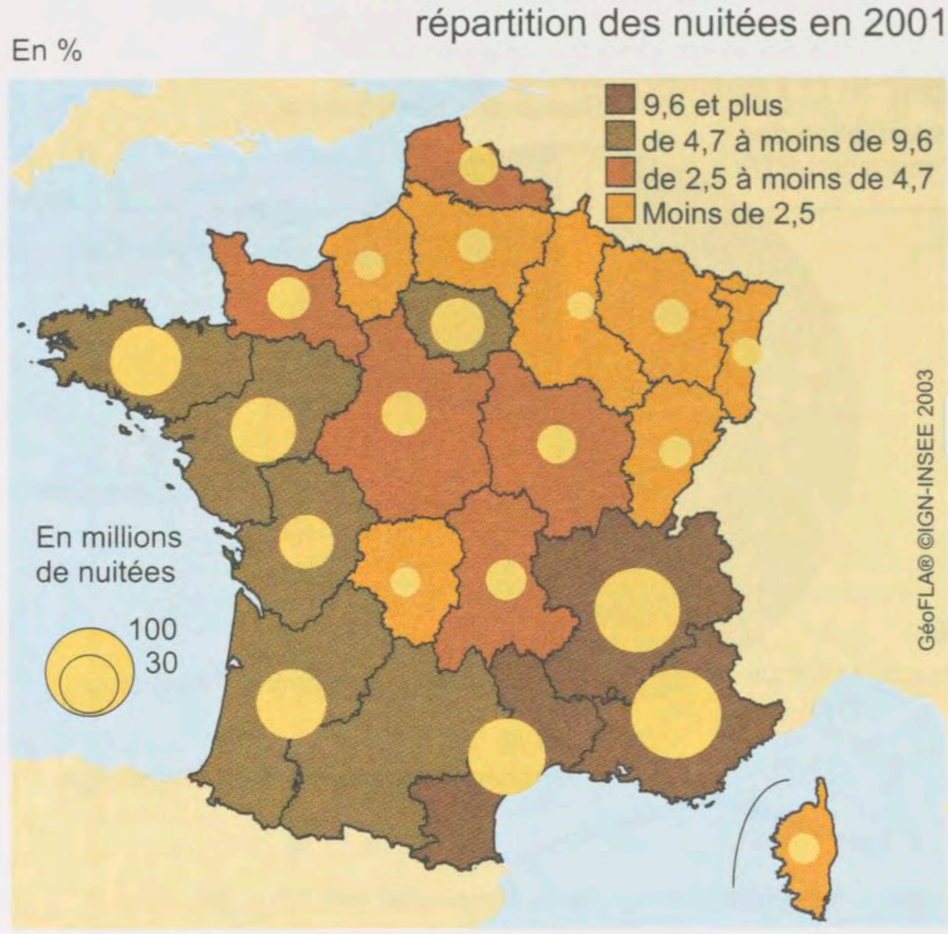
Source : ECO-Santé OCDE

Répartition du chiffre d'affaires par type de presse en 2001



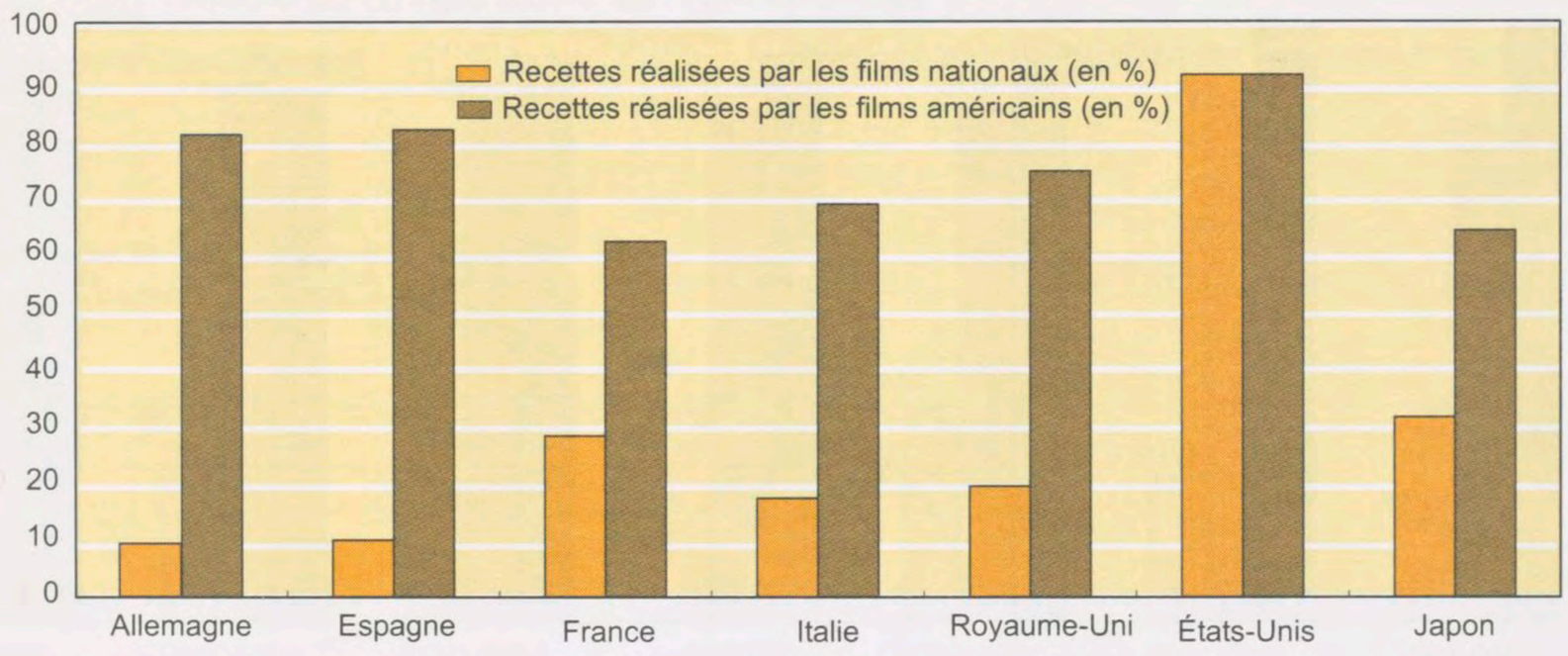
Source : Premier ministre, Direction du développement des médias

Déplacements touristiques des français : répartition des nuitées en 2001



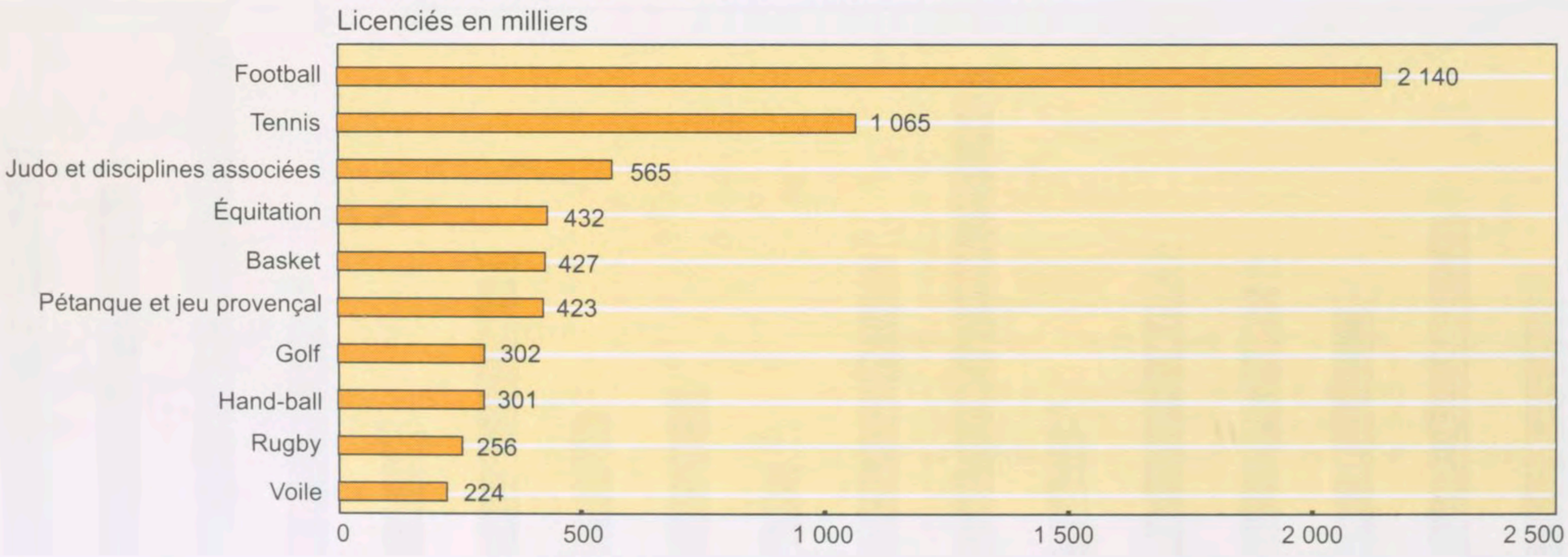
Source : SDT - Direction du Tourisme/TN Sofres

Panorama du cinéma mondial en 2000



Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

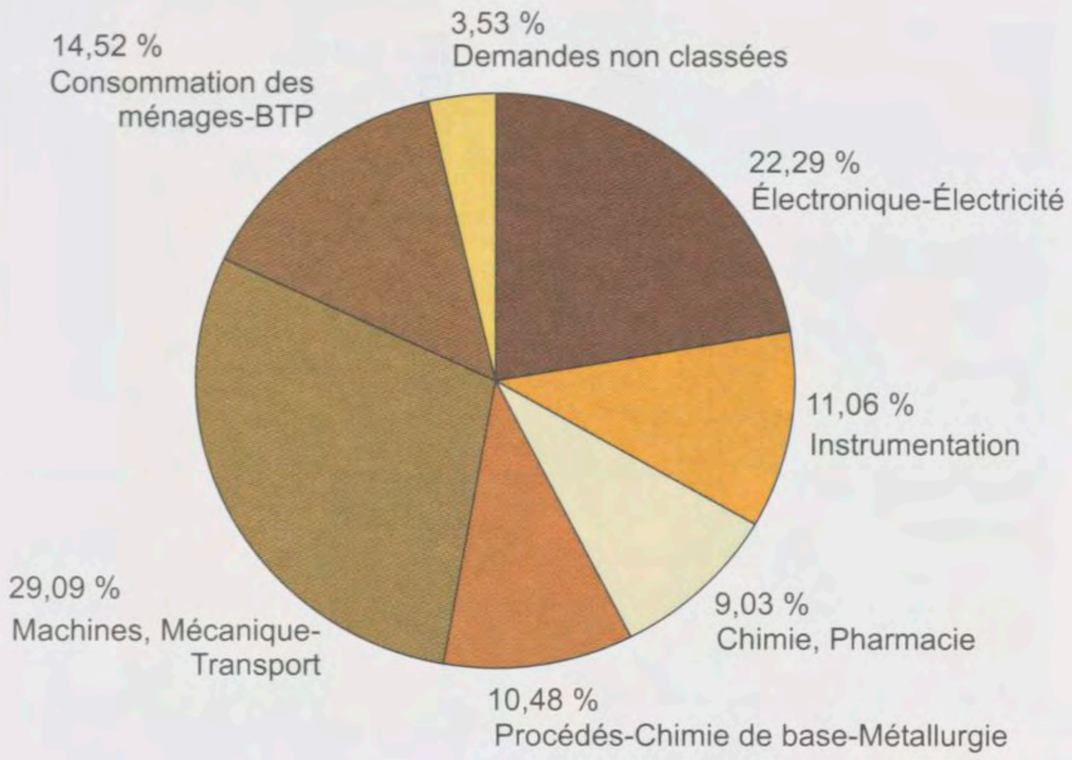
Les dix premiers sports pratiqués en France en 2001



Source : Ministère des Sports

Enseignement, Formation, Recherche

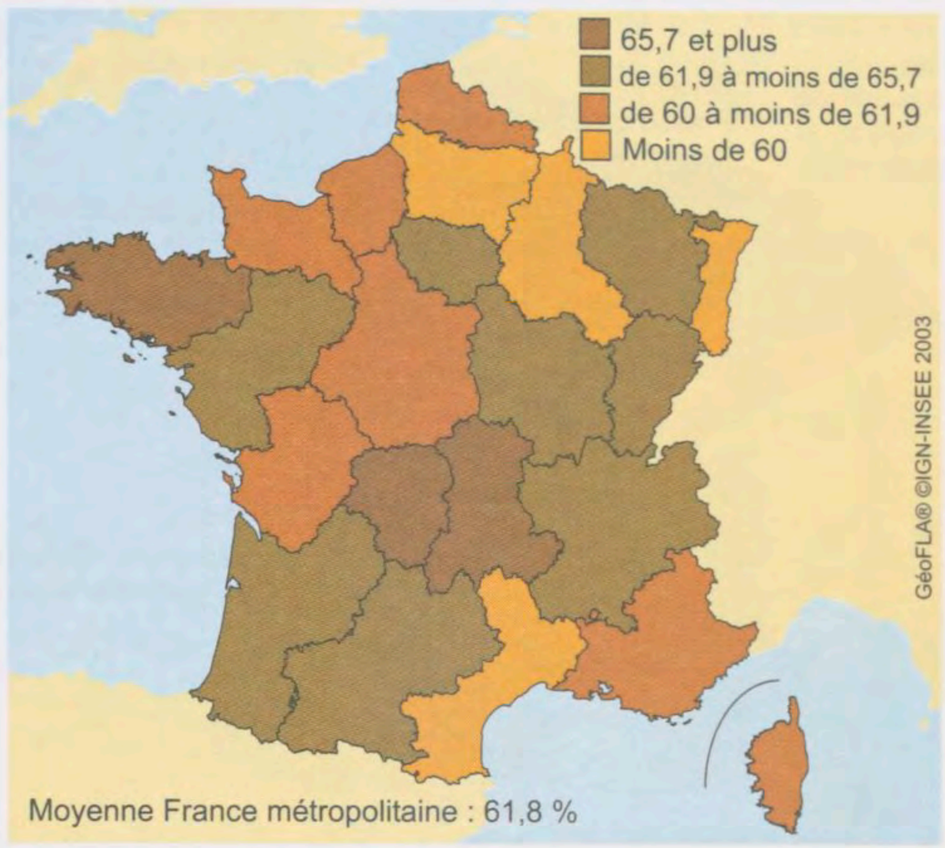
Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale en 2001 (en %)



Source : Institut national de la Propriété industrielle

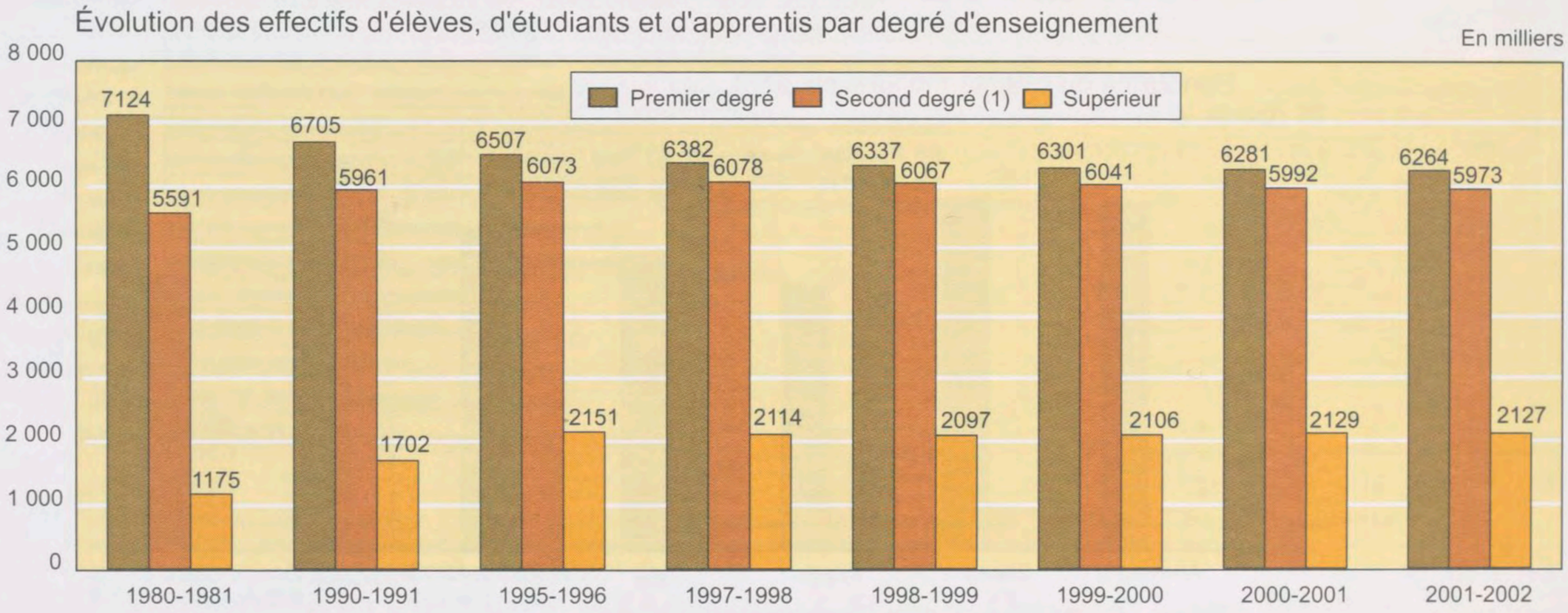
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat en 2001

En %



Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

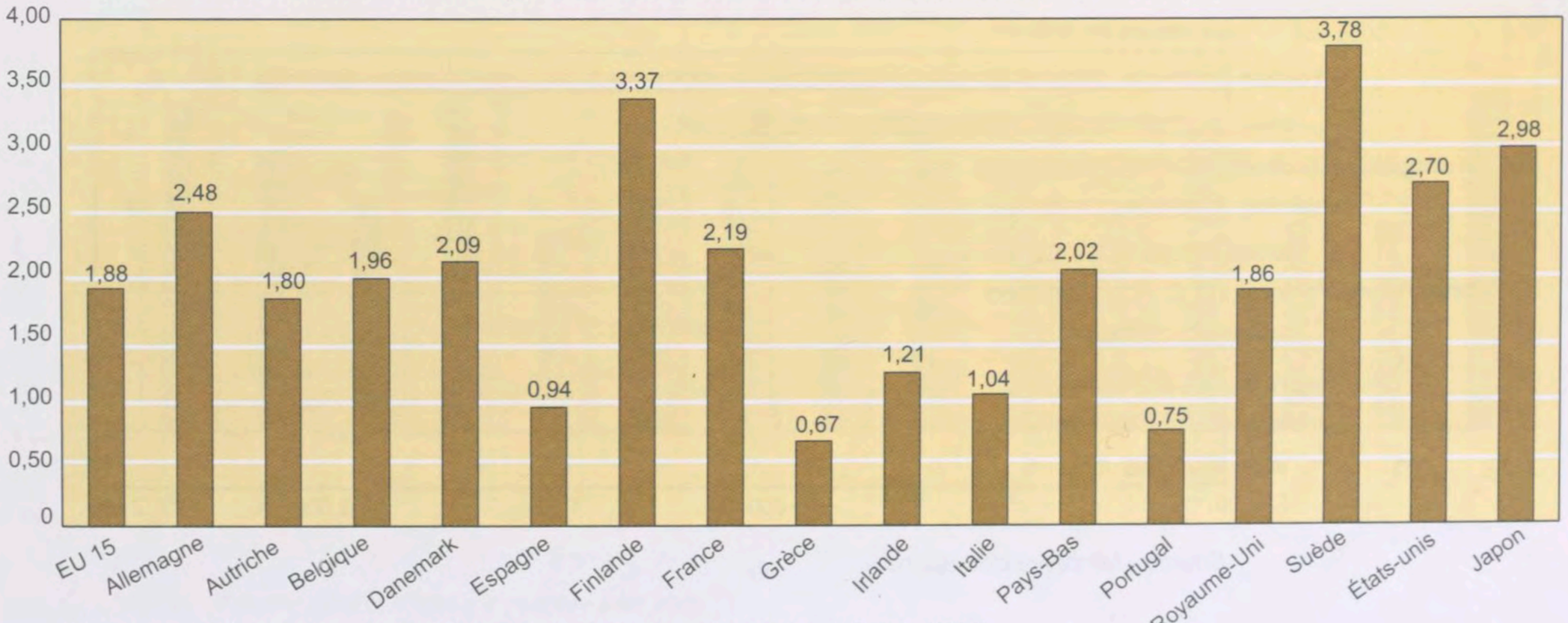
Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement



(1) Y compris Agriculture, Santé et Apprentis.

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD - SDES)

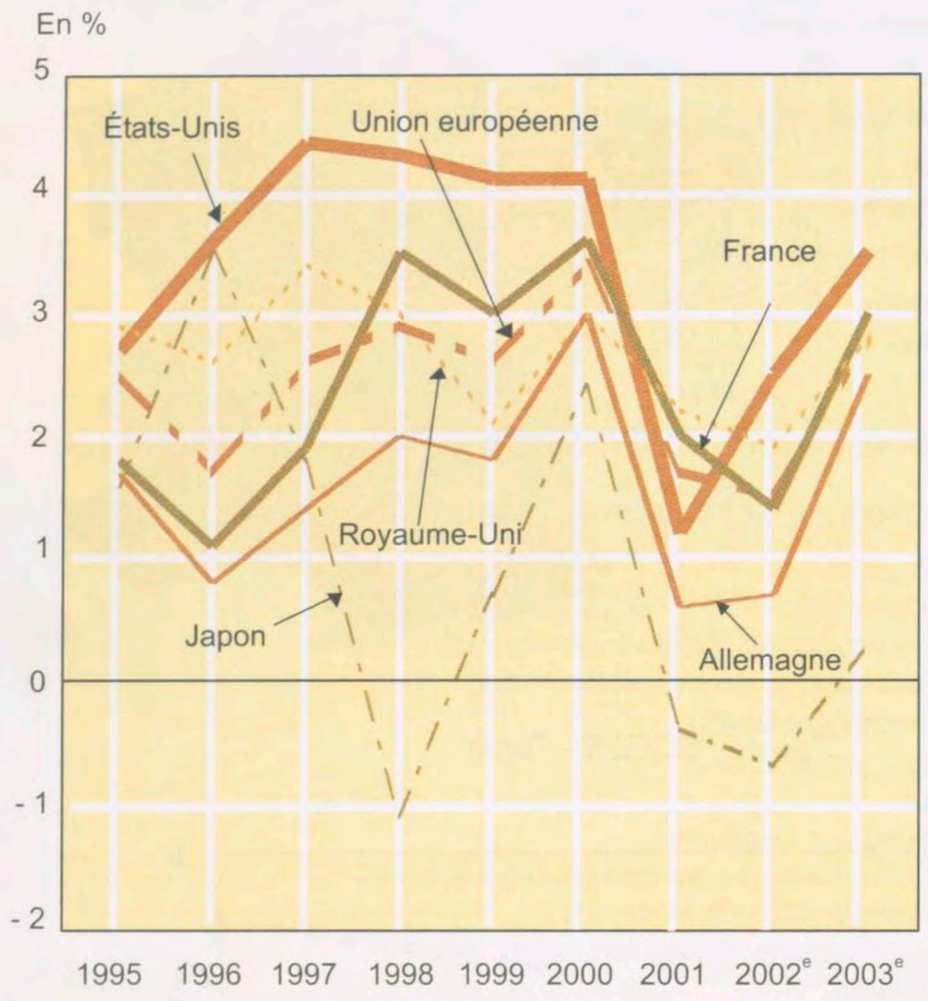
Dépenses de recherche et développement en % du PIB pour quelques pays en 2000 (1)



(1) Sauf pour Belgique, Danemark, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède (1999).

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie OCDE volume 2002/1

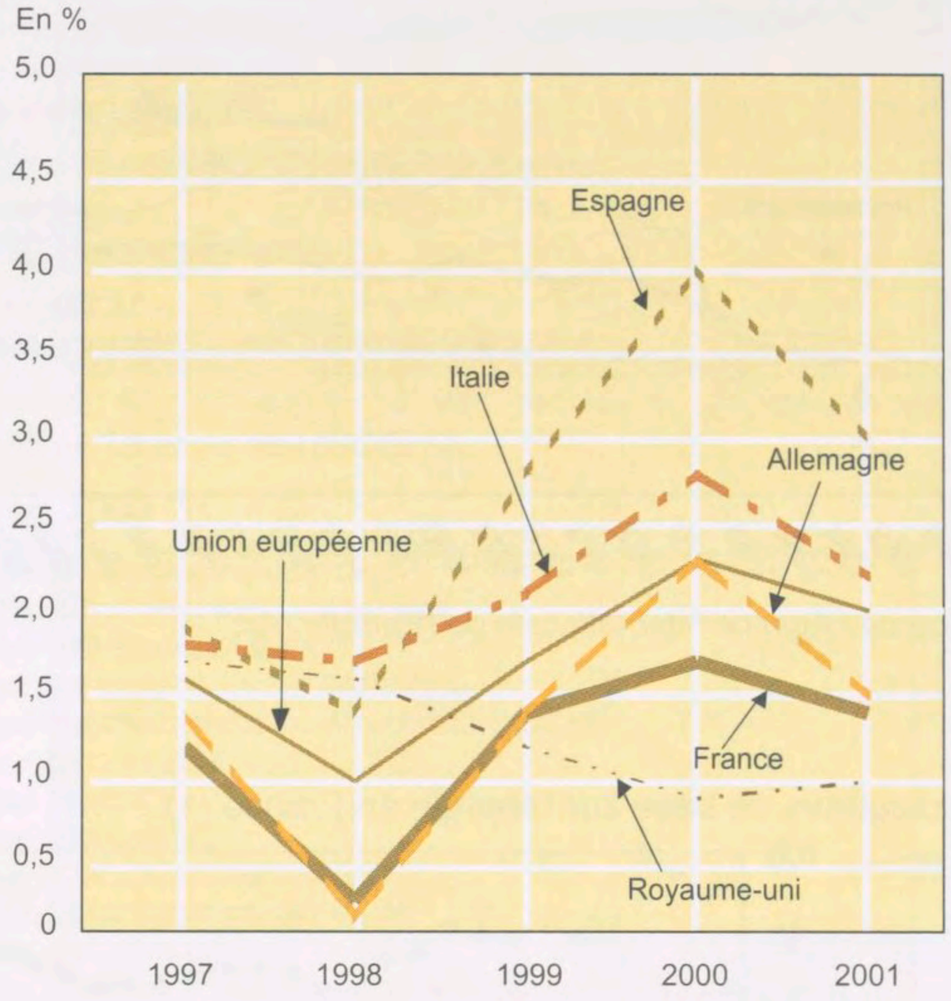
Taux de croissance du PIB en volume



e : estimations.

Source : OCDE (perspectives économiques)

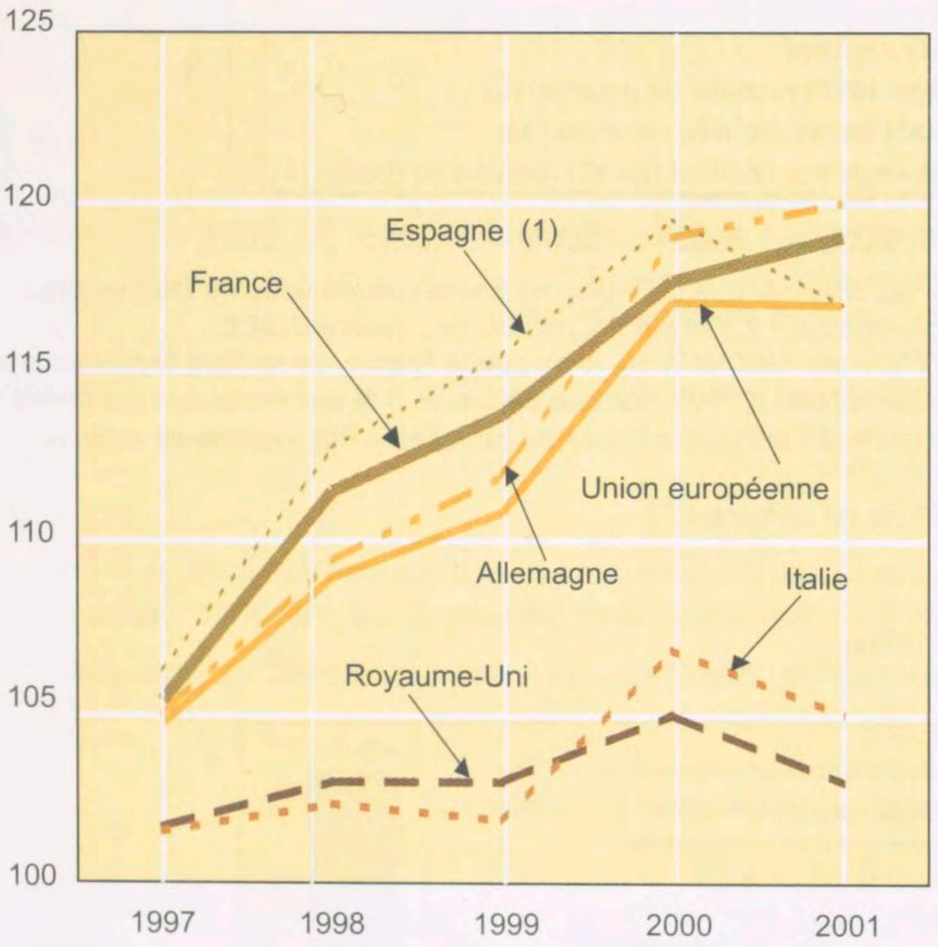
Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH)



(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n.

Sources : services statistiques nationaux et Eurostat

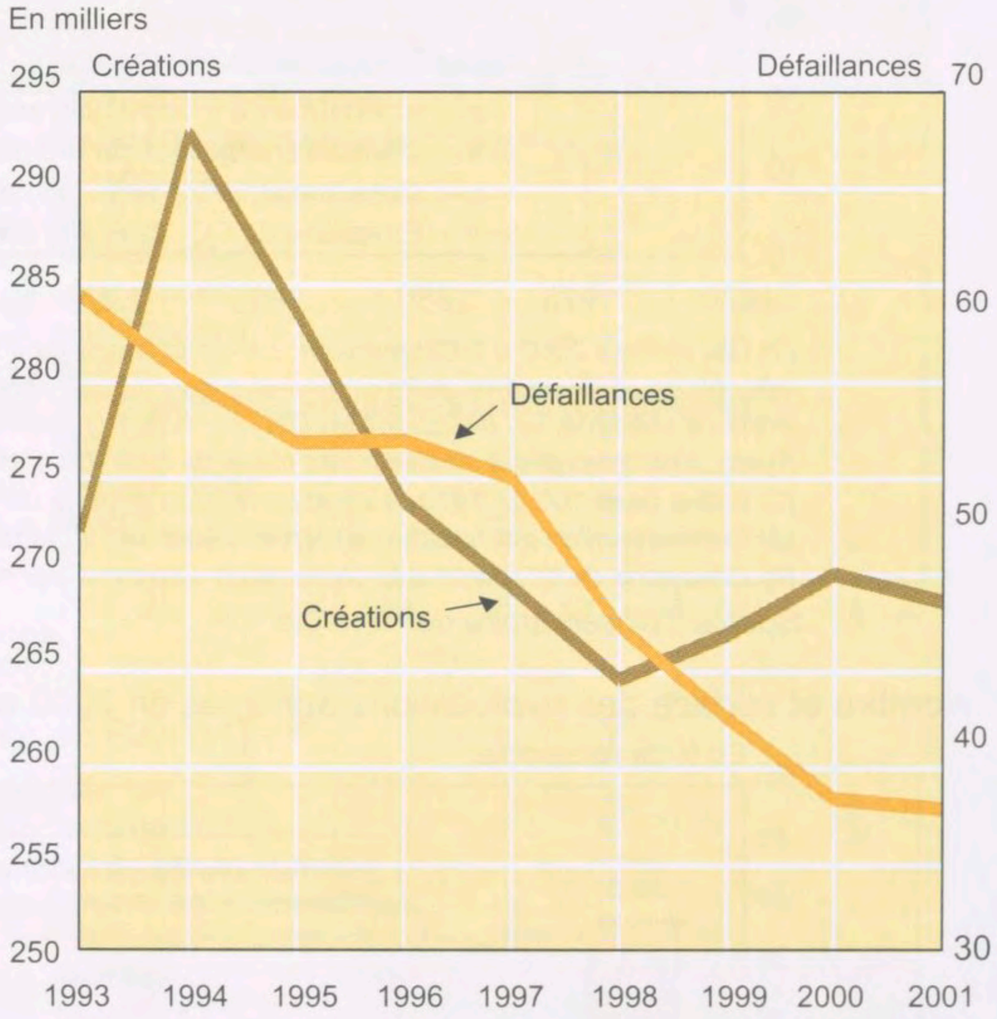
Indices de la production industrielle Industrie manufacturière (base 100 en 1995)



(1) Estimations.

Source : EUROSTAT

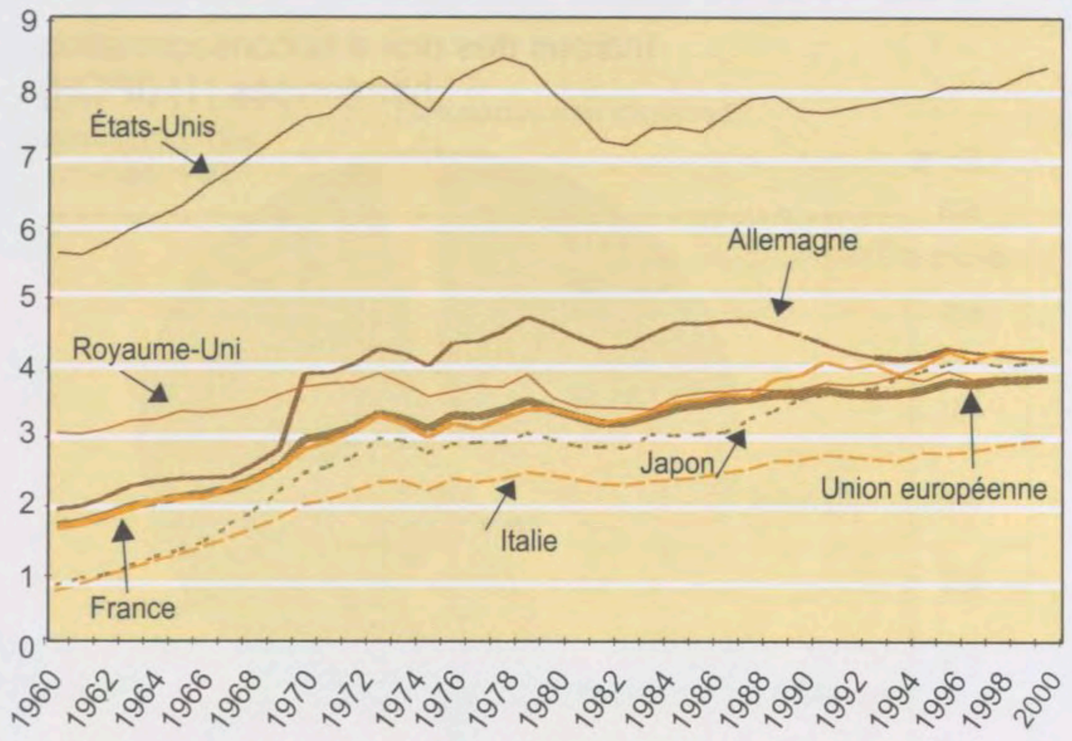
Évolution des créations et défaillances d'entreprises (1)



(1) Champ : industrie, commerce et services.

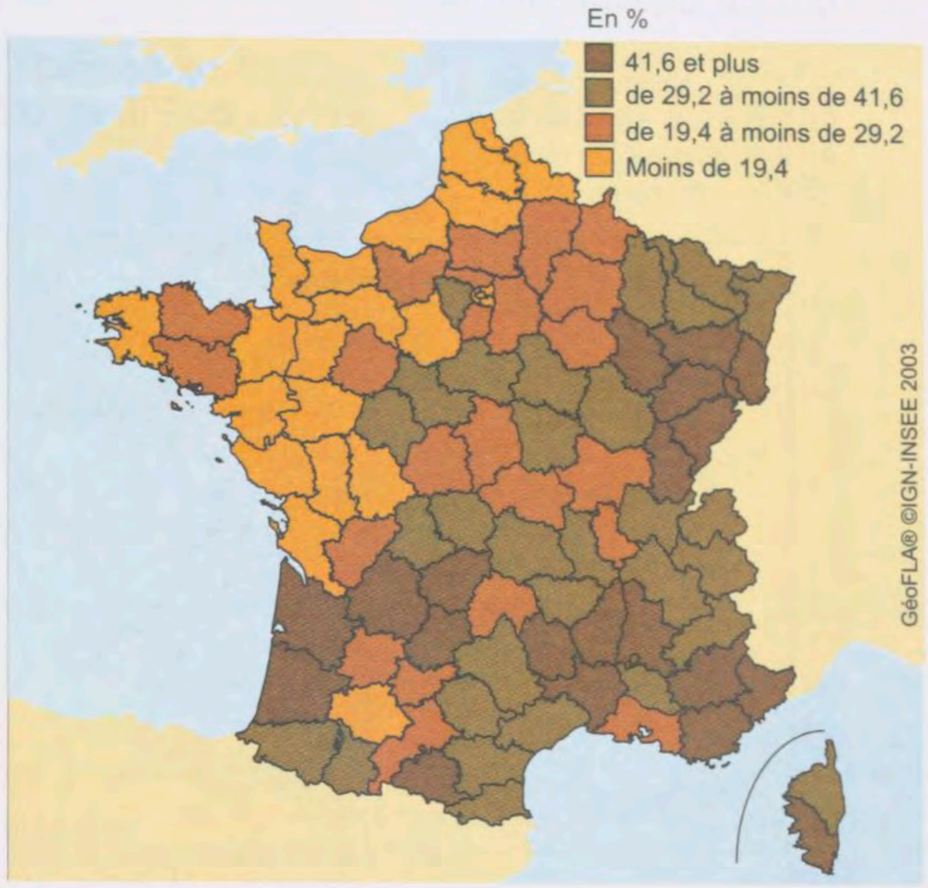
Source : INSEE (SIRENE pour les créations et exploitation du BODACC pour les défaillances)

Consommation d'énergie par habitant de quelques pays de l'OCDE



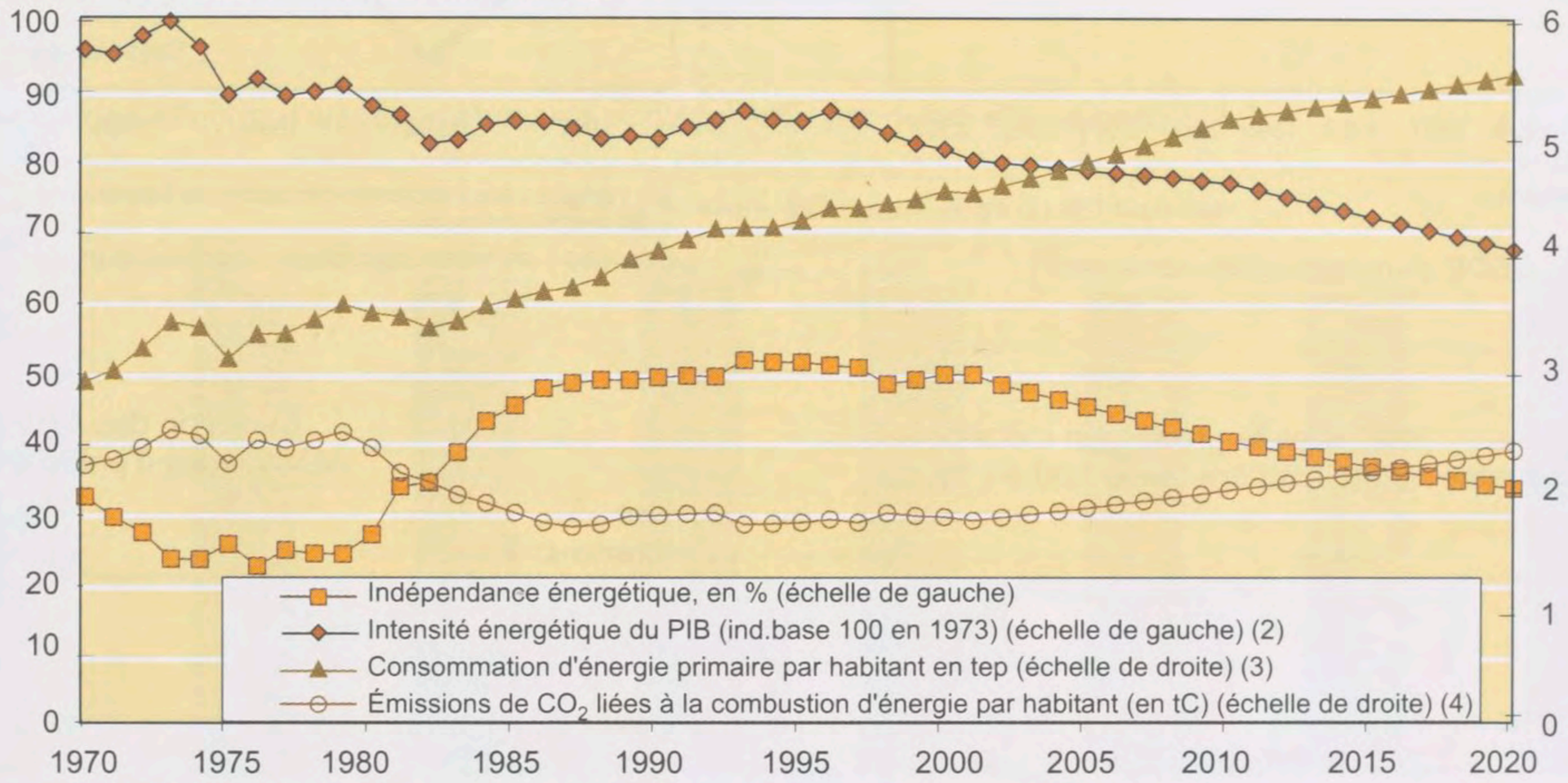
Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Taux de boisement en 2001



Source : SCEES - Teruti

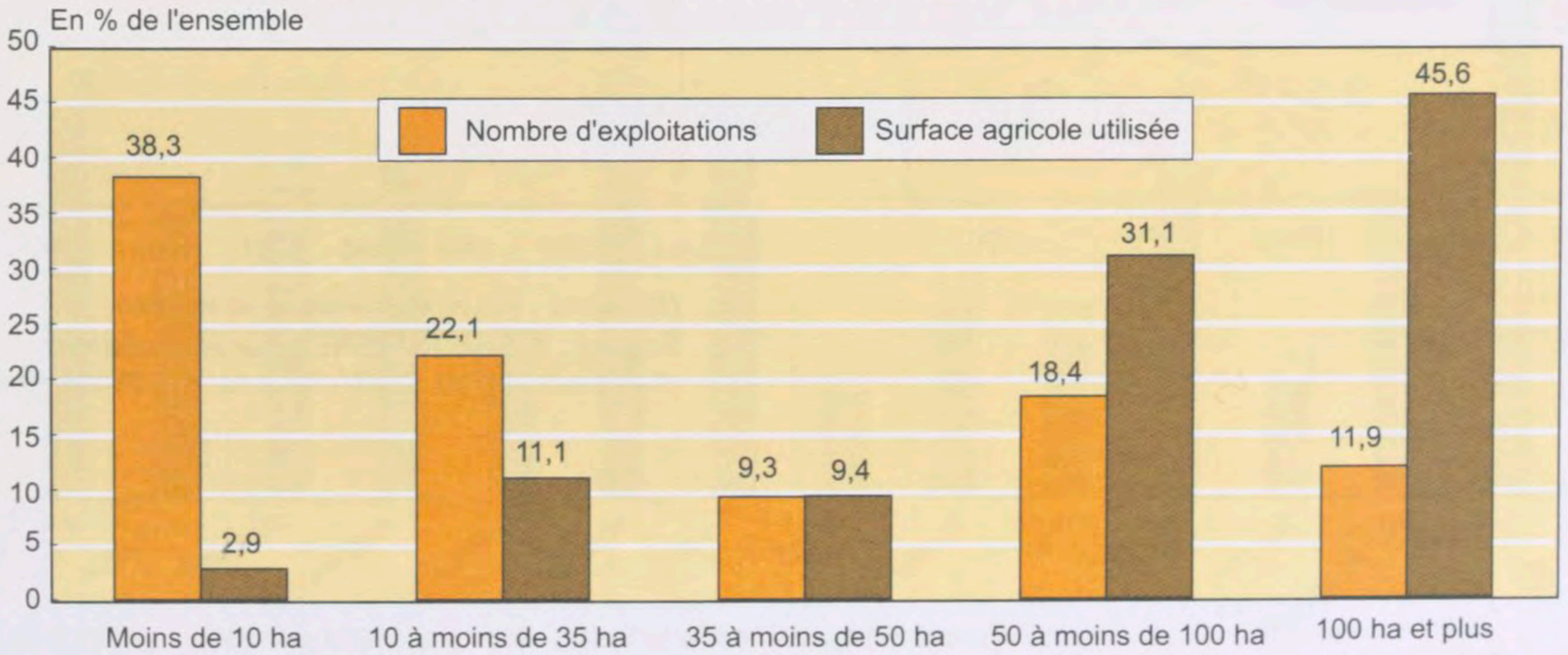
Indicateurs de base sur l'énergie en France (1)



(1) Les chiffres 2002 à 2020 reposent sur un scénario dit « tendanciel » qui suppose que la France ne prend aucune nouvelle mesure pour infléchir sa politique énergétique ; hypothèses macroéconomiques : croissance à + 2,3 % par an, population : source INSEE.
Dans ce scénario, les émissions de CO_2 par habitant augmentent de 12 % entre 1990 et 2010, alors que la France, en ratifiant le protocole de Kyoto, s'est engagée à stabiliser ses rejets de tous gaz à effet de serre par rapport à 1990, soit une baisse de 8 % des émissions par habitant.
(2) Indice base 100 en 1973. Il s'agit du rapport entre la consommation d'énergie primaire corrigée du climat et le PIB exprimé en volume.
(3) Consommation par habitant en tonne d'équivalent pétrole (tep).
(4) Émissions de CO_2 liées à la combustion d'énergie, par habitant en tonne de carbone (tC).

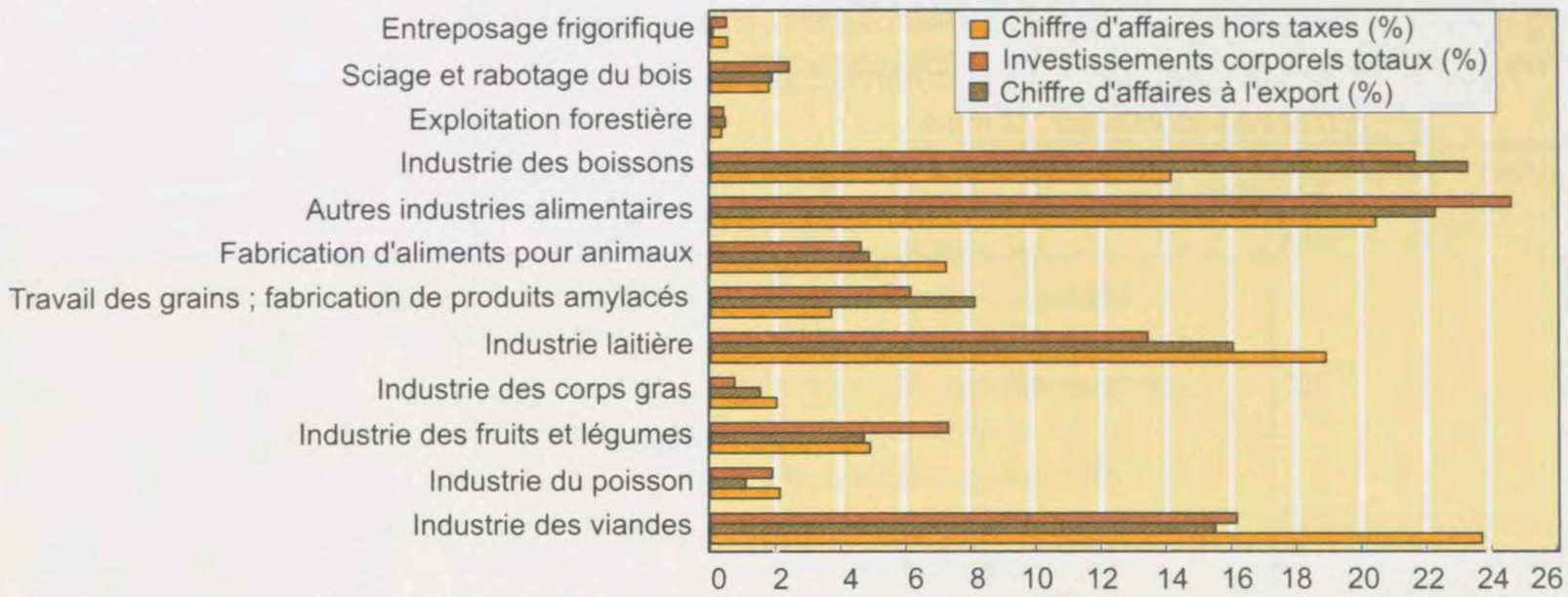
Source : Observatoire de l'énergie

Nombre et surface des exploitations agricoles en 2000 selon leur taille



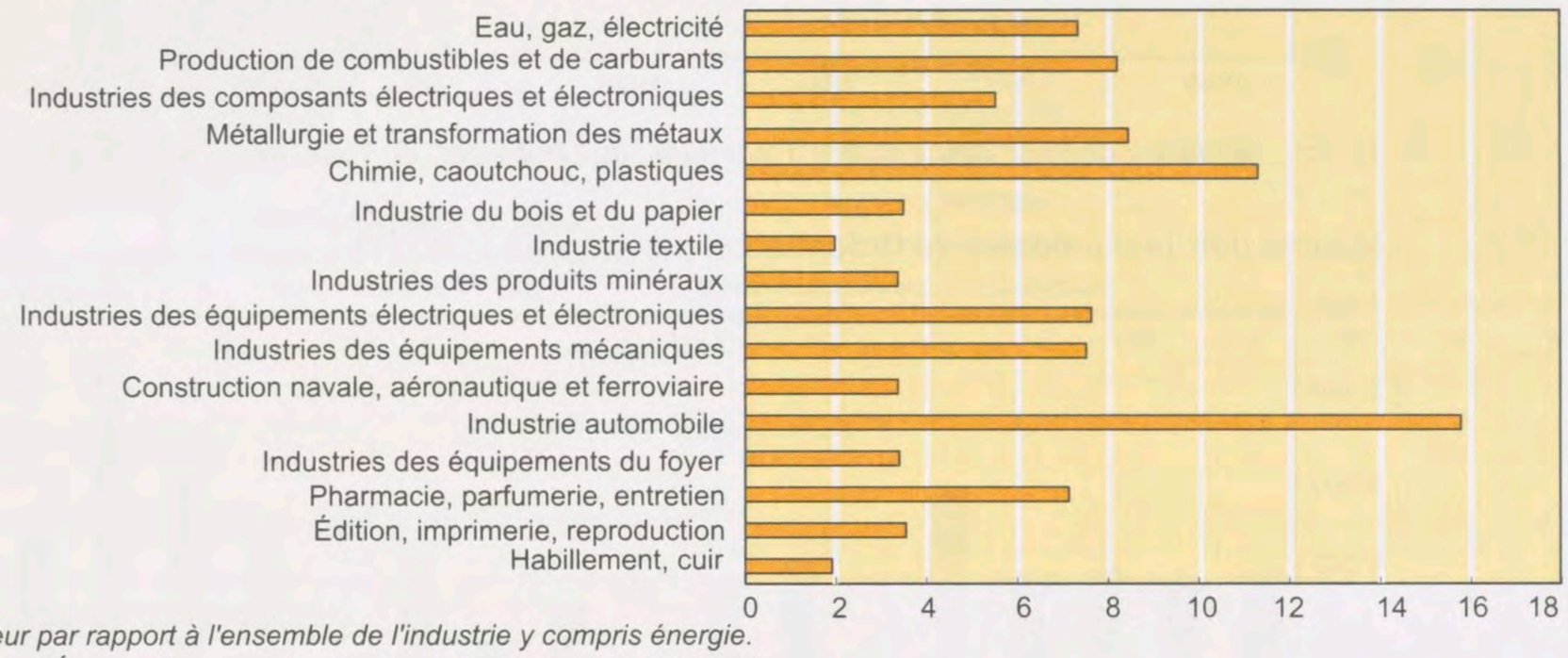
Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

Industries agricoles et alimentaires : données comptables par secteur d'activité en 2000



Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)

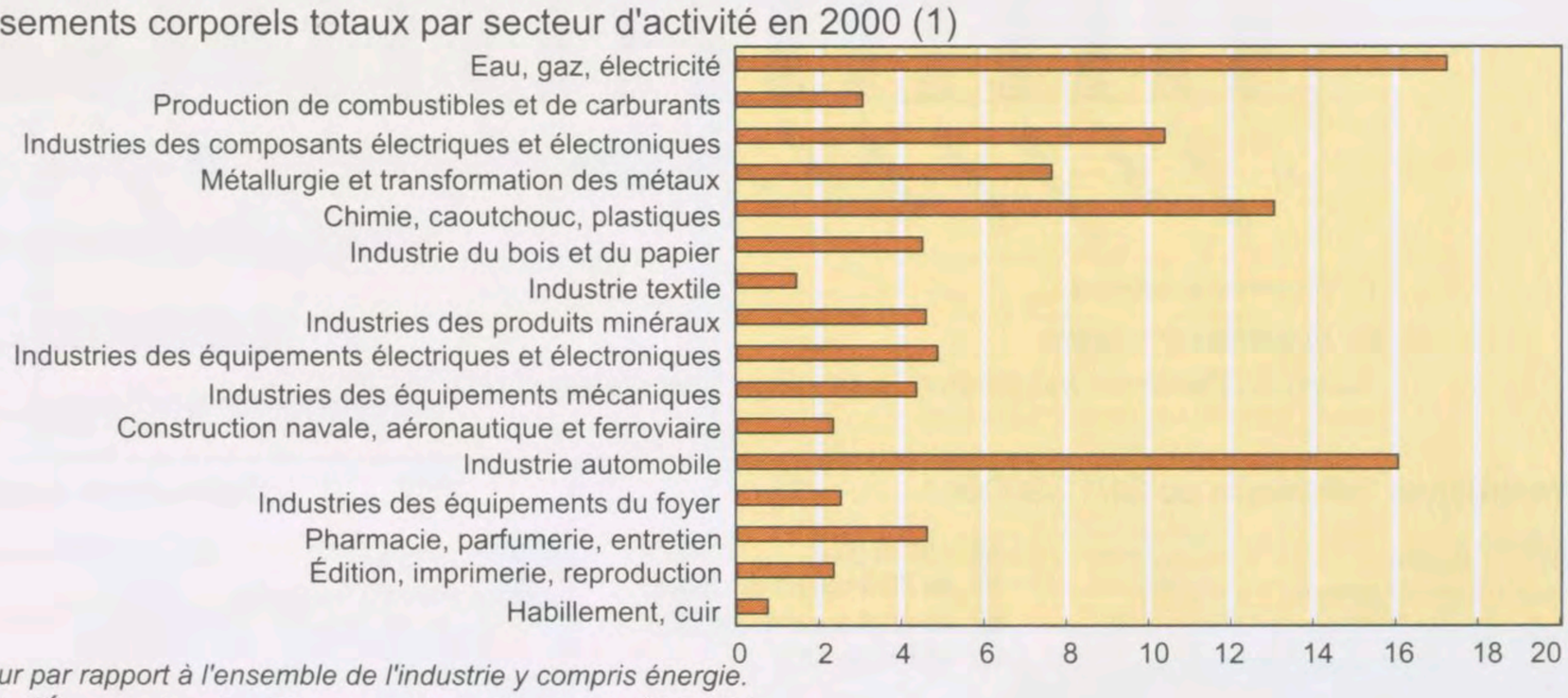
Industrie : chiffre d'affaires (hors taxes) par secteur d'activité en 2000 (1)



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble de l'industrie y compris énergie.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

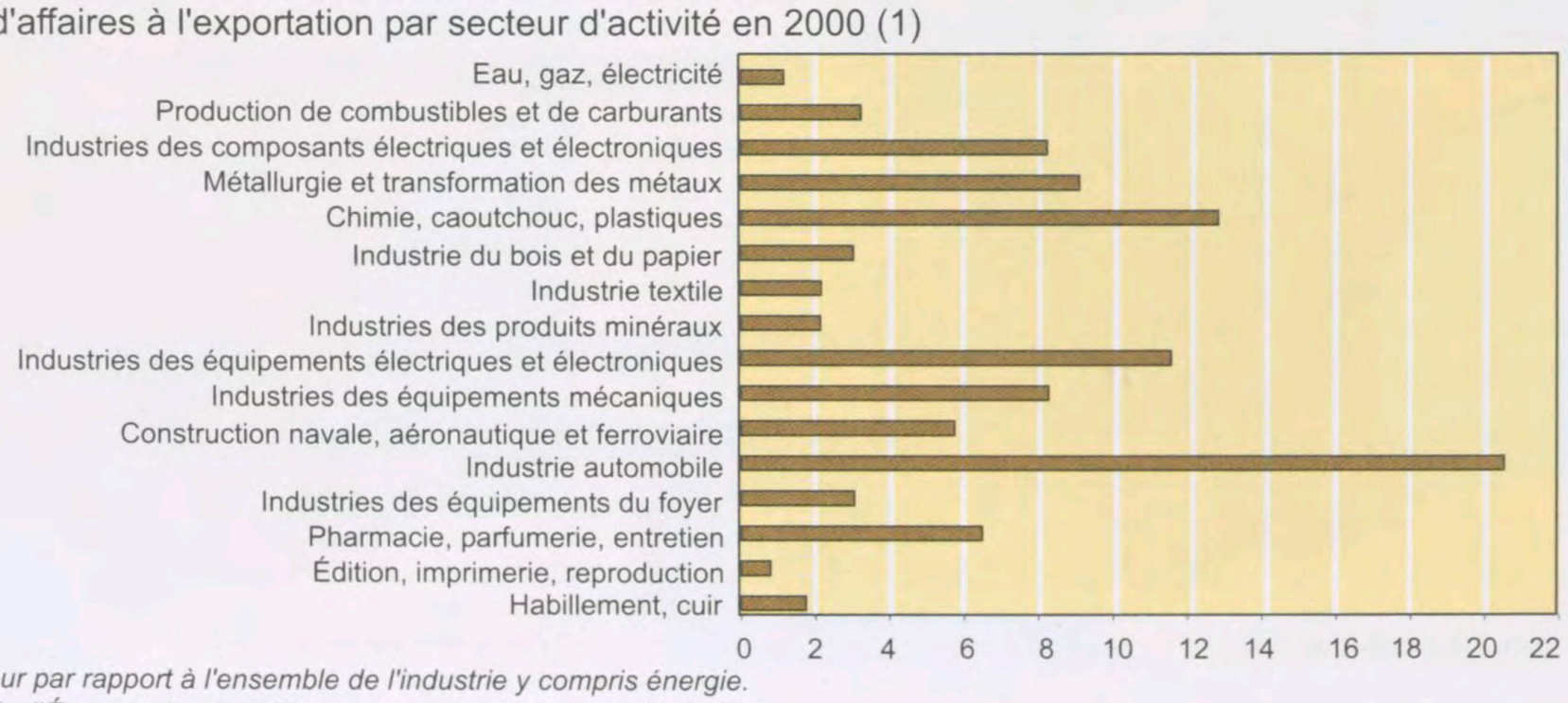
Industrie : investissements corporels totaux par secteur d'activité en 2000 (1)



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble de l'industrie y compris énergie.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Industrie : chiffre d'affaires à l'exportation par secteur d'activité en 2000 (1)

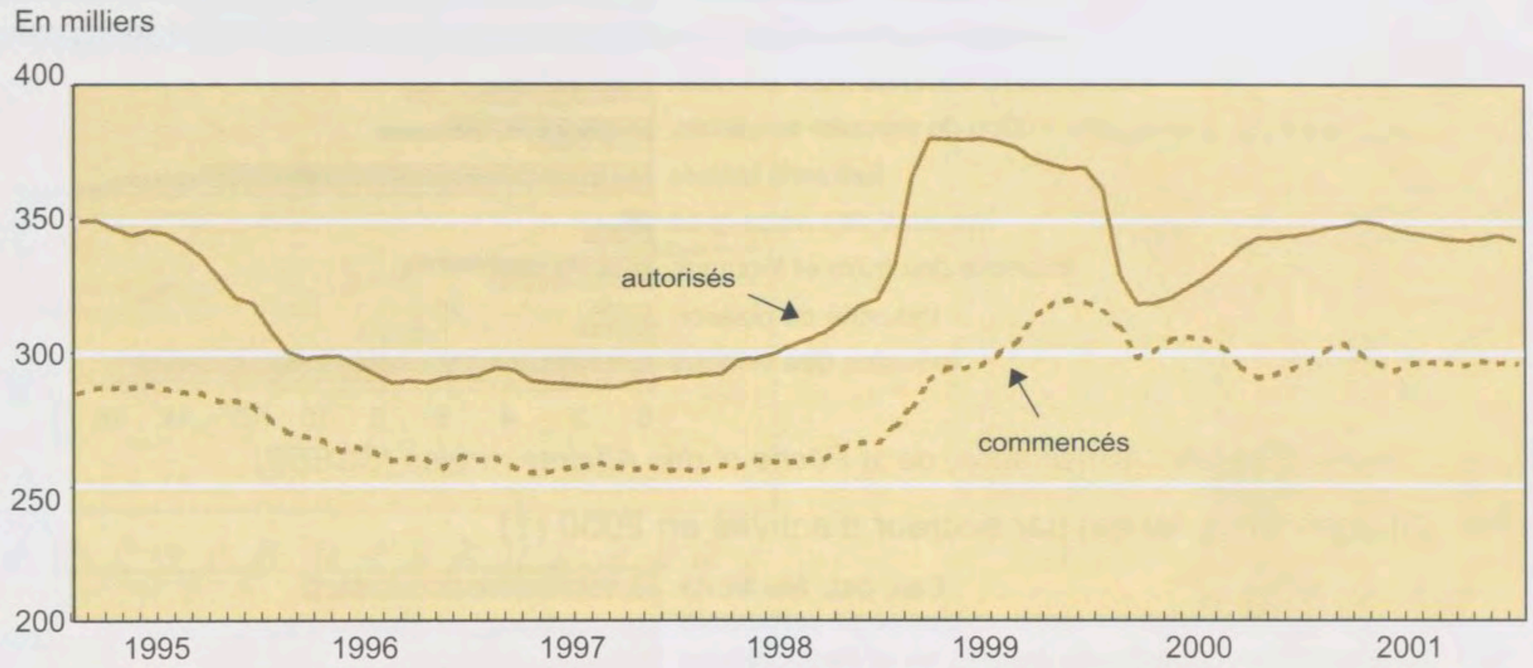


(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble de l'industrie y compris énergie.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

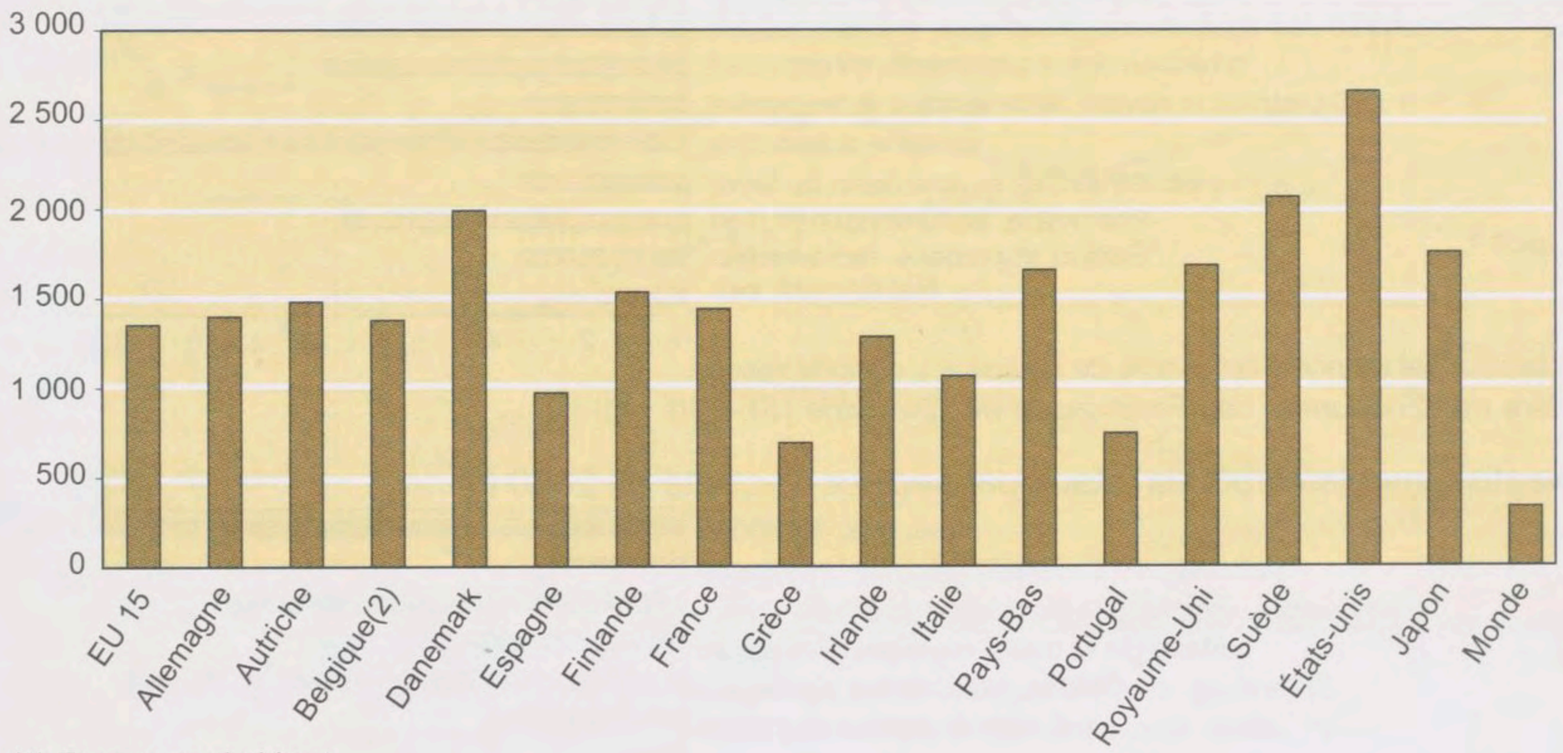
Logements autorisés et commencés

En année mobile sur 12 mois



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

Marché des Technologies de l'Information par pays en 2000 (1)

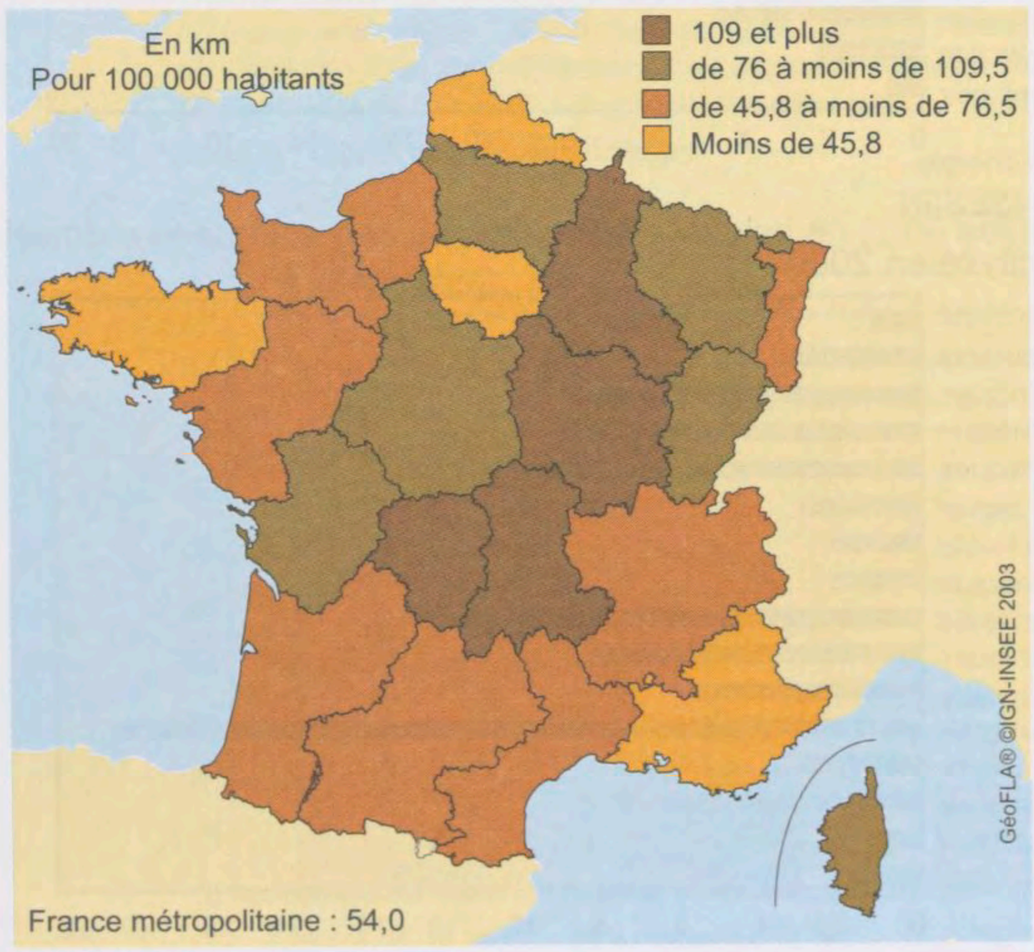


(1) En euro par habitant.

(2) Y compris Luxembourg.

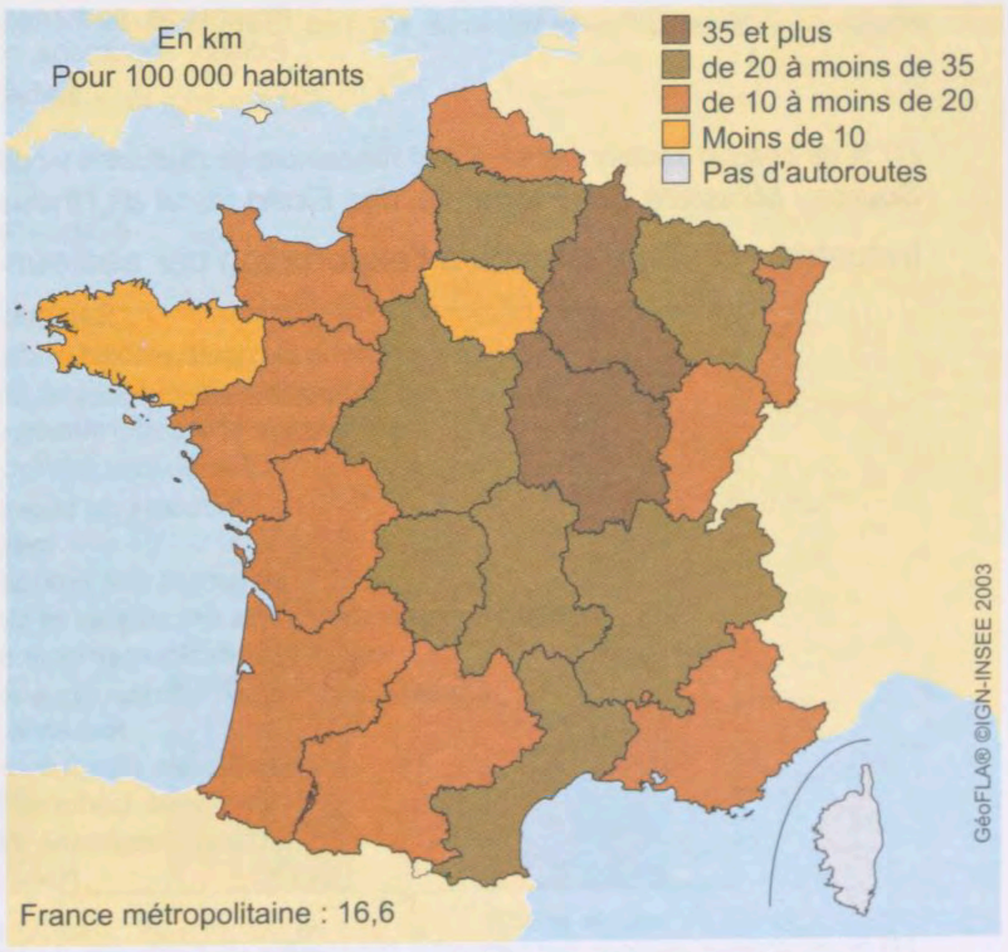
Sources : European Information Technology Observatory (EITO) ; EUROSTAT

Infrastructure ferroviaire au 31/12/2000



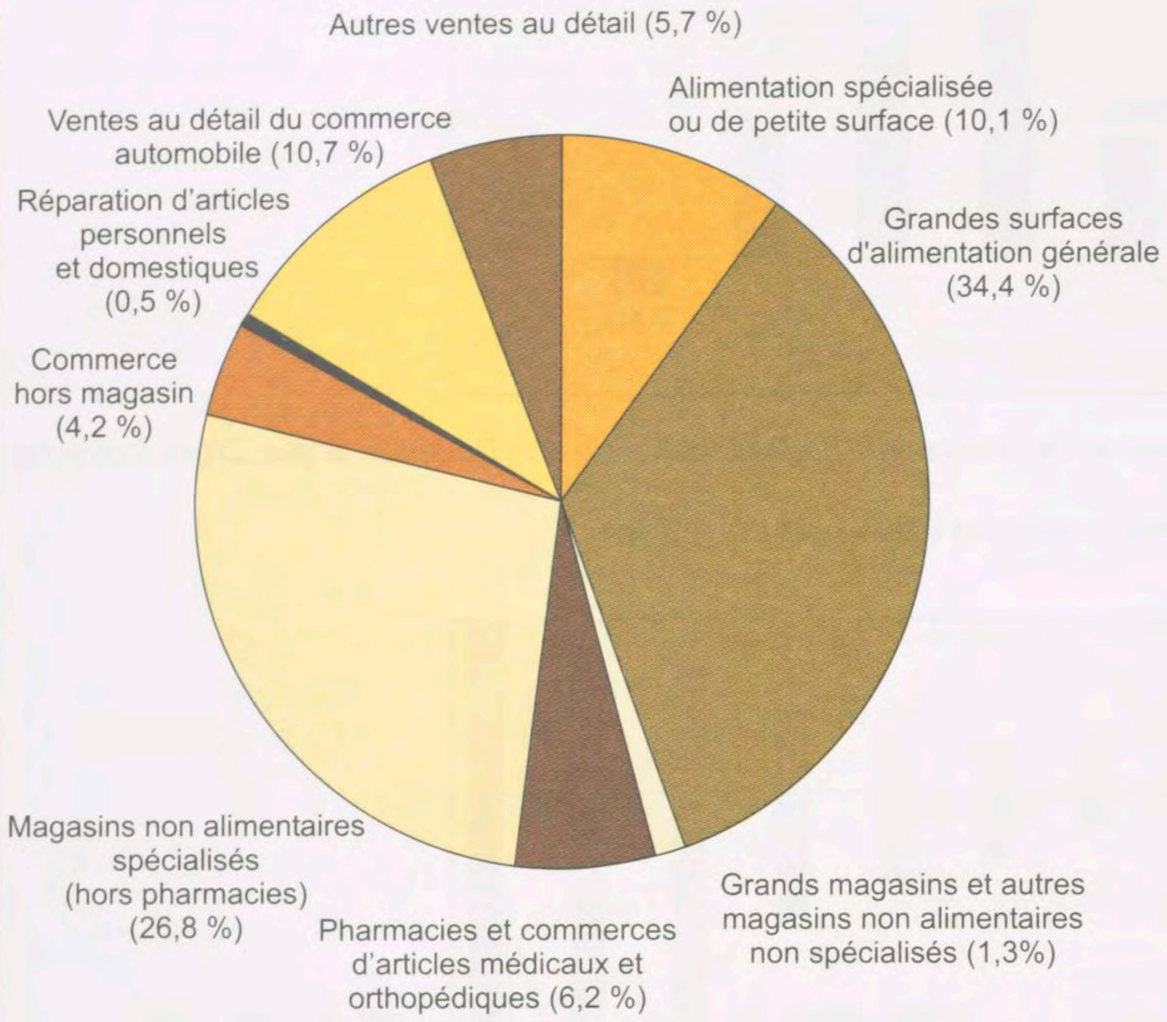
Source : Setra

Infrastructure autoroutière au 31/12/2000



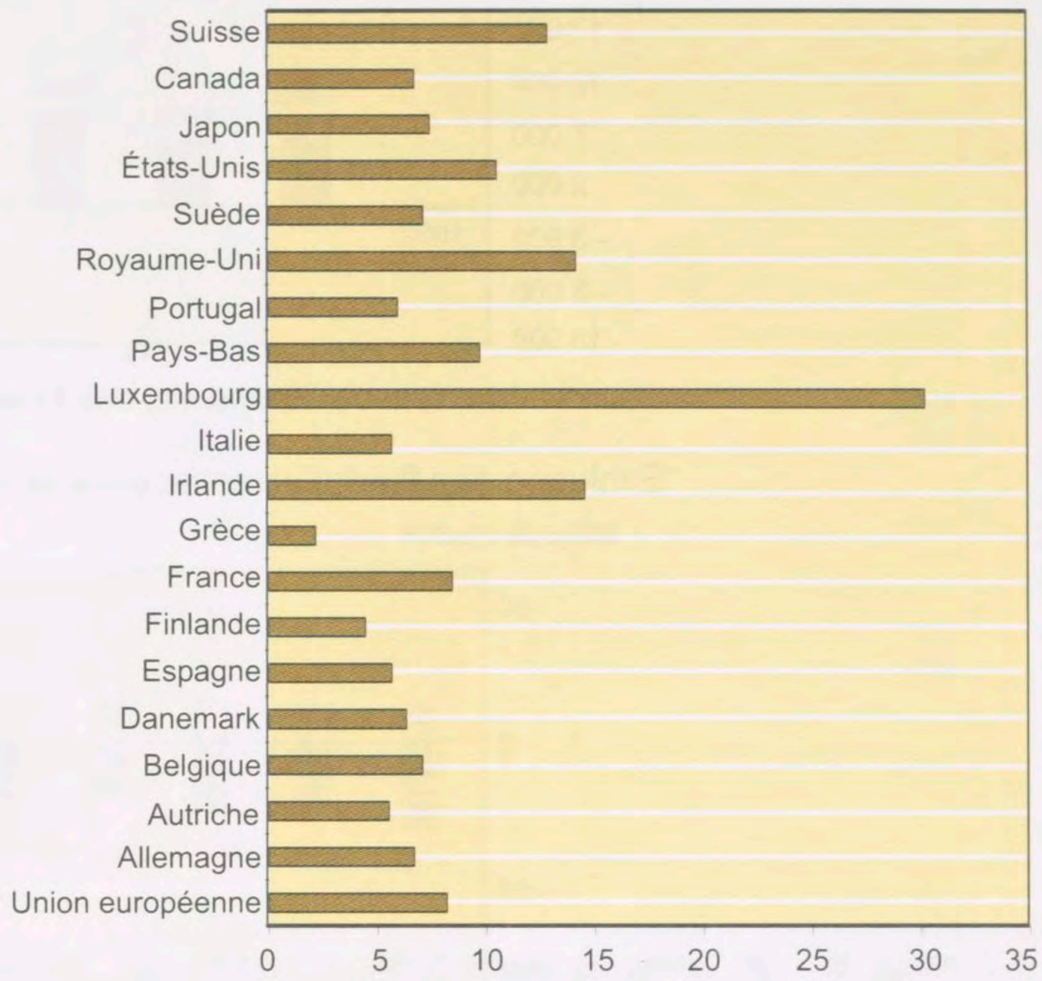
Source : Setra

Parts de marché par forme de vente en 2000



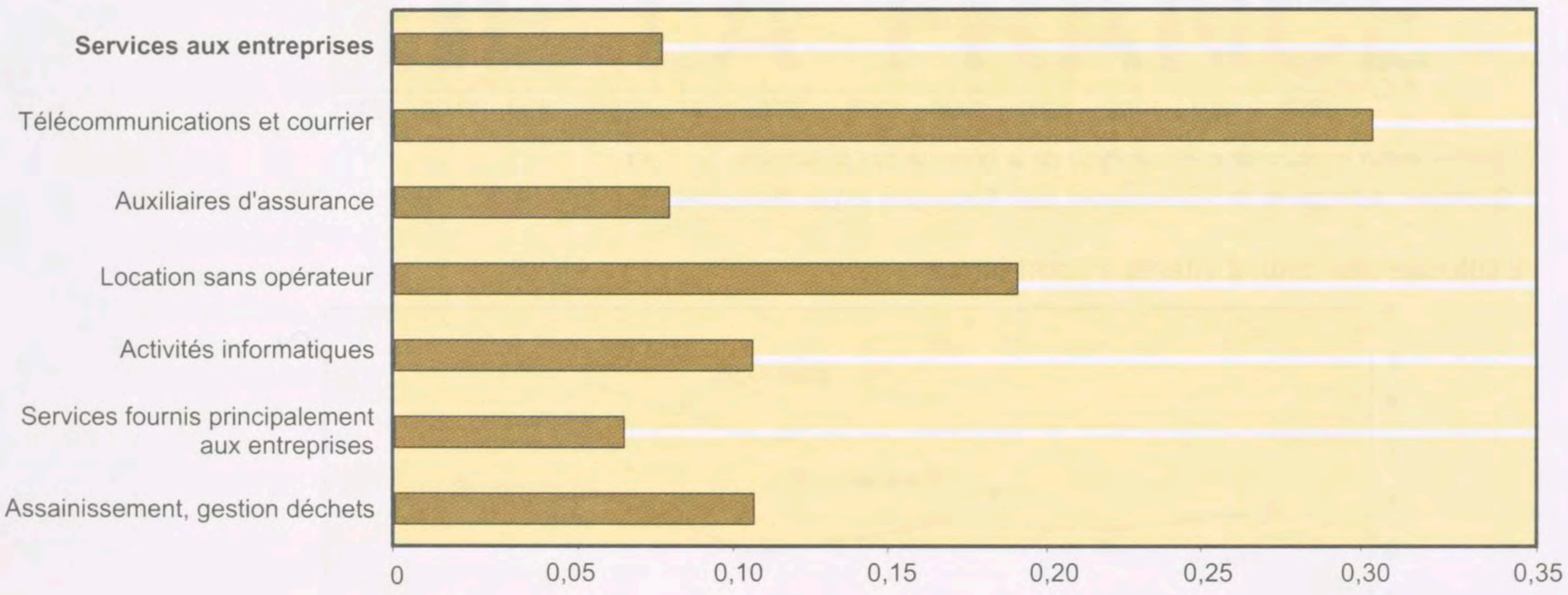
Source : INSEE (Comptes du Commerce)

Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE en 1999



Source : OCDE

Services aux entreprises : chiffre d'affaires par personne occupée*



** Million d'euros au 31 décembre 1999*

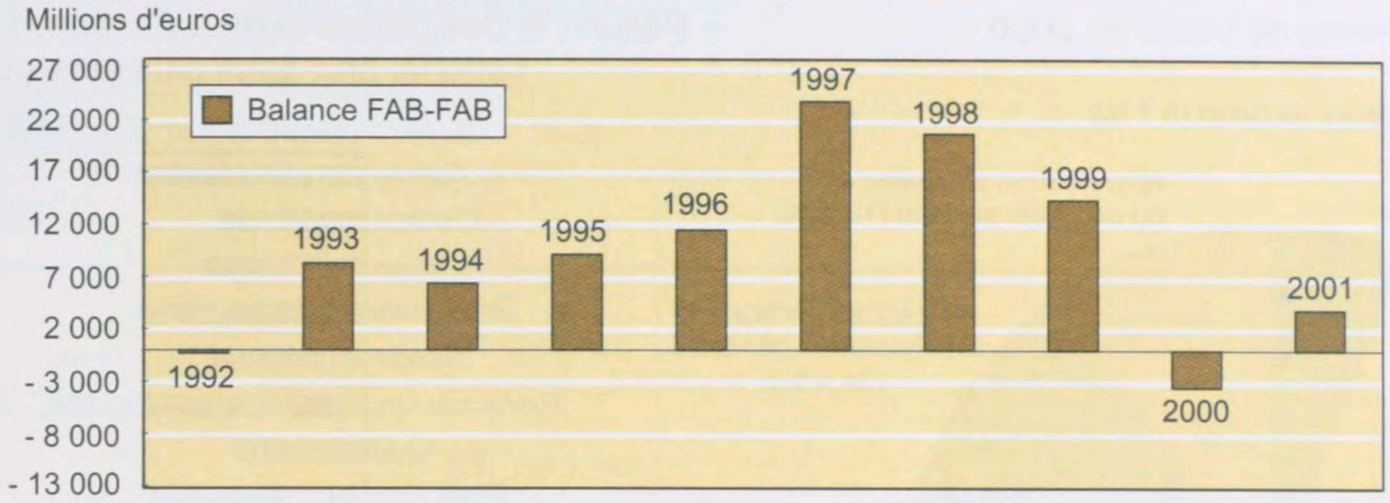
Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise)

Services aux particuliers et Activités immobilières : chiffre d'affaires par personne occupée*

**Million d'euros au 31 décembre 2000*

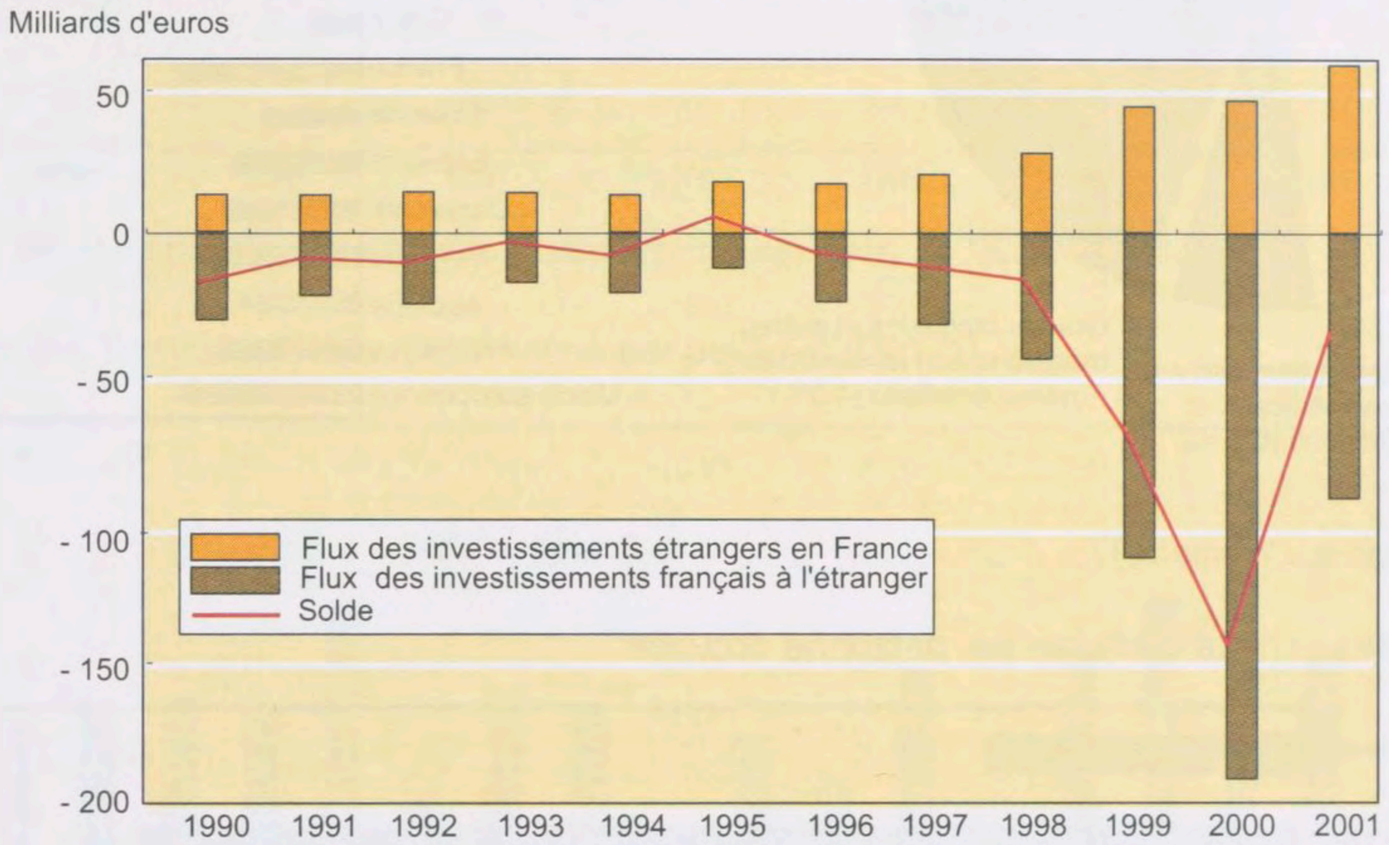
Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise)

Commerce extérieur de la France : soldes FAB - FAB



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

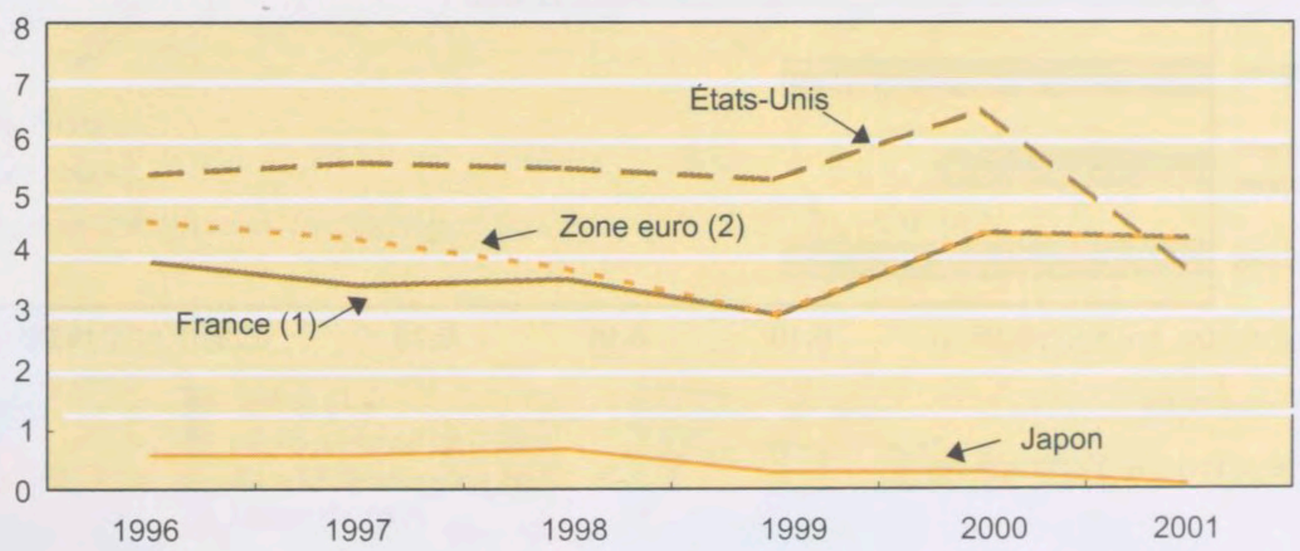
Évolution des flux* d'investissements directs entre la France et l'étranger



** Établis selon la nouvelle méthodologie de la balance des paiements.*

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ; Banque de France

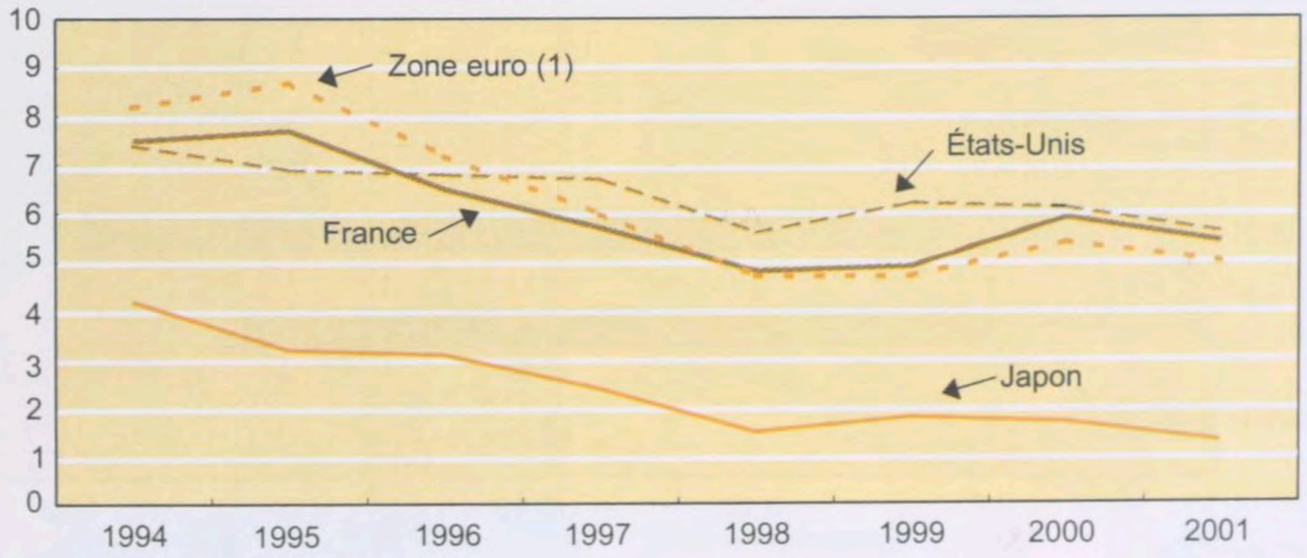
Évolution des taux d'intérêt à court terme



(1) Depuis janvier 1999, les taux d'intérêt à court terme sont identiques pour tous les pays de la zone euro.
(2) Avant janvier 2001, non compris la Grèce.

Source : OCDE

Évolution des taux d'intérêt à long terme



(1) Avant janvier 2001, non compris la Grèce.

Source : OCDE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Chapitre A.01

○ Territoire et population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Répartition du territoire métropolitain.

2 Population, superficie et densité de quelques pays en 2002.

3 Population des départements et régions en 1982, 1990 et 1999 – France entière.

4 Subdivisions, superficie et population des régions et des départements – France entière.

5 Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.

6 Structure urbaine de la métropole en 1999.

7 Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants – France entière.

8 Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.

9 Communes de plus de 50 000 habitants – France entière.

10 Les communes par tranche de population en métropole.

11 Population des communes urbaines et rurales des régions – France entière.

1

○ Présentation

Au 8 mars 1999, la population de la France s'établit à 60 185 831 habitants : 58 518 395 pour la métropole et 1 667 436 pour les départements d'outre-mer (DOM). Depuis 1990, l'augmentation est de 1 903 240 pour la métropole (soit 0,37 % par an) et de 208 376 pour les DOM (soit 1,49 % par an). Trente-neuf départements métropolitains ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. C'est en Haute-Garonne que l'augmentation est la plus forte (1,37 % par an) devant l'Hérault, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, le Var et l'Ain, tous dépassant 1 % par an. A contrario, vingt-trois départements perdent des habitants depuis 1990 : la Creuse est le département où la baisse est la plus forte (- 0,60 % par an) devant le Cantal, la Haute-Marne, l'Allier et la Nièvre.

Le DOM le plus peuplé est la Réunion devant la Guadeloupe et la Martinique. La Guyane est le département dont la croissance est la plus forte depuis 1990 avec 3,56 % par an.

En 1999, trente-sept communes ont plus de 100 000 habitants (population totale). Parmi ces communes, six seulement sont en diminution dont Paris et Marseille et le record de croissance est détenu par Nantes (1,08 % par an) devant Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence et Orléans.

La population urbaine de la France métropolitaine compte 44,2 millions de personnes, soit une augmentation de 2,3 millions de personnes par rapport à 1990. La poussée est particulièrement forte dans les départements littoraux du sud et de l'ouest, bretons en particulier. Avec 9,6 millions d'habitants, l'agglomération parisienne renforce sa première place européenne. L'agglomération de Marseille-Aix-en-Provence occupe la seconde place en France, juste devant l'agglomération lyonnaise. Au sein des villes, l'écart de croissance s'est réduit entre les banlieues, devenues moins attractives, et les villes centres.

Entre 1990 et 1999, les grandes aires urbaines contribuent fortement à la croissance démographique. Onze aires urbaines, qui repésentaient 34 % de la population métropolitaine française en 1990, totalisent la moitié de l'accroissement démographique enregistré entre 1990 et 1999 sur le territoire métropolitain. Ce sont dans l'ordre Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Marseille-Aix-en-Provence, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Nice et Toulon. Un nombre restreint d'aires contribue donc à la moitié de l'accroissement démographique. Sur la période 1975-1982 et en gardant les délimitations actuelles, il en fallait 19. L'utilisation des précédentes délimitations des aires urbaines renforce ce constat. Ainsi dans les délimitations de 1982, 38 aires urbaines apportaient la moitié de l'accroissement démographique de la période 1975-1982. La population continue donc à se concentrer dans et autour d'un nombre de plus en plus réduit de villes. Si la plupart des aires urbaines de plus de 150 000 habitants voient leur population augmenter, quelques unes font exception. La baisse de population est toujours le fait des villes d'industrialisation ancienne : Saint-Etienne, Montbéliard, Douai-Lens, Béthune, Thionville Le Havre, et dans une moindre mesure, Valenciennes.

La tendance est donc à la concentration croissante de la population dans des villes. Parallèlement ces villes s'étalent de plus en plus, en profitant parfois du manque de dynamisme des territoires voisins. C'est ce que révèle l'actualisation pour 1999 des délimitations des aires urbaines. Désormais 45 millions de personnes vivent dans une aire urbaine contre 41 millions en 1990 (dans les délimitations de 1990). Les premiers résultats de 1999 montrent que la population augmente assez sensiblement au voisinage des aires les plus dynamiques. La plupart de ces communes très dynamiques font désormais partie d'une aire urbaine. En effet les aires urbaines, et dans leur mouvance les espaces urbains, gagnent de proche en proche les communes les plus dynamiques durant la période 1990-1999, voire auparavant. Ce mouvement se fait par vagues concentriques, repoussant toujours plus loin les limites de l'influence des villes et celles des territoires que l'on qualifie de périurbains.
Conséquence de ce phénomène, l'espace à dominante rurale perd près de 5 000 communes. En 1999, cet espace compte 10,6 millions d'habitants contre 13,4 millions en 1990 dans les délimitations de 1990. Dans les délimitations de 1999, il enregistre un très faible gain de population, d'à peine 80 000 habitants en 9 ans. La forte augmentation de la population mise en évidence dans les espaces ruraux à proximité des aires urbaines en croissance (en particulier sur les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien et dans les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes) s'explique en définitive par l'expansion urbaine.

2

○ Méthodologie

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord ; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.
Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture, Sylviculture, Pêche », pour la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

La superficie du territoire français peut être évaluée à partir de deux sources :
– mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km² ;
– données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.
Cette dernière source a généralement été retenue dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km² ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.
Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole », annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

215. Évolution de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes

venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants).

22. Territoires d'outre-mer

Pour les Territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 2002 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3 ○ Définitions

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. La couronne périurbaine (d'un pôle urbain) regroupe l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Certaines unités urbaines dépassant le seuil des 5 000 emplois sont sous la dépendance économique d'une unité urbaine plus importante : plus de 40 % de leur population active résidente travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. Ces unités urbaines sont alors incluses dans la couronne périurbaine du pôle sous l'influence duquel elles se trouvent. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les « Sources de documentation ».

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés ;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée ;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories a et b ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

– dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement ;

– dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

– personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;

– travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

– étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes) ;

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

– la population légale des communes, qui comprend les deux parties a et b ;

– la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie b et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

– de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants ; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale ;

– d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants ; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES), de l'INED, de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

– Institut national d'études démographiques (INED).

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

– Bureau des longitudes.

Publications INSEE :

• *Ouvrage de synthèse* :

– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».

• *Tableaux statistiques* :

– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 hbts ou plus), cédérom France ;

– « Évolutions démographiques » : fascicules départementaux, fascicule France, cédérom France ;

– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;

– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;

– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;

– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.

• *Bases de données locales* :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires…L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes… L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Communes…Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;
– « Les bases de données locales – IRIS…L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Îlots…L'information infra-communale » : ÎLOTS…15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours…IRIS et Contours…Îlots, Correspondances…IRIS-Îlots, Correspondances…Adresse, cé-déroms.

• *Fichier détail*
– « Fichier Détail…Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail…Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.

• *L'INSEE met à votre disposition les résultats par voie télématique :* ***www.recensement.insee.fr***

• *Cartes et graphiques*
– « La fiche profil et la fiche cartographique ».

• *La France et ses régions,* édition 2002.

• *INSEE-Première (dernières parutions)* :
– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001.

• *INSEE-Résultats, série « Démographie, Société » :*
– « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998 ;
– « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000 ;
– « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

• *INSEE-Méthodes :*
– « Le recensement de la population 1999. Préparation », nos 79-80, octobre 1998 ;
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.

• *Synthèses* :
– « Les tendances régionales 1999 », nos 36-37, juillet 2000.

• *Données sociales*, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements à l'horizon 2030 », C. Brutel, L. Omalek ;
– « Les natifs des Dom résidant en métropole en 1999 », D. Collignon ;
– « Inégalités et disparités entre les quartiers en 1999 », G. Martin-Houssart, N. Tabard ;
– « Les grands échanges migratoires régionaux entre 1990 et 1999 », B. Aubry.

Autres publications :
– Annuaire du Bureau des longitudes.
– « Tous les pays du monde (2001) », *Population et sociétés*, n° 370, juillet-août 2001, INED ;
– Trentième rapport sur la situation démographique de la France, 2001, INED ;
– « I. La dynamique des populations », *Démographie : analyse et synthèse*, Coll. Manuels, INED/PUF, 2001.

Publications du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :

• Agreste*, Chiffres et Données, Agriculture :*
– L'utilisation du territoire en 2001, nouvelle série 1992 à 2001, n° 141, avril 2002 ;
– Statistique agricole annuelle - Résultats 2001, n° 142, juillet 2002.

5
○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Catégories	1990		1998		1999		*r* 2000		2001	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 036	32,8	18 345	33,4	18 362	33,4	18 466	33,6	18 447	33,6
Superficies toujours en herbe	11 365	20,7	10 423	19,0	10 385	18,9	10 086	18,4	10 046	18,3
Autres superficies agricoles utilisées	1 346	2,5	1 302	2,4	1 302	2,4	1 297	2,4	1 292	2,4
Peupleraies, bois et forêts	14 828	27,0	15 123	27,5	15 189	27,7	15 354	28,0	15 375	28,0
Territoire agricole non cultivé	2 932	5,3	2 940	5,4	2 876	5,2	2 814	5,1	2 817	5,1
Territoire non agricole (2)	6 412	11,7	6 786	12,3	6 804	12,4	6 899	12,6	6 942	12,6
Total	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 2002

Source : Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-2002	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-2002 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 285**	**840,0**	**1 281,0**	**28**
dont : Afrique du Sud	1 221	43,6	35,1	36
Algérie	2 381	31,4	43,0	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 344	55,2	106,0	24
Égypte	1 001	71,2	96,1	71
Éthiopie	1 104	67,7	117,6	61
Kenya	580	31,1	33,3	54
Maroc	446	29,7	40,5	67
Nigeria	923	129,9	204,5	141
Soudan	2 505	32,6	49,6	13
Tanzanie	945	37,2	59,8	39
AMÉRIQUE	**40 506**	**850,0**	**1 079,0**	**21**
dont : Argentine	2 779	36,5	47,2	13
Brésil	8 544	173,8	219,0	20
Canada	9 966	31,3	36,0	3
Colombie	1 138	43,8	59,7	38
États-Unis	9 625	287,4	346,0	30
Mexique	1 957	101,7	131,7	52
Pérou	1 285	26,7	35,7	21
Venezuela	912	25,1	34,8	28
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 747**	**3 766,0**	**4 741,0**	**119**
dont : Bangladesh	144	133,6	177,8	928
Birmanie	676	49,0	60,2	72
Chine (y compris Hong Kong)	9 570	1 287,5	1 463,1	135
Corée du Nord	120	23,2	25,7	193
Corée du Sud	99	48,4	50,5	488
Inde	3 286	1 049,5	1 363,0	319
Indonésie	1 904	217,0	281,9	114
Iran	1 632	65,6	84,7	40
Japon	378	127,4	121,1	337
Népal	147	23,9	36,1	162
Ouzbékistan	447	25,4	37,2	57
Pakistan	796	143,5	242,1	180
Philippines	300	80,0	115,5	267
Taïwan	36	22,5	25,3	622
Thaïlande	513	62,6	72,1	122
Turquie	774	67,3	85,0	87
Viêt-Nam	332	79,7	104,1	240
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 911**	**584,5**	**588,9**	**99**
dont : Pologne	323	38,6	38,6	119
Roumanie	238	22,4	20,6	94
Ukraine	603	48,2	45,1	80
Europe des 15	**3 242**	**381,2**	**391,7**	**118**
Allemagne	357	82,4	78,1	231
Autriche	84	8,1	8,4	97
Belgique	31	10,3	10,8	338
Danemark	43	5,4	5,9	125
Espagne	506	41,3	44,3	82
Finlande	338	5,2	5,3	15
France métropolitaine	**551**	**59,5**	**64,2**	**108**
Grèce	132	11,0	10,4	83
Irlande	70	3,8	4,5	54
Italie	301	58,1	57,5	193
Luxembourg	3	0,5	0,6	174
Pays-Bas	41	16,1	17,7	394
Portugal	92	10,4	9,7	113
Royaume-Uni	245	60,2	64,8	246
Suède	450	8,9	9,5	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 068**	**143,5**	**129,1**	**8**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 561**	**32,0**	**40,0**	**4**
MONDE	**134 077**	**6 215,0**	**7 859,0**	**46**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après le dernier FAO Annuaire Production. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2002 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 2002). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des départements et régions en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Unité : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1982	1990	1999
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0
Alsace	**1 566,0**	**1 624,4**	**1 734,1**
Dordogne	386,4	386,4	388,3
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4
Landes	297,4	311,4	327,3
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**
Allier	369,6	357,7	344,7
Cantal	162,8	158,7	150,8
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8
Nièvre	239,6	233,3	225,2
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9
Yonne	311,0	323,1	333,2
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4
Finistère	828,4	838,7	852,4
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5
Morbihan	590,9	619,8	643,9
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**
Cher	320,2	321,6	314,4
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7
Indre	243,2	237,5	231,1
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0
Loiret	535,7	580,6	618,1
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**
Ardennes	302,3	296,4	290,1
Aube	289,3	289,2	292,1
Marne	543,6	558,2	565,3
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**
Doubs	477,2	484,8	499,1
Jura	242,9	248,8	250,9
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**
Aude	280,7	298,7	309,8
Gard	530,5	585,0	623,1
Hérault	706,5	794,6	896,4
Lozère	74,3	72,8	73,5
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**
Corrèze	241,4	237,9	232,6
Creuse	140,0	131,3	124,4
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8
Meuse	200,0	196,2	192,2
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4
Vosges	395,8	386,3	381,0
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**

Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1982	1990	1999
Ariège	135,7	136,5	137,2
Aveyron	278,7	270,1	263,8
Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3
Gers	174,2	174,6	172,3
Lot	154,5	155,8	160,2
Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4
Tarn	339,3	342,7	343,4
Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0
Midi-Pyrénées	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**
Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0
Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6
Nord-Pas-de-Calais	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**
Calvados	589,6	618,5	648,4
Manche	465,9	479,6	481,5
Orne	295,5	293,2	292,3
Basse-Normandie	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**
Eure	462,3	513,8	541,1
Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1
Haute-Normandie	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**
Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3
Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9
Mayenne	271,8	278,0	285,3
Sarthe	504,8	513,7	529,9
Vendée	483,0	509,4	539,7
Pays de la Loire	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**
Aisne	534,0	537,3	535,5
Oise	661,8	725,6	766,4
Somme	544,6	547,8	555,6
Picardie	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**
Charente	340,8	342,0	339,6
Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1
Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4
Vienne	371,4	380,0	399,0
Poitou-Charentes	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**
Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6
Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4
Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3
Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7
Var	708,3	815,4	898,4
Vaucluse	427,3	467,1	499,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**
Ain	418,5	471,0	515,3
Ardèche	268,0	277,6	286,0
Drôme	389,8	414,1	437,8
Isère	936,8	1 016,2	1 094,0
Loire	739,5	746,3	728,5
Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9
Savoie	323,7	348,3	373,2
Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7
Rhône-Alpes	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**
Métropole	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**
Guadeloupe	328,4	387,0	422,5
Guyane	73,0	114,7	157,2
Martinique	328,6	359,6	381,4
Réunion	515,8	597,8	706,3
Départements d'outre-mer	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**
France entière	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**

TABLEAU A.01-4

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2002, nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population entre 1990 et 1999	
	Arrondissements	Cantons	Communes				En valeur absolue	En valeur relative %
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
67 Bas-Rhin	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216	+ 73 067	+ 7,7
68 Haut-Rhin	6	31	377	3 525,17	708,0	201	+ 36 706	+ 5,5
Aquitaine	**18**	**235**	**2 295**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43	+ 1 928	+ 0,5
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129	+ 73 835	+ 6,1
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35	+ 15 873	+ 5,1
47 Lot-et-Garonne	4	40	318	5 360,91	305,4	57	− 609	− 0,2
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	547	7 644,76	600,0	78	+ 21 502	+ 3,7
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**	**− 12 336**	**− 0,9**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47	− 12 989	− 3,6
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26	− 7 945	− 5,0
43 Haute-Loire	3	35	260	4 977,14	209,1	42	+ 2 545	+ 1,2
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76	+ 6 053	+ 1,0
Bourgogne	**15**	**174**	**2 046**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**	**+ 414**	**–**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58	+ 12 889	+ 2,6
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33	− 8 080	− 3,5
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8 574,69	544,9	64	− 14 520	− 2,6
89 Yonne	3	42	453	7 427,35	333,2	45	+ 10 125	+ 3,1
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	542,4	79	+ 3 978	+ 0,7
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127	+ 13 731	+ 1,6
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128	+ 68 815	+ 8,6
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94	+ 24 035	+ 3,9
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43	− 7 131	− 2,2
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69	+ 11 592	+ 2,9
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34	− 6 371	− 2,7
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90	+ 24 658	+ 4,7
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50	+ 9 031	+ 3,0
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91	+ 37 514	+ 6,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 947**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**	**− 5 485**	**− 0,4**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55	− 6 227	− 2,1
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49	+ 2 924	+ 1,0
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69	+ 7 012	+ 1,3
52 Haute-Marne	3	32	432	6 210,60	194,9	31	− 9 194	− 4,5
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30	− 215	− 0,2
2B Haute-Corse	3	30	236	4 665,57	141,6	30	+ 10 040	+ 7,6
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95	+ 14 292	+ 2,9
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50	+ 2 098	+ 0,8
70 Haute-Saône	2	32	545	5 360,08	229,7	43	+ 82	–
90 Territoire de Belfort	1	15	102	609,44	137,4	225	+ 3 311	+ 2,5
Île-de-France	**44**	**317**	**1 281**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
75 Paris	20	20	1	105,40	2 125,2	20 164	− 27 177	− 1,3
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202	+ 115 601	+ 10,7
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593	+ 47 154	+ 3,6
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629	+ 49 414	+ 4,6
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137	+ 37 223	+ 2,7
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855	+ 1 664	+ 0,1
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009	+ 11 712	+ 1,0
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887	+ 55 866	+ 5,3
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50	+ 11 058	+ 3,7
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106	+ 38 076	+ 6,5
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147	+ 101 838	+ 12,8
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14	+ 684	+ 0,9
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95	+ 29 007	+ 8,0
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**	**− 11 911**	**− 1,6**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40	− 5 332	− 2,2
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22	− 6 879	− 5,2
87 Haute-Vienne	3	42	201	5 520,13	353,9	64	+ 300	+ 0,1

TABLEAU A.01-4 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2002, nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population	
	Arrondissements	Cantons	Communes				En valeur absolue	En valeur relative %
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**	**+ 4 650**	**+ 0,2**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136	+ 1 836	+ 0,3
55 Meuse	3	31	498	6 211,40	192,2	31	– 4 025	– 2,1
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165	+ 12 145	+ 1,2
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65	– 5 306	– 1,4
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28	+ 750	+ 0,5
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30	– 6 333	– 2,3
31 Haute-Garonne	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166	+ 120 376	+ 13,0
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28	– 2 252	– 1,3
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31	+ 4 381	+ 2,8
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	4 464,04	222,4	50	– 2 391	– 1,1
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60	+ 679	+ 0,2
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55	+ 5 814	+ 2,9
Nord - Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 546**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
59 Nord	6	79	652	5 742,74	2 555,0	445	+ 23 165	+ 0,9
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216	+ 8 365	+ 0,6
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 812**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117	+ 29 907	+ 4,8
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81	+ 1 835	+ 0,4
61 Orne	3	40	505	6 103,38	292,3	48	– 867	– 0,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1 780,2**	**145**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90	+ 27 236	+ 5,3
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197	+ 15 709	+ 1,3
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 502**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166	+ 82 083	+ 7,8
49 Maine-et-Loire	4	41	363	7 165,60	732,9	102	+ 27 060	+ 3,8
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55	+ 7 301	+ 2,6
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85	+ 16 197	+ 3,2
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80	+ 30 308	+ 6,0
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73	– 1 770	– 0,3
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131	+ 40 838	+ 5,6
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90	+ 7 726	+ 1,4
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 464**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57	– 2 365	– 0,7
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81	+ 29 878	+ 5,7
79 Deux-Sèvres	3	33	307	5 999,35	344,4	57	– 1 573	– 0,5
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57	+ 19 019	+ 5,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20	+ 8 678	+ 6,6
05 Hautes-Alpes	2	30	177	5 548,68	121,4	22	+ 8 119	+ 7,2
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235	+ 39 497	+ 4,1
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 835,7	361	+ 76 348	+ 4,3
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150	+ 82 992	+ 10,2
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140	+ 32 610	+ 7,0
Rhône-Alpes	**25**	**335**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89	+ 44 251	+ 9,4
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52	+ 8 442	+ 3,0
26 Drôme	3	36	369	6 529,95	437,8	67	+ 23 706	+ 5,7
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147	+ 77 778	+ 7,7
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152	– 17 764	– 2,4
69 Rhône	2	54	293	3 249,12	1 578,9	486	+ 69 903	+ 4,6
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62	+ 24 997	+ 7,2
74 Haute-Savoie	4	34	294	4 387,80	631,7	144	+ 63 393	+ 11,2
Ensemble métropole	**329**	**3 879**	**36 565**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248	+ 35 509	+ 9,2
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338	+ 21 855	+ 6,1
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2	+ 42 535	+ 37,1
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 035**	**36 679**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes ; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196 836	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219 521	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	14 166	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	2002	160 265	429	Dzaoudzi	12,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6 316	26	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67.

TABLEAU A.01-6

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspon-dante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants - France entière

Délimitations et population de 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulème	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	3	502	7	Montluçon	60 993	426
96	3	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : INSEE (recensements de la population 1990 et 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1999)	**Rang en 1999**	**Rang en 1990**	Nombre de communes en 1999	Population sans doubles comptes en 1999	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	**1**	**1**	1 584	11 174 743	0,32	0,75	0,33
Lyon	**2**	**2**	296	1 648 216	0,68	0,85	0,53
Marseille-Aix-en-Provence	**3**	**3**	82	1 516 340	0,46	0,20	0,63
Lille (1)	**4**	**4**	131	1 143 125	0,32	0,34	0,18
Toulouse	**5**	**7**	342	964 797	1,53	1,66	1,01
Nice	**6**	**5**	117	933 080	0,51	1,25	1,17
Bordeaux	**7**	**6**	191	925 253	0,67	1,07	0,91
Nantes	**8**	**8**	82	711 120	1,10	0,94	0,96
Strasbourg (1)	**9**	**9**	182	612 104	0,81	0,63	0,61
Toulon	**10**	**11**	39	564 823	0,69	1,00	1,29
Douai-Lens	**11**	**10**	105	552 682	− 0,17	− 0,07	− 0,26
Rennes	**12**	**14**	140	521 188	1,31	1,16	1,44
Rouen	**13**	**12**	189	518 316	0,29	0,39	0,23
Grenoble	**14**	**13**	119	514 559	0,65	0,63	0,52
Montpellier	**15**	**19**	93	459 916	1,88	2,14	2,05
Metz	**16**	**15**	237	429 588	0,33	0,18	0,04
Nancy	**17**	**16**	225	410 508	0,11	0,27	0,35
Clermont-Ferrand	**18**	**18**	147	409 558	0,35	0,44	0,78
Valenciennes (1)	**19**	**17**	102	399 677	− 0,02	− 0,35	− 0,48
Tours	**20**	**20**	80	376 374	0,69	0,80	1,05
Caen	**21**	**21**	240	370 851	0,72	0,99	1,10
Orléans	**22**	**23**	90	355 811	0,86	1,26	1,42
Angers	**23**	**25**	89	332 624	0,84	1,06	1,36
Dijon	**24**	**24**	214	326 631	0,48	0,89	0,69
Saint-Étienne	**25**	**22**	41	321 703	− 0,72	− 0,01	− 0,54
Brest	**26**	**27**	51	303 484	0,42	0,38	0,65
Le Havre	**27**	**26**	72	296 773	− 0,07	0,20	− 0,12
Le Mans	**28**	**28**	90	293 159	0,36	0,32	0,56
Reims	**29**	**29**	175	291 735	0,41	0,66	0,66
Avignon	**30**	**31**	44	290 466	0,78	0,87	1,24
Mulhouse	**31**	**34**	62	271 024	0,39	0,30	0,33
Amiens	**32**	**33**	210	270 870	0,30	0,33	0,52
Béthune	**33**	**30**	73	268 439	− 0,10	0,11	− 0,25
Dunkerque	**34**	**32**	56	265 974	0,03	0,02	1,05
Perpignan	**35**	**36**	61	249 016	0,84	1,00	2,00
Limoges	**36**	**35**	78	247 944	0,28	0,19	0,68
Besançon	**37**	**37**	234	222 381	0,74	0,81	0,56
Nîmes	**38**	**39**	46	221 455	0,91	1,51	1,05
Pau	**39**	**38**	142	216 830	0,51	0,73	1,00
Bayonne	**40**	**40**	40	213 969	0,83	1,05	1,02
Genève (CH) - Annemasse (1)	**41**	**42**	111	212 248	1,28	2,35	1,78
Poitiers	**42**	**41**	83	209 216	1,04	0,82	1,20
Annecy	**43**	**45**	66	189 674	1,26	1,65	1,45
Lorient	**44**	**43**	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Montbéliard	**45**	**44**	126	180 064	− 0,21	− 0,64	0,12
Troyes	**46**	**46**	120	172 497	0,25	0,09	0,45
Saint-Nazaire	**47**	**47**	23	172 379	0,38	0,25	0,76
La Rochelle	**48**	**50**	51	171 214	1,15	0,34	1,00
Valence	**49**	**48**	40	167 155	0,58	0,79	1,08
Thionville	**50**	**49**	30	156 433	− 0,09	− 0,45	− 1,26
Angoulême	**51**	**51**	80	153 781	0,15	0,33	0,83

(1) Aire urbaine dont le pôle est une unité internationale.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants - France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
2	13	Marseille	798 430	3 318	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
3	69	Lyon	445 452	9 305	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
4	31	Toulouse	390 350	3 300	60	18	Bourges	72 480	1 054
5	06	Nice	342 738	4 766	61	06	Antibes	72 412	2 735
6	44	Nantes	270 251	4 146	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
8	34	Montpellier	225 392	3 963	64	34	Béziers	69 153	724
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
10	35	Rennes	206 229	4 093	66	06	Cannes	67 304	3 430
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
12	51	Reims	187 206	3 992	68	68	Colmar	65 136	978
13	59	Lille	184 657	6 119	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	70	26	Valence	64 260	1 751
15	83	Toulon	160 639	3 750	71	29	Quimper	63 238	749
16	38	Grenoble	153 317	8 457	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
17	49	Angers	151 279	3 543	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
18	21	Dijon	149 867	3 709	74	93	Drancy	62 263	8 024
19	29	Brest	149 634	3 022	75	33	Mérignac	61 992	1 287
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	76	10	Troyes	60 958	4 618
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
22	80	Amiens	135 501	2 740	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	79	92	Antony	59 855	6 261
24	87	Limoges	133 968	1 730	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
25	30	Nîmes	133 424	824	81	56	Lorient	59 189	3 386
26	37	Tours	132 820	3 866	82	02	Saint-Quentin	59 066	2 618
27	974	Saint-Denis	131 557	921	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
29	57	Metz	123 776	2 951	85	79	Niort	56 663	831
30	25	Besançon	117 733	1 810	86	33	Pessac	56 143	1 446
31	14	Caen	113 987	4 435	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
32	45	Orléans	113 126	4 117	88	73	Chambéry	55 786	2 658
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	89	08	Charleville-Mézières	55 490	1 765
34	76	Rouen	106 592	4 986	90	60	Beauvais	55 392	1 663
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	91	95	Cergy	54 781	4 690
36	66	Perpignan	105 115	1 544	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
37	54	Nancy	103 605	6 902	93	49	Cholet	54 204	620
38	59	Roubaix	96 984	7 331	94	2A	Ajaccio	52 880	645
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	95	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	96	82	Montauban	51 855	384
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	97	56	Vannes	51 759	1 602
42	93	Montreuil	90 674	10 165	98	83	Hyères	51 417	388
43	974	Saint-Paul	87 712	364	99	27	Evreux	51 198	1 936
44	84	Avignon	85 935	1 327	100	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	101	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
46	78	Versailles	85 726	3 274	102	53	Laval	50 947	1 489
47	92	Nanterre	84 281	6 914	103	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
48	86	Poitiers	83 448	1 982	104	35	Saint-Malo	50 675	1 385
49	94	Créteil	82 154	7 188	105	973	Cayenne	50 594	2 144
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	106	13	Arles	50 513	67
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	107	90	Belfort	50 417	2 948
52	64	Pau	78 732	2 499	108	74	Annecy	50 348	3 688
53	62	Calais	77 333	2 308	109	78	Sartrouville	50 219	5 936
54	92	Colombes	76 757	9 828	110	92	Clichy	50 179	16 292
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	111	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293
56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population en métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions - France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population corres- (1) pondante	Nombre	Population corres- (1) pondante	Nombre	Population corres- (1) pondante
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France entière	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

Chapitre A.02

Environnement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Évolution de l'occupation physique du territoire de 1995 à 2001.

2 Superficie des espaces naturels protégés en 2001.

3 État des espèces de vertébrés.

4 État des espèces animales en Europe.

5 Plans de chasse au grand gibier.

6 Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.

7 Évolution des émissions de gaz à effet de serre.

8 Volume d'eau de pluie par année hydrologique.

9 Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer – France entière.

10 Épuration des eaux usées dans les grandes villes.

11 Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2000 – France entière.

12 Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité en 2001 – France entière.

13 Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.

14 Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2000 – France entière.

15 Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine.

16 Dépenses de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB.

1

○ Présentation

En 2001, le territoire français est occupé pour 38 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 54 %, les zones artificielles bâties ou non 8 % et les zones interdites d'accès 0,2 %. Les sols artificialisés progressent de 1,6 % entre 2000 et 2001.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. Le quart du territoire national est recensé comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles, les arrêtés préfectoraux de biotope et les sites du Conservatoire du littoral assurent une protection des milieux naturels pour 1,3 % environ du territoire français métropolitain. Les parcs naturels régionaux et les zones périphériques des parcs nationaux couvrent en outre 12,6 %. D'autres espaces naturels sont encore protégés en application des lois françaises, des obligations européennes ou des conventions internationales.

Des efforts soutenus visent à réduire les émissions des principaux polluants dans l'air. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, protoxyde d'azote, méthane et de certains composés halogénés. Entre 1990 et 2000, les émissions de gaz à effet de serre de la France oscillent autour de leur niveau de 1990. La qualité de l'air dans les agglomérations est de mieux en mieux suivie. Lorsque l'un des seuils d'information et de recommandation est dépassé, les pouvoirs publics informent le public, afin que les personnes sensibles puissent prendre des précautions. Si la qualité de l'air en ville est bonne plus des deux tiers de l'année, des pics de pollution d'azote (surtout en hiver), d'ozone (surtout en été) ou de particules sont encore observés.

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origine domestique, industrielle ou agricole. Les rendements des stations d'épuration publiques progressent. De nombreuses agglomérations ont dû ou doivent en effet mettre en place un traitement plus rigoureux de leurs effluents (traitement complémentaire pour l'azote ou le phosphore, traitement biologique...) selon les échéances prévues par la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines.

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 650 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). L'inventaire des installations de traitement des ordures ménagères répertorie 855 installations en 2000 qui traitent 24 millions de tonnes d'ordures ménagères. Le tri est en forte progression, ainsi que la collecte sélective auprès des ménages.

La dépense de protection de l'environnement est estimée à 26,1 milliards d'euros en 2000. Elle représente 1,9 % du PIB. Incorporant en outre les dépenses relatives à la production et distribution d'eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement est évaluée à 43 milliards d'euros en 2000.

2

○ Méthodologie

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP, DIREN), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux...). Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel) gère pour le ministère de l'Écologie et du Développement durable une base d'information nationale sur les espaces protégés. L'IFEN exploite l'ensemble de ces informations pour produire des résultats portant sur le nombre et la surface des espaces protégés.

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel) rassemble et étudie l'information disponible sur les espèces en provenance des milieux scientifiques, des Conservatoires botaniques nationaux et des associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

- *La qualité de l'air ambiant*

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. 39 associations sont en place fin 2001. Agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, elles regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. Toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants disposent actuellement d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'ensemble des données recueillies sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

- *Les émissions des principaux polluants dans l'air*

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles...). Les résultats sont établis à partir de modèles, en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur caractérisant les rejets.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère en 2001 les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : le ministère chargé de l'Écologie et du Développement durable, et celui chargé de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIEau). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIEau la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

- *Les eaux de baignade*

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci

portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.
L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme ; B = qualité moyenne, conforme ; C = pollution momentanée, non conforme ; D = mauvaise qualité, non conforme).
Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

- *La pollution de l'eau*

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.
Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE.

Les risques technologiques

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI-BARPI : Direction de la Prévention de la pollution et des risques - Service de l'environnement industriel - Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble dans la banque de données ARIA les informations relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique.

Les déchets

Les années précédentes, la ventilation des volumes d'ordures ménagères était donnée selon le mode de traitement principal : plusieurs modes de traitement, par exemple incinération et tri, pouvant être regroupés dans un même centre. Les chiffres renseignés sur le tableau ci-joint proposent désormais une répartition des tonnages d'ordures ménagères traités en 2000 par les centres collectifs selon le mode de traitement. Les chiffres ainsi renseignés ne sont donc pas à comparer avec ceux publiés jusqu'ici dans l'Annuaire Statistique de la France. Les résultats sont toujours obtenus par une exploitation de l'inventaire ITOM conduit par l'ADEME. Le prochain inventaire portera sur l'année 2002, aucune mise à jour du tableau n'est donc prévue pour 2001.

La dépense nationale liée à l'environnement

L'IFEN élabore les comptes de la dépense de protection de l'environnement selon une méthodologie harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les résultats sont présentés dans le rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998.
Il est aussi fourni ici une partie des résultats sur les dépenses de protection de l'environnement, collectés par le questionnaire conjoint de l'OCDE et d'Eurostat sur l'environnement. Les définitions et les méthodes peuvent varier d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3
○ Définitions

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976. Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un équivalent-habitant génère journellement 90 g de matières en suspension, 57 g de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique ; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression ; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces « disparues », « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 411-1 du Code de l'environnement). Les listes des espèces animales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles, nationale et régionales, des espèces végétales protégées sont fixées par des arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 331-1 et suivants du Code de l'environnement. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 425-1 à L. 425-3 du Code de l'environnement).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. Il est calculé pour les paramètres suivants : la demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO5), l'azote réduit (azote organique et azote ammoniacal) et le phosphore.

Réserves naturelles

En application des articles L. 332-1 et suivants du Code de l'environnement, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

Des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque peuvent être protégés en application de l'article L. 341-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, à défaut de consentement de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments, sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'environnement.

Organismes :

- Institut français de l'environnement.
- Ministère de l'Écologie et du Développement durable :
  - Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale ;
  - Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales ;
  - Direction de l'eau ;
  - Direction de la prévention des pollutions et des risques ;
  - Direction de la nature et des paysages.
- Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
  - Service central des enquêtes et études statistiques.
- Organisation de coopération et de développement économiques.
- Institut national de la statistique et des études économiques.
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
- Agences de l'eau.
- Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.
- Muséum national d'histoire naturelle :
  - Service du patrimoine naturel.
- Office international de l'eau.
- Office national de la chasse et de la faune sauvage.

Publications IFEN :

« L'Environnement en France », Édition 2002, IFEN, La Découverte, mai 2002 ;
« Chiffres-clés de l'environnement », janvier 2002 ;
« Abrégé statistique de l'environnement », avril 2001 ;
« Les données de l'environnement » (mensuel) ;
« Les comptes économiques de l'environnement en 2000 - Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », Édition 2002, IFEN, ministère de l'Écologie et du Développement durable, Lavoisier Tec&Doc, juin 2002 ;

Publication INSEE :

• *INSEE-Première :*
« Mesurer la qualité de vie dans les grandes agglomérations », n° 868, octobre 2002.

Autres publications :

« Indicateurs clés d'environnement », OCDE, 2001 ;
« Indicateurs d'environnement – vers un développement durable », OCDE, 2001 ;
« Environmental pressure indicators for the EU – Data 1985-98 », Commission européenne – Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the UE », Luxembourg, 2001 ;
« Environment statistics yearbook », édition 2001, Commission européenne - Eurostat, Office des publications officielles des communautés européennes, Luxembourg, 2001 (CD-Rom) ;
« Environmental signals 2002, european environment Agency regular indicator report », Agence européenne pour l'environnement, janvier 2002 ;
« L'utilisation du territoire en 2001, nouvelle série 1992 à 2001 », Agreste, Chiffres et données, Agriculture, n° 141, SCEES, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, avril 2002 ;
« État sanitaire des eaux de baignade en mer et en eau douce, résultats 2001 », ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées – Direction générale de la santé, juin 2002 ;
« Données OCDE sur l'environnement : Compendium 2002 », OCDE, Paris, (à paraître) ;
« Indicateurs du découplage des pressions sur l'environnement et de la croissance économique », OCDE, Paris, (à paraître).

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, supplémentaires, et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU A.02-1

Évolution de l'occupation physique du territoire de 1995 à 2001

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* : Millier d'hectares

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Cultures annuelles	15 141	15 220	15 306	15 400	15 323	15 299	15 247
Forêts	14 810	14 887	14 934	14 985	15 003	15 049	15 092
Prairies	11 377	11 252	11 134	10 978	11 006	10 980	10 931
Landes, parcours et alpages	4 341	4 295	4 245	4 210	4 200	4 171	4 163
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	1 981	1 936	1 926	1 912	1 903	1 887	1 886
Roches et eaux	1 837	1 839	1 842	1 836	1 825	1 825	1 822
Routes et parkings	1 601	1 625	1 634	1 650	1 673	1 683	1 699
Sols artificiels non bâtis	1 423	1 455	1 482	1 515	1 539	1 558	1 591
Cultures pérennes	1 302	1 290	1 285	1 280	1 281	1 283	1 284
Sols bâtis	985	995	1 008	1 028	1 042	1 059	1 079
Zones interdites d'accès	122	124	124	124	125	126	126

TABLEAU A.02-2

Superficie des espaces naturels protégés en 2001

Sources : Muséum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles	137	2 254
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	429	560
Parcs nationaux (zones centrales)	6	3 509
Arrêtés de protection de biotope	516	1 043

TABLEAU A.02-3

État des espèces de vertébrés

Source : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN) (mise à jour en juin 2002)

Espèces	Nombre d'espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
		nombre	%	nombre	%
Vertébrés :					
Mammifères	123	24	19,5	20	16,3
Oiseaux (1)	366	51	13,9	51	13,9
Poissons et cyclostomes	420 *e*	32	7,6	28	6,7
Reptiles	38	6	15,8	16	42,1
Amphibiens	38	11	28,9	13	34,2

(1) Oiseaux nicheurs et autres oiseaux séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, dernière année disponible

Source : OCDE (Données sur l'environnement - Compendium 2002)

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	219	38	7	14	3 674
Finlande	59	240	68	5	5	26 600
France	**122**	**357**	**415**	**38**	**39**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	30 570
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	64	130	43	6	14	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	65	245	164	6	13	28 500
Royaume-uni	64	544	54	9	14	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse, Fédérations de chasse, Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier"

	1990	1995	1997	1998	1999	2000
Chevreuils	179 673	302 744	367 288	395 657	408 627	430 261
Cerfs	13 600	20 084	27 820	32 349	33 307	35 305
Sangliers	134 220	226 093	322 567	343 628	306 826	382 518

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France (1)

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN

Unité : Microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2 % des cas			Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2 % des cas			Moyenne horaire maximale en O_3		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Clermont-Ferrand	30	32	29	129	123	125	179	159	200
Grenoble	35	29	37	125	122	143	194	189	199
La Rochelle	14	10	9	...	106	98	176	154	172
Le Havre	169	129	117	102	97	115	156	188	222
Lyon	93	64	40	179	158	166	239	218	220
Marseille	88	69	63	214	164	172	262	270	306
Nancy	54	36	18	118	113	112	154	164	214
Nantes	13	9	21	98	88	95	169	135	168
Paris-Ile de France	52	34	44	183	172	169	266	238	232
Rouen	179	229	51	95	82	117	203	166	224
Strasbourg	119	50	104	138	125	116	174	242	230
Toulouse	23	23	23	135	135	119	188	158	212

(1) du 1er janvier au 31 décembre.

TABLEAU A.02-7

Évolution des émissions de gaz à effet de serre

Source : CITEPA/CORALIE format UNFCCC (mise à jour 21/12/2001) — *Unité* : Million de tonnes équivalent CO_2 (1)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	*p* 2000
CO_2	335,0	361,0	347,0	322,0	314,0	322,0	333,0	324,0	345,0	331,0	332,0
N_2O	91,0	90,0	89,0	86,0	87,0	89,0	90,0	91,0	83,0	78,0	76,0
CH_4	65,0	66,0	67,0	67,0	68,0	68,0	68,0	63,0	62,0	60,0	59,0
HFC, PFC et SF_6	7,6	6,2	5,5	4,6	4,5	5,0	5,9	6,8	7,6	8,9	10,7
TOTAL	**498,6**	**523,2**	**508,5**	**479,6**	**473,5**	**484,0**	**496,9**	**484,8**	**497,6**	**477,9**	**477,7**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et aux changements d'utilisation des sols ; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-8

Volume d'eau de pluie par année hydrologique (1)

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DE) — *Unité* : milliard de m^3/an

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Précipitations	554	455	474	465	558	576	588
Pluies efficaces	260	152	150	183	223	220	243

(1) L'année hydrologique "n" va du 1er septembre de l'année "n-1" au 31 août de l'année "n".

TABLEAU A.02-9

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer - France entière

Sources : Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (DGS), IFEN

	1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer
Nombre total de points classés selon la catégorie de qualité	**1 588**	**1 777**	**1 592**	**1 790**	**1 587**	**1 829**	**1 553**	**1 856**	**1 334**	**1 745**	**1 379**	**1 704**	**1 405**	**1 654**
A (1)	678	1 052	752	1 131	672	1 094	814	1 155	684	1 218	639	1 192	694	1 137
Pourcentage	42,7	59,2	47,2	63,2	42,3	59,8	52,4	62,2	51,3	69,8	46,3	70,0	49,4	68,7
B (2)	768	614	698	580	777	608	672	598	591	475	649	445	648	457
Pourcentage	48,4	34,5	43,8	32,4	49,0	33,2	43,3	32,2	44,3	27,2	47,1	26,1	46,1	27,7
C (3)	113	110	111	79	124	126	59	102	55	52	83	67	56	60
Pourcentage	7,1	6,2	7,0	4,4	7,8	6,9	3,8	5,5	4,1	3,0	6,0	3,9	4,0	3,6
D (4)	29	1	31	–	14	1	8	1	4	–	8	–	7	–
Pourcentage	1,8	0,1	2,0	–	0,9	0,1	0,5	0,1	0,3	–	0,6	–	0,5	–

(1) eau de bonne qualité ; (2) eau de qualité moyenne ; (3) eau pouvant être momentanément polluée ; (4) eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-10

Épuration des eaux usées dans les grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : Flux de pollution en t/j
Rendement en %

	(2) DBO_5			Azote réduit			Phosphore		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 828	1 802	1 796	194	207	224	48	49	123
Rendement des stations d'épuration	85	87	88	40	43	46	40	43	42

(1) Pour les agglomérations émettant plus de 10 000 équivalent-habitants.
(2) DBO : Demande Biochimique en Oxygène.

TABLEAU A.02-11

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2000 (1) - France entière

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI)

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets égalent ou dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Aluminium (et ses composés)	2 t/an	15	22 760 t
Arsenic (et ses composés)	30 kg/an	11	9 379 kg
Azote (en N)	100 t/an	66	26 748 t
Cadmium (et ses composés)	10 kg/an	20	3 519 kg
Chlorures	1 000 t/an	44	2 577 671 t
Cyanures	30 kg/an	12	79 217 kg
Demande chimique en oxygène	500 t/an	208	373 149 t
Fer (et ses composés)	3 t/an	22	108 733 t
Fluorures	10 t/an	18	2 158 t
Matières en suspension	500 t/an	55	911 926 t
Phosphore (en P)	10 t/an	126	5 194 t
Sulfates	1 500 t/an	23	228 218 t
Titane (et ses composés)	100 t/an	3	22 901 t

(1) Somme des flux rejetés par les établissements égalant ou dépassant le seuil indiqué par polluant ; flux raccordés, isolés ou épandus.

TABLEAU A.02-12

Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité en 2001 - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR - SEI - BARPI), base ARIA mise à jour de juin 2002 - IFEN

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	169
Industries extractives	13
Industries alimentaires	68
Industries manufacturières (hors alimentaires)	410
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	78
Construction	17
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	159
Transports	171
Autres secteurs d'activité	195
Particuliers	56
Activité en cause indéterminée	253

TABLEAU A.02-13

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Source : Fédération française des sociétés d'assurance — *Unité* : Million d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Montant (1)	585	229	503	698	398	774	688	473	427	877	468	484

(1) Par exercice de survenance.

TABLEAU A.02-14

Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2000 - France entière

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) - inventaire ITOM, IFEN — *Unité* : kilotonne/an

Mode de traitement	Nombre d'unités de traitement	Quantité annuelle traitée
Tri de matériaux recyclables issus de la collecte sélective	191	1 568
Tri de déchets banals d'entreprise	4	8
Compostage	96	1 737
Méthanisation	1	90
Incinération sans récupération d'énergie	106	1 320
Incinération avec récupération d'énergie	105	8 866
Centre d'enfouissement technique (1)	352	10 542
Total	**855**	**24 131**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-15

Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine

Source : IFEN — *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1992	*r* 1994	*r* 1996	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Gestion des eaux usées	6 381	6 836	8 465	8 950	9 713	10 392	11 294
Protection de l'air	1 378	1 396	1 300	1 481	1 573	1 695	1 674
Réduction du bruit	659	705	738	705	700	730	777
Gestion des déchets	4 143	4 994	5 824	6 831	7 446	7 883	8 465
Nettoyage des rues	693	742	786	834	897	927	977
Protection de la biodiversité et des paysages (1)	461	496	670	636	739	697	711
Recherche et développement	651	725	768	805	880	919	999
Administration générale de l'environnement	633	827	1 043	1 090	1 122	1 175	1 240
Total	**14 999**	**16 721**	**19 594**	**21 332**	**23 070**	**24 418**	**26 137**

(1) Rupture de série en 1994 pour la protection de la biodiversité et des paysages.

TABLEAU A.02-16

Dépenses de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB

Source : Eurostat

Pays	Année	Secteur public	Année	Industrie
Allemagne (1)	1997	0,6	1997	0,42
Autriche	1998	1,55	1998	0,57
Belgique	1997	0,6		...
Danemark	1999	0,52		...
Espagne	1996	0,93		...
Finlande	1998	0,56	1998	0,46
France (2)	**1998**	**0,79**	**1998**	**0,77**
Grèce (2)	1999	0,62	1996	0,29
Irlande (2)	1998	0,53	1998	0,20
Italie	1992	0,16		...
Luxembourg	1997	0,73		...
Pays-Bas	1997	1,46	1997	0,42
Portugal	1998	0,84	1999	0,31
Royaume-Uni	1990	0,4	1997	0,53
Suède	1991	0,85	1997	0,45

(1) Pour l'industrie, l'Allemagne inclue seulement les investissements en fin de cycle.
(2) Grèce, France, Irlande : incluent toutes les branches industrielles.

Chapitre B.01

○ Structure de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Population totale par groupe d'âges au 1er janvier.

2 Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2001.

3 Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2000.

4 Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2002.

5 Population par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

6 Population totale des Départements et Territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales par sexe et groupe d'âges.

7 Population de 15 ans ou plus par sexe et groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière.

8 Population totale par sexe, groupe d'âges et catégorie socio-professionnelle en 1999 - France entière.

9 Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

10 Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

11 Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999.

12 Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990.

13 Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer.

1

○ Présentation

Depuis 1990, la population de la France métropolitaine augmente de 1,9 million dont 1,2 million pour les plus de 60 ans. En 1999, plus d'un habitant sur cinq de la métropole a plus de 60 ans et un sur quatre a moins de 20 ans. Comparés aux données des recensements précédents, ces chiffres confirment le vieillissement de la population de la métropole.

En comparaison, la population des départements d'Outre-mer (DOM) est relativement jeune, 34 % a moins de 20 ans en 1999. Elle l'est cependant de moins en moins puisque cette proportion était de 37 % en 1990 et de plus de 50 % en 1961. La proportion de la population âgée de 60 ans et plus passe de 10,5 % en 1990 à 12,1 % en 1999.

L'activité féminine continue de progresser mais à un rythme ralenti, portant le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 26,5 millions en 1999 contre 25,3 millions en 1990. Plus féminisée qu'en 1990, la population active est aussi plus âgée : les 40 - 54 ans constituent désormais 40,6 % de la population active contre un tiers en 1990.

2

○ Méthodologie

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000.

Vous trouverez ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1999.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages », C.01 : « Population active, emploi » et D.02 « Logement ».

En revanche, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par la division « Enquêtes et études démographiques » de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1999, qui a amené à réviser les estimations depuis 1991.

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998.

La date de référence est le 8 mars 1999.

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20ème et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20ème et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20ème et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation principale.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale ou complémentaire selon les tableaux.

Les différentes étapes de la diffusion

Le recensement de la population a fait l'objet d'une diffusion en plusieurs étapes : d'abord le dénombrement, puis les différentes exploitations statistiques (exploitation principale, sondage au 1/20ème et exploitation complémentaire). Les différentes étapes sont rappelées ci-dessous.

a. Le dénombrement

La diffusion des résultats du dénombrement s'est déroulée entre la fin du 1er semestre 1999 et la fin du 3ème trimestre 2000. Elle a permis d'établir successivement :

– Les évolutions démographiques provisoires (populations provisoires, logements provisoires et état civil provisoire) ;

– Les populations légales (populations définitives arrêtées par décret) ;

– Les évolutions démographiques définitives (population sans double compte, soldes naturels et migratoires, nombre de logements).

Ces différentes étapes ont fait l'objet de publications dans trois séries (respectivement grise, bleue et orange) ainsi que d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes, graphiques et fichiers (cf. partie « 4 Sources de documentation »).

b. L'exploitation principale

Deux phases caractérisent la diffusion de l'exploitation principale :

– La 1ère, au cours du 2ème semestre 2000, a donné lieu à l'établissement de résultats par département sur 11 thèmes (population, activité, navettes domicile/travail, formation, migrations, nationalité, immigration, ménages, logements, résidences principales, immeubles) ;

– La 2ème (fin 2000 - début 2001) a permis d'établir les résultats France entière sur les 11 thèmes précédents auquel s'est ajouté le thème « emplois » et également les données sur les mobilités (résidentielles, professionnelles et scolaires).

L'exploitation principale a fait l'objet de publications dans la série jaune (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 Sources de documentation »).

c. Le sondage au 1/20ème

Pour permettre la validation des traitements statistiques (imputation de valeurs manquantes, redressement, recodification) et la diffusion plus rapide des premiers résultats sur les catégories sociales et l'activité économique, une exploitation au 1/20ème a été réalisée pour la métropole.

Cette étape réalisée au cours du 2ème trimestre 2001 a permis d'établir pour l'ensemble de la France métropolitaine et ses départements les résultats sur tous les thèmes, y compris les familles et l'activité économique.

Le sondage au 1/20ème a notamment donné lieu à la publication d'un volume « Tableaux références et analyses »

dans la collection INSEE résultats (cf. partie « 4 Sources de documentation »).

d. L'exploitation complémentaire

L'exploitation complémentaire est la dernière étape des exploitations statistiques. Elle s'est déroulée au cours du 4ème trimestre 2001 et du 1er semestre 2002. Cette étape permet d'affiner les caractéristiques de l'emploi (en termes de professions et d'activités économiques) et de procéder à l'analyse détaillée de la composition des ménages et des familles.

L'exploitation complémentaire a fait l'objet de publications dans la série verte (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).

Cette dernière étape de la diffusion des exploitations statistiques a également permis de diffuser, sous forme de 3 volumes thématiques dans la collection des fascicules verts, des résultats sur des thèmes particuliers :

– Population immigrée, population étrangère ;
– Ménages, familles, population ;
– Population active, formation.

3 ○ Définitions

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo) ; la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1999 (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

– il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01) ;
– les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement ; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.

En métropole et dans les DOM, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990, elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les DOM que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les DOM, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles ».

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupement sont proposés :

– le « niveau 42 » (dont 33 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins ;
– le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé ;
– le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle ; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

– aucun diplôme ;
– certificat d'études primaires ;
– BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges ;
– CAP ;
– BEP ;
– baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élém., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.) ;
– baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit ;
– diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé ;
– diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter, dans certaines situations, des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

– une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;
– des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne

recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.
On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :
– dans la même commune ;
– dans des communes différentes ;
– de la même unité urbaine ;
– de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM) ;
– du même département ;
– autres que ci-dessus.
Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.
Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active aux recensements de 1990 et 1999

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes ; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les questions de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».
La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.
Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :
– profession et catégorie socioprofessionnelle ;
– statut ;
– activité économique ;
– lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

• *STATUT*
La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi ; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :
Salariés :
– salariés du secteur privé ;
– salariés du secteur public (État, collectivités locales) ;
– salariés des entreprises publiques ou nationales et de la sécurité sociale.

Non-salariés :
– indépendants sans salarié ;
– employeurs ;
– aides familiaux.

• *SALARIÉS*
Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salarié » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.
a. Salariés du secteur privé
Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE, ou qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.
b. Salariés de l'État
Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.
c. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.
Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

d. Salariés de la Sécurité sociale.
Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.

e. Salariés des entreprises publiques ou nationales.
Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

• *NON-SALARIÉS (indépendants sans salarié, employeurs)*
La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».
On considère donc comme non-salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
– gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée) ;
– président-directeur général ;
– président de société anonyme ;
– directeur général de société anonyme ;
– associé de société en nom ;
– associé de société de fait ;
– commanditaire de société en commandite ;
– chef d'entreprise ;
– administrateur de société ;
– agent d'assurance dirigeant un cabinet ;
– associé d'un cabinet de groupe (professions libérales) ;
– président d'entreprise nationalisée ;
– associé de GAEC (agriculture) ;
ainsi que :
– les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée ;
– les avocats ;
– les gérants libres du commerce (mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés).
La distinction entre indépendants sans salarié et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salarié ». C'est le plus vraisemblable ; cependant cette

interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeur à celui d'indépendant sans salarié.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
– actifs ayant un emploi ;
– chômeurs ;
– militaires du contingent.

2. Inactifs :
– anciens actifs ;
– étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle) ;
– autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :
– les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs :
on considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :
– soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi ;
– soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent :
à partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans, ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs :
sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.
Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :
– femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi ;
– chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi ;
– étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.
Remarque :
– les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi ;
– les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

Organisme :

INSEE.

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.
Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999 ;
Tome 2 : Description du dénombrement ;
Tome 3 : Description des données de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 5 : Description des données de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 6 : Description des traitements de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 7 : Description des tableaux prédéfinis des exploitations statistiques ;
Tome 8 : Description des fichiers des exploitations statistiques ;
Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques ;
Tome 10 : Produits de diffusion.

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

• *Ouvrage de synthèse* :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
• *Tableaux statistiques* :
– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 hbts ou plus), cédérom France ;
– « Évolutions démographiques » : fascicules départementaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;
– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.
• *Bases de données locales* :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires...L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes... L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Communes...Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;
– « Les bases de données locales – IRIS...L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;

– « Les bases de données locales – Îlots…L'information infra-communale » : ÎLOTS…15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours…IRIS et Contours…Îlots, Correspondances…IRIS-Îlots, Correspondances…Adresse, cédéroms.

• *Fichier détail*
– « Fichier Détail…Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail…Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.

• *L'INSEE met à votre disposition les résultats par voie télématique :* ***www.recensement.insee.fr***

• *Cartes et graphiques*
– « La fiche profil et la fiche cartographique ».

• *INSEE-Première (dernières parutions)* :
– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile-travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : la scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : l'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001.
– « Les zones urbaines sensibles : forte progression du chômage entre 1990 et 1999 », n° 835, mars 2002.

• *INSEE-Méthodes :*
– « Le recensement de la population 1999. Préparation », nos 79-80, octobre 1998 ;

Autres publications :

• *INSEE-Résultats, série « Démographie, Société » :*
– « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998 ;
– « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000 ;
– « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

• *INSEE-Méthodes :*
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.

• *Synthèses* :
– « Les tendances régionales 1999 », nos 36-37, juillet 2000.

• *Données sociales*, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements à l'horizon 2030 », C. Brutel, L. Omalek ;
– « Les natifs des Dom résidant en métropole en 1999 », D. Collignon ;
– « Inégalités et disparités entre les quartiers en 1999 », G. Martin-Houssart, N. Tabard ;
– « Les grands échanges migratoires régionaux entre 1990 et 1999 », B. Aubry.

5

❍ Tableaux

Des tableaux plus détaillés, supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.01-1

Population totale par groupe d'âges au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âges pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1995	57 752,5	37,82	36,11	105,69	26,12	53,80	20,08	6,12
1996	57 935,6	38,01	36,42	105,77	25,99	53,78	20,22	6,39
1997	58 116,0	38,20	36,71	105,82	25,91	53,74	20,35	6,64
1998	58 299,0	38,39	37,01	105,88	25,78	53,76	20,46	6,85
1999	58 496,6	38,57	37,29	105,93	25,67	53,77	20,55	7,04
2000 *r*	58 748,7	38,35	37,52	105,89	25,56	53,81	20,63	7,22
2001 *r*	59 038,7	38,49	38,82	105,87	25,41	53,95	20,63	7,40
2002 *p*	59 344,0	38,63	38,03	105,83	25,26	54,13	20,60	7,58

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2001

Source : Eurostat

Unité : Millier

Pays	Population	Hommes				Femmes			
		Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15) *p*	**377 964,3**	**184 780,8**	**44 067,2**	**115 490,9**	**25 222,7**	**193 183,5**	**41 855,0**	**114 489,9**	**36 838,6**
Allemagne	82 259,5	40 156,5	8 922,3	25 947,6	5 286,6	42 103,0	8 467,3	25 228,2	8 407,5
Autriche	8 121,3	3 947,8	940,5	2 526,3	481,0	4 173,5	896,0	2 498,7	778,8
Belgique	10 263,4	5 018,0	1 233,3	3 077,6	707,1	5 245,4	1 179,0	3 043,8	1 022,6
Danemark	5 349,2	2 644,3	652,6	1 660,6	331,1	2 704,9	620,9	1 623,3	460,7
Espagne	40 121,7	19 639,5	4 311,8	12 484,4	2 843,3	20 482,2	4 075,0	12 457,8	3 949,4
Finlande	5 181,1	2 529,3	647,6	1 582,5	299,2	2 651,8	620,5	1 553,3	478,0
France	**59 038,4**	**28 678,0**	**7 675,6**	**17 138,1**	**3 864,3**	**30 360,4**	**7 327,2**	**17 378,9**	**5 654,3**
Grèce (2000)	10 542,8	5 195,4	1 181,8	3 203,6	810,0	5 347,4	1 115,1	3 223,0	1 009,3
Irlande *p*	3 826,2	1 900,8	590,4	1 125,2	185,2	1 925,4	559,9	1 122,9	242,6
Italie	57 844,0	28 094,9	5 834,5	17 947,2	4 313,2	29 749,1	5 521,1	17 984,7	6 243,3
Luxembourg	441,3	217,7	55,7	137,1	24,9	223,6	52,3	133,1	38,2
Pays-Bas	15 987,0	7 909,8	1 999,5	5 016,9	893,4	8 077,2	1 908,5	4 887,6	1 281,1
Portugal *e*	10 242,8	4 944,2	1 210,7	3 081,9	651,6	5 298,6	1 151,8	3 206,4	940,4
Royaume-Uni *e*	59 862,8	29 511,8	7 712,8	17 916,8	3 882,2	30 351,0	7 319,1	17 580,7	5 451,2
Suède	8 882,8	4 392,8	1 098,1	2 645,1	649,6	4 490,0	1 041,3	2 567,5	881,2

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2000

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1999.....	0	**733 750**	**376 457**	376 457	–	–	–	**357 293**	357 293	–	–	–
1998.....	1	**717 546**	**366 623**	366 623	–	–	–	**350 923**	350 923	–	–	–
1997.....	2	**712 312**	**365 715**	365 715	–	–	–	**346 597**	346 597	–	–	–
1996.....	3	**719 930**	**368 855**	368 855	–	–	–	**351 075**	351 075	–	–	–
1995.....	4	**715 190**	**366 209**	366 209	–	–	–	**348 981**	348 981	–	–	–
1999 - 1995...	**0 - 4**	**3 598 728**	**1 843 859**	**1 843 859**	**–**	**–**	**–**	**1 754 869**	**1 754 869**	**–**	**–**	**–**
1994.....	5	**702 342**	**359 456**	359 456	–	–	–	**342 886**	342 886	–	–	–
1993.....	6	**698 718**	**357 431**	357 431	–	–	–	**341 287**	341 287	–	–	–
1992.....	7	**731 536**	**374 697**	374 697	–	–	–	**356 839**	356 839	–	–	–
1991.....	8	**748 749**	**383 630**	383 630	–	–	–	**365 119**	365 119	–	–	–
1990.....	9	**756 322**	**387 535**	387 535	–	–	–	**368 787**	368 787	–	–	–
1994 - 1990...	**5 - 9**	**3 637 667**	**1 862 749**	**1 862 749**	**–**	**–**	**–**	**1 774 918**	**1 774 918**	**–**	**–**	**–**
1989.....	10	**761 579**	**389 034**	389 034	–	–	–	**372 545**	372 545	–	–	–
1988.....	11	**765 619**	**391 667**	391 667	–	–	–	**373 952**	373 952	–	–	–
1987.....	12	**767 629**	**392 355**	392 355	–	–	–	**375 274**	375 274	–	–	–
1986.....	13	**777 923**	**397 728**	397 728	–	–	–	**380 195**	380 195	–	–	–
1985.....	14	**766 878**	**392 274**	392 274	–	–	–	**374 604**	374 601	3	–	–
1989 - 1985...	**10 - 14**	**3 839 628**	**1 963 058**	**1 963 058**	**–**	**–**	**–**	**1 876 570**	**1 876 567**	**3**	**–**	**–**
1984.....	15	**763 320**	**389 843**	389 843	–	–	–	**373 477**	373 464	12	1	–
1983.....	16	**752 561**	**384 586**	384 586	–	–	–	**367 975**	367 870	104	–	1
1982.....	17	**800 210**	**409 416**	409 407	9	–	–	**390 794**	390 419	370	3	2
1981.....	18	**812 060**	**415 280**	415 196	84	–	–	**396 780**	395 529	1 235	9	7
1980.....	19	**810 477**	**412 703**	412 332	371	–	–	**397 774**	394 286	3 433	27	28
1984 - 1980...	**15 - 19**	**3 938 628**	**2 011 828**	**2 011 364**	**464**	**–**	**–**	**1 926 800**	**1 921 568**	**5 154**	**40**	**38**
1979.....	20	**764 993**	**388 540**	387 341	1 171	5	23	**376 453**	369 312	6 984	38	119
1978.....	21	**738 942**	**373 266**	370 413	2 818	9	26	**365 676**	352 612	12 717	80	267
1977.....	22	**741 502**	**374 450**	368 229	6 077	20	124	**367 052**	339 526	26 826	117	583
1976.....	23	**716 639**	**360 660**	348 793	11 609	34	224	**355 979**	310 707	43 899	246	1 127
1975.....	24	**735 424**	**369 221**	341 888	26 775	53	505	**366 203**	297 479	66 027	439	2 258
1979 - 1975...	**20 - 24**	**3 697 500**	**1 866 137**	**1 816 664**	**48 450**	**121**	**902**	**1 831 363**	**1 669 636**	**156 453**	**920**	**4 354**
1974.....	25	**786 042**	**393 628**	345 733	46 874	78	943	**392 414**	292 489	95 889	473	3 563
1973.....	26	**835 351**	**418 742**	342 628	73 913	98	2 103	**416 609**	281 112	129 400	564	5 533
1972.....	27	**857 997**	**429 816**	323 758	102 425	169	3 464	**428 181**	260 580	158 917	746	7 938
1971.....	28	**861 718**	**430 750**	296 336	129 117	205	5 092	**430 968**	236 333	183 152	891	10 592
1970.....	29	**841 132**	**420 358**	264 017	149 253	209	6 879	**420 774**	207 963	198 488	1 073	13 250
1974 - 1970...	**25 - 29**	**4 182 240**	**2 093 294**	**1 572 472**	**501 582**	**759**	**18 481**	**2 088 946**	**1 278 477**	**765 846**	**3 747**	**40 876**
1969.....	30	**839 635**	**418 475**	235 166	173 464	281	9 564	**421 160**	185 900	216 700	1 261	17 299
1968.....	31	**833 671**	**414 610**	214 721	187 823	310	11 756	**419 061**	170 936	226 648	1 500	19 977
1967.....	32	**837 070**	**416 419**	199 862	201 990	393	14 174	**420 651**	159 918	235 863	1 774	23 096
1966.....	33	**865 539**	**430 600**	191 443	221 116	464	17 577	**434 939**	152 511	252 795	2 138	27 495
1965.....	34	**868 464**	**432 252**	179 307	231 656	607	20 682	**436 212**	141 470	260 910	2 535	31 297
1969 - 1965...	**30 - 34**	**4 244 379**	**2 112 356**	**1 020 499**	**1 016 049**	**2 055**	**73 753**	**2 132 023**	**810 735**	**1 192 916**	**9 208**	**119 164**
1964.....	35	**888 615**	**441 061**	169 246	247 278	732	23 805	**447 554**	133 668	274 957	3 055	35 874
1963.....	36	**878 925**	**435 507**	156 639	251 885	786	26 197	**443 418**	121 595	278 927	3 583	39 313
1962.....	37	**851 788**	**422 022**	140 268	252 251	930	28 573	**429 766**	108 349	275 750	4 104	41 563
1961.....	38	**862 323**	**426 634**	131 908	261 288	1 090	32 348	**435 689**	101 145	284 158	4 731	45 655
1960.....	39	**856 911**	**423 682**	121 510	266 486	1 284	34 402	**433 229**	92 277	287 356	5 356	48 240
1964 - 1960...	**35 - 39**	**4 338 562**	**2 148 906**	**719 571**	**1 279 188**	**4 822**	**145 325**	**2 189 656**	**557 034**	**1 401 148**	**20 829**	**210 645**
1959.....	40	**863 563**	**426 730**	110 981	276 290	1 573	37 886	**436 833**	84 224	293 493	6 557	52 559
1958.....	41	**843 007**	**415 831**	99 842	274 105	1 757	40 127	**427 176**	75 716	290 501	7 235	53 724
1957.....	42	**849 237**	**419 187**	92 809	281 709	1 881	42 788	**430 050**	69 846	295 076	8 322	56 806
1956.....	43	**843 212**	**416 137**	84 913	284 271	2 176	44 777	**427 075**	63 683	295 725	9 299	58 368
1955.....	44	**839 287**	**413 529**	76 448	288 294	2 503	46 284	**425 758**	58 832	296 453	10 261	60 212
1959 - 1955...	**40 - 44**	**4 238 306**	**2 091 414**	**464 993**	**1 404 669**	**9 890**	**211 862**	**2 146 892**	**352 301**	**1 471 248**	**41 674**	**281 669**
1954.....	45	**844 835**	**417 415**	71 275	294 976	2 886	48 278	**427 420**	54 774	299 432	11 470	61 744
1953.....	46	**829 589**	**410 611**	64 933	294 251	3 145	48 282	**418 978**	50 627	294 632	12 455	61 264
1952.....	47	**842 903**	**417 925**	61 734	303 055	3 551	49 585	**424 978**	48 040	300 774	13 769	62 395
1951.....	48	**831 828**	**412 924**	56 933	302 266	3 927	49 798	**418 904**	44 766	296 879	15 147	62 112
1950.....	49	**862 051**	**429 337**	54 996	318 551	4 452	51 338	**432 714**	43 103	308 102	17 329	64 180
1954 - 1950...	**45 - 49**	**4 211 206**	**2 088 212**	**309 871**	**1 513 099**	**17 961**	**247 281**	**2 122 994**	**241 310**	**1 499 819**	**70 170**	**311 695**
1949.....	50	**854 667**	**425 902**	49 465	321 385	4 935	50 117	**428 765**	39 410	306 482	19 548	63 325
1948.....	51	**853 261**	**427 013**	46 045	326 460	5 366	49 142	**426 248**	37 001	306 808	21 621	60 818
1947.....	52	**840 782**	**420 282**	41 892	323 897	5 840	48 653	**420 500**	34 629	303 691	23 343	58 837
1946.....	53	**800 395**	**399 687**	38 281	310 236	6 067	45 103	**400 708**	31 182	290 106	24 983	54 437
1945.....	54	**606 629**	**302 835**	27 672	236 632	5 075	33 456	**303 794**	23 106	219 069	21 412	40 207
1949 - 1945...	**50 - 54**	**3 955 734**	**1 975 719**	**203 355**	**1 518 610**	**27 283**	**226 471**	**1 980 015**	**165 328**	**1 426 156**	**110 907**	**277 624**

TABLEAU B.01-3 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2000

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1944.....	55	**602 460**	**299 759**	25 976	236 740	5 588	31 455	**302 701**	21 989	218 541	23 895	38 276
1943.....	56	**586 710**	**292 096**	24 227	232 102	5 816	29 951	**294 614**	20 592	212 671	25 501	35 850
1942.....	57	**546 082**	**271 731**	22 366	217 070	5 857	26 438	**274 351**	18 914	196 879	26 338	32 220
1941.....	58	**494 635**	**245 345**	20 432	195 785	5 931	23 197	**249 290**	16 805	178 613	26 408	27 464
1940.....	59	**515 531**	**253 878**	21 214	203 639	6 670	22 355	**261 653**	17 414	186 410	30 908	26 921
1944 - 1940...	**55 - 59**	**2 745 418**	**1 362 809**	**114 215**	**1 085 336**	**29 862**	**133 396**	**1 382 609**	**95 714**	**993 114**	**133 050**	**160 731**
1939.....	60	**548 037**	**266 550**	22 937	214 438	7 796	21 379	**281 487**	18 220	199 252	37 274	26 741
1938.....	61	**540 866**	**261 820**	22 607	210 961	8 426	19 826	**279 046**	18 311	194 805	40 684	25 246
1937.....	62	**538 892**	**259 007**	22 527	208 740	9 072	18 668	**279 885**	17 886	193 662	44 794	23 543
1936.....	63	**543 225**	**259 484**	22 984	209 248	9 961	17 291	**283 741**	18 315	192 769	50 257	22 400
1935.....	64	**535 624**	**252 701**	22 466	203 563	10 694	15 978	**282 923**	18 341	188 684	54 952	20 946
1939 - 1935...	**60 - 64**	**2 706 644**	**1 299 562**	**113 521**	**1 046 950**	**45 949**	**93 142**	**1 407 082**	**91 073**	**969 172**	**227 961**	**118 876**
1934.....	65	**552 564**	**259 040**	22 639	208 861	11 987	15 553	**293 524**	19 218	191 395	62 282	20 629
1933.....	66	**535 443**	**248 400**	21 854	199 894	12 591	14 061	**287 043**	19 066	182 033	66 794	19 150
1932.....	67	**552 407**	**253 912**	21 856	204 336	14 402	13 318	**298 495**	20 254	184 582	74 960	18 699
1931.....	68	**543 751**	**246 783**	21 660	197 828	15 045	12 250	**296 968**	20 669	178 119	80 453	17 727
1930.....	69	**542 389**	**243 442**	21 465	194 071	16 410	11 496	**298 947**	21 300	172 817	87 979	16 851
1934 - 1930...	**65 - 69**	**2 726 554**	**1 251 577**	**109 474**	**1 004 990**	**70 435**	**66 678**	**1 474 977**	**100 507**	**908 946**	**372 468**	**93 056**
1929.....	70	**512 850**	**228 223**	19 711	181 331	17 078	10 103	**284 627**	20 725	157 320	91 501	15 081
1928.....	71	**503 510**	**220 740**	18 786	175 305	17 681	8 968	**282 770**	20 393	150 067	98 051	14 259
1927.....	72	**485 827**	**210 536**	17 044	166 706	18 723	8 063	**275 291**	20 336	139 810	101 969	13 176
1926.....	73	**478 270**	**203 880**	16 475	160 268	19 859	7 278	**274 390**	20 831	132 098	108 853	12 608
1925.....	74	**464 617**	**194 618**	16 317	151 201	20 412	6 688	**269 999**	20 921	123 187	113 738	12 153
1929 - 1925...	**70 - 74**	**2 445 074**	**1 057 997**	**88 333**	**834 811**	**93 753**	**41 100**	**1 387 077**	**103 206**	**702 482**	**514 112**	**67 277**
1924.....	75	**444 786**	**182 665**	14 965	140 901	20 964	5 835	**262 121**	20 482	112 883	117 574	11 182
1923.....	76	**430 315**	**174 816**	13 501	134 201	21 815	5 299	**255 499**	20 204	102 939	121 837	10 519
1922.....	77	**416 470**	**166 327**	12 428	126 476	22 792	4 631	**250 143**	19 443	93 792	126 804	10 104
1921.....	78	**414 755**	**163 127**	11 874	122 440	24 289	4 524	**251 628**	19 178	87 188	135 324	9 938
1920.....	79	**398 344**	**154 104**	10 131	115 022	25 044	3 907	**244 240**	17 980	76 043	140 934	9 283
1924 - 1920...	**75 - 79**	**2 104 670**	**841 039**	**62 899**	**639 040**	**114 904**	**24 196**	**1 263 631**	**97 287**	**472 845**	**642 473**	**51 026**
1919.....	80	**233 311**	**88 634**	6 809	63 970	15 457	2 398	**144 677**	11 315	40 209	87 511	5 642
1918.....	81	**188 552**	**68 962**	4 365	49 497	13 420	1 680	**119 590**	9 036	29 367	76 698	4 489
1917.....	82	**156 911**	**55 756**	3 722	39 240	11 510	1 284	**101 155**	7 569	22 151	67 622	3 813
1916.....	83	**136 360**	**46 967**	3 063	32 095	10 800	1 009	**89 393**	6 931	17 338	61 895	3 229
1915.....	84	**155 471**	**51 959**	3 401	34 543	12 972	1 043	**103 512**	8 171	17 632	74 115	3 594
1919 - 1915...	**80 - 84**	**870 605**	**312 278**	**21 360**	**219 345**	**64 159**	**7 414**	**558 327**	**43 022**	**126 697**	**367 841**	**20 767**
1914.....	85	**215 778**	**69 156**	4 526	44 360	18 954	1 316	**146 622**	11 087	22 922	107 758	4 855
1913.....	86	**193 049**	**60 545**	3 933	36 792	18 685	1 135	**132 504**	10 119	18 035	100 104	4 246
1912.....	87	**171 765**	**51 376**	3 423	29 444	17 609	900	**120 389**	9 469	14 068	93 003	3 849
1911.....	88	**139 788**	**39 997**	2 690	21 667	14 911	729	**99 791**	8 052	9 869	78 750	3 120
1910.....	89	**123 685**	**33 662**	2 318	17 150	13 628	566	**90 023**	7 274	7 467	72 591	2 691
1914 - 1910...	**85 - 89**	**844 065**	**254 736**	**16 890**	**149 413**	**83 787**	**4 646**	**589 329**	**46 001**	**72 361**	**452 206**	**18 761**
1909.....	90	**101 091**	**26 045**	1 690	12 340	11 618	397	**75 046**	6 179	4 994	61 664	2 209
1908.....	91	**82 782**	**20 166**	1 388	8 710	9 803	265	**62 616**	5 446	3 454	51 890	1 826
1907.....	92	**63 724**	**14 821**	1 029	5 872	7 723	197	**48 903**	4 410	2 335	40 818	1 340
1906.....	93	**49 991**	**10 909**	775	3 989	5 990	155	**39 082**	3 780	1 501	32 779	1 022
1905.....	94	**37 867**	**7 963**	581	2 642	4 640	100	**29 904**	2 994	986	25 174	750
1909 - 1905...	**90 - 94**	**335 455**	**79 904**	**5 463**	**33 553**	**39 774**	**1 114**	**255 551**	**22 809**	**13 270**	**212 325**	**7 147**
1904.....	95	**27 901**	**5 628**	522	1 607	3 444	55	**22 273**	2 243	630	18 858	542
1903.....	96	**20 445**	**3 717**	390	883	2 400	44	**16 728**	1 866	405	14 080	377
1902.....	97	**14 473**	**2 597**	293	544	1 729	31	**11 876**	1 297	282	10 025	272
1901.....	98	**10 388**	**1 904**	306	386	1 191	21	**8 484**	996	236	7 047	205
1900.....	99	**6 396**	**1 156**	219	168	750	19	**5 240**	704	117	4 290	129
1904 - 1900...	**95 - 99**	**79 603**	**15 002**	**1 730**	**3 588**	**9 514**	**170**	**64 601**	**7 106**	**1 670**	**54 300**	**1 525**
1899 et avant..	100 et +	**8 077**	**981**	91	98	782	10	**7 096**	879	93	6 007	117
Population totale		**58 748 743**	**28 533 417**	**14 322 431**	**12 299 235**	**615 810**	**1 295 941**	**30 215 326**	**13 010 347**	**12 179 393**	**3 240 238**	**1 785 348**
Moins de 20 ans.....		**15 014 651**	**7 681 494**	7 681 030	464	—	—	**7 333 157**	7 327 922	5 157	40	38
De 20 à 64 ans.		**34 319 989**	**17 038 409**	6 335 161	9 413 933	138 702	1 150 613	**17 281 580**	5 261 608	9 875 872	618 466	1 525 634
65 ans et plus .		**9 414 103**	**3 813 514**	306 240	2 884 838	477 108	145 328	**5 600 589**	420 817	2 298 364	2 621 732	259 676
Moins de 15 ans.....		**11 076 023**	**5 669 666**	5 669 666	—	—	—	**5 406 357**	5 406 354	3	—	—
60 ans et plus .		**12 120 747**	**5 113 076**	419 761	3 931 788	523 057	238 470	**7 007 671**	511 890	3 267 536	2 849 693	378 552
75 ans et plus .		**4 242 475**	**1 503 940**	108 433	1 045 037	312 920	37 550	**2 738 535**	217 104	686 936	1 735 152	99 343

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2002

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes	Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
2001	0	**771 023**	394 379	376 644	1946	55	**792 887**	394 411	398 476
2000	1	**769 518**	394 137	375 381	1945	56	**600 341**	298 357	301 984
1999	2	**732 870**	375 706	357 164	1944	57	**595 817**	295 051	300 766
1998	3	**719 661**	367 537	352 124	1943	58	**579 816**	287 208	292 608
1997	4	**715 986**	367 555	348 431	1942	59	**539 389**	267 031	272 358
2001 - 1997	**0 - 4**	**3 709 058**	**1 899 314**	**1 809 744**	**1946 - 1942**	**55 - 59**	**3 108 250**	**1 542 058**	**1 566 192**
1996	5	**723 325**	370 591	352 734	1941	60	**488 006**	240 575	247 431
1995	6	**718 054**	367 691	350 363	1940	61	**507 861**	248 471	259 390
1994	7	**705 328**	360 999	344 329	1939	62	**539 108**	260 228	278 880
1993	8	**701 922**	359 121	342 801	1938	63	**531 250**	255 130	276 120
1992	9	**734 915**	376 482	358 433	1937	64	**528 191**	251 587	276 604
1996 - 1992	**5 - 9**	**3 583 544**	**1 834 884**	**1 748 660**	**1941 - 1937**	**60 - 64**	**2 594 416**	**1 255 991**	**1 338 425**
1991	10	**752 399**	385 546	366 853	1936	65	**531 522**	251 349	280 173
1990	11	**760 341**	389 619	370 722	1935	66	**523 001**	243 964	279 037
1989	12	**765 904**	391 215	374 689	1934	67	**538 252**	249 302	288 950
1988	13	**770 071**	393 883	376 188	1933	68	**520 391**	238 335	282 056
1987	14	**772 036**	394 520	377 516	1932	69	**535 330**	242 361	292 969
1991 - 1987	**10 - 14**	**3 820 751**	**1 954 783**	**1 865 968**	**1936 - 1932**	**65 - 69**	**2 648 496**	**1 225 311**	**1 423 185**
1986	15	**782 285**	399 709	382 576	1931	70	**525 508**	234 697	290 811
1985	16	**771 521**	394 153	377 368	1930	71	**522 217**	230 294	291 923
1984	17	**767 888**	391 657	376 231	1929	72	**492 184**	215 010	277 174
1983	18	**755 810**	385 516	370 294	1928	73	**480 962**	206 474	274 488
1982	19	**800 231**	408 185	392 046	1927	74	**462 513**	196 013	266 500
1986 - 1982	**15 - 19**	**3 877 735**	**1 979 220**	**1 898 515**	**1931 - 1927**	**70 - 74**	**2 483 384**	**1 082 488**	**1 400 896**
1981	20	**808 233**	411 458	396 775	1926	75	**452 815**	188 360	264 455
1980	21	**805 244**	407 873	397 371	1925	76	**437 748**	178 502	259 246
1979	22	**760 315**	384 341	375 974	1924	77	**416 809**	166 346	250 463
1978	23	**735 344**	370 184	365 160	1923	78	**399 674**	157 314	242 360
1977	24	**739 001**	372 406	366 595	1922	79	**384 161**	148 448	235 713
1981 - 1977	**20 - 24**	**3 848 137**	**1 946 262**	**1 901 875**	**1926 - 1922**	**75 - 79**	**2 091 207**	**838 970**	**1 252 237**
1976	25	**714 828**	359 419	355 409	1921	80	**378 974**	143 786	235 188
1975	26	**734 267**	368 520	365 747	1920	81	**359 412**	133 672	225 740
1974	27	**785 983**	393 634	392 349	1919	82	**208 426**	75 832	132 594
1973	28	**836 881**	419 546	417 335	1918	83	**165 305**	57 375	107 930
1972	29	**861 225**	431 539	429 686	1917	84	**135 495**	45 522	89 973
1976 - 1972	**25 - 29**	**3 933 184**	**1 972 658**	**1 960 526**	**1921 - 1917**	**80 - 84**	**1 247 612**	**456 187**	**791 425**
1971	30	**866 162**	433 205	432 957	1916	85	**115 602**	37 618	77 984
1970	31	**845 759**	422 939	422 820	1915	86	**128 957**	40 552	88 405
1969	32	**844 136**	421 089	423 047	1914	87	**175 424**	52 761	122 663
1968	33	**837 217**	416 628	420 589	1913	88	**152 902**	44 774	108 128
1967	34	**839 827**	417 864	421 963	1912	89	**132 147**	36 794	95 353
1971 - 1967	**30 - 34**	**4 233 101**	**2 111 725**	**2 121 376**	**1916 - 1912**	**85 - 89**	**705 032**	**212 499**	**492 533**
1966	35	**867 370**	431 361	436 009	1911	90	**104 405**	27 608	76 797
1965	36	**869 408**	432 282	437 126	1910	91	**88 871**	22 184	66 687
1964	37	**888 888**	440 679	448 209	1909	92	**69 422**	16 226	53 196
1963	38	**878 762**	434 849	443 913	1908	93	**54 587**	12 190	42 397
1962	39	**851 420**	421 311	430 109	1907	94	**40 443**	8 560	31 883
1966 - 1962	**35 - 39**	**4 355 848**	**2 160 482**	**2 195 366**	**1911 - 1907**	**90 - 94**	**357 728**	**86 768**	**270 960**
1961	40	**861 618**	425 663	435 955	1906	95	**30 400**	6 079	24 321
1960	41	**855 363**	422 103	433 260	1905	96	**21 741**	4 152	17 589
1959	42	**861 583**	424 954	436 629	1904	97	**15 434**	2 900	12 534
1958	43	**840 354**	413 737	426 617	1903	98	**10 945**	1 759	9 186
1957	44	**845 872**	416 664	429 208	1902	99	**7 377**	1 236	6 141
1961 - 1957	**40 - 44**	**4 264 790**	**2 103 121**	**2 161 669**	**1906 - 1902**	**95 - 99**	**85 897**	**16 126**	**69 771**
1956	45	**839 338**	413 203	426 135	1901	100	**5 432**	1 023	4 409
1955	46	**834 888**	410 384	424 504	1900	101	**3 147**	630	2 517
1954	47	**840 090**	414 070	426 020	1899	102	**1 293**	147	1 146
1953	48	**824 359**	406 862	417 497	1898	103	**688**	70	618
1952	49	**837 302**	414 022	423 280	1897	104	**422**	30	392
1956 - 1952	**45 - 49**	**4 175 977**	**2 058 541**	**2 117 436**	**1901 - 1897**	**100 - 104**	**10 982**	**1 900**	**9 082**
1951	50	**826 073**	408 998	417 075	**1896 et av**	**105 ou +**	**525**	**88**	**437**
1950	51	**855 497**	424 798	430 699					
1949	52	**847 661**	421 082	426 579	**Population totale**		**59 344 025**	**28 831 132**	**30 512 893**
1948	53	**846 012**	422 000	424 012	**Moins de 20 ans**		**14 991 088**	**7 668 201**	**7 322 887**
1947	54	**833 128**	414 878	418 250	**de 20 à 64 ans**		**34 722 074**	**17 242 594**	**17 479 480**
1951 - 1947	**50 - 54**	**4 208 371**	**2 091 756**	**2 116 615**	**65 ans et plus**		**9 630 863**	**3 920 337**	**5 710 526**

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Groupe d'âges	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
France métropolitaine	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 39 ans	**16 445 472**	8 320 652	8 124 820	**17 148 846**	8 586 258	8 562 588	**16 467 740**	8 228 417	8 239 323
40 à 59 ans	**12 218 604**	6 082 932	6 135 672	**13 210 132**	6 611 292	6 598 840	**15 193 381**	7 548 685	7 644 696
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
Départements d'outre-mer	**1 242 529**	**609 972**	**632 557**	**1 459 249**	**717 120**	**742 129**	**1 666 517**	**810 095**	**856 422**
Guadeloupe	**327 002**	160 112	166 890	**387 034**	189 187	197 847	**422 222**	203 146	219 076
Guyane	**73 012**	38 448	34 564	**114 808**	59 799	55 009	**156 790**	78 963	77 827
Martinique	**326 717**	158 415	168 302	**359 579**	173 878	185 701	**381 325**	180 910	200 415
Réunion	**515 798**	252 997	262 801	**597 828**	294 256	303 572	**706 180**	347 076	359 104

TABLEAU B.01-6

Population totale des départements et territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et territoires d'outre-mer et collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans et plus
Guadeloupe - recensement de 1999						
Ensemble	**422 222**	**133 696**	**132 517**	**96 915**	**39 431**	**19 663**
Hommes	**203 146**	67 809	63 635	45 853	18 011	7 838
Femmes	**219 076**	65 887	68 882	51 062	21 420	11 825
Guyane - recensement de 1999						
Ensemble	**156 790**	**67 860**	**49 168**	**30 366**	**6 756**	**2 640**
Hommes	**78 963**	34 437	24 085	15 879	3 460	1 102
Femmes	**77 827**	33 423	25 083	14 487	3 296	1 538
Martinique - recensement de 1999						
Ensemble	**381 325**	**112 670**	**116 422**	**88 944**	**42 206**	**21 083**
Hommes	**180 910**	56 922	55 150	41 448	19 209	8 181
Femmes	**200 415**	55 748	61 272	47 496	22 997	12 902
Réunion - recensement de 1999						
Ensemble	**706 180**	**255 499**	**233 573**	**146 417**	**51 087**	**19 604**
Hommes	**347 076**	129 697	114 401	72 545	23 449	6 984
Femmes	**359 104**	125 802	119 172	73 872	27 638	12 620
Nouvelle-Calédonie - recensement de 1996 (*r*)						
Ensemble	**196 836**	**78 003**	**66 184**	**37 911**	**11 527**	**3 211**
Hommes	**100 842**	40 115	33 609	19 971	5 792	1 355
Femmes	**95 994**	37 888	32 575	17 940	5 735	1 856
Polynésie française - recensement de 1996 (*r*)						
Ensemble	**219 521**	**94 519**	**73 633**	**38 161**	**10 941**	**2 267**
Hommes	**113 830**	48 656	38 316	20 331	5 586	941
Femmes	**105 691**	45 863	35 317	17 830	5 355	1 326
Wallis et Futuna - recensement de 1996						
Ensemble	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**779**	**285**
Hommes	**6 984**	3 623	1 652	1 237	334	138
Femmes	**7 182**	3 450	1 985	1 155	445	147
Saint-Pierre et Miquelon - recensement de 1999						
Ensemble	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**628**	**356**
Hommes	**3 147**	881	994	894	283	95
Femmes	**3 169**	820	937	806	345	261
Mayotte - recensement de 1997						
Ensemble	**131 368**	**73 051**	**39 584**	**13 968**	**3 601**	**1 164**
Hommes	**66 600**	36 672	20 005	7 506	1 875	542
Femmes	**64 768**	36 379	19 579	6 462	1 726	622

TABLEAU B.01-7

Population de 15 ans ou plus par sexe et groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population)

Groupe d'âges	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
France métropolitaine	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 59 ans	**31 661 121**	1 874 957	4 633 502	2 806 165	2 400 489	8 954 527	4 355 886	3 325 050	3 310 545
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Hommes	**23 071 366**	**2 656 094**	**3 947 138**	**2 936 755**	**1 407 088**	**6 047 533**	**2 425 586**	**1 525 146**	**2 126 026**
15 à 19 ans	**2 010 204**	1 765 254	110 998	8 328	56 478	62 704	5 381	534	527
20 à 59 ans	**15 777 102**	890 840	2 354 062	1 184 036	1 036 131	5 138 342	2 014 466	1 408 564	1 750 661
60 ans ou plus	**5 284 060**	–	1 482 078	1 744 391	314 479	846 487	405 739	116 048	374 838
Femmes	**24 999 983**	**2 770 299**	**4 564 528**	**4 433 041**	**2 060 434**	**4 544 609**	**2 775 532**	**2 108 534**	**1 743 006**
15 à 19 ans	**1 921 897**	1 786 182	57 572	4 406	32 940	32 198	7 538	601	460
20 à 59 ans	**15 884 019**	984 117	2 279 440	1 622 129	1 364 358	3 816 185	2 341 420	1 916 486	1 559 884
60 ans ou plus	**7 194 067**	–	2 227 516	2 806 506	663 136	696 226	426 574	191 447	182 662
Départements d'outre-mer									
Guadeloupe	**322 581**	**42 719**	**133 099**	**20 094**	**20 960**	**48 216**	**29 241**	**13 954**	**14 298**
15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 59 ans	**229 432**	11 586	87 338	12 558	18 049	46 324	27 210	13 284	13 083
60 ans ou plus	**59 094**	–	43 707	7 491	2 559	1 526	1 942	663	1 206
Guyane	**103 517**	**14 771**	**44 773**	**4 068**	**4 911**	**15 694**	**8 300**	**5 014**	**5 986**
15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 59 ans	**79 534**	3 121	36 104	2 688	4 225	15 103	7 863	4 805	5 625
60 ans ou plus	**9 396**	–	6 120	1 336	471	488	414	207	360
Martinique	**297 424**	**38 851**	**117 602**	**22 860**	**20 171**	**44 919**	**24 788**	**13 364**	**14 869**
15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 59 ans	**205 366**	11 752	72 196	12 768	16 822	43 135	22 441	12 594	13 658
60 ans ou plus	**63 289**	–	44 196	10 078	3 153	1 589	2 306	763	1 204
Réunion	**515 349**	**71 996**	**254 291**	**20 334**	**29 261**	**62 606**	**36 306**	**17 384**	**23 171**
15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 59 ans	**379 990**	16 034	190 581	14 621	25 546	60 149	34 473	16 756	21 830
60 ans ou plus	**70 691**	–	57 789	5 644	2 507	1 188	1 626	608	1 329

TABLEAU B.01-8

Population totale par sexe, groupe d'âges et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Groupe d'âges	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
France métropolitaine	**642 167**	**1 659 052**	**3 165 335**	**5 762 885**	**7 809 091**	**7 061 742**	**10 634 443**	**21 778 985**
0 à 19 ans	1 099	5 452	1 130	9 639	94 113	162 877	–	14 107 482
20 à 59 ans	593 924	1 562 183	3 066 728	5 680 255	7 585 479	6 818 984	623 629	5 725 826
60 ans et plus	47 144	91 417	97 477	72 991	129 499	79 881	10 010 814	1 945 677
Hommes	**437 898**	**1 173 953**	**2 063 606**	**2 991 994**	**1 831 247**	**5 631 910**	**5 204 658**	**9 081 651**
0 à 19 ans	876	3 402	699	5 080	31 054	150 120	–	7 169 370
20 à 59 ans	415 182	1 114 367	1 991 520	2 947 791	1 781 700	5 424 733	336 128	1 760 168
60 ans et plus	21 840	56 184	71 387	39 123	18 493	57 057	4 868 530	152 113
Femmes	**204 269**	**485 099**	**1 101 729**	**2 770 891**	**5 977 844**	**1 429 832**	**5 429 785**	**12 697 334**
0 à 19 ans	223	2 050	431	4 559	63 059	12 757	–	6 938 112
20 à 59 ans	178 742	447 816	1 075 208	2 732 464	5 803 779	1 394 251	287 501	3 965 658
60 ans et plus	25 304	35 233	26 090	33 868	111 006	22 824	5 142 284	1 793 564
Départements d'outre-mer								
Guadeloupe	**4879**	**17 532**	**9 721**	**29 104**	**68 327**	**41 285**	**45 991**	**205 383**
0 à 19 ans	9	32	7	40	260	405	–	132 943
20 à 59 ans	4 514	16 351	9 280	28 467	66 403	39 854	3 839	60 724
60 ans et plus	356	1 149	434	597	1 664	1 026	42 152	11 716
Guyane	**2 019**	**4 685**	**4 565**	**10 349**	**19 751**	**13 624**	**6 209**	**95 588**
0 à 19 ans	121	44	7	13	138	154	–	67 383
20 à 59 ans	1 755	4 388	4 434	10 132	19 219	13 190	705	25 711
60 ans et plus	143	253	124	204	394	280	5 504	2 494
Martinique	**2 942**	**13 147**	**9 988**	**28 352**	**59 763**	**41 364**	**50 831**	**174 938**
0 à 19 ans	7	17	3	33	132	261	–	112 217
20 à 59 ans	2 690	11 955	9 569	27 612	57 997	40 036	3 508	51 999
60 ans et plus	245	1 175	416	707	1 634	1 067	47 323	10 722
Réunion	**7 606**	**15 435**	**15 942**	**44 824**	**101 381**	**76 320**	**45 204**	**399 468**
0 à 19 ans	45	55	18	107	742	906	–	253 626
20 à 59 ans	7 191	14 501	15 508	44 145	99 078	74 560	5 690	119 317
60 ans et plus	370	879	416	572	1 561	854	39 514	26 525

TABLEAU B.01-9

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**22 800 731**	**20 118 253**	**2 682 478**	**12 539 561**	**10 681 955**	**1 857 606**	**10 261 170**	**9 436 298**	**824 872**
Agriculture	**ES**	**947 446**	**304 850**	**642 596**	**661 662**	**220 206**	**441 456**	**285 784**	**84 644**	**201 140**
Industrie	**ET**	**4 151 952**	**3 906 267**	**245 685**	**2 941 624**	**2 752 844**	**188 780**	**1 210 328**	**1 153 423**	**56 905**
Construction	**EU**	**1 322 979**	**1 056 637**	**266 342**	**1 215 240**	**961 287**	**253 953**	**107 739**	**95 350**	**12 389**
Tertiaire	**EV**	**16 378 354**	**14 850 499**	**1 527 855**	**7 721 035**	**6 747 618**	**973 417**	**8 657 319**	**8 102 881**	**554 438**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	947 446	304 850	642 596	661 662	220 206	441 456	285 784	84 644	201 140
Industries agricoles et alimentaires	EB	622 722	538 519	84 203	384 856	328 211	56 645	237 866	210 308	27 558
Industries des biens de consommation	EC	751 953	687 386	64 567	392 260	345 320	46 940	359 693	342 066	17 627
Industrie automobile	ED	268 497	266 262	2 235	224 816	222 776	2 040	43 681	43 486	195
Industries des biens d'équipement	EE	821 197	784 331	36 866	661 843	628 306	33 537	159 354	156 025	3 329
Industries des biens intermédiaires	EF	1 443 341	1 386 899	56 442	1 083 845	1 035 319	48 526	359 496	351 580	7 916
Énergie	EG	244 242	242 870	1 372	194 004	192 912	1 092	50 238	49 958	280
Construction	EH	1 322 979	1 056 637	266 342	1 215 240	961 287	253 953	107 739	95 350	12 389
Commerce	EJ	3 013 546	2 522 116	491 430	1 659 031	1 337 521	321 510	1 354 515	1 184 595	169 920
Transports	EK	997 935	924 835	73 100	781 263	718 281	62 982	216 672	206 554	10 118
Activités financières	EL	682 032	646 569	35 463	316 048	288 810	27 238	365 984	357 759	8 225
Activités immobilières	EM	279 034	239 479	39 555	124 414	96 756	27 658	154 620	142 723	11 897
Services aux entreprises	EN	2 799 774	2 558 954	240 820	1 639 799	1 458 343	181 456	1 159 975	1 100 611	59 364
Services aux particuliers	EP	1 683 936	1 346 960	336 976	700 968	522 922	178 046	982 968	824 038	158 930
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 325 868	4 026 534	299 334	1 219 759	1 052 649	167 110	3 106 109	2 973 885	132 224
Administration	ER	2 596 229	2 585 052	11 177	1 279 753	1 272 336	7 417	1 316 476	1 312 716	3 760
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**124 332**	**101 797**	**22 535**	**66 378**	**49 078**	**17 300**	**57 954**	**52 719**	**5 235**
Agriculture	ES	7 308	2 834	4 474	6 054	2 256	3 798	1 254	578	676
Industrie	ET	8 933	7 024	1 909	6 855	5 289	1 566	2 078	1 735	343
Construction	EU	9 737	5 397	4 340	9 100	4 839	4 261	637	558	79
Tertiaire	EV	98 354	86 542	11 812	44 369	36 694	7 675	53 985	49 848	4 137
Guyane		**43 448**	**36 827**	**6 621**	**25 701**	**21 081**	**4 620**	**17 747**	**15 746**	**2 001**
Agriculture	ES	2 885	995	1 890	1 998	886	1 112	887	109	778
Industrie	ET	3 522	2 876	646	2 872	2 349	523	650	527	123
Construction	EU	3 257	2 313	944	3 038	2 124	914	219	189	30
Tertiaire	EV	33 784	30 643	3 141	17 793	15 722	2 071	15 991	14 921	1 070
Martinique		**116 009**	**99 502**	**16 507**	**60 208**	**47 793**	**12 415**	**55 801**	**51 709**	**4 092**
Agriculture	ES	8 377	5 638	2 739	6 429	4 144	2 285	1 948	1 494	454
Industrie	ET	9 051	7 544	1 507	6 638	5 429	1 209	2 413	2 115	298
Construction	EU	7 068	4 556	2 512	6 557	4 103	2 454	511	453	58
Tertiaire	EV	91 513	81 764	9 749	40 584	34 117	6 467	50 929	47 647	3 282
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	9 562	2 825	6 737	8 407	2 520	5 887	1 155	305	850
Industrie	ET	13 424	11 576	1 848	10 784	9 278	1 506	2 640	2 298	342
Construction	EU	11 003	8 900	2 103	10 370	8 385	1 985	633	515	118
Tertiaire	EV	139 688	126 802	12 886	71 073	62 161	8 912	68 615	64 641	3 974

TABLEAU B.01-10

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Hommes**	Salariés	Non Salariés	**Femmes**	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**23 050 566**	**20 358 713**	**2 691 853**	**12 701 719**	**10 837 005**	**1 864 714**	**10 348 847**	**9 521 708**	**827 139**
Agriculture	**ES**	**949 017**	**306 040**	**642 977**	**662 957**	**221 207**	**441 750**	**286 060**	**84 833**	**201 227**
Industrie	**ET**	**4 230 978**	**3 983 941**	**247 037**	**3 001 979**	**2 812 054**	**189 925**	**1 228 999**	**1 171 887**	**57 112**
Construction	**EU**	**1 344 215**	**1 077 130**	**267 085**	**1 235 362**	**980 696**	**254 666**	**108 853**	**96 434**	**12 419**
Tertiaire	**EV**	**16 526 356**	**14 991 602**	**1 534 754**	**7 801 421**	**6 823 048**	**978 373**	**8 724 935**	**8 168 554**	**556 381**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**949 017**	306 040	642 977	**662 957**	221 207	441 750	**286 060**	84 833	201 227
Industries agricoles et alimentaires	EB	**629 502**	545 054	84 448	**389 655**	332 789	56 866	**239 847**	212 265	27 582
Industries des biens de consommation	EC	**769 911**	704 875	65 036	**403 086**	355 802	47 284	**366 825**	349 073	17 752
Industrie automobile	ED	**275 315**	273 033	2 282	**230 797**	228 718	2 079	**44 518**	44 315	203
Industries des biens d'équipement	EE	**834 392**	797 290	37 102	**672 832**	639 085	33 747	**161 560**	158 205	3 355
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 475 987**	1 419 222	56 765	**1 110 161**	1 061 336	48 825	**365 826**	357 886	7 940
Énergie	EG	**245 871**	244 467	1 404	**195 448**	194 324	1 124	**50 423**	50 143	280
Construction	EH	**1 344 215**	1 077 130	267 085	**1 235 362**	980 696	254 666	**108 853**	96 434	12 419
Commerce	EJ	**3 051 246**	2 557 701	493 545	**1 679 952**	1 356 893	323 059	**1 371 294**	1 200 808	170 486
Transports	EK	**1 010 078**	936 626	73 452	**790 500**	727 198	63 302	**219 578**	209 428	10 150
Activités financières	EL	**691 758**	656 060	35 698	**320 835**	293 383	27 452	**370 923**	362 677	8 246
Activités immobilières	EM	**281 007**	241 143	39 864	**125 460**	97 564	27 896	**155 547**	143 579	11 968
Services aux entreprises	EN	**2 829 667**	2 587 287	242 380	**1 658 600**	1 475 888	182 712	**1 171 067**	1 111 399	59 668
Services aux particuliers	EP	**1 705 250**	1 366 889	338 361	**712 112**	533 264	178 848	**993 138**	833 625	159 513
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 347 307**	4 047 138	300 169	**1 225 969**	1 058 349	167 620	**3 121 338**	2 988 789	132 549
Administration	ER	**2 610 043**	2 598 758	11 285	**1 287 993**	1 280 509	7 484	**1 322 050**	1 318 249	3 801
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**125 245**	**102 629**	**22 616**	**66 857**	**49 494**	**17 363**	**58 388**	**53 135**	**5 253**
Agriculture	ES	7 316	2 836	4 480	6 063	2 259	3 804	1 253	577	676
Industrie	ET	8 999	7 082	1 917	6 900	5 326	1 574	2 099	1 756	343
Construction	EU	9 793	5 438	4 355	9 155	4 879	4 276	638	559	79
Tertiaire	EV	99 137	87 273	11 864	44 739	37 030	7 709	54 398	50 243	4 155
Guyane		**43 443**	**36 819**	**6 624**	**25 703**	**21 080**	**4 623**	**17 740**	**15 739**	**2 001**
Agriculture	ES	2 888	997	1 891	2 001	888	1 113	887	109	778
Industrie	ET	3 524	2 878	646	2 873	2 350	523	651	528	123
Construction	EU	3 256	2 312	944	3 037	2 123	914	219	189	30
Tertiaire	EV	33 775	30 632	3 143	17 792	15 719	2 073	15 983	14 913	1 070
Martinique		**116 067**	**99 546**	**16 521**	**60 245**	**47 823**	**12 422**	**55 822**	**51 723**	**4 099**
Agriculture	ES	8 384	5 642	2 742	6 433	4 146	2 287	1 951	1 496	455
Industrie	ET	9 058	7 549	1 509	6 644	5 433	1 211	2 414	2 116	298
Construction	EU	7 070	4 558	2 512	6 559	4 105	2 454	511	453	58
Tertiaire	EV	91 555	81 797	9 758	40 609	34 139	6 470	50 946	47 658	3 288
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	9 562	2 825	6 737	8 407	2 520	5 887	1 155	305	850
Industrie	ET	13 424	11 576	1 848	10 784	9 278	1 506	2 640	2 298	342
Construction	EU	11 003	8 900	2 103	10 370	8 385	1 985	633	515	118
Tertiaire	EV	139 688	126 802	12 886	71 073	62 161	8 912	68 615	64 641	3 974

TABLEAU B.01-11

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de résidence - Lieu de travail					
		Même commune	Dans deux communes différentes				
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Même région	Autres cas
Hommes	**12 701 719**	4 828 235	3 290 628	4 747 842	5 652 967	7 226 853	637 751
Femmes	**10 348 847**	4 532 065	2 784 864	3 831 293	4 393 449	5 516 718	292 574
Ensemble	**23 050 566**	**9 360 300**	**6 075 492**	**8 579 135**	**10 046 416**	**12 743 571**	**930 325**
Agriculteurs exploitants	**627 204**	571 916	4 470	41 025	48 058	51 550	3 706
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 525 719**	1 000 733	233 267	345 597	395 420	491 246	32 888
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 025 190**	1 079 790	1 098 715	943 137	1 133 576	1 777 185	166 513
Professions intermédiaires	**5 318 217**	1 768 881	1 619 133	2 138 021	2 555 231	3 309 180	236 446
Employés	**6 645 135**	3 002 275	1 760 993	2 414 791	2 756 379	3 433 922	204 102
Ouvriers	**5 909 101**	1 936 705	1 358 914	2 696 564	3 157 752	3 680 488	286 670

TABLEAU B.01-12

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale	**58 513 700**	**31 909 885**	**38 980 137**	**52 292 296**	**6 221 404**	**29 304 612**	**38 751 652**	**48 430 149**	**51 647 044**	**57 166 484**	**1 347 216**
Hommes	**28 416 917**	15 660 209	19 036 401	25 338 356	3 078 561	14 118 518	18 720 476	23 449 716	25 022 326	27 761 417	655 500
Femmes	**30 096 783**	16 249 676	19 943 736	26 953 940	3 142 843	15 186 094	20 031 176	24 980 433	26 624 718	29 405 067	691 716
Catégorie Socioprofessionnelle											
Agriculteurs exploitants	**642 167**	508 483	550 646	622 775	19 392	493 593	569 164	619 189	625 429	638 699	3 468
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 659 052**	794 582	996 113	1 427 113	231 939	850 324	1 111 871	1 396 440	1 487 372	1 628 088	30 964
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 165 335**	882 542	1 447 935	2 760 949	404 386	1 180 640	1 658 606	2 127 207	2 456 878	3 055 838	109 497
Professions intermédiaires	**5 762 885**	2 491 906	3 411 170	5 216 439	546 446	2 360 120	3 238 779	4 436 505	4 907 583	5 656 421	106 464
Employés	**7 809 091**	3 924 915	4 890 784	6 853 794	955 297	3 384 580	4 843 838	6 388 383	6 854 062	7 648 511	160 580
Ouvriers	**7 061 742**	4 058 303	4 726 855	5 959 622	1 102 120	3 401 660	4 775 103	6 207 851	6 501 187	6 928 433	133 309
Retraités	**10 634 443**	5 499 625	6 646 059	9 479 886	1 154 557	8 241 552	9 103 093	9 822 509	10 021 496	10 571 425	63 018
Autres sans activité	**21 778 985**	13 749 529	16 310 575	19 971 718	1 807 267	9 392 143	13 451 198	17 432 065	18 793 037	21 039 069	739 916

TABLEAU B.01-13

Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE	**422 222**	**341 539**	**8 962**	**46 102**	**25 619**	**223 935**	**313 468**	**368 299**	**4 941**	**42 083**	**6 899**
Hommes	**203 146**	164 372	4 013	23 207	11 554	108 648	152 059	177 031	2 344	20 548	3 223
Femmes	**219 076**	177 167	4 949	22 895	14 065	115 287	161 409	191 268	2 597	21 535	3 676
GUYANE	**156 790**	**85 258**	**8 106**	**18 560**	**44 866**	**51 301**	**102 305**	**122 840**	**3 814**	**16 661**	**13 475**
Hommes	**78 963**	42 231	4 437	10 301	21 994	25 769	51 472	61 792	2 014	9 009	6 148
Femmes	**77 827**	43 027	3 669	8 259	22 872	25 532	50 833	61 048	1 800	7 652	7 327
MARTINIQUE	**381 325**	**329 232**	**7 532**	**35 783**	**8 778**	**208 799**	**286 525**	**338 326**	**5 267**	**34 998**	**2 734**
Hommes	**180 910**	156 396	3 090	17 601	3 823	100 514	136 927	160 580	2 284	16 844	1 202
Femmes	**200 415**	172 836	4 442	18 182	4 955	108 285	149 598	177 746	2 983	18 154	1 532
RÉUNION	**706 180**	**608 157**	**9 114**	**64 561**	**24 348**	**339 406**	**550 279**	**628 782**	**7 619**	**60 298**	**9 481**
Hommes	**347 076**	296 098	4 317	34 991	11 670	169 053	271 429	307 797	3 651	31 307	4 321
Femmes	**359 104**	312 059	4 797	29 570	12 678	170 353	278 850	320 985	3 968	28 991	5 160

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Mouvement de la population : aperçu d'ensemble – France entière.

2 Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité – France entière.

3 Indicateurs synthétiques de la situation démographique.

4 Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique.

5 Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.

6 Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.

7 Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.

8 Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité.

9 Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2000.

10 Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.

11 Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes).

12 Décédés par sexe, groupe d'âges et état matrimonial en 2000.

13 Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.

14 Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.

15 Tables de mortalité annuelles abrégées.

16 Table de mortalité : années 1998-2000.

17 Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2000.

18 Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer.

1
○ Présentation

Selon les estimations provisoires, la France métropolitaine compte 59,3 millions d'habitants au 1er janvier 2002. Avec 774 800 naissances et 528 000 décès en France métropolitaine, l'excédent naturel est de 246 800 personnes. Compte-tenu de l'excédent migratoire, évalué à 60 000 personnes, l'excédent total s'élève à 306 800 personnes. Avec les départements d'outre-mer, la population française est de 61,1 millions d'habitants. En 2001, la natalité se maintient au niveau élevé atteint en 2000. La mortalité recule encore nettement faisant progresser l'espérance de vie à la naissance.

Les naissances se maintiennent à un niveau élevé

En 2001, la natalité se maintient au niveau élevé atteint en 2000 : 774 800 bébés sont nés en France métropolitaine, soit le même nombre que l'année précédente, alors même que 2001 comporte un jour de moins que 2000. Le regain des naissances qui a eu lieu en 2000 (+ 4 %) n'est pas dû uniquement à un effet « millésime ». Les naissances augmentent régulièrement depuis la fin 1997, se maintenant depuis la fin de l'an 2000 à un niveau élevé. Une telle natalité deux années consécutives n'était plus observée depuis vingt ans (1981-1982).

Les naissances restent stables malgré la baisse du nombre de femmes d'âge fécond, entre 15 et 49 ans. L'indicateur conjoncturel de fécondité progresse donc légèrement. Il est de 1,90 enfant par femme en 2001 contre 1,88 l'année précédente et 1,73 il y a cinq ans. Il retrouve ainsi son niveau du début des années quatre-vingt.

Les mères des nouveaux-nés sont plus nombreuses que l'année précédente aux âges extrêmes. La fécondité des femmes de moins de 25 ans augmente encore en 2001, pour la troisième année consécutive. Celle des femmes de 25 à 29 ans diminue légèrement. Mais c'est surtout après 30 ans que les femmes ont plus d'enfants. La hausse de la fécondité y est d'autant plus forte que l'âge est élevé. La fécondité augmentant à la fois chez les jeunes femmes et les plus âgées, l'âge moyen à la maternité reste stable à 29,4 ans. Le recul de l'âge à la maternité, important pendant près de deux décennies, est pratiquement interrompu.

Net recul de la mortalité

Le nombre de décès, estimé en 2001 à 528 000 est en nette baisse par rapport à l'année 2000. La baisse se concentre sur les mois de janvier et février. En effet, selon les informations de l'Inserm, l'épidémie de grippe de l'hiver 2000-2001 est moins marquée que celles des hivers précédents. Les populations à risque, notamment les personnes âgées, sont moins fragilisées, ce qui explique cette baisse de la mortalité au cours de l'hiver.

L'espérance de vie à la naissance augmente de trois mois et demi en 2001. Elle est de 75,5 années pour les hommes et 83,0 années pour les femmes. Depuis deux ans, les gains sont identiques pour les hommes et les femmes. L'espérance de vie s'est accrue plus vite pour les hommes au cours de la décennie précédente : Entre 1990 et 1999, ils gagnent 28 mois, contre seulement 18 mois pour les femmes. La mortalité infantile se stabilise cette année à 4,5 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes.

La reprise des mariages se confirme, le Pacs s'installe

En 2001, 303 500 mariages ont été célébrés. La forte augmentation de 2000 se confirme. Le taux de nuptialité, c'est-à-dire le nombre de mariages rapporté à la population, reste au dessus de cinq mariages pour mille habitants pour la deuxième année consécutive. Ce niveau n'avait été atteint qu'une seule fois au cours des quinze années précédentes. La hausse de 2000 ne serait donc pas uniquement un effet « an 2000 », mais pourrait venir d'autres facteurs tels que l'amélioration de la conjoncture économique.

L'apparition du pacte civil de solidarité (Pacs) n'a pas d'effet négatif sur la nuptialité : le Pacs est entré en vigueur à la fin de l'année 1999, date qui correspond à la hausse du nombre de mariages. À la fin 1999, 6 200 Pacs ont été signés, 23 600 en 2000 et 14 000 au cours des trois premiers trimestres de 2001. Pour cent mariages célébrés, huit Pacs sont signés. Actuellement, les données disponibles ne permettent pas de déterminer si ce contrat concerne essentiellement les couples homosexuels ou s'il constitue plutôt une alternative au mariage pour certains couples hétérosexuels.

L'excédent migratoire le plus faible de l'Union européenne

L'excédent des entrées sur les sorties du territoire métropolitain est provisoirement estimé à 60 000 personnes en 2001. La mesure du solde migratoire reste difficile du fait du manque de données, notamment sur les sorties du territoire. Sur les trois premiers trimestres de 2001, le nombre d'étrangers obtenant un premier titre de séjour de longue durée augmenterait. Les entrées de travailleurs permanents sont les plus fortes, suivies des entrées de réfugiés reconnus et de leurs familles. Les entrées de familles de Français et celles au titre du regroupement familial augmentent dans une moindre mesure.

La France se distingue du reste de ses partenaires européens par un solde migratoire peu élevé. Par rapport à sa population, il est le plus faible des Quinze (un pour mille habitants), suivi de la Finlande (1,2) et de la Belgique (1,8). La croissance de la population de l'Union européenne dans son ensemble s'explique pour plus des deux tiers par les migrations (72 %). En Italie, en Autriche, au Portugal et en Espagne, les migrations sont un élément essentiel de l'accroissement de la population : elles en expliquent plus de 80 %. En Allemagne et en Suède, la population n'augmente même que grâce aux flux migratoires, ces pays enregistrant plus de décès que de naissances. En France, les migrations jouent un rôle moins important, de l'ordre d'un cinquième de l'accroissement de la population.

2
○ Méthodologie

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en .... – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1999.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces et les Pacs, celui de la Santé, de la famille et des personnes handicapées pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations extérieures

Le solde migratoire ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

De 1982 à 1989, les bilans migratoires résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. De 1990 à 1998, les estimations du solde migratoire n'ont pas été modifiées suite au recensement de 1999. Un ajustement statistique a été introduit pour assurer la

cohérence entre les populations issues des recensements et les données de l'état civil.
À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3 ○ Définitions

Âge

● ***Âge moyen***

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.
L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● ***Classement par âge***

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.
Pour la génération g, l'âge x atteint dans l'année a est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.
À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date d :
– l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;
– l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

● ***Classement par groupe d'âges***

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.
Il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier. Les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier.

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● ***Événement enregistré, événement domicilié***

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.
Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● ***Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et d'enfants sans vie.***

Jusqu'en 1992 :
– les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « enfant sans vie (mort-nés) ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.
Avant 1975 :
– la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil ;
– la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.
De 1975 à 1992 :
– la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et enfants sans vie ayant respiré ;
– la statistique des enfants sans vie comprenait seulement les enfants sans vie n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.
À partir de 1993 :
– les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie ;
– la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables ;
– la statistique des enfants sans vie couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants sans vie après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

● ***Naissances légitimes, naturelles***

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.
Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● ***Rang de naissance***

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.
Jusqu'en 1965 et à partir de 1998, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel.
De 1966 à 1997, seule cette seconde classification était adoptée.
Les enfants sans vie ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux enfants sans vie » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.
Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux enfants sans vie aux naissances et aux décès.
À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux enfants sans vie étaient inclus dans les statistiques de décès.
Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● ***Taux bruts***

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● ***Taux par âge***

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.
Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● ***Taux synthétiques***

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).
Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.
Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.
Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :
– le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre d'enfants sans vie (mort-nés) et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– le taux de mortinatalité est le rapport du nombre d'enfants sans vie à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de filles à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.
Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter ; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.
Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes ; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.
Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.
L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.
Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année n, définis de la façon suivante :
— On rapporte les décès de la génération g atteignant l'âge x = n – g au cours de l'année n à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.
À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.
Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.
Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient t(x) étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge x relatifs à chacune des années de la période.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

Organismes :

– Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE) ;
– Institut national d'études démographiques (INED) ;
– Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

« Bilan démographique .... », Bulletin mensuel de statistique, numéro de janvier de chaque année.
INSEE-Résultats, série Société :
– « Un siècle de démographie française », nos 47-48, décembre 1995 ;
– « La situation démographique en 1999 - mouvement de la population », n°3, avril 2002 ;

– « Un siècle de fécondité française – Caractéristiques et évolution de la fécondité de 1901 à 1999 », n° 8, octobre 2002.

INSEE-Première :

– « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999 ;

– « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999 ;

– « Projections de population à l'horizon 2050 : un vieillissement inéluctable », n° 762, mars 2001 ;

– « Refaire sa vie de couple est plus fréquent pour les hommes », n° 797, juillet 2001.

– « Bilan démographique 2001, le regain des naissances et des mariages se confirme », n° 825, février 2002.

Économie et Statistique :

– « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998.

Données sociales, édition 2002 :

– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau ;

– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements à l'horizon 2030 », C. Brutel, L. Omalek.

France, portrait social, édition 2002 :

– « L'embellie des naissances se confirme ».

Synthèses, Statistique publique :

– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

État civil communal 1998 : naissances, mariages, décès : France métropolitaine - Base de données – Ressource électronique – CD ROM, 2001.

Autres publications :

Population et Avenir (bimestriel).

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques .... (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques .... (annuel), Eurostat.

OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, annuel.

« Accès aux origines » : rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes , R. Del Picchia, Rapports du Sénat, 2001.

5

○ Tableaux

Des tableaux détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unités : France métropolitaine : Millier
départements d'outre-mer : Nombre

Année	**Population au 1er janvier (millier)**	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Enfants sans vie	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
France métropolitaine											
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	263,7
1995	**57 752,5**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	183,4
1997	**58 116,0**	284,0	116,1	**726,8**	435,9	**530,3**	3,4	3,6	196,5	40,0	182,9
1998	**58 299,0**	271,4	116,5	**738,1**	437,5	**534,0**	3,4	3,7	204,1	45,0	197,7
1999 *r*	**58 496,6**	286,2	116,8	**744,8**	433,9	**537,7**	3,2	3,4	207,1	45,0	252,1
2000 *r*	**58 748,7**	297,9	114,0	**774,8**	444,7	**535,1**	3,5	3,6	239,7	50,0	289,7
2001 *p*	**59 038,5**	303,5	...	**774,8**	...	**528,0**	...	...	246,8	60,0	306,8
Guadeloupe											
1990	**384,8**	2 021	548	**7 569**	...	**2 334**	76	110	5 235	...	...
1995	**402,4**	1 865	626	**7 027**	2 691	**2 448**	51	95	4 579	– 251	4 328
1996	**406,8**	1 869	607	**7 184**	2 615	**2 431**	68	74	4 753	– 137	4 616
1997	**411,4**	1 936	548	**7 473**	2 763	**2 407**	63	97	5 066	– 164	4 902
1998	**416,3**	1 959	653	**6 507**	2 517	**2 514**	66	31	3 993	1 209	5 202
1999 *r*	**421,5**	1 892	869	**7 352**	2 552	**2 633**	51	99	4 719	– 534	4 185
2000 *p*	**425,7**	1 935	703	**7 601**	2 648	**2 652**	58	88	4 949	– 412	4 537
Guyane											
1990	**113,9**	461	99	**3 606**	...	**597**	64	72	3 009	...	...
1995	**135,0**	656	92	**4 211**	816	**540**	75	48	3 671	1 209	4 880
1996	**139,8**	573	128	**4 331**	810	**556**	73	50	3 775	1 314	5 089
1997	**144,9**	640	167	**4 426**	835	**598**	75	54	3 828	1 477	5 305
1998	**150,2**	510	146	**4 696**	882	**607**	51	52	4 089	1 429	5 518
1999 *r*	**155,8**	548	143	**4 907**	887	**648**	50	62	4 259	1 109	5 368
2000 *p*	**161,1**	518	148	**5 149**	908	**646**	64	62	4 503	– 1 199	5 702
Martinique											
1990	**359,0**	1 572	327	**6 437**	...	**2 228**	48	54	4 209	...	...
1995	**368,0**	1 507	604	**5 630**	1 922	**2 273**	33	54	3 357	– 584	2 773
1996	**370,8**	1 488	428	**5 612**	1 896	**2 240**	46	52	3 372	– 320	3 052
1997	**373,9**	1 548	412	**5 683**	1 816	**2 358**	38	60	3 325	23	3 348
1998	**377,2**	1 501	355	**5 793**	1 869	**2 518**	50	53	3 275	373	3 648
1999 *r*	**380,9**	1 591	679	**5 766**	1 825	**2 551**	39	42	3 215	– 767	2 448
2000 *p*	**383,3**	1 591	556	**5 890**	1 834	**2 640**	44	60	3 250	– 1 659	2 591
Réunion											
1990	**596,6**	3 716	798	**13 912**	...	**3 183**	96	150	10 729	...	...
1995	**657,5**	3 313	1 435	**13 053**	5 722	**3 420**	101	95	9 633	2 094	11 727
1996	**669,3**	3 306	1 154	**13 047**	5 580	**3 565**	84	134	9 482	1 761	11 243
1997	**680,5**	3 211	999	**13 638**	5 751	**3 557**	89	104	10 081	1 809	11 890
1998	**692,4**	3 348	1 215	**13 538**	5 512	**3 731**	111	99	9 807	1 694	11 501
1999 *r*	**703,9**	3 495	1 045	**13 741**	5 482	**3 795**	82	101	9 946	2 048	11 994
2000 *p*	**715,9**	3 419	1 311	**14 842**	6 018	**3 705**	81	129	11 137	1 463	12 600

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière

Source : INSEE

Année	Population (1) moyenne (millier)	Taux pour 1000 habitants				(2) Mortalité infantile		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	**Total**	Mortalité (3) néonatale	Mortalité post- (4) néonatale
France métropolitaine								
1990	**56 708,8**	5,1	13,4	9,3	4,1	**7,3**	3,6	3,8
1995	**57 844,2**	4,4	12,6	9,2	3,4	**4,8**	2,9	2,0
1997	**58 207,5**	4,9	12,5	9,1	3,4	**4,7**	3,0	1,7
1998	**58 397,8**	4,6	12,6	9,1	3,5	**4,6**	2,9	1,7
1999 *r*	**58 622,7**	4,9	12,7	9,2	3,5	**4,3**	2,7	1,6
2000 *r*	**58 893,6**	5,1	13,2	9,1	4,1	**4,6**	3,0	1,6
2001 *p*	**59 190,6**	5,1	13,1	8,9	4,2	**4,5**	...	...
Guadeloupe								
1990 *r*	**386,3**	5,2	19,5	6,0	13,5	**10,0**	...	...
1995	**404,6**	4,6	17,4	6,1	11,3	**7,3**	3,3	4,0
1996	**409,1**	4,6	17,6	5,9	11,6	**9,5**	6,4	3,1
1997	**413,8**	4,7	18,1	5,8	12,2	**8,4**	6,0	2,4
1998	**418,9**	4,7	15,5	6,0	9,5	**10,1**	6,5	3,7
1999 *r*	**423,6**	4,5	17,4	6,4	11,0	**6,9**	4,1	2,9
2000 *p*	**427,9**	4,5	17,8	6,2	11,6	**7,6**	5,5	2,1
Guyane								
1990 *r*	**115,6**	3,9	30,7	5,2	26,4	**17,0**	...	...
1995	**137,8**	4,8	30,6	3,9	26,6	**17,8**	13,3	4,5
1996	**142,4**	4,0	30,3	3,9	26,4	**16,9**	10,6	6,2
1997	**147,6**	4,3	29,8	4,0	25,8	**16,9**	11,5	5,4
1998	**153,0**	3,3	30,5	3,9	26,6	**10,9**	7,5	3,4
1999 *r*	**158,5**	3,5	31,0	4,3	26,7	**10,2**	5,9	4,3
2000 *p*	**164,0**	3,2	31,4	3,9	27,5	**12,4**	7,6	4,9
Martinique								
1990 *r*	**359,1**	4,4	17,9	6,2	11,6	**7,0**	...	...
1995	**369,4**	4,1	15,2	6,2	9,1	**5,9**	3,7	2,1
1996	**372,3**	4,0	15,1	6,0	9,1	**8,2**	4,1	4,1
1997	**375,5**	4,1	15,1	6,3	8,9	**6,7**	5,3	1,4
1998	**379,0**	4,0	15,3	6,6	8,6	**8,6**	7,3	1,4
1999 *r*	**382,1**	4,2	15,1	6,7	8,3	**6,8**	4,9	1,9
2000 *p*	**384,6**	4,1	15,3	6,9	8,5	**7,5**	5,6	1,9
Réunion								
1990	**602,4**	6,2	23,1	5,3	17,8	**7,0**	...	...
1995	**663,4**	5,0	19,7	5,1	14,5	**7,0**	4,4	2,5
1996	**674,9**	4,9	19,3	5,3	14,0	**6,3**	4,0	2,3
1997	**686,5**	4,6	19,9	5,2	14,7	**6,5**	4,2	2,3
1998	**698,2**	4,8	19,4	5,3	14,0	**8,2**	6,3	1,9
1999 *r*	**709,9**	4,9	19,4	5,4	14,0	**6,0**	4,8	1,2
2000 *p*	**722,2**	4,7	20,6	5,1	15,4	**5,5**	4,0	1,5

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1999.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	(1) Masculine	(1) Féminine	(2) Divortialité	(3) Fécondité	(4) Brut	(5) Net	(6) Hommes	(6) Femmes
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,4	32,1	177,8	86,6	85,3	72,8	81,0
1995	48,5	49,7	38,2	171,3	83,6	82,5	73,9	81,9
1996	53,2	54,7	38,0	173,3	84,3	83,3	74,1	82,1
1997	54,2	55,9	38,0	172,6	84,0	83,0	74,6	82,3
1998	52,3	54,2	38,5	176,4	86,0	85,0	74,8	82,4
1999	55,7	58,0	38,9	179,3	87,3	86,3	75,0	82,5
2000 *r*	58,1	60,6	38,2	188,0	91,6	90,6	75,2	82,7
2001 *p*	...	63,6	...	189,7	92,6	91,6	75,5	83,0

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Enfants sans vie			
	Ensemble	Garçons	Filles	*dont* hors mariage	**Ensemble**	Garçons	Filles	*dont* hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661
1999	**744 791**	382 132	362 659	310 886	**3 442**	1 799	1 643	1 566
2000	**774 782**	397 352	377 430	330 115	**3 559**	1 729	1 830	1 659

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : INSEE

(1) Âge de la mère	1997		1998		1999		2000	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**13 241**	11 491	**13 584**	11 775	**14 697**	12 696	**15 706**	13 667
20 à 24 ans	**102 981**	63 651	**98 108**	61 666	**98 164**	63 434	**103 571**	67 837
25 à 29 ans	**270 678**	102 306	**273 223**	106 823	**270 106**	108 602	**273 523**	112 995
30 à 34 ans	**227 108**	73 828	**233 126**	77 139	**236 217**	79 929	**247 714**	85 915
35 à 39 ans	**92 616**	31 963	**98 672**	34 977	**103 209**	37 347	**109 881**	40 062
40 à 44 ans	**19 156**	7 294	**20 375**	7 833	**21 327**	8 520	**23 337**	9 241
45 ans ou plus	**988**	315	**992**	333	**1 071**	358	**1 050**	398
Total	**726 768**	**290 848**	**738 080**	**300 546**	**744 791**	**310 886**	**774 782**	**330 115**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	Rang de la naissance	
		1	2 et plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1995	**455 399**	200 243	255 156
1996	**448 824**	203 564	245 260
1997 (2)	**435 920**	...	...
1998	**437 534**	190 104	247 430
1999	**433 905**	195 938	237 967
2000	**444 667**	203 399	241 268

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.
(2) Les données de l'année 1997 sont incomplètes en raison d'un changement d'exploitation en cours d'année.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			Enfants nés hors mariage de mère étrangère
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	88,0	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,9	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,0	13 386
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1996	**448 824**	377 181	12 432	15 598	43 613	84,0	6,3	9,7	14 358
1997	**435 920**	365 399	13 005	16 038	41 478	83,8	6,7	9,5	14 651
1998	**437 534**	363 921	14 743	16 761	42 109	83,2	7,2	9,6	15 970
1999	**433 905**	358 093	16 297	17 879	41 636	82,5	7,9	9,6	17 175
2000	**444 667**	365 497	17 471	19 789	41 910	82,2	8,4	9,4	18 679

TABLEAU B.02-8

Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité (1)

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1975	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990	**177,84**	4,38	37,30	69,06	45,40	17,87	3,83	28,3
1995	**171,30**	3,54	27,93	65,83	49,88	19,84	4,28	29,0
1996	**173,34**	3,52	27,12	65,50	51,80	20,88	4,52	29,1
1997	**172,58**	3,53	26,52	64,12	52,35	21,38	4,68	29,2
1998	**176,36**	3,51	26,27	64,64	54,36	22,61	4,97	29,3
1999	**179,33**	3,71	26,87	64,46	55,61	23,48	5,20	29,3
2000 *r*	**188,02**	4,01	28,11	66,72	58,55	24,99	5,63	29,4
2001 *p*	**189,68**	4,07	28,53	66,05	59,20	25,88	5,95	29,4

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2000

Source : INSEE

(1) Âge	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**460**	455	–	5	**3 913**	3 903	1	9
20-24 ans	**22 941**	22 894	3	44	**54 285**	53 977	22	286
25-29 ans	**103 401**	102 399	29	973	**108 821**	105 958	110	2 753
30-34 ans	**71 443**	66 509	89	4 845	**55 704**	47 846	309	7 549
35-39 ans	**38 606**	29 494	201	8 911	**31 132**	20 269	489	10 374
40-44 ans	**22 901**	12 262	333	10 306	**18 161**	7 950	612	9 599
45-49 ans	**14 977**	4 742	499	9 736	**11 957**	3 130	752	8 075
50-54 ans	**11 631**	2 102	729	8 800	**8 087**	1 523	655	5 909
55-59 ans	**5 314**	742	508	4 064	**3 031**	473	352	2 206
60 ans et plus	**6 248**	961	1 886	3 401	**2 831**	496	729	1 606
Total	**297 922**	**242 560**	**4 277**	**51 085**	**297 922**	**245 525**	**4 031**	**48 366**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	**Total des mariages**	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1996	**280 072**	227 724	52 348	230 750	49 322	251 158	4 868	10 783	13 263	**29,8**	**27,7**
1997	**283 984**	230 873	53 111	234 495	49 489	254 020	5 237	10 916	13 811	**30,0**	**28,0**
1998	**271 361**	221 652	49 709	224 765	46 596	239 704	5 658	11 604	14 395	**30,2**	**28,1**
1999	**286 191**	234 410	51 781	237 617	48 574	250 252	5 897	13 638	16 404	**30,4**	**28,3**
2000	**297 922**	242 560	55 362	245 525	52 397	256 787	6 550	15 387	19 198	**30,7**	**28,6**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes)

Source : INSEE

Année	**Total**	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	**85,84**	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	**70,69**	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985	**53,72**	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	**56,35**	2,19	25,40	19,82	5,90	1,91	0,73	0,40
1995	**49,71**	1,01	15,91	21,43	7,32	2,57	1,00	0,47
1996	**54,67**	0,88	16,03	23,07	9,27	3,50	1,32	0,60
1997	**55,93**	0,85	15,26	24,15	9,80	3,78	1,45	0,64
1998	**54,21**	0,80	14,03	24,29	9,47	3,59	1,39	0,64
1999	**58,03**	0,88	14,60	25,88	10,38	4,03	1,57	0,69
2000 *r.*	**60,58**	0,99	14,75	26,23	11,32	4,61	1,85	0,83
2001 *p*	**63,59**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges (1) et état matrimonial en 2000

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2000-1999	moins d'1 an	**3 543**	**2 068**	2 068	–	–	–	**1 475**	1 475	–	–	–
1999-1995	1 à 4	**730**	**405**	405	–	–	–	**325**	325	–	–	–
1995-1991	5 à 9	**461**	**265**	265	–	–	–	**196**	196	–	–	–
1990-1986	10 à 14	**623**	**380**	380	–	–	–	**243**	238	3	2	–
1985-1981	15 à 19	**1 919**	**1 358**	1 333	23	2	–	**561**	529	8	23	1
1980-1976	20 à 24	**2 605**	**1 973**	1 900	64	6	3	**632**	577	45	8	2
1975-1971	25 à 29	**3 049**	**2 336**	1 968	336	6	26	**713**	527	155	12	19
1970-1966	30 à 34	**3 952**	**2 734**	1 854	737	17	126	**1 218**	679	434	25	80
1965-1961	35 à 39	**5 925**	**3 985**	2 136	1 398	27	424	**1 940**	708	916	57	259
1960-1956	40 à 44	**9 373**	**6 441**	2 418	2 802	92	1 129	**2 932**	715	1 601	101	515
1955-1951	45 à 49	**14 353**	**9 852**	2 544	5 019	167	2 122	**4 501**	764	2 608	278	851
1950-1946	50 à 54	**19 482**	**13 723**	2 604	7 941	381	2 797	**5 759**	777	3 413	538	1 031
1945-1941	55 à 59	**18 516**	**13 051**	2 036	8 210	504	2 301	**5 465**	629	3 314	740	782
1940-1936	60 à 64	**25 987**	**18 149**	2 758	12 184	1 086	2 121	**7 838**	795	4 539	1 666	838
1935-1931	65 à 69	**39 795**	**27 071**	3 738	18 765	2 378	2 190	**12 724**	1 189	6 648	3 907	980
1930-1926	70 à 74	**55 660**	**35 331**	4 204	25 002	4 256	1 869	**20 329**	1 865	8 654	8 599	1 211
1925-1921	75 à 79	**77 406**	**43 900**	4 245	30 470	7 623	1 562	**33 506**	3 050	10 240	18 555	1 661
1920-1916	80 à 84	**59 617**	**29 241**	2 266	19 120	6 999	856	**30 376**	2 435	5 949	20 708	1 284
1915-1911	85 à 89	**96 006**	**36 749**	2 539	19 823	13 637	750	**59 257**	4 720	6 315	46 048	2 174
1910-1906	90 à 94	**68 049**	**19 785**	1 223	7 892	10 310	360	**48 264**	4 051	2 358	40 290	1 565
1905 et av	95 et plus	**28 015**	**5 520**	303	1 348	3 801	68	**22 495**	2 166	397	19 280	652
Total.....		**535 066**	**274 317**	**43 187**	**161 134**	**51 292**	**18 704**	**260 749**	**28 410**	**57 597**	**160 837**	**13 905**

(1) Pour les groupes d'âges, se reporter à la partie « définitions » du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de mortinatalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0
1999 *r*	2,0	2,7	1,6	4,3	6,5	8,9	4,6
2000 *p*	2,1	3,0	1,6	4,6	6,7	9,1	4,6

(1) Pour 1 000 nés vivants.
(2) Pour 1 000 enfants nés vivants ou enfants sans vie (mort-nés).

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Ensemble									
1975	10,6	13,8	0,68	0,32	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,30	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,46	0,22	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,17	0,19	0,56	0,98	1,08	1,25
1995	9,2	4,9	0,30	0,14	0,18	0,48	0,85	1,02	1,32
1997	9,1	4,7	0,28	0,13	0,16	0,47	0,77	0,82	1,02
1998	9,1	4,6	0,24	0,14	0,16	0,48	0,78	0,81	0,99
1999 *r*	9,2	4,3	0,25	0,13	0,15	0,51	0,76	0,79	0,95
2000 *p*	9,1	4,6	0,25	0,13	0,16	0,49	0,69	0,75	0,94
Hommes									
1975	11,3	15,5	0,54	0,39	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,40	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,32	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,29	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1995	9,8	5,4	0,20	0,16	0,20	0,66	1,25	1,52	1,91
1997	9,6	5,3	0,19	0,15	0,18	0,65	1,16	1,23	1,46
1998	9,7	5,1	0,18	0,15	0,17	0,68	1,15	1,18	1,41
1999 *r*	9,7	4,8	0,17	0,14	0,18	0,72	1,14	1,16	1,33
2000 *p*	9,6	5,2	0,17	0,14	0,19	0,68	1,04	1,14	1,30
Femmes									
1975	10,0	12,0	0,39	0,25	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,32	0,24	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,26	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,20	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1995	8,6	4,3	0,18	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1997	8,6	4,1	0,17	0,10	0,13	0,27	0,37	0,40	0,60
1998	8,6	4,1	0,13	0,13	0,14	0,27	0,41	0,43	0,58
1999 *r*	8,7	3,8	0,14	0,13	0,13	0,28	0,38	0,42	0,57
2000 *p*	8,6	3,9	0,15	0,11	0,13	0,29	0,34	0,35	0,57

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 à 89 ans	90 ans ou plus
Ensemble										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	233
1995	1,68	2,40	3,42	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	216
1997	1,44	2,18	3,30	4,72	6,7	9,9	15,0	28,2	87	216
1998	1,44	2,23	3,41	4,65	6,8	10,2	15,1	28,6	90	195
1999 *r*	1,36	2,25	3,40	4,66	6,7	9,9	14,9	29,1	88	197
2000 *p*	1,36	2,20	3,43	4,64	6,5	9,7	14,7	28,7	81	195
Hommes										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	133	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	270
1995	2,41	3,37	4,80	6,84	10,0	15,5	23,3	40,2	110	253
1997	2,01	3,05	4,60	6,55	9,6	14,7	22,2	40,6	112	254
1998	1,99	3,11	4,82	6,51	9,6	14,9	22,3	40,6	114	219
1999 *r*	1,85	3,11	4,75	6,54	9,5	14,3	22,0	41,2	110	223
2000 *p*	1,85	3,07	4,76	6,55	9,3	14,0	21,7	40,6	101	220
Femmes										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1995	0,97	1,44	2,03	2,83	4,0	5,9	9,2	19,1	73	205
1997	0,87	1,33	2,00	2,87	3,9	5,6	8,9	19,2	75	205
1998	0,91	1,37	2,01	2,79	4,0	5,8	9,1	19,8	78	188
1999 *r*	0,89	1,41	2,06	2,78	3,9	5,7	8,8	20,3	78	190
2000 *p*	0,88	1,36	2,13	2,73	3,8	5,7	8,8	20,1	71	187

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Hommes											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9 884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 814	9 738
1999 *r*	10 000	9 951	9 947	9 944	9 942	9 940	9 933	9 924	9 889	9 833	9 776
2000 *p*	10 000	9 947	9 943	9 941	9 938	9 937	9 930	9 920	9 887	9 835	9 780
Femmes											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1995	10 000	9 956	9 951	9 949	9 947	9 945	9 938	9 931	9 915	9 893	9 866
1999 *r*	10 000	9 961	9 958	9 956	9 954	9 953	9 947	9 940	9 926	9 907	9 887
2000 *p*	10 000	9 960	9 956	9 954	9 953	9 951	9 946	9 939	9 925	9 908	9 891
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Hommes											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1995	73,9	73,3	72,3	71,3	70,4	69,4	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1999	75,0	74,4	73,4	72,4	71,4	70,4	65,5	60,5	55,7	51,0	46,3
2000 *p*	75,2	74,6	73,6	72,6	71,6	70,7	65,7	60,8	56,0	51,2	46,5
Femmes											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1995	81,9	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,6	57,7	52,8
1999	82,5	81,8	80,9	79,9	78,9	77,9	72,9	68,0	63,1	58,2	53,3
2000 *p*	82,7	82,0	81,1	80,1	79,1	78,1	73,2	68,2	63,3	58,4	53,5

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Hommes											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1985	9 574	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1 867
1995	9 643	9 525	9 360	9 129	8 812	8 363	7 710	6 830	5 711	4 283	2 655
1999 *r*	9 712	9 622	9 474	9 250	8 941	8 523	7 929	7 096	5 974	4 563	2 886
2000 *p*	9 716	9 627	9 480	9 258	8 948	8 532	7 955	7 135	6 035	4 636	2 949
Femmes											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8 286	7 467	6 104	4 134
1995	9 830	9 780	9 708	9 606	9 467	9 275	8 995	8 570	7 912	6 826	5 130
1999 *r*	9 859	9 816	9 746	9 646	9 507	9 321	9 060	8 670	8 048	7 004	5 317
2000 *p*	9 863	9 819	9 752	9 649	9 513	9 328	9 072	8 667	8 072	7 065	5 412
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Hommes											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1995	40,8	36,3	31,9	27,6	23,5	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
1999	41,6	37,0	32,5	28,2	24,1	20,2	16,5	13,1	10,1	7,4	5,3
2000 *p*	41,8	37,2	32,7	28,4	24,3	20,4	16,7	13,3	10,2	7,5	5,4
Femmes											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1995	48,0	43,3	38,6	33,9	29,4	25,0	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1999	48,5	43,7	39,0	34,3	29,8	25,3	21,0	16,8	12,9	9,4	6,6
2000 *p*	48,6	43,8	39,1	34,5	30,0	25,5	21,2	17,0	13,1	9,6	6,6

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1998-2000

Source : INSEE (évaluation basée sur le recensement de 1999)

Âge	Hommes			Femmes			Ensemble		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)
0	100 000	510	74,98	100 000	402	82,55	100 000	457	78,68
1	99 490	41	74,36	99 598	33	81,88	99 543	37	78,04
2	99 449	27	73,39	99 565	22	80,91	99 506	25	77,06
3	99 422	22	72,41	99 543	15	79,93	99 481	18	76,08
4	99 401	18	71,43	99 528	14	78,94	99 463	16	75,10
5	99 382	17	70,44	99 515	13	77,95	99 447	15	74,11
6	99 365	15	69,46	99 502	11	76,96	99 432	13	73,12
7	99 350	14	68,47	99 491	11	75,97	99 419	12	72,13
8	99 336	14	67,48	99 480	12	74,98	99 407	13	71,14
9	99 323	13	66,48	99 468	11	73,99	99 394	12	70,15
10	99 310	13	65,49	99 457	11	72,99	99 382	12	69,16
11	99 297	14	64,50	99 446	11	72,00	99 370	13	68,16
12	99 283	17	63,51	99 435	13	71,01	99 357	15	67,17
13	99 266	20	62,52	99 421	14	70,02	99 342	17	66,18
14	99 246	27	61,53	99 407	16	69,03	99 325	22	65,19
15	99 219	37	60,55	99 392	21	68,04	99 303	29	64,21
16	99 183	47	59,57	99 371	24	67,05	99 275	36	63,23
17	99 136	66	58,60	99 347	28	66,07	99 239	47	62,25
18	99 071	91	57,64	99 320	36	65,09	99 192	64	61,28
19	98 980	102	56,69	99 284	34	64,11	99 129	69	60,32
20	98 879	106	55,75	99 250	34	63,13	99 060	71	59,36
21	98 774	113	54,81	99 216	37	62,15	98 990	76	58,40
22	98 663	112	53,87	99 179	40	61,18	98 915	77	57,44
23	98 553	111	52,93	99 139	38	60,20	98 839	75	56,49
24	98 443	113	51,99	99 101	37	59,22	98 764	76	55,53
25	98 332	114	51,04	99 064	37	58,25	98 689	76	54,57
26	98 220	114	50,10	99 028	41	57,27	98 614	78	53,61
27	98 108	113	49,16	98 987	41	56,29	98 537	78	52,66
28	97 998	117	48,21	98 946	39	55,31	98 461	79	51,70
29	97 883	120	47,27	98 908	41	54,34	98 383	81	50,74
30	97 766	123	46,33	98 867	48	53,36	98 303	86	49,78
31	97 645	128	45,38	98 820	54	52,38	98 218	92	48,82
32	97 520	133	44,44	98 767	56	51,41	98 128	95	47,86
33	97 390	138	43,50	98 711	62	50,44	98 035	101	46,91
34	97 255	147	42,56	98 650	67	49,47	97 936	107	45,96
35	97 113	161	41,62	98 584	76	48,50	97 831	119	45,00
36	96 956	173	40,69	98 509	80	47,54	97 714	127	44,06
37	96 788	186	39,76	98 431	86	46,58	97 590	137	43,11
38	96 608	208	38,83	98 345	96	45,62	97 456	153	42,17
39	96 407	221	37,91	98 252	105	44,66	97 307	163	41,24
40	96 194	245	36,99	98 149	116	43,71	97 148	181	40,30
41	95 959	277	36,08	98 035	131	42,76	96 972	205	39,37
42	95 693	311	35,18	97 906	138	41,81	96 773	225	38,45
43	95 396	346	34,29	97 771	152	40,87	96 555	250	37,54
44	95 065	374	33,41	97 623	160	39,93	96 313	268	36,63
45	94 710	405	32,53	97 466	175	38,99	96 055	291	35,73
46	94 326	439	31,66	97 296	191	38,06	95 775	316	34,83
47	93 912	474	30,80	97 110	206	37,13	95 473	341	33,94
48	93 467	510	29,94	96 910	218	36,21	95 147	365	33,06
49	92 990	546	29,09	96 698	242	35,29	94 800	395	32,18

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1998-2000

Source : INSEE (évaluation basée sur le recensement de 1999)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 483	592	28,25	96 465	249	34,37	**94 426**	**421**	**31,30**
51	91 935	631	27,41	96 225	262	33,46	**94 028**	**447**	**30,43**
52	91 355	675	26,59	95 972	291	32,54	**93 608**	**483**	**29,57**
53	90 738	718	25,76	95 693	307	31,64	**93 156**	**512**	**28,71**
54	90 087	778	24,95	95 399	332	30,73	**92 679**	**554**	**27,85**
55	89 386	844	24,14	95 082	352	29,83	**92 166**	**596**	**27,00**
56	88 632	886	23,34	94 748	367	28,94	**91 616**	**624**	**26,16**
57	87 847	947	22,54	94 401	391	28,04	**91 045**	**666**	**25,32**
58	87 015	1 018	21,75	94 032	422	27,15	**90 439**	**716**	**24,49**
59	86 129	1 096	20,97	93 635	451	26,26	**89 792**	**768**	**23,66**
60	85 185	1 216	20,20	93 212	493	25,38	**89 102**	**847**	**22,84**
61	84 149	1 307	19,44	92 753	519	24,50	**88 348**	**903**	**22,03**
62	83 049	1 411	18,69	92 272	560	23,63	**87 550**	**974**	**21,23**
63	81 877	1 561	17,95	91 755	603	22,76	**86 697**	**1 066**	**20,43**
64	80 599	1 690	17,23	91 202	659	21,89	**85 773**	**1 155**	**19,65**
65	79 237	1 833	16,52	90 601	721	21,03	**84 783**	**1 253**	**18,87**
66	77 784	2 001	15,82	89 948	802	20,18	**83 720**	**1 372**	**18,11**
67	76 228	2 186	15,13	89 227	872	19,34	**82 571**	**1 493**	**17,35**
68	74 562	2 374	14,45	88 449	952	18,51	**81 339**	**1 619**	**16,61**
69	72 792	2 579	13,79	87 607	1 059	17,68	**80 022**	**1 767**	**15,87**
70	70 915	2 857	13,15	86 679	1 192	16,87	**78 608**	**1 961**	**15,15**
71	68 889	3 083	12,52	85 645	1 314	16,06	**77 066**	**2 124**	**14,44**
72	66 765	3 365	11,90	84 520	1 473	15,27	**75 430**	**2 330**	**13,74**
73	64 519	3 620	11,30	83 275	1 628	14,49	**73 672**	**2 521**	**13,06**
74	62 183	3 909	10,70	81 919	1 817	13,72	**71 814**	**2 744**	**12,38**
75	59 753	4 314	10,12	80 430	2 052	12,97	**69 843**	**3 043**	**11,72**
76	57 175	4 724	9,55	78 780	2 333	12,23	**67 718**	**3 367**	**11,07**
77	54 474	5 192	9,00	76 942	2 664	11,51	**65 438**	**3 742**	**10,44**
78	51 646	5 728	8,47	74 892	3 029	10,81	**62 990**	**4 162**	**9,83**
79	48 687	6 197	7,95	72 624	3 433	10,13	**60 368**	**4 574**	**9,23**
80	45 670	6 923	7,44	70 131	3 939	9,47	**57 607**	**5 150**	**8,65**
81	42 508	7 730	6,96	67 369	4 470	8,84	**54 640**	**5 768**	**8,09**
82	39 222	8 720	6,50	64 357	5 206	8,23	**51 488**	**6 576**	**7,56**
83	35 802	9 806	6,07	61 007	6 021	7,66	**48 102**	**7 463**	**7,05**
84	32 291	10 686	5,68	57 334	6 843	7,12	**44 512**	**8 271**	**6,58**
85	28 841	11 753	5,30	53 411	7 790	6,60	**40 831**	**9 224**	**6,13**
86	25 451	13 055	4,94	49 250	8 883	6,12	**37 065**	**10 350**	**5,70**
87	22 128	14 312	4,60	44 875	10 056	5,66	**33 229**	**11 507**	**5,30**
88	18 961	15 908	4,29	40 362	11 340	5,24	**29 405**	**12 848**	**4,93**
89	15 945	17 448	4,00	35 785	12 838	4,85	**25 627**	**14 307**	**4,58**
90	13 163	19 159	3,74	31 191	14 310	4,49	**21 961**	**15 798**	**4,26**
91	10 641	21 023	3,51	26 727	16 102	4,15	**18 491**	**17 552**	**3,97**
92	8 404	22 676	3,32	22 424	17 904	3,86	**15 246**	**19 251**	**3,70**
93	6 498	24 144	3,14	18 409	19 719	3,59	**12 311**	**20 915**	**3,47**
94	4 929	26 095	2,98	14 779	21 485	3,35	**9 736**	**22 680**	**3,25**
95	3 643	27 420	2,86	11 604	23 534	3,12	**7 528**	**24 497**	**3,06**
96	2 644	28 067	2,75	8 873	24 871	2,93	**5 684**	**25 632**	**2,89**
97	1 902	28 361	2,63	6 666	26 480	2,74	**4 227**	**26 913**	**2,71**
98	1 363	28 314	2,47	4 901	28 386	2,54	**3 089**	**28 370**	**2,53**
99	977	31 066	2,25	3 510	30 558	2,35	**2 213**	**30 673**	**2,33**

(1) À l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2000 (1)

Sources : EUROSTAT
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation (2) totale	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne	1,1	9,3	10,2	5,1	2,4	0,66	0,66	4,4	74,7	80,7
Autriche	2,3	9,6	9,5	4,8	2,4	0,65	0,65	4,8	75,4	81,2
Belgique	2,4	11,3	10,2	4,4	2,6	0,81	0,75	4,8	74,4	80,8
Danemark	3,6	12,6	10,9	7,2	2,7	0,86	0,85	5,3	74,2	79,0
Espagne	9,7	9,9	9,0	5,3	1,0	0,60	0,56	3,9	75,5	82,7
Finlande	1,9	11,0	9,5	5,1	2,7	0,84	0,83	3,8	74,1	81,0
France	**4,9**	**13,2**	**9,1**	**5,1**	**1,9**	**0,92**	**0,91**	**4,6**	**75,2**	**82,7**
Grèce	2,0	9,6	9,8	4,3	0,9	0,63	0,63	6,2	75,3	80,6
Irlande	13,0	14,3	8,2	5,0	0,7	0,92	0,91	5,9	73,9	79,1
Italie	2,8	9,4	9,7	4,9	0,7	0,60	0,57	4,5	76,2	82,6
Luxembourg	12,8	13,1	8,6	4,9	2,3	0,87	0,86	5,1	74,9	81,3
Pays-Bas	7,7	13,0	8,8	5,5	2,2	0,84	0,83	5,1	75,3	80,6
Portugal	6,3	11,7	10,3	6,2	1,9	0,73	0,72	5,5	72,0	79,1
Royaume-Uni	3,5	11,4	10,2	5,1	2,6	0,80	0,79	5,6	75,0	79,8
Suède	2,4	10,2	10,5	4,5	2,4	0,75	0,75	3,4	77,4	82,0
Europe des Quinze *(p)*	**2,6**	**10,8**	**9,7**	**5,1**	**1,9**	**0,70**	**0,70**	**4,7**	**75,3**	**81,4**
États-Unis	9,0	14,2	8,7	8,4	5,2	...	...	6,8	74,2	79,7
Japon	1,8	10,0	8,2	...	1,2	...	...	3,9	77,4	84,8
Fédération Russe	– 5,3	8,7	15,3	6,2	4,3	...	0,95	16,9	59,9	72,4

(1) 2000 ou dernière année disponible.
(2) La variation totale tient compte du solde migratoire.

TABLEAU B.02-18

Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer

Sources : INSEE, ITSEE (Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques)
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
Nouvelle Calédonie												
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1997	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3
1998	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9
1999	207,6	943	161	4 316	1 095	27	3 221	4,5	20,8	5,3	15,5	6,3
2000	211,0	995	159	4 566	1 077	33	3 489	4,7	21,6	5,1	16,5	4,6
Polynésie française												
1975	131,8	...	...	4 404	953	187	3 451	...	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	...	...	4 544	1 005	185	3 539	...	30,1	6,7	23,5	40,7
1985 *r*	174,5	1 280	...	5 415	993	125	4 422	7,3	31,0	5,7	25,3	23,1
1990 *r*	196,7	1 211	...	5 568	982	64	4 586	6,2	28,5	5,0	23,4	11,5
1995	216,0	1 220	...	4 905	1 113	50	3 792	5,6	22,7	5,2	17,6	10,2
1997 *r*	222,5	1 158	...	4 702	1 090	36	3 612	5,2	21,1	4,9	16,2	7,7
1998 *r*	226,1	1 047	...	4 567	1 113	32	3 454	4,6	20,2	4,9	15,3	7,0
1999 *r*	229,6	1 103	271	4 715	1 020	31	3 695	4,8	20,5	4,4	16,1	6,6
2000	233,3	1 082	228	4 739	1 035	33	3 704	4,6	20,3	4,4	15,9	7,0
Saint-Pierre-et-Miquelon (4)												
1975	5,9	50	...	99	32	///	67	8,5	16,9	5,4	11,5	///
1980	6,0	32	6	90	39	///	51	5,3	15,0	6,5	8,5	///
1985	6,3	32	5	95	50	///	45	5,1	15,2	8,0	7,2	///
1990	6,4	34	7	74	38	///	36	5,3	11,5	5,9	5,6	///
1995	6,6	17	9	75	50	///	25	2,6	11,4	7,6	3,8	///
1997	6,7	36	10	93	57	///	36	5,4	14,0	8,6	5,4	///
1998	6,7	27	7	74	50	///	24	4,0	11,1	7,5	3,6	///
1999	6,5	26	5	75	45	///	30	4,0	11,5	6,9	4,6	///
2000	6,5	26	7	51	35	///	16	4,0	7,8	5,3	2,4	///

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996 pour la Nouvelle Calédonie ; 1975, 1982, 1988, 1996 pour la Polynésie française et 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.
(4) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.

2 Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999.

3 Population active totale par nationalité et par catégorie socio-professionnelle en 1999.

4 Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999.

5 Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.

6 Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe en 2002.

7 Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance.

8 Populations totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 — Départements d'outre-mer.

9 Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.

10 Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure.

11 Nombre d'immigrants par type de procédure en 2000.

12 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial en 2000.

13 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité en 2000.

1

○ Présentation

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors français par acquisition, par opposition aux français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1999, 3 263 186 étrangers sont recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne, observée lors des recensements précédents, se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes âgées de 20 à 40 ans dans la population étrangère est de 34,5 % ; elle est de 29,6 % dans la population totale. En revanche, 16,4 % des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.

Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.

La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.

Depuis 1975 l'écart, entre le nombre d'hommes et de femmes parmi les immigrés se réduit : les femmes immigrées sont en 1999 aussi nombreuses que les hommes.

2

○ Méthodologie

Pour la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, modifie les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et celui de la Justice ; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté.

3

○ Définitions

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :

Depuis la loi du 16 mars 1998, tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française automatiquement à sa majorité, si à cette date, il a sa résidence en France et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

La loi du 16 mars 1998 rétablit également la possibilité, pour l'enfant, de devenir français par anticipation durant sa minorité. Ainsi, sous certaines conditions de résidence, l'enfant mineur né en France de parents étrangers peut devenir français sans attendre sa majorité.

Dès 16 ans, il peut anticiper l'acquisition automatique de la nationalité française par une démarche volontaire et personnelle.

À partir de 13 ans, ses parents peuvent réclamer la nationalité française par déclaration, en son nom et avec son consentement personnel.

b) Pour les majeurs :

• *Par décret*

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

• *Par déclaration de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

– les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

– les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

• *Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)*

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art 21.7 du Code civil).
Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité supprime la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :
– Français de naissance (y compris par réintégration) ;
– Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité) ;
– Étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.
Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.
Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.
Les résultats du recensement de 1999 contiennent des données par nationalité détaillée.
Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :
– les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions ; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française) ;
– les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.
Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration et de la division « Recensements de la population », de l'INSEE, de la direction de la Population et des Migrations du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

Organismes :

— INSEE.
— Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.
— Ministère de la Justice.

Publications :

● ***INSEE*** :

– « Recensement de la population de 1999 - Tableaux thématiques : exploitation complémentaire : population immigrée – population étrangère – France métropolitaine, 2001.
INSEE-Résultats, série Démographie-société :
– « Les immigrés et leur famille », nos 538-539, avril 1997 ;
– « La population active immigrée en 1982 et 1990 », n° 577, octobre 1997.
INSEE-Première :
– « Asile politique : 121 000 réfugiés vivent en France », n° 601, juillet 1998 ;
– « L'emploi des immigrés en 1999 », n° 717, mai 2000 ;
– « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000 ;
– « Recensement de la population 1999, de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001.
Économie et Statistique :
– « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », n° 299, 1996.
Contours et caractères :
– « Les immigrés en France », février 1997.
Données sociales :
– « Les familles immigrées et l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France », JP. Caille, S. O'Prey, 2002.
France - Portrait social, 2002.
Synthèses :
– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

● ***Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations et Ministère de la Justice*** :

– « Immigration et présence étrangère en France 1997/1998 », A. Lebon, décembre 1998.
– « La politique de la nationalité en 2000 : données chiffrées et commentaires », ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, 2001.
– « Les acquisitions de la nationalité française en 2000 », S. Lumbroso, M. Tonnerre, A. Lebon..., *Études et statistiques Justice,* n° 18, 2001.

● ***Autres publications :***

– *OMISTAT (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales, annuel.
– « Nouvelles mobilités : un essai de typologie des nouvelles mobilités », *Hommes et migrations* n° 1233, septembre, octobre 2001.
– « Les entrées d'étrangers en France de 1994 à 1999 », X. Thierry, *Population INED*, n° 3, mai-juin 2001.
– « Qu'est-ce qu'un français ? : histoire de la nationalité française, de la Révolution à nos jours », P. Weil, 2002.
– « Les migrations internationales », *Cahiers français*, n° 307, mars, avril 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Nationalité	1975		1982		1990		1999	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 513 700**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 258 539**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 333 310**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 194 135	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	76 882	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 927	2,1
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	160 194	4,9
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	200 632	6,2
Polonais	93 655	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 925	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	555 383	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 396	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	188 971	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 784**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 417 831**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	475 216	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	506 305	15,5
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	153 574	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	282 736	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**80 732**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**405 845**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	205 589	6,3
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	200 256	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**n.s.**	**2 260**	**0,1**	**3 037**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs	Autres
Ensemble	**3 263 186**	**1 195 498**	**161 762**	**201 670**	**553 663**	**477 482**	**504 096**	**154 356**	**283 824**	**63 371**	**208 049**	**654 913**
0 à 14 ans	**444 328**	103 435	6 302	7 218	59 963	36 727	104 481	31 648	50 180	11 243	53 354	83 212
15 à 24 ans	**360 078**	84 492	7 009	6 743	43 209	36 599	87 208	16 259	43 167	9 392	35 748	74 744
25 à 34 ans	**558 698**	181 861	14 685	15 316	105 035	68 218	75 743	20 659	68 632	10 760	49 666	129 984
35 à 44 ans	**598 855**	216 976	22 905	25 059	113 407	84 969	78 036	30 705	71 460	11 938	28 726	131 650
45 à 54 ans	**544 937**	212 514	22 227	29 272	117 325	93 507	89 846	31 586	33 895	8 195	26 499	92 585
55 à 64 ans	**396 414**	181 502	29 794	38 545	79 153	94 830	49 712	16 502	12 328	4 535	10 584	60 431
65 ans ou plus	**359 876**	214 718	58 840	79 517	35 571	62 632	19 070	6 997	4 162	7 308	3 472	82 307
Hommes	**1 732 288**	**623 026**	**81 153**	**114 399**	**294 746**	**272 911**	**274 899**	**90 551**	**150 908**	**31 585**	**109 790**	**311 346**
0 à 14 ans	**226 952**	52 859	3 214	3 736	30 794	18 682	53 479	16 120	25 027	5 690	27 600	42 610
15 à 24 ans	**176 884**	41 209	3 287	3 345	23 257	18 147	45 704	8 450	19 620	4 790	17 346	32 938
25 à 34 ans	**278 670**	94 557	7 356	8 861	59 114	34 318	40 174	11 258	29 731	6 163	26 505	55 190
35 à 44 ans	**298 402**	113 502	12 959	16 132	59 676	41 000	29 984	16 410	39 390	6 287	15 487	61 077
45 à 54 ans	**306 221**	113 346	11 645	18 836	61 669	48 298	55 436	20 836	24 974	4 075	14 376	46 076
55 à 64 ans	**250 277**	99 890	15 187	23 615	42 794	67 794	36 857	12 680	9 925	2 037	6 725	32 663
65 ans ou plus	**194 882**	107 663	27 505	39 874	17 442	44 672	13 265	4 797	2 241	2 543	1 751	40 792
Femmes	**1 530 898**	**572 472**	**80 609**	**87 271**	**258 917**	**204 571**	**229 197**	**63 805**	**132 916**	**31 786**	**98 259**	**343 567**
0 à 14 ans	**217 376**	50 576	3 088	3 482	29 169	18 045	51 002	15 528	25 153	5 553	25 754	40 602
15 à 24 ans	**183 194**	43 283	3 722	3 398	19 952	18 452	41 504	7 809	23 547	4 602	18 402	41 806
25 à 34 ans	**280 028**	87 304	7 329	6 455	45 921	33 900	35 569	9 401	38 901	4 597	23 161	74 794
35 à 44 ans	**300 453**	103 474	9 946	8 927	53 731	43 969	48 052	14 295	32 070	5 651	13 239	70 573
45 à 54 ans	**238 716**	99 168	10 582	10 436	55 656	45 209	34 410	10 750	8 921	4 120	12 123	46 509
55 à 64 ans	**146 137**	81 612	14 607	14 930	36 359	27 036	12 855	3 822	2 403	2 498	3 859	27 768
65 ans ou plus	**164 994**	107 055	31 335	39 643	18 129	17 960	5 805	2 200	1 921	4 765	1 721	41 515

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers	
				Total	*dont* UE
Agriculteurs exploitants	642 167	625 176	7 042	9 949	5 345
Artisans	761 082	673 502	36 024	51 556	26 730
Commerçants et assimilés	724 969	638 463	38 546	47 960	17 206
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	173 001	158 884	6 536	7 581	4 473
Professions libérales	355 334	324 568	18 846	11 920	5 610
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	1 276 910	1 174 234	53 772	48 904	20 602
Cadres d'entreprises	1 533 091	1 417 477	58 088	57 526	32 297
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	2 400 195	2 265 795	80 185	54 215	21 929
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1 842 672	1 709 697	72 406	60 569	30 512
Techniciens	943 680	878 747	37 703	27 230	12 355
Contremaîtres, agents de maîtrise	576 338	528 347	23 160	24 831	16 038
Employés de la fonction publique	2 866 216	2 671 462	112 401	82 353	24 390
Employés administratifs d'entreprises	2 178 029	2 021 925	94 354	61 750	27 700
Employés de commerce	1 115 485	1 008 498	55 046	51 941	18 481
Personnel des services directs aux particuliers	1 649 361	1 353 982	95 530	199 849	92 852
Ouvriers qualifiés	4 153 116	3 581 986	191 803	379 327	156 392
Ouvriers non qualifiés	2 611 360	2 170 976	125 124	315 260	103 047
Ouvriers agricoles	297 266	251 897	7 564	37 805	12 306
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	351 541	270 547	22 884	58 110	3 286
Inactifs divers autres que retraités	85 623	83 526	1 945	152	13
Total	**26 537 436**	**23 809 689**	**1 138 959**	**1 588 788**	**631 564**

TABLEAU B.03-4

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* Union européenne									
			Ensemble	*dont*			Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs
				Espagnols	Italiens	Portugais						
Nombre total de familles	**16 096 782**	**1 056 756**	**460 266**	**62 078**	**90 509**	**222 477**	**170 011**	**132 446**	**46 533**	**71 848**	**16 759**	**59 732**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**9 328 536**	485 021	278 523	45 063	67 444	113 829	70 446	35 971	13 674	14 852	6 727	16 455
1 enfant	**3 178 661**	224 377	87 211	8 236	11 388	52 828	36 497	30 644	10 387	18 791	3 461	14 072
2 enfants	**2 505 916**	186 197	69 540	6 486	8 443	42 108	30 232	27 035	9 528	15 820	2 862	13 571
3 enfants	**842 662**	100 354	20 586	1 791	2 682	11 522	20 370	20 675	7 814	10 610	2 322	10 818
4 enfants ou plus	**241 007**	60 807	4 406	502	552	2 190	12 466	18 121	5 130	11 775	1 387	4 816
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**11 774 239**	**1 175 512**	**306 747**	**28 765**	**38 674**	**180 864**	**213 141**	**228 233**	**75 307**	**142 894**	**22 717**	**94 521**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-5

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-6

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe en 2002

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars)

Activité économique regroupée	**Ensemble**		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**35 268**	**10,7**	27 145	11,3	8 123	8,9
Industries agricoles et alimentaires	**16 454**	**3,0**	10 052	2,9	6 402	3,2
Industrie des biens de consommation	**29 541**	**4,3**	16 619	4,6	12 922	4,0
Industrie automobile	**19 925**	**6,5**	17 914	7,2	2 011	3,5
Industrie des biens d'équipement	**33 357**	**4,2**	27 467	4,3	5 890	3,8
Industrie des biens intermédiaires	**100 575**	**6,8**	81 460	7,4	19 115	5,2
Énergie	**2 844**	**1,3**	2 073	1,2	771	1,6
Construction	**184 681**	**15,4**	180 787	16,8	3 894	3,3
Commerce	**113 777**	**4,3**	63 731	4,5	50 046	4,1
Transports	**45 197**	**4,4**	38 464	4,8	6 733	2,9
Activités financières	**12 151**	**1,8**	6 489	2,1	5 662	1,5
Activités immobilières	**31 844**	**10,8**	8 510	6,7	23 334	13,8
Services aux entreprises	**220 614**	**7,7**	137 927	8,4	82 687	6,7
Services aux particuliers	**186 925**	**11,2**	54 634	10,1	132 291	11,7
Éducation, santé, action sociale	**111 427**	**2,7**	33 264	3,1	78 163	2,6
Administrations	**45 148**	**1,8**	17 661	1,4	27 487	2,1
Activité indéterminée	**382**	**11,8**	382	23,8	–	–
Total	**1 190 110**	**5,6**	**724 579**	**6,4**	**465 531**	**4,7**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-7

Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance

Source : INSEE (recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Ensemble	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Hommes	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Femmes	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

TABLEAU B.03-8

Populations totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**422 222**	**21 103**	203 146	9 740	219 076	11 363
Activité						
Actifs ayant un emploi	**125 245**	**6 547**	66 857	3 819	58 388	2 728
Salariés	**102 629**	**5 021**	49 494	2 740	53 135	2 281
Non-salariés	**22 616**	**1 526**	17 363	1 079	5 253	447
Chômeurs	**65 518**	**4 881**	29 901	1 874	35 617	3 007
GUYANE						
Population totale	**156 790**	**46 576**	78 963	23 149	77 827	23 427
Activité						
Actifs ayant un emploi	**43 443**	**9 050**	25 703	6 422	17 740	2 628
Salariés	**36 819**	**6 431**	21 080	4 702	15 739	1 729
Non-salariés	**6 624**	**2 619**	4 623	1 720	2 001	899
Chômeurs	**18 783**	**8 885**	9 083	4 206	9 700	4 679
MARTINIQUE						
Population totale	**381 325**	**3 589**	180 910	1 613	200 415	1 976
Activité						
Actifs ayant un emploi	**116 067**	**1 066**	60 245	653	55 822	413
Salariés	**99 546**	**708**	47 823	390	51 723	318
Non-salariés	**16 521**	**358**	12 422	263	4 099	95
Chômeurs	**56 973**	**1 020**	25 304	382	31 669	638
RÉUNION						
Population totale	**706 180**	**3 614**	347 076	1 486	359 104	2 128
Activité						
Actifs ayant un emploi	**173 677**	**899**	100 634	555	73 043	344
Salariés	**150 103**	**695**	82 344	412	67 759	283
Non-salariés	**23 574**	**204**	18 290	143	5 284	61
Chômeurs	**124 203**	**955**	63 519	372	60 684	583

TABLEAU B.03-9

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité
Ministère de la Justice

	1989		1995		1998		1999		2000	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	33 040	55,5	40 867	44,2	58 123	54,1	67 569	71,9	77 478	73,4
dont : enfants mineurs	10 178	17,1	12 041	13,0	17 673	16,4	21 225	22,6	24 653	23,4
Acquisitions par déclaration (1)	26 468	44,5	21 017	22,7	23 789	22,1	26 433	28,1	28 094	26,6
Total acquisitions	**59 508**	**100,0**	**61 884**	**67,0**	**81 912 (2)**	**76,2**	**94 002 (2)**	**100,0**	**105 572 (2)**	**100,0**
Par manifestation de volonté	///	///	30 526	33,0	25 549	23,8	///	///	///	///
Total	///	///	**92 410**	**100,0**	**107 461 (2)**	**100,0**	///	///	///	///

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à : 4 000 et 12 300 pour l'année 1998 ; 11 087 et 42 433 pour l'année 1999 ; 8 570 et 35 883 pour l'année 2000. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie) ; par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-10

Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité
Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1990	1998	1998 avec enfants mineurs	1999	1999 avec enfants mineurs	2000	2000 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**6 412**	**5 867**	**7 889**	**5 790**	**7 793**	**5 966**	**7 994**
UE (à 15)	**4 255**	**3 326**	**4 465**	**3 396**	**4 582**	**2 948**	**3 873**
dont : Belges	149	132	176	155	203	133	161
Britanniques	67	72	89	86	116	76	98
Espagnols	809	318	394	265	307	272	358
Italiens	732	484	584	504	617	369	435
Portugais	2 350	2 213	3 079	2 288	3 213	1 998	2 691
Hors UE	**2 157**	**2 541**	**3 424**	**2 394**	**3 211**	**3 018**	**4 121**
dont : Polonais	977	602	844	539	743	525	721
Roumains	281	626	831	429	553	546	701
Ex-Yougoslaves	684	952	1 263	1 073	1 448	1 519	2 121
Nationalités d'Afrique	**9 500**	**23 850**	**33 646**	**28 838**	**41 366**	**33 307**	**48 107**
dont : Algériens	3 647	8 141	9 087	9 609	10 830	10 963	12 542
Marocains	3 220	8 694	13 356	11 292	17 870	12 666	20 020
Mauriciens	280	277	417	349	502	473	686
Togolais	203	201	279	250	345	260	397
Tunisiens	1 117	2 699	4 703	2 823	4 812	3 613	6 079
Nationalités d'Amérique	**813**	**1 268**	**1 982**	**1 283**	**2 020**	**1 553**	**2 472**
dont : Chiliens	231	135	168	123	160	127	168
Haïtiens	266	541	1 012	614	1 128	714	1 338
Nationalités d'Asie / Océanie	**7 455**	**9 192**	**14 139**	**10 104**	**15 799**	**11 552**	**18 248**
dont : Cambodgiens	1 521	1 340	2 215	1 330	2 068	1 304	2 026
Chinois	204	360	511	348	501	432	615
Iraniens	274	573	746	597	765	771	970
Laotiens	1 288	716	1 223	864	1 400	907	1 400
Libanais	807	1 012	1 405	793	1 075	921	1 227
Syriens	150	165	268	189	301	228	369
Turcs	626	2 589	4 228	3 306	5 661	3 926	6 791
Vietnamiens	1 986	1 372	1 879	1 186	1 646	1 208	1 644
Ex-Soviétiques	**68**	**209**	**283**	**247**	**311**	**390**	**509**
Diverses ou non précisées	**41**	**64**	**184**	**82**	**280**	**57**	**148**
Total	**24 289**	**40 450**	**58 123**	**46 344**	**67 569**	**52 825**	**77 478**

TABLEAU B.03-11

Nombre d'immigrants par type de procédure en 2000

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Autres	**Total 2000**	**Évolution 2000/1999 %**
Européens	**6 299**	**3 409**	**1 145**	**138**	**793**	**353**	**78**	**15**	**195**	**12 425**	**– 10,7**
dont : UE et pays non membres parties à l'EEE (3)	5 352	–	–	–	–	–	–	–	–	**5 352**	**– 3,9**
Autres Européens et ex-URSS	847	659	788	107	506	88	69	11	154	**3 229**	**– 25,9**
Turcs	100	2 750	357	31	287	265	9	4	41	**3 844**	**– 3,4**
Asiatiques	**1 342**	**1 856**	**1 096**	**162**	**1 344**	**485**	**89**	**4**	**287**	**6 665**	**– 16,1**
dont : Libanais	351	69	73	14	...	–	6	–	46	**...**	**...**
Sri Lankais	1	87	47	1	514	236	3	1	11	**901**	**– 19,4**
Vietnamiens	46	20	86	10	167	54	2	1	15	**401**	**– 10,1**
Africains	**2 574**	**14 249**	**9 769**	**963**	**1 017**	**220**	**177**	**141**	**1 076**	**30 186**	**– 2,7**
dont : Maghreb	1 684	12 238	7 950	234	...	32	132	84	603	**...**	**...**
Algériens	582	4 056	4 014	–	38	20	92	40	242	**9 084**	**– 0,9**
Marocains	814	6 459	1 600	143	...	4	24	35	270	**...**	**...**
Tunisiens	288	1 723	2 336	91	...	8	16	9	91	**...**	**...**
Afrique hors Maghreb	890	2 011	1 819	729	...	188	45	57	473	**...**	**...**
Américains	**1 045**	**1 856**	**806**	**236**	**49**	**41**	**64**	**3**	**92**	**4 192**	**– 11,7**
Autres	**82**	**34**	**49**	**7**	**230**	**1**	**5**	**–**	3	**411**	**79,5**
Ensemble	**11 342**	**21 404**	**12 865**	**1 506**	**3 433**	**1 100**	**413**	**163**	**1 653**	**53 879**	**– 6,9**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) L'Espace économique européen est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

TABLEAU B.03-12

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial en 2000

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**199**	153	3	46	3
20 à 24 ans	**1 752**	1 140	54	612	31
25 à 29 ans	**3 748**	2 576	301	1 172	163
30 à 34 ans	**2 694**	1 970	584	724	152
35 à 39 ans	**1 454**	1 114	480	340	105
40 à 44 ans	**797**	622	406	175	61
45 ans ou plus	**698**	541	353	157	66
Total	**11 342**	**8 116**	**2 181**	**3 226**	**581**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.03-13

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité en 2000

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	4	8	2	174	5	18	2	1	42	**256**
Industries agricoles et alimentaires	2	1	4	11	4	8	3	1	48	**82**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	7	1	1	3	3	4	1	3	56	**79**
Industrie chimique, caoutchouc et plastiques	12	7	12	5	3	11	2	2	176	**230**
Fabrication équipements électriques, électroniques	28	23	38	7	16	23	12	3	285	**435**
Construction	9	99	82	905	25	19	11	43	169	**1 362**
Commerce de gros, de détail et réparation	59	37	69	86	59	86	28	8	606	**1 038**
Hôtels, restaurants	57	41	109	126	44	29	10	16	488	**920**
Transports et communications	15	22	27	33	20	19	10	2	285	**433**
Activités financières	11	17	13	4	6	23	12	–	211	**297**
Immobilier, location, services aux entreprises	204	96	212	207	208	493	169	10	2 058	**3 657**
Éducation	66	23	40	3	47	6	7	–	342	**534**
Santé et action sociale	36	21	14	5	84	23	4	–	191	**378**
Services collectifs, sociaux, personnels	42	16	47	22	28	20	5	–	481	**661**
Services domestiques	9	26	12	83	11	11	1	–	86	**239**
Administration publique, activités extra-territoriales	9	8	8	1	5	1	1	–	32	**65**
Autres (3)	50	27	28	59	14	20	10	11	457	**676**
Total	**620**	**473**	**718**	**1 734**	**582**	**814**	**288**	**100**	**6 013**	**11 342**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	73	165	149	1 081	73	82	22	20	623	**2 288**
Ouvriers et employés qualifiés	198	153	277	605	124	118	39	48	1 529	**3 091**
Techniciens et agents de maîtrise	41	6	35	11	56	55	4	–	396	**604**
Cadres et ingénieurs	308	149	257	37	329	559	223	32	3 465	**5 359**
Total	**620**	**473**	**718**	**1 734**	**582**	**814**	**288**	**100**	**6 013**	**11 342**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

Chapitre B.04

Ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence.

2 Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

3 Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999.

4 Type et composition des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999 - France entière.

5 Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999.

6 Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnellle de la personne de référence en 1999 - France entière.

1
○ Présentation

Depuis 1962, la taille des ménages baisse de manière continue.
Entre les recensements de 1990 et 1999, le phénomène marquant est la forte augmentation du nombre de ménages d'une seule personne. En 1999, un ménage sur trois se compose d'une seule personne contre un peu plus d'un sur quatre en 1990.
Les couples sans enfant sont eux aussi plus nombreux depuis 1990 (+ 16 %) alors que la population n'augmente dans le même temps que de 3,3 %.
En 1999, 9,8 millions de familles avec enfants habitent en métropole : 20 % sont des familles monoparentales et 80 % des couples.
La proportion des couples formés de deux personnes mariées continue de baisser depuis 1962, celle des couples de deux célibataires a quadruplé. Les couples composés de personnes séparées ou divorcées progressent également. Ceci contribue aux recompositions familiales.

2
○ Méthodologie

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3
○ Définitions

Ménages, familles

La définition du ménage correspond au concept de « ménage-logement » : il comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « Logement »).
La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants. Elle est constituée d'au moins deux personnes, dont au moins un adulte.
Toute personne qui ne fait partie d'aucune famille est appelée « personne isolée ».
Un ménage peut comprendre zéro, une ou deux familles. Le cas où un logement comporte trois familles est extrêmement rare, on considère alors les membres de la troisième famille comme des « isolés » ou « hors famille ».
Dans chaque ménage, il est désigné une unique personne de référence du ménage grâce à une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge.
Il est ainsi nécessaire de déterminer au préalable les familles.

Composition des familles

Chaque personne d'un ménage ne peut appartenir, tout au plus, qu'à une seule famille.
Une famille comprend :
– soit un couple (marié ou non) et, le cas échéant, ses enfants ;
– soit une personne sans conjoint et ses enfants (famille monoparentale).
L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage avec lequel il constituerait alors une famille en tant qu'adulte. Ce peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant de la famille. Un petit-fils ou une petite-fille n'est pas considéré comme « enfant de la famille ».

Détermination de la personne de référence du ménage

La règle de détermination est la suivante :
– si le ménage comprend plusieurs familles dont au moins une contenant un couple, la personne de référence est parmi les hommes de ces couples, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé ;
– si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (et aucune famille contenant un couple), alors la personne de référence est, parmi les parents des familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.
– si le ménage ne comprend aucune famille (il ne comprend donc que des « isolés »), la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.
La personne de référence du ménage n'est pas toujours celle inscrite en première ligne du tableau de composition du ménage de la feuille de logement.
Lorsqu'une famille comprend la personne de référence du ménage, elle est appelée famille principale. L'autre famille éventuelle est appelée famille secondaire.

Population réintégrée du recensement de 1999

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou famille comprenant un couple).
Familles monoparentales : elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.
Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif ayant un emploi-autres).
Familles comprenant un couple : les couples sont des couples de fait ; les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

Publications INSEE :

INSEE-Première :
– « Accession à la propriété : le régime de croisière ? », n° 718, juin 2000 ;
– « Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000 ;
– « Douze millions et demi de grands-parents », n° 776, mai 2001 ;
– « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– « Hébergement et distribution de repas chauds, le cas des sans domicile », n° 823, janvier 2002 ;
– « Hébergement et distribution de repas chauds, qui sont les sans domicile usagers de ces services », n° 824, janvier 2002 ;
– « Femmes et hommes : les inégalités qui subsistent », n° 834, mars 2002.

Document de travail de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales :
– « Aux marges du logement : résidences multiples, résidence partielle, co-habitation et hébergement d'après l'enquête Logement de 1996-1997 », n° F0204, juin 2002.

Économie et statistique :
– « Le panel européen : une source statistique longitudinale sur les revenus et les conditions de vie des ménages », n^{os} 349-350, octobre 2001.

Fascicule thématique du recensement de la population 1999, série « verte » :
Ménages, familles et population totale.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.04-1

Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (enquêtes Emploi janvier 1999 et mars 2002)

%

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	Total	Répartition des ménages 2002	Répartition des ménages 1999
Seul et veuf	0,1	11,7	88,2	**100,0**	11,4	11,3
Seul et divorcé	6,8	67,2	26,0	**100,0**	5,1	4,8
Seul et célibataire	61,1	27,1	11,8	**100,0**	14,3	13,7
Personnes seules	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**30,8**	**29,8**
Familles monoparentales	30,4	58,4	11,2	**100,0**	7,2	7,2
Personnes seules + familles monoparentales	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**38,0**	**37,0**
Couple sans enfant	19,5	38,8	41,7	**100,0**	27,8	27,3
Couple avec enfant(s)	36,9	59,9	3,2	**100,0**	32,3	33,7
Plus d'une personne (sans famille)	44,0	34,0	22,0	**100,0**	1,9	2,0
Total	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**100,0**	**100,0**

(1) Lecture : 61,1 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans ; ils représentent 14,3 % des ménages en 2002 contre 13,7 % en 1999.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de population)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
France métropolitaine			
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40
Départements d'outre-mer			
Guadeloupe			
Ensemble des ménages	**85 629**	**112 478**	**144 818**
Nombre total de personnes	323 400	383 627	419 050
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,4	2,9
Guyane			
Ensemble des ménages	**21 063**	**33 285**	**46 173**
Nombre total de personnes	70 241	112 953	154 290
Nombre moyen de personnes par ménage	3,3	3,4	3,3
Martinique			
Ensemble des ménages	**82 265**	**106 536**	**130 844**
Nombre total de personnes	321 811	355 498	377 317
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,3	2,9
Réunion			
Ensemble des ménages	**120 861**	**157 853**	**215 044**
Nombre total de personnes	509 232	593 684	701 030
Nombre moyen de personnes par ménage	4,2	3,8	3,3

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999 (1)

Source : INSEE (recensements de la population - exploitation complémentaire)

	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population totale	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 513 700**	**28 416 917**	**30 096 783**
Population des ménages	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588	57 220 124	27 785 532	29 434 592
Population non réintégrée	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416	56 669 709	27 398 974	29 270 735
Population réintégrée	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172	550 415	386 558	163 857
dont : Élèves internes	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968	427 844	268 916	158 928
Militaires	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204	122 571	117 642	4 929
Population des collectivités	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972	1 060 985	471 326	589 659
Foyers de travailleurs	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460	150 988	130 164	20 824
Foyers d'étudiants, cités universitaires	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792	153 184	75 687	77 497
Maisons de retraite, hospices	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056	424 850	110 777	314 073
Hospitalisation longue durée	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832	116 456	46 644	69 812
Communautés religieuses	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324	54 629	12 502	42 127
Autres collectivités	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508	160 878	95 552	65 326
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960	140 252	76 800	63 452
Population non réintégrée des établissements	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379	92 339	83 259	9 080

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour le recensement de 1982 afin d'assurer la comparaison avec ceux de 1990 et 1999.

TABLEAU B.04-4

Type et composition des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Type de ménage	**Ensemble**	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 à 79 ans	80 ans ou plus
France métropolitaine										
Ensemble des ménages	**23 808 072**	**87 407**	**845 750**	**1 776 603**	**4 505 815**	**4 762 497**	**3 929 120**	**4 863 289**	**1 490 873**	**1 546 718**
Ménages d'une personne :										
Homme	**2 964 035**	32 254	262 815	376 704	607 725	491 415	387 246	483 748	146 382	175 746
Femme	**4 416 074**	39 088	305 667	321 395	384 210	328 219	465 109	1 173 868	594 460	804 058
Autres ménages sans famille	**485 594**	8 128	61 294	51 461	69 570	70 761	74 374	68 553	28 272	53 181
Familles principales monoparentales	**1 911 560**	1 842	30 571	95 875	446 307	626 546	325 646	235 307	66 195	83 271
Homme avec enfant(s)	**280 959**	120	1 045	5 275	39 260	99 753	70 376	43 324	9 854	11 952
Femme avec enfant(s)	**1 630 601**	1 722	29 526	90 600	407 047	526 793	255 270	191 983	56 341	71 319
Familles principales comprenant un couple	**14 030 809**	6 095	185 403	931 168	2 998 003	3 245 556	2 676 745	2 901 813	655 564	430 462
Homme et femme actifs occupés	**6 192 516**	1 115	78 665	579 353	1 932 247	2 149 820	1 369 581	78 697	1 091	1 947
Homme actif occupé et femme autre	**2 789 416**	896	51 208	245 923	831 321	834 149	727 676	93 851	2 526	1 866
Homme autre et femme active occupée	**932 629**	1 626	18 716	51 127	114 370	132 166	253 817	347 400	10 049	3 358
Homme et femme autres	**4 116 248**	2 458	36 814	54 765	120 065	129 421	325 671	2 381 865	641 898	423 291
Départements d'outre mer										
Guadeloupe										
Ensemble des ménages	**144 818**	**333**	**2 858**	**8 764**	**35 050**	**34 406**	**25 212**	**25 002**	**5 925**	**7 268**
dont : Ménages d'une personne	**35 257**	136	923	2 221	5 805	5 734	5 809	8 358	2 618	3 653
Homme	**18 486**	72	511	1 284	3 969	3 863	3 180	3 614	881	1 112
Femme	**16 771**	64	412	937	1 836	1 871	2 629	4 744	1 737	2 541
Guyane										
Ensemble des ménages	**46 173**	**319**	**1 750**	**4 766**	**13 956**	**12 185**	**7 250**	**4 325**	**776**	**846**
dont : Ménages d'une personne	**10 304**	106	456	1 111	2 550	2 077	1 722	1 467	354	461
Homme	**6 489**	69	297	707	1 809	1 512	1 040	754	139	162
Femme	**3 815**	37	159	404	741	565	682	713	215	299
Martinique										
Ensemble des ménages	**130 844**	**172**	**1 721**	**6 338**	**29 365**	**31 033**	**22 876**	**25 877**	**6 003**	**7 459**
dont : Ménages d'une personne	**32 396**	76	593	1 659	5 104	5 294	5 278	8 290	2 511	3 591
Homme	**16 643**	32	252	853	3 407	3 498	2 975	3 770	852	1 004
Femme	**15 753**	44	341	806	1 697	1 796	2 303	4 520	1 659	2 587
Réunion										
Ensemble des ménages	**215 044**	**788**	**7 320**	**18 738**	**62 316**	**51 282**	**33 453**	**29 933**	**5 897**	**5 317**
dont : Ménages d'une personne	**36 580**	365	2 140	3 335	6 922	5 991	5 720	7 680	2 180	2 247
Homme	**18 887**	140	977	2 020	4 876	4 132	3 055	2 708	509	470
Femme	**17 693**	225	1 163	1 315	2 046	1 859	2 665	4 972	1 671	1 777

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**16 096 782**	**7 492 332**	**3 615 859**	**3 255 259**	**1 267 979**	**465 353**	**2 239 196**	**2 081 225**	**3 708 167**	**3 745 651**	**4 260 588**
Type de famille :											
Familles monoparentales	**1 984 599**	**490 938**	**859 273**	**433 499**	**143 943**	**56 946**	**217 701**	**252 921**	**535 569**	**608 104**	**798 482**
Homme actif occupé	**186 673**	18 262	104 367	45 888	13 878	4 278	14 556	18 686	45 391	68 306	110 034
Homme autre	**106 025**	58 693	32 621	9 414	3 273	2 024	4 339	4 895	11 247	16 306	33 959
Femme active occupée	**928 037**	81 176	499 239	259 611	70 433	17 578	78 667	125 144	299 730	354 249	447 467
Femme autre	**763 864**	332 807	223 046	118 586	56 359	33 066	120 139	104 196	179 201	169 243	207 022
Familles comprenant un couple	**14 112 183**	**7 001 394**	**2 756 586**	**2 821 760**	**1 124 036**	**408 407**	**2 021 495**	**1 828 304**	**3 172 598**	**3 137 547**	**3 462 106**
Homme et femme actifs occupés	**6 207 302**	1 911 611	1 754 773	1 856 785	569 551	114 582	1 074 368	1 007 330	1 808 405	1 843 383	1 935 506
Homme actif et femme autre	**2 801 075**	803 818	617 879	737 205	437 348	204 825	744 207	642 090	1 044 945	943 723	962 275
Homme autre et femme active occupée	**941 628**	577 933	187 951	114 714	43 240	17 790	70 741	65 120	123 125	141 806	226 200
Homme et femme autres	**4 162 178**	3 708 032	195 983	113 056	73 897	71 210	132 179	113 764	196 123	208 635	338 125
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**327 187**	91 962	83 003	99 557	42 218	10 447	53 332	53 221	104 851	112 869	129 776
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 005 285**	321 310	280 707	277 492	97 277	28 499	138 284	148 764	292 320	310 704	362 942
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 723 436**	525 246	467 997	493 803	187 990	48 400	320 233	304 463	531 999	519 807	551 602
4. Professions intermédiaires	**2 451 449**	717 329	746 518	714 494	224 563	48 545	437 268	401 588	719 205	729 366	772 439
5. Employés	**1 734 002**	402 208	638 260	473 104	168 072	52 358	316 273	302 854	547 796	550 389	603 167
6. Ouvriers	**3 789 692**	1 006 094	1 052 477	1 043 236	471 000	216 885	842 844	766 482	1 316 180	1 276 999	1 346 011
7. Retraités	**4 318 497**	4 061 801	176 503	46 674	17 756	15 763	7 348	11 366	38 277	78 734	264 588
8. Autres sans activité professionnelle	**747 234**	366 382	170 394	106 899	59 103	44 456	123 614	92 487	157 539	166 783	230 063

TABLEAU B.04-6

Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
France métropolitaine									
Ensemble des ménages	377 654	1 189 966	2 283 985	3 349 275	2 732 961	4 627 333	7 143 836	2 103 062	**23 808 072**
%	1,6	5,0	9,6	14,1	11,5	19,4	30,0	8,8	**100,0**
Population des ménages	1 234 575	3 560 921	6 327 940	8 889 358	6 459 938	14 338 289	12 777 480	3 631 623	**57 220 124**
Nombre de personnes par ménage	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
Ménages composés de :									
1 personne	43 482	169 158	525 829	848 204	943 983	785 257	2 761 181	1 303 015	**7 380 109**
2 personnes	76 229	306 300	553 392	819 094	704 349	1 004 063	3 519 720	431 033	**7 414 180**
3 personnes	84 526	281 391	455 464	699 414	510 588	1 018 075	622 878	176 250	**3 848 586**
4 personnes	105 881	287 992	495 227	692 326	378 740	1 057 675	157 565	101 209	**3 276 615**
5 personnes	50 408	106 947	196 869	230 396	141 170	497 677	47 922	50 635	**1 322 024**
6 personnes ou plus	17 128	38 178	57 204	59 841	54 131	264 586	34 570	40 920	**566 558**
Départements d'outre-mer									
Guadeloupe									
Ensemble des ménages	3 545	12 797	6 893	15 931	29 220	26 533	31 123	18 776	**144 818**
Guyane									
Ensemble des ménages	1 165	3 332	3 362	6 139	9 572	9 997	4 050	8 556	**46 173**
Martinique									
Ensemble des ménages	1 991	9 604	6 883	14 838	25 348	24 591	32 820	14 769	**130 844**
Réunion									
Ensemble des ménages	5 877	11 318	11 345	23 352	39 292	55 456	30 259	38 145	**215 044**

Chapitre C.01

○ Population active, Emploi

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.

2 Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âges quinquennal.

3 Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.

4 Taux de chômage standardisés dans les pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.

5 Population résidente occupée au 31 décembre.

6 Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement, au 31 décembre.

7A Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel).

7B Actifs occupés à temps partiel.

8 Intérim et contrats à durée déterminée.

9 Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés au 31 décembre.

10 Indicateurs du marché du travail.

11 Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, et de « La Poste », par statut au 31 décembre 2001.

12 Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre.

13 Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe.

14 Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

15 Évolution de la dépense pour l'emploi.

16 Effectifs de la fonction publique territoriale – France entière.

17 Population totale et population active en 1999 - Départements d'outre-mer.

1

○ Présentation

En mars 2002 selon l'enquête Emploi, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élève à 2 341 000, soit 8,9 % de la population active et 56 000 chômeurs de plus qu'en mars 2001. Cette hausse ne concerne que les hommes, tous âges confondus (+ 119 000). Leur taux de chômage atteint ainsi 7,9 %, tandis que celui des femmes diminue (- 0,6 point), se situant à 10,1 %. Au total, les jeunes de moins de 25 ans sont les premiers concernés par la reprise du chômage : un jeune actif sur cinq est au chômage. Cette hausse touche toutes les catégories socioprofessionnelles chez les hommes, mais elle ne touche que les catégories les plus élevées chez les femmes. La proportion des chômeurs de longue durée (un an ou plus) continue de diminuer et retrouve son niveau de 1993 (31,7 %). Les hommes de plus de 50 ans sont les premiers bénéficiaires de cette baisse.

En mars 2002, on compte 183 000 emplois de plus qu'en mars 2001. La croissance de l'emploi est cependant plus faible que l'année précédente, où 498 000 emplois avaient été créés. Les emplois permanents sont plus nombreux et les emplois sous contrat à durée limitée plus rares. Dans le secteur privé, il y a 246 000 emplois permanents de plus qu'en mars 2001, et 863 000 de plus qu'en mars 2000. Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'emplois à durée limitée diminue dans le secteur privé : 96 000 emplois de moins qu'en mars 2001. Cette baisse est due principalement aux emplois intérimaires (- 91 000), après cinq années de hausse consécutives. En mars 2002, les emplois à durée limitée représentent ainsi 9,9 % de l'emploi salarié contre 10,4 % un an plus tôt.

Les 183 000 nouveaux emplois profitent exclusivement aux femmes. Elles bénéficient dans le privé d'une hausse simultanée des emplois permanents (+ 144 000) et de la quasi-stabilité des emplois à durée limitée. La stagnation de l'emploi masculin masque toutefois des évolutions contrastées selon le type d'emploi : dans le secteur privé, les emplois permanents augmentent de 102 000 tandis que les emplois à durée limitée diminuent de 114 000 dont 90 000 emplois intérimaires.

En baisse constante depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'emploi non salarié semble s'être stabilisé au cours de l'année 2001.

Bien que l'emploi total continue d'augmenter, l'industrie perd 72 000 emplois entre mars 2001 et mars 2002 dont 31 000 contrats à durée déterminée (CDD). Dans le tertiaire, le nombre d'emplois progresse, mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente. Entre mars 2001 et mars 2002, l'emploi augmente ainsi de 0,6 % dans le commerce et 1,3 % dans les services. Au total, le tertiaire gagne 193 000 emplois en un an contre 437 000 un an plus tôt. Ces évolutions se traduisent par un moindre recours à l'intérim dans l'industrie et le tertiaire : en mars 2002, l'industrie employait 256 000 intérimaires, soit 71 000 de moins qu'en mars 2001, et le tertiaire 181 000 intérimaires, soit 20 000 de moins qu'en mars 2001.

Le passage aux 35 heures continue d'avoir des effets sur la durée hebdomadaire habituelle de travail des salariés à temps complet : 2 heures de moins par semaine en trois ans. En mars 2002, ces derniers travaillent ainsi en moyenne 37 heures 40 minutes par semaine. Rompant avec la tendance observée de janvier 1999 à mars 2001, la durée habituelle de travail des salariés à temps partiel baisse également (- 20 minutes depuis mars 2001).

Dans les entreprises de moins de 20 salariés et celles du secteur public, passées au 35 heures depuis janvier 2002, les salariés à temps complet travaillent en moyenne une heure de moins par semaine que l'année précédente. Dans les entreprises de plus de 20 salariés du privé, l'essentiel de la baisse du temps de travail des temps complets a eu lieu les deux années précédentes. Depuis 1999, la proportion de personnes travaillant à temps partiel recule régulièrement, (16,2 % en mars 2002) notamment chez les femmes, de 30,4 % en mars 2001 à 29,7 % en mars 2002 ; elle augmente très peu chez les hommes (+ 0,1 point) pour s'établir à 5,1 %.

Entre mars 2001 et mars 2002, la population active augmente de 239 000 personnes. Le taux d'activité augmente de 0,2 point pour les femmes contre 0,1 point pour les hommes. En mars 2002, il s'établit à 54,9 % pour l'ensemble des personnes de plus de 15 ans, et à 68,3 % pour les 15-64 ans. C'est chez les plus de 50 ans, hommes ou femmes, que le taux d'activité progresse le plus : respectivement + 0,9 et + 0,8 point.

2

○ Méthodologie

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

– statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

– statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO) ; elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

– données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le Rapport sur les comptes de la Nation, un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises ; les résultats sont moins précis que ceux établis

dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

– être dépourvu d'emploi ;
– être disponible pour travailler ;
– rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les informations sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales variables exploitées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales.

Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socio-professionnelle.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

– l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrat à durée déterminée en mars de chaque année, (en janvier pour 1990 et 1999) ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe... ;

– les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

• *Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :*

– le remplacement d'un salarié ;

– les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité ;

– les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

• *Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.*

• *Limitation à un seul renouvellement.*

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité ou de l'ANPE ; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3

○ Définitions

Chômage au sens du BIT

– Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :
– Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).
– Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).
– Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).
En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.
Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).
En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.
Des statistiques de flux sont également établies notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.
Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :
– l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage ;
– l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers ;
– la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC ;
– la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité ;
– l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés ;
– le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations ;
– le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).
– *Effectifs budgétaires* : Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administration des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.
– *Titulaires* : Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :
  – catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;
  – catégorie B, chargée des fonctions d'application ;
  – catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).
– *Non-titulaires* : Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.
Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.
Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégorie : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne

la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et du département de l'« Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.
– Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
– Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

Publications INSEE :

. *Économie et statistique* :
« Licenciements collectifs et reprise d'emploi, Les réallocations d'emplois », n° 351, août 2002 ;
« L'évolution des temps sociaux », n[os] 352-353, septembre 2002.

. *INSEE-Première* :
« Projections de population active - Un retournement progressif », n° 838, mars 2002 ;
« Les agents de l'État : évolutions entre 1990 et 2000 », n° 865, août 2002 ;
« Enquête sur l'emploi de mars 2002 », n° 857, juillet 2002.

. *INSEE-Résultats, série Société* :
« Marché du travail – séries longues », n[os] 138-139 ; juin 1998 ;
« Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1997, 1998, 1999 », n° 1, janvier 2002 ;
« Enquête sur l'emploi de mars 2002. Résultats détaillés », n° 5, août 2002 ;
« Les mouvements de main d'œuvre dans les établissements de 50 salariés et plus – Année 2000 », n° 9, octobre 2002.

. *Marché du travail – séries longues,* cédérom, édition 2000 ;
. *Enquête Emploi 2002 – Fichier détail*, cédérom ;
. *Tableaux de l'enquête Emploi 2002*, cédérom, à paraître ;
. *Données sociales*, Édition 2002 : Chapitre 3 « Emploi » ;
. *France, portrait social*, Édition 2002/2003 ;
. *France des services,* Édition 2002/2003 : Chapitre 1 - 1.21 « L'emploi salarié ».

. *Recensement général de la population de 1999* :
« Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire », fascicules régionaux, France et cédérom ;
« Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire », Population active, fascicule vert et cédérom ;
« Bases de données locales – Communes...Profils – cédérom France par thème », thème 2 : Activité, thème 3 : Emplois.

Publications du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité :

Travail et emploi ;
Tableau de bord de la politique de l'emploi (mensuel) ;
Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments ;
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an) ;
Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle ;
Premières informations, Premières synthèses, DARES.

Autres publications :

Bulletin de liaison de l'UNEDIC.
Quatre pages du Centre d'Études de l'Emploi.
Formation emploi, CEREQ.

5 ○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires, détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (moyennes annuelles)

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

	r 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Salariés :										
Hommes	10 978,8	10 699,3	10 712,4	10 857,1	10 901,5	10 966,2	11 178,6	11 425,3	11 765,3	12 013,2
Femmes	8 474,4	8 771,4	8 889,5	9 025,7	9 136,0	9 258,6	9 500,0	9 771,1	10 060,7	10 289,6
Ensemble	**19 453,2**	**19 470,7**	**19 602,0**	**19 882,8**	**20 037,5**	**20 224,8**	**20 678,5**	**21 196,4**	**21 825,9**	**22 302,8**
Non salariés :										
Hommes	1 882,4	1 660,8	1 627,9	1 589,5	1 547,6	1 508,7	1 480,2	1 470,9	1 465,6	1 439,9
Femmes	1 045,9	883,1	820,3	781,4	751,4	735,7	725,0	719,5	713,4	700,4
Ensemble	**2 928,2**	**2 544,0**	**2 448,2**	**2 370,9**	**2 299,0**	**2 244,4**	**2 205,2**	**2 190,4**	**2 179,0**	**2 140,3**
Chômeurs :										
Hommes	945,1	1 377,8	1 456,3	1 342,1	1 456,3	1 488,7	1 403,9	1 329,2	1 141,1	1 048,1
Femmes	2 198,2	2 891,5	3 053,9	2 886,9	3 075,0	3 109,3	2 993,4	2 845,0	2 517,8	2 321,4
Ensemble	**3 143,2**	**4 269,3**	**4 510,2**	**4 229,0**	**4 531,3**	**4 598,1**	**4 397,3**	**4 174,2**	**3 658,9**	**3 369,5**
Militaires du contingent	251,5	219,9	212,4	206,1	199,9	170,1	127,8	83,5	51,6	13,2
Population active totale :										
Hommes	13 806,2	13 737,9	13 796,6	13 788,7	13 905,4	13 963,7	14 062,6	14 225,5	14 371,9	14 501,2
Femmes	11 718,5	12 546,1	12 763,8	12 694,0	12 962,4	13 103,6	13 218,4	13 335,6	13 291,9	13 311,4
Ensemble	**25 524,6**	**26 284,0**	**26 560,4**	**26 482,7**	**26 867,9**	**27 067,3**	**27 281,0**	**27 561,1**	**27 663,8**	**27 812,6**

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars et janvier pour 1999)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1982		1990		1999		1999		2000		2001		2002	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	11,1	5,3	11,4	5,9	11,0	6,2	11,6	5,6
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	55,1	44,8	55,5	46,9	56,2	46,9	56,1	47,0
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	90,5	78,2	91,7	79,3	91,9	78,5	91,2	79,5
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	95,8	78,0	95,6	77,9	95,6	78,6	95,6	77,9
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	96,4	79,4	96,3	79,2	96,1	79,6	96,1	79,2
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	96,0	80,5	95,5	80,6	95,6	81,3	95,6	81,8
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	94,7	79,6	94,9	79,3	94,6	79,9	94,6	80,8
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	91,2	74,7	90,8	73,8	90,5	74,2	90,1	74,6
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	67,7	50,9	65,8	52,0	66,9	52,0	69,3	53,3
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	16,7	14,5	15,5	13,5	15,5	13,0	17,3	15,1
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	3,6	2,2	3,7	2,5	3,3	2,3	3,3	2,5
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(2)	(2)	1,7	0,7	1,7	0,5	1,4	0,7	1,7	0,6
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(3)	(3)	(2)	(2)	0,6	0,2	0,6	0,3	0,8	0,3	0,9	0,4
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**62,0**	**47,9**	**61,9**	**48,2**	**61,8**	**48,3**	**61,9**	**48,5**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(3) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé (moyennes annuelles)

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi)

Unités : Nombre de chômeurs : Millier
Taux de chômage : %

	r 1995		*r* 1998		*r* 1999		*r* 2000		*p* 2001	
	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage
Hommes :										
15 à 24 ans	272,4	21,6	271,8	22,4	273,8	21,6	232,6	18,1	231,1	17,5
25 à 49 ans	885,3	8,8	906,2	9,1	829,6	8,3	714,8	7,2	647,9	6,6
50 ans et plus	184,4	7,1	225,9	7,7	225,7	7,4	193,6	6,1	169,2	5,2
Total	**1 342,1**	**9,7**	**1 403,9**	**9,9**	**1 329,2**	**9,3**	**1 141,1**	**7,9**	**1 048,1**	**7,3**
Femmes :										
15 à 24 ans	339,4	33,4	292,4	30,5	268,8	27,4	242,2	24,1	239,0	23,3
25 à 49 ans	1 054,1	12,6	1 095,6	12,9	1 040,6	12,2	939,3	11,0	853,5	10,0
50 ans et plus	151,4	7,5	201,6	8,5	206,5	8,3	195,3	7,5	180,7	6,7
Total	**1 544,8**	**13,6**	**1 589,5**	**13,5**	**1 515,8**	**12,7**	**1 376,7**	**11,4**	**1 273,2**	**10,4**
Ensemble :										
15 à 24 ans	611,7	26,9	564,1	26,0	542,6	24,1	474,8	20,7	470,1	20,0
25 à 49 ans	1 939,4	10,5	2 001,8	10,8	1 870,2	10,1	1 654,1	9,0	1 501,4	8,2
50 ans et plus	335,7	7,3	427,5	8,1	432,2	7,8	388,9	6,7	349,9	5,8
Total	**2 886,9**	**11,4**	**2 993,4**	**11,5**	**2 845,0**	**10,8**	**2 517,8**	**9,5**	**2 321,4**	**8,7**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage (1) standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (Principaux indicateurs économiques, août 2002)

En % de la population active civile

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	4,2	6,6	7,9	8,4	8,2	8,9	9,9	9,3	8,4	7,7	7,7
Autriche	...	...	4,0	3,8	3,9	4,4	4,4	4,5	4,0	3,7	3,6
Belgique	6,4	7,1	8,6	9,8	9,7	9,5	9,2	9,3	8,6	6,9	6,6
Danemark	7,9	9,2	10,2	8,2	7,2	6,8	5,6	5,2	4,8	4,4	4,3
Espagne	16,4	18,4	22,7	24,1	22,9	22,2	20,8	18,8	12,8	11,3	10,7
Finlande	6,6	11,6	16,4	16,7	15,2	14,5	12,6	11,4	10,2	9,7	9,1
France	**9,5**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,3**	**11,8**	**10,7**	**9,3**	**8,6**
Grèce	7,0	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6	...	11,6	11,1	...
Irlande	14,8	15,4	15,6	14,4	12,3	11,7	9,9	7,5	5,6	4,2	3,8
Italie	8,6	8,9	10,2	11,2	11,6	11,7	11,7	11,8	11,3	10,4	9,4
Luxembourg	1,7	2,1	2,6	3,2	2,9	3,0	2,7	2,7	2,4	2,3	2,0
Pays-Bas	5,8	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2	4,0	3,2	2,8	2,4
Portugal	4,2	4,3	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5	4,1	4,1
Royaume-Uni	8,9	10,0	10,5	9,6	8,7	8,2	7,0	6,3	5,8	5,3	5,0
Suède	3,1	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,3	7,2	5,9	5,1
Total Union européenne à 15	**8,2**	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**8,7**	**7,8**	**7,4**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	10,3	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8	7,2
États-Unis	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0	4,8
Japon	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 16	*r* 1995			*r* 1998			*r* 1999			*p* 2000		
		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié	
			Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	999,2	323,2	83,5	955,8	370,8	101,2	930,8	362,2	84,8	910,7	353,2	82,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	613,2	542,9	204,1	631,5	561,1	215,6	634,3	564,3	220,6	642,4	572,6	228,4
Industries des biens de consommation	EC	817,2	768,3	383,8	774,8	728,9	356,0	760,0	714,4	342,3	760,8	715,2	341,8
Industrie automobile	ED	287,6	286,4	46,6	276,5	275,2	44,8	283,3	282,1	43,8	295,1	293,9	45,9
Industries des biens d'équipement	EE	837,1	813,6	158,3	837,4	816,4	159,8	837,0	816,1	155,7	858,9	838,0	161,7
Industries des biens intermédiaires	EF	1 516,5	1 478,8	372,3	1 486,7	1 455,3	363,8	1 484,1	1 453,0	360,1	1 520,1	1 488,9	373,3
Énergie	EG	261,9	261,1	50,8	242,2	241,2	48,9	245,2	244,3	47,8	246,5	245,6	49,3
Construction	EH	1 406,4	1 184,0	104,5	1 344,9	1 141,7	100,5	1 386,9	1 180,4	104,8	1 439,6	1 233,7	111,0
Commerce	EJ	2 977,6	2 579,6	1 181,6	3 083,0	2 727,2	1 253,7	3 161,1	2 800,2	1 296,1	3 252,0	2 894,9	1 348,7
Transports	EK	960,3	901,0	190,9	1 004,9	950,2	211,3	1 047,3	991,6	207,8	1 085,1	1 030,3	220,6
Activités financières	EL	698,9	669,1	367,1	690,6	660,1	362,7	697,0	665,9	372,0	705,1	674,5	379,1
Activités immobilières	EM	293,0	263,9	153,5	284,3	256,6	148,6	296,4	268,2	157,8	296,0	268,4	158,4
Services aux entreprises	EN	2 442,6	2 274,5	995,1	2 806,0	2 623,8	1 117,5	3 015,1	2 829,4	1 216,3	3 241,1	3 058,8	1 305,0
Services aux particuliers	EP	1 727,2	1 443,7	936,9	1 950,5	1 669,1	1 109,2	2 017,8	1 731,1	1 122,5	2 065,5	1 783,8	1 156,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 980,7	3 702,6	2 659,8	4 062,2	3 776,1	2 715,4	4 147,1	3 855,5	2 786,2	4 192,8	3 906,3	2 825,4
Administration	ER	2 454,6	2 447,1	1 224,1	2 597,5	2 587,9	1 311,4	2 663,0	2 653,2	1 348,7	2 707,6	2 697,9	1 370,5
Total	**TT**	**22 274,0**	**19 939,7**	**9 112,8**	**23 028,7**	**20 841,6**	**9 620,4**	**23 606,4**	**21 411,7**	**9 867,2**	**24 219,3**	**22 056,0**	**10 158,4**

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement, au 31 décembre

Source : UNEDIC — %

Taille de l'établissement	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Ensemble						
1 à 9 salariés	26,0	26,1	25,9	25,5	24,6	24,4
10 à 49 salariés	28,9	28,7	28,7	28,4	28,2	28,5
50 à 199 salariés	22,6	22,4	22,2	22,3	22,8	23,1
200 à 499 salariés	11,6	11,8	12,0	12,4	12,7	12,8
500 salariés et plus	11,0	11,0	11,2	11,5	11,7	11,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 746,1**	**14 025,6**	**14 361,1**	**14 882,8**	**15 466,1**	**15 734,3**
dont :						
Industrie						
1 à 9 salariés	11,6	11,9	11,8	11,7	11,3	11,2
10 à 49 salariés	23,3	23,4	23,4	23,1	22,8	22,7
50 à 199 salariés	25,1	25,0	24,9	24,9	25,1	24,9
200 à 499 salariés	17,8	17,5	17,7	17,7	17,8	18,1
500 salariés et plus	22,3	22,3	22,2	22,6	23,0	23,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**3 868,0**	**3 786,3**	**3 790,7**	**3 796,8**	**3 867,7**	**3 858,6**
Bâtiment, génie civil et agricole						
1 à 9 salariés	34,3	36,6	37,0	37,2	36,8	36,6
10 à 49 salariés	37,1	37,7	38,1	38,4	38,6	38,6
50 à 199 salariés	19,0	17,6	17,4	17,4	18,0	18,3
200 à 499 salariés	6,0	5,2	5,0	4,9	4,7	4,5
500 salariés et plus	3,7	2,9	2,5	2,1	1,9	2,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 173,9**	**1 117,6**	**1 127,5**	**1 167,0**	**1 220,4**	**1 244,7**
Tertiaire						
1 à 9 salariés	31,2	30,7	30,2	29,3	28,1	27,7
10 à 49 salariés	30,3	29,9	29,7	29,2	29,0	29,4
50 à 199 salariés	22,0	21,9	21,7	21,8	22,6	23,1
200 à 499 salariés	9,6	10,3	10,6	11,3	11,7	11,9
500 salariés et plus	6,9	7,4	7,8	8,4	8,6	8,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 693,4**	**9 111,6**	**9 432,8**	**9 908,8**	**10 378,1**	**10 631,0**

TABLEAU C.01-7A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars)

Unité : Millier

	Non salariés						Salariés					
	2001			2002			2001			2002		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	426,5	22,7	5,3	443,5	29,0	6,5	235,0	19,8	8,4	239,5	19,8	8,3
Industries agricoles et alimentaires	52,0	1,0	2,0	49,1	0,9	1,7	322,2	10,9	3,4	352,0	12,8	3,6
Industries des biens de consommation	43,9	2,7	6,2	37,1	2,5	6,7	369,4	13,1	3,5	360,5	14,0	3,9
Industrie automobile	2,2	–	–	2,6	–	–	250,3	1,3	0,5	248,6	3,5	1,4
Industries des biens d'équipement	32,0	0,5	1,7	32,9	–	–	656,8	12,8	1,9	636,9	8,0	1,3
Industries des biens intermédiaires	50,6	1,2	2,5	40,5	2,0	4,8	1 106,0	15,6	1,4	1 101,9	18,5	1,7
Énergie	0,5	–	–	0,5	–	–	187,7	6,1	3,2	179,2	5,1	2,8
Construction	255,3	4,3	1,7	270,9	4,3	1,6	1 058,2	15,5	1,5	1 078,4	21,7	2,0
Commerce	288,0	13,3	4,6	290,8	9,2	3,2	1 394,1	68,9	4,9	1 407,1	70,2	5,0
Transports	52,8	0,8	1,5	52,8	1,3	2,4	795,2	33,1	4,2	805,6	29,1	3,6
Activités financières	23,5	0,2	1,0	21,9	1,0	4,6	309,8	9,3	3,0	309,9	5,5	1,8
Activités immobilières	22,3	1,7	7,4	26,5	1,9	7,4	131,1	8,3	6,3	126,7	7,6	6,0
Services aux entreprises	165,3	7,1	4,3	162,1	9,8	6,0	1 661,9	85,6	5,1	1 634,3	93,9	5,7
Services aux particuliers	183,8	12,8	7,0	163,6	11,5	7,0	544,0	97,0	17,8	539,6	81,0	15,0
Éducation, santé, action sociale	138,2	9,3	6,8	144,1	7,7	5,4	1 061,0	109,7	10,3	1 078,8	117,2	10,9
Administration	1,6	–	–	2,8	0,9	31,7	1 280,9	75,4	5,9	1 261,1	73,0	5,8
Activité indéterminée	–	–	–	–	–	–	3,6	–	–	1,6	–	–
Total	**1 738,3**	**77,7**	**4,5**	**1 741,5**	**82,0**	**4,7**	**11 367,0**	**582,3**	**5,1**	**11 361,7**	**580,7**	**5,1**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	206,3	67,0	32,5	210,1	62,1	29,6	96,2	35,1	36,5	90,9	29,2	32,1
Industries agricoles et alimentaires	33,1	3,7	11,0	31,0	2,2	7,0	204,7	46,5	22,7	199,6	37,9	19,0
Industries des biens de consommation	15,5	2,5	15,9	15,6	2,1	13,6	348,0	51,2	14,7	325,0	43,4	13,4
Industrie automobile	0,8	0,3	40,1	0,8	–	–	52,2	5,8	11,0	57,1	6,5	11,3
Industries des biens d'équipement	4,6	1,8	38,3	2,6	0,7	27,4	155,3	26,6	17,1	153,0	26,9	17,6
Industries des biens intermédiaires	8,2	1,2	15,1	9,5	2,1	22,5	375,1	38,5	10,3	366,9	42,4	11,6
Énergie	–	–	–	–	–	–	52,0	13,4	25,8	47,9	14,2	29,7
Construction	28,2	19,8	70,3	26,7	18,8	70,2	108,1	34,5	31,9	117,8	38,0	32,2
Commerce	167,1	22,6	13,6	155,4	25,3	16,3	1 212,2	416,2	34,3	1 224,5	411,1	33,6
Transports	8,8	2,6	29,5	9,8	1,1	11,7	213,9	49,9	23,3	229,3	45,4	19,8
Activités financières	6,2	2,3	36,7	4,3	1,1	26,2	378,0	71,6	18,9	376,7	70,9	18,8
Activités immobilières	9,7	2,5	25,6	12,7	2,9	22,6	157,6	42,7	27,1	168,8	43,2	25,6
Services aux entreprises	67,5	12,0	17,7	64,2	13,8	21,4	1 174,4	301,3	25,7	1 238,9	322,9	26,1
Services aux particuliers	157,1	22,3	14,2	163,0	27,0	16,6	1 130,4	596,3	52,8	1 133,0	583,6	51,5
Éducation, santé, action sociale	128,6	33,2	25,8	125,1	32,3	25,8	2 923,7	916,4	31,3	2 982,1	923,3	31,0
Administration	2,3	0,6	27,7	2,3	0,2	8,4	1 226,5	394,7	32,2	1 292,0	385,8	29,9
Activité indéterminée	0,3	–	–	–	–	–	0,9	0,3	39,7	1,6	0,6	35,4
Total	**844,2**	**194,4**	**23,0**	**833,2**	**191,8**	**23,0**	**9 809,0**	**3 040,9**	**31,0**	**10 005,1**	**3 025,2**	**30,2**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	632,8	89,7	14,2	653,5	91,1	13,9	331,2	54,9	16,6	330,4	49,0	14,8
Industries agricoles et alimentaires	85,2	4,7	5,5	80,1	3,0	3,8	526,9	57,4	10,9	551,5	50,7	9,2
Industries des biens de consommation	59,4	5,2	8,7	52,7	4,6	8,8	717,4	64,3	9,0	685,5	57,4	8,4
Industrie automobile	3,0	0,3	10,6	3,4	–	–	302,4	7,1	2,3	305,7	9,9	3,2
Industries des biens d'équipement	36,6	2,3	6,4	35,5	0,7	2,0	812,0	39,4	4,9	790,0	34,9	4,4
Industries des biens intermédiaires	58,8	2,5	4,2	50,0	4,1	8,2	1 481,0	54,1	3,6	1 468,9	60,9	4,1
Énergie	0,5	–	–	0,5	–	–	239,7	19,5	8,1	227,0	19,3	8,5
Construction	283,4	24,1	8,5	297,6	23,1	7,8	1 166,4	50,0	4,3	1 196,2	59,7	5,0
Commerce	455,0	35,9	7,9	446,2	34,6	7,7	2 606,2	485,2	18,6	2 631,6	481,3	18,3
Transports	61,6	3,4	5,5	62,6	2,4	3,8	1 009,1	83,0	8,2	1 034,9	74,5	7,2
Activités financières	29,6	2,5	8,4	26,2	2,2	8,2	687,8	80,9	11,8	686,6	76,4	11,1
Activités immobilières	32,0	4,1	12,9	39,1	4,8	12,3	288,7	51,0	17,7	295,4	50,8	17,2
Services aux entreprises	232,7	19,1	8,2	226,3	23,5	10,4	2 836,3	386,8	13,6	2 873,1	416,7	14,5
Services aux particuliers	340,8	35,2	10,3	326,7	38,5	11,8	1 674,4	693,3	41,4	1 672,6	664,6	39,7
Éducation, santé, action sociale	266,8	42,6	16,0	269,2	40,0	14,9	3 984,7	1 026,2	25,8	4 060,9	1 040,5	25,6
Administration	4,0	0,6	16,3	5,2	1,1	21,2	2 507,4	470,1	18,7	2 553,1	458,7	18,0
Activité indéterminée	0,3	–	–	–	–	–	4,4	0,3	7,9	3,2	0,6	17,9
Total	**2 582,5**	**272,1**	**10,5**	**2 574,7**	**273,7**	**10,6**	**21 176,0**	**3 623,3**	**17,1**	**21 366,8**	**3 605,9**	**16,9**

TABLEAU C.01-7B

Actifs occupés à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars) *Unité* : Millier

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	2001		2002		2001		2002		2001		2002	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	61,9	3,7	60,3	3,6	105,9	16,9	110,5	17,8	167,8	7,2	170,8	7,4
Aides familiaux	15,8	34,4	21,7	40,0	88,5	40,8	81,2	38,1	104,3	39,6	102,9	38,5
Salariés des services domestiques	12,3	49,3	12,7	57,6	360,5	66,9	350,7	65,7	372,8	66,2	363,4	65,3
Autres salariés du secteur privé	391,6	4,3	387,1	4,3	1 742,2	28,5	1 755,6	28,1	2 133,8	14,0	2 142,7	14,0
Salariés de l'État	36,8	3,7	38,4	3,9	222,3	27,1	211,2	26,5	259,1	14,3	249,6	14,0
Salariés des collectivités locales	73,5	6,9	79,7	7,2	584,0	27,7	562,2	25,9	657,5	20,7	641,9	19,6
Stagiaires et contrats aidés	68,1	38,9	62,8	39,8	132,0	56,7	145,4	55,4	200,0	49,1	208,3	49,5
Total	**660,0**	**5,0**	**662,7**	**5,1**	**3 235,3**	**30,4**	**3 217,0**	**29,7**	**3 895,3**	**16,4**	**3 879,7**	**16,2**

TABLEAU C.01-8

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars)

Unité : Millier

	2000			2001			2002		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge									
Hommes : Moins de 25 ans	119,2	126,5	991,8	134,2	118,0	1 046,9	115,6	105,2	1 049,6
25 à 39 ans	200,7	230,3	4 930,8	199,9	188,4	4 858,3	152,8	177,5	4 789,2
40 ans et plus	76,1	99,2	5 302,7	93,4	88,3	5 461,9	69,9	91,3	5 522,9
Total	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**	**427,5**	**394,8**	**11 367,0**	**338,4**	**374,0**	**11 361,7**
Femmes : Moins de 25 ans	40,0	122,6	737,9	50,1	141,7	765,4	48,5	126,6	762,9
25 à 39 ans	77,7	276,3	4 118,7	81,0	251,1	4 084,6	86,3	242,5	4 114,7
40 ans et plus	36,3	119,7	4 781,9	46,5	141,5	4 959,0	40,6	154,3	5 127,5
Total	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**	**177,7**	**534,3**	**9 809,0**	**175,3**	**523,4**	**10 005,1**
Ensemble : Moins de 25 ans	159,3	249,1	1 729,8	184,3	259,8	1 812,3	164,1	231,8	1 812,5
25 à 39 ans	278,4	506,6	9 049,5	280,9	439,5	8 942,8	239,0	420,1	8 903,9
40 ans et plus	112,4	218,8	10 084,6	139,9	229,8	10 420,9	110,5	245,6	10 650,4
Total	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**	**605,2**	**929,0**	**21 176,0**	**513,6**	**897,4**	**21 366,8**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	23,9	126,4	4 424,8	27,4	112,1	4 558,9	23,3	115,2	4 661,9
Employés	14,0	71,4	1 624,9	14,2	64,4	1 694,4	18,3	67,3	1 713,4
Ouvriers	358,1	258,1	5 092,2	386,0	218,2	5 087,3	296,7	191,5	4 984,6
Militaires du contingent	///	///	83,5	///	///	26,4	///	///	1,8
Total	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**	**427,5**	**394,8**	**11 367,0**	**338,4**	**374,0**	**11 361,7**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	16,4	117,0	3 232,4	16,4	131,7	3 347,9	20,5	124,8	3 490,4
Employés	46,7	281,7	5 169,3	56,8	280,4	5 188,7	67,1	279,0	5 297,3
Ouvriers	90,9	119,9	1 235,2	104,5	122,1	1 271,7	87,6	119,6	1 217,5
Militaires du contingent	///	///	1,7	///	///	0,7	///	///	///
Total	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**	**177,7**	**534,3**	**9 809,0**	**175,3**	**523,4**	**10 005,1**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	40,3	243,4	7 657,2	43,8	243,9	7 906,8	43,8	240,0	8 152,3
Employés	60,8	353,1	6 794,2	70,9	344,8	6 883,1	85,5	346,3	7 010,6
Ouvriers	449,0	378,0	6 327,4	490,5	340,3	6 359,0	384,4	311,1	6 202,0
Militaires du contingent	///	///	85,1	///	///	27,1	///	///	1,8
Total	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**	**605,2**	**929,0**	**21 176,0**	**513,6**	**897,4**	**21 366,8**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 171	5 403	5 875	6 539	7 389
Effectifs salariés (1) en milliers :							
Hommes	207,3	207,4	284,4	302,4	393,8	445,3	386,9
Femmes	84,2	81,8	115,7	126,6	179,1	222,0	220,4
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**400,1**	**429,0**	**572,9**	**667,4**	**607,3**

(1) Comprend le personnel intèrimaire et celui des agences de travail temporaire.

TABLEAU C.01-10

Indicateurs du marché du travail (moyennes annuelles)

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité* : Millier

	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Chômage BIT (1) :						
Hommes	1 342,1	1 488,7	1 403,9	1 329,2	1 141,1	1 048,2
Femmes	1 544,8	1 620,6	1 589,5	1 515,8	1 376,7	1 273,2
Total	**2 886,9**	**3 109,3**	**2 993,4**	**2 845,0**	**2 517,8**	**2 321,4**
Demandes d'emploi en fin de mois (2) :						
Hommes	1 600,6	1 757,8	1 715,6	1 616,6	1 367,1	1 240,7
Femmes	1 650,3	1 753,1	1 751,6	1 673,3	1 466,1	1 315,1
Total	**3 250,9**	**3 510,9**	**3 467,2**	**3 289,9**	**2 833,2**	**2 555,8**
Bénéficiaires des aides :						
Allocation unique dégressive	1 756,9	1 790,0	1 783,3	1 783,1	1 664,1	1 708,9
Allocation d'insertion	19,0	15,0	19,5	23,4	29,9	34,6
Allocation de solidarité spécifique	471,5	497,4	484,0	485,2	450,0	405,2
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 247,4**	**2 302,4**	**2 286,8**	**2 291,7**	**2 144,0**	**2 148,7**
Bénéficiaires des aides :						
Garanties de ressources	6,1	2,2	0,9	0,1	–	–
Allocation spéciale du FNE	164,3	118,6	99,4	81,7	65,7	52,2
Allocation spécifique de conversion	54,3	60,8	46,5	42,0	33,7	24,6
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (3)	14,6	15,0	16,0	14,9	15,9	14,5
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (3)	39,5	39,0	41,2	38,2	40,1	35,3
Chômage partiel indemnisé :						
Effectifs concernés	158,6	118,7	66,9	67,5	22,2	40,6
Journées indemnisables	802,1	613,9	333,3	344,3	123,7	207,7
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	2 513,4	2 716,6	2 962,7	3 156,6	3 028,9
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	4 386,2	4 184,7	4 083,8	3 906,5	4 104,1
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	312,2	251,3	228,3	196,7	204,0
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (4)	...	4 195,2	4 117,0	4 170,5	4 177,6	3 903,9
dont : reprises d'emploi	...	1 380,4	1 330,8	1 268,7	1 233,5	1 048,4
autres motifs de sortie	...	1 926,7	1 961,8	2 069,1	2 170,9	2 175,5

(1) Cette série a été révisée depuis l'année 1990.
(2) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995), cette série a été révisée.
(3) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(4) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-11

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, et de « La Poste », par statut, au 31 décembre 2001 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires		Autres personnels (1)		Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :							
11. Ministères civils :							
Métropole	**1 602 153**	490	**202 820**	12 087	**1 804 973**	244 384	18 111
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 675 485**	2 014	**220 793**	12 401	**1 896 278**	249 792	19 035
12. Ministère de la Défense							
Métropole, DOM-TOM, étranger (2)	**360 784**	317 773	**56 684**	46 104	**417 468**	16 471	273
Tous ministères :							
Métropole	**1 945 488**	301 078	**256 688**	58 027	**2 202 176**	260 830	18 873
Métropole, DOM-TOM, étranger	**2 036 269**	319 787	**277 477**	58 505	**2 313 746**	266 263	19 308
2. Établissements publics nationaux (3) :							
Métropole	**76 237**	85	**254 649**	1 572	**330 886**	88 213	26 788
Métropole, DOM-TOM, étranger	**84 895**	102	**270 460**	1 574	**355 355**	92 562	27 786
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :							
Métropole	**1 247**	–	**144 615**	–	**145 862**	27 049	4 252
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 596**	–	**149 245**	–	**150 841**	27 401	4 320
4. La Poste (4) :							
Métropole	**223 031**	–	**67 007**	–	**290 038**	49 579	7 656
Métropole, DOM-TOM, étranger	**227 239**	–	**68 281**	–	**295 520**	50 346	7 755
Ensemble :							
Métropole	**2 246 003**	301 163	**722 959**	59 599	**2 968 962**	425 671	57 069
DOM-TOM	**80 720**	11 014	**27 313**	480	**108 033**	9 395	1 373
Étranger	**23 276**	7 712	**15 191**	–	**38 467**	1 506	727
Total	**2 349 999**	**319 889**	**765 463**	**60 079**	**3 115 462**	**436 572**	**59 169**

(1) Y compris contrats emploi-solidarité et emplois jeunes (aides éducateurs, adjoints de sécurité, agents de justice).
(2) Chiffres de 1998, légèrement modifiés, ceux de 1999 à 2001 ne sont pas encore disponibles ; en 2000 la Défense a absorbé les Anciens Combattants.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(4) La Poste est le seul « exploitant public » depuis qu'en 1996 France Télécom est devenue une société anonyme ; effectifs 2000.

TABLEAU C.01-12

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1998	1999	2000	*p* 2001	1998	1999	2000	*p* 2001
Éducation nationale : enseignement scolaire	933 956	942 776	951 042	961 293	1 026 683	1 034 844	1 047 267	1 061 300
Éducation nationale : enseignement supérieur	114 242	117 436	119 514	120 489	130 803	133 893	136 143	148 121
Jeunesse et Sports (1)	6 385	6 412	6 484	6 437	7 593	8 262	8 095	7 750
Total	**1 054 583**	**1 066 624**	**1 077 040**	**1 088 219**	**1 165 079**	**1 176 999**	**1 191 505**	**1 217 171**
dont : Enseignements 1er degré (2)	320 862	321 345	325 222	328 225	321 941	322 209	326 175	329 334
Enseignements 2ème degré (2)	543 903	549 947	552 748	556 061	626 405	632 911	639 929	646 984
Enseignements supérieurs (2)	109 261	112 310	114 204	115 029	125 540	128 439	130 462	132 153
Économie, Finances et Industrie	188 878	187 769	186 914	187 505	200 361	199 053	196 940	195 830
dont : Services extérieurs du Trésor	59 467	58 980	59 011	59 047	61 898	60 918	60 892	60 812
Services extérieurs des Impôts	83 924	83 501	82 820	83 171	87 993	87 604	86 088	85 360
Services extérieurs des Douanes	20 073	20 091	19 821	19 730	20 863	21 139	20 637	20 299
INSEE	7 089	7 018	6 948	6 972	7 582	7 528	7 433	7 521
Industrie, commerce	5 415	3 685	3 832	3 937	6 144	4 126	4 284	4 437
Intérieur et DOM-TOM	164 775	164 916	163 264	162 999	178 117	183 696	184 073	183 777
dont : Services des préfectures	29 844	29 630	29 322	29 132	32 774	32 534	32 253	31 150
Police nationale	126 255	126 594	126 202	126 056	135 359	141 155	142 746	143 518
Services divers intérieur	3 631	3 668	2 711	2 662	4 221	4 293	3 358	3 319
DOM-TOM	3 039	3 033	3 052	2 626	3 507	3 504	3 525	3 055
Équipement, Transports, Tourisme	96 847	96 892	96 932	95 907	115 882	115 929	115 536	11 830
dont : Équipement et Logement	85 611	85 514	85 426	84 066	102 530	102 563	101 986	99 123
Transports, Mer	11 222	11 365	11 493	11 841	13 184	13 247	13 437	13 707
Justice	60 615	61 252	62 233	63 084	63 132	63 950	66 146	67 387
dont : Services judiciaires	25 695	25 992	26 483	26 591	26 990	27 264	28 353	28 568
Services pénitentiaires	25 017	25 172	25 335	25 552	25 500	25 712	26 134	26 502
Protection judiciaire de la jeunesse	6 079	6 144	6 399	6 831	6 297	6 502	7 099	7 626
Agriculture	29 087	29 655	29 555	30 126	35 066	35 501	35 302	37 274
dont : Services déconcentrés	13 366	13 523	12 941	13 381	16 156	16 221	15 590	16 964
Enseignement agricole	14 001	14 390	14 829	14 933	16 856	17 224	17 636	18 195
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	22 885	22 940	23 411	23 315	28 575	29 252	29 771	27 032
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 634	11 703	11 917	11 722	15 353	15 648	15 828	13 066
Services déconcentrés Travail-Emploi	8 638	8 649	8 812	8 701	9 842	10 148	10 322	10 045
Affaires étrangères, coopération	9 911	10 267	10 055	10 375	19 159	19 594	19 040	18 281
Culture	12 229	12 212	12 525	12 608	14 425	14 654	14 643	14 618
Recherche (3)	222	20	27	///	9 040	9 062	9 243	///
Anciens combattants (4)	2 059	1 949	///	///	2 390	2 278	///	///
Services du Premier ministre	1 341	1 367	1 321	1 347	2 963	3 007	2 898	3 043
Total ministères civils (5)	**1 643 432**	**1 655 863**	**1 663 277**	**1 675 485**	**1 834 189**	**1 852 975**	**1 865 097**	**1 877 243**
Défense (6)	351 381	351 381	353 393	360 784	409 050	409 050	412 109	417 468
Tous ministères	**1 994 813**	**2 007 244**	**2 016 670**	**2 036 269**	**2 243 239**	**2 262 025**	**2 277 206**	**2 294 711**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) La recherche a été rattachée au ministère Éducation Nationale, Recherche et technologie.
(4) Les Anciens combattants ont été rattachés au ministère de la Défense en 2000.
(5) Le total de l'ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-11, le champ, étant différent , les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.
(6) Résultats provisoires au-delà de 1998.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C (1) et sexe

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	1998	2000	*p* 2001	1998	2000	*p* 2001	1998	2000	*p* 2001
Tous agents	**2 243 239**	**2 277 206**	**2 294 438**	**1 155 888**	**1 163 592**	**1 167 143**	**1 087 351**	**1 113 614**	**1 127 295**
A	886 455	951 289	990 326	431 881	446 308	455 536	454 574	504 981	534 790
B	652 913	619 534	602 959	347 838	338 065	334 537	305 075	281 469	268 422
C	687 559	682 674	678 516	367 408	366 551	365 731	320 151	316 123	312 785
***dont* : Personnels enseignants (2)**	**963 240**	**986 361**	**973 837**	**374 332**	**377 097**	**363 867**	**588 908**	**609 264**	**609 970**
A	705 895	766 022	774 562	305 244	318 217	309 794	400 651	447 805	464 768
B	257 345	220 339	199 275	69 088	58 880	54 073	188 257	161 459	145 202
***dont* : Personnels non enseignants**	**1 279 999**	**1 290 845**	**1 320 601**	**781 556**	**786 495**	**803 276**	**498 443**	**504 350**	**517 325**
A	180 560	185 267	215 764	126 637	128 091	145 742	53 923	57 176	70 022
B	395 568	399 195	403 684	278 750	279 185	280 464	116 818	120 010	123 220
C	687 559	682 674	678 516	367 408	366 551	365 731	320 151	316 123	312 785
***dont* : Titulaires civils**	**1 674 489**	**1 696 450**	**1 716 482**	**724 866**	**727 853**	**733 951**	**949 623**	**968 597**	**982 531**
A	776 909	837 957	871 583	354 937	367 092	374 031	421 972	470 865	497 552
B	373 593	336 108	320 151	123 092	113 420	110 740	250 501	222 688	209 411
C	523 985	522 383	524 748	246 835	247 339	249 180	277 150	275 044	275 568
***dont* : Militaires**	**321 456**	**321 467**	**319 787**	**295 205**	**295 089**	**293 535**	**26 251**	**26 378**	**26 252**
Officiers	43 837	43 786	43 354	41 627	41 579	41 140	2 210	2 207	2 214
Sous-officiers	210 272	210 256	210 257	191 933	191 919	191 920	18 339	18 337	18 337
Hommes du rang	66 214	66 177	66 176	60 512	60 476	60 475	5 702	5 701	5 701

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-14

Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars)

%

	2000			2001			2002			Structure de la population active 2002		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,3	0,5	**0,4**	0,3	1,5	**0,7**	0,1	3,0	**2,0**	3,0	1,7	**2,4**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,0	4,6	**4,2**	3,2	4,1	**3,5**	2,8	4,7	**3,4**	7,3	3,7	**5,6**
Cadres (2) et professions intermédiaires	4,6	5,1	**4,8**	3,5	4,8	**4,1**	4,5	5,1	**4,7**	36,6	32,3	**34,6**
Cadres (2)	3,5	4,1	**3,7**	3,0	3,4	**3,1**	4,0	3,5	**3,8**	16,4	11,0	**13,9**
Professions intermédiaires	5,4	5,6	**5,5**	4,0	5,5	**4,7**	4,9	5,9	**5,4**	20,2	21,3	**20,7**
Employés	10,8	12,9	**12,4**	9,1	11,7	**11,0**	9,8	10,7	**10,5**	13,4	49,2	**29,8**
Employés administratifs y.c. fonction publique	8,8	10,6	**10,1**	8,2	9,8	**9,4**	9,1	9,1	**9,1**	10,0	30,3	**19,3**
Employés du commerce et des services	16,4	16,7	**16,6**	11,7	14,6	**14,1**	12,0	13,2	**13,0**	3,3	18,9	**10,5**
Ouvriers (3)	10,8	18,5	**12,4**	9,4	16,5	**10,9**	10,2	16,0	**11,4**	39,0	12,0	**26,7**
Ouvriers qualifiés	7,4	16,5	**8,5**	6,4	14,0	**7,3**	7,0	13,2	**7,7**	27,3	4,1	**16,7**
Ouvriers non qualifiés	19,0	19,2	**19,1**	16,8	17,6	**17,1**	18,4	17,0	**17,9**	10,3	7,2	**8,9**
Total (4)	**8,5**	**11,9**	**10,0**	**7,1**	**10,7**	**8,8**	**7,9**	**10,1**	**8,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie.
(2) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-15

Évolution de la dépense pour l'emploi

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES) — *Unité* : Million d'euros

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Dépenses passives	**21 480,0**	**22 334,4**	**23 861,2**	**24 501,9**	**24 929,1**	**24 535,7**
Indemnisation du chômage	17 159,5	17 872,7	19 415,3	20 181,1	20 853,4	20 675,2
Incitation au retrait d'activité	4 320,5	4 461,7	4 445,9	4 320,8	4 075,7	3 860,5
Dépenses actives	**22 642,7**	**24 475,1**	**24 360,0**	**24 737,3**	**26 331,7**	**26 423,1**
Formation professionnelle	12 422,0	13 094,5	12 671,5	12 769,7	12 826,7	12 546,7
Promotion de l'emploi et création d'emploi	6 226,1	7 250,1	7 662,7	7 845,9	9 203,3	9 527,7
Exonérations non compensées	1 599,8	1 613,7	1 615,5	1 711,5	1 802,8	1 708,8
Autres	2 394,8	2 516,8	2 410,3	2 410,1	2 498,9	2 639,9
Incitation à l'activité	835,2	881,6	926,5	936,8	968,0	980,5
Maintien de l'emploi	723,5	769,7	584,0	561,5	497,5	498,3
Fonctionnement du marché du travail	836,1	865,5	899,8	911,8	1 033,4	1 161,1
Total de la dépense pour l'emploi	**44 122,7**	**46 809,5**	**48 221,0**	**49 239,1**	**51 260,9**	**50 958,8**
En % du PIB	3,73	3,86	3,85	3,77	3,78	3,60
Réductions dégressives bas salaires (entreprises à 39 h.)	3 150,1	5 778,6	7 122,3	7 207,2	5 989,8	5 274,7 *e*
ARTT (1) (Loi Robien, 11 juin 1996)	///	///	191,5	548,1	638,0	554,1
Loi Aubry 1 (13 juin 1998, 35 h.)	///	///	///	27,2	366,1	2 151,7 *e*
Loi Aubry 2 (19 janvier 2000, ristourne 35 h.)	///	///	///	///	///	3 674,0 *e*
Total de la dépense pour l'emploi + baisses charges bas salaires + ARTT	**47 272,7**	**52 588,1**	**55 534,8**	**57 021,6**	**58 254,8**	**62 613,3 *e***
En % du PIB	4,00	4,34	4,44	4,37	4,30	4,42 *e*

(1) Aménagement de la réduction du temps de travail.

TABLEAU C.01-16

Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1995	1996	1997	1998	1999
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	215 260	219 856	225 906	233 873	245 133
Régions	8 134	8 657	9 087	9 733	10 492
Départements	165 290	160 514 *r*	163 861 *r*	168 488 *r*	171 729 *r*
Établissements publics	41 836	50 685 *r*	52 958 *r*	55 652 *r*	62 912 *r*
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 210 061	1 219 764	1 230 711	1 255 401	1 271 068
Communes	1 002 476	1 008 675	1 014 924	1 032 655	1 045 322
Organismes communaux	98 920	98 451	99 368	100 121	100 716
Organismes intercommunaux	108 665	112 638	116 419	122 625	125 030
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	106 248	108 805	109 246	110 542	110 050
4. Établissements publics administratifs divers (4)	29 795	29 256	28 073	27 963	27 717
dont : office d'HLM	23 678	23 105	22 133	22 061	21 850
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	32 244	32 855	34 668	36 007	36 622
dont : offices publics d'aménagement et de construction	19 740	20 305	21 492	21 737	22 079
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 593 608**	**1 610 536**	**1 628 604**	**1 663 786**	**1 690 590**
***dont* : Métropole**	**1 528 180**	**1 545 265**	**1 562 851**	**1 595 925**	**1 620 832**
Emplois principaux	**1 494 643**	**1 510 006**	**1 525 701**	**1 565 988**	**1 592 226**
Titulaires	**945 635**	**964 576**	**984 298**	**1 011 280**	**1 035 548**
Non titulaires	**440 432**	**442 201**	**442 856**	**441 042**	**440 727**
Assistantes maternelles à domicile	**60 175**	**59 506**	**58 668**	**58 391**	**57 512**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**147 366 (6)**	**144 253**	**140 075**	**130 821**	**122 909**
Contrats « emplois jeunes »	**...**	**–**	**2 707**	**22 252**	**33 894**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 294 162**	**1 309 408**	**1 326 607**	**1 362 225**	**1 389 836**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (7)	**1 531 569**	**1 548 425**	**1 565 863**	**1 599 816**	**1 626 251**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (8)	**1 455 116**	**1 468 876**	**1 484 690**	**1 517 237**	**1 543 918**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Pour l'année 1995, ce chiffre regroupe les contrats « emploi solidarité » et « emplois jeunes ».
(7) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(8) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-17

Population totale et population active (1) en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Ensemble :								
Population totale	**422 222**	99 641	34 055	60 744	71 773	56 855	40 060	59 094
dont : Actifs	**191 362**	///	2 085	44 741	63 198	48 062	27 978	5 298
Taux d'activité	**59,3**	///	1,1	23,4	33,0	25,1	14,6	2,8
Taux de chômage	**34,2**	///	76,3	51,5	35,4	25,4	20,6	10,4
Hommes :								
Population totale	**203 146**	50 679	17 130	29 863	33 772	26 817	19 036	25 849
dont : Actifs	**97 329**	///	1 317	22 511	31 300	24 250	14 872	3 079
Taux d'activité	**63,8**	///	1,4	23,1	32,2	24,9	15,3	3,2
Taux de chômage	**30,7**	///	75,9	48,4	29,7	22,2	20,1	10,5
Femmes :								
Population totale	**219 076**	48 962	16 925	30 881	38 001	30 038	21 024	33 245
dont : Actifs	**94 033**	///	768	22 230	31 898	23 812	13 106	2 219
Taux d'activité	**55,3**	///	0,8	23,6	33,9	25,3	13,9	2,4
Taux de chômage	**37,9**	///	77,1	54,7	40,9	28,6	21,2	10,1
GUYANE								
Ensemble :								
Population totale	**156 790**	53 273	14 587	23 329	25 839	19 465	10 901	9 396
dont : Actifs	**62 634**	///	1 328	15 423	20 677	15 844	7 931	1 431
Taux d'activité	**60,5**	///	2,1	24,6	33,0	25,3	12,7	2,3
Taux de chômage	**30,0**	///	71,6	40,7	28,3	24,7	20,5	12,0
Hommes :								
Population totale	**78 963**	27 122	7 315	11 421	12 664	10 016	5 863	4 562
dont : Actifs	**35 186**	///	695	8 310	11 328	9 064	4 877	912
Taux d'activité	**67,9**	///	2,0	23,6	32,2	25,8	13,9	2,6
Taux de chômage	**25,8**	///	67,5	34,8	23,6	22,0	19,4	12,4
Femmes :								
Population totale	**77 827**	26 151	7 272	11 908	13 175	9 449	5 038	4 834
dont : Actifs	**27 448**	///	633	7 113	9 349	6 780	3 054	519
Taux d'activité	**53,1**	///	2,3	25,9	34,1	24,7	11,1	1,9
Taux de chômage	**35,3**	///	76,1	47,6	33,9	28,4	22,3	11,4
MARTINIQUE								
Ensemble :								
Population totale	**381 325**	83 901	28 769	51 499	64 923	52 131	36 813	63 289
dont : Actifs	**173 950**	///	1 205	36 783	58 285	45 551	26 822	5 304
Taux d'activité	**58,5**	///	0,7	21,1	33,5	26,2	15,4	3,0
Taux de chômage	**32,8**	///	73,4	50,2	35,9	24,8	18,5	9,0
Hommes :								
Population totale	**180 910**	42 278	14 644	24 906	30 244	24 295	17 153	27 390
dont : Actifs	**86 428**	///	779	18 562	28 107	22 318	13 669	2 993
Taux d'activité	**62,3**	///	0,9	21,5	32,5	25,8	15,8	3,5
Taux de chômage	**29,3**	///	71,9	46,5	29,8	22,2	18,5	8,1
Femmes :								
Population totale	**200 415**	41 623	14 125	26 593	34 679	27 836	19 660	35 899
dont : Actifs	**87 522**	///	426	18 221	30 178	23 233	13 153	2 311
Taux d'activité	**55,1**	///	0,5	20,8	34,5	26,5	15,0	2,6
Taux de chômage	**36,2**	///	76,1	53,8	41,5	27,3	18,4	10,2
RÉUNION								
Ensemble :								
Population totale	**706 180**	190 831	64 668	110 071	123 502	89 954	56 463	70 691
dont : Actifs	**298 847**	///	6 435	81 980	101 881	70 282	33 506	4 763
Taux d'activité	**58,0**	///	2,2	27,4	34,1	23,5	11,2	1,6
Taux de chômage	**41,6**	///	79,9	54,0	41,2	32,6	27,4	14,8
Hommes :								
Population totale	**347 076**	96 978	32 719	54 008	60 393	44 455	28 090	30 433
dont : Actifs	**165 098**	///	3 857	43 136	56 059	39 375	19 863	2 808
Taux d'activité	**66,0**	///	2,3	26,1	34,0	23,8	12,0	1,7
Taux de chômage	**38,5**	///	76,6	51,0	37,3	30,6	26,3	14,4
Femmes :								
Population totale	**359 104**	93 853	31 949	56 063	63 109	45 499	28 373	40 258
dont : Actifs	**133 749**	///	2 578	38 844	45 822	30 907	13 643	1 955
Taux d'activité	**50,4**	///	1,9	29,0	34,3	23,1	10,2	1,5
Taux de chômage	**45,4**	///	84,8	57,4	45,9	35,2	29,1	15,4

(1) La population active, au sens du recensement, comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2000.

2 Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle.

3 Les conditions de travail : organisation des horaires, efforts et risques au travail.

4 Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.

5 Nombre de maladies professionnelles reconnues.

6 Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.

7 Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2000.

8 Conflits du travail.

9 Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements, en 1999.

10 Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999.

11 Résultats des élections aux comités d'entreprise.

12 Demandes de licenciement des représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail – France entière.

13 Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

1
○ Présentation

La durée annuelle du travail des salariés à temps complet s'est réduite. Au 31 décembre 2000, 53 % des salariés des entreprises employant au moins 10 personnes sont soumis à une durée collective du travail inférieure à 1 620 heures par an selon l'enquête ACEMO annuelle. Compte tenu du calendrier de la baisse de la durée légale, les grandes entreprises sont à cette date davantage engagées dans un processus de réduction du temps de travail (RTT) que les petites. Dans l'industrie comme dans les services, plus d'un salarié sur deux travaille moins de 1 620 heures, alors que dans la construction, la diffusion de la RTT est plus faible avec moins d'un salarié concerné sur trois.

Fin 2000, 30 % des salariés à temps complet étaient concernés par la pratique d'heures supplémentaires. Dans les entreprises qui en déclarent, la moitié du personnel en effectue.

La durée moyenne du travail pour les cadres au forfait atteint 212 jours, soit 5 jours de moins que le maximum de 217 jours prévu par les textes. Le nombre moyen de jours varie beaucoup selon le secteur d'activité. Il est supérieur à la moyenne dans l'industrie (hormis l'énergie) alors qu'il lui est inférieur dans les services.

Selon l'enquête « Conditions de travail » en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités.

L'utilisation de l'ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) est en forte augmentation depuis les années 1990. Ce chiffre global reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail. Il est lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise autour de 45 pour 1 000 salariés.

En 2000, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression de l'audience syndicale, principalement pour la CFDT dont les suffrages obtenus progressent de + 1,2 point, mais également, dans une moindre mesure, pour la CGT et la CFTC. La CGT-FO et la CFE-CGC maintiennent leur niveau. Les listes « autres syndicats » sont en légère progression et les listes de « non syndiqués » perdent 2,2 points. Une présence syndicale accrue, favorisée par la négociation des 35 heures, a sans doute encouragé la constitution de listes syndicales dans les établissements qui en étaient dépourvus et par là même, l'audience électorale des syndicats.

Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquette, il est donc nécessaire de cumuler les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques.

En 1999, 36 % des établissements d'au moins 10 salariés et 80 % de ceux d'au moins 50 salariés disposent de délégués du personnel (DP). La présence des délégués du personnel est moins souvent signalée que celle d'un CE[1]. Globalement, 70 % des salariés côtoient un délégué du personnel.

Les délégués syndicaux sont présents dans deux tiers des établissements de 50 salariés ou plus, et ils le sont presque toujours au dessus de 500 salariés. Mais ils sont peu implantés dans les établissements de moins de 50 salariés, dont ils ne couvrent que 10 % (là encore, surtout des établissements appartenant à de plus grandes entreprises).

En 2000, les demandes de licenciement de représentants du personnel présentées aux inspecteurs du travail par les employeurs diminuent légèrement par rapport à 1999 (- 4 %). Cependant, leur nombre reste à un niveau élevé : malgré la poursuite de la reprise économique, il se situe au dessus de 14 000, et représente une proportion croissante de l'ensemble des licenciements.

Comme les années précédentes, les inspecteurs du travail ont autorisé un peu plus de huit licenciements sur dix demandes présentées par les employeurs. Lorsqu'elle a été saisie d'un recours hiérarchique, la Ministre a confirmé 72 % des décisions prises par les inspecteurs. C'est le plus bas niveau de confirmation depuis dix ans.

2
○ Méthodologie

La durée annuelle dans l'enquête ACEMO de 2000

Les chiffres présentés proviennent de l'enquête ACEMO (Activités et Conditions d'emploi de la main d'œuvre) annuelle de la DARES de 2000. Menée depuis 1998, cette enquête comprend un ensemble de questions sur la durée du travail, auquel s'ajoutent un volet de questions sur les effectifs et un autre sur les rémunérations.

Une première partie du volet « durée » du questionnaire porte sur la situation de l'établissement par rapport à une réduction collective du temps de travail.

La seconde partie de ce volet cherche à estimer une durée annuelle offerte (ou durée collective) pour les salariés à temps complet, à partir de l'organisation du temps de travail telle qu'elle s'applique au 31 décembre, en distinguant trois grandes catégories de salariés à temps complet en fonction de leur organisation du travail :

– les salariés dont la durée de travail est organisée sur la semaine ;
– les salariés dont la durée de travail est annualisée ;
– les salariés au forfait en jours.

Une autre question cerne le volume d'heures supplémentaires de l'année avec les effectifs concernés.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les deux tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

– les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail ;
– les accidents de salariés des DOM-TOM ;
– les accidents couverts par des régimes spéciaux ;
– les accidents de titulaires de l'État ;
– les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

À partir de 2000, les résultats sont publiés dans la nouvelle nomenclature des comités techniques nationaux arrêtée le 22 décembre 2000, qui a réduit leur nombre de 15 à 9.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des ministères des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, de l'Équipement, des Transports, du logement, du Tourisme et de la Mer, et celui de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

---

[1] On a regroupé dans l'analyse les délégations uniques avec à la fois les DP et les CE. On a considéré qu'un établissement était couvert par un DP si un DP y était effectivement présent, ou si l'établissement ressortissait d'une DU (implantée dans l'établissement ou dans un autre établissement de l'entreprise).

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.
Le champ de la statistique du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM-TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF, l'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer ; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.
Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées par la Direction générale de la fonction publique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer ainsi qu'au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.
La mise en place progressive d'une nouvelle chaîne informatique entre 1996 et 1998 a provoqué un changement dans le traitement de l'information. Les sections ont été chargées d'enregistrer les élections qui leurs sont parvenues. Le remplissage des fiches de codification à partir des procès-verbaux et la saisie des résultats sont désormais confiées à une entreprise de service. La modification des procédures de remontée de l'information en modifie le contenu. L'effet qui en résulte est difficile à isoler des autres facteurs intervenant sur le champ de l'enquête.
La loi du 20 décembre 1993 ouvre aux entreprises de moins de 200 salariés la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998 est la quatrième depuis 1978 ; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.
Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.
Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.
Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant « Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.
Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Maladies professionnelles reconnues

Ces statistiques comptabilisent les maladies, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire et entraînant des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.).
Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF- GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble. Le détail figure dans le tableau sur le cédérom.
Pour les statistiques de la CNAMTS, l'année de prise en compte est celle de la date de la première constatation de la maladie. Pour celle de la MSA c'est celle de la date du premier versement d'indemnisation.
Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance du régime général (CNAMTS), le T46 réglemente celle des salariés agricoles (MSA) (cf. tableau du cédérom).

Enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel

– L'enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel a été réalisée en 1999 auprès d'un échantillon de 11 000 établissements et 900 entreprises de 10 salariés ou plus appartenant au champ de l'enquête ACEMO (activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre). L'échantillon est représentatif de l'ensemble des activités économiques à l'exclusion principalement de l'agriculture, des administrations et d'une grande partie des services du secteur sanitaire et social. Tous les établissements ou entreprises de plus de 100 salariés sont interrogés, ceux compris entre 50 et 99 salariés le sont par sondage au ½ et ceux entre 10 et 49 salariés par sondage au 1/8ième. Les entreprises pour lesquelles un seul envoi de questionnaires est effectué au siège, ont pour consigne de retourner autant de questionnaires qu'il y a de comités d'établissement dans l'entreprise.
– Le questionnaire s'intéresse à la présence des institutions représentatives dans les établissements. L'unité de réponse choisie est le comité d'entreprise et la délégation unique du

personnel, ceci afin de cadrer l'enquête avec les résultats statistiques issus de l'exploitation des procès-verbaux d'élection. La Délégation unique du personnel, qui peut être mise en place dans les entreprises de moins de 200 salariés, reçoit les attributions des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise. Aussi, elle sera prise en compte dans les résultats ici présentés aussi bien au titre des CE qu'à celui des DP.

– La période concernée par l'enquête s'étend de mars 1997 à mars 1999 afin de couvrir tous les comités d'entreprise. Les représentants aux CE et les DP sont en effet élus pour deux ans.

– Les résultats rassemblés dans ce document se présentent comme des taux de couverture des établissements par l'une et l'autre de ces institutions. Nous avons fait l'hypothèse que tous les établissements d'une entreprise étaient couverts par un CE chaque fois qu'un établissement de cette entreprise était couvert par un CE. Nous avons fait la même hypothèse pour les DS et les CHSCT. En revanche, nous n'avons pas appliqué cette hypothèse forte pour les DP. Leurs attributions s'exercent en effet au niveau local et leur présence dans un établissement n'implique pas qu'ils soient compétents pour un autre établissement de la même entreprise.

– Le redressement de l'échantillon a été effectué à l'aide de la méthode du calage sur les marges des variables taille (en 5 tranches) et activité (en 36 secteurs). La taille retenue est celle de l'établissement telle qu'elle est renseignée dans la base de sondage, et non la taille du comité d'entreprise qui était demandée à l'enquête. Les résultats publiés dans ce document ne dénombrent pas des institutions de représentation du personnel mais des établissements couverts par l'une ou (et) l'autre de ces institutions.

Représentants du personnel

Le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3 ○ Définitions

Comités d'entreprise

Par comité d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé [1]. Dans les entreprises employant moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises de 50 salariés ou plus qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise, sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans. Leur nombre augmente avec la taille de l'établissement. En revanche, les membres des comités centraux sont désignés par les comités d'établissement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels. Les collèges légaux sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise. Dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Le comité d'entreprise est chargé de l'animation des activités culturelles et sociales. Il est de plus consulté pour toutes questions de portée collective intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé ; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a donné aux entreprises de moins de 200 salariés la faculté de mettre en place une "délégation unique du personnel" qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans des entreprises où il n'existait pas auparavant de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise.

Délégués du personnel

Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire un ou plusieurs délégués du personnel, à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de un an à deux ans, s'alignant ainsi sur les comités d'entreprise. Les règles d'élections des délégués du personnel sont les mêmes que celles des élections des représentants aux comités d'entreprise.

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Porte-parole des salariés auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail, leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail. Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise.

Les délégués syndicaux

Chaque organisation syndicale représentative qui, dans une entreprise d'au moins de 50 salariés, constitue une section syndicale peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux, leur nombre augmentant avec la taille de l'entreprise. Les délégués syndicaux sont les interlocuteurs nécessaires et obligatoires de l'employeur dans les négociations de la convention ou des accords d'entreprise.

---

[1] La Fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

Organismes :

– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES) ;
– Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ;
– Mutualité sociale agricole (MSA) ;
– INSEE – division « Emploi ».

Publications du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité :

Bulletin mensuel des statistiques du travail.
Dossiers statistiques.
Premières informations et premières synthèses, DARES.
Travail et emploi, n° 92, octobre 2002.
« L'effet des 35 heures sur la durée du travail des salariés à temps partiel » *Document d'études* n° 61, septembre 2002.
Bilans et rapports :
« La Négociation collective en 2001 », juin 2002.

Publications de l'INSEE :

« Enquête sur l'emploi », INSEE-Résultats ;
« Tableaux de l'enquête emploi 2002 », cédérom ;
« Enquête emploi 2002 - fichier détail », cédérom.
Données sociales, Édition 2002.
France Portrait social, Édition 2002-2003.
« La durée du travail entre 1995 et 2000 », *Insee Première,* à paraître.
« L'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'économie française - Un bouclage macroéconomique », *Document de travail*, G 2002/06, Cédric AUDENIS, Julien DEROYON, Nathalie FOURCADE.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2000

Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MASTS) — *Unité* : Heure

Secteur	Code NES 16 et 36	Durée annuelle du travail des salariés à temps complet	% des salariés ayant fait des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant	Volume annuel moyen d'heures supplémentaires par salarié en ayant effectué	% des cadres au forfait en jours dans les entreprises où il y a des cadres
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB-B0	1 631	54	47	25
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 641	47	39	17
Habillement, cuir	C1	1 640	50	38	11
Édition, imprimerie, reproduction	C2	1 641	44	49	14
Pharmacie, parfumerie, et entretien	C3	1 631	28	32	23
Industries des équipements du foyer	C4	1 646	54	38	19
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED-D0	1 646	53	46	21
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 662	47	54	27
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	E1	1 646	48	54	24
Industries des équipements mécaniques	E2	1 669	50	57	27
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	1 651	39	47	29
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 648	54	45	24
Industries des produits minéraux	F1	1 643	55	40	24
Industrie textile	F2	1 651	59	57	25
Industries du bois et du papier	F3	1 652	55	47	21
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	1 635	51	43	27
Métallurgie et transformation des métaux	F5	1 655	55	49	22
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	1 655	43	31	24
ÉNERGIE	EG	1 588	45	46	19
Production de combustibles et de carburants	G1	1 597	40	41	29
Eau, gaz, électricité	G2	1 580	50	50	9
CONSTRUCTION	EH-H0	1 686	68	60	16
COMMERCE	EJ	1 680	51	47	15
Commerce et réparation automobile	J1	1 727	50	52	11
Commerce de gros	J2	1 664	43	54	20
Commerce de détail et réparation	J3	1 696	63	36	10
TRANSPORTS	EK-K0	1 683	65	103	15
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL-L0	1 622	27	26	33
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM-M0	1 640	35	36	13
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 649	44	50	17
Postes et télécommunications	N1	1 649	47	58	33
Conseils et assistance	N2	1 649	28	43	18
Services opérationnels	N3	1 652	60	57	15
Recherche et développement	N4	1 606	24	36	28
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 664	47	63	11
Hôtels et restaurants	P1	1 678	47	57	13
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	1 644	44	70	11
Services personnels et domestiques	P3	1 699	62	54	10
ÉDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	EQ	1 618	39	52	7
Éducation	Q1	1 586	28	46	10
Santé, action sociale	Q2	1 636	45	55	5
ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ET EXTRA-TERRITORIALES	ER-R2	1 666	46	35	7
TOUS SECTEURS		**1 648**	**50**	**56**	**20**

TABLEAU C.02-2

Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de mars) (1) %

Catégorie socioprofessionnelle	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Aucun samedi travaillé	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Aucun dimanche travaillé
Cadres									
2002	54,6	0,7	44,7	12,6	35,1	52,3	5,2	27,2	67,6
2001	53,7	0,7	45,6	11,2	36,1	52,7	4,5	28,6	66,9
2000	54,0	0,6	45,4	12,4	37,4	50,2	4,4	29,8	65,8
1990	47,2	0,7	52,1	14,5	33,6	51,9	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires									
2002	63,4	7,1	29,5	19,5	28,2	52,3	6,7	21,2	72,1
2001	62,4	7,2	30,4	18,6	29,0	52,4	6,1	21,5	72,5
2000	62,1	7,2	30,7	18,5	30,5	51,0	5,9	22,7	71,4
1990	60,2	6,5	33,3	21,7	28,8	49,5	4,7	17,3	78,0
Employés									
2002	65,1	7,3	27,6	30,5	20,1	49,4	10,4	17,0	72,6
2001	64,9	7,4	27,7	30,0	21,4	48,6	9,8	17,9	72,3
2000	66,0	7,5	26,5	29,9	21,9	48,2	9,3	18,3	72,4
1990	68,0	6,8	25,2	30,9	22,0	47,1	8,5	16,9	74,7
Ouvriers									
2002	63,8	19,3	16,9	15,6	24,1	60,3	6,0	10,7	83,3
2001	64,4	19,0	16,6	15,2	24,9	59,9	5,6	11,2	83,2
2000	64,2	18,9	16,9	15,5	26,2	58,3	5,6	11,8	82,6
1990	68,2	15,0	16,8	14,1	29,7	56,2	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés									
2002	**62,7**	**9,8**	**27,5**	**20,9**	**25,4**	**53,7**	**7,5**	**17,7**	**74,8**
2001	**62,6**	**9,9**	**27,5**	**20,2**	**26,3**	**53,5**	**6,9**	**18,3**	**74,8**
2000	**62,8**	**10,0**	**27,2**	**20,4**	**27,3**	**52,3**	**6,7**	**18,9**	**74,4**
1990	**64,0**	**8,8**	**27,2**	**21,3**	**27,4**	**51,3**	**5,5**	**15,4**	**79,1**

(1) En 1990, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.

TABLEAU C.02-3

Les conditions de travail : organisation des horaires, efforts et risques au travail

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

Proportion de salariés déclarant	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers			Ensemble		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les horaires de travail															
Alternants : 2 x 8	–	–	–	3	4	3	3	4	4	9	10	11	5	6	5
Alternants : 3 x 8	–	–	–	2	3	3	2	2	2	5	5	7	3	3	4
Semaines variables	11	14	10	12	16	14	14	18	18	10	12	12	12	15	14
Pas de repos de 48 heures	19	20	14	22	22	19	23	27	28	12	16	17	19	21	21
Journées de plus de 10 heures	33	39	39	18	21	23	17	17	19	15	17	17	18	20	22
Travail de nuit	16	10	9	12	12	14	10	10	12	15	15	19	12	12	14
Travail du dimanche	24	24	30	19	21	26	22	25	29	14	16	18	18	21	25
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76	49	53	54
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57	16	29	37
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45	17	28	35
Porter des charges lourdes	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61	22	31	38
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59	...	...	34
Effectuer d'autres efforts physiques importants	3	4	5	6	11	15	6	14	21	21	35	44	11	19	24
Subir des secousses ou vibrations	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31	8	11	13
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32	15	21	20
Respirer des poussières	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65	27	35	36
Respirer des produits toxiques ou dangereux	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34	13	16	18
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37	14	19	22
Être en contact des produits explosifs	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12	4	5	8
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46	14	19	23
Risquer une chute grave	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45	14	21	25
Risquer d'être électrocuté	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27	9	14	15
Risquer d'être brûlé	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33	11	15	18
Risquer des blessures sur machine	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45	15	17	19
Risquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62	...	28	30
Risquer des accidents de la circulation	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37	17	25	29
Risquer des irradiations	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3	...	3	3
Être exposé à des risques infectieux.	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23	14	19	27
Les nuisances sonores															
Subir des pointes de bruits très forts ou très aigus	12	17	14	22	29	27	13	20	20	41	51	52	25	32	31
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36	16	19	18

TABLEAU C.02-4

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES (enquêtes sur les conditions de travail) %

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	•	47	–	•	36	–	•	10	–	•	5	–	•	32	–	•
Minitel	44	56	•	32	44	•	25	34	•	4	7	•	1	2	•	21	30	•
Vidéo	17	24	•	13	20	•	3	7	•	2	4	•	1	2	•	7	11	•
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	•	–	11	•	–	4	•	–	10	•	–	5	•	–	8	•
Instruments médicaux	–	2	•	–	3	•	–	1	•	–	–	•	–	–	•	–	1	•
Autres outils	–	4	•	–	3	•	–	2	•	–	2	•	–	1	•	–	2	•
Appareil à télécopie (fax)	–	68	•	–	48	•	–	34	•	–	10	•	–	4	•	–	34	•

TABLEAU C.02-5

Nombres de maladies professionnelles reconnues

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1995		1997		1998		1999		*p* 2000	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Affections provoquées par le bruit	760	721	759	728	677	664	635	619	588	578
Affections périarticulaires	7 401	7 266	11 264	11 053	13 388	13 107	16 753	16 418	19 606	19 227
Silicoses	233	225	261	209	230	185	278	223	311	258
Ciment	327	321	235	229	232	227	241	241	264	263
Amiante	1 056	1 033	1 764	1 556	1 941	1 660	2 653	2 335	3 130	3 018
Hépatites virales	62	60	67	64	43	41	53	50	53	53
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	522	519	504	495	467	464	506	501	535	528
Bois	103	97	118	116	114	110	116	114	138	131
Affections respiratoires de mécanisme allergique	347	333	361	350	362	352	375	360	444	429
Vibrations et chocs d'outils	165	156	189	183	174	162	197	192	202	192
Brucelloses	34	34	22	20	12	12	13	13	2	2
Dermatoses dues aux lubrifiants	131	128	122	120	137	134	141	141	147	147
Isocyanates organiques	90	86	85	85	102	100	123	122	131	130
Amines aromatiques	74	73	70	68	22	22	12	12	12	12
Acides chromiques, chromates	52	49	44	43	25	24	27	27	43	42
Dérivés halogénés de l'éthylène	34	33	37	37	27	27	24	24	43	42
Benzolisme	19	19	25	25	29	26	26	24	25	23
Aldéhyde formique et polymères	36	36	43	41	30	28	30	30	38	38
Sidérose (oxyde de fer)	37	32	20	18	21	15	33	27	24	22
Résines époxydiques	98	98	87	87	87	87	87	85	95	93
Amines aliphatiques et alicycliques	28	28	27	27	19	19	33	32	34	34
Maladies infectieuses en milieu hospitalier	15	15	13	13	17	17	67	66	48	47
Kératoconjonctivites virales	13	13	2	2	1	1	1	1	6	6
Affections consécutives aux vibrations	...	...	...	...	21	20	485	463	422	414
Affections consécutives à la manipulation de charges lourdes	...	...	...	...	109	105	1 727	1 581	2 137	2 027
Total des maladies listées	**11 637**	**11 375**	**16 119**	**15 569**	**18 287**	**17 609**	**24 636**	**23 701**	**28 478**	**27 756**
Total des maladies	**11 908**	**11 642**	**16 729**	**16 164**	**19 190**	**18 449**	**25 784**	**24 768**	**29 744**	**28 949**

TABLEAU C.02-6

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts (1)

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés :							
CNAMTS	53	46	45	44	45	44 ■	44
Régime agricole	39	33	32	30	32	31	...
Nombre de morts :							
CNAMTS	1 213	712	773	690	683	717 ■	730
Régime agricole	72	93	106	85	81	60	...
Total	**1 285**	**805**	**879**	**775**	**764**	**777**	///

(1) Champ : total des 15 Comités techniques nationaux jusqu'en 1999. Pour l'année 2000, c'est le total des 9 Comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2000

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (1)	Taux de (2) Fréquence	Taux de (2) Gravité
Bâtiment, travaux publics (3)	58	2,86
Bois, ameublement, papier-carton, textiles, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	34	1,33
Alimentation	33	1,22
Transports, eau, gaz, électricité, livre, communication	28	1,27
Métallurgie	27	0,96
Activités services et travail temporaire	27	1,11
Chimie, caoutchouc, plasturgie	22	0,82
Ensemble du régime général	**25**	**0,98**

(1) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(2) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 ; Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail, et de la Solidarité (DARES) et Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de l'Aménagement du territoire (DGAFP)

	Unité	1997	1998	1999	2000	2001
Ensemble des activités économiques (1) (à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques)						
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	1 607	1 475	2 319	3 142	2 131
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	145,94	121,28	178,90	222,24	176,75
Journées individuelles non travaillées	Millier	393,38	345,58	568,14	807,76	703,59
Conflits généralisés						
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	9,31	1,26	1,25	2,10	–
Journées individuelles non travaillées	Millier	61,72	7,60	5,43	...	–
Ensemble des conflits (1)						
Fonction publique (2) :						
Journées individuelles non travaillées	Millier	382,92	683,58	751,87	1 650,34	1 115,33
Entreprises privées et publiques nationalisées (3) :						
Journées individuelles non travaillées	Millier	455,10	353,18	573,56	809,86	703,59
Secteur privé et nationalisé par rapport au total des JINT	%	54	34	43	33	39

(1) France entière pour l'ensemble des activités économiques, métropole uniquement pour l'ensemble des conflits.
(2) Il s'agit des journées individuelles non travaillées dans la Fonction publique d'État, y compris France-Télécom et la Poste, sauf pour 1998 et 1999, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1997 ne comprennent donc pas la grève des internes, ceux de 1999 la grève des médecins hospitaliers d'urgence).
(3) Y compris la SNCF, Air-France et Air-France Europe (ex. : Air-Inter).

TABLEAU C.02-9

Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT (1) ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements (2), en 1999

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

Type de l'institution	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 250 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et plus	Toutes tailles	10 à 49 salariés	50 salariés et plus
Etablissements									
Couverture CE - DU (3)	7,8	24,5	82,7	92,6	96,2	98,1	27,1	14,5	88,1
Présence DP - DU	14,7	48,3	73,8	83,4	91,6	94,8	36,4	27,9	79,8
Couverture DS	5,6	18,0	55,1	74,0	89,1	95,5	20,2	10,5	67,0
Couverture CHSCT	6,2	16,9	71,8	88,8	95,2	96,4	22,6	10,5	81,1
Aucune institution	81,2	44,1	10,2	3,3	1,7	0,5	56,2	66,4	6,6
Salariés									
Couverture CE - DU	25,3	33,4	87,5	93,4	97,0	98,7	71,9	30,1	95,0
Présence DP - DU	20,6	53,4	76,1	84,4	91,8	96,8	70,4	39,7	88,6
Couverture DS	23,5	23,1	60,9	76,4	90,2	97,8	62,5	23,3	84,2
Couverture CHSCT	23,2	22,8	77,7	90,5	96,1	97,8	67,3	23,0	91,8
Aucune institution	63,5	37,5	7,2	2,6	1,6	0,1	18,7	48,2	2,3

(1) CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Établissements de 10 salariés et plus.
(3) DU : délégation unique.

TABLEAU C.02-10

Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999 (1) (2)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

	CFDT	CGC	CFTC	CGT	CGT-FO	Autres syndicats	Non syndiqués	Au moins un syndicat	Pas (3) d'IRP
Établissements									
Élus aux CE	12,5	7,0	6,1	12,9	9,8	2,7	14,8	18,9	72,9
Moins de 50 salariés	6,7	3,4	3,3	6,8	5,2	1,2	7,8	10,0	85,5
Plus de 50 salariés	40,5	24,3	19,2	42,1	32,0	10,2	48,3	61,8	11,9
Élus DP	7,4	2,8	2,2	6,6	4,6	1,4	24,6	15,9	63,6
Moins de 50 salariés	3,8	0,7	1,0	2,7	1,8	0,6	21,2	8,5	72,1
Plus de 50 salariés	25,4	13,4	8,0	26,3	18,8	5,5	41,6	30,6	20,2
DS	13,7	7,8	7,9	14,0	11,6	3,3	–	20,2	79,8
Moins de 50 salariés	7,1	3,7	4,1	7,2	5,7	1,4	–	10,5	89,5
Plus de 50 salariés	45,6	27,2	26,4	46,7	39,7	12,2	–	66,9	33,0
Salariés									
Élus aux CE	46,2	34,3	22,6	42,4	35,1	14,9	27,9	59,3	28,1
Moins de 50 salariés	17,6	10,3	6,4	11,4	9,2	1,4	18,2	22,1	69,9
Plus de 50 salariés	61,9	47,5	31,6	59,5	49,4	22,4	33,3	79,9	5,0
Élus DP	35,0	22,9	13,0	31,9	24,7	10,5	29,5	52,7	29,6
Moins de 50 salariés	9,0	2,4	2,7	5,6	4,3	0,8	27,7	15,5	60,3
Plus de 50 salariés	50,5	35,1	19,2	47,6	36,9	16,3	30,6	74,8	11,4
DS	49,3	35,3	29,6	45,5	41,8	16,3	–	61,4	37,5
Moins de 50 salariés	18,2	7,0	5,9	12,4	10,3	2,9	–	23,3	76,7
Plus de 50 salariés	66,5	50,9	42,7	63,8	59,2	23,6	–	82,4	15,8

(1) Établissements de 10 salariés et plus.
(2) L'écart des résultats entre les taux d'établissements couverts par les DP et les taux des établissements couverts par l'une des deux autres IRP s'expliquent par les hypothèses retenues (cf méthodologie paragraphe 5).
(3) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Unité : % des suffrages exprimés

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF
Ensemble des salariés :						
CGT	19,7	23,6	20,4	24,3	21,5	24,4
CFDT	20,5	21,5	20,8	21,7	22,9	22,9
CFTC	5,1	4,5	5,1	4,9	5,8	5,3
FO	12,3	12,1	12,1	12,1	12,2	12,4
CGC	6,4	5,8	6,4	5,8	6,3	5,7
Autres syndicats	6,2	7,3	5,9	7,0	5,6	7,4
Non syndiqués	29,9	25,1	29,3	24,1	25,8	21,9
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :						
CGT	24,1	28,7	24,7	29,3	26,1	29,7
CFDT	20,8	21,8	21,5	21,9	23,5	23,1
CFTC	5,1	4,4	5,3	4,7	5,9	5,1
FO	13,3	13,0	13,0	13,1	13,3	13,4
CGC	1,1	0,9	1,2	1,1	1,3	0,7
Autres syndicats	5,4	6,3	5,0	6,0	4,7	6,6
Non syndiqués	30,3	25,0	29,3	23,9	25,2	21,3
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :						
CGT	10,4	12,8	11,1	13,2	11,6	13,1
CFDT	20,0	21,0	19,5	21,5	21,7	22,4
CFTC	5,0	4,6	4,8	5,2	5,4	5,7
FO	10,3	10,2 *r*	10,2	9,9	9,8	10,4
CGC	17,6	16,4	17,5	16,3	17,1	16,4
Autres syndicats	7,8	9,7	7,7	9,1	7,3	9,0
Non syndiqués	28,9	25,4	29,2	24,7	27,1	23,0

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-12

Demandes de licenciement des représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	8 490	10 283	10 693	4 190	4 982	3 976	12 680	15 265	14 669
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	− 32	+ 21 *r*	+ 4	+ 20	+ 19	− 20	− 20	+ 20	− 4
Nombre d'autorisations par les inspecteurs du travail	7 492	9 092	9 832	3 461	4 256	3 020	10 953	13 348	12 852
Autorisations par rapport aux demandes (en %)	88	88	92	83	85	76	86	87	88

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).

TABLEAU C.02-13

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES/DRT)

	Tous motifs				
	1996	1997	1998	1999	2000
Nombres de décisions prises (1)	738	878	863	784	842
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	4	19	− 2	− 10 *r*	+ 7

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

Chapitre C.03

Revenus et Salaires

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence, en 1999.

2 Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires en 2000.

3 Salaires nets annuels moyens en 2000.

4 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, dans les entreprises privées et semi-publiques et des services de santé.

5 Prélèvements sociaux sur les salaires.

6 Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).

7 Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.

8 Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2000.

9 Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2000.

10 Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2001 – France entière.

11 Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2001.

12 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.

13 Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.

14 Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.

15 Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne en 1996.

16 Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 14 pays européens en 1996.

1
○ Présentation

En 2000, le salaire brut moyen pour les emplois à temps complet du secteur privé et semi-public s'établit à 2 110 euros par mois, en progression de 2,3 % par rapport à 1999 et de 0,6 % en euros constants, compte tenu de la hausse des prix à la consommation de 1,7 % en moyenne annuelle.
Le poids des prélèvements à la source sur les salaires s'est accru (+ 0,1 %) sous l'effet de la hausse des cotisations aux caisses de retraite complémentaire. Le salaire net de tous prélèvements progresse de 0,5 % en pouvoir d'achat et s'établit à 1 700 euros par mois.
En raison de la poursuite de la mise en place des lois Aubry sur la réduction du temps de travail, les salaires horaires ont augmenté davantage que les salaires mensuels : 2,9 % en euros constants pour les salariés à temps complet et 3,7 % pour ceux à temps non complet. Par ailleurs, dans le secteur privé et semi-public (incluant les apprentis et stagiaires), une femme salariée à temps complet perçoit une rémunération nette inférieure de 18,4 % à celle d'un salarié. Cet écart, comparable à celui observé en 1999, tend à se réduire sur longue période avec l'élévation progressive du niveau de qualification des femmes.
En 2000, le rapport interdécile (rapport entre le 9ème et le 1er décile) reste stable (autour de 3). En rémunération nette, 10 % des salariés à temps complet gagnent moins de 950 euros par mois, tandis que 10 % gagnent plus de 2 860 euros.
Les 1,8 million d'agents titulaires et non titulaires des services civils de l'État travaillant en métropole percevaient en 2000 un salaire moyen brut annuel de 2 312 euros par mois. Cette évolution est la traduction à la fois de la revalorisation générale du point d'indice intervenue en décembre 2000, (+ 0,5 % de la valeur du point) et aussi de l'effet report en année pleine des mesures prises en 1999. Le salaire net de prélèvements a augmenté de la même façon que le salaire brut (+ 1,9 % en euros courants). La variation du salaire moyen résulte, d'une part, des revalorisations des salaires attachés aux postes de travail et, d'autre part, des modifications de la structure des qualifications.
En 2000, la proportion des corps les plus qualifiés, comme des grades et des échelons les plus élevés, s'est accrue. Les agents de catégorie A représentent 50 % de l'ensemble des titulaires, contre 48,4 % en 1999. Parallèlement, le nombre d'agents de catégorie B a diminué, en raison essentiellement de transferts d'emplois entre la catégorie B et la catégorie A.
Comme dans le secteur privé, les salariées de la Fonction publique d'État ont une rémunération moyenne inférieure à celle de leurs collègues masculins (écart de 14,2 %).
Le SMIC horaire a été relevé de 4,05 % le 1er juillet 2001, cette revalorisation inclut, en plus des règles légales, un « coup de pouce » de 0,29 point. En 2001, l'évolution en euros constants du SMIC brut est de 1,9 % et de 2,1 % pour le SMIC net de prélèvements.

2
○ Méthodologie

Le revenu des ménages

Le revenu des ménages porte sur l'ensemble des catégories de revenus compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.
Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.
Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée en 1999 et non plus du panel européen des ménages.
Les rubriques « impôts » et « revenu disponible après impôt » ont été introduites. C'est sur ce revenu disponible que sont calculées les différentes composantes du revenu (et non plus avant impôt comme précédemment). Les revenus salariaux comprennent les indemnités journalières de maladie et de chômage. Les revenus d'indépendants sont nets de déficits. Les pensions-retraites comprennent outre les retraites, les pensions alimentaires reçues et les rentes viagères. Les autres revenus sociaux comprennent les prestations familiales, les aides au logement, les minima sociaux. Les autres revenus sont les revenus du patrimoine déclarés (revenus mobiliers et fonciers, revenus perçus à l'étranger). Les impôts comprennent l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la CRDS, la CSG non déductible. La CSG déductible ne figure pas ici car elle est déjà déduite des revenus primaires correspondants (revenus d'activité et de remplacement).

Les salaires et les gains

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs aux administrations fiscale, sociale et à l'INSEE. Le champ de l'exploitation des DADS couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, sauf ceux de l'agriculture et de la sylviculture, les agents des organismes de l'État titulaires ou non, les services domestiques et les activités extra-territoriales. Symétriquement les salariés des établissements publics ainsi que ceux des industries ou services agricoles sont inclus dans l'exploitation, même s'ils relèvent du régime social agricole. Le champ des déclarations annuelles de données sociales recouvre donc l'essentiel des secteurs privé et semi-public. Il représente près de 75 % des emplois salariés (80 % si on compte les collectivités territoriales). Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administrations publiques et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés selon deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers est présentée par activité économique et par qualification.
L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail.
L'enquête sur les gains des salariés fait suite depuis fin 1988 à la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.
L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés ; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.
L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.
Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes

aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.
Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les données collectées et présentées ici concernant le salaire de base, excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique de l'État

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités. Celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire majorée de la fonction publique va d'un minimum (253 en début d'année 2001 puis 261 en fin d'année 2001) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Du traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et, depuis 1996, il en est de même de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse, le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.
Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.
Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.
Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'œuvre

Depuis 1988, les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre ont lieu tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne.
La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000, mais les résultats ne sont pas encore disponibles au moment de la rédaction de cet ouvrage.
Les coûts de la main-d'œuvre sont des dépenses consenties par les employeurs pour employer des salariés. Ces coûts sont divisés en coûts directs et en coûts indirects.
— Les coûts directs correspondent, pour l'essentiel, à la rémunération directe (par exemple, montants bruts avant déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés), primes non périodiques, versements au titre de la formation d'un patrimoine au profit des salariés, rémunérations pour journées non ouvrées et avantages en nature.
— Les coûts indirects incluent les dépenses de sécurité sociale à la charge de l'employeur, de formation professionnelle, les impôts, etc. Toute subvention perçue par l'employeur est déductible de ces coûts.

3 ○ Définitions

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales (déductions faites des subventions reçues et des allègements), conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales, impôts et taxes.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).
Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans ; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute au minimum de rémunération.
L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.
L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).
Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles ; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement ; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes

d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970] est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales[1].
Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et des divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et Patrimoine des ménages » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE ;
– Direction générale des Impôts ;
– Journal officiel ;
– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité ;
– Eurostat.

Publications :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité – DARES

Premières informations et Premières synthèses :

– « La rémunération des salariés des entreprises de 10 salariés ou plus en 2000 », n° 22-2, mai 2002 ;
– « Les salariés au SMIC et à la garantie mensuelle au 1er juillet 2001 », n° 27-1, juillet 2002 ;
– « La rémunération de l'emploi dans les très petites entreprises en juin 2001 », n° 39-1, septembre 2002 ;

INSEE :

« Comparaison des salaires des secteurs publics et privé », J.Y. Fournier, *Document de travail*, Direction des études et synthèses économiques, 2001.

Économie et Statistique :

– « Le revenu minimum d'insertion (RMI », nos 346-347, janvier 2002 ;

– « La nouvelle évaluation des effets des allègements de charges sociales sur les bas salaires », n° 348, mars 2002 ;

– « Les revenus des indépendants et dirigeants : la valorisation du bagage personnel », n° 348, mars 2002 ;

– « Les différences de carrières salariales à partir du 1er emploi », n° 351, août 2002.

INSEE-Résultats, série Emploi, Revenus :

– « Le coût de la main-d'œuvre en 1996. Résultats de l'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre en 1996 », n° 692, janvier 2000 ;

– « Séries longues sur les salaires », n° 735 ; décembre 2000 (disponible également sur cédérom).

INSEE-Résultats, série Société :

– « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2000 », n° 7, septembre 2002.

INSEE-Première :

– « Les salaires dans les collectivités territoriales en 1999 », n° 811, octobre 2001 ;

– « Les salaires des ingénieurs diplômés en 2000 », n° 812, novembre 2001 ;

– « Les salaires des agents de l'État en 2000 », n° 818, décembre 2001 ;

– « Les salaires dans les entreprises en 2000 », n° 833, mars 2002 ;

– « Femmes et hommes : des inégalités qui subsistent », n° 834, mars 2002.

Cédéroms :

– « Enquête détention de patrimoine 2000 (fichier détail) », octobre 2002 ;

– « Les salaires dans les DADS en 2000 France, régions, départements », (à paraître).

Synthèses, Statistique publique :

– « L'évolution des salaires jusqu'en 1999 », n° 57 , février 2002.

– « Les revenus des indépendants et des dirigeants jusqu'en 1999 », n° 61, mai 2002 ;

– « Revenus et patrimoine des ménages édition 2002 », n° 65, (à paraître).

Données sociales, Édition 2002 :

– « Négociation collective des salaires et passage à la monnaie unique : une comparaison Allemagne-Espagne-France-Italie », C.Yakubovich.

France Portrait Social : Édition 2002 – 2003.

Autres publications :

– *Dossiers thématiques* (INSEE, Liaisons sociales, DARES) : « Les bas salaires », n° 20, avril 2002.

– La distribution des salaires en agriculture en 1999, Mutualité sociale agricole, 2002.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

[1] Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles ; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant aucune capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— Chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix à la consommation est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions ;

— Une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier ;

— Enfin, clause non obligatoire, le gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix (c'est ce que l'on nomme « coup de pouce »).

TABLEAU C.03-1

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages (1) selon la catégorie sociale de la personne de référence, en 1999

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1999) — *Unité* : %

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt (€) (=100%)	Revenus d'activité	*dont* : Revenus salariaux	*dont* : Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt (€)
Agriculteurs exploitants	354	24 205	88,3	27,4	60,9	6,6	6,9	6,9	– 8,7	26 312
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 125	35 041	97,1	57,7	39,4	2,0	4,9	10,1	– 14,0	39 956
dont : Artisans	571	30 019	96,7	44,5	52,2	1,6	5,6	6,5	– 10,5	33 157
Commerçants	436	33 222	94,1	54,5	39,7	3,3	5,7	9,9	– 13,0	37 534
Chefs d'entreprise	117	66 249	103,4	92,9	10,5	0,2	1,6	18,6	– 23,8	82 042
Professions libérales	222	61 855	121,8	29,1	92,7	1,1	2,1	4,9	– 29,8	80 315
Cadres	2 230	42 091	108,8	106,2	2,7	0,7	2,6	2,1	– 14,2	48 067
Professions intermédiaires	3 133	28 793	100,5	95,6	5,0	1,3	4,7	1,3	– 7,8	31 048
Employés	2 755	20 490	90,8	89,8	1,0	3,4	9,9	0,9	– 5,0	21 523
Ouvriers qualifiés	3 568	24 074	91,7	90,5	1,2	1,2	10,2	0,7	– 3,8	24 998
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1 337	18 971	82,2	81,2	1,0	2,3	17,6	0,6	– 2,8	19 494
Retraités	7 513	20 331	19,7	17,8	2,0	79,7	2,5	5,8	– 7,8	21 910
dont : Anciens agriculteurs	706	13 958	19,3	7,9	11,4	67,6	5,2	12,9	– 5,1	14 664
Anciens indépendants non agricoles	704	19 254	16,1	9,8	6,3	70,9	3,4	18,6	– 9,0	20 988
Anciens cadres et professions intermédiaires	2 087	28 248	19,9	18,8	1,1	86,2	0,5	5,2	– 11,8	31 594
Autres anciens salariés	4 016	17 525	20,3	19,8	0,6	77,7	3,6	2,9	– 4,5	18 314
Autres inactifs	1 626	15 275	41,8	39,7	2,1	33,6	23,5	5,0	– 4,0	15 879
Ensemble	**23 863**	**24 769**	**75,6**	**67,8**	**7,8**	**23,2**	**6,4**	**3,3**	**– 8,5**	**26 883**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif. Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-2

Nombre d'établissements (1), effectifs et masse des salaires en 2000

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs (2) au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31-12	Masse des salaires bruts (millions d'euros)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	962	6 440	4 304	91,2
Industries agricoles et alimentaires	B0	56 847	754 958	532 813	10 843,5
Habillement, cuir	C1	7 719	160 567	121 939	2 399,2
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 666	273 086	203 296	5 718,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 790	168 094	136 144	4 484,0
Industries des équipements du foyer	C4	14 381	247 532	192 255	4 214,6
Industrie automobile	D0	2 132	310 668	271 933	6 949,3
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 836	141 118	119 532	3 755,1
Industries des équipements mécaniques	E2	20 903	525 057	403 841	10 589,7
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 175	300 897	230 991	7 414,5
Industries des produits minéraux	F1	9 959	196 216	159 187	3 821,0
Industrie textile	F2	4 456	140 276	108 486	2 317,7
Industrie du bois et du papier	F3	7 630	202 927	159 650	3 734,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 427	414 674	333 510	8 982,9
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 873	535 810	426 630	10 355,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 744	234 317	181 012	4 901,8
Production de combustibles et de carburants	G1	200	37 873	33 647	1 214,5
Eau, gaz, électricité	G2	2 221	241 101	201 608	6 374,1
Construction	H0	186 431	1 507 464	1 119 080	20 922,2
Commerce et réparation automobile	J1	64 792	536 300	392 906	7 975,9
Commerce de gros	J2	105 463	1 243 429	911 856	25 184,2
Commerce de détail, réparation	J3	242 256	2 031 486	1 293 013	22 321,7
Transports	K0	53 334	1 280 991	980 666	22 747,2
Activités financières	L0	46 668	852 738	652 103	21 659,4
Activités immobilières	M0	145 863	406 557	273 053	5 946,3
Postes et télécommunications	N1	2 477	596 094	502 711	12 444,4
Conseils et assistance	N2	137 598	1 619 409	1 133 122	37 921,2
Services opérationnels	N3	68 939	2 964 050	929 094	23 780,9
Recherche et développement	N4	2 469	148 524	118 534	4 085,1
Hôtels et restaurants	P1	154 812	1 231 920	642 168	11 122,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	61 243	487 971	261 124	6 614,9
Services personnels et domestiques	P3	58 784	220 230	153 527	2 156,4
Éducation	Q1	27 139	365 597	256 085	4 719,2
Santé, action sociale	Q2	108 856	2 522 420	2 042 585	40 572,0
Administration publique	R1	4 390	316 286	271 422	6 970,7
Activités associatives et extra-territoriales	R2	51 871	355 520	239 211	4 782,9
Non renseigné		783	4 230	2 444	37,1
Total		**1 715 089**	**23 582 827**	**15 995 482**	**380 125,8**

(1) Champ : entreprises privées, publiques et hôpitaux, hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale et hors DOM.
(2) Établissements actifs = établissements ayant rémunéré des salariés dans l'année.

TABLEAU C.03-3

Salaires nets annuels moyens en 2000 (1)

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : euro
Effectifs : millier d'années-travail

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catégories	Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle			
			Ensemble	Hommes	Femmes	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	3,5	20 527	21 836	12 768	45 764	25 270	16 067	18 077
Industries agricoles et alimentaires	B0	438,1	17 044	18 452	14 223	38 974	22 039	13 577	14 417
Habillement, cuir	C1	107,0	15 632	20 749	13 604	41 162	22 261	15 310	12 177
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	160,0	23 282	25 215	19 959	40 641	24 465	17 658	18 161
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	110,2	26 031	29 903	22 321	46 512	23 925	18 912	16 786
Industries des équipements du foyer	C4	174,4	17 354	18 636	14 825	37 272	21 055	15 711	13 954
Industrie automobile	D0	249,0	21 097	21 571	18 216	41 678	23 466	18 882	17 188
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	113,3	24 856	25 463	20 902	41 489	24 523	19 761	18 222
Industries des équipements mécaniques	E2	386,9	20 147	20 508	17 603	39 609	22 162	16 645	15 849
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	215,1	25 363	27 740	19 034	41 549	21 680	17 644	15 346
Industries des produits minéraux	F1	149,2	18 907	19 416	16 128	40 979	23 224	16 289	15 663
Industrie textile	F2	102,5	16 374	18 611	13 535	41 140	20 583	15 255	13 140
Industrie du bois et du papier	F3	153,3	18 154	18 753	15 718	42 221	23 534	16 233	14 952
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	318,3	20 832	22 041	16 901	44 518	23 567	17 527	15 794
Métallurgie et transformation des métaux	F5	396,6	18 996	19 544	15 903	41 242	22 861	16 784	15 829
Industries des composants électriques et électroniques	F6	172,4	21 144	23 975	16 082	40 605	21 763	16 999	15 269
Production de combustibles et de carburants	G1	31,9	29 247	29 688	25 688	56 377	28 834	23 697	21 794
Eau, gaz, électricité	G2	191,0	26 702	27 701	22 781	44 474	25 145	18 644	19 899
Construction	H0	988,2	17 392	17 404	17 202	36 003	22 507	15 731	14 674
Commerce et réparation automobile	J1	319,8	17 153	17 526	15 219	32 419	20 844	15 008	14 053
Commerce de gros	J2	782,2	22 468	24 144	18 521	43 367	22 383	15 588	14 386
Commerce de détail, réparation	J3	849,9	15 678	17 448	13 997	28 685	17 601	12 695	13 748
Transports	K0	876,6	19 444	19 818	17 690	38 759	22 727	16 800	16 435
Activités financières	L0	564,1	28 150	35 062	21 831	45 925	22 879	18 570	18 101
Activités immobilières	M0	178,2	20 554	23 850	17 251	40 014	21 700	14 939	14 005
Postes et télécommunications	N1	427,3	22 305	23 973	19 774	37 222	23 021	17 797	19 744
Conseils et assistance	N2	942,1	28 549	33 191	21 621	42 449	21 628	16 244	15 912
Services opérationnels	N3	629,0	16 799	17 266	15 849	39 671	20 200	13 752	13 900
Recherche et développement	N4	106,1	28 873	31 988	24 190	35 547	22 340	18 554	17 597
Hôtels et restaurants	P1	434,8	15 133	16 095	13 640	25 160	17 989	12 985	13 795
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	153,2	23 941	26 462	20 065	36 891	24 492	15 191	16 584
Services personnels et domestiques	P3	88,5	13 212	16 223	12 033	22 564	16 442	11 891	12 277
Éducation	Q1	123,8	19 936	22 814	17 325	31 857	19 042	13 985	13 976
Santé, action sociale	Q2	1 396,9	18 895	20 330	18 297	34 523	21 680	15 725	11 777
Administration publique	R1	233,8	21 286	25 343	19 463	33 522	20 631	16 976	16 506
Activités associatives et extra-territoriales	R2	134,7	19 955	22 749	17 921	32 231	19 153	15 452	13 790
Non renseigné		1,4	17 518	18 613	15 213	33 630	21 183	13 913	15 130
Ensemble		**12 703,3**	**20 425**	**21 906**	**17 807**	**39 373**	**21 829**	**15 358**	**15 063**

(1) Champ : salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; hors DOM.

TABLEAU C.03-4

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélévements (1), dans les entreprises privées et semi-publiques et des services de santé (2)

Salariés à temps complet y compris stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1998, 1999, 2000 — *Unité* : Euro

Déciles	1998			1999			2000		
	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**
D 1	10 468,7	9 727,8	**10 121,1**	10 551,0	9 773,5	**10 183,6**	10 780,0	9 980,0	**10 410,0**
D 2	12 096,8	11 066,3	**11 671,5**	12 226,4	11 162,3	**11 788,9**	12 490,0	11 390,0	**12 030,0**
D 3	13 494,8	12 258,4	**13 026,8**	13 645,7	12 389,5	**13 167,0**	13 930,0	12 610,0	**13 420,0**
D 4	14 958,3	13 584,7	**14 452,2**	15 126,0	13 738,7	**14 616,8**	15 420,0	13 970,0	**14 880,0**
D 5	16 623,0	15 051,3	**16 023,9**	16 825,8	15 275,4	**16 237,3**	17 130,0	15 500,0	**16 520,0**
D 6	18 601,8	16 702,3	**17 845,7**	18 874,7	16 975,2	**18 127,7**	19 200,0	17 250,0	**18 430,0**
D 7	21 275,8	18 580,5	**20 147,7**	21 649,3	18 952,5	**20 515,1**	22 030,0	19 290,0	**20 880,0**
D 8	25 520,0	21 172,1	**23 788,1**	26 027,6	21 621,8	**24 244,0**	26 470,0	22 030,0	**24 660,0**
D 9	34 293,4	25 866,0	**30 835,9**	35 045,0	26 454,5	**31 534,1**	35 700,0	27 000,0	**32 250,0**
D 9/D 1	3,28	2,66	**3,05**	3,32	2,71	**3,10**	3,31	2,71	**3,10**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs ; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau "Répartition des salaires, nets de prélévements" disponible sur le cédérom.

TABLEAU C.03-5

Prélèvements sociaux sur les salaires

Source : INSEE — % du salaire brut

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Cotisations des salariés, CSG et CRDS (1) :								
Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	16,7	20,1	20,9	20,5	20,0	20,4 *r*	20,5 *r*	...
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (non cadres)	18,0	20,9	21,6	21,4	20,8	21,0	21,0	20,9
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	12,5	18,1	19,1	19,2	19,0	19,7	19,7	19,4
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	9,5	14,2	15,2	15,6	15,4	16,0	16,1	16,1
Plafond sécurité sociale (mensuel brut en euro)	1 664,7	1 981,1	2 048,2	2 091,6	2 148,0	2 205,9	2 241,0	2 279,1
Cotisations patronales (2) :								
Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	37,9	29,8	21,8	21,9	22,3	22,6	22,6	22,2
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (3) (non cadres)	37,9	39,6	40,0	40,1	40,5	40,8	40,8	40,4
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	35,1	38,5	39,1	39,5	40,2	40,8	40,8	40,5
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	22,3	32,7	33,3	34,0	34,6	35,3	35,3	35,4

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.
(2) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(3) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-6

Salaire minimum interprofessionnel de croissance SMIC (moyennes annuelles)

Source : Journal officiel — *Unité* : Euro par heure

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Métropole :							
SMIC brut (1)	5,53	5,73	5,90	6,07	6,17	6,31	6,54
Minimum garanti brut	2,68	2,74	2,77	2,79	2,81	2,83	2,88
Départements d'outre-mer :							
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	5,11	5,73	5,90	6,07	6,17	6,31	6,54
Métropole :							
SMIC net (2)	4,40	4,49	4,64	4,81	4,85 *r*	4,98	5,17

(1) Au 1er juillet 2002, le montant horaire brut est de 6,83 euros.
(2) Au 1er juillet 2002, le montant horaire net (CSG et CRDS déduites) est de 5,40 euros.

TABLEAU C.03-7

Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (MASTS-DARES)
(enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activité économique	NES 16	NES 36	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**15,6**	**20,4**	**20,2**	**20,7**	**21,2**	**23,1**
Industries des biens de consommation	**EC**		**10,0**	**13,6**	**12,7**	**10,7**	**12,7**	**13,8**
Habillement , cuir		C1	26,1	34,5	30,9	24,9	32,2	34,0
Édition, imprimerie, reproduction		C2	3,9	5,8	5,9	5,4	6,6	9,2
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	1,9	2,4	2,1	2,3	2,2	1,1
Industries des équipements du foyer		C4	8,8	12,1	12,3	10,8	12,2	13,6
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**0,8**	**1,1**	**1,3**	**1,2**	**1,5**	**1,7**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**2,9**	**4,0**	**3,8**	**4,2**	**4,3**	**4,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,2	2,0	1,9	2,6	3,0	1,8
Industries des équipements mécaniques		E2	3,4	4,9	4,5	4,4	4,3	4,7
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	3,0	3,7	3,7	4,9	4,8	4,2
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**6,5**	**8,7**	**8,3**	**7,1**	**8,5**	**8,7**
Industries des produits minéraux		F1	6,7	8,5	7,8	6,6	8,5	8,3
Industrie textile		F2	14,7	20,8	19,4	16,3	17,9	20,6
Industries du bois et du papier		F3	8,3	11,8	11,6	10,3	11,9	13,7
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	4,4	5,7	6,2	5,0	6,7	6,2
Métallurgie et transformation des métaux		F5	5,4	7,5	6,5	5,7	6,9	7,3
Industries des composants électriques et électroniques		F6	5,8	6,4	6,9	5,6	6,3	5,0
Énergie	**EG**		**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	–
Eau, gaz, électricité		G2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2
Construction	**EH**	**H0**	**7,6**	**9,0**	**9,4**	**11,7**	**12,3**	**11,5**
Commerce	**EJ**		**14,9**	**19,9**	**16,2**	**15,7**	**19,0**	**18,9**
Commerce et réparation automobile		J1	12,3	14,1	14,1	15,3	14,9	15,2
Commerce de gros		J2	8,1	9,7	9,5	8,9	9,1	9,2
Commerce de détail		J3	20,0	28,1	21,0	20,5	26,8	26,6
Transports	**EK**	**K0**	**5,8**	**9,1**	**6,4**	**5,9**	**5,6**	**5,5**
Activités financières	**EL**	**L0**	**2,4**	**2,7**	**2,8**	**2,0**	**2,2**	**2,3**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**13,7**	**16,3**	**16,7**	**15,5**	**16,0**	**14,6**
Services aux entreprises	**EN**		**5,9**	**15,4**	**11,6**	**12,2**	**10,1**	**9,9**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	0,8	0,5	7,7
Conseil et assistance		N2	4,1	4,7	4,3	6,5	5,9	5,4
Services opérationnels		N3	7,5	25,0	18,3	30,3	22,9	17,5
Recherche et développement		N4	1,7	1,3	1,4	1,3	1,7	1,3
Services aux particuliers	**EP**		**33,6**	**36,5**	**36,5**	**32,7**	**33,9**	**35,9**
Hôtels et restaurants		P1	41,0	45,6	45,4	38,9	40,7	43,3
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	16,5	15,0	16,0	17,4	18,8	18,6
Services personnels et domestiques		P3	28,8	31,1	31,0	34,6	33,1	36,9
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**9,3**	**11,1**	**10,8**	**14,2**	**15,4**	**14,8**
Éducation		Q1	7,8	7,8	8,0	10,2	9,2	8,2
Santé, action sociale		Q2	9,6	11,8	11,4	14,9	17,2	16,7
Administration (activités associatives)		R2	11,2	14,6	16,2	24,7	18,4	22,9
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**10,7**	**14,1**	**12,4**	**12,8**	**13,6**	**13,9**
Regroupements spéciaux								
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	7,1	9,3	8,6	8,2	9,2	9,8
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	...	...	...	9,0	9,9	10,2
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	12,7	16,8	14,5	14,9	15,6	16,0

(1) Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire.

TABLEAU C.03-8

Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2000

Sources : INSEE (DADS), MASTS-DARES (Enquête annuelle ACEMO) — *Unité* : Euro

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés juin 2000			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 2000		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**1 650**	**1 550**	**1 630**	**1 660**	**1 330**	**1 600**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 700	1 490	1 670	1 740	1 370	1 660
Construction	EH	1 530	1 500	1 530	1 560	1 360	1 550
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 610	1 490	1 600	1 700	1 370	1 640
Commerce	EJ	1 590	1 480	1 570	1 530	1 330	1 510
Transports	EK	1 620	1 420	1 560	1 740	1 440	1 730
Services	EL à EN, EP à ER	1 700	1 610	1 660	1 470	1 190	1 400
Gains mensuels des employés		**1 860**	**1 630**	**1 690**	**1 700**	**1 590**	**1 630**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 820	1 570	1 620	2 010	1 720	1 800
Construction	EH	2 010	1 670	1 730	1 880	1 690	1 730
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 920	1 620	1 680	1 990	1 720	1 790
Commerce	EJ	1 890	1 600	1 710	1 550	1 400	1 450
Transports	EK	2 310	1 680	1 810	1 870	1 630	1 730
Services	EL à EN, EP à ER	1 790	1 620	1 650	1 680	1 620	1 640
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 290**	**2 030**	**2 180**	**2 460**	**2 130**	**2 340**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 220	2 190	2 200	2 550	2 230	2 480
Construction	EH	2 320	2 000	2 290	2 410	2 120	2 380
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 270	2 090	2 250	2 530	2 230	2 460
Commerce	EJ	2 200	1 920	2 070	2 360	1 960	2 240
Transports	EK	2 180	1 740	2 030	2 430	2 150	2 350
Services	EL à EN, EP à ER	2 330	2 060	2 200	2 430	2 120	2 280
Gains mensuels des cadres		**3 030**	**2 540**	**2 880**	**4 470**	**3 510**	**4 240**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	3 030	2 630	2 940	4 460	3 550	4 300
Construction	EH	2 470	2 370	2 470	4 390	3 260	4 300
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 740	2 490	2 100	4 460	3 540	4 300
Commerce	EJ	3 000	2 570	2 890	4 560	3 470	4 320
Transports	EK	2 650	2 360	2 550	4 120	3 240	3 970
Services	EL à EN, EP à ER	3 190	2 560	2 960	4 490	3 520	4 310
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 190**	**1 840**	**2 010**	**2 320**	**1 890**	**2 180**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 990	1 790	1 930	2 300	1 810	2 170
Construction	EH	1 670	1 780	1 680	1 870	1 870	1 870
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 830	1 780	1 800	2 220	1 810	2 120
Commerce	EJ	2 140	1 850	2 020	2 180	1 670	2 000
Transports	EK	1 950	1 730	1 820	2 050	1 850	2 010
Services	EL à EN, EP à ER	2 390	1 860	2 090	2 630	2 000	2 330

TABLEAU C.03-9

Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2000

Établissements de 10 salariés et plus

Sources : INSEE (DADS), MASTS-DARES (enquête annuelle ACEMO)

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Gain moyen en 2000 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**1 600**	**85,9**	**1,4**	**12,7**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 660	81,4	1,5	17,1	**100,0**
Construction	EH	1 550	90,4	2,0	7,6	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 640	83,1	1,7	15,2	**100,0**
Commerce	EJ	1 510	89,2	1,4	9,4	**100,0**
Transports	EK	1 730	84,5	3,3	12,2	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	1 400	90,1	0,6	9,3	**100,0**
Gains mensuels des employés		**1 630**	**87,4**	**0,7**	**11,9**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 800	85,1	0,6	14,3	**100,0**
Construction	EH	1 730	92,8	0,7	6,5	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 790	85,9	0,6	13,5	**100,0**
Commerce	EJ	1 450	89,2	1,1	9,7	**100,0**
Transports	EK	1 730	85,3	0,9	13,8	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	1 640	88,7	0,5	10,8	**100,0**
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 340**	**85,5**	**0,7**	**13,8**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 480	83,0	0,9	16,1	**100,0**
Construction	EH	2 380	91,0	0,9	8,1	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 460	84,0	0,9	15,1	**100,0**
Commerce	EJ	2 240	86,8	0,7	12,5	**100,0**
Transports	EK	2 350	84,9	1,0	14,1	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	2 280	86,5	0,5	13,0	**100,0**
Gains mensuels des cadres		**4 240**	**87,9**	**0,2**	**11,9**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	4 300	88,5	0,1	11,4	**100,0**
Construction	EH	4 300	90,2	0,1	9,7	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	4 300	88,7	0,1	11,2	**100,0**
Commerce	EJ	4 320	87,5	0,1	12,4	**100,0**
Transports	EK	3 970	87,1	0,4	12,5	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	4 310	87,4	0,2	12,4	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 180**	**86,3**	**0,9**	**12,8**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 170	84,0	0,9	15,1	**100,0**
Construction	EH	1 870	90,6	1,4	8,0	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 120	85,1	1,0	13,9	**100,0**
Commerce	EJ	2 000	88,3	0,8	10,9	**100,0**
Transports	EK	2 010	85,0	1,3	13,7	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	2 330	88,0	0,5	11,5	**100,0**

TABLEAU C.03-10

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2001 (résultats provisoires) - France entière

Non compris Défense

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	786 725	30,5	34,3	27,3	30,7	34,6	27,4	26,3	28,8	22,9
Cadres	114 906	41,8	44,6	36,1	42,5	45,3	36,8	35,6	38,4	30,6
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	671 818	28,6	31,5	26,4	28,8	31,9	26,6	20,8	22,1	19,3
Professions intermédiaires	354 618	22,1	22,8	21,6	23,2	23,8	22,7	16,3	17,8	14,9
Employés et ouvriers	435 258	18,0	19,1	16,7	18,4	19,5	17,1	14,1	15,0	13,4
Toutes catégories	**1 576 600**	**25,2**	**27,2**	**23,4**	**25,8**	**27,8**	**23,9**	**18,0**	**20,0**	**16,0**

(1) Salaire net de prélévements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.

TABLEAU C.03-11

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2001 (résultats provisoires)

Non compris Défense

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Salaire net annuel (Millier d'euros)	Taux de rémunérations annexes				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	747 277	29,6	**16,3**	16,4	12,9	20,9	11,9
Cadres	107 668	39,8	**42,2**	45,1	14,2	45,7	35,0
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	639 609	27,9	**11,5**	11,5	11,8	14,0	9,4
Professions intermédiaires	334 411	21,3	**17,6**	18,3	12,4	21,6	14,5
Employés et ouvriers	415 126	17,5	**21,5**	22,5	9,7	26,0	15,8
Ensemble	**1 496 814**	**24,4**	**17,6**	**17,9**	**11,9**	**22,1**	**13,1**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.

TABLEAU C.03-12

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État) — *Unité* : Euro

Déciles (1)	*r* 1998			*r* 1999			2000		
	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**
D1	13 989,6	13 076,8	**13 411,8**	14 120,4	13 335,7	**13 609,0**	14 339,5	13 540,1	**13 823,0**
D2	16 422,3	15 260,7	**15 756,4**	16 535,8	15 621,8	**16 040,4**	16 874,9	15 964,5	**16 349,7**
D3	18 421,9	16 940,9	**17 455,4**	18 601,6	17 344,4	**17 771,1**	18 940,8	17 673,5	**18 097,3**
D4	20 471,1	18 265,6	**18 990,9**	20 736,5	18 715,9	**19 388,7**	21 048,6	19 090,9	**19 741,3**
D5	22 307,8	19 620,5	**20 744,8**	22 607,3	20 121,9	**21 132,1**	22 953,9	20 515,9	**21 503,1**
D6	24 404,4	21 324,2	**22 457,8**	24 727,1	21 691,5	**22 870,2**	25 182,7	22 119,3	**23 299,7**
D7	27 205,6	23 073,9	**24 641,5**	27 525,5	23 602,6	**25 064,8**	28 015,6	24 128,1	**25 591,6**
D8	31 187,9	25 539,1	**27 824,5**	31 612,6	26 075,7	**28 282,9**	32 104,4	26 635,7	**28 798,2**
D9	37 786,1	29 807,8	**33 412,5**	38 507,1	30 420,3	**33 996,0**	39 111,5	31 002,3	**34 630,2**
D9/D1	2,70	2,28	**2,49**	2,73	2,28	**2,50**	2,73	2,29	**2,51**
Salaire net moyen	**24 600,5**	**20 888,0**	**22 491,1**	**24 903,3**	**21 348,8**	**22 881,8**	**25 374,7**	**21 778,7**	**23 323,0**

(1) En 2000, 10% des salariés de la fonction publique d'État ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 13 823,0 euros, 20% inférieur à 16 349,7 euros, etc.

TABLEAU C.03-13

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles)

Source : INSEE

Ancien indice base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1990	Ancien Indice (1) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1997	1998	1999	2000	2001
Indices bruts par catégorie :								
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	110,3	111,6	113,0	114,2	115,2
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	111,2	112,6	114,1	115,5	116,6
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	112,9	114,7	116,8	118,6	120,1
Indice brut d'ensemble	**570,0**	**603,8**	**101,6**	**111,2**	**112,6**	**114,1**	**115,5**	**116,7**
Indices nets par catégorie (3) :								
Catégorie A	480,5	509,1	101,5	108,2	110,6	111,9	113,1	114,1
Catégorie B	523,9	558,3	101,6	108,9	111,4	112,9	114,2	115,3
Catégorie C	552,6	591,0	///	///	///	///	///	///
Catégorie D	638,3	697,3	///	///	///	///	///	///
Catégories C + D	566,9	608,5	101,9	110,4	113,2	115,3	117,0	118,5
Indice net d'ensemble (3)	**527,7**	**562,8**	**101,6**	**108,9**	**111,4**	**112,9**	**114,3**	**115,5**

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992 ; il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-14

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				(1) Services			
	1984	1988	1992	1996	1984	1988	1992	1996
Salaire, primes et épargne salariale	57,5	57,6	58,4	59,7	57,9	57,8	59,9	59,5
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,0	8,7	8,6	7,6	6,6
Sécurité sociale	19,4	19,1	18,7	17,6	18,5	18,0	18,6	18,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	13,1	12,5	12,3	13,4	14,2
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	3,0	4,6	4,5	4,2	3,0
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,7	8,9	9,2	9,0	8,3	9,1	9,0	8,7
dont : ASSEDIC	2,8	3,0	3,1	3,5	2,8	3,0	3,1	3,3
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,4	4,6	4,8	5,0	4,3
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	1,1	0,8	1,3	0,9	1,1
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	5,7	6,6	6,5	4,9	7,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en euros)	1 816	2 294	2 686	2 975	1 907	2 406	2 791	3 176

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992 ; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunications, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU C.03-15

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie (1) dans les pays de l'Union européenne en 1996

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) % du coût total

	Coûts directs	Rémunération directe	Coût indirect	Sécurité sociale
Allemagne	74,4	62,7	25,6	23,6
Autriche	70,4	61,3	29,6	25,3
Belgique	67,4	55,5	32,6	30,8
Danemark	92,0	...	8,1	6,1
Espagne	73,6	73,5	26,4	25,0
Finlande	75,1	63,8	24,9	22,7
France	**66,9**	**57,2**	**33,1**	**29,2**
Grèce	76,0	69,9	24,0	22,9
Irlande	83,5	73,2	16,5	13,6
Italie	66,0	65,5	34,0	31,0
Luxembourg	84,0	71,8	16,0	14,8
Pays-Bas	74,9	64,7	25,1	22,8
Portugal	75,8	69,1	24,8	20,8
Royaume-Uni	...	...	...	...
Suède	67,7	60,7	32,3	29,7
EUROPE DES 15	**73,7**	**...**	**26,3**	**23,6**

(1) Y.c. énergie et construction (NACE C à F).

TABLEAU C.03-16

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 14 pays européens (1) en 1996

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Écu
Heures travaillées : Nombre

Secteurs		B	DK	D	EL	ES	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	(2) S
COÛT HORAIRE															
Industries extractives		23,9	27,4	32,4	11,0	18,9	27,1	17,3	16,7	21,0	34,8	///	6,9	19,4	27,8
Industrie manufacturière		26,0	22,8	27,4	9,0	15,0	22,4	13,3	16,9	21,0	23,0	///	6,0	19,7	24,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau		43,9	26,3	33,8	14,4	24,8	33,6	19,2	30,5	32,4	28,3	///	12,1	23,7	26,2
Construction		22,6	23,2	21,3	8,2	12,3	19,6	14,6	15,4	15,5	20,4	///	5,3	18,1	21,9
Services		23,9	25,2	23,5	9,2	14,0	22,2	14,4	19,2	22,8	18,8	///	8,2	19,0	23,9
Commerce, réparations automobiles		21,4	22,9	21,3	7,9	11,5	19,5	11,6	16,7	15,7	17,5	///	6,9	18,1	22,7
Hôtels et restaurants		14,2	19,6	15,5	10,7	9,8	16,5	...	13,4	11,7	13,5	///	4,7	14,3	16,9
Activités financières		34,9	31,1	32,8	14,4	25,5	33,0	21,7	31,0	34,7	28,9	///	16,9	23,3	30,1
Immobilier, location et services aux entreprises		24,3	26,4	...	...	11,3	23,7	14,1	19,6	19,7	18,2	///	7,5	20,2	24,8
Ensemble de l'industrie		**25,8**	**23,0**	**26,5**	**9,6**	**14,9**	**22,5**	**13,8**	**17,2**	**19,3**	**22,6**	**///**	**6,1**	**19,7**	**23,9**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES DANS L'ANNÉE															
NACE révisé 1															
Industries extractives	C	1 605	1 488	1 552	1 908	1 534	1 593	2 081	///	1 669	1 654	1 817	1 784	1 650	1 678
Industrie manufacturière	D	1 529	1 411	1 704	1 881	1 703	1 647	1 920	///	1 664	1 613	1 696	1 769	1 653	1 691
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 572	1 391	1 758	1 892	1 714	1 667	1 950	///	1 769	1 600	1 718	1 817	1 693	1 615
Industrie textile	17	1 431	1 454	1 719	1 887	1 706	1 651	1 858	///	1 693	1 625	1 667	1 758	1 623	1 625
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 329	1 401	1 645	1 816	1 713	1 624	1 730	///	...	1 636	1 699	1 748	1 585	1 638
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 344	1 400	1 642	1 877	1 742	1 628	1 911	///	...	c	1 675	1 782	1 606	1 724
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 560	1 399	1 778	1 901	1 722	1 660	1 908	///	1 761	1 633	1 726	1 791	1 670	1 694
Industrie du papier carton	21	1 562	1 410	1 709	1 914	1 717	1 646	1 961	///	c	1 548	1 661	1 756	1 616	1 652
Édition, imprimerie	22	1 574	1 443	1 662	1 966	1 709	1 667	1 900	///	1 762	1 597	1 663	1 739	1 563	1 764
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 728	1 567	1 674	1 887	1 667	1 640	c	///	...	1 582	1 585	1 716	1 736	1 766
Industrie chimique	24	1 597	1 422	1 675	1 913	1 708	1 631	1 910	///	1 681	1 614	1 659	1 748	1 637	1 675
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 578	1 337	1 723	1 911	1 697	1 651	1 935	///	1 698	1 621	1 653	1 784	1 630	1 656
Métallurgie	27	1 513	1 397	1 735	1 883	1 726	1 659	2 034	///	1 619	1 576	1 713	1 768	1 646	1 676
Travail des métaux	28	1 570	1 418	1 719	1 798	1 710	1 665	1 973	///	1 697	1 661	1 701	1 773	1 659	1 697
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 546	1 442	1 696	1 895	1 695	1 663	1 902	///	1 720	1 669	1 720	1 769	1 707	1 730
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 776	1 383	1 613	1 959	1 674	1 654	1 922	///	...	1 598	c	...	1 673	1 804
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs.	31	1 476	1 355	1 641	1 896	1 716	1 651	1 901	///	1 719	1 629	1 729	1 763	1 646	1 711
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 632	1 406	1 690	c	1 695	1 650	1 918	///	...	1 606	1 652	1 713	1 723	1 786
Fabrication d'instruments de précision	33	1 633	1 289	1 683	1 765	1 703	1 671	1 871	///	1 640	1 638	1 677	1 736	1 714	1 786
Industrie automobile	34	1 554	1 367	1 694	1 780	1 679	1 610	1 932	///	1 673	1 587	1 664	1 790	1 669	1 637
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	1 514	1 449	1 624	1 753	1 651	1 631	1 950	///	1 698	1 582	1 692	1 713	1 604	1 731
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	1 514	c	1 611	1 657	1 647	c	1 996	///	c	1 584	1 695	1 686	1 603	1 730
Construction	F	1 381	1 276	1 704	1 832	1 732	1 681	1 933	///	1 715	1 598	...	1 788	1 658	1 710

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (nouveaux Länder), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, I = Italie, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède.
(2) Résultats 1997 pour le nombre d'heures travaillées.

Chapitre C.04

○ Transferts sociaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Comptes de la protection sociale - France entière.

2 Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque - France entière.

3 Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne, en 1999.

4 Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne, en 1999.

5 Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale.

6 Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.

7 Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.

8 Prestations familiales : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global.

9 Prestations familiales, tous régimes et régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.

10 Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon interrégimes de retraités 2001).

11 Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2000 - France entière.

12 Minimum vieillesse - France entière.

13 Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre.

14 Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2001 - France entière.

1 ○ Présentation

En 2001, les prestations de protection sociale versées aux ménages par l'ensemble des régimes de protection sociale s'élèvent à 417,5 milliards d'euros, soit un accroissement de 4,3 % en valeur et 2,7 % en termes réels. La part des prestations dans le PIB, appelée taux de redistribution sociale, s'établit à 28,5 %, en légère hausse par rapport à l'année précédente. Ce taux, dont l'évolution est par nature contracyclique, avait diminué entre 1997 et 2000, avec la croissance.

Pour l'ensemble des régimes, les prestations de protection sociale en 2001 sont par ordre d'importance décroissante, celles liées à la vieillesse-survie (183,6 milliards d'euros), à la santé (145,4 milliards d'euros), à la maternité-famille (42,3 milliards d'euros), à l'emploi (27,7 milliards d'euros), au logement (12,8 milliards d'euros), enfin, à la pauvreté-exclusion sociale (5,7 milliards d'euros).

Avec 83,6 % du montant total des prestations de protection sociale en 2001, les régimes d'assurance sociale sont prépondérants dans le système de protection sociale. À lui seul, le régime général de la Sécurité sociale gère 194 milliards d'euros de prestations en 2001 au titre de différents risques. Les régimes d'indemnisation du chômage (UNEDIC) ont versé 18,5 milliards d'euros de prestations, soit les deux tiers des prestations dues par le système de protection sociale au titre de l'emploi.

Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics (État et collectivités locales) assurent un peu moins de 10 % des dépenses, tous les risques étant concernés.

L'importance du prélèvement opéré sur les ressources nationales pour le financement de la protection sociale est appréciée par le taux de pression sociale. De 24,8 % en 1995, ce taux s'établit à 26,4 % en 2001, soit un accroissement de 0,4 point par rapport à 2000 et de 1,6 point par rapport à 1995. La part du prélèvement social, qui recouvre les cotisations et les impôts et taxes affectés, dans le total des recettes des régimes de protection sociale est ainsi passée de 82,1 % en 1995 à 86,1 % en 2001.

L'évolution des cotisations et leur place dans le financement de la protection sociale, dépendent d'abord de l'évolution de la masse salariale, mais aussi des choix publics, effectués en matière de taux de cotisations d'une part et d'exonération de cotisations d'autre part, qui ont pu être au cours du temps compensées ou non par l'État.

Avec la montée en charge de la contribution sociale généralisée (CSG), la part des cotisations sociales, assises exclusivement sur les revenus d'activité, continue de décroître. Cette substitution amorcée en 1997 (+ 1 point de CSG, - 1,3 point de cotisations maladie) s'amplifie en 1998 (+ 4,1 point de CSG, - 4,75 points de cotisations maladie), ainsi qu'en 2000 et 2001 avec la mise en place du FOREC (nouveau circuit de financement des exonérations de cotisations). La part des impôts et taxes affectés (CSG, droits sur le tabac, taxe sur les alcools, prélèvement de 2 % sur les revenus des capitaux...) atteint 19,6 % du total des ressources (hors transferts entre les différents régimes de protection sociale) en 2001. Les cotisations sociales restent cependant majoritaires : 66,5 % des ressources.

Entre 1995 et 2000, la croissance des ressources est plus rapide que celle des emplois ; ainsi le solde du compte de la protection sociale est excédentaire depuis 1999. Compte-tenu de l'enregistrement « en droits constatés », ce solde doit cependant être corrigé des cotisations dues au titre de l'année, mais qui ne seront jamais payées (admissions en non-valeur). Après cet ajustement, le solde global présente un excédent de 8,4 milliards d'euros en 2000 et de 7,1 milliards d'euros en 2001.

En 2001, la croissance des emplois redevient plus forte (4,2 % contre 3,8 % pour les ressources).

2 ○ Méthodologie

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

– **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles ;

– **la « vieillesse »** correspond aux cessations d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion ;

– **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses ;

– **l'« emploi »** : ce risque se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

– **Les régimes d'assurance sociale** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

– **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

– **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

– **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics**

Ces régimes, financés principalement par l'impôt, développent des actions de solidarité nationale en faveur de populations ciblées (familles, personnes âgées, handicapés, victimes de guerre...) et aussi sur certains domaines, comme le logement ou la formation.

– **Les régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**

Les organisations caritatives classées en régimes d'intervention sociale des ISBLSM, sont essentiellement financées par des dons.

L'Échantillon interrégimes de retraités

C'est l'outil du rapprochement, individu par individu, d'informations provenant des différents régimes de retraite. En collaboration avec l'INSEE, la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) interroge tous les quatre ans la quasi totalité des organismes de retraite obligatoire, de base et complémentaire. La première enquête a eu lieu en 1988, la seconde en 1993, les suivantes en 1997 et 2001. L'Échantillon interrégimes de retraités a été conçu à l'origine comme un panel, c'est-à-dire que les générations appartenant à l'échantillon lors d'une

vague sont ré-interrogés lors de la vague suivante. Au cours des vagues successives, la couverture de l'échantillon s'est élargie. En 1988 et 1993, respectivement quatre et cinq générations seulement avaient été sélectionnées, pour représenter les retraités âgés de 65 ans et plus. En 1997, le champ s'est étendu aux retraités âgés de 54 ans et plus, et douze générations étaient représentées. En 2001, en sus des deux jeunes générations entrantes, cinq nouvelles générations âgées ont été introduites, afin d'améliorer la représentativité de l'échantillon aux âges élevés. De plus les personnes nées dans les Dom sont prises en compte. La manière de définir l'âge a été revue. Il s'agit maintenant de l'âge exact.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3 ○ Définitions

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (Droit de la Sécurité sociale, Dalloz, 1989) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission » ; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

● Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

– de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit ;

– de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

● L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

● L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

● L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

– le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce ;

– les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA) ;

– le régime des artisans et professions libérales (CANAM) ;

– les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

● le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole) ;

● les régimes de non-salariés :

– la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

– la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

– la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

– la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

– la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

– la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

● les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

– premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...) ;

– second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

– un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment ;

– un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

– l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État ;
– la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant ;
– l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.
Ce dispositif est complété depuis 1997 par l'allocation pour chômeurs âgés.

Les prestations familiales

● Allocations familiales (AF)
Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur est majorée selon l'âge des enfants. Transitoirement mise sous condition de ressources de mars à décembre 1998, elle est de nouveau sans condition de ressources depuis janvier 1999. À partir de cette même date, les majorations pour âge sont reportées d'un an (respectivement de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans).
● Complément familial (CF)
Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans en janvier 2000.
● Allocation de rentrée scolaire (ARS)
Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.
● Allocation d'adoption
Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui accueillent un enfant en vue de son adoption.
● Allocation pour jeune enfant (APJE)
Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans.
● Allocation parentale d'éducation (APE)
Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes. Elle est versée pour une durée maximale de trois ans.
● Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)
Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans. Elle a été étendue, à taux réduit, par la loi famille de 1994 aux enfants de trois à six ans. Elle peut être cumulée à mi-taux avec une Allocation parentale d'éducation à taux partiel. Cette prestation est versée sans condition de ressources jusqu'en décembre 1997. À partir de janvier 1998, elle est limitée à une fraction des cotisations sociales (50 ou 75 %) variable selon le revenu.
● Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA)
Elle consiste en la prise en charge de l'intégralité des cotisations sociales et patronales dues pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (avec un salaire plafond). De plus, l'AFEAMA comporte un complément qui prend en charge une partie du coût de la garde.
● Allocation de parent isolé (API)
Elle est soumise à conditions de ressources. C'est une allocation différentielle versée aux personnes seules qui assument la charge d'un ou plusieurs enfants. Elle est servie pendant une période d'un an maximum mais peut être prolongée jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant.
● Allocation de soutien familial (ASF)
Elle est versée aux personnes isolées ayant la garde d'un enfant et aux familles ayant à leur charge un enfant orphelin de père et (ou) de mère. Son montant varie selon que l'enfant est orphelin d'un ou des deux parents (ou assimilé).
● Allocation de logement « familiale » (ALF)
Elle a été créée en 1948 pour solvabiliser les familles face à la hausse des loyers des logements neufs lors de la reconstruction. Elle est à présent attribuée aux familles avec enfants ou ayant à charge un ascendant ou un proche parent infirme et aux jeunes couples sans enfant à charge qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Aide personnalisée au logement.
● Allocation de logement « sociale » (ALS)
Elle a été créée en 1971 et est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes non éligibles à l'ALS ou à l'APL. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.
● Aide personnalisée au logement (APL)
Elle a été créée en 1977 et s'adresse, sous conditions de ressources, à toute personne locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les normes de confort ou aux personnes accédant à la propriété (ou déjà propriétaire) et ayant contracté un prêt aidé par l'État.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

● Les honoraires privés comprennent :
– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens ;
– les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).
● Les versements aux établissements d'hospitalisation.
Il s'agit :
– des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux) ;
— des versements au secteur privé.
● Les prescriptions.
Ce poste concerne :
– les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés ;
– les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes ;
– les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique ; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires ;
– les remboursements d'appareillages optique et orthopédique ;

– le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations ;
– le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalières, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.
La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.
L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.
Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.
Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

● Prestations sociales

Elles prennent la forme de prestations en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de prestations en nature [remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé par exemple), ou d'une prise en charge d'une dépense liée à un risque social (comme l'aide ménagère)].

● Prestations fiscales

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

● Prestations de services sociaux

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

● Cotisations sociales

Les comptes de la protection sociale distinguent deux grandes catégories de cotisations sociales :
– **Les cotisations sociales effectives** comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles sont partagées entre cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, cotisations à la charge des travailleurs indépendants et cotisations sur prestations.
– **Les cotisations fictives** mesurent la contribution des employeurs au financement du régime d'assurance sociale qu'ils organisent eux-mêmes pour leurs propres salariés ou ayants droits. Elles équivalent aux cotisations que paierait l'employeur s'il passait par un régime d'assurances sociales.

Revenu minimum d'insertion

La loi sur le RMI (votée le 1er décembre 1988 et renouvelée le 23 juillet 1992) garantit un revenu minimum à toute personne âgée de plus de 25 ans, ou à toute personne âgée de moins de 25 ans ayant au moins un enfant né ou à naitre. Une durée minimum de résidence en France est nécessaire pour les étrangers.
Le RMI est une allocation différentielle, due par l'État ; il assure un certain nombre de droits annexes (droit à l'assurance maladie avec gratuité totale des soins, aides au logement spécifiques, mesures particulières pour l'emploi...).
Au 1er janvier 2002, le montant est de 405,62 euros pour une personne seule en métropole, majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3ème enfant.
Au 31 décembre 2001, on comptabilisait 916 738 bénéficiaires du RMI en métropole et 134 987 dans les DOM.
En contrepartie du versement de la prestation, le droit au RMI implique l'établissement d'un contrat d'insertion, signé entre le bénéficiaire et le représentant de l'État dans le département, dans le but de faciliter la réinsertion sociale du bénéficiaire. Le dispositif d'insertion est géré conjointement dans le département par le représentant de l'État et le Conseil général.
Enfin la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 a prévu un alignement progressif d'ici 2003 du RMI en vigueur dans les DOM sur celui de la métropole.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Recherche des études de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

Organismes :

– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES).
– Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
– Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
– Caisse nationale des allocations familiales.
– Caisse des dépôts et consignations.
– Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
– Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
– Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
– Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications du Ministère des Affaires sociales, du travail et de la Solidarité, DREES (Direction de la Recherche des Études de l'Évaluation et des Statistiques) :

Chiffres et indicateurs départementaux (CID).
Dossiers Solidarité et santé :
– « Les revenus sociaux en 2000 », n° 4, 2001 ;
– « Les dépenses de santé », n° 1, 2002 ;
– « Les indicateurs de suivi et d'évaluation du plan national d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale », n° 2, 2002 ;
– « Niveau de vie et risque de pauvreté parmi les retraités en Europe », n° 3, 2002.
Collection Études et Statistiques :
– « Données sur la situation sanitaire et sociale en France en 2002 » ;
– « Annuaire des statistiques sanitaires et sociales ».
Documents de travail, Série Statistiques :
– « L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse - bénéficiaires au 31 décembre 2000 », n° 34, mai 2002 ;
– « Dépenses d'aide sociale des départements de 1996 à 2000 » n° 36, mai 2002 ;
– « Compte de la protection sociale 2001 » n° 40, septembre 2002 ;
– « Enquête auprès des bénéficiaires de la CMU (novembre 2000) » n° 41, septembre 2002 ;
Documents de travail, Série Études :
— « Pauvreté et transferts sociaux en 2001 », juillet 2001.
Études et résultats :
– « L'accès au soins des bénéficiaires de la CMU », n° 152, mars 2002 ;
– « Les dépenses d'aide sociale de 1996 à 2000 », n° 164, mars 2002 ;

– « L'allocation personnalisée d'autonomie au 31 mars 2002 », n° 178, juin 2002 ;
– « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale », n° 180, juillet 2002 ;
– « Les montants des retraites perçues en 2001 », n° 183, juillet 2002 ;
– « Les comptes de la santé en 2001 », N° 187, septembre 2002 ;
– « Les comptes de la protection sociale en 2001 », n° 196, octobre 2002.

Publications INSEE :

Recueil d'études sociales, Statistique publique.
Économie et statistique :
– « Le RMI : entre redistribution et incitations », n^{os} 346-347, juin juillet 2001 ;
– « Les effets des allègements de charges sociales sur les bas salaires », n° 348, mars 2002.
INSEE-Première :
– « La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997 – Plus de ménages pauvres parmi les salariés, moins chez les retraités », n° 761, mars 2001.
Données sociales, Édition 2002 :
– « De l'aide médicale à la couverture maladie universelle », B.Boisguérin, C.Bonnardet ;
– « Bilan redistributif de la politique familiale en 2001 », S. Le Minez, B.Lhommeau, M.Pucci ;
– « Des coûts de garde d'enfants parfois élevés malgré des aides publiques importantes », I.Robert-Bobée ;
– « Aider les personnes âgées à vivre à domicile : nature des aides et conséquences pour l'entourage », C.Aliaga, N.Dutheil ;
– « Le financement de la protection sociale : la montée en charge des contributions sociales », F.Murat, N.Roth.
France, Portrait social (Édition 2002-2003) :
– « Compte de la protection sociale : légère diminution de l'excédent en 2001 » ;
– « Du revenu initial au revenu disponible : le point sur le système socio-fiscal en 2001 ».

Autres publications :

Recherches et Prévisions, CNAF :
– « Les prestations versées par les CAF aux 16-29 ans : situation et limites », I.Amrouni, n° 65, septembre 2001 ;
– « La branche Famille de la Sécurité sociale, rétrospectives et prospectives », n^{os} 68-69, juin - septembre 2002.
Rapport annuel d'activité, ASSEDIC.
Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.
Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.
Rapport d'activité (annuel), ARRCO.
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.04-1

Compte de la protection sociale (1) - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
EMPLOIS						
Prestations sociales	305 146	326 391 *r*	335 890	345 716	356 509	371 863
Prestations de services sociaux	37 732 *r*	39 657	41 580	42 508	43 793	45 637
Frais de gestion	14 365	15 346	15 933	16 367	16 649	17 170
Transferts entre régimes	60 767	69 445	71 126	70 883	75 179	77 565
Frais financiers	2 503	928	735	778	822	871
Autres dépenses	2 720	2 971	3 727	3 705	3 539	3 594
Total des emplois	**423 234**	**454 738 *r***	**468 992**	**479 957**	**496 491**	**516 700**
RESSOURCES						
Cotisations	266 699 *r*	280 624	265 104	277 097	287 573	298 725
Impôts et taxes affectés	25 663	35 454	65 384	68 922	80 821	87 913
Transferts entre régimes	60 767	69 445	71 126	70 883	75 179	77 565
Contributions publiques	51 018	56 383	58 189	57 420	51 682	50 302
Produits financiers	3 699	3 406	3 265	3 632	3 790	3 710
Autres recettes	8 928	8 410	7 459	8 093	8 563	8 387
Total des ressources	**416 775**	**453 723**	**470 527**	**486 047**	**507 608**	**526 602**
Solde opérations courantes	**– 6 459**	**– 1 014 *r***	**1 535**	**6 090**	**11 117**	**9 902**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-2

Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque (1) - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	r 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Régimes					
Régime général de la sécurité sociale	///	3 837	4 076	4 290	4 437
Régimes d'indemnisation du chômage	///	430	283	221	382
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	///	47 156	46 748	39 749	38 410
Autres régimes de sécurité sociale	///	6 766	6 313	7 422	7 073
Total	**///**	**58 189**	**57 420**	**51 682**	**50 302**
Prestations par risque					
Santé	**115 085**	**126 659**	**129 829**	**137 458**	**145 378**
Maladie	92 655	101 975	104 444	111 280	118 275
Invalidité, infirmité	16 384	18 550	19 101	19 691	20 374
Accidents du travail, maladies professionnelles	6 046	6 135	6 283	6 488	6 729
Vieillesse-survie	**149 277**	**165 832**	**171 512**	**176 335**	**183 596**
Vieillesse	127 988	142 821	148 219	152 582	159 177
Survie	21 289	23 011	23 293	23 753	24 418
Maternité-famille	**36 263**	**39 213**	**40 361**	**40 817**	**42 279**
Maternité	4 661	4 777	4 893	5 162	5 328
Famille	31 602	34 436	35 469	35 656	36 951
Emploi	**26 985**	**28 640**	**28 643**	**27 603**	**27 721**
Insertion et réinsertion professionnelle	4 226	3 236	3 009	2 785	2 468
Chômage	22 759	25 404	25 634	24 818	25 253
Logement	**11 046**	**11 965**	**12 267**	**12 400**	**12 812**
Pauvreté, exclusion sociale	**4 222**	**5 162**	**5 612**	**5 689**	**5 714**
Total	**342 878**	**377 470**	**388 224**	**400 302**	**417 500**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-3

Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne (1), en 1999 (résultats provisoires)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'écus

	Prestations de protection sociale par fonction									Dépenses courantes en % du PIB
	Maladie	Invalidité	Vieillesse	Survie	Famille, enfants	Chômage	Logement	Exclusion sociale	Total prestations	
Allemagne (incluant l'ex-RDA)	158 849	44 141	228 233	9 209	59 005	49 636	3 645	11 167	563 884	29,6
Autriche	14 669	4 808	20 610	5 465	5 675	2 955	190	686	55 058	28,6
Belgique	15 055	5 618	20 050	6 381	5 572	7 435	...	1 381	61 491	28,2
Danemark	9 267	5 730	17 978	23	6 158	5 277	1 150	1 736	47 319	29,4
Espagne	31 934	8 579	45 923	4 682	2 297	14 096	1 306	746	109 564	20,0
Finlande	7 196	4 449	9 748	1 252	4 008	3 529	497	649	31 328	26,7
France	**109 403**	**22 728**	**148 239**	**23 282**	**38 185**	**28 673**	**12 313**	**5 593**	**388 416**	**30,3**
Grèce	7 129	1 830	12 025	2 636	2 206	1 657	888	557	28 927	25,5
Irlande	5 035	630	2 404	744	1 621	1 394	426	255	12 509	14,7
Italie	64 045	16 880	142 800	30 115	9 912	5 864	118	332	270 067	25,3
Luxembourg	969	552	1 470	125	597	97	10	33	3 854	21,9
Pays-Bas	28 593	11 636	35 783	5 257	4 222	6 089	1 585	5 702	98 866	28,1
Portugal	7 150	2 578	7 786	1 542	1 107	796	3	371	21 332	22,9
Royaume-Uni	86 593	34 989	147 328	13 536	30 869	11 281	21 290	3 278	349 165	26,9
Suède	18 511	8 547	27 298	1 648	7 718	5 942	1 704	1 877	73 245	32,9
Union européenne à 15 (2)	**564 398**	**173 695**	**867 673**	**105 897**	**179 152**	**144 721**	**45 125**	**34 361**	**2 115 024**	**27,6**

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.
(2) Somme des informations disponibles pour les prestations logement.

TABLEAU C.04-4

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne, en 1999 (résultats provisoires)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'écus

	Cotisations sociales		Contributions publiques courantes	Autres recettes courantes	**Total recettes courantes (2)**
	Employeurs	Personnes protégées (1)			
Allemagne (incluant l'ex-RDA)	222 907	169 815	198 013	13 618	**604 354**
Autriche	21 223	15 236	19 848	413	**56 721**
Belgique	34 643	15 734	18 001	1 739	**70 117**
Danemark	4 995	10 390	35 227	3 441	**54 054**
Espagne	62 035	20 263	31 828	4 743	**118 869**
Finlande	13 436	4 605	15 660	2 379	**36 081**
France	**193 087**	**84 486**	**126 411**	**11 550**	**415 534**
Grèce	11 556	7 171	8 785	3 154	**30 666**
Irlande	3 341	2 043	8 253	161	**13 799**
Italie	125 864	41 456	112 184	8 904	**288 408**
Luxembourg	1 062	1 053	2 020	172	**4 307**
Pays-Bas	36 052	47 568	19 470	23 989	**127 078**
Portugal	6 834	4 157	10 136	3 635	**24 761**
Royaume-Uni	102 248	88 657	174 356	3 445	**368 706**
Suède	28 177	7 456	38 000	4 047	**77 681**
Union européenne à 15	**867 462**	**520 088**	**818 193**	**85 392**	**2 291 135**

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.

TABLEAU C.04-5

Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) — *Unité* : Million d'euros

	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000
CNAMTS	**19 012,4**	**35 305,8**	**50 617,5**	**66 072,6**	**72 883,7**	**75 091,9**	**79 447,5**
Autres régimes	**5 250,6**	**9 702,9**	**12 651,9**	**14 813,9**	**15 572,5**	**15 650,3**	**16 306,8**
Dont : CANAM	1 097,9	2 075,4	2 811,6	3 374,0	3 540,3	3 627,4	3 790,1
Exploitants agricoles	1 629,7	2 960,0	4 124,8	4 791,9	5 123,5	5 217,6	5 437,2
Salariés agricoles	941,8	1 649,5	1 998,8	2 373,2	2 572,1	2 620,4	2 713,6
Assurance agricole personnelle	...	30,5	24,4	25,8	27,6	24,7	20,0
Mines	403,1	697,9	901,0	1 047,0	1 046,4	1 074,3	1 121,7
SNCF	554,2	963,0	1 148,1	1 298,1	1 280,1	1 285,3	1 330,4
Militaires	386,3	754,6	953,0	1 116,4	1 147,2	1 154,2	1 230,8
Marins	122,1	223,2	256,3	278,2	288,6	268,2	270,0
CAMAC (1)	...	81,7	107,0	127,1	127,8	129,5	132,0
RATP (2)	57,9	144,8	152,4	165,3	175,9	171,8	183,5
Clercs de notaires	32,6	59,5	90,4	109,6	123,3	...	...
Banque de France	18,4	36,6	51,1	61,9	63,3	65,5	65,5
Compagnie des Eaux (3)	4,0	6,6	9,5	///	///	///	///
Chambre de Commerce	2,6	5,3	7,8	10,2	9,6	10,6	11,3
Français de l'Étranger	...	14,3	15,9	34,1	45,7	...	...
Port autonome de Bordeaux	...	...	...	1,1	1,1	0,8	0,7
Total	**24 263,0**	**45 008,7**	**63 269,4**	**80 886,6**	**88 456,3**	**90 742,2 (4)**	**95 754,3 (4)**

(1) Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes.
(2) Les données portant sur le montant du maintien du salaire assuré par la RATP sont exclues des séries à partir de 1990.
(3) Régime intégré au régime général à compter du 1er janvier 1991.
(4) Hors régimes des Clercs de notaires et Français de l'Étranger.

TABLEAU C.04-6

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (DREES)

Unité : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT (1)							
Aide sociale aux personnes handicapées	**814,8**	**859,7**	**895,0**	**927,0**	**958,4**	**991,2**	**1 023,4**
Centres d'aide par le travail (CAT)	806,9	852,2	888,5	920,8	953,4	987,0	1 019,6
Centres de rééducation professionnelle	—	—	—	—	—	—	—
Allocation différentielle	8,0	7,5	6,6	6,1	5,0	4,2	3,8
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**367,1**	**378,8**	**400,7**	**414,3**	**455,1**	**454,0**	**502,8**
Sans domicile fixe (IVG et soins aux SDF) (2)	**106,3**	**105,8**	**123,9**	**121,7**	**123,2**	**47,4**	**3,6**
Interruption volontaire de grossesse	0,9	0,9	—	—	—	—	—
Aide médicale aux SDF	105,3	104,9	123,9	121,7	123,2	47,4	3,6
Sans domicile fixe : Autres formes d'aide sociale	**55,5**	**54,0**	**56,5**	**57,9**	**56,7**	**55,3**	**55,7**
Aide sociale aux personnes âgées	38,1	37,1 *r*	38,8 *r*	40,9	39,4	38,8	38,6
Aide sociale aux personnes handicapées	14,8	14,7 *r*	16,5	16,5	16,4	16,5	17,0
Aide sociale à l'enfance	2,6	2,1	1,2	0,5	0,9	0,1	—
Aide sociale aux personnes âgées	**3,0**	**3,0**	**2,7**	**2,6**	**1,9**	**0,8**	**0,5**
Allocation simple	3,0	3,0	2,7	2,6	1,9	0,8	0,5
Divers	**57,5**	**67,3**	**75,0**	**85,0**	**95,0**	**104,3**	**122,0**
Allocations supplémentaires (personnes âgées et handicapées)	1,5	1,4	1,4	1,1	0,9	0,7	0,6
Allocation militaire	0,1 *r*	—	—	—	—	—	—
Tutelle et curatelle	52,0	61,6	69,4	79,5	89,7	99,3	116,1
Prévention/Réadaptation	4,0	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3	5,3
Total	**1 404,2**	**1 468,6**	**1 553,8**	**1 608,4**	**1 690,2**	**1 652,9**	**1 708,0**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT							
Aide sociale à l'enfance	**3 650,8**	**3 784,1**	**3 949,6**	**4 079,7**	**4 198,4** *e*	**4 264,6**	**4 371,5**
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 888,0**	**3 042,7**	**3 099,9** *e*	**2 849,6**	**2 729,6** *e*	**2 699,0**	**2 703,0**
À domicile (3)	1 394,1	1 428,8	1 392,2 *e*	1 045,5	832,8 *e*	...	...
Hébergement (4)	1 479,2	1 596,4	1 666,4 *e*	1 759,4	1 847,5 *e*	...	...
Autres dépenses (5)	14,5	17,5	41,5 *e*	44,7	49,2 *e*	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**1 070,8**	**1 063,3**	**1 080,3** *e*	**1 285,8** *e*	**1 455,4** *e*	**1 502,8**	**1 549,5**
À domicile	194,8	183,1	177,6 *e*	312,7 *e*	416,3 *e*	...	...
Hébergement	862,9	867,1	884,2 *e*	936,8 *e*	1 026,6 *e*	...	...
Autres dépenses (5)	13,3	13,1	18,3 *e*	26,4 *e*	– 7,6 *e*	...	...
PSD non ventilée entre domicile et établissement (6)	///	///	///	9,9	20,1	...	...
Aide médicale	**947,6**	**997,0**	**1 131,6**	**1 216,4**	**1 280,7**	**196,7**	**10,8**
Aide médicale générale :							
À domicile	358,1	395,0	///	///	///	///	///
Hospitalière	172,1	193,5	///	///	///	///	///
Soins (7)	530,2	588,5	727,0	765,9	817,7	///	///
Cotisations d'assurance personnelle (8)	406,0	315,4	425,2	469,4	477,9	///	///
Autres dépenses (5)	11,6	10,8	///	///	///	///	///
Aide médicale aux malades mentaux	///	///	///	///	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	///	///	///	///	///	///	///
Sous-total prestations versées	**8 557,3**	**8 887,3**	**9 261,4** *e*	**9 431,4** *e*	**9 664,2** *e*	**8 663,1**	**8 634,8**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	463,7	511,8	536,6	602,8	655,7	640,0	644,3
Service départemental d'action sociale (9)	580,7	632,2	1 020,0	1 140,9	1 209,1	1 176,0	1 149,0
Frais communs	295,6	323,8	346,8	379,3	403,2	353,0	400,9
Total	**9 897,3**	**10 354,9**	**11 164,9** *e*	**11 554,4**	**11 932,2** *e*	**10 832,1**	**10 829,0**

(1) Champ : France entière, pour les dépenses relevant de l'État.
(2) Il s'agit de l'aide médicale de l'État avant la mise en œuvre de la couverture maladie universelle (CMU) au 1er janvier 2000. Ne sont plus imputées sur cette ligne à partir de cette date que des remboursements de dettes des années antérieures aux organismes d'assurance maladie ou des prises en charge exceptionnelles ou d'urgence.
(3) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(4) Y compris les dépenses d'éducation spéciale à partir de 1992.
(5) Depuis 1992, le poste « Autres dépenses » regroupe les frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.) qui, auparavant, étaient inclus dans chaque sous-chapitre.
(6) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(7) La rubrique soins correspond à l'ensemble des soins de ville et hospitaliers.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(9) En 1997, le champ de l'action sociale a été élargi du chapitre 954-2 aux chapitres 954-2,954-9, 957 et 951 de la nomenclature M51.

TABLEAU C.04-7

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (DREES) (Enquête Aide sociale)

	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*e* 2001
Aide relevant du département							
Aide sociale à l'enfance :							
Mesures administratives	31 306	30 573	29 627	28 857	28 936	28 682	28 608
Mesures judiciaires	76 138	78 356	80 327	81 790	82 525	82 253	82 866
Total des enfants confiés à l'ASE	**107 444**	**108 929**	**109 954**	**110 647**	**111 461**	**110 935**	**111 474**
Placements directs	27 222	27 126	27 200	26 150	25 638	25 077	24 204
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 666**	**136 055**	**137 154**	**136 797**	**137 099**	**136 012**	**135 678**
Action éducative en milieu ouvert (AEMO)	...	...	87 935	91 037	94 211	94 878	95 431
Action à domicile (AED)	...	...	32 072	32 183	32 059	31 463	31 266
Total actions éducatives	**...**	**...**	**120 007**	**123 220**	**126 270**	**126 341**	**126 697**
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Aide ménagère et auxiliaires de vie	8 085	9 140	9 898	11 592	11 866	12 868	14 131
ACTP (1) des moins de 60 ans (2)	84 245	85 980	87 328	89 929	88 204	91 804	95 047
Aide à l'hébergement :							
Accueil en établissement	73 960	75 225	77 081	78 660	77 980	77 945	79 457
Accueil de jour	5 545	6 495	6 826	7 500	7 881	8 522	8 853
Accueil en milieu familial	2 590	2 760	2 960	3 005	3 094	3 307	3 514
Aide sociale aux personnes âgées :							
ACTP des 60 ans ou plus (2)	200 040	203 095	175 048	104 685	62 702	43 189	28 144
Aide à domicile :							
Aide ménagère ARSM (3)	86 860	80 895	75 415	71 381	65 447	59 813	55 343
PSD (4) à domicile	///	///	10 000	46 440	54 665	63 289	73 728
Aide à l'hébergement :							
Accueil en établissement	133 310	130 350	128 656	125 194	120 908	117 261	116 319
Accueil en milieu familial	685	705	708	831	920	939	979
PSD en établissement	///	///	13 000	39 560	52 293	62 027	71 038

(1) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(2) Sont compris ici les personnes ayant des droits ouverts au 31 décembre.
(3) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(4) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.

TABLEAU C.04-8

Prestations familiales : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Unités : Millier
Million d'euros

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Familles bénéficiaires :							
Tous régimes	5 848	5 914	5 858	5 567	6 086	6 131 *r*	6 164
dont : régime général	4 863	5 091	5 137	4 924	5 412	5 467	5 518
Enfants bénéficiaires :							
Tous régimes	12 406	12 271	12 112	11 203	12 474	12 478 *r*	12 521
dont : régime général	10 253	10 459	10 532	9 797	11 007	11 042 *r*	11 122
Montant global des prestations :							
Tous régimes hors AAH (2)	16 316,2	20 170,9	21 837,7	21 619,1	22 020,8	22 178,0	22 679,5
Régime général hors AAH (2)	13 713,6	17 703,3	19 386,0	19 338,5	19 789,5	19 962,4	20 485,5

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU C.04-9

Prestations familiales, tous régimes et régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Millier de bénéficiaires et million d'euros

	1999			2000			2001		
	Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général	
	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	10 613,7	9 246,8	3 886	10 506,8	9 173,5	3 905	10 623,9	9 312,0	3 938
Complément familial	1 463,6	1 294,0	790	1 501,8	1 329,1	822	1 531,6	1 362,8	812
Allocation de parent isolé	681,6	676,7	154	696,2	690,4	156	718,8	714,2	160
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	2 564,7	2 358,7	1 222	2 605,8	2 402,5	1 244	2 655,0	2 455,3	1 241
Allocation parentale d'éducation	2 742,8	2 495,1	485	2 761,0	2 509,2	487	2 865,1	2 603,2	500
Allocation de garde d'enfant à domicile	129,9	128,5	65	134,2	132,1	60	128,7	126,9	56
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	1 530,5	1 478,8	501	1 689,7	1 626,1	544	1 864,9	1 794,1	572
Allocation d'adoption	3,6	2,9	1,3 *r*	3,4	2,7	1,2 *r*	3,3	2,6	1,2
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	757,1	710,9	515	778,1	729,1	517	801,9	754,4	527
Allocation d'éducation spéciale	298,4	264,2	95	315,4	280,3	98	336,2	299,4	103
Allocation de rentrée scolaire	1 321,0	1 193,8	2 775 *r*	1 298,7	1 177,6	2 750 *r*	1 280,2	1 164,7	2 766
Aide à la scolarité	– 0,1	–	–	–	–	–	–	–	–
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	2 477,7	2 378,5	1 079	2 574,0	2 465,4	1 103	2 773,4	2 659,2	1 099
Prime de déménagement	4,1	4,0	–	3,8	3,7	–	3,6	3,5	9
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	20,0	17,2	25	23,3	17,8	19	20,6	16,1	18
Allocation différentielle	27,4	27,4	17	17,9	17,9	11	17,9	17,9	12
Frais de tutelle	163,1	158,2	...	161,1	154,5	222	167,6	161,4	236
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	– 5,0	– 5,0	...	– 1,7	– 1,7	...	– 4,3	– 4,3	...
Prestations familiales (1) (2)	**22 020,8**	**19 789,5**	///	**22 178,0**	**19 962,4**	///	**22 679,5**	**20 485,5**	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									
Allocation de logement à caractère social	3 408,3	3 190,3	2 045	3 430,9	3 221,9	2 047	3 626,7	3 407,7	2 017
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	5 967,2	5 728,0	2 724	5 939,1	5 704,3	2 685	5 920,8	5 683,8	2 643
Prime de déménagement	3,8	3,8	...	3,8	3,8	...	3,4	3,4	9

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-10

Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon interrégimes de retraités 2001) (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Euro

		60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 79 ans	80 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct quelle que soit la durée de carrière (2)								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 188	1 012	960	917	877	686	982
Avantages de réversion		29	55	86	124	163	211	89
Avantages accessoires (3)		45	46	47	48	47	35	46
Allocations du minimum vieillesse		6	6	7	9	12	23	9
Retraite totale		**1 268**	**1 119**	**1 101**	**1 098**	**1 099**	**954**	**1 126**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 417	1 393	1 374	1 373	1 392	1 187	1 383
Avantages de réversion		4	4	7	9	15	19	7
Avantages accessoires (3)		54	63	68	73	71	63	64
Allocations du minimum vieillesse		5	6	7	8	9	18	7
Retraite totale	**(1B)**	**1 480**	**1 466**	**1 456**	**1 464**	**1 488**	**1 287**	**1 461**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	892	666	619	587	566	506	650
Avantages de réversion		61	101	151	206	252	280	158
Avantages accessoires (3)		34	31	30	30	33	25	31
Allocations du minimum vieillesse		7	7	8	10	13	24	10
Retraite totale	**(2B)**	**994**	**805**	**808**	**833**	**864**	**835**	**848**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,63	0,48	0,45	0,43	0,41	0,43	0,47
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,67**	**0,55**	**0,56**	**0,57**	**0,58**	**0,65**	**0,58**
***dont* retraités de droit direct ayant effecfué une carrière complète (2) (4)**								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 368	1 326	1 279	1 245	1 258	1 035	1 291
Retraite totale		**1 432**	**1 407**	**1 376**	**1 362**	**1 390**	**1 199**	**1 386**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 488	1 478	1 445	1 449	1 475	1 307	1 461
Retraite totale	**(1B)**	**1 547**	**1 548**	**1 524**	**1 536**	**1 567**	**1 402**	**1 536**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	1 124	1 026	967	906	924	790	986
Retraite totale	**(2B)**	**1 200**	**1 128**	**1 099**	**1 071**	**1 117**	**1 016**	**1 117**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,76	0,69	0,67	0,63	0,63	0,60	0,67
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,78**	**0,73**	**0,72**	**0,70**	**0,71**	**0,72**	**0,73**

(1) L'âge est ici l'âge exact des retraités à la date de collecte (1er trimestre 2001), et non l'âge atteint en cours d'année comme dans le précédent échantillon interrégimes de retraités de 1997. Selon la tranche d'âge, les données de 1997 et de 2001 ne sont pas toujours comparables.
(2) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus.
(3) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour aide constante d'une tierce personne.
(4) Carrière complète : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus (tous régimes), sauf pour les jeunes générations nées en 1934 et après, ayant cotisé au régime général ou un régime aligné sur le régime général et concernées par la réforme Balladur : le nombre minimum de trimestres d'assurance tous régimes augmente de 1 par génération.

TABLEAU C.04-11

Bénéficiaires (1) et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2000 - France entière

Sources : Enquête DREES
Fonds de Solidarité Vieillesse, Caisse des Dépôts et Consignations, CNAMTS

Unité : Montants en million d'euros

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	372 745	880,5	91 775	214,5
Exploitants agricoles	170 402	219,8	4 741	14,3
SASV	64 087	231,6	///	///
Salariés agricoles	33 577	80,6	5 400	17,2
ORGANIC (commerçants)	16 813	45,0	427	0,9
CANCAVA (artisans)	15 057	37,7	1 011	3,2
CAVIMAC (cultes)	5 957	14,9	13	...
CAMR (2)	119	0,2	///	///
Professions libérales	325	0,9	19	...
Régimes spéciaux	6 939	9,2	1 003	2,7
SNCF	1 540	...	195	...
Mines	1 013	...	149	...
Marins	1 593	...	78	...
Ouvriers de l'État	400	...	70	...
Collectivités locales	526	...	461	...
Autres régimes spéciaux (3)	141	...	50	...
Fonctionnaires	1 726		///	
Total métropole	**686 021**	**1 520,4**	**104 389 (4)**	**252,8 (4)**
DOM	**79 886 (5)**	**225,8**	///	///

(1) Les effectifs de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse au 31 décembre 2000 ne comportent pas, contrairement aux années précédentes, les personnes âgées de moins de 60 ans.
(2) La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992.
(3) RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, CCIP, etc.
(4) Ces chiffres concernent la métropole, sauf pour les exploitants agricoles où les montants versés aux DOM sont inclus.
(5) Les effectifs DOM sont ici les effectifs gérés par les caisses des DOM.

TABLEAU C.04-12

Minimum vieillesse - France entière

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

Unité : Euro

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	1 980,3	2 285,2	2 532,2	2 614,0	2 642,9	2 674,7	2 688,1	2 747,3
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	2 664,8	3 076,4	3 545,8	3 666,4	3 706,8	3 802,1	3 853,5	3 938,2
Minimum vieillesse :								
Personne seule	4 645,1	5 361,6	6 078,1	6 280,4	6 349,7	6 476,8	6 541,6	6 685,5
Couple	8 418,2	9 621,1	10 903,9	11 266,9	11 391,0	11 618,9	11 735,1	11 993,2

TABLEAU C.04-13

Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES), CNAF, MSA, UNEDIC (FNA), CNAMTS, CNAVT — *Unité* : Millier

	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*e* 2001
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	956,6	993,3	1 017,8	965,2	938,5
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	150,9	150,2	155,2	156,8	160,7
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	627,7	647,0	671,3	689,0	710,8
Allocation Supplémentaire d'Invalidité	131,7	103,4	100,7	100,7	100,2	104,4	105,0
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	480,1	482,0	470,1 *r*	425,3	391,0
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	16,1	21,4	26,7	32,1	36,9
Allocation Supplémentaire de Vieillesse	1 182,9	908,8	805,1	760,3	727,5	686,0	670,0
Allocation Veuvage	16,0	16,2	18,2	20,1 *r*	19,2 *r*	19,0	19,0
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 155,4**	**3 175,0** *r*	**3 188,0** *r*	**3 077,8**	**3 031,9**

TABLEAU C.04-14

Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2001 - France entière

Sources : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM		Ensemble Evolution 12.01/12.00
	Effectif	%	Effectif	%	%
Situation familiale (1) :					
Personne sans conjoint :					
Sans enfant	527 684	57,6	63 629	47,1	**– 2,8**
Avec un enfant	119 396	13,0	19 868	14,7	**3,0**
Avec deux enfants	63 093	6,9	13 470	10,0	**6,9**
Avec trois enfants et plus	40 695	4,4	9 508	7,0	**13,8**
Couple :					
Sans enfant	36 345	4,0	4 143	3,1	**– 8,4**
Avec un enfant	39 024	4,3	6 590	4,9	**– 11,7**
Avec deux enfants	38 138	4,2	8 139	6,0	**– 8,7**
Avec trois enfants et plus	52 363	5,7	9 640	7,1	**– 7,0**
Allocataires selon l'âge (2) :					
Moins de 25 ans	25 850	2,8	6 576	4,9	**0,2**
De 25 à 29 ans	174 490	19,0	23 980	17,8	**– 9,7**
De 30 à 39 ans	292 265	31,9	47 566	35,2	**– 1,3**
De 40 à 49 ans	231 227	25,2	34 053	25,2	**0,5**
De 50 à 59 ans	162 208	17,7	18 086	13,4	**3,1**
60 ans et plus	30 617	3,3	4 723	3,5	**– 4,0**
Age non connu	81	–	3	–	**23,5**
Ouverture de droits :					
Moins de 6 mois	123 893	13,5	14 009	10,4	**5,8**
De 6 mois à 1 an	92 349	10,1	14 601	10,8	**– 2,8**
De 1 à 2 ans	140 715	15,3	22 972	17,0	**– 10,8**
De 2 à 3 ans	111 779	12,2	17 068	12,6	**– 9,4**
De 3 à 5 ans	166 886	18,2	23 034	17,1	**– 2,0**
Plus de 5 ans	281 116	30,7	43 303	32,1	**3,8**
Total	**916 738**	**100,0**	**134 987**	**100,0**	**– 1,9**
Montant moyen RMI en euro	**343**	///	**304**	///	///

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.
(2) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

Chapitre D.01

○ Consommation et modes de vie des ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1A Consommation effective des ménages par fonction (en valeur).

1B Consommation effective des ménages par fonction (en volume).

2 Montant et évolution de la consommation effective des ménages en biens et services.

3 La consommation des ménages en biens et services sportifs.

4 Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages depuis 1990.

5 Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.

6 Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.

7 Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.

8 Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence en 1995.

9 Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 1998.

10 Le budget des ménages en 1995.

11 Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999.

1

○ Présentation

En 2001, la dépense de consommation des ménages augmente de 2,6 % en volume, au prix de l'année précédente, après + 2,5 % en 2000.
Après les hausses particulièrement marquées de 1998 et 1999 (+ 3,4 % et + 3,2 % en volume en moyenne annuelle), la dépense de consommation des ménages avait ralenti en 2000 (+ 2,5 %). En 2001, elle reste sur ce rythme : + 2,6 %. Sa croissance est stimulée par la vive progression du pouvoir d'achat : + 3,3 % en 2001, après + 2,8 %. Les ménages augmentent également leur taux d'épargne (16,1 % après 15,5 %), avec l'accélération du revenu disponible brut mais aussi le retournement progressif du marché du travail.
L'attrait des ménages pour les produits « technologies de l'information et de la communication » (TIC) reste très vif en 2001. Néanmoins, l'accroissement des dépenses faiblit un peu (+ 13,4 % en volume, après + 22,1 % en 2000 et + 24,6 % en 1999).
Le ralentissement est sensible pour les achats d'ordinateurs et de matériels informatiques (+ 14,7 % en volume, après + 45,9 % l'année précédente), ainsi que pour les acquisitions d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image (+ 5,3 %, après + 15,5 %). Les ventes de produits à technologie numérique tels que les lecteurs de DVD ou les télévisions grand écran s'accroissent quand même très fortement : + 64 % pour les premiers, + 33,5 % pour les seconds. Les ménages continuent à s'équiper en téléphone mobile : 37 millions de Français en possédaient un à la fin de l'année 2001, 30 millions un an auparavant et 21 millions deux ans auparavant. Au total, les biens et services des TIC expliquent 0,4 point des 2,6 % de hausse de la dépense des ménages en 2001. Ils pèsent ainsi trois fois plus dans la croissance (17 %) que dans la dépense en valeur (5,6 %).
Les achats en volume d'automobiles neuves augmentent fortement en 2001 (+ 9,2 %), après une année de baisse.
Non seulement le nombre d'immatriculations progresse, mais les ménages s'orientent vers des modèles plus « haut de gamme » ; ils bénéficient en outre de l'amélioration de la qualité des voitures neuves.
La dépense des ménages pour l'équipement du logement augmente très peu en 2001. Les achats de meubles baissent même un peu. Dans l'électroménager, les acquisitions de gros appareils ralentissent, alors que celles des petits appareils enregistrent un retournement à la baisse.
Le volume des dépenses liées au logement accélère en 2001, sous l'effet essentiellement de la hausse des dépenses de chauffage et d'éclairage (+ 5,6 %, après - 1 %).
En revanche, les dépenses de petit entretien et réparation du logement ralentissent nettement en 2001 (+ 0,5 %).
Les dépenses de location immobilière (hors aides aux logements) augmentent de 2,3 % en volume (après + 2,2 %). Elles contribuent pour 0,4 point à la hausse globale de la consommation des ménages.
Les dépenses en volume de tous les grands postes de santé accélèrent en 2001. Les débours des ménages en produits pharmaceutiques progressent de 7,5 % (après + 6 % en 2000). Pour les soins non hospitaliers, la hausse des dépenses est un peu moins vive (+ 4,2 %). Les soins hospitaliers à la charge des ménages augmentent également plus rapidement qu'en 2000 (+ 3,1 %, après + 0,4 %).
En 2001, les dépenses en volume de loisirs et culture ralentissent. Elles baissent même pour les supports de données, les caravanes (dont les acquisitions diminuent quasiment chaque année depuis vingt ans), les entrées dans les bals et discothèques, les journaux, revues et périodiques, ainsi que la papeterie scolaire. En revanche, les appareils photos numériques, les DVD et les camping-cars continuent à être très prisés par les ménages ; la hausse des achats de jeux vidéo est très marquée en 2001 et les achats d'articles de sport s'accroissent après deux années de léger repli.
Le cinéma fait toujours recette. La fréquentation des salles augmente fortement en 2001 : + 11,4 %.
En revanche, les dépenses liées à la télévision poursuivent le ralentissement amorcé en 2000 : + 3,5 %, après + 5,3 % en 2000 et + 10,1 % en 1999.
Après quatre années de fort excédent touristique, le solde baisse en 2001 (- 3,9 % en volume) : les dépenses des étrangers en France diminuent de 1,1 % alors que les achats des Français à l'étranger progressent de 1,3 %.
Les dépenses de transport décélèrent nettement en 2001 (+ 1,2 %, après + 5,6 %). Malgré la mise en service du TGV Méditerranée en juin 2001, les dépenses de transports ferroviaires n'augmentent que de 2,4 % sur l'année. L'activité des transports aériens pâtit des problèmes d'Air Liberté, de l'ouverture des lignes TGV Méditerranée et des attentats du 11 septembre : la dépense régresse de 1,8 %.
Les ménages augmentent peu leurs dépenses d'habillement (+ 0,9 % en volume).
Les achats de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées augmentent modérément, comme en 2000 : + 0,6 %, après + 0,8 %.
Affectée par les crises de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB) et de l'épizootie de fièvre aphteuse, la consommation de viande poursuit sa baisse. Les ménages réduisent leurs achats de viandes de 1,2 % en 2001 (- 0,2 % en 2000).
La désaffection des ménages pour la viande profite aux poissons et, malgré une accélération de leurs prix, aux produits de la mer préparés - principalement surgelés et en conserve - (+ 2 % en volume pour l'ensemble).
La hausse des prix des fruits et des légumes est nettement plus soutenue qu'en 2000, en raison des conditions climatiques défavorables du printemps.

2

○ Méthodologie

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :
– dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux ;
– estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement) ;
– données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages[1]. Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente[2].
Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

● **les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages**

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes

[1] Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » , cf. « partie 4 Sources de documentation ».

[2] Pour plus de détails, voir la publication annuelle INSEE résultats, série Économie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. « partie 4 Sources de documentation ».

nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents, mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

– l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

– L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit et, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

– l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-10) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 1995 ; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984-1985 et 1989.

– L'enquête « Emploi du temps 1998-1999 », a lieu environ tous les dix ans. Elle fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964-1965, 1974-1975, et 1985-1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau D01-11, concerne 16 000 individus environ.

– l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans.

– les enquêtes transports.

- **les statistiques de production et du commerce extérieur**

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales).

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- **les statistiques de distribution**

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

- **Nomenclature de fonction**

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services, constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

- **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-4) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte

de statistiques de distribution ; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.
Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux ; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays. (cf. tableau D01-9). Cette enquête est abandonnée pour être remplacée en 2003 par un nouvel instrument : EU – SILC (statistiques sur le revenu et les conditions de vie).

3 ○ Définitions

La consommation finale des ménages

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le système européen de comptabilité : SEC 95. Dans ce nouveau système de comptabilité nationale, deux concepts de consommation finale sont distingués : la dépense de consommation finale et la consommation finale effective. La dépense de consommation finale des ménages remplace le concept de consommation finale du système précédent. Selon le SEC 95, la dépense de consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.
La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut désormais les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.
Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non. La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire et en additionnant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.
Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste ; ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles), de véhicules d'occasion (passant par le commerce), et aux achats de services marchands. Ils comprennent aussi l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers « imputés » des logements occupés par leurs propriétaires, qui tous, viennent en contrepartie des revenus de même montant inclus dans le revenu disponible des ménages.
Quand ces biens et services marchands sont utilisés par des entrepreneurs individuels pour leur activité productive, on ne les prend pas en compte dans la consommation finale des ménages. Pour les biens et services à usage mixte, on ne retient ici qu'une partie de leur valeur, proportionnelle à l'utilisation domestique qui en est faite.

Les services non marchands pris en compte dans la dépense de consommation finale des ménages comprennent tout d'abord les paiements partiels des ménages aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (séances de ciné-club, spectacles amateurs, offices religieux) ou aux administrations publiques (hôpitaux, enseignement, musées, théâtres). S'y ajoutent les services domestiques fournis par le personnel salarié employé par les ménages (employés de maison, nourrices, concierges et gardiens d'immeubles), qui ont leur contrepartie en production pour compte propre des ménages.

La consommation effective finale des ménages

Le SEC 95, outre la dépense de consommation finale des ménages, définit également la consommation effective finale des ménages. Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés, alors que la dépense de consommation se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. L'écart entre les deux notions représente les remboursements de sécurité sociale, les aides aux logements, les dépenses de la collectivité en éducation, en santé, etc.

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont subdivisées entre dépenses de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépenses de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des administrations.

Les transferts sociaux en nature des administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces administrations.

La consommation effective des administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

– exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

– exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Théoriquement, on aurait dû adopter la même démarche concernant les ISBLSM. Par convention, c'est l'ensemble de leurs dépenses de consommation qui est considéré comme individualisable et constitue une consommation effective des ménages, il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM. Pourtant, comme la dépense, elles n'incluent pas la valeur ajoutée domestique (préparation des repas, travail ménager, aide aux enfants dans leurs devoirs scolaires, bricolage).

Mais, c'est par ailleurs une notion plus restreinte que la dépense, car la comptabilité nationale ne classe pas en consommation l'achat et les gros travaux d'amélioration du logement, les intérêts liés à ceux-ci, les impôts. Elle ne retrace pas non plus les achats de ménages à d'autres ménages : seules les marges commerciales des revendeurs sont prises en compte. C'est notamment le cas pour le poste « voitures d'occasion ».

Si elles couvrent des champs différents et satisfont à des contraintes particulières, ces deux notions ont aussi des utilisations complémentaires. La consommation est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. Tandis que la dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

	Ménages	Administrations publiques	ISBLSM
Dépenses de consommation	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses collectives et individuelles des administrations publiques	Dépenses de consommation des ISBLSM
Consommation effective	Dépenses de consommation des ménages + Dépenses individuelles des APU + Dépenses de consommation des ISBLSM	Dépenses collectives des administrations publiques	

● L'autoconsommation

C'est la contrepartie de la production pour compte propre des ménages destinée à leur consommation finale. Dans le SEC 95 cette production constitue une production pour emploi final propre, qu'elle porte sur des biens ou des services.

• *autoconsommation de biens*

Tous les biens sont susceptibles d'être autoconsommés. Cette production pour compte propre doit être comptabilisée si elle est significativement importante au regard de l'offre totale de ce bien. On n'évalue une autoconsommation que pour les produits agricoles et agro-alimentaires (exemples : pommes de terre, fruits, miel, viande, volailles, lait, beurre, vin, eau de vie...)

• *autoconsommation de services*

Elle concerne trois postes :

. Les services des logements occupés par leurs propriétaires (ou loyers imputés).

. Les services d'action sociale (assistante maternelle).

. Les services domestiques découlant de l'emploi de personnel rémunéré (les services résultant de l'activité domestique non rémunérée ne sont pas retenus).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, garde d'enfants, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.) ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture) ; ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers imputés que paieraient les propriétaires, s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée aux prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évaluée aux prix à la production.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE.
– Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications INSEE :

Économie et Statistique :

– « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328, avril 2000 ;
– « Le téléphone : un facteur d'intégration », n° 345, novembre 2001 ;
– « Départs en vacances : la persistance des inégalités », n° 345, novembre 2001 ;
– « Le Panel européen des Ménages », nos 349 - 350, mai 2002 ;
– « L'évolution des temps sociaux », nos 352-353, septembre 2002.

INSEE-Première :

– « La percée du téléphone portable et d'Internet », n° 700, février 2000 ;
– « Le cadre de vie des plus de soixante ans », n° 760, février 2001 ;
– « Le tabac : vingt ans d'usage et de consommation », n° 808, octobre 2001 ;
– « La consommation des ménages depuis 40 ans, perte de vitesse des dépenses traditionnelles », n° 832, février 2002 ;
– « 40 ans de cinéma : âge d'or, crise et renouveau », n° 841, avril 2002 ;
– « La consommation automobile depuis quarante ans », n° 844, mai 2002 ;
– « La consommation alimentaire depuis 40 ans », n° 846, mai 2002 ;
– « Le marché des télécommunications en 2000 », n° 847, mai 2002 ;
– « Un tiers des adultes ont déjà utilisé Internet », n° 850, juin 2002 ;
– « La consommation des ménages en 2001 - Une hausse toujours soutenue », n° 853, juin 2002.

INSEE-Résultats - Consommation-modes de vie :

– « Enquête emploi du temps 1998-1999 », nos 101-102, janvier 2000 ;
– « La consommation des ménages en 1999 », nos 103-104, juillet 2000 ;
– « Modes de transport utilisés par les ménages », n° 105, mars 2001 ;
– « Équipement des ménages en biens durables électro-ménagers, audiovisuels et de communication », n° 106, mars 2001.

INSEE-Résultats - Économie :

– « Comptes nationaux. Rapport sur les Comptes de la Nation 2001 », n° 2, 2002 ;
– « La consommation des ménages en 2001 », n° 4, 2002.

INSEE-Résultats - Société :
– « Indicateurs de niveau de vie, Indicateurs sociaux annuels de 1996 à 2001 », n° 2 , janvier 2002.
Données sociales Édition 2002 :
– « Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999 », O.Guillemin, V. Roux ;
– La pauvreté en termes de conditions de vie : quatre profils de ménages », S . Pontieux.
France Portrait social. Édition 2002-2003.

5
❍ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.01-1A

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001	1990	2001
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées.	01	98 976	102 429	105 347	107 153	110 457	117 223	13,14	11,57
Boissons alcoolisées et tabac	02	22 229	23 828	24 913	26 046	26 493	27 763	2,45	2,74
Articles d'habillement et chaussures	03	36 321	37 164	37 699	38 144	38 427	39 057	5,36	3,86
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	156 404	167 280	173 081	177 719	183 713	190 815	17,44	18,84
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	41 581	43 877	45 547	47 247	49 250	50 693	5,65	5,00
Santé	06	24 460	25 276	25 623	26 578	27 434	28 726	2,71	2,84
Transport	07	96 101	98 659	104 667	111 685	118 514	122 628	12,60	12,11
Communications	08	12 081	12 865	13 695	15 434	17 042	18 536	1,45	1,83
Loisirs et culture	09	55 990	58 571	62 436	65 113	69 174	71 966	7,03	7,10
Éducation	10	3 966	4 593	4 691	4 796	4 711	4 904	0,51	0,48
Hôtels, cafés et restaurants	11	48 056	49 516	53 065	56 178	58 880	61 187	6,03	6,04
Autres biens et services	12	52 869	55 899	57 342	57 747	59 923	62 709	6,07	6,19
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**649 034**	**679 956**	**708 107**	**733 840**	**764 018**	**796 207**	**80,46**	**78,60**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	7 028	7 624	7 961	8 482	8 536	9 347	0,69	0,92
Consommation individualisable des APU	14	166 781	177 482	183 542	189 251	198 311	207 412	18,86	20,48
Consommation effective des ménages		**822 844**	**865 062**	**899 610**	**931 573**	**970 865**	**1 012 966**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001	de 1991 à 2001
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	101,5	100,8	101,1	101,7	100,8	100,6	0,8
Boissons alcoolisées et tabac	02	99,7	98,0	102,3	101,3	98,9	101,5	–
Articles d'habillement et chaussures	03	97,9	101,2	101,7	101,1	100,6	100,9	– 0,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	101,2	100,4	102,2	101,7	101,8	102,7	1,6
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	101,2	101,3	102,7	103,2	103,5	100,8	1,1
Santé	06	103,3	99,3	100,7	103,6	103,1	105,4	2,8
Transport	07	100,0	96,8	106,1	105,6	101,7	103,2	1,7
Communications	08	103,8	104,7	114,7	124,1	120,8	115,3	9,8
Loisirs et culture	09	101,9	102,6	107,1	105,7	106,7	103,7	3,2
Éducation	10	101,0	112,3	100,8	101,5	97,8	102,2	1,4
Hôtels, cafés et restaurants	11	100,2	102,3	105,3	104,2	102,8	101,4	0,9
Autres biens et services	12	105,3	97,6	102,2	99,6	102,3	102,3	1,2
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,2**	**100,1**	**103,4**	**103,2**	**102,5**	**102,6**	**1,6**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	103,0	103,2	103,3	104,6	98,8	108,4	4,8
Consommation individualisable des APU	14	100,6	101,6	102,4	101,6	103,3	103,7	2,5
Consommation effective des ménages		**101,1**	**100,5**	**103,2**	**102,9**	**102,7**	**102,8**	**1,8**

TABLEAU D.01-2

Montant et évolution de la consommation effective des ménages en biens et services

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Unité : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants		Coefficients budgétaires %		Indices de volume base 100 de l'année précédente		Taux de variation annuel moyen (%)
		r 2000	*p* 2001	1990	2001	*r* 2000	*p* 2001	de 1991 à 2001
Biens durables importants	**1**	**62 140**	**65 266**	**7,84**	**6,44**	**104,7**	**105,3**	**3,1**
Automobiles	11	28 398	31 295	3,82	3,09	100,7	109,4	2,5
Automobiles neuves	111	21 228	23 343	3,24	2,30	97,2	109,2	1,7
Automobiles autres	112	7 170	7 952	0,58	0,78	112,8	109,9	5,7
Téléviseurs	12	2 135	2 175	0,28	0,21	114,8	103,7	6,6
Réfrigérateurs, congélateurs	13	1 324	1 332	0,17	0,13	106,5	99,7	2,1
Machines à laver	14	1 383	1 428	0,17	0,14	107,9	103,4	2,9
Meubles	15	12 659	12 728	1,66	1,26	102,6	99,2	– 0,2
Autres biens durables importants	16	16 242	16 309	1,75	1,61	111,9	103,6	6,8
Biens semi-durables	**2**	**92 480**	**95 472**	**11,29**	**9,42**	**102,7**	**102,2**	**0,9**
Textiles et cuirs	21	41 359	42 015	5,72	4,15	101,2	100,9	– 0,2
Autres biens semi-durables	22	51 121	53 457	5,57	5,28	104,0	103,3	1,9
Biens non durables	**3**	**257 577**	**269 807**	**27,88**	**26,64**	**101,1**	**102,1**	**1,2**
Biens non durables et non alimentaires	31	132 346	137 314	13,11	13,56	101,6	103,3	1,5
Énergie, y c. sylviculture	311	62 239	63 234	6,45	6,24	98,8	103,0	0,8
Autres biens non durables et non alimentaires	312	70 107	74 080	6,66	7,31	103,9	103,7	2,0
Alimentation, y c. animale	32	125 230	132 493	14,77	13,08	100,6	100,7	0,9
Services	**4**	**558 668**	**582 420**	**52,99**	**57,50**	**103,1**	**103,0**	**2,1**
Logement, y c. entretien	41	148 489	153 309	13,60	15,13	102,3	102,1	1,8
Services de santé, y c. vétérinaires	42	93 569	97 936	9,29	9,67	102,8	104,1	2,4
Transports en commun, postes et télécommunications	43	40 742	43 284	3,72	4,27	111,0	107,2	5,3
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, loyers	44	58 888	61 195	6,04	6,04	102,8	101,4	0,9
Autres services	45	216 981	226 697	20,34	22,38	102,5	102,8	1,9
Action sociale, y c. services domestiques	451	31 636	34 525	2,61	3,41	106,2	106,4	3,5
Autres services divers	452	185 345	192 172	17,74	18,97	101,9	102,2	1,7
Consommation effective des ménages		**970 865**	**1 012 966**	**100,00**	**100,00**	**102,7**	**102,8**	**1,8**

TABLEAU D.01-3

La consommation des ménages en biens et services sportifs

Sources : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)
Ministère des Sports

Unité : Milliard d'euros à prix courants

Intitulé du poste	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
Vêtements et chaussures de sport	**2,91**	**2,93**	**3,00**	**3,05**	**3,12**	**3,19**
dont : Vêtements de sports	1,37	1,37	1,41	1,45	1,50	1,54
Chaussures de sports	1,54	1,56	1,58	1,60	1,61	1,65
Autres biens de consommation	**1,85**	**1,90**	**1,99**	**2,13**	**2,21**	**2,19**
dont : Articles de sports	1,68	1,74	1,82	1,96	2,03	2,01
Périodiques sportifs	0,17	0,17	0,19	0,17	0,18	0,18
Equipements	**1,91**	**1,77**	**1,64**	**1,83**	**1,97**	**2,10**
dont : Bateaux	0,69	0,67	0,58	0,81	0,91	1,01
Bicyclettes	1,05	0,95	0,90	0,87	0,91	0,95
Armes	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,09
Avions	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
Achats de services	**3,80**	**3,98**	**4,14**	**4,37**	**4,71**	**5,01**
dont : Activités sportives (cotisations, leçons)	1,48	1,55	1,63	1,71	1,93	2,10
Activités liées au sport (entrées)	1,19	1,26	1,30	1,32	1,37	1,44
Spectacles sportifs	0,19	0,21	0,22	0,29	0,31	0,33
Total	**10,47**	**10,58**	**10,77**	**11,38**	**12,01**	**12,49**

TABLEAU D.01-4

Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages depuis 1990

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne	10^6	**56,71**	**57,85**	**58,03**	**58,21**	**58,40**	**58,60**	**58,90**
Semoule de blé dur	kg	1,08	1,26	1,25	1,06	0,98	0,97	0,97
Farine de froment	"	5,09	4,41	4,36	4,38	4,38	4,19	4,12
Riz	"	3,72	3,74	3,75	3,63	3,53	3,67	3,95
Biscottes	"	1,80	1,72	1,79	1,72	1,63	1,64	1,88
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,80	10,21	10,32	10,38	10,61	11,50
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,13	0,14	0,14	0,14	0,14	0,13
Entremets et desserts instantanés	"	0,57	///	///	///	///	///	///
Pâtes alimentaires	"	6,76	7,30	7,28	7,57	7,40	7,67	7,65
Pain, préemballé non compris	"	63,37	59,89	60,36	60,02	59,87	57,42	59,38
Pommes de terre (1)	"	62,42	68,93	69,28	69,79	65,78	67,96	69,40
Légumes frais (1)	"	88,34	91,33	89,42	89,85	91,05	92,17	91,61
Légumes surgelés	"	5,18	6,50	6,66	6,58	6,69	6,94	6,98
Légumes secs (1)	"	1,56	1,44	1,45	1,42	1,41	1,40	1,43
Conserves de légumes	"	23,23	23,67	24,23	23,94	24,34	25,25	25,38
Agrumes (1)	"	16,45	13,81	13,15	13,67	13,31	12,80	12,71
Autres fruits frais (1)	"	45,93	44,94	43,32	44,05	43,25	44,42	45,01
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
Fruits secs (1)	"	1,16	1,36	1,32	1,34	1,31	1,36	1,38
Fruits au sirop	"	3,11	2,04	2,08	1,98	2,06	1,60	1,73
Confitures et gelées	"	2,54	2,63	2,57	2,51	2,47	2,41	2,48
Compote de fruits	"	1,63	1,88	1,90	2,00	2,10	2,22	2,35
Porc frais	"	9,96	10,07	10,17	10,11	10,77	10,90	10,71
Jambon	"	5,59	5,52	5,63	5,55	5,93	5,61	5,63
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,25	15,67	16,01	16,01	16,55	16,98	17,24
Triperie	"	4,48	3,99	3,89	3,76	3,76	3,80	3,30
Bœuf	"	17,58	16,57	15,24	15,42	14,90	14,93	15,07
Veau	"	4,49	4,13	3,91	3,95	3,88	3,92	3,86
Mouton, agneau	"	3,64	3,57	3,51	3,39	3,39	3,43	3,55
Cheval	"	0,65	0,37	0,44	0,40	0,37	0,34	0,35
Volailles (1)	"	22,24	22,83	23,77	23,99	24,15	23,82	24,02
Produits carnés surgelés	"	3,21	///	///	///	///	///	///
Lapin, gibier (1)	"	4,59	3,97	4,14	4,18	4,20	4,15	4,18
Œufs (1)	"	14,34	15,50	15,22	14,89	14,94	15,16	15,12
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	14,75	14,41	15,02	14,92	14,80	14,99	14,48
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,22	4,32	4,33	4,37	4,45	4,56
Conserves de poisson	"	5,81	4,84	4,99	4,69	5,19	4,16	4,29
Laits liquides (1)	litre	68,16	69,52	68,64	68,07	68,57	67,27	67,91
Crème fraîche	kg	2,77	4,89	5,07	5,33	5,92	4,93	5,13
Yaourts	"	16,31	18,29	18,65	19,12	19,94	20,50	20,52
Desserts lactés frais	"	5,89	7,28	7,67	7,78	8,34	8,39	8,82
Fromages frais (1)	"	6,71	6,97	7,07	7,15	7,20	7,51	8,02
Fromages (1)	"	17,10	18,12	18,20	18,28	18,95	19,30	19,25
Beurre (1)	"	8,43	8,05	7,95	7,83	7,65	7,54	7,67
Huile	"	11,37	10,23	10,47	10,30	10,08	10,00	9,95
Margarine	"	2,34	2,12	2,13	2,32	2,26	2,15	2,05
Sucre	"	10,02	8,92	8,66	8,20	7,71	7,59	7,08
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,40	3,93	4,18	4,16	4,30	4,17	4,34
Confiserie de sucre	"	2,67	3,45	3,44	3,52	3,45	3,37	3,61
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,70	1,64	1,84	1,85	1,89	1,74
Miel (1)	"	0,41	0,45	0,47	0,45	0,44	0,45	0,46
Crèmes glacées	litre	6,50	6,92	6,23	6,23	6,47	5,96	6,50
Vins courants (1)	litre	45,96	39,09	38,13	37,38	37,25	36,21	31,95
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (1)	"	23,49	25,16	25,70	26,16	27,67	27,14	26,36
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (1)	"	1,55	1,37	1,34	1,34	1,34	1,37	1,10
Champagne (1)	"	1,95	2,05	2,08	2,12	2,29	2,44	1,90
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	3,36	///	///	///	///	///	///
Eaux de vie et liqueurs	"	2,77	///	///	///	///	///	///
Bière	"	39,66	38,04	38,75	35,47	37,70	37,78	33,64

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-4 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages depuis 1990

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Cidre (1)	litre	6,47	6,83	6,35	6,42	6,52	6,40	6,44
Eaux minérales et de source	"	92,42	119,83	118,19	125,42	136,73	146,06	153,31
Boissons gazeuses	"	35,82	37,71	38,00	39,02	40,06	40,56	41,10
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,84	10,78	10,97	11,44	11,53	11,88	12,08
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (2)	kg	4,41	4,38	4,69	4,64	4,40	4,51	4,46
Thé et maté (2)	"	0,20	0,20	0,26	0,29	0,23	0,21	0,23
Infusions (1)	g	65,70	66,66	68,97	69,45	68,60	68,81	68,29
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3 unité	2 129	2 107	2 003	2 089	2 119	2 255	2 400
Machines à laver	"	2 042	2 117	2 083	2 121	2 154	2 247	2 346
Lave-vaisselle	"	669	727	731	740	771	856	946
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 368	3 395	3 531	4 271	4 508	4 622
Automobiles (3)	"	2 309	1 931	2 132	1 713	1 944	2 148	2 134
Chauffage et éclairage :								
Électricité	10^9 kWh	96,90	109,08	120,46	119,08	121,45	126,93	128,72
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	146,53	164,02	148,23	163,90	165,73	165,76
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,58	1,68	1,58	1,60	1,59	1,51
Charbon (y c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	1,41	1,49	1,43	1,36	1,25	0,98
Fioul domestique (4)	10^6 m^3	20,18	19,53	20,45	19,79	20,48	20,07	18,44
Transports :								
Carburants	10^3 m^3							
Supercarburants autos (5)	"	19 889	17 682	16 944	16 532	16 439	16 332	15 570
Gazole (6)	"	5 400	9 627	10 441	11 119	11 936	11 900	12 100
Chemins de fer (7) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	47,08	50,90	52,80	55,30	57,00	60,20
Banlieue de Paris	"	8,99	8,48	8,87	9,02	9,13	9,62	9,68
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag-km	1 222	1 029	1 092	1 116	1 157	1 190	1 247
Réseau express régional	"	362	323	351	354	368	384	404
Réseau autobus	"	841	781	847	878	887	902	939
Tramway	"	///	23	26	29	35	43	47
Autres biens et services :								
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	10,9	9,0	8,9	8,3	8,4	8,6
Savons de toilette, etc	"	28,3	24,0	22,5	21,7	19,9	14,3	14,3
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	538,6	512,5	533,4	499,6	439,6	395,7
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	130,2	136,7	149,0	170,1	155,5	166,0
Cigarettes	10^6 tonnes	95 809	88 336	86 163	82 984	83 836	83 675	82 514
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 460	1 530	1 572	1 630	1 672	1 712
Scaferlatis	"	4 933	6 444	6 998	7 315	7 283	7 386	7 170

(1) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(2) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(3) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(4) En acquitté total des factures des distributeurs.
(5) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(6) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économique et statistique du ministère de l'Équipement, desTransports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.
(7) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-5

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002) %

Nature de l'équipement	Date	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	35	56	68	65	61	60	38	60
Congélateur	2000	77	53	42	46	38	52	12	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2002	99	99	99	99	98	99	86	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2002	90	78	79	79	73	78	25	77
Lave-vaisselle	2001	38	52	63	46	29	29	2	39
Micro-ondes	2002	50	70	73	73	66	69	56	68
Lave-linge	2002	94	94	92	93	89	92	36	91
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	22	36	41	34	23	28	3	30
Télévision couleur	2002	96	94	93	94	93	97	78	94
Multi-équipement en télévision couleur	2002	32	37	40	40	32	39	6	37
Magnétoscope	2001	47	68	77	77	66	71	32	70
Chaîne hi-fi	2002	26	60	79	73	57	57	59	63
Camescope	1997	8	21	23	16	11	13	3	14
Répondeur téléphonique	2001	19	32	56	45	35	28	22	37
Minitel	2002	15	18	29	16	7	5	1	13
Téléphone portable	2002	34	59	76	70	56	56	78	62
Téléphone fixe	2002	95	93	96	90	86	84	49	88
Micro-ordinateur	2002	16	32	64	50	27	24	45	37
Connexion à internet	2002	10	19	51	32	15	11	21	23
Automobile	2002	80	85	87	89	66	78	41	79
Multi-équipement en automobile	2002	36	37	41	38	17	31	4	31
Nombre de ménages (millions)	**2002**	**1,3**	**2,0**	**4,0**	**4,8**	**4,9**	**7,3**	**0,5**	**24,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2002**	**302**	**473**	**914**	**1 128**	**1 107**	**1 704**	**111**	**5 739**

(1) Champ : ensemble des ménages. Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU D.01-6

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002) %

Nature de l'équipement	Date	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	62	70	61	58	58	55	52	60
Réfrigérateur sans congélateur	2000	39	40	53	53	51	53	52	49
Congélateur	2000	23	42	59	56	56	44	29	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2002	94	99	99	100	99	99	98	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2002	53	76	83	85	83	76	65	77
Lave-vaisselle	2001	12	40	51	52	43	32	18	39
Micro-ondes	2002	69	78	80	75	65	51	32	68
Lave-linge	2002	69	93	96	93	94	94	87	91
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	21	38	46	36	23	14	8	30
Télévision couleur	2002	86	91	95	96	98	98	97	94
Multi-équipement en télévision couleur	2002	17	34	46	46	43	35	19	37
Magnétoscope	2001	68	82	83	80	68	45	24	70
Chaîne hi-fi	2002	75	80	79	68	53	31	17	63
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	2001	39	49	45	43	33	16	7	37
Minitel	2002	3	9	17	21	15	11	4	13
Téléphone fixe	2002	62	84	90	93	93	96	93	88
Téléphone portable	2002	86	79	78	68	46	27	13	62
Micro-ordinateur	2002	47	52	55	42	21	7	3	37
Connexion à internet	2002	32	31	34	28	13	4	2	23
Automobile	2002	71	85	89	88	83	68	42	79
Multi-équipement en automobile	2002	22	37	44	44	29	14	3	31
Nombre de ménages (millions)	**2002**	**2,6**	**4,6**	**4,7**	**4,6**	**3,2**	**3,4**	**1,7**	**24,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2002**	**560**	**1 084**	**1 089**	**1 103**	**803**	**762**	**338**	**5 739**

TABLEAU D.01-7

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002) %

Nature de l'équipement	Date	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	53	62	67	66	62	67	60
Réfrigérateur sans congélateur	2000	50	48	47	50	51	51	49
Congélateur	2000	25	50	58	66	71	64	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2002	96	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2002	59	82	86	88	94	89	77
Lave-vaisselle	2001	19	41	49	61	64	40	39
Micro-ondes	2002	51	69	80	84	89	81	68
Lave-linge	2002	76	96	98	100	99	98	91
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	13	26	40	55	55	49	30
Télévision couleur	2002	89	96	97	98	99	99	94
Multi-équipement en télévision couleur	2002	17	41	49	52	53	55	37
Magnétoscope	2001	47	70	87	90	92	90	70
Chaîne hi-fi	2002	44	61	78	83	85	70	63
Camescope	1997	3	12	20	28	30	22	14
Répondeur téléphonique	2001	27	38	47	44	42	26	37
Minitel	2002	6	16	16	18	17	11	13
Téléphone fixe	2002	79	92	90	93	93	87	88
Téléphone portable	2002	43	60	78	82	80	83	62
Micro-ordinateur	2002	18	31	52	65	63	46	37
Connexion à internet	2002	10	22	31	41	37	27	23
Automobile	2002	55	87	91	96	95	89	79
Multi-équipement en automobile	2002	2	33	52	61	61	43	31
Nombre de ménages (millions)	**2002**	**7,8**	**8,1**	**3,8**	**3,3**	**1,3**	**0,5**	**24,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2002**	**1 666**	**1 889**	**898**	**789**	**363**	**134**	**5 739**

TABLEAU D.01-8

Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence en 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille) *Unité* : euro

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	5 292,1	740,1	14,0
UU de moins de 20 000 habitants (1)	5 262,8	751,6	14,3
UU de 20 000 à 100 000 habitants	4 979,0	778,3	15,6
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	5 115,7	928,3	18,1
Agglomération parisienne hors Paris	6 203,5	1 540,6	24,8
Ville de Paris	5 598,4	1 900,6	33,9
Ensemble	**5 325,2**	**956,3**	**18,0**

(1) UU : Unité urbaine.

TABLEAU D.01-9

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 1998

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages) %

	Voiture	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	73	45	64	97	52	96
Autriche	76	49	65	97	56	97
Belgique	78	32	68	96	60	95
Danemark	64	39	72	97	41	98
Espagne	69	22	67	99	46	89
Finlande (1)	67	42	61	94	74	95
France	**80**	**36**	**65**	**94**	**55**	**97**
Grèce	59	23	47	96	12	95
Irlande	71	26	76	98	66	87
Italie	77	25	59	97	18	91
Luxembourg (1)	83	56	68	98	33	98
Pays-Bas	68	29	73	98	67	99
Portugal	64	23	57	93	27	81
Royaume-Uni	72	23	83	98	77	96
Suède	72	41	68	98	66	...
Total Union européenne à 15	**74**	**33**	**67**	**97**	**51**	**95**

(1) Données 1997 pour la Finlande ; données 1996 pour le Luxembourg.

TABLEAU D.01-10

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécommunications	Culture et loisirs	Divers	(1) Total
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	**100,0**
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	**100,0**
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	**100,0**
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	**100,0**
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	**100,0**
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	**100,0**
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	**100,0**
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	**100,0**
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	**100,0**
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	**100,0**
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	**100,0**
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	**100,0**
65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	**100,0**
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :									
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	**100,0**
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	**100,0**
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	**100,0**
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	**100,0**
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	**100,0**
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	**100,0**
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	**100,0**
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	**100,0**
Type d'habitat de résidence :									
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	**100,0**
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	**100,0**
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	**100,0**
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	**100,0**
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	**100,0**
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	**100,0**
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	**100,0**
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	**100,0**
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	**100,0**
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	**100,0**
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	**100,0**
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	**100,0**
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	**100,0**
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	**100,0**
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	**100,0**
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	**100,0**
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	**100,0**
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	100,0

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-11

Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Total			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		Actifs occupés		Ensemble	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont : Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	8h37	8h29	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	0h49	0h45	0h51	0h48
Repas (1)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	2h	2h13	2h02	2h14
dont : Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	0h25	0h41	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (2)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont : Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	5h23	5h09	2h48	2h32
dont : Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	—	0h01	0h10	0h17	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	0h32	0h34	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	—	0h42	0h47	0h01	0h01	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont : Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	1h56	1h58	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	0h16	0h18	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	0h16	0h18	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	0h14	0h13	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont : Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	1h24	1h37	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	0h20	0h17	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	0h10	0h14	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	0h08	0h09	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	0h07	0h08	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont : Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	0h26	0h15	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	0h16	0h24	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de « sociabilité ».

(2) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études ; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Logements par catégorie et caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement en 1999.

2 Logements par catégorie et caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces en 1999.

3 Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence en 1999.

4 Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement en 1999.

5 Caractéristiques des résidences principales selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France métropolitaine.

6 Résidences principales selon le statut d'occupation, le confort, le nombre de pièces et le nombre de logements par catégorie en 1990 et 1999 - Départements d'outre-mer.

1
○ Présentation

Selon les résultats de l'exploitation du recensement de la population de 1999, le nombre de logements augmente plus vite que la population entre 1990 et 1999 en France métropolitaine. Dans le même temps, la taille des logements continue à progresser et celle des ménages à diminuer. L'espace devient un élément de confort : 56 % des ménages habitent une maison individuelle.

En mars 1999, 28,7 millions de logements sont recensés en métropole. L'augmentation est de 9,4 % par rapport à 1990. Parmi ces logements, 83 % sont des résidences principales, soit 23,8 millions. Le nombre de résidences principales augmente dans tous les départements, bien que certains d'entre eux perdent des habitants. Depuis 1990, près de 3 millions de logements ont été construits soit environ 325 000 par an.

Le nombre de résidences principales augmentant plus vite que la population (3,4 %), le nombre moyen de personnes par logement continue à baisser. Il est de 2,4 en 1999, après 2,6 en 1990 et 3,1 en 1962.

Le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 3,86. Les logements sont plus grands en zone rurale (4,48 pièces en moyenne) contre 3,18 pièces dans l'agglomération parisienne et 2,54 pièces en moyenne à Paris.

Après avoir augmenté rapidement pendant une trentaine d'années, la proportion de ménages propriétaires de leur logement se stabilise à 54,7 % en 1999, après 54,4 % en 1990. Ceci s'explique, en particulier, parce que les jeunes ménages sont plus souvent locataires que par le passé. En effet, parmi les ménages de moins de 30 ans, la proportion de propriétaires continue à baisser : 10 % en 1999 après 15 % en 1990. La baisse touche maintenant aussi les moins de quarante ans.

En mars 1999, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles (ou des fermes). L'habitat individuel n'a presque pas progressé dans les années quatre-vingt dix, après une forte augmentation entre 1982 et 1990. Il représente néanmoins 58 % des logements occupés construits depuis 1990.

En mars 1999, plus de quatre logements occupés sur cinq sont équipés d'installations sanitaires, de W.-C. à l'intérieur et du chauffage central. Le confort continue à progresser. Les résidences principales sans installation sanitaire ni W.-C. sont en grande majorité des petits logements anciens.

850 000 personnes vivent dans des logements qui possèdent ni baignoire, ni douche, soit trois fois moins qu'en 1990.

Plus des deux tiers des ménages ayant au moins une voiture disposent d'un garage, box ou parking pour leur usage personnel. Ce taux est maximum pour les zones rurales et diminue quand la taille de l'agglomération augmente.

2
○ Méthodologie

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1982 et 1990. La date de référence est le 8 mars 1999.

Les chiffres présentés dans ce chapitre proviennent, selon les tableaux, de l'exploitation principale ou de l'exploitation complémentaire du recensement de la population de 1999. Pour plus de détail consulter la méthodologie du chapitre B01.

3
○ Définitions

Catégorie de logement

Les logements sont répartis en quatre catégories :

– les résidences principales : logements occupés de façon permanente et à titre principal par le ménage. Il y a ainsi une identité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif) , mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels, les constructions provisoires et habitations de fortune ;

– les logements vacants : logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement ;

– les logements occasionnels : logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes, qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement, sont recensées dans leur résidence principale ;

– les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir ; c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

Type de logement

On distingue les résidences principales par type de logement dont les modalités sont les suivantes :

– maisons individuelles ou fermes ;

– logements dans un immeuble collectif ;

– logements-foyers pour personnes âgées : il s'agit de logements dans des établissements assurant des services collectifs facultatifs (foyer, restaurant...) aux personnes hébergées (généralement valides) tout en préservant leur indépendance de vie. Occupés par des personnes de plus de 60 ans, ils sont équipés au moins d'une installation pour faire la cuisine. Cette catégorie de logement est donc à mi-chemin de l'hébergement collectif (maison de retraite, hospice) et du logement individuel ;

– chambres meublées (hôtel ou garni) : chambres occupées par des personnes qui vivent la plus grande partie de l'année dans un hôtel ou une maison meublée, ou qui n'ont pas d'autre résidence ;

– constructions provisoires, habitations de fortune : locaux impropres à l'habitation, cependant occupés à l'époque du recensement (baraque de bidonville, roulotte ou wagon immobilisé, cave, grenier, bâtiment en ruine, etc.) et les habitations provisoires édifiées pour le logement de sinistrés ;

– pièces indépendantes (ayant leur propre entrée) louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers : annexes indépendantes, telles que chambres de domestique, lorsqu'elles sont cédées à des tiers par l'occupant du logement dont elles dépendent ;

– logements dans un immeuble à usage autre que d'habitation (usine, atelier, immeuble de bureaux, magasin, école, collège, hôpital, mairie, gare, bureau de poste, stade, etc.).

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si sa surface excède 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bain, etc.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Publications INSEE :

INSEE-Résultats :

– « Les conditions de logement des ménages. Exploitation de l'enquête logement 1996-1997 », n^{os} 622-623, novembre 1998 ;

« Le logement locatif de 1995 à 2000 », n^{os} 758-759, septembre 2001.

INSEE-Première :

– « Les loyers augmentent moins vite que les prix en 1999 », n° 705, avril 2000 ;

– « Accession à la propriété : le régime de croisière », n° 718, juin 2000 ;

– « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000

– « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;

– « Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000 ;

– « 7,4 millions de personnes seules », n° 788, juillet 2001 ;

– « Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;

– « Le locataire dans la ville - enquête loyers d'octobre 2000 », n° 807, septembre 2001 ;

– « Hébergement et distribution de repas chauds, le cas des sans domicile », n° 823, janvier 2002 ;

– « Hébergement et distribution de repas chauds, qui sont les sans domicile usagers de ces services », n° 824, janvier 2002 ;

– « L'évolution des loyers en 2001 secteur libre et HLM, deux dynamiques différentes », n° 839, mars 2002.

Tableaux références et analyses :

– « Exploitation principale et complémentaire du Recensement de la population de 1999 ».

Données sociales édition 2002 :

– « La copropriété en forte progression », S. Bessière, A. Laferrère.

Articles d'*Économie et Statistique* :

– « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328, 1999 ;

– « Le logement dans l'Union européenne : la propriété prend le pas sur la location », n° 343, 2001.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.02-1

Logements par catégorie et caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
LOGEMENTS PAR CATÉGORIE :								
Résidences principales	4 938 100	2 885 850	4 421 781	3 435 842	3 012 237	2 640 301	2 476 050	**23 810 161**
Logements occasionnels	84 359	37 452	38 754	29 826	23 559	19 873	26 513	**260 336**
Résidences secondaires	778 324	228 444	267 610	315 030	378 180	393 685	280 484	**2 641 757**
Logements vacants	737 937	329 475	313 610	201 641	132 061	113 667	161 367	**1 989 758**
Ensemble des logements	**6 538 720**	**3 481 221**	**5 041 755**	**3 982 339**	**3 546 037**	**3 167 526**	**2 944 414**	**28 702 012**
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	3 251 076	1 829 370	1 843 286	1 503 633	1 860 309	1 838 635	1 478 477	**13 604 786**
Logements occasionnels	28 717	11 809	8 925	5 105	4 861	4 951	5 631	**69 999**
Résidences secondaires	676 421	182 819	165 029	158 547	175 565	182 818	173 071	**1 714 270**
Logements vacants	434 865	161 647	99 146	51 461	47 981	45 473	59 150	**899 723**
Nombre de logements	**4 391 079**	**2 185 645**	**2 116 386**	**1 718 746**	**2 088 716**	**2 071 877**	**1 716 329**	**16 288 778**
Immeuble de 2 logements ou plus :								
Résidences principales	1 687 024	1 056 480	2 578 495	1 932 209	1 151 928	801 666	997 573	**10 205 375**
Logements occasionnels	55 642	25 643	29 829	24 721	18 698	14 922	20 882	**190 337**
Résidences secondaires	101 903	45 625	102 581	156 483	202 615	210 867	107 413	**927 487**
Logements vacants	303 072	167 828	214 464	150 180	84 080	68 194	102 217	**1 090 035**
Nombre de logements	**2 147 641**	**1 295 576**	**2 925 369**	**2 263 593**	**1 457 321**	**1 095 649**	**1 228 085**	**12 413 234**
CARACTÉRISTIQUES DES RÉSIDENCES PRINCIPALES :								
Type de logement :								
Maison individuelle ou ferme	3 149 643	1 775 202	1 803 045	1 480 033	1 837 035	1 813 814	1 449 632	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 602 616	1 007 637	2 532 098	1 881 666	1 095 120	761 075	964 970	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	3 728	2 212	8 094	26 661	45 809	30 886	15 523	**132 913**
Chambre d'hôtel	15 120	13 305	4 385	1 648	887	1 461	2 306	**39 112**
Construction provisoire, habitation de fortune	3 863	2 405	2 592	1 765	1 921	2 557	3 965	**19 068**
Pièce indépendante louée, sous-louée ou prêtée	72 384	41 906	28 991	18 152	14 549	15 531	21 637	**213 150**
Autres	90 746	43 183	42 576	25 917	16 916	14 977	18 017	**252 332**
Statut d'occupation :								
Propriétaire	2 846 616	1 494 587	2 061 221	1 748 211	1 888 356	1 696 979	1 298 662	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 732 974	1 214 118	2 170 567	1 559 988	1 023 950	871 644	1 112 519	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 542 485	925 250	938 401	612 171	423 746	392 356	590 910	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	63 972	214 827	1 171 884	902 728	567 467	447 219	436 713	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	126 517	74 041	60 282	45 089	32 737	32 069	84 896	**455 631**
Logé gratuitement	358 510	177 145	189 993	127 643	99 931	71 678	64 869	**1 089 769**
Évacuation des eaux usées :								
Tout-à-l'égout	3 357 788	2 319 377	3 902 471	2 966 067	2 408 995	2 073 162	2 025 072	**19 052 932**
Fosse septique	1 287 747	461 937	460 310	437 527	569 981	537 353	425 736	**4 180 591**
Autre cas	292 565	104 536	59 000	32 248	33 261	29 786	25 242	**576 638**
Moyen de chauffage :								
Logement équipé d'un chauffage central collectif	197 271	313 681	1 631 046	1 576 482	606 489	119 287	156 654	**4 600 910**
Logement équipé d'un chauffage central individuel	2 150 607	1 482 128	2 023 876	1 416 147	1 191 630	802 532	968 242	**10 035 162**
Chauffage « tout électrique »	1 105 452	506 920	368 284	261 362	909 084	1 207 097	1 038 093	**5 396 292**
Autres moyens de chauffage	1 484 770	583 121	398 575	181 851	305 034	511 385	313 061	**3 777 797**
Confort du logement :								
Ni baignoire, ni douche, sans W.-C. à l'intérieur	188 536	74 720	19 482	6 215	2 941	2 852	3 722	**298 468**
Ni baignoire, ni douche, avec W.C. à l'intérieur	144 054	71 516	23 194	8 247	3 743	2 771	3 544	**257 069**
Baignoire ou douche, sans W.-C à l'intérieur	190 966	110 026	75 109	46 032	37 266	36 136	37 364	**532 899**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, sans chauffage central	1 175 778	471 803	368 364	173 978	297 175	500 369	302 761	**3 290 228**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, avec chauffage central	3 238 766	2 157 785	3 935 632	3 201 370	2 671 112	2 098 173	2 128 659	**19 431 497**
Garage-box-parking	2 169 812	1 266 348	2 319 008	2 197 165	2 281 051	2 106 878	1 955 531	**14 295 793**
Nombre moyen :								
- de personnes par logement	2,17	2,25	2,27	2,34	2,50	2,92	2,71	**2,40**
- de personnes par pièce	0,56	0,61	0,61	0,62	0,62	0,70	0,72	**0,62**
- de pièces par logement	3,86	3,71	3,73	3,81	4,07	4,15	3,78	**3,86**

TABLEAU D.02-2

Logements par catégorie et caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**
LOGEMENTS PAR CATÉGORIE :							
Résidences principales	1 526 573	3 028 244	5 299 675	6 418 808	4 432 943	3 103 918	**23 810 161**
Logements occasionnels	80 768	65 983	50 754	34 666	16 599	11 566	**260 336**
Résidences secondaires	290 752	580 421	656 901	533 751	311 001	268 931	**2 641 757**
Logements vacants	273 831	433 332	504 497	414 896	212 488	150 714	**1 989 758**
Ensemble des logements	**2 171 924**	**4 107 980**	**6 511 827**	**7 402 121**	**4 973 031**	**3 535 129**	**28 702 012**
Immeuble d'un seul logement :							
Résidences principales	114 632	640 241	2 110 876	4 141 153	3 698 476	2 899 408	**13 604 786**
Logements occasionnels	7 681	12 404	16 287	15 761	9 655	8 211	**69 999**
Résidences secondaires	59 032	235 044	442 681	451 468	280 782	245 263	**1 714 270**
Logements vacants	34 685	129 400	215 723	241 428	153 796	124 691	**899 723**
Nombre de logements	**216 030**	**1 017 089**	**2 785 567**	**4 849 810**	**4 142 709**	**3 277 573**	**16 288 778**
Immeuble de 2 logements ou plus :							
Résidences principales	1 411 941	2 388 003	3 188 799	2 277 655	734 467	204 510	**10 205 375**
Logements occasionnels	73 087	53 579	34 467	18 905	6 944	3 355	**190 337**
Résidences secondaires	231 720	345 377	214 220	82 283	30 219	23 668	**927 487**
Logements vacants	239 146	303 932	288 774	173 468	58 692	26 023	**1 090 035**
Nombre de logements	**1 955 894**	**3 090 891**	**3 726 260**	**2 552 311**	**830 322**	**257 556**	**12 413 234**
CARACTÉRISTIQUES DES RÉSIDENCES PRINCIPALES :							
Type de logement :							
Maison individuelle ou ferme	79 489	587 350	2 042 424	4 069 564	3 657 257	2 872 320	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 209 659	2 327 288	3 146 028	2 243 654	720 252	198 301	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	102 653	21 248	4 501	2 723	1 123	665	**132 913**
Autres	134 772	92 358	106 722	102 867	54 311	32 632	**523 662**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	138 037	722 361	2 170 345	3 904 583	3 419 416	2 679 890	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 307 651	2 137 471	2 858 946	2 213 454	849 271	318 967	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	798 865	1 370 742	1 464 522	1 057 635	484 484	249 071	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	243 876	674 442	1 344 276	1 126 308	353 095	62 813	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	264 910	92 287	50 148	29 511	11 692	7 083	**455 631**
Logé gratuitement	80 885	168 412	270 384	300 771	164 256	105 061	**1 089 769**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	119 827	138 706	142 900	100 829	34 515	18 760	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	75 484	115 131	152 954	128 301	58 629	28 959	**559 458**
1 salle d'eau	1 322 684	2 751 520	4 913 710	5 825 108	3 640 266	1 853 270	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	8 578	22 887	90 111	364 570	699 533	1 202 929	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	1 362 721	2 874 965	5 117 197	6 244 280	4 339 024	3 040 607	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	163 852	153 279	182 478	174 528	93 919	63 311	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	366 096	806 498	1 098 026	1 093 094	773 124	801 262	**4 938 100**
De 1915 à 1948	212 469	476 516	690 635	691 062	442 588	372 580	**2 885 850**
De 1949 à 1967	169 117	502 366	1 292 140	1 400 528	696 502	361 128	**4 421 781**
De 1968 à 1974	220 780	370 460	792 191	1 050 528	652 302	349 581	**3 435 842**
De 1975 à 1981	181 822	281 295	532 492	841 169	731 623	443 836	**3 012 237**
De 1982 à 1989	134 696	251 146	425 474	737 230	661 335	430 420	**2 640 301**
1990 et après	241 593	339 963	468 717	605 197	475 469	345 111	**2 476 050**
Nombre de personnes du ménage :							
1 personne	1 339 256	1 987 147	1 895 805	1 271 520	565 233	321 551	**7 380 512**
2 personnes	154 781	823 171	1 980 886	2 201 302	1 380 479	873 906	**7 414 525**
3 personnes	21 770	152 131	895 550	1 295 729	900 882	584 015	**3 850 077**
4 personnes	7 341	47 791	405 764	1 127 976	986 790	701 437	**3 277 099**
5 personnes	2 217	12 594	90 490	374 036	424 260	417 638	**1 321 235**
6 personnes ou plus	1 208	5 410	31 180	148 245	175 299	205 371	**566 713**

TABLEAU D.02-3

Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**2 674 030**	**4 450 426**	**4 740 025**	**3 919 424**	**4 915 551**	**3 110 705**	**23 810 161**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	280 603	1 772 240	2 773 931	2 616 076	3 576 553	2 015 229	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	2 233 750	2 456 921	1 784 144	1 164 184	1 171 266	875 495	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 454 943	1 433 923	928 266	590 335	554 015	463 837	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	538 661	949 584	803 934	535 322	587 455	389 854	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	240 146	73 414	51 944	38 527	29 796	21 804	**455 631**
Logé gratuitement	159 677	221 265	181 950	139 164	167 732	219 981	**1 089 769**
Surface du logement :							
Moins de 40 m^2	936 886	433 766	279 346	229 133	292 096	326 502	**2 497 729**
De 40 à moins de 70 m^2	1 086 912	1 386 006	1 027 688	848 321	1 403 843	1 149 227	**6 901 997**
De 70 à moins de 100 m^2	496 928	1 616 349	1 866 444	1 553 817	1 976 642	1 093 996	**8 604 176**
De 100 m^2 à moins de 150 m^2	131 315	831 826	1 218 243	984 127	962 227	417 746	**4 545 484**
150 m^2 ou plus	21 989	182 479	348 304	304 026	280 743	123 234	**1 260 775**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	34 281	36 537	50 247	66 665	153 304	214 503	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	77 856	100 653	94 418	80 905	112 340	93 286	**559 458**
1 salle d'eau	2 506 245	3 953 553	3 937 407	3 168 425	4 133 794	2 607 134	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	55 648	359 683	657 953	603 429	516 113	195 782	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	2 567 008	4 322 736	4 609 655	3 797 622	4 729 606	2 952 167	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	107 022	127 690	130 370	121 802	185 945	158 538	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	604 696	809 535	786 511	700 507	1 120 620	916 231	**4 938 100**
De 1915 à 1948	356 600	529 950	518 520	430 672	594 090	456 018	**2 885 850**
De 1949 à 1967	435 080	754 862	725 316	586 859	1 142 671	776 993	**4 421 781**
De 1968 à 1974	333 327	559 177	537 613	681 369	913 408	410 948	**3 435 842**
De 1975 à 1981	232 956	419 792	684 406	790 154	591 937	292 992	**3 012 237**
De 1982 à 1989	229 714	521 223	928 702	472 336	326 468	161 858	**2 640 301**
1990 et après	481 657	855 887	558 957	257 527	226 357	95 665	**2 476 050**
Nombre moyen :							
- de personnes par logement	1,79	2,95	3,21	2,54	1,90	1,53	**2,40**
- de personnes par pièce	0,72	0,78	0,75	0,59	0,47	0,42	**0,62**
- de pièces par logement	2,49	3,73	4,29	4,29	4,08	3,68	**3,86**

TABLEAU D.02-4

Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Ensemble des immeubles collectifs d'au moins 2 logements d'habitation	**421 573**	**233 504**	**332 678**	**181 447**	**108 939**	**102 068**	**112 741**	**1 492 950**
Services :								
Gardien	35 833	22 474	102 041	73 527	38 395	25 748	21 257	**319 275**
Digicode-interphone	179 698	91 679	157 240	96 243	54 701	53 720	72 843	**706 124**
Ascenseur	30 069	17 609	52 732	60 930	41 377	27 578	33 324	**263 619**
Garage, box ou parking	105 619	70 560	188 323	126 809	84 711	80 429	89 834	**746 285**

TABLEAU D.02-5

Caractéristiques des résidences principales selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France métropolitaine

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agri-culteurs	Artisans commer-çants,chefs d'entreprise	Cadres	Profes-sions intermé-médiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**377 654**	**1 189 966**	**2 283 985**	**3 349 275**	**2 732 961**	**4 627 333**	**7 143 836**	**2 103 062**	**23 808 072**
Type de logement :									
Maison individuelle ou ferme	354 414	795 050	1 195 757	1 816 007	1 012 228	2 604 690	4 738 854	790 836	**13 307 836**
Logement dans un immeuble collectif	19 026	325 320	1 043 750	1 455 292	1 638 383	1 904 799	2 236 622	1 222 465	**9 845 657**
Logement-foyer pour personnes âgées	61	398	478	1 233	1 988	3 321	98 600	26 904	**132 983**
Autres	4 153	69 198	44 000	76 743	80 362	114 523	69 760	62 857	**521 596**
Statut d'occupation :									
Propriétaire	287 298	774 966	1 370 935	1 800 364	904 853	2 047 353	5 101 614	744 853	**13 032 236**
Locataire ou sous-locataire	67 073	370 933	823 344	1 400 821	1 640 676	2 425 015	1 729 812	1 230 228	**9 687 902**
d'un logement loué vide non HLM	58 953	282 170	666 878	920 626	820 567	1 165 125	853 651	660 446	**5 428 416**
d'un logement loué vide HLM	6 030	75 369	125 829	430 721	756 640	1 175 668	833 860	400 045	**3 804 162**
d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	2 090	13 394	30 637	49 474	63 469	84 222	42 301	169 737	**455 324**
Logé gratuitement	23 283	44 067	89 706	148 090	187 432	154 965	312 410	127 981	**1 087 934**
Surface du logement :									
Moins de 40 m²	8 636	61 501	175 139	306 873	397 061	422 956	518 193	609 720	**2 500 079**
De 40 à moins de 70 m²	50 139	226 141	457 832	887 797	1 005 875	1 378 053	2 227 850	663 067	**6 896 754**
De 70 à moins de 100 m²	124 081	407 477	648 782	1 222 161	939 545	1 912 542	2 798 094	553 672	**8 606 354**
De 100 m² à moins de 150 m²	138 635	346 910	684 787	770 718	338 010	792 440	1 258 580	214 773	**4 544 853**
150 m² ou plus	56 163	147 937	317 445	161 726	52 470	121 342	341 119	61 830	**1 260 032**
Installations sanitaires :									
Ni baignoire, ni douche	12 507	11 212	8 574	17 104	34 148	75 972	308 060	88 346	**555 923**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	6 487	25 693	29 781	52 492	68 676	129 150	177 099	71 028	**560 406**
1 salle d'eau	312 010	922 944	1 604 768	2 897 976	2 492 469	4 202 431	6 033 849	1 840 276	**20 306 723**
2 salles d'eau ou plus	46 650	230 117	640 862	381 703	137 668	219 780	624 828	103 412	**2 385 020**
W.C. à l'intérieur du logement	358 584	1 155 044	2 238 536	3 273 466	2 643 273	4 466 754	6 850 891	1 991 383	**22 977 931**
W.C. à l'extérieur du logement	19 070	34 922	45 449	75 809	89 688	160 579	292 945	111 679	**830 141**
Époque d'achèvement :									
Avant 1915	164 470	268 965	477 810	541 579	419 284	794 879	1 770 671	500 048	**4 937 706**
De 1915 à 1948	40 736	147 688	247 845	357 832	315 719	572 921	908 136	288 153	**2 879 030**
De 1949 à 1967	24 281	150 852	281 232	488 780	543 523	824 243	1 679 261	432 013	**4 424 185**
De 1968 à 1974	23 903	137 404	281 512	430 415	422 106	636 826	1 211 324	291 713	**3 435 203**
De 1975 à 1981	37 856	164 962	323 287	500 157	356 008	597 217	829 169	203 795	**3 012 451**
De 1982 à 1989	42 619	167 572	322 459	518 829	341 795	633 452	449 809	161 598	**2 638 133**
1990 et après	43 789	152 523	349 840	511 683	334 526	567 795	295 466	225 742	**2 481 364**
Nombre moyen :									
de personnes par logement	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
de personnes par pièce	0,65	0,67	0,63	0,68	0,70	0,81	0,45	0,56	**0,62**
de pièces par logement	5,02	4,45	4,38	3,92	3,39	3,82	3,94	3,08	**3,86**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon le statut d'occupation, le confort, le nombre de pièces et le nombre de logements par catégorie en 1990 et 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - Exploitation complémentaire)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Ensemble des résidences principales	**112 478**	**144 818**	**33 285**	**46 173**	**106 536**	**130 844**	**157 853**	**215 044**
Dans un immeuble d'un seul logement	84 514	108 259	23 986	32 329	78 099	84 783	134 494	165 629
Dans un immeuble de 2 logements ou plus	27 964	36 559	9 299	13 844	28 437	46 061	23 359	49 415
Statut d'occupation :								
Propriétaire	70 369	87 830	13 742	18 439	64 861	75 365	88 844	115 801
dont propriétaire du logement et non du sous-sol	19 997	22 213	5 573	6 958	14 440	19 475	18 731	15 756
Locataire ou sous-locataire	36 190	49 665	15 604	23 590	34 629	46 623	56 396	86 323
Logé gratuitement	5 919	7 323	3 939	4 144	7 046	8 856	12 613	12 920
Confort :								
Électricité	100 603	139 574	28 872	41 525	96 221	127 285	150 441	211 654
Eau froide seulement	76 552	84 147	14 543	22 889	81 629	77 356	68 524	76 425
Baignoire ou douche	83 360	133 312	22 457	36 131	87 901	124 423	117 556	198 925
W.C intérieur	87 938	136 082	20 648	35 553	90 184	124 987	111 221	195 652
Nombre de pièces :								
1 pièce	7 555	5 947	5 652	4 588	3 752	3 908	6 353	9 761
2 pièces	16 623	18 166	7 772	9 907	13 124	13 741	18 462	23 239
3 pièces	24 679	37 878	7 026	11 284	29 243	34 542	35 816	52 273
4 pièces	34 901	46 998	7 811	12 582	37 646	46 886	49 466	67 114
5 pièces et plus	28 720	35 829	5 024	7 812	22 771	31 767	47 756	62 657
Nombre moyen de pièces par logement :	3,70	3,76	3,04	3,28	3,69	3,80	3,89	3,86
Nombre moyen de personnes par pièce :	0,92	0,77	1,12	1,02	0,90	0,76	0,97	0,85
Résidences secondaires et logements occasionnels	9 354	10 791	1 825	2 515	6 887	6 146	4 074	3 820
Logements vacants	12 984	23 239	3 214	5 355	9 894	18 743	14 654	19 332
Ensemble des logements	**134 816**	**178 848**	**38 324**	**54 043**	**123 317**	**155 733**	**176 581**	**238 196**

Chapitre D.03

Santé

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Dépense courante et consommation médicale totale - France entière.

2 Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière.

3 Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE.

4 Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.

5 Effectifs des professions de santé au 1er janvier.

6 Sages-femmes, personnels médicaux et non médicaux des établissements de santé - effectifs en équivalent temps plein en 2000.

7A Établissements de santé au 1er janvier 2000.

7B Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre - France entière.

8 Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2001.

9 Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2000.

10 Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière.

11 Nouveaux cas des affections de longue durée - France entière.

12 Causes médicales de décès en 1999 - France entière.

13 Répartition des cas de SIDA par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière.

1
○ Présentation

La dépense nationale de santé, agrégat utilisé pour les comparaisons internationales au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), représente en France 9,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2001. La progression est de 0,1 point par rapport à 2000, après une période de stabilité au cours des trois années précédentes.

La France se situe au quatrième rang derrière les États-Unis (13,0 %), la suisse (10,7 %) et l'Allemagne (10,6 %).

La dépense courante de santé a atteint 148 milliards d'euros en 2001, soit en moyenne 2 437 euros par habitant.

La dépense courante de santé couvre un champ plus large que la consommation médicale totale, puisqu'elle prend également en compte les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de gestion, de recherche et de formation médicale. La consommation médicale totale s'élève à 130,6 milliards d'euros (dont 2,8 au titre de la médecine préventive et 127,8 pour la consommation de soins et de biens médicaux). La part de la consommation médicale totale dans le PIB augmente de 0,2 point et s'établit à 8,9 % en 2001 ; cette part s'élevait à 7,9 % en 1990 et 8,8 % en 1995.

Le montant de la consommation de soins et de biens médicaux est de 128 milliards d'euros, (2 098 euros par habitant), soit une augmentation par rapport à 2000 de 5,8 % en valeur et de 5,2 % en volume.

Les versements effectués par le fonds de la couverture universelle (CMU), au titre de la couverture complémentaire, s'élèvent à 1,4 milliards d'euros en 2001 (après un milliard en 2000). Les effectifs de bénéficiaires de la CMU complémentaire s'établissent en mars 2002 à environ 4,6 millions de personnes (dont 4 millions en métropole), 1,3 millions de personnes sont affiliés à la CMU de base.

En 2001 comme en 2000, ce sont les soins hospitaliers, notamment publics, et les médicaments qui contribuent le plus à la croissance des dépenses. Celle-ci atteint 4,1 % en valeur pour l'ensemble du secteur hospitalier (1,9 % en volume) et 5,1 % en valeur pour les soins ambulatoires (6,2 % en volume). Enfin, les dépenses de médicaments restent très soutenues avec un taux de croissance de 8,3 % en valeur (9,5 % en volume). Poursuivant une tendance observée depuis plusieurs années, les autres biens médicaux (optique, prothèses, petits matériels et pansements) connaissent une forte augmentation (11,8 % en valeur et 10,8 % en volume).

Pour l'ensemble des régimes, le taux d'évolution des dépenses entrant dans le champ de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) est de 5,6 % en 2001, ce qui correspond à un dépassement de l'objectif voté par le Parlement de 3,1 milliards d'euros, dont 2,8 pour les soins de la ville.

2
○ Méthodologie

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont présentés en base 1995, depuis l'édition 2000. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

– **Des modifications conceptuelles**

Une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer ;

Une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

– **Des modifications de champ et de nomenclature**

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classés en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

– **Des révisions de certaines évaluations**

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

– **Les effets des modifications et révisions**

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique ; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu ; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales ; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine ; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :
– les établissements publics de santé ;
– les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier ;
– les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.
Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).
Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.
Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.
La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :
– pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales ;
– pour le secteur privé : (journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées.

Enquête sur le SIDA

Le système de surveillance du SIDA, mis en place en 1982, repose sur la déclaration obligatoire depuis 1986 (article L 3113-1 du Code de Santé Publique, décrets du 6 mai 1999 et du 16 mai 2001). La notification est basée sur la définition O.M.S / C.D.C. du sida, établie en septembre 1982, et modifiée en juin 1985, en août 1987, puis sur la définition européenne de 1993.[1 2 3]
La surveillance est coordonnée au niveau du département par le Médecin inspecteur de santé publique (MISP) des Ddass, DSS en Corse, DSDS dans les DOM et au niveau national par l'InVS.
La situation nationale du Sida est publiée régulièrement dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de façon détaillée sous forme de tableaux. Des données nationales et régionales sont disponibles sous forme de diapositives sur le site de l'InVS (http : //www.invs.sante.fr).
Les situations régionales et départementales sont aussi disponibles directement auprès des MISP des Ddass, qui reçoivent chaque trimestre de l'InVS une extraction départementale de la base nationale.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.
Le code utilisé est la CIM 10e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive ; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3[0] du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.
Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.
Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.
Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3 ○ Définitions

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :
1) **la consommation de soins et de biens médicaux** :
– les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées ;
– les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales) ;
– le transport des malades ;
– les médicaments ;
– les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie).
2) **la médecine préventive** qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :
Les dépenses pour les malades :
– les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :
Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades) ;

---

[1] Définition du sida avéré (révision 1987). BEH 1987, 51 : 2001-3.
[2] Révision de la définition du sida en France. BEH 1993, 11 : 47-8.
[3] Ancelle-Park R. Expanded European AIDS case definition. Lancet, 1993, 341 : 441.

Les soins aux collectivités (armées, prisons) ;
Les médicaments ;
Les prothèses (lunetterie, orthopédie) ;
– l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail) ;
– les subventions au système de soins.

Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Etablissements pour handicapés

Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :
– attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément ;
– attribution de la carte d'invalidité ;
– orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du Travail et de l'Emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :
– les structures de travail protégé ;
– les structures de réinsertion professionnelle ;
– les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et les spécialistes ; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

– Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés) ;
– Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés ;
– Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes ;
– Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier ;
– Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière se divise en six disciplines :
– spécialités médicales ;
– spécialités chirurgicales ;
– psychiatrie ;
– santé publique ;
– médecine du travail ;
– biologie.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

Organismes :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.
CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).
INSEE.
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité :

Collection études et statistiques :
– Données sur la situation sanitaire et sociale en France en ...
– Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
– Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
– Comptes de la protection sociale.

Dossier Solidarité et Santé :
– « Les dépenses de santé », n° 1, janvier-mars 2002.

Collection statistiques, document de travail :
– « Projections médecins 2002 -2020 », n° 30, février 2002 ;
– « L'activité des COTOREP en 2000 », n° 32, mars 2002 ;

– « Les professions de santé au 1er janvier 2002 », n° 33, mai 2002 ;
– « La formation aux professions de santé en 2000 - 2001 », n° 37, juin 2002 ;
– « La formation aux professions sociales en 2000 - 2001 », n° 38, juin 2002 ;
– « Compte de la protection sociale 2001 », n° 40, septembre 2002 ;
– « Enquête auprès des bénéficiaires de la CMU », n° 41, septembre 2002.

Études et résultats

– « Les comptes de la protection sociale en 2000 », n° 139, octobre 2001 ;
– « Les bénéficiaires de la CMU au 30 septembre 2001 », n° 158, février 2002 ;
– « La démographie médicale à l'horizon 2020 », n° 161, mars 2002 ;
– « Les dépenses de médicaments remboursables entre 1998 et 2001 », n° 166, avril 2002 ;
– « Comparaison internationale des dépenses de santé », n° 175, juin 2002 ;
– « L'activité des établissements de santé en 2000 », n° 177, juin 2002 ;
– « La conjoncture des établissements de santé publics et privés en 2001 », n° 184, août 2002 ;
– « Les comptes de la santé en 2001 », n° 187, septembre 2002 ;
– « Les comptes de la protection sociale en 2001 », n° 196, octobre 2002.

Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins :

« L'hospitalisation en France », *Données et chiffres repères,* édition 2000.

Publications INSEE :

INSEE-Première :

– « Le handicap est plus fréquent en prison qu'à l'extérieur », n° 854, juin 2002 ;
« Les femmes plus attentives à leur santé que les hommes » n° 869, octobre 2002.

Données sociales, INSEE, Édition 2002 :

« Obésité et asthme, deux pathologies en développement chez l'enfant, étudiées à travers les bilans de santé scolaire », G. Badeyan, N. Guignon ;
– « Les interventions de chirurgie fonctionnelle : une pratique qui se développe », M.C. Mouquet, P. Oberlin ;
– « Le fou, le malade mental et le dépressif : comment les percevons-nous ? », M. Anguis, A. Caria, J-L Roelandt ;
– « La compensation des incapacités au travers de l'enquête Handicaps-Incapacités-Dépendance », P. Roussel, J. Sanchez ;
– « L'offre de soins des établissements de santé », F Bousquet, M. Coldefy, M. Joubert, E. Thomson ;
– « Féminisation et vieillissement des médecins au cours des années quatre-vingt-dix », X. Niel, J-P Perret ;
– « Les évolutions récentes du marché pharmaceutique », D. Balsan, S. Chambaretaud.

INSEE-Résultats Société :

– « Enquête handicaps-incapacités-dépendance auprès des personnes vivant en domicile ordinaire en 1999 . Résultats détaillés », n° 6, septembre 2002 ;
– « Estimations locales sur les personnes handicapées vivant en domicile ordinaire - Enquête HID 1999 - Résultats détaillés », n° 12 (à paraître).

France, portrait social, Édition 2002 - 2003.

Autres publications ou sources :

Causes médicales de décès, INSERM.
La santé en France 2002, Haut-Comité de la Santé publique , La documentation française, mars 2002.
Chiffres clés sur la santé , EUROSTAT.
Rapport du groupe de travail du CNIS :
– L'harmonisation des données de démographie médicale, n° 75, septembre 2002 ;
– Connaissance statistique de l'état de santé de la population, n° 76, septembre 2002.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Dépenses de soins et biens médicaux	79 724	103 522	111 526	115 577	121 672	128 533
Aide aux malades	5 576	6 651	7 065	7 487	8 162	8 727
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	845	1 471	1 549	1 623	1 643	1 710
Dépenses pour les malades	**86 146**	**111 644**	**120 141**	**124 687**	**131 478**	**138 970**
Dépenses de médecine préventive	1 739	2 239	2 496	2 591	2 690	2 799
Missions de santé publique à caractère général	277	481	564	648	665	697
Dépenses de prévention	**2 016**	**2 720**	**3 060**	**3 239**	**3 355**	**3 497**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	3 056	4 358	4 669	5 336	5 446	5 586
Dépenses de formation	523	614	686	699	717	734
Dépenses en faveur du système de soins	**3 579**	**4 971**	**5 355**	**6 036**	**6 164**	**6 321**
Gestion générale	1 407	1 904	2 188	2 292	2 418	2 589
Double compte	– 1 581	– 2 454	– 2 800	– 3 153	– 2 903	– 2 897
Dépense courante de santé :						
En valeur	**91 567**	**118 786**	**127 944**	**133 101**	**140 512**	**148 480**
Taux d'évolution en %	...	5,1	3,6	4,0	5,6	5,7
Consommation médicale totale :						
En valeur	**80 234**	**104 178**	**112 731**	**117 093**	**123 545**	**130 605**
Taux d'évolution en %	...	5,0	3,7	3,9	5,5	5,7

TABLEAU D.03-2

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)
Comptes nationaux de la santé 2001 — *Unité* : %

	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Sécurité sociale	76,0	75,5	75,5	75,5	75,6	75,4	75,4
État et collectivités locales	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,3
Mutuelles	6,1	6,8	7,0	7,1	7,3	7,4	7,5
Sociétés d'assurances	...	3,1	2,9	3,0	2,8	2,6	2,4
Institutions de prévoyance	16,8	1,6	1,9	2,0	2,0	2,2	2,3
Ménages	...	12,0	11,6	11,3	11,3	11,3	11,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-3

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE

Source : Eco-Santé OCDE — %

	1980	1985	r 1990	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	1999	2000
Allemagne (1)	8,8	9,3	8,7	10,6	10,9	10,7	10,6	10,7	10,6
Australie	7,0	7,5	7,8	8,2	8,3	8,4	8,5	8,4	8,3
Autriche	7,6	6,6	7,1	8,6	8,7	8,0	8,0	8,1	8,0
Belgique	6,4	7,2	7,4	8,7	8,8	8,5	8,5	8,7	8,7
Canada	7,1	8,3	9,0	9,1	8,9	8,9	9,1	9,2	9,1
Corée	...	4,3	4,8	4,7	4,9	5,0	5,1	5,6	5,9
Danemark	9,1	8,7	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,3
Espagne	5,4	5,4	6,6	7,7	7,7	7,6	7,6	7,7	7,7
États-Unis	8,7	10,0	11,9	13,3	13,2	13,0	12,9	13,0	13,0
Finlande	6,4	7,2	7,9	7,5	7,7	7,3	6,9	6,9	6,6
France	**7,4**	**8,3**	**8,6**	**9,6**	**9,6**	**9,4**	**9,3**	**9,4**	**9,5**
Grèce	6,5	...	7,5	8,9	8,9	8,7	8,7	8,7	8,3
Hongrie	...	...	7,1	7,5	7,2	7,0	6,9	6,8	6,8
Irlande	8,4	7,6	6,6	7,2	7,0	6,9	6,8	6,8	6,7
Islande	6,1	7,2	7,9	8,2	8,2	8,0	8,3	8,7	8,9
Italie	7,0	7,0	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,1
Japon	6,5	6,7	5,9	7,0	7,0	7,2	7,1	7,4	7,8
Luxembourg	5,9	5,8	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,0	///
Mexique	...	...	4,4	5,6	5,3	5,3	5,3	5,4	5,4
Norvège	7,0	6,7	7,8	8,0	8,0	8,0	8,5	8,5	7,5
Nouvelle-Zélande	6,0	5,3	6,9	7,2	7,2	7,5	7,9	7,9	8,0
Pays-Bas	8,0	7,8	8,0	8,4	8,3	8,2	8,1	8,2	8,1
Pologne	...	...	5,3	6,0	6,4	6,1	6,4	6,2	–
Portugal	5,6	6,1	6,2	8,3	8,5	8,6	8,3	8,4	8,2
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	7,0	7,0	6,8	6,8	7,1	7,3
Suède	9,1	8,7	8,5	8,1	8,4	8,1	7,9	///	///
Suisse	7,3	7,7	8,5	10,0	10,4	10,4	10,6	10,7	10,7
Tchèque (République)	3,8	4,5	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1	7,2	7,2
Turquie	3,3	2,2	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8	///	///
Moyenne OCDE	...	...	**9,0**	**10,0**	**10,0**	**9,9**	...	...	...
Moyenne Union européenne	...	...	**9,7**	**10,5**	**10,5**	**10,4**	...	...	...

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Consultations	168 003	212 610	257 477	266 663	274 748	278 800	293 425	302 474
Visites	58 567	60 515	58 669	57 622	57 921	56 175	55 261	52 729
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**324 285**	**332 669**	**334 975**	**348 686**	**355 203**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 314 583	1 337 359	1 353 988	1 415 854	1 489 527
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1)	624 031	807 498	833 163	904 660	955 869	965 961	1 013 649	1 055 330
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 373 462	1 439 704	1 469 155	1 581 039	1 725 467
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	6 852 499	7 309 731	7 472 990	8 133 399	8 943 050
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	157 020	164 113	169 860	178 501	190 263
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	93 185	97 576	100 391	108 501	116 505
plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	57 535	60 235	63 230	64 248	68 197

(1) Coefficients.

TABLEAU D.03-5

Effectifs des professions de santé au 1er janvier

Source : ADELI - Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

	France métropolitaine			Départements d'outre-mer		
	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	194 000	196 000	198 700	3 224	3 445	3 912
Chirurgiens-dentistes	40 539	40 426	40 481	663	678	701
Sages-femmes	14 353	14 725	15 122	509	538	566
Pharmaciens	58 407	60 366	62 054	891	944	1 019
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers	382 926	397 506	410 859	6 622	7 058	7 712
Masseurs-kinésithérapeutes	52 056	53 997	55 348	903	972	1 092
Pédicures-podologues	8 789	9 049	9 470	74	76	87
Orthophonistes	13 483	13 914	14 323	264	296	312
Orthoptistes	1 313	2 236	2 309	35	39	46
Opticiens-lunetiers	10 012	11 026	11 910	131	146	166
Psychomotriciens	4 588	4 824	5 086	63	69	77
Manipulateurs E.R.M	21 589	21 876	22 450	322	337	354
Ergothérapeutes	3 888	4 185	4 433	50	56	61
Ensemble des médecins libéraux	**117 041**	**118 171**	**119 136**	**2 130**	**2 200**	**2 276**
Généralistes	67 072	67 412	67 670	1 358	1 403	1 448
Spécialistes	49 969	50 759	51 466	772	797	828
Ensemble des médecins salariés	**76 959**	**77 859**	**79 564**	**1 094**	**1 245**	**1 636**
Généralistes	27 674	28 834	29 659	488	534	678
Spécialistes	49 285	49 025	49 904	606	711	959
Ensemble des médecins généralistes	**94 746**	**96 246**	**97 329**	**1 846**	**1 937**	**2 126**
Ensemble des médecins spécialistes	**99 254**	**99 754**	**101 370**	**1 378**	**1 508**	**1 787**

TABLEAU D.03-6

Sages-femmes, personnels médicaux et non médicaux des établissements de santé
Effectifs en équivalent temps plein en 2000

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES), SAE 2000

	Établissements publics de santé	Établissements privés sous dotation globale	Établissements privés soumis à (1) l'OQN	Ensemble établissements publics et privés
Personnel administratif	72 542	13 535	18 195	104 272
Personnels soignants et éducatifs	463 558	65 897	90 910	620 365
dont : Sages-femmes	6 664	597	2 336	9 597
Personnel d'encadrement du personnel soignant	24 193	3 563	3 595	31 351
Infirmiers (2)	179 642	23 562	35 896	239 100
Aides soignants (3)	156 184	17 306	26 080	199 570
ASH et autres personnels des services médicaux	72 435	12 171	19 379	103 984
Autres	24 441	8 698	3 624	36 763
Personnels médico-techniques	32 303	4 215	2 861	39 379
Personnels techniques	83 520	12 929	10 825	107 274
Total	**651 923**	**96 576**	**122 791**	**871 289**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	81 892	12 254	44 868	139 014
Internes, FFI, DIS (4)	17 461	1 286	–	18 747
Total	**99 353**	**13 540**	**44 868**	**157 761**

(1) OQN : objectif quantifié national.
(2) Y compris les infirmiers spécialisés et de secteur de psychiatrie.
(3) Non compris les élèves.
(4) FFI : faisant fonction d'interne. DIS : diplôme interuniversitaire de spécialités.

TABLEAU D.03-7A

Établissements de santé au 1er janvier 2000 (p) (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

Catégorie d'établissements	Établissements ou entités juridiques (2)	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	85 089	2 726	4 872	400	387	**93 474**
Centre hospitalier	560	171 436	60 275	7 996	642	382	**240 731**
Hôpital local	350	23 650	33 630	53	...	–	**57 333**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	94	34 624	1 831	14 440	...	578	**51 473**
Autres établissements	21	588	120	12	2	–	**722**
Total public	**1 054**	**315 387**	**98 582**	**27 373**	**1 044**	**1 347**	**443 733**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	1 027	95 955	1 229	2 729	6 177	94	**106 184**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	73	3 853	86	168	...	...	**4 107**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	26	7 409	179	2 462	...	–	**10 050**
Autre établissement de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	304	14 629	...	3 005	13	5	**17 652**
Établissement de soins de suite et de réadaptation	635	42 673	811	2 713	21	9	**46 227**
Établissement de soins de longue durée	101	5 737	166	...	...	...	**5 903**
Centre de dialyse	231	67	...	...	...	...	**67**
Autres établissements privés (3)	720	59	...	9	10	2 634	**2 712**
Total privé	**3 117**	**170 382**	**2 471**	**11 086**	**6 221**	**2 742**	**192 902**
Total public et privé	**4 171**	**485 769**	**101 053**	**38 459**	**7 265**	**4 089**	**636 635**

(1) Équipement par catégorie d'établissements.
(2) Entités juridiques pour le secteur public, établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(3) Établissements de soins à domicile et établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-7B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre
France entière (pour les établissements)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s.	n.s.
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-8

Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2001

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité - fichier FINESS

	Places installées
Accueil collectif	
Crèches collectives	136 147
Crèches parentales	8 441
Haltes- garderies	65 289
Haltes- garderies parentales	5 756
Garderies et jardins d'enfants	10 217
Accueil familial	
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	60 585

TABLEAU D.03-9

Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2000

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES), SAE 2000 et PMSI 2000

	Public		Privé		Ensemble	
	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers) (1)	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers) (1)	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers) (1)
Médecine, chirurgie,obstétrique	**154 646**	**8 238**	**86 191**	**6 692**	**240 837**	**14 930**
Hospitalisation > 24h (2)	...	6 195	...	4 328	...	10 523
Hospitalisation < 24h (3)	...	2 043	...	2 364	...	4 407
Lutte contre les maladies mentales	**...**	**4 415**	**...**	**1 288**	**...**	**5 703**
Hospitalisation complète	42 710	395	19 628	173	62 338	568
Hospitalisation partielle	...	4 020	...	1 115	...	5 135
Soins de suite et de réadaptation	**...**	**586**	**...**	**1 403**	**...**	**1 989**
Hospitalisation complète	37 947	306	51 120	475	89 067	781
Hospitalisation partielle	...	280	...	928	...	1 208
Soins de longue durée en hospitalisation complète	**75 703**	**43**	**7 571**	**5**	**83 274**	**49**
Total section hôpital	**...**	**13 282**	**...**	**9 388**	**...**	**22 671**
Hospitalisation complète	**311 006**	**6 939**	**164 510**	**4 981**	**475 516**	**11 920**
Hospitalisation partielle	**...**	**6 343**	**...**	**4 407**	**...**	**10 750**

(1) Le concept des entrées a été modifié en 2000.
(2) Hospitalisation complète : ce sont les entrées directes ou des résumés de sorties anonymes (RSA) qui sont comptabilisées.
(3) Durée moyenne de séjour mesurée en journée à partir du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI).

TABLEAU D.03-10

Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1998	2000	1998	2000
Établissements pour enfants déficients intellectuels et polyhandicapés	1 326	1 359	77 575	76 296
Instituts de rééducation	345	349	16 880	15 950
Établissements pour enfants déficients moteurs	125	123	7 767	7 364
Établissements pour enfants déficients sensoriels	138	151	11 777	11 817
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 934**	**1 982**	**113 999**	**111 427**
Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1 236	...	39 497	...
Maisons d'accueil spécialisée	297	...	11 774	...
Foyers de vie pour adultes handicapés	892	...	30 022	...
Foyers à double tarification pour adultes handicapés lourds	191	...	6 427	...
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 616**	**3 288**	**87 720**	**99 787**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	142	9 477	10 232

TABLEAU D.03-11

Nouveaux cas des affections de longue durée - France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	22 336	21 659	22 806	23 163	24 450	25 005
Aplasie médullaire	1 170	1 185	1 210	1 349	1 329	1 257	955
Artériopathie chronique et évolutive (y.c coronarienne) avec manifestations cliniques ischémiques	68 707	59 958	59 075	60 450	59 413	65 716	66 770
Bilharziose compliquée	81	54	28	18	22	23	14
Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave	36 958	35 120	34 751	37 197	38 819	40 807	39 782
Maladie chronique du foie et cirrhoses	9 978	12 538	14 296	17 294	17 851	18 052	18 253
Déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé et infection par le VIH	7 345	11 163	9 605	9 633	9 373	8 063	6 650
Diabète insulino-dépendant ou non-insulino-dépendant ne pouvant pas être équilibré par le seul régime	61 796	66 560	69 631	76 139	81 118	91 751	95 985
Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie)	5 849	5 717	5 665	5 984	8 350	8 626	9 009
Hémoglobinopathie homozygote	570	538	570	564	557	626	631
Hémophilie	413	445	491	529	553	577	613
Hypertension artérielle sévère	55 657	51 228	49 170	47 989	48 815	58 648	59 785
Infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois	13 673	13 179	12 680	14 416	16 021	16 312	15 583
Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	23 609	24 010	25 540	26 384	28 653	27 077
Lèpre	107	75	56	45	54	43	33
Maladie de Parkinson	6 709	6 215	6 312	6 705	7 183	7 948	7 975
Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 962	3 772	3 924	2 977	2 594	1 946
Mucoviscidose	263	195	223	248	232	207	225
Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique pur primitif	5 034	4 741	4 714	4 810	5 035	5 407	5 286
Paraplégie	4 307	3 657	3 633	3 736	2 341	2 502	2 049
Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 402	2 496	2 581	3 962	4 262	4 350
Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 297	8 320	8 653	8 810	9 794	9 415
Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale	105 079	94 324	93 912	97 216	99 357	107 779	104 860
Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 322	6 486	7 090	7 099	7 749	7 396
Sclérose en plaques invalidante	2 536	2 736	2 730	3 337	3 399	3 876	3 979
Scoliose structurale évolutive	3 008	2 441	2 305	2 380	2 277	2 381	2 298
Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 484	2 610	2 707	3 006	3 348	3 242
Suites de transplantation d'organe	255	195	157	117	73	94	132
Tuberculose active	8 709	7 455	6 657	6 732	6 253	6 138	6 342
Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	147 971	152 645	170 070	177 381 *r*	187 663	191 470
Affections non ventilées	–	–	1 689	5 395	3 615	4 169	3 293
Total	**614 662**	**597 102**	**601 558**	**645 654**	**664 822** *r*	**719 515**	**720 403**

TABLEAU D.03-12

Causes médicales de décès en 1999 - France entière

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes médicales de décès	Ensemble			Enfants âgés de moins d'un an		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Garçons	Filles
FRANCE MÉTROPOLITAINE (toutes causes)	**537 459**	**274 764**	**262 695**	**3 216**	**1 841**	**1 375**
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	7 833	3 991	3 842	60	38	22
Tumeurs	148 584	89 142	59 442	37	18	19
Maladies endocriniennes	17 257	6 992	10 265	54	28	26
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2 926	1 373	1 553	6	5	1
Troubles mentaux	15 894	6 240	9 654	–	–	–
Maladies du système nerveux et des organes des sens	16 868	7 247	9 621	158	89	69
Maladies de l'appareil circulatoire	164 919	76 075	88 844	60	39	21
Maladies de l'appareil respiratoire	43 841	22 425	21 416	41	29	12
Maladies de l'appareil digestif	25 511	13 570	11 941	31	19	12
Maladies des organes génito-urinaires	7 776	3 754	4 022	7	6	1
Complications grossesse-accouchement	55	///	55	///	///	///
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	2 491	758	1 733	1	1	–
Maladies du système ostéo-articulaire	2 972	1 013	1 959	–	–	–
Anomalies congénitales	1 501	804	697	737	425	312
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	1 362	751	611	1 357	746	611
Symptômes, signes et états morbides mal définis	33 886	14 710	19 176	531	316	215
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	43 783	25 919	17 864	136	82	54
GUADELOUPE (toutes causes)	**2 663**	**1 510**	**1 153**	**54**	**30**	**24**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	786	400	386	1	–	1
Tumeurs	555	340	215	1	1	–
GUYANE (toutes causes)	**639**	**380**	**259**	**51**	**24**	**27**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	159	89	70	–	–	–
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	113	80	33	3	1	2
MARTINIQUE (toutes causes)	**2 577**	**1 371**	**1 206**	**39**	**22**	**17**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	844	400	444	–	–	–
Tumeurs	582	347	235	–	–	–
RÉUNION (toutes causes)	**3 833**	**2 268**	**1 565**	**84**	**48**	**36**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	1 140	607	533	–	–	–
Tumeurs	781	501	280	–	–	–

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-13

Répartition des cas de SIDA par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière (1)

Source : Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, Institut de veille sanitaire, BEH n° 27/2002 — *Unités* : Nombre et %

Mode de contamination	Avant 1994	1994	1995	1996	1997	1998	1999	*p* 2000	*p* 2001	**Total**
Rapports homosexuels	14 975	2 370	2 075	1 470	776	584	536	470	332	**23 588**
%	48,3	41,1	39,2	36,7	34,2	30,4	29,9	28,1	24,2	**42,8**
Usage de drogues injectables	7 230	1 377	1 319	963	424	347	298	241	204	**12 403**
%	23,3	23,9	24,9	24,0	18,7	18,1	16,6	14,4	14,9	**22,5**
dont : Hommes	5 327	997	980	732	322	267	209	185	165	**9 184**
Femmes	1 903	380	339	231	102	80	89	56	39	**3 219**
Rapports homosexuels et usages de drogues injectables	455	48	47	30	9	12	6	4	3	**614**
%	1,5	0,8	0,9	0,7	0,4	0,6	0,3	0,2	0,2	**1,1**
Rapports hétérosexuels	4 740	1 304	1 287	1 135	793	723	717	749	667	**12 115**
%	15,3	22,6	24,3	28,3	35,0	37,7	40,1	44,7	48,7	**22,0**
dont : Hommes	2 671	714	697	631	458	425	417	390	379	**6 782**
Femmes	2 069	590	590	504	335	298	300	359	288	**5 333**
Transfusion ou injection de produits anti-hémophiliques (2)	1 892	203	150	89	45	26	26	17	11	**2 459**
%	6,1	3,5	2,8	2,2	2,0	1,4	1,5	1,0	0,8	**4,5**
Transmissions materno-foetale	456	69	56	32	17	7	8	5	2	**652**
%	1,5	1,2	1,1	0,8	0,7	0,4	0,4	0,3	0,1	**1,2**
Autre, inconnu (3)	1 275	391	357	290	203	219	199	188	151	**3 273**
%	4,1	6,8	6,7	7,2	9,0	11,4	11,1	11,2	11,0	**5,9**
dont : Hommes	1 024	303	283	239	177	180	170	157	120	**2 653**
Femmes	251	88	74	51	26	39	29	31	31	**620**
Total	**31 023**	**5 762**	**5 291**	**4 009**	**2 267**	**1 918**	**1 790**	**1 674**	**1 370**	**55 104**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**
dont : Hommes	25 897	4 601	4 202	3 185	1 774	1 488	1 360	1 218	1 009	**44 734**
Femmes	5 126	1 161	1 089	824	493	430	430	456	361	**10 370**

(1) Données au 31 mars 2002.
(2) Sont inclus 145 cas pédiatriques.
(3) Sont inclus 28 cas pédiatriques, 19 cas de contamination professionnelle chez des personnels de santé dont 16 présumés et 3 prouvés.

Chapitre D.04

Police judiciaire et justice

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie.

2 Les moyens en personnel de la justice.

3 L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés – France entière.

4 Activités des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) – France entière.

5 Les juges d'instruction (Justice pénale) – France entière.

6 Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) – France entière.

7 Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) – France entière.

8 Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative – France entière.

9 L'administration pénitentiaire.

1
○ Méthodologie

11. L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, police aux frontières, surveillance du territoire) et les unités de la gendarmerie nationale constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (tentatives comprises).
Sont ainsi comptabilisés tous les faits (crimes et délits) consignés dans des procès-verbaux établis par les services de police et les unités de gendarmerie et transmis à l'autorité judiciaire.
Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions relevées par d'autres institutions (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes, Inspection du travail...) ainsi que les procédures administratives.
Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à l'ensemble des crimes et délits effectivement commis (cette différence, entre criminalité apparente et criminalité réelle, a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).
La répartition, par nature, des crimes et délits constatés, n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels (ex. cambriolages).
Il s'agit de faits constatés et non de faits jugés. Seuls les jugements énoncent la qualification définitive des infractions. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées par la police et la gendarmerie suivant la nomenclature utilisée dans la statistique des juridictions pénales.
À titre indicatif figure également une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis, au cours de l'enquête, des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

12. L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civii (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont extraites des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « Cadres du Parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orientées par le Parquet et traitées au cours de l'année par la juridiction compétente.

L'instruction

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté et celle de la procédure d'instruction.

Les condamnations inscrites au casier judiciaire national

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5ème classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).
La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert, publiées ici, sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

2
○ Définitions

- ***La cour de cassation***

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui parait fondé en droit, la Cour de cassation annule, en tout ou partie, la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- ***Les cours d'appel***

L'appel tend à faire réformer ou annuler, par une cour d'appel (chambre civile), un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- ***Les tribunaux de grande instance***

Ils sont chargés de juger les affaires civiles portant sur des sommes supérieures à 7 622,55 euros ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Ils sont également seuls compétents pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état-civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession... Lorsque les tribunaux de grande instance statuent en matière pénale, ils s'appellent les tribunaux correctionnels.

- ***Les tribunaux d'instance***

Ils sont compétents pour toutes les affaires qui mettent en jeu des sommes inférieures à 7 622,55 euros. Ils statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

- ***Les tribunaux paritaires des baux ruraux***

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

- ***Les conseils de prud'hommes***

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord, entre les deux collèges, l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance ; on dit qu'il y a départition.

Les conseils de prud'hommes statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

- ***Les tribunaux de commerce***

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.
Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

- ***L'ordonnance de référé***

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

- ***Le juge aux affaires familiales***

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance.

- ***Le juge de l'exécution***

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991, réformant les procédures d'exécution, a transféré au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.

- ***Le Parquet***

Le ministère public, auquel est confiée l'action publique, décide de l'opportunité des poursuites pour les délits et les contraventions. Il peut décider de poursuivre. Il saisit alors une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits, ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu, sur le champ, devant le tribunal correctionnel. Elle suppose, d'une part, que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans. La convocation par procès-verbal est notifiée au prévenu, devant l'officier de police judiciaire ou devant le procureur, alors que la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale
C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire
Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux.

- ***L'instruction***

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance, est saisi obligatoirement pour les crimes et à l'initiative du parquet, pour les affaires pénales les plus complexes.
Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, en particulier celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre d'accusation
Elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction. Elle a aussi pour mission de saisir la cour d'assises des dossiers criminels, transmis par le juge d'instruction, après les avoir examinés.

Le contrôle judiciaire
Il peut être prescrit contre toute personne, mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire
Elle peut être prescrite contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

- ***Les cours d'assises***

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes et se compose de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort dans la population. En cas d'appel, l'affaire est jugée par une nouvelle cour d'assises composée de trois juges et de douze jurés.

- ***Les tribunaux correctionnels***

Ils jugent les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- ***Les tribunaux de police***

Ils répriment les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4ème classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme l'amende forfaitaire majorée et l'ordonnance pénale.

- ***Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national***

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble, lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave, si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime et délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- ***Les infractions***

Atteintes à la personne
Ce sont les atteintes, volontaires ou non, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux moeurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens
Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, les infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- ***Les peines privatives de liberté***

La réclusion criminelle est une peine afflictive et infamante, perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Nouveau Code pénal (NCP)). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du NCP), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives, tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable, en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis probatoire est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du NCP : la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : lorqu'un délit est puni d'emprisonnement le tribunal peut prescrire, à titre de peine principale, un travail d'intérêt général. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré et d'une durée comprise entre 40 et 240 heures.

La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine, en matière de délit ou de contravention, s'il apparaît que son reclassement est acquis et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation ; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; le placement dans un établissement, public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

- ***Le milieu fermé***

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

- ***La contrainte par corps***

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

- ***Le milieu ouvert***

Le comité de probation et d'assistance aux libérés (CPAL)

C'est un service de l'administration pénitentiaire, placé auprès de chaque tribunal de grande instance, sous l'autorité du juge de l'application des peines. Il assure le contrôle et le suivi des peines exécutées en milieu ouvert. En 1999 le CPAL a été transformé en service pénitentiaire, d'insertion et de probation (SPIP), qui regroupe les fonctions éducatives exercées en milieu ouvert et en milieu fermé.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois ni supérieur à 3 ans.

Le travail d'intérêt général

Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le travail, d'une durée de 40 à 240 heures, est exécuté sous le contrôle du juge de l'application des peines.

La libération conditionnelle

Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge de l'application des peines lorsque la peine prononcée n'excède pas 10 ans (ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans), et sur décision de la juridiction régionale de la libération conditionnelle dans les autres cas.

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales.

Publications :

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel).
Les chiffres clés de la Justice, ministère de la Justice (annuel).
Annuaire statistique de la Justice, La Documentation française (annuel).
Chiffres-clés de l'Administration pénitentiaire, ministère de la Justice (annuel).
Rapport annuel d'activité de l'Administration pénitentiaire, La Documentation française.
Rapport annuel de la Cour de cassation, La Documentation française.
Rapport annuel d'activité, Service central de prévention de la corruption, La Documentation française.
Études et statistiques Justice, ministère de la Justice (périodicité variable).
Bulletin officiel du ministère de la Justice, ministère de la Justice (trimestriel).

Lettre de la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse), ministère de la Justice (trimestrielle), La Documentation française.

Infostat Justice, ministère de la Justice (4 n^{os}/an).

« Les statistiques de la délinquance », *Bruno Aubusson de Cavarlay, Nacer Lalam et Philippe Zamora*, INSEE, France-Portrait social, Édition 2002.

« L'histoire familiale des hommes détenus », INSEE, *Synthèses*, n° 59, janvier 2002.

« Les chiffres de la délinquance depuis un demi-siècle », *regards sur l'actualité,* mensuel n° 280, avril 2002, La Documentation française.

« Les budgets de la justice en Europe », 2001, *Etienne Douat*, Coll. « Perspectives sur la justice », La Documentation française.

4

❍ Tableaux

Des tableaux supplémentaires, détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.04-1

Infractions constatées (1) par les services de police et les unités de gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Vols (y compris recels)	**2 331 000**	**2 244 301**	**2 291 404**	**2 252 528**	**2 334 696**	**2 522 346**
Vols à main armée	9 428	8 295	8 100	7 515	8 613	9 363
Autres vols avec violences	70 031	72 203	76 191	87 432	101 223	124 918
Cambriolages	436 414	407 385	395 913	370 076	370 993	416 297
Vols avec entrée par ruse	16 012	13 809	13 299	13 885	14 670	15 492
Vols d'automobiles	345 625	322 783	319 447	299 036	302 626	314 635
Vols de véhicules motorisés à deux roues	98 142	94 577	96 483	96 911	98 431	104 348
Vols à la roulotte	510 952	489 152	507 007	485 580	476 852	503 773
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	194 003	182 949	180 355	181 024	193 325	217 006
Autres vols simples	616 069	617 767	655 752	675 933	735 337	783 096
Recels	34 324	35 381	38 857	35 136	32 626	33 418
Infractions économiques et financières	**310 910**	**295 511**	**287 415**	**295 734**	**352 164**	**366 208**
Escroqueries, faux et contrefaçons	262 724	253 038	246 991	258 306	317 044	334 064
Délinquance économique et financière	26 806	24 758	23 611	21 952	18 501	16 851
Infractions à la législation sur les chèques (sauf falsifications et usages de chèques volés)	21 380	17 715	16 813	15 476	16 619	15 293
Crimes et délits contre les personnes	**198 155**	**214 975**	**220 948**	**233 194**	**254 514**	**279 610**
Homicides	2 385	2 085	2 150	1 997	2 166	2 289
Coups et blessures volontaires	75 425	81 910	86 796	95 235	106 484	116 568
Autres atteintes contre les personnes	52 765	57 815	60 351	64 022	70 026	79 885
Atteintes aux mœurs	29 628	35 090	33 014	32 490	33 538	35 451
Infractions contre la famille et l'enfant	37 952	38 075	38 637	39 450	42 300	45 417
Autres infractions (dont stupéfiants)	**719 552**	**738 655**	**765 758**	**786 408**	**830 475**	**893 628**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 617	86 961	92 858	101 841	103 731	91 618
Délits à la police des étrangers	47 029	47 021	41 814	46 416	45 869	47 462
Destruction, dégradations contre biens publics et privés	468 515	476 133	500 911	499 473	518 439	574 994
Délits divers (2)	124 391	128 540	130 175	138 678	162 436	179 554
Total des crimes et délits (sauf circulation routière)	**3 559 617**	**3 493 442**	**3 565 525**	**3 567 864**	**3 771 849**	**4 061 792**
Nombre de français mis en cause	662 531	655 309	644 159	646 415	679 359	680 295
Nombre d'étrangers mis en cause	142 124	142 053	144 833	152 558	155 190	155 544
Nombre d'hommes majeurs	562 454	548 118	523 875	536 724	566 839	718 719
Nombre d'hommes mineurs	129 573	138 263	152 685	150 469	154 253	155 735
Nombre de femmes majeures	98 377	94 807	93 330	91 862	92 454	117 120
Nombre de femmes mineures	14 251	16 174	19 102	19 918	21 003	21 282

(1) Les statistiques de police judiciaire comptabilisent les faits pénaux bruts (commis et tentés) retenus à raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer et qui sont consignés dans une procédure transmise à l'autorité judiciaire. Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions constatées par d'autres institutions (douanes, services fiscaux et répression des fraudes, inspection du travail...), les procédures administratives. Parce qu'il s'agit de faits constatés et non de faits jugés (seul le jugement énonce la qualification définitive), ces statistiques de police judiciaire ne peuvent être strictement comparées à celle des juridictions pénales.
(2) Ce poste recouvre tous les délits non spécifiés précédemment et qui entrent dans la catégorie "autres infractions (dont stupéfiants)".

TABLEAU D.04-2

Les moyens en personnel de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité* : Nombre

Effectifs budgétaires	1996	1997	1998	1999	2000
Administration centrale et services extérieurs	1 806	1 763	1 763	1 770	1 780
Services judiciaires					
Ensemble	25 194	25 290	25 590	25 916	26 290
Magistrats	6 087	6 117	6 187	6 327	6 539
Fonctionnaires	19 107	19 173	19 403	19 589	19 751
Administration pénitentiaire	24 619	24 786	25 086	25 474	25 868
Protection judiciaire de la jeunesse	6 085	6 145	6 245	6 393	6 768
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs	2 016	2 062	2 123	2 184	2 267
Commission nationale de l'informatique et des libertés	55	56	57	57	58
Ensemble des effectifs budgétaires	**59 775**	**60 102**	**60 864**	**61 794**	**63 031**

TABLEAU D.04-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	1999	2000
La Cour de cassation					
Affaires nouvelles	19 395	19 987	21 928	20 090	21 331
Affaires terminées	18 613	20 594	19 815	19 758	21 394
dont : Cassation	3 602	4 069	3 796	4 238	4 024
Rejet de la demande	7 301	7 943	8 358	7 982	8 541
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 648	3 699	3 679	3 981
Les cours d'appel					
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	214 197	210 610	201 521	194 392
Affaires terminées	169 010	202 724	209 839	211 050	221 492
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	132 524	136 468	140 205	149 388
dont : Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	100 120	104 668	107 645	115 119
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 404	31 800	32 560	34 269
Autres décisions (radiation, désistement, jonction...)	53 477	70 200	73 371	70 845	72 104
Les tribunaux de grande instance (1)					
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	644 939	634 696	605 816	600 999
dont : Droit de la famille	271 958	390 766	387 866	384 255	388 932
Affaires terminées	463 075	642 319	635 340	608 991	593 462
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	123 446	124 008	123 789	120 629
Référés	95 886	122 456	118 785	111 342	113 613
Les tribunaux d'instance (1)					
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	469 274	467 184	472 297	491 527
Affaires terminées	501 578	449 568	452 646	456 112	479 523
Référés	87 910	81 636	69 034	62 725	66 987
Les tribunaux paritaires des baux ruraux					
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 689	3 812	3 986	3 731
Affaires terminées	4 576	3 691	3 680	3 592	3 528
Référés	325	231	270	239	219
Les conseils de prud'hommes					
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	171 799	191 892	165 977	164 039
Affaires terminées	145 935	167 820	165 947	172 369	160 747
Référés	40 822	50 495	48 680	47 303	47 488
Les tribunaux de commerce					
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	227	191	191
Affaires terminées	233 314	248 988	236 094	224 426	238 939
dont : Droit des affaires	88 907	129 679	125 750	118 904	141 462
Droit des contrats	113 609	87 151	78 009	71 595	63 824
Référés	49 831	45 474	40 083	37 049	35 411

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1997 à 2000 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU D.04-4

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	1999	2000
LES PARQUETS					
Nombre de Parquets	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**4 936 899**	**4 954 988**	**4 932 196**	**5 007 674**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 088 271	3 146 239	3 070 245	3 141 273
Crimes	12 851	16 962	14 593	13 758	15 947
Délits	4 837 801	4 548 624	4 438 051	4 403 140	4 470 557
Contraventions de 5ème classe	393 581	371 313	430 594	457 371	469 023
Autres	...	...	71 750	57 927	52 147
Affaires traitées	...	...	**4 566 988**	**4 586 854**	**4 611 383**
Affaires non poursuivables	...	**3 054 242**	**3 372 994**	**3 323 906**	**3 318 575**
Affaires poursuivables	...	...	**1 193 994**	**1 262 948**	**1 292 808**
Affaires poursuivables/affaires traitées (en %)	...	...	26,1	27,5	28,0
Affaires poursuivies	**703 831**	**602 933**	**613 354**	**638 000**	**628 065**
Transmission au juge d'instruction	53 652	43 562	40 362	39 176	37 768
Transmission au juge des enfants	44 749	44 913	50 373	52 827	54 651
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	378 411	377 853	379 530	373 949
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	136 047	144 766	166 467	161 697
Procédures alternatives aux poursuites	...	**101 341**	**163 799**	**214 108**	**250 051**
Taux de réponse pénale (en %)	...	...	65,1	67,5	67,9
Classements sans suite (2)	...	**848 505**	**416 841**	**410 840**	**414 692**
Classements sans suite/affaires poursuivables (en %)	...	...	35,1	32,5	32,1
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC					
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**13 981 317**	**12 920 771**	**12 684 042**	**13 149 260**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 157 137	12 082 040	11 889 124	12 431 138
Autres procédures	1 875 304	824 180	838 731	794 918	718 122
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**1 561 594**	**1 446 858**	**1 605 140**	**1 792 469**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 365 286**	**10 509 554**	**10 658 882**	**10 758 821**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 738 836	9 903 996	10 054 079	10 153 903
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	626 450	605 558	604 803	604 918

(1) Nouvelle présentation de l'activité du parquet prise en compte dans ce tableau à partir de 1998.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU D.04-5

Les juges d'instruction (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	1999	2000
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	565	565	565	555
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**43 675**	**42 196**	**40 738**	**39 186**
dont : L'infraction principale est un crime	4 902	6 798	7 266	7 115	6 732
Affaires terminées sans mise en examen	9 751	9 323	9 317	9 604	10 339
Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	73 649	68 593 *e*	65 860 *e*	63 129 *e*	57 826 *e*
Décision de clôture :					
Ordonnance de non-lieu	8 186	9 736	9 377	9 423	7 698
Transmission à la chambre d'accusation pour majeurs	2 391	3 431	3 394	3 172	3 165
Transmission à la chambre d'accusation pour mineurs	156	148	191	115	205
Transmission au tribunal correctionnel	50 634	46 717	44 784	42 313	40 009
Dessaisissement, jonction	4 940	2 988	2 180	2 449	1 585
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	19 435	21 862 *e*	23 064 *e*	22 210 *e*	24 733 *e*
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année	29 317	25 834 *e*	24 512 *e*	22 618 *e*	21 966 *e*
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**16,3**	**16,2**	**16,7**	**17,1**
dont : Crimes (1)	14,1	16,9	16,5	17,1	17,7

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU D.04-6

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	1999	2000
Les cours d'assises					
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99
Acquittements	**142**	**138**	**155**	**135**	**78**
Cours d'assises pour majeurs	140	130	142	129	76
Cours d'assises pour mineurs	2	8	13	6	2
Condamnations	**2 722**	**3 082**	**3 325**	**3 546**	**3 093**
Cours d'assises pour majeurs	2 567	2 846	3 062	3 259	2 806
Cours d'assises pour mineurs	155	236	263	287	287
Les tribunaux correctionnels					
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :					
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 187	3 992	4 048	4 350
Mandats de dépôt prononcés	24 207	18 799	14 663	17 417	15 572
Décisions prononcées :					
Relaxes	20 378	21 279	19 979	19 446	19 038
Condamnations	410 134	386 111	392 116	380 122	381 796
Les tribunaux de police					
Nombre de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**757 735**	**746 155**	**757 220**	**757 668**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	613 678	595 575	583 855	581 031
Contraventions de 5ème classe	153 162	144 057	150 580	173 365	176 637
Mode de jugement :					
Jugements	464 237	293 010	289 038	299 528	282 344
Ordonnances pénales	1 124 645	464 725	457 117	457 692	475 324
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	21 279	12 337	10 923	12 218	12 106
Condamnations	951 839	339 686	582 471	571 224	569 514
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	4 670	4 600	4 856	5 094	4 880
Condamnations	97 255	98 184	104 089	119 648	126 760

(1) Non compris les tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

TABLEAU D.04-7

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000
Condamnations pour crime	2 607	3 062	3 386	3 455	3 202
Condamnations pour délit	469 137	439 138	449 893	454 131	443 615
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	103 627	109 925	128 159	133 222
Total des condamnations	**577 170**	**545 827**	**563 204**	**585 745**	**580 039**
Nature de l'infraction					
Atteintes à la personne	99 544	100 731	104 304	104 483	102 448
Atteintes aux biens	169 997	158 097	161 616	160 336	152 721
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	181 236	193 464	218 426	226 128
Infractions à la législation économique et financière	61 083	27 485	28 547	27 169	25 969
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	17 729	19 674	21 272	21 483
Atteintes à la sûreté publique	27 655	21 414	17 066	15 527	14 369
dont : Police des étrangers	...	10 118	6 777	5 977	5 580
Atteintes à la santé	20 945	24 703	24 495	24 949	23 627
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	24 051	23 836	24 112	22 917
Atteintes à l'ordre public général	16 716	14 388	14 010	13 525	13 230
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	9 510	9 307	8 981	8 865
Autres infractions	2	44	28	58	64
Nature de la peine					
Peines privatives de liberté	**316 567**	**294 963**	**299 006**	**298 540**	**284 042**
Réclusion criminelle	1 852	1 387	1 512	1 496	1 314
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	105 044	102 633	103 173	105 605	98 002
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	190 943	194 321	192 938	184 723
Amende	**190 268**	**166 214**	**177 425**	**194 895**	**203 028**
Peine de substitution	**37 250**	**58 288**	**58 952**	**62 176**	**62 487**
dont : Travail d'intérêt général	5 705	12 502	12 024	11 120	11 523
Mesure éducative	**22 527**	**17 333**	**18 567**	**20 584**	**21 172**
Dispense de peine	**10 556**	**9 029**	**9 254**	**9 550**	**9 310**
Caractéristiques des condamnés					
Sexe :					
Hommes	505 737	492 040	507 554	527 711	524 058
Femmes	71 433	53 787	55 650	58 034	55 981
Âge :					
Moins de 16 ans	15 678	14 437	16 149	17 404	18 161
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	17 062	18 950	21 478	20 898
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	38 894	43 064	46 735	47 165
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	111 772	112 265	116 215	118 139
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	88 918	89 241	91 411	88 031
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	132 998	134 834	138 075	135 209
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	126 423	132 625	137 592	136 272
60 ans et plus	12 845	15 323	16 076	16 835	16 164
Nationalité :					
Français	458 241	438 162	457 618	476 546	472 283
Étrangers	80 168	76 654	75 388	73 615	71 442
Non déclarée	38 761	31 011	30 198	35 584	36 314
Total	**577 170**	**545 827**	**563 204**	**585 745**	**580 039**

TABLEAU D.04-8

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	1999	2000
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122 843**	**143 677**	**146 112**	**149 338**	**149 724**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 338	35 968	37 365	37 848	36 628
Secteur associatif habilité	88 505	107 709	108 747	111 490	113 096
Régime juridique de prise en charge :					
Mineurs en danger	107 458	116 400	115 667	116 512	116 325
Mineurs délinquants	11 153	22 119	25 335	27 694	28 076
Jeunes majeurs	4 232	5 158	5 110	5 132	5 023
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1)	...	**107 377**	**110 840**	**116 268**	**114 388**
Sexe :					
Garçons	...	69 368	73 313	78 129	76 763
Filles	...	38 009	37 527	38 139	37 625
Âge au début de la mesure :					
Moins de 10 ans	...	27 361	26 753	26 493	26 394
De 10 ans à moins de 13 ans	...	11 981	11 972	12 117	11 993
De 13 ans à moins de 16 ans	...	28 517	29 202	31 164	30 785
De 16 ans à moins de 18 ans	...	32 584	34 976	37 749	36 384
De 18 ans à moins de 21 ans	...	6 934	7 937	8 745	8 832

(1) À partir de 1998, la série est modifiée par rapport aux éditions précédentes, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU D.04-9

L'administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité* : Nombre

	r 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
LE MILIEU FERMÉ : la population carcérale					
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	**54 269**	**53 845**	**52 961**	**51 441**	**47 837**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM) :					
Prévenus	22 521	21 591	20 452	18 100	16 107
Condamnés	31 748	32 254	32 509	33 341	31 730
Sexe :					
Hommes	52 046	51 709	50 932	49 559	46 099
Femmes	2 223	2 136	2 029	1 882	1 738
Âge :					
Moins de 16 ans	83	76	78	62	64
De 16 ans à moins de 18 ans	545	593	636	656	552
De 18 ans à moins de 21 ans	4 434	4 147	4 376	4 240	3 927
De 21 ans à moins de 25 ans	9 056	8 484	8 119	7 731	7 254
De 25 ans à moins de 30 ans	11 462	10 698	10 223	9 750	8 672
De 30 ans à moins de 40 ans	15 750	15 621	15 058	14 527	13 242
De 40 ans à moins de 50 ans	8 584	9 132	9 275	9 020	8 560
De 50 ans à moins de 60 ans	3 251	3 673	3 754	3 891	3 960
60 ans et plus	1 104	1 421	1 442	1 564	1 606
Nationalité (1) :					
Français	36 871	37 563	40 370	39 914	37 603
Étrangers	14 706	13 136	12 534	11 453	10 145
Non déclarée	63	45	57	74	89
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :					
Atteintes à la personne	**11 320**	**12 319**	**13 358**	**14 607**	**15 470**
Homicides volontaires	3 221	3 268	3 382	3 492	3 357
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	2 082	2 366	2 636	2 953	3 368
Homicides et blessures involontaires	573	510	435	533	742
Viols, attentats à la pudeur	5 206	6 044	6 760	7 499	7 895
Proxénétisme	238	131	145	130	108
Atteintes aux biens	**10 447**	**10 440**	**10 254**	**9 742**	**8 609**
Vols qualifiés	3 367	3 887	4 107	4 198	3 765
Autres vols	5 678	5 062	4 675	4 040	3 470
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 402	1 491	1 472	1 504	1 374
Atteintes à la santé publique	**6 377**	**5 875**	**5 412**	**4 910**	**4 373**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	6 377	5 875	5 412	4 910	4 373
Autres infractions	**3 604**	**3 620**	**3 485**	**4 082**	**3 278**
Peine prononcée :					
Réclusion criminelle	**6 912**	**7 167**	**7 442**	**7 960**	**8 247**
5 ans à moins de 10 ans	1 359	1 120	1 020	830	470
10 ans à moins de 20 ans	4 621	5 009	5 314	5 878	6 271
20 ans à 30 ans	406	485	542	657	915
Perpétuité	526	883	566	595	591
Emprisonnement	**24 594**	**24 817**	**24 819**	**25 166**	**23 384**
Moins de 6 mois	3 703	3 628	3 350	3 564	3 465
6 mois à moins d'1 an	4 501	4 317	4 319	4 801	4 274
1 an à moins de 3 ans	7 462	7 168	6 902	6 766	6 128
3 ans à moins de 5 ans	4 132	4 145	4 330	4 139	3 562
5 ans et plus	4 796	5 559	5 918	5 896	5 955
Contrainte par corps	**242**	**270**	**248**	**215**	**99**
LE MILIEU OUVERT					
La population prise en charge par les SPIP (2)					
Population au 31 décembre	117 061	122 959	131 367	135 020	141 697
Les mesures prises en charge par les SPIP					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	130 345	138 554	143 746	149 588	157 201
dont : Sursis avec mise à l'épreuve	96 523	104 482	109 349	113 499	119 764
Libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux	557	553	553	477	470
Libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 799	4 222	4 132	4 375	4 543
Travail d'intérêt général	22 812	23 763	23 952	24 962	25 411
Contrôle judiciaire	2 499	2 562	2 963	3 161	3 663
Article L51 du code du service national	1 187	874	565	486	631

(1) Métropole jusqu'en 1997 ; métropole + DOM à partir de 1998.
(2) SPIP = Services pénitentiaires d'insertion et de probation.

Chapitre E.01

Communication

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Chiffres clés par type de presse.
2 La presse éditeur par type de presse et périodicité en 2000.
3 Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires en 2000.
4 Nombre de téléviseurs recensés et redevances perçues.
5 Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).
6 Films d'initiative française.
7 Production audiovisuelle aidée.
8 Dépenses publicitaires des annonceurs.
9 Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
10 Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
11 Coût des programmes produits par les chaînes de télévision - D'après les œuvres financées par le CNC.

1

○ Présentation

Les éditeurs de presse écrite ont réalisé, en 2001, un chiffre d'affaires de 10,62 milliards d'euros pour leur seule activité de presse, montant en légère diminution par rapport à 2000 (- 1 %). Deuxième source de financement après les ventes, la publicité (43,6 % du chiffre d'affaires) connaît pour la première fois depuis 1994 un recul : après deux années exceptionnelles (1999 et 2000), 2001 voit un léger tassement du niveau des ressources publicitaires de la presse qui reste cependant supérieur de 13,8 % à celui observé en 1998.

Fait exceptionnel, les recettes de vente à l'abonnement connaissent en 2001 une progression dans l'ensemble des catégories de presse, permettant parfois d'atténuer ou même de neutraliser le repli des recettes provenant de la publicité.

Comme en 2000, la presse capte la moitié des recettes publicitaires des grands médias (télévision, cinéma, radio, affichage et presse) qui tous ont vu leurs ressources publicitaires diminuer en 2001 (- 5 % pour l'ensemble).

Avec près de 186 millions de billets vendus en 2001, la fréquentation des salles de cinéma poursuit sa progression amorcée en 1995, notamment grâce au développement des multiplexes. La production de films a atteint un niveau record en 2001 : 172 films d'initiative française ont été réalisés contre 150 en moyenne au cours des trois années précédentes.

Le paysage audiovisuel français comprend maintenant, outre les sept chaînes nationales du réseau hertzien, près de deux cents chaînes thématiques ou locales et des services offerts par les opérateurs de bouquets du câble ou du satellite.

Les chaînes hertziennes, qui, en 2000, ont concentré 92 % de l'audience, restent encore très majoritaires avec un chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros. Le poids économique de ce que l'on appelle parfois la télévision de complément peut être évalué par l'addition du chiffre d'affaires des opérateurs du câble et du satellite et de celui des éditeurs de chaînes thématiques. Ce total atteint 2,6 milliards d'euros, dont 600 millions d'euros de reversements effectués par les opérateurs de bouquets au profit des chaînes.

La production de programmes pour la télévision se développe au cours des dernières années grâce à l'essor des programmes documentaires.

2

○ Méthodologie

La presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par la Direction du développement des médias auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur [1].

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « presse gratuite d'annonces ».

[1] Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc...), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

L'audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par la société Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

– pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes âgées de 15 ans et plus. À partir de 1999, les interviewés sont interrogés sur leur comportement des dernières 24 heures et non plus sur celui de la veille ; les audiences ne sont plus directement comparables avec celles des années précédentes.

– pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un système audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 2 750 foyers, soit plus de 6 600 personnes âgées de quatre ans et plus.

3

○ Définitions

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : la commission d'agrément du CNC (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son devis détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activité de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'oeuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

Presse gratuite d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du développement des médias, département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias (Premier Ministre).

Organismes :

– Ministère de la Culture et de la Communication.
– Direction du développement des médias : département des statistiques des études et de la documentation sur les médias.
– Centre national de la cinématographie (CNC).
– Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).
– Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP).
– Institut national de l'audiovisuel (INA).
– Télédiffusion de France.
– Radio-France.
– Radio-France internationale.
– France – télévision.
– TF1.
– Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).
– La Sept/Arte.
– Service de la Redevance de l'Audiovisuel.
– Médiamétrie.

Publications :

● ***Premier Ministre, direction du développement des médias :***

INFO-MEDIAS :
– « Le financement de la télévision par la publicité », n° 3, janvier 2000 ;
– « Enquête presse 2001, résultats provisoires », n° 6, juin 2002.
Tableaux statistiques de la Presse. Données détaillées 2000. Rétrospective 1985 - 2000, La Documentation française.
Indicateurs statistiques de l'Audiovisuel (Cinéma, Télévision, Vidéo), édition 2001, Direction du développement des médias, CNC, CSA. La Documentation française.
Indicateurs statistiques de la Radio (Radiodiffusion, phonogrammes), édition 1999, SJTI. La Documentation française.
Indicateurs statistiques de la Publicité, édition 2000, SJTI. La Documentation française.
Technologies et société de l'information, édition 1999, SESSI, INSEE, SJTI.

● ***INSEE*** :

« L'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'économie française : un bouclage macroéconomique », C. Audenis, J. Deroyon, N. Fourcade, Direction des études et synthèses économiques, *Document de travail,* 2002.
INSEE-Première :
– « Le lectorat de la presse d'information générale », n° 753, décembre 2000 ;
– « 40 ans de cinéma : âge d'or, crise et renouveau », n° 841, avril 2002.
Économie et Statistique :
– « Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance », n^{os} 339 – 340, mai 2001.

● ***Autres*** :

– CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie.
– « La culture cinématographique des français », *développement culturel*, n° 135, septembre 2000.
– « Statistiques sur les cinémas », *Statistiques en bref*, Eurostat, thème 4, n° 2/2001.
– « Chiffres clés 2001 : statistiques de la culture », J. Cardona, C. Lacroix, ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective, 2002.
– « Santé et nouvelles technologies de l'information », rapport présenté par J. Gros, *Avis et rapports du Conseil économique et social,* n° 5 , avril 2002.

5

○ Tableaux

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés par type de presse

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	1990	%	1995	%	1999	%	*r* 2000	%	*p* 2001	%
							Évolution annuelle en %			
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	807,30	3,5	950,11	4,1	890,83	0,4	885,47	– 0,6	919,46	3,8
Publicité	871,40	7,1	618,98	1,6	852,70	17,8	981,42	15,1	817,65	– 16,7
Total	**1 678,70**	**5,4**	**1 569,10**	**3,1**	**1 743,53**	**8,2**	**1 866,89**	**7,1**	**1 737,10**	**– 7,0**
Tirage total annuel (2)	1,09	– 0,6	1,07	– 1,4	0,99	0,2	0,94	– 4,6	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	– 1,3	0,81	1,9	0,74	– 0,4	0,71	– 3,4	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	216,50	– 4,8	220,61	2,4	232,84	5,5	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	475,37	– 1,8	438,06	12,1	370,59	– 4,2	371,34	0,2	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	1 260,48	2,1	1 438,27	3,4	1 641,44	3,9	1 656,74	0,9	1 700,08	2,6
Publicité	1 053,15	4,7	987,55	6,5	1 228,05	14,9	1 300,83	5,9	1 277,69	– 1,8
Total	**2 313,63**	**3,2**	**2 425,81**	**4,7**	**2 869,48**	**8,3**	**2 957,57**	**3,1**	**2 977,77**	**0,7**
Tirage total annuel (2)	2,58	– 0,9	2,49	– 0,6	2,55	0,2	2,56	0,3	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	– 0,6	2,21	– 0,9	2,26	0,1	2,26	0,1	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	366,80	– 1,3	454,53	4,7	469,01	3,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	773,06	2,1	661,77	6,1	687,23	8,3	705,97	2,7	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2 106,59	2,2	2 431,20	3,5	2 788,65	6,0	2 827,36	1,4	2 850,26	0,8
Publicité	952,82	7,5	921,33	7,9	1 191,23	12,3	1 315,84	10,5	1 291,22	– 1,9
Total	**3 059,41**	**3,7**	**3 352,53**	**4,6**	**3 979,89**	**7,8**	**4 143,20**	**4,1**	**4 141,48**	**–**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,54	– 0,1	2,67	– 0,4	2,68	0,6	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,82	– 3,8	1,94	– 0,7	1,99	2,6	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	519,00	3,6	595,74	4,3	613,66	3,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	939,02	0,5	926,86	5,4	980,33	5,9	1 014,96	3,5	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	402,30	8,9	454,21	3,3	528,31	5,2	504,73	– 4,5	518,87	2,8
Publicité	680,31	8,3	521,26	3,2	597,31	3,2	621,41	4,0	590,00	– 5,1
Total	**1 082,61**	**8,5**	**975,47**	**3,2**	**1 125,63**	**4,1**	**1 126,14**	**0,1**	**1 108,88**	**– 1,5**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,32	– 0,4	0,30	1,4	0,26	– 10,4	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,29	– 0,8	0,27	0,9	0,24	– 9,6	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	61,00	1,3	63,29	1,5	60,12	– 5,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	269,78	5,6	214,76	1,4	197,46	7,4	192,54	– 2,5	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**586,70**	**11,1**	**596,80**	**2,9**	**641,14**	**0,2**	**633,15**	**4,1**	**657,86**	**3,9**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,80	1,8	1,81	0,3	1,82	0,6	...	///
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	144,20	5,0	161,82	4,8	165,26	2,1	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	213,90	12,9	188,14	2,5	215,01	– 4,1	221,73	3,1	...	///
Ensemble presse éditeur										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	4 576,68	3,0	5 358,27	3,6	5 849,24	4,4	5 874,31	0,4	5 988,66	1,9
Publicité	4 144,37	7,3	3 645,92	4,9	4 510,43	10,8	4 852,65	7,6	4 634,43	– 4,5
Total	**8 721,05**	**5,0**	**9 004,18**	**4,1**	**10 359,67**	**7,1**	**10 726,96**	**3,5**	**10 623,09**	**– 1,0**
Tirage total annuel (2) :										
Hors gratuits d'annonces	6,42	– 0,1	6,41	– 0,4	6,50	–	6,45	– 0,8	...	///
Total	**8,08**	**1,1**	**8,21**	**0,1**	**8,31**	**0,1**	**8,27**	**– 0,5**	**...**	**///**
Diffusion totale annuelle (2) :										
Hors gratuits d'annonces	5,27	0,1	5,22	0,1	5,20	– 0,2	5,20	–	...	///
Total	**6,93**	**1,4**	**7,02**	**0,6**	**7,01**	**– 0,1**	**7,02**	**0,2**	**...**	**///**
Consommation de papier (3)	1 396,50	0,9	1 307,50	0,8	1 495,99	4,0	1 540,88	3,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	2 671,13	2,0	2 429,58	6,2	2 450,62	4,1	2 506,55	2,3	...	///

(1) En millions d'euros.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

La presse éditeur par type de presse et périodicité en 2000

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Chiffre d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

	Nombre de titres	*Dont* quotidiens	*Dont* hebdomadaires	*Dont* mensuels	Diffusion totale annuelle	**Chiffre d'affaires Total**
Presse nationale d'information générale et politique	**74**	**10**	**27**	**20**	**710 119**	**1 866 890**
Information générale et politique	24	10	5	2	509 224	**1 202 215**
Presse d'opinion	38	–	13	16	38 588	**61 556**
Magazine	12	–	9	2	162 307	**603 119**
Presse locale d'information générale et politique	**459**	**64**	**311**	**25**	**2 258 209**	**2 957 575**
Information générale et politique	356	64	245	10	2 228 766	**2 877 189**
Magazine	39	–	2	15	4 100	**14 546**
Annonces judiciaires et légales	64	–	64	–	25 343	**65 840**
Presse spécialisée grand public	**1 526**	**12**	**86**	**658**	**1 991 453**	**4 143 202**
Journaux d'annonces	42	–	7	21	14 948	**118 385**
Presse culturelle	74	–	–	36	22 400	**79 148**
Maison et décoration	55	–	1	10	41 814	**190 982**
Économie	20	–	6	9	49 722	**198 879**
Presse féminine	108	–	7	45	261 044	**698 440**
Presse des jeunes	138	3	5	85	119 648	**263 836**
Loisirs	719	–	10	276	177 832	**739 890**
Sport	180	6	22	90	325 858	**488 467**
Science et technique	17	–	–	14	14 500	**58 059**
Télévision-Spectacle	27	–	19	7	639 538	**706 394**
Sensation-Évasion	68	3	7	28	231 238	**324 617**
Famille-Société	78	–	2	37	92 910	**276 103**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 485**	**5**	**149**	**649**	**241 289**	**1 126 144**
Presse agricole	162	–	74	64	51 823	**111 852**
Bâtiment-travaux publics	54	–	4	29	9 597	**78 537**
Commerce	71	–	4	49	8 121	**52 284**
Presse médicale	376	1	14	132	48 910	**174 037**
Biens d'équipements	34	–	4	14	4 334	**29 202**
Finances-activité boursière	18	1	1	7	2 715	**17 244**
Agro-alimentaire	39	1	4	18	4 263	**20 688**
Biens intermédiaires	32	–	1	21	801	**14 198**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	15	–	1	10	1 812	**6 938**
Services marchands	408	1	30	199	90 432	**493 953**
Services non marchands	175	–	2	57	8 017	**55 009**
Production-Distribution d'énergie	12	–	–	5	208	**2 323**
Assurance	11	–	1	6	1 349	**10 670**
Transport et Télécommunications	31	1	5	14	4 572	**25 740**
Biens de consommation	47	–	4	24	4 337	**33 469**
Journaux gratuits d'annonces	**392**	**–**	**365**	**27**	**1 822 451**	**633 148**
Total	**3 936**	**91**	**938**	**1 379**	**7 023 521**	**10 726 959**

TABLEAU E.01-3

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires en 2000

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Recettes et chiffre d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique	**482 922**	47,4	22,9	3,1	**73,4**	26,6	480 121	664 582	**1 144 702**
Presse locale d'information générale et politique.	**2 112 469**	55,9	29,8	2,8	**88,7**	11,3	1 547 208	1 116 586	**2 663 794**
dont : 7 ème jour	**208 794**	71,6	13,1	1,6	**86,4**	13,6	222 210	102 687	**324 896**
Presse spécialisée grand public	**309 932**	69,6	8,5	1,1	**79,1**	20,9	174 597	46 709	**221 306**
Presse spécialisée, technique et professionnelle.	**26 724**	0,3	65,0	33,6	**98,8**	1,2	18 856	30 509	**49 365**
Total	**2 932 046**	**55,4**	**26,4**	**2,9**	**84,6**	**15,4**	**2 220 781**	**1 858 386**	**4 079 166**

TABLEAU E.01-4

Nombre de téléviseurs recensés et redevances (1) perçues

Source : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

	1981	1989	1994	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de comptes [en milliers] au 31 décembre :								
Télévision noir et blanc	7 682	2 377	860	470 *r*	404 *r*	360 *r*	315	289
Télévision couleur	8 815	16 695	19 233	20 249 *r*	20 754 *r*	21 279 *r*	21 737	22 226
Montant annuel de la redevance audiovisuelle [en euros] au 1er janvier :								
Télévision noir et blanc (2)	36,28	52,29	61,74	68,45	71,80	72,41	73,02	73,02
Télévision couleur (2)	54,58	81,26	96,20	106,71	112,05	113,42	114,49	114,49

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. La redevance est payée par foyer, indépendamment du nombre de postes qu'il possède (il y a un compte par foyer). Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France Télévision, ARTE-France, Radio-France, RFO, RFI, INA (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).
(2) En 2002, le montant de la redevance s'élève pour la « télévision noir et blanc » à 74,31 € pour la « télévision couleur » à 116,50 €.

TABLEAU E.01-5

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unité : Million d'euros

	r 1995	*r* 1996	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002
Ressources publiques (2)	1 885	1 916	1 897	1 956	2 184	2 408	2 489
Ressources propres	637	646	848	871	777	733	753
dont : ressources publicitaires	510	525	715	731	647	602	633
Budget global	**2 522**	**2 562**	**2 745**	**2 826**	**2 961**	**3 141**	**3 242**

(1) Recettes des organismes suivants : INA, France Télévision (France 2, France 3 et France 5), ARTE-France, RFO, Radio France et RFI.
(2) Les ressources publiques comprennent le produit de la redevance et la contribution du budget de l'État au remboursement des exonérations et la contribution du ministère des Affaires étrangères au financement de RFI.

TABLEAU E.01-6

Films d'initiative française (1)

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

Unité : Million d'euros

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production de films	**346,2**	**346,8**	**354,1**	**415,0**	**385,0**	**597,1**	**645,5**	**585,7**	**678,3**	**749,1**
Apport des diffuseurs, en % (2)	20	31	34	37	42	36	39	40	40	36
Nombre de films selon le coût :										
Plus de 10 millions d'euros	4	4	8	7	6	9	9	10	14	20
De 5 à 10 millions d'euros	16	15	12	26	20	24	26	23	26	29
De 2 à 5 millions d'euros	45	48	38	34	39	49	68	70	62	49
Moins de 2 millions d'euros	41	34	31	30	39	43	45	47	43	74
Total	**106**	**101**	**89**	**97**	**104**	**125**	**148**	**150**	**145**	**172**

(1) D'après les devis fournis au CNC.
(2) Diffuseurs : chaînes de télévisions des secteurs public et privé.

TABLEAU E.01-7

Production audiovisuelle aidée (1)

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

Unités : Production : Million d'euros
Programmes : Heures

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production audiovisuelle aidée	**663,9**	**746,8**	**692,6**	**797,6**	**878,2**	**824,4**	**1 018,4**	**1 016,9**	**1 153,2**	**1 203,1**
Apport des diffuseurs, en %	36,1	38,2	39,9	50,7	48,8	48,5	47,1	50,1	48,2 *r*	48,3
Nombre d'heures de programmes produits par genre :										
Fiction	912	788	576	899	1 028	631	679	684	708	717
Animation	151	182	234	114	295	262	375	294	276 *r*	327
Documentaire	280	378	406	939	1 195	1 154	1 464	1 880	2 262	2 639
Magazine	74	41	41	170	101	70	174	383	433	282
Spectacle vivant	13	22	13	30	27	27	84	165	208	250
Total	**1 430**	**1 411**	**1 270**	**2 152**	**2 646**	**2 144**	**2 776**	**3 406**	**3 887** *r*	**4 215**

(1) Il s'agit de la production de programmes audiovisuels (d'après les devis fournis au CNC) financée en partie avec l'aide des subventions attribuées par le CNC.

TABLEAU E.01-8

Dépenses publicitaires des annonceurs

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias
Compte économique de la publicité et de la communication externe d'entreprise

Unité : Million d'euros

	1994	1995	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Télévision	2 505	2 693	2 939	3 091	3 354	3 815	3 590
Cinéma	61	65	77	84	109	129	114
Presse (1)	4 223	4 323	4 568	4 822	5 300	5 710	5 493
Radio	631	637	618	651	729	809	740
Publicité extérieure (2)	1 168	1 190	1 283	1 353	1 437	1 560	1 499
Total médias	**8 587**	**8 909**	**9 485**	**10 001**	**10 930**	**12 022**	**11 436**
Indice	96,4	100,0	106,5	112,3	122,7	134,9	128,3
***dont* : audiovisuel**	**2 566**	**2 758**	**3 016**	**3 175**	**3 463**	**3 944**	**3 704**
Indice (base 100 en 1995)	93,0	100,0	109,3	115,1	125,6	143,0	134,2

(1) Y compris les petites annonces.
(2) Affichage sous toutes ses formes (affichage sur panneaux mais aussi mobilier urbain, transport et publicité lumineuse).

TABLEAU E.01-9

Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	2000
Volume horaire (en heures)	**38 288**	**40 478**	**40 749**	**40 817**	**41 927**	**42 266**
Répartition (en %) :						
Information	13,7	12,0	11,3	11,0	10,6	10,7
Documentaire	13,1	23,0	23,5	23,2	25,6	26,7
Fiction	44,8	34,0	35,5	35,0	34,7	33,6
Musique et divertissement	16,1	17,2	15,2	15,2	14,0	14,0
Sport	4,0	3,0	2,8	3,7	2,8	3,4
Autres émissions (2)	5,5	7,6	8,5	8,6	9,0	8,4
Autres éléments (3)	2,8	3,3	3,2	3,3	3,3	3,2

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990, ceux d'Arte en 1993, et ceux de la Cinquième en 1995 (disparition de La Cinq depuis 1992). Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-10

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1995	1998	■ 1999	2000	2001	1995	1998	■ 1999	2000	2001
RADIODIFFUSION (1)	///	///	///	///	///	**151**	**154**	**161**	**158**	**159**
Stations de Radio-France et Radio France international	22,7	23,6	21,4	...	...	36	36	34	...	...
dont : France-Inter	10,6	10,8	9,6	9,8	9,6	16	17	14	15	15
France-Info	5,3	5,0	4,5	4,9	4,4	8	8	7	9	7
Stations généralistes privées	///	27,6	27,1	...	...	///	44	45	...	...
dont : Europe 1	7,7	6,4	7,3	8,5	9,1	11	10	12	13	14
RTL	19,2	18,5	17,7	15,9	13,2	29	29	29	24	21
RMC INFO	3,1	2,7	2,0	1,8	1,3	5	4	3	2	2
Radios musicales nationales privées	28,9	29,8	34,9	...	...	44	46	56	...	...
dont : Europe 2	4,0	3,8	3,7	3,0	3,1	6	6	6	5	5
Fun Radio	5,9	3,1	3,5	3,5	5,0	8	5	6	5	8
Nostalgie	4,2	3,6	5,9	6,8	6,8	6	6	9	10	11
NRJ	6,9	6,9	7,5	7,0	7,5	10	11	12	11	12
Sky Rock	2,4	3,3	3,7	3,9	4,2	4	5	6	6	7
TÉLÉVISION (2)	///	///	///	///	///	**180**	**187**	**189**	**193**	**198**
TF1	37,3	35,3	35,1	33,4	32,7	67	66	66	65	65
France 2	23,8	22,4	22,3	22,1	21,1	43	42	42	43	42
France 3	17,6	17,0	16,3	16,7	17,1	32	32	31	32	34
Canal +	4,4	4,6	4,5	4,0	3,6	8	9	9	8	7
Arte + France 5	2,5	3,4	3,6	3,5	3,6	5	6	7	7	7
M 6	11,5	12,9	13,6	12,7	13,5	21	24	26	25	27
Autres stations	2,9	4,3	4,5	7,6	8,5	5	8	8	15	17

(1) Du lundi au vendredi pour la radio, cible : 15 ans et plus. En janvier 1999, la méthodologie d'enquête a été modifiée ; les résultats avec les années précédentes ne sont pas comparables.
(2) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans et plus.

TABLEAU E.01-11

Coût des programmes produits par les chaînes de télévision - D'après les œuvres financées par le CNC

Source : Centre National de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Données par genre :								
Fiction	190,4	228,4	294,2	277,8	319,1	333,9	350,4	377,9
Documentaire	23,5	54,8	82,0	76,3	101,0	114,0	143,5	138,5
Animation	16,2	11,8	39,0	31,8	43,6	39,0	35,9	41,2
Magazine	4,7	4,2	7,3	7,0	8,9	11,2	11,3	8,0
Spectacle	1,2	2,6	3,1	3,0	3,6	8,9	12,3	13,7
TOTAL	**235,9**	**301,9**	**425,5**	**395,9**	**476,3**	**507,0**	**553,5**	**579,3**
Accroissement annuel en %	**14,7**	**6,7**	**41,0**	**– 7,0**	**20,3**	**6,5**	**9,2**	**4,7**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques :	**131,3**	**145,7**	**207,6**	**214,3**	**256,8**	**277,5**	**260,1**	**297,4**
France 2	64,7	56,7	93,9	92,7	110,2	124,5	111,1	131,5
France 3	44,7	55,5	69,9	74,8	99,7	98,8	84,4	99,3
Arte (1)	21,9	22,3	24,4	31,3	28,6	37,0	40,0	42,5
La Cinquième	•	11,1	19,3	15,5	18,3	17,2	24,7	24,1
Chaînes privées :	**87,5**	**156,2**	**217,9**	**181,6**	**219,5**	**229,5**	**294,5**	**284,7**
TF1	66,7	109,4	151,5	123,5	146,9	142,3	180,3	170,1
M6	3,1	21,6	25,0	19,0	24,4	27,6	40,0	55,7
Canal Plus	16,6	19,6	23,9	24,9	29,6	30,7	32,0	18,1
Chaînes de complément	1,1	5,7	17,5	14,3	18,6	29,0	42,1	40,8
TOTAL	**218,8**	**301,9**	**425,5**	**395,9**	**476,3**	**507,0**	**554,6**	**582,2**
Total (hors Canal + et chaînes de complément)	**201,1**	**276,6**	**384,2**	**356,7**	**428,0**	**447,4**	**480,5**	**523,3**

(1) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.

Chapitre E.02

Culture

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Protection des monuments historiques.
2 Entrées dans les monuments et musées nationaux.
3 Opérations de fouilles terrestres autorisées.
4 Maisons d'édition suivant le chiffres d'affaires.
5 Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres.
6 Bibliothèques municipales.
7 Ventes de phonogrammes.
8 Ventes de vidéos par les éditeurs.
9 Activités cinématographiques.
10 Panorama du cinéma mondial en 2000.
11 Activités de spectacles.
12 Fréquentation des lieux culturels.
13 Professions culturelles d'après le recensement.

1
○ Méthodologie

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants ; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films ; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Voir tableau O.01 plus6 sur cédérom dans le chapitre « Commerce extérieur ».

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène ; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments lui appartenant ou appartenant à l'État.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer en totalité. Une centaine de musées appartenant à l'État (dont 33 musées nationaux du ministère de la Culture) et près de 1100 musées appartenant principalement à des collectivités locales : « les musées de France » sous la tutelle de la Direction des musées de France du ministère de la Culture et de la Communication, sont décomptés.

Phonogrammes vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Le Syndicat de l'édition vidéo réalise également une enquête au niveau de l'édition et de la distribution de vidéogrammes destinés à la location et à la vente.

Pratiques culturelles des Français

L'enquête « Pratiques culturelles des Français », réalisée en 1997 par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication, fait suite à celles qu'il a déjà faites en 1973, 1981 et 1989. L'échantillon de 1997, représentatif des Français âgés de 15 ans et plus, porte sur 3 000 personnes.

Le tableau : Fréquentation des lieux culturels est extrait de ces enquêtes. Des modifications ayant été apportées au questionnaire de 1997, certains résultats ne peuvent être comparés sans précaution avec ceux des enquêtes précédentes.

Comme pour de nombreux sondages, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent ; elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle [1].

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue : il s'agit des cinq théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 2001, il existe 43 centres dramatiques nationaux dont 4 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ), et 70 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2
○ Définitions

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. On distingue l'archéologie programmée qui s'inscrit dans le cadre de la recherche scientifique et l'archéologie préventive qui est déclenchée à l'occasion de chantiers extérieurs à l'archéologie (travaux d'aménagement et d'urbanisation).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

---

[1] Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».
L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée ».
Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des Études et de la Prospective.

Organismes :
- Centre national de la cinématographie.
- Ministère de la Culture et de la Communication.
- Syndicat national de l'édition.
- Syndicat national de l'édition phonographique.
- Syndicat de l'édition vidéo.

Publications du ministère de la Culture et de la Communication, département des Études et de la Prospective :
- « *Chiffres clés, 2001, Statistiques de la culture* », Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 2002.
- « Les pratiques culturelles des français, enquête 1997 », Olivier Donnat, La Documentation Française, 1998.
- « Atlas des activités culturelles », La Documentation française, 1998.

Accès internet :
- **www.culture.gouv.fr/dep**

Autres publications :
INSEE-Première
- « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999.
- « La lecture, une affaire de famille », n° 777, mai 2001.

« Équipements et attraction des communes, Inventaire Communal 1998 » :
- 1 cédérom pour chaque région,
- 1 cédérom France entière,
- 5 cédéroms thématiques France entière :
  - Services et commerces,
  - Enseignement, santé et action sociale,
  - Sports, loisirs et culture,
  - Tourisme,
  - Réseaux et dessertes.

Accès internet :
- **www.insee.fr**
- **www.datar.gouv.fr**
- *CNC Info,* Centre national de la cinématographie, **www.cnc.fr**
- *L'édition de livres en France,* Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel. **www.sne.fr**
- *L'actualité du disque, édition 2002*, Syndicat national de l'édition phonographique, **www.disqueenfrance.com**
- *Bilan et perspectives vidéo et DVD, édition 2002*, Syndicat de l'édition vidéo, **www.sev-video.org**

D'autres références sont notées dans les publications du chapitre E.01.
Voir aussi le chapitre F.01 « Enseignement et Formation » pour les principaux établissements d'enseignement artistique.

4 ○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).
Voir aussi le chapitre O.01 Commerce extérieur.

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Monuments protégés :							
Classés	13 660	13 807	13 880	13 929	13 982	...	...
Inscrits	25 192	25 531	25 975	26 268	26 451	...	...
Total	**38 852**	**39 338**	**39 855**	**40 197**	**40 433**	**...**	**...**
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :							
Classements	209	164	93	64	73	77	59
Inscriptions	623	563	559	412	354	399	417
Total	**832**	**727**	**652**	**476**	**427**	**476**	**476**

TABLEAU E.02-2

Entrées dans les monuments et musées nationaux

Sources : Centre des monuments nationaux
Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1995	1999	2000	2001
Monuments nationaux (1)	**8 418**	**7 957**	**8 628**	**8 903**	**8 046**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	775	870	1 218	1 335	1 023
Abbaye du Mont Saint-Michel	826	828	1 062	1 078	1 034
Sainte-Chapelle	696	582	789	794	693
Château de Chambord	730	747	767	743	709
Château du Haut-Koenigsbourg	591	590	531	533	503
Château d'Azay-le-Rideau	425	347	318	292	268
Panthéon	220	296	300	337	286
Conciergerie	251	185	257	294	256
Cité de Carcassonne	272	262	290	334	330
Tours de Notre-Dame	452	184	203	274	257
Entrées payantes	7 545	6 415	7 285	6 905	6 467
Entrées gratuites (2)	873	1 542	1 343	1 998	1 579
Musées nationaux (3) (4)	**16 025**	**12 667**	**13 079**	**13 971**	**12 141**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	5 261	6 095	5 164
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 652	2 863	2 593
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 260	2 344	1 665
Musée Picasso	509	427	591	597	471
Musée des arts asiatiques (musée Guimet)	129	129	13	11	438
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	337	353	317
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie	297	243	255	313	275
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	287	298	263
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	169	211	180
Musée national du château de Compiègne	215	176	104	125	111
Musée national du château de Pau	135	121	104	112	83
Musée des Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	77	83	66
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	73	82	75
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	431	8 (5)	— (5)
Entrées payantes	10 096	8 748	9 679	9 898	8 378
Entrées gratuites	5 929	3 919	3 400	4 073	3 767

(1) Concernent les 95 monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux en 2001.
(2) À partir d'octobre 1999, l'accès aux monuments est gratuit le premier dimanche du mois, hors saison touristique.
(3) Concernent les 31 musées nationaux.
(4) À partir du 1.1.2000, l'accès aux musées nationaux est gratuit le premier dimanche de chaque mois, cette mesure existait depuis 1996 pour le musée du Louvre.
(5) Fermé pour travaux.

TABLEAU E.02-3

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1995	1996	1997	1998	(1) 1999	(2) 2000
Archéologie programmée						
Fouilles programmées	277	263	252	260	252	226
Prospections thématiques	97	89	96	112	85	72
Relevés d'art rupestre	15	20	20	35	32 *r*	12
Projets collectifs	74	82	84	84	80	59
Archéologie préventive						
Sondages	1 543	1 721	1 863	2 151	1 863 *r*	1 940
Fouilles préventives (sauvetages)	811	837	683	714	724	558
Prospections inventaire	549	574	536	512	426	420

(1) Données incomplètes : absence de réponse de 3 régions métropolitaines et des DOM.
(2) Données incomplètes : absence de réponse de 2 régions métropolitaines et des DOM.

TABLEAU E.02-4

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Nombre

Chiffre d'affaires (euros)	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
38 millions et plus	13	12	11	11	13	13	13
De 15 à moins de 38 millions	12	10	15	16	15	17	15
De 7,5 à moins de 15 millions	28	17	18	19	20	20	23
De 3 à moins de 7,5 millions	44	39	39	44	41	41	43
De 1,5 à moins de 3 millions	47	31	28	28	31	35	38
De 0,2 à moins de 1,5 millions	183	161	128	124	142	138	...
Moins de 0,2 million	85	59	72	72	69	67	...
Total	**412**	**329**	**311**	**314**	**331**	**331**	**313**

TABLEAU E.02-5

Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : titres : Nombre ; exemplaires : Millier
chiffre d'affaires : Million d'euros

	Titres produits			Exemplaires produits			Chiffre d'affaires (1) des maisons d'édition		
	1995	2000	2001	1995	2000	2001	1995	2000	2001
Enseignement	5 872	7 753	7 980	64 525	73 392	74 095	316,3	325,8	341,7
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 361	2 840	3 180	7 744	7 027	6 592	106,6	118,7	119,4
Sciences humaines et sociales	4 441	5 310	5 135	24 230	14 824	14 744	122,0	111,9	116,8
Droit et sciences économiques	1 628	1 651	2 056	4 601	4 596	6 940	105,0	117,0	124,8
Religion	1 198	1 441	1 332	7 029	6 215	4 695	34,7	42,0	40,0
Ésotérisme, occultisme	314	356	356	1 981	2 547	1 584	8,0	9,1	8,6
Littérature	10 590	11 501	12 501	130 603	122 218	130 799	356,5	412,9	431,0
Actualité	838	1 288	1 392	6 063	8 848	9 200	41,7	55,6	65,0
Encyclopédies et dictionnaires (2)	623	670	621	11 999	9 070	8 636	392,7	247,8	240,7
Livres d'art	1 139	1 475	1 739	6 162	8 585	9 256	106,3	109,7	113,9
Livres pour la jeunesse	6 029	8 350	8 435	54 569	78 265	84 443	146,8	203,5	211,3
Bandes dessinées	1 170	1 963	2 266	12 608	25 060	36 181	47,4	90,5	110,7
Ouvrages de documentation	60	467	367	2 218	2 251	2 095	19,5	18,4	11,9
Livres pratiques (3)	5 734	6 772	7 035	51 829	59 965	62 686	269,1	321,2	318,5
Non ventilé	–	–	–	–	–	–	6,1	–	–
Total	**42 997**	**51 837**	**54395**	**386 161**	**422 863**	**451 946**	**2 078,7**	**2 184,3**	**2 254,3**

(1) Les cessions de droit ne sont pas comprises dans le chiffre d'affaires de la vente de livres. Elles représentent 75,3 millions d'euros en 1995, 101,6 millions d'euros en 2000 et 98,6 millions d'euros en 2001.
(2) Les encyclopédies en fascicules (20 titres en 2001) ne sont pas comprises dans les titres et les exemplaires produits, par contre elles sont comprises dans le chiffre d'affaires (129,3 millions d'euros en 2001).
(3) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-6

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	1997	1998	1999	2000
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 544**	**2 656**	**2 795**	**2 886**
Ayant une discothèque de prêt	576	1 039	1 330	1 383	1 479	1 503
Ayant une vidéothèque de prêt	104	512	849	764	841	876
Collections pour 100 habitants :						
Livres	228	270	277	292	305	291
Phonogrammes	16,0	21,8	22,7	23,5	23,8	24,4
Cassettes vidéo	...	2,2	3,1	3,6	4,2	4,6
Prêts :						
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	6 251	6 545	6 641	6 583	6 665
Soit en % de la population desservie	16	18	18	18	18	18
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	420	430	420	410
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	82	83	89	96
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	34	35	38	39

TABLEAU E.02-7

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : Millier de disques et cassettes
Facturation : Million d'euros

Vente en France	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Quantité (1)	**131 511**	**142 477**	**157 192**	**161 681**	**153 305**	**152 408**	**162 632**
Disques 45 tours	26 622	279	307	467	691	822	635
Disques 33 tours	6 708	84	170	308	376	464	590
Disques compacts	56 220	114 513	141 437	143 676	138 602	140 866	153 168
Cassettes	41 961	27 112	14 908	13 807	11 419	8 361	6 421
Tous supports et livres	///	489	370	3 423	2 217	1 895	1 818
Facturation (2)	**814,5**	**1 034,1**	**1 103,0**	**1 148,9**	**1 108,3**	**1 099,8**	**1 201,8**
Disques 45 tours	53,2	1,1	1,1	1,7	2,3	2,5 *r*	2,2
Disques 33 tours	31,1	0,5	0,6	1,2	1,7	2,3	2,9
Disques compacts	484,3	891,4	1 003,6	1 032,7	1 015,6	1 031,0	1 143,4
Cassettes	245,9	138,0	95,4	85,5	69,8	50,5	38,7
Tous supports et livres	///	3,2	2,3	27,7	18,9	13,6	14,6

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-8

Ventes de vidéos par les éditeurs (1)

Source : Syndicat de l'édition vidéo

Unités : Quantité : Millier de disques laser et DVD
Facturation : Million d'euros

	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	2001
Quantité							
Vente	15 298	46 574	46 666	41 648	44 625	52 509	62 048
dont : Disque laser	...	770	1 349	1 054	358	...	...
DVD	///	///	///	677	4 523	12 324	25 556
Location	760	943	1 432	1 532	1 703	1 809	2 330
Total	**16 058**	**47 517**	**48 098**	**43 180**	**46 328**	**54 318**	**64 378**
Facturation							
Vente	187,8	483,1	494,5	501,6	497,7	577,8	723,1
dont : Disque laser	...	16,6	26,4	20,6	4,7	...	...
DVD	///	///	///	12,7	83,5	215,1	415,1
Location	52,0	49,9	66,9	70,6	78,2	77,9	95,6
Total	**239,8**	**533,0**	**561,5**	**572,1**	**576,0**	**655,7**	**818,7**
Nombre d'entreprises concernées	23	18	16	15	15	15	15

(1) Ventes nettes des éditeurs-distributeurs vidéo adhérents du Syndicat de l'édition vidéo (environ 80% du marché)

TABLEAU E.02-9

Activités cinématographiques

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
Production cinématographique						
Films de long métrage produits (1)	**146**	**141**	**183**	**181**	**171**	**204**
Films d'initiative française	106	97	148	150	145	172
Intégralement français	81	63	102	115	111	126
De coproduction	25	34	46	35	34	46
Films de coproduction à majorité étrangère	37	32	32	31	26	32
Films bénéficiaires d'une aide sélective (2)	3	12	3	–	–	–
Montant des investissements (million d'euros)	**501,4**	**548,2**	**753,4**	**692,0**	**803,3**	**905,1**
Français	350,0	406,3	607,7	568,8	665,3	728,7
Étrangers	151,4	141,9	145,7	123,2	138,0	176,4
Coût médian des films d'initiative française produits (million d'euros)	**2,4**	**3,2**	**2,7**	**2,7**	**3,2**	**2,4**
Distribution cinématographique						
Sociétés de distribution autorisées	391	413	435	...	...	...
dont : ayant enregistré des résultats	162	164	161	158	...	...
Chiffre d'affaires (million d'euros)	235,8	275,9	364,7	...	...	...
Films en exploitation dans les salles	3 689	3 968	3 984	4 140	...	...
Films sortis pour la première fois	370	371	448	525	544	506
dont : films français	129	136	173	209	208	204
Exploitation cinématographique						
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 377	4 773	4 979	5 110 *r*	5 236
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	922	991	1 025	1 051	1 071
Complexes cinématographiques (4)	860	828	848	857	864	871
Salles de complexes	3 078	3 082	3 460	3 665	3 803	3 925
Fauteuils des complexes (millier)	584	561	650	686	717	737
Spectateurs (million)	121,9	130,2	170,6	153,6	165,5 *r*	185,8 *p*
Recette (million d'euros) (5)	583,3	690,1	916,8	823,2	891,4 *r*	1013,9 *p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet	37,4	35,2	27,2	32,2	28,2	41,7

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds ECO) juqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1992, salles actives à partir de 1993.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 2001, 97 multiplexes totalisent 1 163 écrans et réalisent 39,4% des entrées).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-10

Panorama du cinéma mondial en 2000

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union européenne	Allemagne	Espagne	**France**	Italie	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	595	75	98	**171**	103	90	460	282
Exploitation - Distribution								
Écrans	24 200 (1)	4 783	3 500	**5 103**	...	2 954	37 396	2 524
Nombre de films distribués	4 100 (1)	373	523	**544**	428	367	478	644
Entrées (millions)	844,0	152,5	135,3	**165,5**	103,4	142,5	1 420,1	135,4
Entrées moyennes par habitant	2,3	1,8	3,4	**2,8**	1,8	2,4	5,3	1,1
Entrées moyennes par salle	34 900	31 900	38 700	**32 400**	21 000	48 200	38 000	53 700
Recettes guichet (millions dans la monnaie locale) (2)	4 600,0 *e*	824,5	536,3	**891,4**	544,8	621,2	7 661,0	170,9
Recettes (millions d'euros)	4 600,0 *e*	824,5	536,3	**891,4**	544,8	1 003,1	1 611,2	1 473,9
Recettes réalisées par les films nationaux (%)	23,0	9,4	10,1	**28,5**	17,5	19,6	92,3	31,8
Recettes réalisées par les films américains (%)	73,0	81,9	82,7	**62,9**	69,5	75,3	92,3	64,8
Taux de pénétration des foyers TV (%)								
Vidéo	73,0	84,5	73,3	**85,6**	67,7	90,6	85,0	79,0
Câble	41,0	56,8	6,0	**36,0**	0,4	16,3	66,0	40,0
Satellite	18,0	33,4	6,7	**31,0**	5,7	17,8	15,0	23,0

(1) Cumul des films sortis dans l'ensemble de l'Union européenne.
(2) Milliards pour le Japon.

TABLEAU E.02-11

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unités : Représentations : Nombre
Spectateurs : Millier

	1990-1991	1995-1996	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Opéra de Paris (1) (2)						
Représentations	322	289	415	428	432	443
Spectateurs	534	592	761	804	775	758
Théâtres nationaux (1) (3)						
Comédie française :						
Représentations	382	568	737	745	734	729
Spectateurs	295	303	325	342	301	331
Théâtre national de l'Odéon :						
Représentations	323	313	317	272	248	234
Spectateurs	103	113	116	102	98	97
Théâtre national de Chaillot :						
Représentations	428	257	406	280	224	199
Spectateurs	210	147	216	128	75	26
Théâtre de la Colline :						
Représentations	332	343	309	358	311	298
Spectateurs	119	105	93	87	80	89
Théâtre national de Strasbourg :						
Représentations	152	137	207	168	227	172
Spectateurs	51	32	40	41	48	45
Centres dramatiques nationaux (4)						
Représentations	7 167	6 924	8 236	8 940	8 621 *r*	8 727
Spectateurs	2 086	1 619	1 853	1 923	1 643 *r*	1 711
Scènes nationales (4)						
Représentations	23 047	28 740	29 035 *r*	29 935	...	...
Spectateurs	2 114	2 867 *r*	2 801 *r*	2 797	...	...
Théâtres privés parisiens (5)						
Représentations	11 501	11 202	10 745	11 323	11 332	11 629
Spectateurs	3 093	2 337	2 385	2 394	2 770	2 914

(1) Non compris les tournées et les spectacles non théatraux. En 2000-2001, les spectacles non théâtraux comptent 192 représentations et 81 024 spectateurs.
(2) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille.
(3) Spectateurs payants et gratuits.
(4) Tous spectacles, spectateurs payants.
(5) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.02-12

Fréquentation des lieux culturels

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	Au cours de leur vie		Au cours des 12 derniers mois			
	1989	1997	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui sont allés au moins une fois						
Cinéma	88	95	52	50	49	49
Bibliothèque/médiathèque	•	•	•	•	23	31
Théâtre	45	57	12	10	14	16
Spectacle de danse	24	32	6	5	6	8
Concert de musique classique (1)	29	28	7	7	9	9
Concert rock (1)	25	26	•	•	10	9
Concert jazz (1)	18	19	•	•	6	7
Concert de musique d'un autre genre (1)	•	30	•	•	•	11
Musée	74	77	27	35	30	33
Monument historique	72	71	32	32	28	30

(1) L'introduction d'un nouvel item « concert de musique d'un autre genre » dans le questionnaire de 1997 rend difficile la comparaison avec les résultats de 1989, notamment dans le cas des concerts de rock.

TABLEAU E.02-13

Professions culturelles d'après le recensement (1)

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	1990 Ensemble	1999 Ensemble	Hommes	Femmes
Professions de l'audiovisuel et des spectacles	**93 116**	**127 501**	**87 546**	**39 955**
Artistes des spectacles				
Artistes professionnels de la musique et du chant	15 940	22 934	18 303	4 631
Artistes dramatiques, danseurs	11 112	23 240	13 075	10 165
Artistes de variétés	8 564	8 621	4 849	3 772
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles				
Cadres artistiques des spectacles	5 736	7 953	5 869	2 084
Cadres techniques de la réalisation des spectacles	8 324	14 818	10 439	4 379
Assistants techniques de la réalisation des spectacles	17 008	28 769	20 360	8 409
Auxiliaires des spectacles	8 828	6 861	4 410	2 451
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif	17 604	14 305	10 241	4 064
Professions des arts plastiques et des métiers d'art	**101 070**	**119 562**	**74 632**	**44 930**
Artistes plasticiens	19 776	17 574	11 709	5 865
Stylistes/décorateurs	40 743	57 262	30 178	27 084
Photographes	13 149	16 353	12 547	3 806
Métiers d'art				
Artisans d'art	10 438	12 658	9 416	3 242
Ouvriers d'art	16 964	15 715	10 782	4 933
Professions littéraires	**45 996**	**56 555**	**33 123**	**23 432**
Journalistes et cadres de l'édition				
Journalistes, secrétaires de rédaction	29 640	37 642	21 352	16 290
Cadres de la presse, de l'édition, de l'audiovisuel et des spectacles	10 764	12 363	7 704	4 659
Auteurs littéraires, scénaristes, dialoguistes	5 592	6 550	4 067	2 483
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**32 116**	**25 881**	**5 936**	**19 945**
Bibliothécaires, archivistes, conservateurs de la fonction publique	11 768	17 692	3 765	13 927
Cadres de la documentation, de l'archivage (hors fonction publique)	2 292	3 042	662	2 380
Assistants techniques de la documentation et de l'archivage	18 056	5 147	1 509	3 638
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**23 740**	**33 932**	**13 554**	**20 378**
Architectes	**33 888**	**29 770**	**24 346**	**5 424**
Architectes libéraux	24 296	22 759	19 556	3 203
Architectes salariés	9 592	7 011	4 790	2 221
Ensemble des professions culturelles	**329 926**	**393 201**	**239 137**	**154 064**

(1) Les professions culturelles retenues sont celles qui font l'objet d'un poste de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles de l'INSEE (PCS).

Chapitre E.03

Tourisme

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3) en 2000.

2 Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie – parc au 31 décembre.

3 Autres hébergements : établissements et lits – parc au 31 décembre.

4 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace.

5 Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

6 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement.

7 Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.

8 Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.

9 Voyages personnels : répartition des nuitées en France.

10 Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.

11 Dépenses des touristes étrangers en France.

12 Tourisme international : arrivées, et recettes par pays.

1

○ Présentation

En 2001, l'offre d'hébergement confirme certaines des tendances observées les années précédentes : relative stabilité pour l'hôtellerie classée (baisse de 0,03 % en nombre d'établissements et hausse de 1,9 % en nombre de chambres) et pour les terrains de campings (- 0,04 % en nombre d'établissements et + 0,2 % en emplacements). L'hébergement en chambres d'hôtes continue de se développer (+ 15,6 %), tout comme celui en résidences de tourisme.

Le nombre de voyages personnels effectués par les Français âgés de 15 ans et plus est resté globalement stable entre 2000 et 2001 : légère hausse du nombre de séjours et baisse du nombre de nuitées.

Parmi les modes de transport, la voiture particulière arrive largement en tête, elle est utilisée dans plus de trois séjours sur quatre. Le train (12,5 % des séjours) et l'avion (+ 6,5 %) sont les autres moyens de transport les plus utilisés.

Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (39,6 % des nuitées) et à la campagne (32,1 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) : 52,7 % en été et 65,5 % en hiver).

En 2001, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes loin devant les États-Unis, l'Espagne et l'Italie. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Espagne. Le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 15,0 milliards d'euros d'excédent.

2

○ Méthodologie

21. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages (NAF 63.3).

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

22. La demande

Les voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofres auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

3

○ Définitions

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas ; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels classés de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non classés de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de

caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :
– d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme ;
– familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême) ;
– autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.
Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études , des statistiques et des comptes économiques.
– INSEE.

Publications :

Observatoire National du Tourisme :
Les collections :
– Les essentiels du tourisme ;
– Les données économiques ;
– Les analyses et perpectives ;
– Les hors collections.
Les périodiques :
– La lettre de l'Observatoire du Tourisme (bimestrielle) ;
– La note de conjoncture (mensuelle) ;
– Mémento du tourisme 2002.
Pour d'autres informations, vous pouvez également vous connecter sur le site de l'Observatoire : www.ont.tourisme

INSEE :
INSEE-Résultats :
– « Les vacances des Français », série « Société », n° 4, mai 2002.
Économie et Statistique :
– « Départs en vacances : la persistance des inégalités », n° 345, mai 2001.
INSEE-Première :
– « Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances », n° 734, août 2000 ;
– « Les Français privilégient toujours les vacances à la mer », n° 819, décembre 2001 ;
– « L'hôtellerie de chaîne en 2000 », n° 820, janvier 2002.
France, Portrait Social, 2002 :
– « Dix ans de vacances des Français », C.Rouquette.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3) en 2000

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans les services) — *Unité* : Million d'euros

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé (1) annuel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	3 631	41 532	41 462	11 083	1 745	159
hors tranche (2)	189	1 009	890	594	– 45	3
0 salarié	463	–	546	35	13	–
1 à 2 salariés	752	1 209	1 824	268	73	4
3 à 5 salariés	1 097	4 268	4 506	816	174	6
6 à 9 salariés	586	4 299	4 109	920	248	6
10 à 19 salariés	314	4 145	3 886	1 073	210	7
20 à 29 salariés	78	1 867	1 801	672	114	19
30 à 49 salariés	78	3 063	3 005	996	129	4
50 à 99 salariés	36	2 479	2 307	645	93	4
100 salariés et plus	38	19 193	18 588	5 064	736	105

(1) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.
(2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie - parc au 31 décembre

Source : INSEE, Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Sans étoile (1) :							
Hôtels	495	2 603	2 554	2 315	2 198	2 223	2 199
Chambres	3 554	55 859	57 217	55 051	55 088	60 593	64 875
1 étoile :							
Hôtels	7 472	3 126	2 615	2 388	2 235	2 130	2 026
Chambres	121 566	57 846	49 491	45 192	42 299	40 552	39 052
2 étoiles :							
Hôtels	9 176	10 586	10 450	10 166	10 134	10 049	10 019
Chambres	264 907	302 530	296 032	287 990	285 144	282 157	283 602
3 étoiles :							
Hôtels	2 825	3 342	3 386	3 342	3 364	3 426	3 551
Chambres	132 499	157 057	156 198	154 471	155 684	158 442	161 310
4 étoiles et 4 étoiles-luxe :							
Hôtels	415	555	558	598	615	646	673
Chambres	28 320	38 245	41 945	44 240	45 239	47 430	51 653
Total :							
Hôtels	**20 383**	**20 212**	**19 563**	**18 809**	**18 546**	**18 474**	**18 468**
Chambres	**550 846**	**611 537**	**600 883**	**586 944**	**583 544**	**589 174**	**600 492**

(1) Norme 1986.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits - parc au 31 décembre

Source : INSEE, Direction du Tourisme, sources régionales, fédérations professionnelles

	1990	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre d'établissements :						
Résidences de tourisme et hébergements assimilés	219	709	746	816	841	1 015
Terrains de camping	8 527	8 420	8 363	8 356	8 357	8 354
Villages de vacances	858	861	893	892	879	897
Meublés de tourisme	...	...	...	...	...	135 162
Chambres d'hôtes	11 168	21 466	22 053	22 987	24 202	27 971
Auberges de jeunesse	303	224	217	215	200	201
Nombre de lits, en milliers :						
Résidences de tourisme et hébergements assimilés	71,9	264,8	277,2	318,5	331,2	365,1
Terrains de camping (1)	2 669,7	2 782,5	2 761,4	2 765,0	2 759,5	2 764,5
Villages de vacances	272,9	253,0	260,0	260,6	263,5	264,0
Meublés de tourisme (2)	...	...	...	...	...	540,6
Chambres d'hôtes	22,3	42,9	44,1	46,0	48,4	55,9
Auberges de jeunesse	17,6	15,0	15,7	15,2	14,8	14,6

(1) Nombre d'emplacements multiplié par 3.
(2) Nombre de meublés multiplié par 4.

TABLEAU E.03-4

Voyages personnels : séjours et des nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
En % des séjours						
Mer	25,3	26,3	26,4	27,6	28,0	27,6
Montagne	15,0	14,6	15,4	15,1	15,1	14,4
Campagne	37,4	37,4	36,8	36,0	34,9	36,1
Lac	4,1	4,1	4,1	4,0	4,2	4,0
Ville	32,1	32,5	33,6	33,4	33,9	33,5
Autre	2,0	2,3	2,3	2,3	2,9	2,8
En % des nuitées						
Mer	37,4	38,4	38,6	38,9	40,0	39,6
Montagne	19,8	18,1	19,0	19,5	19,2	18,9
Campagne	32,4	33,8	34,0	32,8	31,5	32,1
Lac	5,7	5,8	5,9	5,1	5,7	5,4
Ville	26,2	26,1	26,5	27,1	27,2	27,3
Autre	1,8	2,1	2,2	2,3	2,9	2,7
Durée moyenne des séjours (en nuitées)						
Mer	8,5	8,5	8,6	8,2	8,2	8,1
Montagne	7,6	7,2	7,2	7,5	7,4	7,4
Campagne	5,0	5,3	5,4	5,3	5,2	5,0
Lac	8,0	8,2	8,4	7,3	7,8	7,5
Ville	4,7	4,7	4,6	4,7	4,6	4,6
Autre	5,2	5,4	5,7	5,8	5,9	5,4

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.03-5

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Séjours				Nuitées			
	1995	1999	2000	2001	1995	1999	2000	2001
ÉTÉ (période du 01/04 au 30/09)								
Hôtel et pension de famille	15,6	15,8	16,6	15,8	10,9	11,1	11,8	11,0
Camping	8,6	8,5	8,7	8,7	12,0	11,9	11,7	12,4
Location	4,8	5,8	5,6	5,5	9,2	10,1	10,0	10,1
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,3	3,3	3,4	3,4	3,4	3,5	3,5
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,2	1,2	1,1	1,7	1,7	1,8
Autre	5,6	7,3	7,0	7,5	7,2	8,0	8,5	8,5
Total hébergement marchand	**38,3**	**41,9**	**42,4**	**42,1**	**43,8**	**46,2**	**47,2**	**47,3**
Résidence secondaire	11,8	11,8	10,8	9,9	17,6	18,1	16,5	15,2
Famille/amis	49,9	46,3	46,7	47,9	38,6	35,8	36,3	37,5
Total hébergement non marchand	**61,7**	**58,1**	**57,6**	**57,8**	**56,2**	**53,9**	**52,8**	**52,7**

	Séjours				Nuitées			
HIVER (période du 01/10 au 31/03)	94-95	98-99	99-00	00-01	94-95	98-99	99-00	00-01
Hôtel et pension de famille	12,1	14,1	14,4	14,8	12,0	13,5	13,7	14,3
Camping	1,1	1,2	0,7	0,7	1,2	1,5	1,0	1,1
Location	4,1	4,0	4,2	4,3	7,0	7,0	7,7	7,6
Gîte, chambre d'hôte	1,7	2,1	1,9	1,8	1,8	2,2	2,0	1,9
Résidence de tourisme	—	1,1	1,1	1,3	—	2,1	1,8	2,3
Autre	4,9	4,7	5,8	5,7	7,0	5,9	7,7	7,3
Total hébergement marchand	**23,9**	**27,1**	**28,1**	**28,7**	**29,0**	**32,2**	**33,9**	**34,5**
Résidence secondaire	12,4	10,4	10,6	9,2	17,1	15,1	15,1	14,0
Famille/amis	63,7	62,5	61,3	62,1	53,9	52,6	51,0	51,5
Total hébergement non marchand	**76,1**	**72,9**	**71,9**	**71,3**	**71,0**	**67,8**	**66,1**	**65,5**

TABLEAU E.03-6

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours			Nuitées		
	1995	*r* 2000	2001	1995	*r* 2000	2001
Hôtel et pension de famille	25,3	24,6	24,3	113,0	113,0	105,1
Camping	10,2	8,9	9,3	90,9	78,7	82,1
Location	7,9	8,0	8,1	86,4	85,0	86,4
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,4	4,6	29,2	28,0	27,9
Résidence de tourisme	1,0	1,9	1,9	9,2	16,3	17,1
Autre	9,2	10,5	11,0	69,1	74,1	73,1
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,3**	**59,2**	**397,9**	**394,2**	**391,5**
Résidence secondaire	20,5	16,5	15,7	171,1	143,8	134,4
Famille/amis	94,8	81,8	85,2	425,0	366,2	376,1
Total hébergement non marchand	**115,3**	**98,4**	**100,8**	**596,1**	**509,9**	**510,3**
Total hébergement	**173,4**	**156,7**	**160,0**	**994,0**	**904,1**	**902,0**

TABLEAU E.03-7

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Nombre de séjours			Nombre de nuitées		
	1995	2000	2001	1995	2000	2001
Total Europe	**11,9**	**10,3**	**10,4**	**86,0**	**74,1**	**72,9**
dont : Allemagne	1,0	0,8	0,7	5,4	4,4	3,6
Belgique, Luxembourg	0,9	0,7	0,8	3,2	3,0	2,6
Espagne	2,7	2,5	2,6	25,5	21,5	22,6
Grande Bretagne + Irlande	1,6	0,9	0,9	8,4	5,6	5,8
Italie	1,9	1,8	1,7	13,5	12,2	11,2
Afrique	1,4	2,8	2,6	13,1	24,7	23,6
Amérique	1,4	1,6	1,3	16,4	19,9	15,4
Asie, océanie	0,9	0,9	0,8	11,2	11,0	10,5
Total	**15,7**	**15,5**	**15,1**	**126,7**	**129,7**	**120,7**

TABLEAU E.03-8

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre (millions)			Pourcentage		
	1995	*r* 2000	2001	1995	2000	2001
Voiture particulière	134,7	117,4	120,2	77,7	74,9	75,1
Voiture de location	0,9	1,1	1,1	0,5	0,7	0,7
Minibus, camping-car	1,7	1,7	1,9	1,0	1,1	1,2
Avion	9,4	11,4	10,4	5,4	7,3	6,5
Train	19,1	18,6	20,0	11,0	11,9	12,5
Autocar	5,2	4,2	4,0	3,0	2,7	2,5
Autre	2,4	2,4	2,6	1,4	1,5	1,6
Total	**173,4**	**156,7**	**160,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées (millions)					Durée moyenne des séjours (nuitées)				
	1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001	1995	1998	1999	2000	2001
Alsace	11,8	9,4	9,9	10,5	10,9	5,3	4,7	4,9	4,6	4,6
Aquitaine	63,6	63,8	62,4	61,2	61,2	6,6	6,7	6,9	6,6	6,1
Auvergne	23,2	24,5	23,9	22,7	21,0	5,7	5,7	5,6	5,3	5,1
Basse-Normandie	28,5	27,2	24,9	25,0	22,6	4,8	5,0	4,9	5,0	4,5
Bourgogne	26,6	27,0	18,4	20,2	19,1	3,8	4,9	4,1	4,0	4,1
Bretagne	67,6	66,3	64,0	61,2	63,3	6,5	6,5	6,7	6,4	6,1
Centre	29,7	30,1	27,8	27,9	25,2	4,1	4,1	4,1	4,0	3,6
Champagne-Ardenne	9,6	10,8	9,6	8,6	9,7	3,4	3,6	3,2	3,2	3,5
Corse	12,6	12,2	12,3	11,9	11,9	11,8	11,4	9,8	10,2	10,4
Franche-Comté	14,6	13,0	12,1	12,5	12,8	4,8	4,7	5,1	4,7	4,8
Haute-Normandie	16,0	12,1	10,9	11,7	11,1	3,7	3,6	3,8	3,5	3,5
Île-de-France	44,3	42,1	38,3	35,7	36,6	3,5	3,6	3,4	3,4	3,4
Languedoc-Roussillon	78,5	77,9	71,8	71,8	75,0	7,9	7,8	7,6	7,7	7,7
Limousin	9,8	10,8	11,5	11,7	10,9	5,1	5,9	5,4	5,6	5,1
Lorraine	19,7	15,4	15,8	15,4	15,0	4,2	3,8	4,1	3,9	4,1
Midi-Pyrénées	47,9	47,5	44,3	41,6	43,2	5,7	6,0	5,9	5,6	5,4
Nord-Pas-de-Calais	21,8	20,9	20,3	18,9	19,5	4,1	4,6	4,2	4,0	4,1
Pays de la Loire	60,2	63,1	53,7	51,7	53,4	5,3	5,8	5,5	5,3	5,2
Picardie	16,6	15,3	12,3	14,7	14,7	3,8	4,4	4,1	4,3	4,0
Poitou-Charentes	39,9	38,1	35,8	37,1	37,1	5,4	5,5	5,6	5,6	5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	105,2	100,1	102,9	101,3	7,6	7,3	7,2	7,5	7,1
Rhône-Alpes	105,1	93,4	87,8	88,0	91,6	5,6	5,5	5,6	5,4	5,5
France sans indication	2,6	1,8	0,6	0,7	0,6	6,8	13,9	11,2	13,9	11,8
DOM-TOM	11,4	12,2	9,5	11,2	11,7	14,0	12,9	12,3	11,3	13,3
Total	**867,8**	**839,9**	**778,0**	**774,6**	**779,3**	**5,5**	**5,6**	**5,6**	**5,5**	**5,6**

TABLEAU E.03-10

Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 2001)					
Sports nautiques	55,1	15,9	10,0	29,4	10,3
dont : natation, baignade	49,3	14,5	9,3	25,3	9,4
Randonnée pédestre	5,2	28,6	5,2	11,9	2,8
Promenade	38,1	36,9	26,4	39,7	19,3
Visite de momunents, sites et musées	15,8	17,1	14,0	22,5	22,5
Pas d'activité particulière	11,2	12,0	33,7	11,5	29,6
HIVER (d'octobre 2000 à mars 2001)					
Sports d'hiver	0,1	63,9	1,0	13,7	1,2
Promenade	38,5	29,2	20,1	33,6	14,8
Visite de momunents, sites et musées	15,7	6,2	5,8	10,9	15,0
Pas d'activité particulière	20,6	12,5	49,5	21,0	40,9

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France

Source : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	■ 1999	2000	2001
OCDE	18 962	19 847	22 447	24 094	25 696	28 536	29 368
dont : UE	9 398	10 006	11 785	13 273	16 845	17 788	18 407
dont : Allemagne	2 605	2 627	2 650	2 913	3 579	3 895	3 820
Royaume-Uni	1 914	2 153	1 469	3 471	3 895	4 429	4 838
UEBL (1)	1 607	1 754	2 003	2 166	2 742	2 781	2 971
Italie	1 116	1 171	1 504	1 715	2 501	2 546	2 400
Pays-Bas	766	786	900	1 191	1 826	1 547	1 759
Espagne	715	744	827	867	1 188	1 274	1 280
Portugal	79	115	142	150	194	208	213
Grèce	28	39	37	48	57	67	80
Danemark	118	147	177	183	248	265	281
Irlande	31	47	60	80	123	149	179
États-Unis-Canada	2 885	3 144	3 759	4 334	4 814	6 138	6 092
Hors OCDE	1 983	2 270	2 476	2 823	3 873	4 764	4 311
Total	**20 945**	**22 117**	**24 924**	**26 917**	**29 569**	**33 300**	**33 679**

(1) UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU E.03-12

Tourisme international : arrivées et recettes par pays (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

	Arrivées de touristes (milliers)			Recettes du Tourisme International (millions de dollars US)		
	1990	2000	2001	1990	2000	2001
France	**52 497**	**75 500**	**76 506**	**20 185**	**29 900**	**29 960**
États-Unis	39 363	50 891	45 500	43 007	85 153	72 300
Espagne	34 085	48 201	49 520	18 593	31 000	32 870
Italie	26 679	41 182	39 000	16 458	27 439	25 937
Chine	10 484	31 229	33 200	2 218	16 231	17 800
Royaume-Uni	18 013	25 320	22 929	13 762	19 518	15 586
Russie	7 204	21 169	...	2 752	7 771 r	...
Mexique	17 176	20 643	19 800	5 467	8 295	8 400
Canada	15 209	20 423	19 700	6 339	10 171	...
Allemagne	17 045	18 983	17 861	14 288	17 812	17 210
Autriche	19 011	17 982	18 180	13 410	11 440	10 118
Pologne	3 400	17 400	15 000	358	6 000	...
Hongrie	20 510	15 571	15 340	824	3 424	...
Hong-Kong	6 581	13 059	13 600	5 032	7 886	8 200
Grèce	8 873	12 500	...	2 587	9 290	...
Portugal	8 020	12 037	12 182	3 555	5 206	...
Suisse	13 200	11 400	10 700	7 411	7 303	7 600
Pays-Bas	5 795	10 200	10 200	4 155	6 951	6 723
Malaisie	7 446	10 221	...	1 667	4 947	...
Turquie	4 799	9 587	10 783	3 225	7 636	8 932
Total monde	**457 217**	**697 600**	**693 000**	**263 364**	**477 300**	**463 100**

(1) Transport exclu.

Chapitre E.04

Jeunesse et Sports

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports – France entière.

2 Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours – France entière.

3 Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours – France entière.

4 Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS – écoles et instituts) – France entière – année scolaire.

5 Sections de clubs et licences sportives – France entière.

6 Sportifs reconnus par le ministère des Sports – France entière.

1

○ Présentation

Durant l'année 2001, près de 40 000 séjours ont accueilli environ 1 400 000 enfants et adolescents âgés de 4 à 18 ans. Ne sont comptablisés que les séjours organisés pour une durée égale ou supérieure à 6 jours et concernant au moins 12 mineurs. 75 % des enfants bénéficient des séjours durant la période des congés d'été.

Parmi les quelques 40 000 directeurs qui encadrent les séjours en centres de vacances, 33 % possèdent le B.A.F.D., 33 % sont en cours de formation pour l'obtenir, 12 % possèdent d'autres diplômes ou titres équivalents et 23 % sont identifiés autrement.

Les animateurs en centres de vacances sont au nombre de 171 800 : 57 % d'entre eux sont titulaires du B.A.F.A. Un animateur encadre en moyenne 7 enfants.

La pratique sportive

En 2001, plus de 36 millions de personnes de 15 ans et plus déclarent pratiquer une activité physique et sportive.

Un peu plus de 14 millions de licences sportives et autres types de participation ont été délivrés en 2001. On estime que 30 à 40% des licenciés ont moins de 15 ans.

Parmi les fédérations olympiques, la fédération française de football rassemble plus de 2 millions de licenciés, celle de tennis, plus d'un million. Le judo, le basket et l'équitation sont des disciplines très pratiquées aussi, comptant plus de 400 000 adhérents.

Les femmes représentent environ un tiers des licenciés. Quelques fédérations sont en majorité féminines, comme celles de gymnastique ou d'équitation. À l'inverse, on trouve très peu de femmes dans le football ou le cyclisme.

Le poids économique du sport

Avoir des activités physiques et sportives ou s'intéresser à un sport conduit à adopter des tenues vestimentaires adaptées, à s'équiper en matériel, à payer des droits pour utiliser des installations sportives, éventuellement à assister à des spectacles sportifs... autant d'actes de consommation qui sont également accompagnés de frais de transport. Les ménages ont dépensé 12,5 milliards d'euros en 2000 pour l'ensemble de ces activités.

Le poids économique du sport, mesuré par la dépense sportive globale, c'est-à-dire l'ensemble des contributions des ménages, des collectivités et des entreprises, est évalué à 24,6 milliards d'euros soit 1,7 % du PIB en 2000.

2

○ Méthodologie

Les données sur les centres de vacances, les diplômes délivrés par le ministère, etc... sont issues des documents administratifs gérés par les services déconcentrés du ministère des Sports.

Les données sur les clubs, les licences et autres types de participation sportifs proviennent d'un recensement mené annuellement par la mission statistique auprès des fédérations sportives.

La consommation des ménages en biens et services sportifs a été définie dans le cadre des travaux sur les comptes économiques du sport par un groupe de travail associant le ministère des Sports et l'INSEE. Ces comptes s'appuient sur les concepts de la comptabilité nationale.

3

○ Définitions

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 28 jours répartis au plus sur 30 mois.

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 44 jours répartis au plus sur 4 ans.

Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE)

Créé en 1970, il sanctionne les compétences et l'expérience dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES)

Diplôme existant depuis 1948. Il comprend 3 degrés : le premier au niveau IV, le deuxième au niveau II, le troisième degré sanctionne une compétence pour l'expertise et la recherche (4 ou 5 par an).

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau IV, créé en 1986.

Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement (DEDPAD)

Ce diplôme, créé en 1995, est délivré à l'issue d'une formation de 1 500 heures réparties sur 3 ans au maximum.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme préparé selon un cycle continu ou discontinu sur une durée de 8 ans maximum.

Centres de vacances (CV)

Les centres de vacances sont des accueils collectifs avec hébergement pour les jeunes âgés de 4 à 18 ans lors de leurs congés scolaires, professionnels ou de leurs loisirs.

Le ministère chargé de la Jeunesse apporte une aide aux associations agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille ou établissement à l'étranger ou en France. Lorsque ce placement est effectué en pays non francophone, il s'agit habituellement d'un séjour linguistique.

Fédération sportive

Une fédération sportive est une union d'associations sportives régie par la loi de 1901, pratiquant le même sport ou plusieurs, ou encore regroupant des licenciés qui appartiennent à une même catégorie (ex sport scolaire).

Les fédérations peuvent être agréées par le ministère des Sports : la loi leur reconnaît une mission de service public. Parmi elles, certaines reçoivent une délégation pour organiser la pratique d'une discipline sportive. Elles passent avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions. Les fédérations unisport délégataires sont classées en olympiques et non olympiques selon que la discipline sportive est incluse on non au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

Deux fédérations multisports ont reçu délégation du ministère, la fédération française handisport et la fédération française de sport adapté pour les pratiques sportives destinées respectivement aux personnes handicapées physiques et mentales.

L'adhésion à une fédération par une licence annuelle permet de participer au fonctionnement et aux activités de la fédération. Les activités sportives peuvent également être pratiquées au sein d'une fédération par des non licenciés à qui on délivre des titres de participation.

Sur près de 14 millions d'adhésions, plus de 13 millions sont des licences sportives.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Sports.

Organismes :

– Ministère des Sports, mission statistique ;
– Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire ;
– Commission nationale du Sport du haut niveau.

Sources :

– Statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire (MJENR).
– Statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère des Sports.

Publications :

● ***Ministère des Sports*** :

– « Centres de vacances : les chiffres clés 1995 – 2000 » ;
– « Les chiffres clés du Sport », mission statistique, septembre 2002 ;
– « Les pratiques sportives en France », résultats de l'enquête menée en 2000 par le ministère des sports et l'INSEP, Édition INSEP, 2002.
STAT Info :
– « La France sportive : premiers résultats de l'enquête pratiques sportives 2000 », n° 01-01, mars 2001 ;
– « Le sport et les femmes », n° 01-03, octobre 2001 ;
– « Les diplômes délivrés par le ministère de la Jeunesse et des sports en 2001 », n° 01-04 novembre 2001 ;
– « La situation socio-professionnelle des sportifs de haut niveau en 2001 », n° 02-01, janvier 2002 ;
– « Une nomenclature pour les activités physiques et sportives : 335 disciplines, 34 familles, 9 classes », n° 02-02, mars 2002 ;
– « Le poids économique du sport en 2000 », n° 02-03, septembre 2002 ;
– « Le sport chez les jeunes de 12 à 17 ans », n° 02-04, octobre 2002 .

● ***INSEE :***

INSEE-Première :
– « Le commerce du sport, un secteur en forme », n° 597, juillet 1998.
INSEE-Résultats :
– « Enquête emploi du temps 1998 – 1999 », n^{os} 101 – 102, janvier 2000.
Courrier des statistiques :
– « La statistique au ministère des sports », B. Belloc, n° 103, septembre 2002.

● ***Autres :***

« Le sport en France : une approche politique, économique et sociale », *Notes et études documentaires*, n° 5112, A. Pierre, mai 2000.
« Économie du Sport », *Collection* : *Que sais-je* ?, W. Andreff, J-F Nys, 2001.
« Sport de haut niveau et argent », rapport présenté par M. Jean-Luc Bennahmias, *Avis et Rapports du Conseil Économique et Social*, 2002.
« Le sport scolaire dans le premier et le second degrés », ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, *Note d'information*, n° 02.07, mars 2002.
« L'emploi sportif en France : situation et tendances d'évolution », RUNOPES, étude réalisée pour le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche co-édition AFRAPS-RUNOPES, mai 2002.

5
○ Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.04-1

Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère des Sports — *Unité* : Nombre de diplômes

Nature du diplôme	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
Diplômes sportifs (1) :	**7 102**	**8 388**	**9 382**	**8 397**	**8 812**	**8 831**	**9 461**
dont : B.E.E.S. 1er degré	6 520	7 844	8 783	7 759	8 228	8 198	8 932
B.E.E.S. 2ème degré	582	544	599	638	584	633	529
Diplômes de l'animation :	**241**	**1 289**	**1 771**	**2 007**	**2 095**	**2 497**	**3 221**
dont : B.E.A.T.E.P. (2)	44	890	1 349	1 606	1 515	1 959	2 615
D.E.F.A. (2)	197	399	388	379	368	376	317
B.A.S.E. (2)	...	...	...	...	186	126	253
D.E.D.P.A.D. (2)	///	///	34	22	26	36	36
Diplôme socio-sportif :							
B.A.P.A.A.T. (2)	...	1 250	1 365	1 444	1 491	1 455	1 347
Total	**7 343**	**10 927**	**12 518**	**11 848**	**12 398**	**12 783**	**14 029**
DIPLÔMES NON PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS (3)							
B.A.F.D. (2)	2 117	6 602	...	...	2 493	2 335	2 044
B.A.F.A. (2)	38 567	48 512	...	...	54 208	55 402	54 075
Total	**40 684**	**55 114**	**...**	**...**	**56 701**	**57 737**	**56 119**

(1) Chaque année 4 à 5 diplômes B.E.E.S. (Brevet d'Etat d'éducateur sportif) du 3ème degré sont délivrés.
(2) Cf. partie « 3. Définitions » dans le texte de ce chapitre.
(3) Pour les années antérieures à 1998, la source des données était la direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire du ministère de la Jeunesse et des Sports.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Millier

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	28,8	28,4	27,0	24,9	22,7	21,2	19,5	18,0
Centres de vacances (6-12 ans)	439,9	444,2	427,5	417,1	396,5	390,7	365,5	365,9
Centres de vacances (12-18 ans)	216,9	227,8	218,7	219,4	212,6	218,0	200,4	214,8
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	263,4	265,9	265,8	263,3	241,5	233,4	204,1	192,4
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	100,5	98,4	91,3	95,5	89,7	89,0	95,5	84,6
Total	**1 049,5**	**1 064,6**	**1 030,2**	**1 020,2**	**962,9**	**952,3**	**885,0**	**875,6**
Nombre de séjours correspondants	**28,7**	**29,6**	**29,5**	**29,9**	**28,7**	**27,7**	**26,0**	**25,6**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	31,1	36,4	32,9	33,2	30,6	32,8	26,0	25,7
Séjours linguistiques	126,7	130,0	128,8	122,3	118,1	99,9	104,8	111,4
Nombre de séjours correspondants	**3,4**	**3,6**	**3,4**	**3,5**	**3,7**	**3,7**	**3,6**	**3,6**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés au regard de la réglementation « protection des mineurs »).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Millier

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	9,2	8,9	7,9	8,0	6,9	7,0	6,0	5,5
Centres de vacances (6-12 ans)	193,1	192,8	183,7	177,6	174,7	171,9	159,2	152,6
Centres de vacances (12-18 ans)	150,0	149,4	143,7	136,4	136,2	135,0	128,1	125,7
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	18,5	23,0	17,4	16,1	13,2	10,9	9,9	9,7
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	8,0	7,3	7,2	8,3	7,1	8,1	7,8	7,6
Total	**378,7**	**381,5**	**359,9**	**346,4**	**338,1**	**332,9**	**311,0**	**301,1**
Nombre de séjours correspondants	**10,0**	**10,2**	**9,9**	**9,5**	**9,2**	**9,2**	**9,0**	**8,7**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	10,8	12,6	11,4	11,5	10,6	11,3	11,6	10,7
Séjours linguistiques	30,5	29,7	27,1	26,1	20,2	18,8	20,0	16,7
Nombre de séjours correspondants	**1,2**	**1,2**	**1,1**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,3**	**1,3**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés au regard de la réglementation « protection des mineurs »). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts) - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère des Sports — *Unité* : Nombre

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1997	1998	1999	2000	2001
Sections sportives scolaires (1)	1 694	1 892	1 900 *e*	1 900 *e*	2 096
« Pôles France » (2), nombre de sections	144	140	135	136	130
« Pôles Espoirs » (2), nombre de sections	234	271	269	289	300
Nombre de spécialités sportives	48	49	50	50	50
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	39 961	40 000 *e*	40 000 *e*	44 000 *e*
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	...	10 000 *e*	10 061	9 576	9 400
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**40 461**	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**54 000 *e***

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.
(2) Les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs » ont succédé aux centres permanents d'entraînement et de formation à compter de 1996.

TABLEAU E.04-5

Sections de clubs et licences sportives - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Enquête menée par le ministère des Sports auprès des fédérations sportives

	Sections de clubs			Licences et autres types de participation			*dont* : Licences femmes (%)
	1999	2000	2001	1999	2000	2001	2001
Fédérations olympiques agréées	**74 510**	**74 718**	**74 312**	**6 926 015**	**6 960 534**	**7 047 987**	**27,6**
dont : Fédération française de basketball	4 580	4 554	4 706	417 292	437 190	426 888	40,3
Fédération française d'équitation	6 357	6 533	5 375	421 861	428 278	432 498	. . .
Fédération française de football	19 863	19 731	19 731 (1)	2 146 420	2 150 442	2 140 133	1,9
Fédération française de gymnastique	1 599	1 630	2 308	200 268	214 001	221 579	79,1
Fédération française de handball	2 374	2 376	2 411	256 962	273 793	300 545	36,8
Fédération française de judo-jujitsu, kendo et disciplines associées	5 810	6 084	6 084 (1)	543 440	530 299	564 783	. . .
Fédération française de natation	1 273	1 292	1 274	191 678	200 154	212 475	59,0
Fédération française de ski	1 710	1 648	1 556	206 183	182 974	165 893	26,7
Fédération française de tennis	9 260	9 130	9 067	1 010 602	1 048 328	1 064 773	34,2
Fédération française de voile	1 190	1 167	1 164	255 591	258 028	224 495	19,5
Fédérations non olympiques agréées	**40 238**	**42 537**	**42 580**	**2 520 759**	**2 632 379**	**2 639 914**	**18,8**
dont : Fédération française de ball-trap et de tir à balle	545	579	610	44 757	49 452	47 705	3,8
Fédération française de sport automobile	319 *r*	431 *r*	431 (1)	49 276 *r*	58 934 *r*	48 546	8,7
Fédération française des sports de boules	3 436	3 436 (1)	3 436 (1)	163 573	161 452	155 415	7,0
Fédération française de cyclotourisme	3 104	3 102	3 074	116 728	113 685	112 054	16,4
Fédération française d'études et sports sous-marins	2 038	2 045	2 067 *e*	156 222	152 904	155 315	28,8
Fédération française de golf	1 285	1 274	1 351 *e*	277 459	291 754	301 902	29,8
Fédération française de karaté et arts martiaux affinitaires	3 432	3 414	3 466	189 681	189 524	193 561	25,8
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 232	7 098 (2)	6 942	428 884	422 595 *r*	423 234	14,2
Fédération française de la randonnée pédestre	2 123	2 274 *r*	2 385	130 804	139 661 *r*	140 410	61,4
Fédération française de rugby	1 698	1 708	1 699	265 970	264 628	255 982	1,8
Fédérations multisports :							
Affinitaires	**29 069**	**29 474**	**29 416**	**2 078 202**	**2 286 555**	**2 297 924**	**57,8**
dont : Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	7 269	7 364	7 439	460 014	473 199	494 586	93,4
Fédération sportive et culturelle de France	1 916	1 999 (2)	2 012	212 673	208 214	216 043	66,1
Fédération sportive et gymnique du travail	3 956	4 003	4 035 *e*	268 183	268 542	268 741	31,0
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	10 541	10 148	9 999	425 561	406 159	402 699	42,6
Union nationale des centres sportifs de plein air	1	1	1	232 000	232 103 *r*	232 103 (1)	. . .
Handicapés	**1 170**	**1 115**	**1 193**	**41 909**	**45 123**	**41 064**	**34,2**
dont : Fédération française handisport	485	485 (1)	485 (1)	13 751	13 751 (1)	14 067	33,0
Fédération française du sport adapté	602	547	625	25 048	27 945	23 241	35,1
Scolaires, universitaires	**25 707**	**25 450**	**25 059**	**2 454 846**	**2 566 373**	**2 561 633**	**43,9**
dont : Union nationale du sport scolaire	9 415	9 444	9 470 *e*	828 774	850 594	871 498 *e*	40,8
Union sportive de l'enseignement du premier degré	12 648	12 341	11 900 *e*	873 892	863 189	836 610 *e*	49,2
Toutes pratiques confondues	**170 694**	**173 294**	**172 560**	**14 021 731**	**14 490 964**	**14 588 522**	**33,7**

(1) Pas de réponse, reconduction année précédente.
(2) Pas de réponse en 1999 : interpolation 1998 - 2000.

TABLEAU E.04-6

Sportifs reconnus par le ministère des Sports (1) - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère des Sports

Sportifs classés	1995	1998	1999	2000	2001
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	5 783	6 019	6 008	6 195	6 158
Liste « Espoirs »	10 171	11 585	11 568	11 063	10 457
Liste « Partenaires d'entraînement »	207	436	506	530	468

(1) Depuis le décret de 1993, les sportifs reconnus par le ministère des Sports sont classés selon les trois listes ci-dessus.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1 Méthodologie.
2 Définitions.
3 Sources de documentation.
4 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2 Autres prélèvements.
3 Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises.
4 Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux ».
5 Produit des jeux de casinos.
6 Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France.
7 Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative.
8 Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire, par département et territoire d'outre-mer.
9 Chasse et pêche fluviale.

1
○ Méthodologie

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.
Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2/6/1891 modifiée par la loi du 16/4/1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU). La loi du 28/12/1999 a adapté la législation en vigueur à la situation de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie. Seul le pari mutuel est licite en France.
Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif. Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales), elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.
Les sociétés de courses sont régies par le décret n° 97-456 du 5/5/1997, les règles applicables aux différentes formes de pari, par l'arrêté du 13/9/1985 modifié portant règlement du pari mutuel, qui est pris sur proposition du GIE pari mutuel urbain.

Loterie

Le Loto national a été créé en 1976. En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13/1/1989 France Loto et le 12/9/1991 La Française des Jeux.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. Depuis 1998, les navires sont répartis selon les régions administratives, désormais harmonisées avec les directions régionales des affaires maritimes. Les navires sont classés par tranche de longueur conformément à l'évolution générale de la législation.
La directive 94/25/CE du 16/6/1994 du Parlement européen et du Conseil a rapproché les dispositions législatives, réglementaires et administratives des états membres. Cela a conduit à une révision du registre des immatriculations et à de nouveaux tableaux.

Chasse

Depuis 1976, les futurs chasseurs doivent obligatoirement suivre une formation pratique assurée par les Fédérations départementales des chasseurs, et réussir un examen d'admission pour obtenir leur permis de chasser. Le nombre de permis de chasse délivrés est établi par la Direction financière de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Ces données correspondent au nombre de permis délivrés au cours de la campagne sur deux années.

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir) ; une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir ; une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial ; et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs) timbre-vignette correspondant au mode de pêche pratiqué, à apposer sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces) timbre lui permet de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle constitue l'essentiel des ressources.
Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2
○ Définitions

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 19,60 %, à compter du 1er/4/2000).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet : de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, pour l'année 2000, par le décret n° 99-140 du 3/3/1999 ; d'un droit de timbre de 4 % ; d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 % ; d'un taux de TVA de 19,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice ; d'un prélèvement au titre de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), depuis le 1er/1/1998.
Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.
Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 95-1405 du 30/12/1995.
En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

Types de jeux :

Jeux	Date de lancement ou de nouveau lancement	Modalités pratiques	Prix	Gains
Loto	19 mai 1976	Il existe 2 types de bulletin : simple et multiple. Le joueur coche 6 numéros par grille (sur 49) sur 2, 4, 6 ou 8 grilles pour un bulletin simple ; 7, 8, 9, 10 numéros sur une seule grille pour le multiple. Le joueur coche également la case correspondant au(x) jour(s) de tirage (mercredi ou samedi ; mercredi et samedi). Possibilité d'abonnement pour 2, 3, 4 ou 5 semaines. Il y a 4 tirages par semaine. Les numéros gagnants (6 numéros + le complémentaire) sont déterminés par tirage au sort en direct à la télévision et permettent de définir les différents rangs de gains. Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au système Flash. C'est le terminal de jeu qui attribue aléatoirement des combinaisons de 6 numéros. JOKER® : il suffit de cocher « oui » sur votre grille de loto pour participer aux mêmes tirages que le bulletin. Il est possible de jouer via le système Flash. Le numéro Joker® tiré est annoncé après chaque second tirage du Loto.	Mise minimum 1,2 euro : pour 2 grilles participant aux 2 tirages d'un jour de tirage. 1 euro.	Le loto est un jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants. De 2 à 200 000 euros.

Duofoot	28 février 2000	Jeu de pronostics sportifs sur 2 rencontres de football. Le joueur coche les résultats du match A et du match B sous forme 1N2 avec 1 pour une victoire de la 1ère équipe citée, N pour match nul et 2 pour une victoire de la 2ème équipe citée. En utilisant les cases 0-1-2-3-+, il coche le nombre de buts marqués à la fin du match.	1,5 euro.	Jeu de répartition, le montant des gains est fonction du chiffre d'affaires et du nombre de gagnants.
Keno	10 septembre 1993	Jeu « actif qui offre, sur une grille de 70 numéros, le choix de jouer beaucoup de numéros (10 au maximum) pour gagner jusqu'à 600 000 euros ou jouer moins de numéros (2 au minimum) pour gagner plus souvent des sommes moins importantes ». Le tirage est journalier. Keno système Flash : numéros choisis de manière aléatoire par le terminal de prises de jeux. Numéro JACKPOT : pour chaque grille validée à 1,5 euro, vous recevez 1 numéro Jackpot (2 pour la grille à 3 euros). Ce numéro est composé de 4 nombres. Son montant augmente de 15 000 euros chaque jour jusqu'à ce qu'il soit remporté. Avec les trois derniers nombres, le joueur gagne 4 500 euros. Chaque jour, 20 numéros sont tirés au sort en direct à la télévision et 1 numéro Jackpot déterminé.	1,5 euro ou 3 euros par grille.	Pour une mise de 1,5 euro, les gains vont de 3 à 300 000 euros, et pour une mise de 3 euros, les gains vont de 6 à 600 000 euros.
Loto Foot	2 août 1997	Jeu de pronostics sportifs sur 13 rencontres de football. Pour chacune des rencontres, le joueur pronostique les résultats des 13 rencontres sur le principe du 1N2. La case 1 correspond à la victoire de la 1ère équipe, la case N à un match nul, la case 2 à une victoire de la 2ème équipe. Le joueur peut jouer des grilles simples et/ou des grilles multiples sur le même bulletin. Jeu jusqu'à 6 grilles par bulletin. Le joueur gagne s'il a 13, 12, 11 ou 10 bons résultats. Le numéro pactole : Lors de la validation d'un bulletin MATCHES, le terminal de prise de jeux attribue, de manière aléatoire, un numéro entre 0 et 9. Les gagnants dont le reçu comporte ce numéro doublent leur gain.	0,5 euro pour un jeu simple. De 0,5 euro à 192 euros par grille pour un jeu multiple combinant des doubles et/ou des triples avec un maximum de 8 doubles seuls, 5 triples seuls ou 7 doubles et 1 triple.	Jeu de répartition. Le montant des gains est fonction du chiffre d'affaires et du nombre de gagnants pour chacun des rangs.
Rapido	11 janvier 1999	Le joueur coche 8 numéros parmi 20 dans la grille A et de 1 à 4 numéros dans la grille B. Il choisit la mise par tirage (1, 1,50, 2, 3 ou 5 euros) ainsi que le nombre de tirages souhaités (de 1 à 50). Toutes les 5 minutes, de 6h00 à minuit, le joueur peut suivre le tirage en direct sur l'écran situé dans le point de vente. À chaque tirage, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro dans la grille B.	1 à 5 euros par tirage.	De 1 à 50 000 euros selon les mises.
Super Loto	15 mai 1996	Créé à l'occasion des 20 ans du Loto, c'est un tirage exceptionnel organisé 2 à 3 fois par an lors d'évènements tels que le vendredi 13, etc. Même mécanique que le loto. Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au système Flash.	1,5 euro par grille.	Jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants.
Astro	12 mai 1997	Ticket à gratter. Déclinaison en 12 tickets de jeu de couleurs différentes, reprenant chacun un des douze signes du zodiaque.	2 euros.	De 2 à 17 000 euros.
Banco	28 mai 1990	Une case de jeu à gratter.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Black - Jack	15 juin 1992 modifié en juin 2001	S'appuie sur l'univers du Casino. C'est le premier jeu instantané à associer le principe d'un score à battre et d'une case Gain. Le joueur doit gratter ses 3 jeux, la Banque et la case Gain. Si l'un des jeux est supérieur à celui de la Banque, il gagne la somme inscrite sous la case Gain.	2 euros.	De 2 à 20 000 euros.
Cash 20 000	16 septembre 2002	Le ticket de jeu s'inspire directement du billet de 2$ américain. La mécanique de jeu est un « deux sur quatre ». Pour gagner, le joueur doit retrouver, sur les surfaces grattables, deux sommes identiques parmi les quatre sommes découvertes.	2 euros.	De 2 à 20 000 euros.
Dédé	15 juillet 2002	Le joueur gratte 3 lancers de dés. Si pour un même lancer, l'addition des dés est égal 7, le joueur gagne la somme inscrite sous la case gain correspondante.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Goal	16 octobre 1995 modifié le 1er janvier 2002	Jeu instantané lié à l'univers du football. Pour gagner, le joueur doit gratter les 6 ballons et découvrir 3 sommes identiques parmi les sommes découvertes.	1 euro.	De 1 à 2 000 euros.

Jeu de l'Oie	19 mars 2001	Le joueur gratte le dé n°1 et avance du nombre de cases indiqué par ce dé. Il gratte ensuite la case atteinte et découvre un symbole, une somme ou une instruction à suivre. Le joueur renouvelle l'opération jusqu'au dé n° 6. S'il découvre 2 sommes identiques, il gagne cette somme ; s'il découvre 2 oies, il gagne 2 000 euros. Une malle remplie de pièces remporte le lot maximum.	2 euros.	De 2 à 20 000 euros.
Million-naire	11 septembre 2000	Premier jeu de loterie instantanée français associé à une émission de télévision. Si le joueur découvre 3 sommes identiques, il gagne cette somme avec 3 symboles identiques, il participe à une émission de télévision.	2 euros.	De 2 à 1 000 000 d'euros.
Morpion	2 mai 1994	Le ticket comporte une grille de 9 cases (3X3). Pour gagner, le joueur doit découvrir 3 symboles identiques sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Numéro Fétiche	6 juin 2002	Ce jeu permet de jouer avec ses numéros favoris, ses chiffres porte bonheur. L'offre se décline en 9 tickets.....	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Pile et Face	19 février 2001	Jeu décliné en deux versions : un ticket Pile, de couleur bleue, et un ticket face de couleur orange. Le joueur doit gratter les 5 pièces de monnaie. S'il découvre le mot « Pile » pour un ticket Pile (ou « Face » pour un ticket Face), il gagne la somme inscrite dans la case Gain	1 euro.	De 1 à 2 000 euros.
Safari	17 septembre 2001	Le joueur gratte un carnet de route et découvre 9 coordonnées. Le joueur gagne s'il découvre un symbole entier comme ceux figurant dans le tableau des lots présent sur le ticket. Lot maximum un Safari photo au Kenya pour 4 personnes ou sa contrepartie 20 000 euros.	2 euros.	De 2 à 20 000 euros
Saint Valentin	25 janvier 2001	Jeu évènementiel commercialisé à l'occasion de la fête des amoureux. Le joueur gagne la somme indiquée sur le tableau des lots s'il découvre 2 symboles identiques.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros
Solitaire	6 novembre 1995 et modifié en juillet 1999	Le jeu comporte 3 « Numéros gagnants » dont un « Numéro bonus » grattable et une zone de jeu de 12 billes à gratter. Si le joueur trouve au moins l'un des trois « Numéros gagnants » parmi les 12 billes, il gagne la somme inscrite en dessous de ce numéro. Possibilité de gagner jusqu'à 4 fois sur un même ticket.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Sprint	18 juin 2001	Jeu éphémère évènementiel ayant pour thème le cyclisme. Le joueur gagne s'il découvre un ou plusieurs numéros identiques.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Super Bingo	20 août 2001	Le ticket est composé de 2 séries de 4 jetons grattables auxquelles sont associées 2 grilles de 12 cases. Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.	2 euros.	De 4 à 5 000 euros.
Tac O Tac TV	16 novembre 1998	Le ticket offre 4 jeux différents et 5 zones de jeux à gratter. Le joueur peut gagner jusqu'à trois fois sur le même ticket. *La liasse de billets* : si la somme des deux montants grattés est égale à 30, le joueur gagne cette somme. *Les louis d'or* : Si le joueur découvre 3 symboles identiques, il gagne de 3 à 300 euros. *Le diamant* : Si le joueur découvre des diamants, il les accumule et peut gagner de 3 à 3 000 euros. *La télévision et la télécommande* : Le joueur gagne de 3 à 3 000 euros s'il découvre, en grattant les 4 écrans de télévision, le même symbole que la télécommande. Les 2 symboles TV lui permettent de gagner lors d'une émission TV de 800 à 1 500 euros par mois pendant une période allant de 4 à 10 ans.	3 euros.	Minimum : 3 euros. Maximum : de 800 à 1 500 euros par mois pendant 4 à 10 ans.
Végas	13 mars 2000	Propose 4 jeux distincts et 4 chances de gagner. *La Roulette* : le joueur gagne si le numéro figurant sur une des 3 mises est identique à celui de la roulette. *Le Poker* : le joueur doit trouver une des combinaisons gagnantes. *Le Craps* : le joueur gratte 4 lancers de 2 dés, s'il parvient à faire 7 ou 11 dans un même lancer, il gagne la somme correspondante. *Le Jackpot* : si en grattant les trois points d'interrogation, le joueur découvre trois symboles identiques, il gagne la somme correspondante.	3 euros.	De 3 à 40 000 euros.
XIII La BD culte	16 octobre 2000	L'offre se décline en 12 tickets de jeu représentant les personnages clés de la bande dessinée. Le joueur gratte la bulle où se trouve 4 numéros. Si la somme des 4 chiffres est égale à 13, il gagne la somme correspondante dans la bulle gain.	2 euros.	De 2 à 13 000 euros.

3

Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, sous direction du cheval, des Haras nationaux, du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction de la Comptabilité publique), de la Française des jeux, du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et du Conseil supérieur de la pêche.

Organismes :

– INSEE.
– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, sous-direction du cheval.
– La Française des Jeux.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.
– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

- Département des systèmes d'information des Affaires maritimes ;
- Bureau de la plaisance et des activités nautiques.

– Office national de la chasse et de la faune sauvage.
– Conseil supérieur de la pêche.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction du transport maritime, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE :

INSEE-Première :
– « D'où sont mes amis venus », n° 613, octobre 1998.
– « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999.
– « L'engagement associatif après 60 ans », n° 737, septembre 2000.

Économie et statistique :
– « L'évolution des temps sociaux », n^{os} 352-353, septembre 2002.

France portrait social, Édition 2002-2003.

4

Tableaux

Des tableaux détaillés sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 15 avril 2001 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Sous-direction du cheval) — *Unité* : en % des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU			
	Paris et Région (2) parisienne		Province			Paris et Région (2) parisienne		
	Paris simples	Autres paris	Paris simples	Autres paris	Tiercé, Quarté+, Quinté +	Paris simples	Autres paris	Quarté+ province
Prélèvements non fiscaux fixés par décret								
Sociétés de courses (HT)	8,5500	13,6000	13,8000	16,6000	14,6729	8,7260	13,7760	15,4000
Comptes spéciaux du Trésor :								
Fonds national des haras et des activités hippiques	1,4460	2,4800	–	0,6800	1,7833	1,2700	2,3040	0,6800
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	–	1,2600	–	1,2600	1,2600	–	1,2600	1,2600
Fonds national pour le développement du sport	–	0,0100	–	0,0100	0,0100	–	0,0100	0,0100
Fonds national pour le développement de la vie associative	–	0,1500	–	0,1500	0,1500	–	0,1500	0,1500
Total	**8,5500**	**17,5000**	**13,8000**	**18,7000**	**17,8762**	**9,9960**	**17,5000**	**17,5000**

(1) Le décret n° 2001-311 du 11 avril 2001 modifie les taux de prélèvements à compter du 15 avril 2001.
(2) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).

TABLEAU E.05-2

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Sous-direction du cheval) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1)	341,7	298,6	285,6	296,7	286,9	284,8	284,2
CSG (2)	///	///	47,4	57,8	58,9	62,5	...

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : Quarté : 1,938 %, Tiercé : 1,615 %, Quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Sous-direction du cheval) — *Unité* : million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Montant des entrées	8,6 *r*	8,2	7,6	7,2	6,8 *r*	...
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	327,9	276,8	280,8 *r*	249,3	241,0	236,3
Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises	5 088,3	5 210,3	5 273,4	5 367,0	5 714,9	6 100,6
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, classic tiercé, Grand 7 (1)	3 042,1	3 089,2	3 131,8 *r*	3 143,3	3 282,2	3 389,2

(1) De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997. Depuis septembre 1999, "classic tiercé".

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1995	1997	1998	1999	2000	2001
LOTO 6/49 - LOTO 7 - SUPERLOTO (1)							
Nombre de bulletins	Million	557,00	319,00	311,00	305,00	302,60	306,60
Montant des mises	Million d'euros	1 893,11	1 799,20	1 738,07	1 693,25	1 751,08	1 739,92
Lots à payer	»	979,79	922,32	877,34	855,85	892,48	886,42
Prélèvements non fiscaux	»	737,85	721,24	698,52	714,22	737,14	733,11
dont : Mouvement sportif	»	44,97	44,21	47,72	46,65	48,40	48,20
Prélèvements fiscaux	»	138,73	155,50	162,05	123,18	121,46	120,39
dont : TVA	»	50,46	49,39	46,50	45,28	45,26	44,40
Prélèvements progressifs	»	24,54	11,59	12,96	12,65	12,25	13,60
Produit des arrondis	»	12,20	7,93	8,23	7,62	8,01	7,35
LOTO FOOT MATCHES - MATCHES EUROPÉENS (2) DUO FOOT (3)							
Nombre de bulletins	Million	34,00	20,00	21,00	20,00	17,70	16,50
Montant des mises	Million d'euros	78,51	75,00	89,03	91,77	88,64	95,33
Lots à payer	»	41,77	48,63	60,98	63,57	61,39	66,02
Prélèvements non fiscaux	»	29,58	19,97	19,82	21,50	20,84	22,45
dont : Mouvement sportif	»	1,83	1,83	2,44	2,44	17,63	2,56
Prélèvements fiscaux	»	5,79	6,56	8,38	6,71	6,40	6,85
dont : TVA	»	2,13	1,98	2,44	2,44	2,24	2,37
Prélèvements progressifs	»	1,22	2,29	3,96	4,42	2,71	3,00
Produit des arrondis	»	0,15	0,12	0,15	0,18	0,12	0,15
KÉNO (4)							
Nombre de bulletins	Million	38,00	75,00	87,00	88,00	85,80	84,00
Montant des mises	Million d'euros	224,56	327,92	377,16	381,27	419,61	432,26
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	129,89	192,70	218,76	221,05	243,31	250,64
Prélèvements non fiscaux	»	88,73	122,11	140,86	150,31	165,95	171,05
dont : Mouvement sportif	»	5,34	7,93	10,21	10,21	11,15	11,58
Prélèvements fiscaux	»	5,95	12,96	17,53	9,91	10,35	10,56
dont : TVA	»	5,95	8,84	9,91	9,91	10,35	10,56
RAPIDO							
Nombre de bulletins	Million	///	///	5,00	250,00	412,80	499,80
Montant des mises	Million d'euros	///	///	8,11	467,87	844,37	1 327,60
Lots à payer	»	///	///	5,49	318,16	574,17	902,77
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	2,29	137,51	248,95	391,78
dont : Mouvement sportif	»	///	///	0,30	13,26	23,92	37,86
Prélèvements fiscaux	»	///	///	0,46	12,20	21,25	33,05
dont : TVA	»	///	///	0,15	12,20	21,25	33,05
JEUX INSTANTANÉS							
Nombre de tickets placés	Million	2 226,00	2 255,00	2 457,00	2 510,00	2 516,00	2 543,00
Placements nets (mises)	Million d'euros	2 836,92	3 002,18	3 231,16	3 090,75	3 421,65	3 414,43
Lots à payer	»	1 752,71	1 823,60	1 957,90	1 868,57	2 105,14	2 093,11
Prélèvements non fiscaux	»	951,74	1 007,99	1 065,47	1 076,90	1 159,29	1 165,98
dont : Mouvement sportif	»	67,99	76,07	91,47	87,35	96,93	96,93
Prélèvements fiscaux	»	132,63	170,44	207,79	145,28	157,22	155,33
dont : TVA	»	87,20	95,74	101,23	95,74	102,49	100,71
FDJEUX.COM							
Montant des mises	Million d'euros	///	///	///	///	///	1,03
Lots à payer	»	///	///	///	///	///	0,70
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	///	0,28
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	///	0,03
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	///	0,04
dont : TVA	»	///	///	///	///	///	0,03

(1) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95. SUPERLOTO, premier tirage le 15/05/1996.
(2) Depuis le 2/08/1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT MATCHES. Le 15/01/1999 lancement de LOTO FOOT MATCHES Championnats Européens.
(3) Le 28/02/2000, lancement de DUO FOOT.
(4) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Millier d'euros

	1990/1991	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001
Produit brut total	365 994,1	1 090 558,3	1 231 872,2	1 433 697,7	1 570 899,8	1 732 330,9	1 895 807,9
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	254 019,0	1 038 609,7	1 180 966,6	1 392 553,6	1 529 519,4	1 686 645,8	1 847 119,1
dont : Produit des machines à sous seulement	165 804,5	935 437,2	1 078 880,9	1 258 661,2	1 395 618,2	1 549 087,1	1 705 977,5
dont : Prélèvements des communes	11 332,1	131 435,7	150 873,0	177 686,0	197 552,4	220 932,8	239 974,2

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France (1)

Source : Mémento du tourisme, secrétariat d'État au tourisme, Observatoire du tourisme — *Unité* : Nombre d'entrées

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Disneyland, Paris	11 700 000	12 600 000	12 051 000	12 500 000	12 000 000	12 200 000
Tour Eiffel	5 530 279	5 719 773	6 051 603	6 368 537	6 152 032	6 103 987
Centre Georges Pompidou, Paris	6 614 514	4 418 724	1 113 830 (2)	1 062 210 (2)	5 122 099	5 336 358
Musée du Louvre	4 742 000	5 175 000	5 729 000	5 261 000	6 100 000	5 163 925
Château de Versailles	2 806 000	2 702 000	2 685 000	2 652 292	2 872 988	2 582 587
Cité des Sciences de la Vilette, Paris	3 903 000	3 455 000	3 350 000	3 442 000	3 088 000	2 581 000
Parc Futuroscope Poitiers	2 800 000	2 900 000	2 650 000	2 261 621	2 291 344	1 972 343
Parc Astérix, Plailly	1 707 000	1 900 000	1 710 000	2 003 000	1 830 000	1 815 000
Musée d'Orsay	2 135 000	2 277 000	2 724 000	2 240 808	2 345 110	1 601 259
Parc zoologique du Bois de Boulogne, Lille	...	...	1 060 000	1 300 000	1 412 237	1 574 109
Parc Marineland d'Antibes	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 400 000	1 500 000
Jardin d'acclimatation, Paris	1 052 632	1 100 000	1 129 000	1 300 000	1 200 000	1 300 000
Le Puy du Fou (Grand parc + Cinescénie)	...	...	1 020 000	1 053 000	1 067 000	1 180 000
Merveille de l'abbaye du Mont Saint-Michel	833 985	921 712	999 578	1 061 790	1 078 266	1 034 528
Arc de Triomphe, Paris	803 632	1 073 788	1 167 543	1 218 113	1 335 117	1 023 175 *p*
Aquarium, La Rochelle	517 984	478 812	498 786	463 870	423 949	950 000 (3)
Chemin de fer du Montenvers-Mer de Glace, Chamonix	998 584	982 140	1 008 207	823 630	874 913	920 681
Parc floral de Paris	1 000 000	806 994	790 056	858 145	811 648	907 128
Musée de l'Armée, Paris	757 386	796 298	826 688	871 210	843 509	836 711
Parc Aquaboulevard Paris (espace aquatique)	...	...	731 034	747 750	763 944	833 836
Château de Chenonceaux	900 000	900 000	850 000	850 000	850 000	822 000
Parc zoologique de Paris (Vincennes)	715 712	877 985	826 325	821 669	749 794	780 991
Verrerie, Biot	...	...	...	729 000	732 000	728 300
Château de Chambord	755 797	762 935	752 700	751 378	743 305	709 663
Musée océanographique, Monaco	725 061	798 571	794 907	775 749	719 289	697 966
Sainte Chapelle, Paris	605 236	774 223	741 594	788 715	794 041	697 284 *p*
Parc animalier de la Palmyre, Les Mathes	750 996	730 426	705 811	673 696	638 693	691 884
Géode de la cité de la Villette, Paris	846 000	770 501	740 000	821 877	691 222	666 162
Parc de loisirs Loisinord, Nœux les Mines	600 000	510 000	680 000	695 000	665 000	639 000
Parc Nausicaa, Boulogne sur Mer	576 682	531 335	783 528	743 366	689 826	630 000
Musée d'art moderne, Paris	456 900	314 700	368 000	544 312	428 744	620 000
Grande galerie de l'évolution	...	402 000	468 897	420 830	483 954	600 816
Visite en bateau de la ville, Strasbourg	...	666 870	631 652	642 138	678 302	598 165
Palais des Papes, Avignon	531 778	504 177	525 450	570 116	616 432	595 292
Palais de la Découverte, Paris	...	...	595 000	467 228	636 691	586 269
Océanopolis, Brest	...	...	314 444	230 528 (2)	493 500 (2)	530 587
Musée Rodin, Paris	484 000	499 000	569 457	531 232	560 542	519 908
Zoo du bois de Coulange, Amnéville les Thermes	...	352 000	361 000	421 186	478 043	516 220
Tour Maine Montparnasse, Paris	470 000	510 000	504 000	573 365	550 000	512 810
Château du Haut-Koenigsbourg, Orschwiller	584 249	594 541	549 205	531 264	533 194	503 345

(1) Sites dont les entrées sont comptabilisées et qui ont reçu plus de 500 000 visiteurs.
(2) En travaux.
(3) Ouverture du nouveau site en 2001.

TABLEAU E.05-7

Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

	Nord - Pas-de-Calais	Haute-Normandie Picardie	Basse-Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes	Aquitaine	Languedoc-Roussillon	Provence - Alpes - Côte d'Azur	Corse	**Total**
Navires immatriculés au 31/08/2001 :											
Voiliers	3 630	5 845	9 526	53 242	19 287	12 359	11 559	15 475	34 263	3 124	**168 310**
Navires à moteur	19 403	32 609	32 973	109 206	45 988	29 901	44 472	64 891	162 409	30 213	**572 065**
Autres modes de propulsion (1)	295	705	1 432	7 309	2 066	1 853	3 283	3 078	6 476	863	**27 360**
Total	**23 328**	**39 159**	**43 931**	**169 757**	**67 341**	**44 113**	**59 314**	**83 444**	**203 148**	**34 200**	**767 735**
Nouvelles immatriculations entre le 01/09/2000 et le 31/08/2001 :											
Non habitables :											
Voiliers	17	45	80	328	81	87	67	57	101	19	**882**
Navires à moteur	106	131	283	984	335	274	500	606	1 053	227	**4 499**
Autres modes de propulsion	3	1	10	70	15	8	2	9	47	–	**165**
Habitables :											
Voiliers	54	23	81	464	229	206	94	171	981	22	**2 325**
Navires à moteur	111	106	245	893	406	321	459	546	1 636	225	**4 948**
Autres modes de propulsion	2	–	1	2	–	–	–	–	3	–	**8**
Véhicule nautique à moteur	134	352	201	150	156	195	231	465	987	196	**3 067**
Pneumatiques	164	221	314	1 108	332	250	203	366	1 201	350	**4 509**
Autres modes de propulsion	1	1	1	5	3	2	5	32	27	17	**94**
Total	**592**	**880**	**1 216**	**4 004**	**1 557**	**1 343**	**1 561**	**2 252**	**6 036**	**1 056**	**20 497**

(1) Navires à avirons.

TABLEAU E.05-8

Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire, par département et territoire d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

	DOM						TOM			**Total**
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	**Total**	**général**
Navires immatriculés au 31/08/2001 :										
Voiliers	1 378	1 120	109	306	50	**2 963**	854	...	**854**	**3 817**
Navires à moteur	7 855	7 108	1 745	2 685	678	**20 071**	15 581	...	**15 581**	**35 652**
Autres modes de propulsion ou "embarcations locales"	1 148	1 343	185	52	15	**2 743**	–	...	–	**2 743**
Total DOM/TOM	**10 381**	**9 571**	**2 039**	**3 043**	**743**	**25 777**	**16 435**	...	**16 435**	**42 212**
Nouvelles immatriculations entre le 01/09/2000 et le 31/08/2001 :										
Voiliers	46	17	1	4	–	**78 (1)**	33	...	**33**	**111**
Navires à moteur	265	170	35	75	10	**555**	445	...	**445**	**1 000**
Autres modes de propulsion ou "embarcations locales"	1	–	–	2	–	**3**	–	...	–	**3**
Total DOM/TOM	**312**	**187**	**36**	**81**	**10**	**636**	**478**	...	**478**	**1 114**

(1) Dont 10 de département inconnu.

TABLEAU E.05-9

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse et de la faune sauvage
Conseil supérieur de la pêche

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
CHASSE (1)							
Permis validés [en milliers] (2)	1 689,3	1 542,4	1 496,3	1 479,6	1 457,5	1 425,2	1 400,4
PÊCHE FLUVIALE							
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :							
Amateurs	11 609	8 056	7 604	7 368	7 291	6 855	6 807
Professionnels	962	728	731	722	689	691	668
Pêcheurs à la ligne :							
Associations agréées	4 000	4 073	4 159	4 172	4 190	4 229	4 251
Permis délivrés [en milliers] (3)	1 875,0	1 804,1	1 704,1	1 638,5	1 598,6	1 504,2	1 470,3

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Validations départementales et nationales.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

Schéma du système éducatif.

1 Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-2001.

2 Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2000-2001.

3 Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1999 - France entière.

4 Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-2001 - France entière.

5 Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990-2001 - France entière.

6 Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1980-2001.

7 Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1994-2001.

8 Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2001 - France entière.

9 Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995-2001 - France entière.

10 Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-2001.

11 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe - Année 2001-2002 - France entière.

12 Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2001-2002 - France entière.

13 Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France entière.

14 Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1995-2000 - France entière.

15 Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations - France entière.

16 Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière.

17 Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique.

18 Écoles dépendant du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Nombre d'écoles, effectifs et diplômes - France entière.

19 Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

20 Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

21 Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

22 Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier - France entière.

23 Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 1er janvier 2001 - France entière.

24 La dépense globale d'éducation.

25 La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et services liés à l'éducation en 2001.

26 Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage - France entière.

1 Présentation

Les élèves et les étudiants

En 2001-2002, en France métropolitaine, la population des élèves, apprentis et étudiants représente un peu moins de 14,4 millions de personnes (France entière : 14,9 millions).
De 1980 à 2000, la population scolaire et universitaire s'accroît de plus de 500 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminue de près de 1 600 000 individus. Ainsi, le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, augmente de plus de 11 points.
Sur cette période de vingt ans, la combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire au-delà de l'âge de 16 ans, aboutit à des variations de population scolaire assez contrastées selon le degré ou type d'enseignement ; si on compare les effectifs de 2001-2002 à ceux de 1980-1981, on observe, dans le périmètre de l'Éducation nationale :
– une forte diminution dans les écoles (- 860 400) ;
– une augmentation dans les collèges (+ 8 700) et les lycées d'enseignement général et technologique (+ 351 100) ;
– une diminution dans les lycées professionnels (- 112 000) et une augmentation assez sensible dans les formations d'apprentis (+ 129 000 apprentis) ;
– une très forte augmentation dans l'enseignement supérieur avec + 951 000 étudiants.
Ces mouvements, sur 20 ans, ont lieu dans le contexte de :
– la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire ;
– la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire ;
– le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.
De 1990 à 2000, le nombre d'enseignants de l'enseignement public augmente de près de 10 %.
Au 1er janvier 2001, 1 155 750 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.
Un peu moins des trois quarts de ces personnels sont des enseignants. Leur effectif, par rapport à l'année précédente, est en augmentation quel que soit le niveau. Ils se répartissent de la manière suivante : 50 % exercent dans le second degré, 37 % dans le premier degré et 9 % dans le supérieur.

Le budget et le compte de l'éducation

En 2001, la dépense intérieure d'éducation (100,7 milliards d'euros) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages) représente 7 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages, atteint presque 21,7 millions d'euros (y compris investissement) en 2000, soit 1,55 % du PIB. Elle augmente pour la troisième année consécutive. Grâce à l'apprentissage, les jeunes sont les principaux bénéficiaires de cette hausse. Mais la baisse des dépenses liées à l'allocation de formation-reclassement (AFR) et aux conventions de conversion contribue à diminuer l'effort relatif consacré aux demandeurs d'emploi.
Les entreprises deviennent les premiers financeurs, derrière l'État. En 2000, la dépense globale augmente de 0,3 %. Cette hausse est imputable à l'augmentation des dépenses de formation et d'accompagnement d'environ +1,3 %, celles liées à la rémunération des stagiaires baissant légèrement (- 0,7 %).

Les examens et les sorties du système éducatif

À la session 2001, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 78,6 % et 61,9 % d'une génération sont devenus bacheliers.
La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 62,8 % en 2001-2002 (69 % toutes voies de scolarisation confondues).
Le nombre de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme diminue, se situant à 7,4 % de l'ensemble des sortants ; il a été divisé par plus de 2 depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.
Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 2000 plus de trois fois plus nombreux (151 000), qu'en 1980 (45 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en mars 2002, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans peu diplômés sont 46 % à occuper un emploi, 30 % à être chômeurs et 24 % à être inactifs ; pour les jeunes sortis avec un diplôme du supérieur, ces pourcentages sont respectivement de 85 %, 10 % et 5 %. Après une période de 5 à 10 ans, la répartition est 57 %, 19 % et 24 % pour les peu diplômés et 89 %, 5 % et 6 % pour les diplômés du supérieur.
La situation professionnelle des jeunes ayant un emploi est aussi fortement dépendante du niveau de formation et du temps écoulé depuis la sortie du système éducatif.
On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

2 Méthodologie

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement et une partie importante des établissements privés) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée ; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.
Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 2001. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à

certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

– Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe ; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat) ; enseignants du supérieur (hors IUFM) ; enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

– Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

– Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

Pour 2000, la dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage a été estimée sur la base des données financières de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (chiffrés de 1987 à 2000) et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi. La dépense est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les données de 1996 ont été actualisées et calées sur la méthode employée pour l'estimation de la dépense de 1997. Les ruptures de série se situent donc entre les comptes 1995 et la dépense 1996 mais elles restent mineures si l'on s'en tient à l'analyse par grands agrégats. Les données de 1996, 1997, 1998 et 1999 ont été révisées pour éviter une rupture possible avec l'année 2000.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des applications informatiques utilisées par les jurys d'examens ; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

Pour les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition 1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 160 000 jeunes reprennent une formation chaque année ; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans double compte, et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.
Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.
Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.
Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :
– Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ;
– le Fonds national de l'emploi (FNE) ;
– l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ;
– le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ;
– le Centre national d'enseignement à distance (CNED) ;

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis 1993, toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue s'élevant à 1,5 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations d'insertion en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % (0,3 % pour les entreprises de travail temporaire) et à 0,4 % (ou 0,3 % pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).
Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés, au taux de 0,15 % de la masse salariale. Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin 1983, se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).
Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux

régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :

– la formation scolaire ;
– l'apprentissage ;
– la formation professionnelle continue ;
– l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

• *La voie professionnelle*

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4ème et 3ème préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4ème et 3ème technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA), soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

– l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle ;
– l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

• *Les voies générale et technologique*

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :

– soit vers le brevet de technicien agricole (BTA) ;
– soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :

– les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-21) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3 ○ Définitions

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est la France entière, en général, sauf dans certaines séries anciennes qui n'ont pu être actualisées.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire, 1ère ou 2ème année, cours moyen 1ère ou 2ème année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « classe à plusieurs cours ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6ème et 5ème ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche ; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée ; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, Instituts régionaux d'administration (IRA), École nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.
Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :
— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État ;
— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 106 écoles nationales de musique (ENM) et de 250 écoles municipales de musique agréées (EMMA). Certaines de ces écoles proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.
Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).
53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux (à l'exception de deux écoles qui délivrent des

diplômes spécifiques). Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Enseignement spécial du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires ; ces classes dites « de perfectionnement » sont maintenant appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».
Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit, ici, des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.
Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi, et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6ème à 4ème, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3ème et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5ème et 6ème années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2ème ou 3ème cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 2001 (cf. 2. MÉTHODOLOGIE).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de population. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5ème), en un ou deux ans (après la 3ème) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises ; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA)

Les SES/SEGPA (SES : sections d'enseignement spécialisé) et les groupes de classes ateliers (GCA) ont été créés à la suite des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du 2 mars 1966. Ils sont intégrés généralement dans des collèges et scolarisent des enfants déficients légers. Depuis la circulaire du 20 juin 1996 concernant les colléges, et donc les

SES/SEGPA et GCA, il n'existe plus que des SEGPA rénovées et non rénovées, et les élèves accueillis sont dans leur grande majorité en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995) ;

ES : économiques et sociales (B avant 1995) ;

S : scientifique (C, D ou E avant 1995) ;

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995) ;

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995) ;

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995) ;

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995) ;

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement ;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire ;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués ; hôtellerie ;

BT : brevet de technicien ;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.

Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2ème année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient, selon les enfants, principalement de 16 à 20 ans (âge à la rentrée scolaire), si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1983 au moment de la rentrée 2001, a 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de la Programmation et du Développement, du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la pêche et des Affaires rurales, et du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de la Programmation et du Développement.
– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la pêche et des Affaires rurales, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.
– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information (SESI), direction de l'Animation de la Recherche et des Études et des Statistiques (DARES).
– INSEE.

Publications du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de la Programmation et du développement :

– Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation, édition 2002 ;
– Le compte économique de l'éducation, édition 2001 ;
– L'état de l'école, édition 2001 ;
– Géographie de l'École, édition 2001 ;
– Notes d'information ;
– Éducation et Formations ;
– Vademecum statistique ;
– Regards sur le système éducatif français.

Les 6 dernières publications sont consultables sur le site internet du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche : **www.education.gouv.fr**

Publications INSEE :

INSEE-Résultats, série Société :
– « Enquête sur l'emploi de mars 2002, résultats détaillés », n° 5, Août 2002.
– Cédérom « Enquête emploi mars 2002 ».

INSEE-Première :
– « La formation en entreprise continue de se développer », n° 759, février 2001 ;
– « RP99 : la scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;
– « Un tiers des étudiants ont une activité rémunérée au cours de l'année », n° 795, juillet 2001 ;
– « Les études supérieures : un motif de migration », n° 813, novembre 2001 ;
– « Parmi les jeunes ne vivant plus chez leurs parents, les étudiants sont les plus aidés par leur famille », n° 826, février 2002 ;
– « Femmes et hommes, les inégalités subsistent », n° 834, mars 2002.

Tableaux thématiques RP99 : Population active, formation (France métropolitaine).

Économie et Statistique :
– « La formation professionnelle et l'insertion sur le marché du travail : l'efficacité du contrat d'apprentissage », nos 337 - 338, février 2001 ;
– « Insertion professionnelle et autonomie résidentielle : le cas des jeunes peu diplômés », nos 337 - 338, février 2001 ;
– « Évaluation des dispositifs publics d'insertion », n° 345, novembre 2001 ;
– « Diplôme et insertion sur le marché du travail : approches socioprofessionnnelle et salariale du déclassement », n° 354, novembre 2002.

Données sociales édition 2002-2003 :
– « Vers un enseignement secondaire de masse (1985-2001) » ;

– « Que sont devenus les élèves entrés en 6e en 1989 ? » ;
– « La compétence en lecture des jeunes de 15 ans : une comparaison internationale » ;
– « La prospective Emploi-Formation au Ministère de l'Éducation nationale : un peu d'histoire et résultats récents » ;
– « Les conditions d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques des enseignants » ;
– « La formation continue : un accès très inégal » ;
– « Dynamiques régionales du système éducatif de 1994 à 1999 » ;
– « Comparaison internationale des dépenses d'éducation : une mise en perspective » ;
– « Les familles immigrées à l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France » ;
– « La scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap ».

France Portrait-social, édition 2002-2003 :
– « La stabilisation de la durée d'études se confirme » ;
– « La place du projet professionnel dans les inégalités de réussite scolaire à 15 ans » ;
– « Population scolaire et universitaire » ;
– « La réussite au baccalauréat » ;
– « Formation et emploi » ;
– « Les dépenses d'éducation ».

Publications du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES :

– Le compte économique de la formation professionnelle.
– Projet de loi de finances pour 2003, formation professionnelle.

Premières synthèses :

– « Formation professionnelle et insertion : un taux d'accès élevé et des formations qualifiantes après la fin des études », n° 10-2, mars 2002 ;

– « La dépense de formation professionnelle en 2000 orientée vers les publics jeunes », à paraître en janvier 2003 ;

– « Coup de frein à l'insertion professionnelle des jeunes en 2002 », à paraître en janvier 2003.

Autres publications

– « Les femmes et les hommes dans l'enseignement supérieur », *Statistiques en bref population et conditions sociales n° 18/2001*, Eurostat.

– « Les étudiants », *Informations sociales*, n° 99 - 2002.

– « Favoriser la réussite scolaire », *les éditions des Journaux Officiels,* rapport présenté par Madame Claude Azéma, 2002.

– « Le collège. Enjeux et débats », *Problèmes politiques et sociaux,* n° 876, juin 2002, O. Cousin, G. Felouzis.

5 ○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF

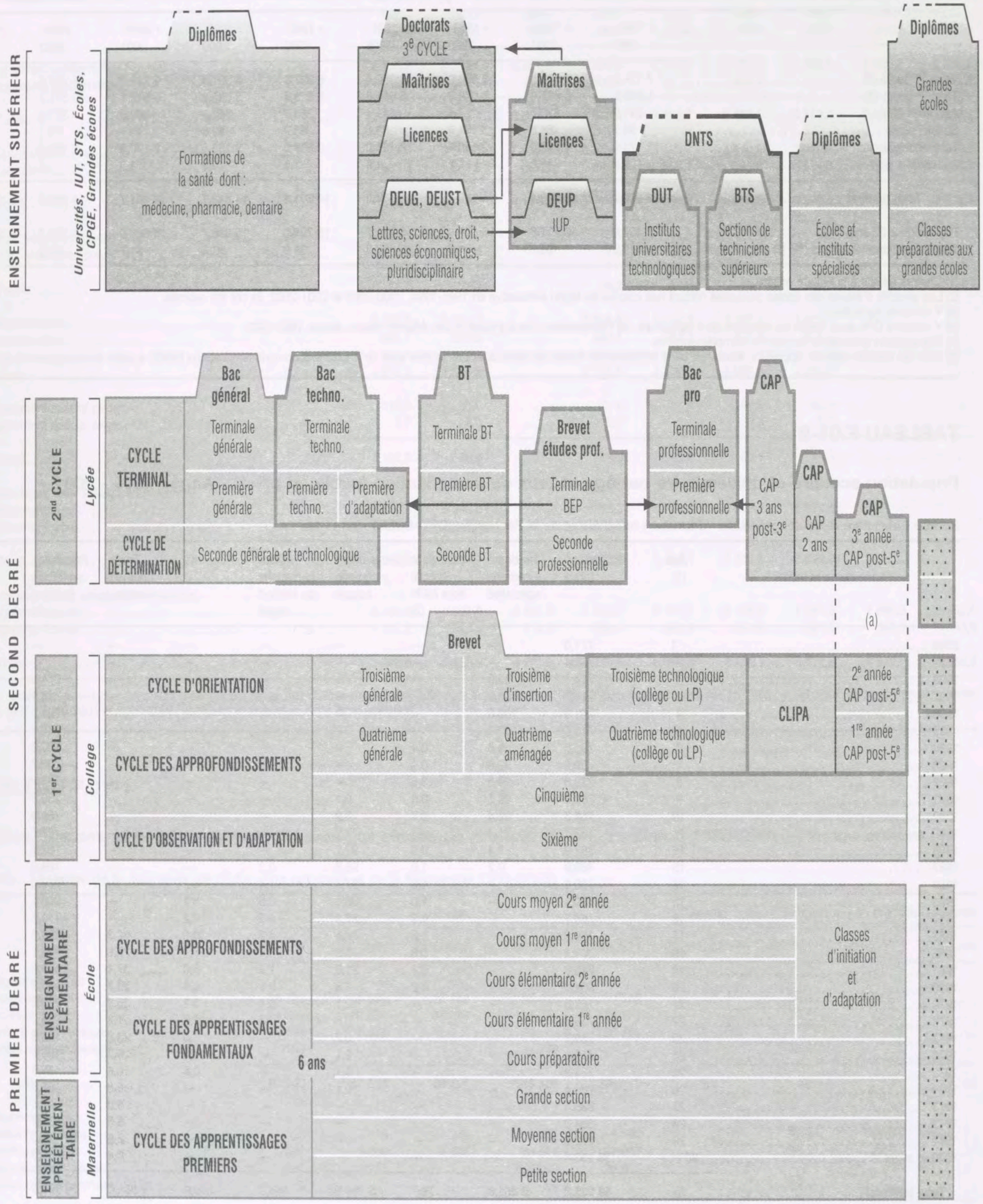


TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé) - Évolution 1980-2001

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	r 1980-1981	r 1990-1991	r 1995-1996	r 1997-1998	r 1998-1999	r 1999-2000	r 2000-2001	2001-2002	(1) 2001-2002
Total 1er degré (2)	7 124,3	6 704,8	6 506,9	6 382,4	6 337,3	6 301,3	6 281,0	6 263,9	6 535,0
Total 2e degré (3)	5 252,5	5 637,0	5 688,3	5 651,6	5 623,6	5 595,2	5 542,1	5 521,7	5 746,6
Apprentis (4)	241,5	221,7	297,4	341,4	356,2	362,8	369,0	371,0	377,7
Spécial santé	94,7	86,8	84,9	83,6	85,7	82,0	79,7	78,7	80,5
Total enseignement supérieur	1 174,9	1 702,0	2 150,8	2 114,0	2 097,0	2 105,6	2 128,8	2 126,6	2 159,6
Autres (5)	1,8	15,8	2,1	1,8	1,6	1,2	1,0	1,1	1,1
Total général	**13 889,7**	**14 368,1**	**14 730,4**	**14 574,8**	**14 501,3**	**14 448,1**	**14 401,7**	**14 363,0**	**14 900,5**
Population 2-22 ans	17 407,0	16 711,6	16 039,9	15 811,7	15 797,0	15 808,7	15 806,0	15 824,3	16 445,3
Total / population 2-22 ans (%) (6)	79,8	86,0	91,8	92,3	91,8	91,3	91,1	90,8	90,6

(1) Chiffres relatifs à la France entière.
(2) Les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996, 2000-2001 et 2001-2002, ils ont été estimés.
(3) Y compris Agriculture.
(4) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales depuis 1992-1993.
(5) Préparations diverses et formations complémentaires.
(6) Part des effectifs (élèves, apprentis, étudiants) dans la population totale des enfants et des jeunes âgés de 2 à 22 ans compris (estimations INSEE à partir du recensement de 1999).

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2000 - 2001

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	Enseignt Spécial hors MEN (2)	2e degré y compris adapté	Autres formations du second degré	Apprentis	Enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers) (3)	Taux de scolarisation
2000	< 1	771,0	–	–	–	–	–	–	–	–
1999	1	732,4	–	–	–	–	–	–	–	–
1998	2	718,1	35,5	–	–	–	–	–	254,8	35,5
1997	3	714,1	100,0	–	–	–	–	–	714,1	100,0
1996	4	721,9	100,0	–	–	–	–	–	721,9	100,0
1995	5	716,6	100,0	–	–	–	–	–	716,6	100,0
1994	6	703,8	99,6	0,4	–	–	–	–	703,8	100,0
1993	7	700,2	99,6	0,4	–	–	–	–	700,2	100,0
1992	8	733,3	99,5	0,5	–	–	–	–	733,3	100,0
1991	9	750,4	99,3	0,6	0,1	–	–	–	750,4	100,0
1990	10	758,3	96,4	0,7	2,9	–	–	–	758,3	100,0
1989	11	763,7	21,4	0,8	77,7	–	–	–	763,7	100,0
1988	12	767,9	1,4	0,9	97,7	–	–	–	767,9	100,0
1987	13	769,9	0,2	1,0	98,6	0,2	–	–	769,9	100,0
1986	14	780,1	–	1,0	97,1	1,4	0,1	–	777,0	99,6
1985	15	769,1	–	1,0	93,0	3,6	1,1	–	759,1	98,7
1984	16	765,7	–	0,9	82,4	4,3	9,2	–	741,5	96,8
1983	17	754,6	–	0,8	74,9	4,2	10,0	2,2	694,3	92,0
1982	18	801,2	–	0,6	43,2	3,1	8,1	25,6	645,1	80,5
1981	19	810,8	–	0,4	21,0	1,9	6,0	37,4	540,8	66,7
1980	20	807,6	–	0,2	7,4	0,8	4,4	39,7	423,9	52,5
1979	21	762,3	–	–	2,1	0,4	3,2	35,8	316,2	41,5
1978	22	736,6	–	–	0,6	0,3	2,3	31,2	253,2	34,4
1977	23	739,7	–	–	0,2	–	1,5	23,8	188,9	25,5
1976	24	715,3	–	–	0,1	–	0,9	16,7	126,8	17,7
1975	25	734,2	–	–	0,1	–	0,8	10,9	86,3	11,8
1974	26	785,4	–	–	0,1	–	–	6,8	54,3	6,9
1973	27	835,4	–	–	–	–	–	5,0	41,4	5,0
1972	28	858,9	–	–	–	–	–	3,6	31,2	3,6
1971	29	863,6	–	–	–	–	–	2,8	24,6	2,8
1970 et avant	30 et +	36 193,4	–	–	–	–	–	0,4	161,9	0,4
Total (milliers)	///	**59 035,2**	**6 281,0**	**79,7**	**5 399,5**	**156,3**	**369,0**	**2 036,0**	**14 321,5**	///
% de la population totale	///	///	10,6	0,1	9,1	0,3	0,6	3,4	24,3	///

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) L'enseignement spécialisé hors MEN (Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche) est un enseignement dispensé à des élèves en grande difficulté que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.
(3) Pour ne pas avoir des taux de scolarisation supérieur à 100 %, la taille de la population scolarisée est limitée à celle de la population des habitants du même âge. Le total qui correspond aux effectifs recensés dans les établissements scolaires a néanmoins été conservé, et diffère donc du total de la colonne.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1999 - France entière (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1980-1981	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Enseignement préélémentaire public	2 136,7	2 323,1	2 284,2	2 239,3	2 192,4	2 180,8	2 200,3	2 225,2	2 238,2
Enseignement préélémentaire privé	319,0	321,3	317,0	309,1	307,3	308,3	312,7	315,1	316,2
Total	**2 455,7**	**2 644,4**	**2 601,2**	**2 548,4**	**2 499,7**	**2 489,1**	**2 513,0**	**2 540,3**	**2 554,4**
CP-CM2 public	4 124,0	3 599,1	3 513,9	3 515,9	3 498,1	3 470,5	3 424,5	3 384,8	3 360,3
CP-CM2 privé	680,3	618,9	592,9	590,6	588,1	583,8	574,3	568,3	563,8
Total	**4 804,3**	**4 218,0**	**4 106,8**	**4 106,4**	**4 086,2**	**4 054,3**	**3 998,8**	**3 953,1**	**3 924,1**
Initiation, adaptation public	11,5	20,6	...	13,1	11,8	11,1	9,8	...	...
Initiation, adaptation privé	0,2	1,6	...	2,1	2,2	2,0	2,0	...	...
Total	**11,7**	**22,2**	**...**	**15,2**	**14,0**	**13,1**	**11,8**	**...**	**...**
Élémentaire public	4 135,5	3 619,7	...	3 528,9	3 510,0	3 481,6	3 434,3	...	...
Élémentaire privé	680,7	620,6	...	592,7	590,3	585,9	576,4	...	...
Total	**4 816,2**	**4 240,3**	**...**	**4 121,6**	**4 100,3**	**4 067,5**	**4 010,7**	**...**	**...**
Enseignement spécial public	115,5	65,0	...	47,9	47,3	47,5	45,4	...	...
Enseignement spécial privé	7,7	4,0	...	2,7	2,6	2,6	2,7	...	...
Total	**123,2**	**69,0**	**...**	**50,6**	**49,9**	**50,1**	**48,1**	**...**	**...**
Premier degré sans enseignement spécial :									
Enseignement public	6 260,7	5 942,8	...	5 768,3	5 702,3	5 662,4	5 634,6	...	...
Enseignement privé	691,9	941,9	...	901,7	897,8	894,1	889,0	...	...
Total	**6 952,6**	**6 884,7**	**...**	**6 670,0**	**6 600,1**	**6 556,5**	**6 523,6**	**...**	**...**
Premier degré avec enseignement spécial :									
Enseignement public	6 387,8	6 007,8	5 857,4	5 816,1	5 749,7	5 709,9	5 680,0	5 663,9	5 650,4
Enseignement privé	1 007,2	945,8	914,1	904,4	900,3	896,8	891,8	888,1	884,6
Total	**7 395,0**	**6 953,6**	**6 771,5**	**6 720,5**	**6 650,0**	**6 606,7**	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**

(1) En raison de grèves des directeurs d'écoles publiques, les chiffres des années suivantes sont estimés : 1995-1996, prévisions réalisées en 1995 ; 1996-1997, interpolation entre 1994 et 1997 ; 2000-2001 et 2001-2002, estimations des Inspections Académiques.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-2001 - France entière (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	Écoles			Classes			Nombre moyen d'élèves par classe		
	(2) 1980-1981	1990-1991	2001-2002	(2) 1980-1981	1990-1991	2001-2002	(2) 1980-1981	1990-1991	2001-2002
Enseignement public :									
Écoles maternelles	15 721	18 829	18 448	58 402	70 538	...	30,0	27,9	...
Écoles primaires	44 848	39 009	34 279	185 977	179 177	...	23,5	22,5	...
dont : à classe unique	11 433	7 667	...	...	126 758	...	...	...	...
Écoles d'enseignement spécial	133	...	...	749	...	...	14,6	...	...
Total	**60 702**	**57 838**	**52 727**	**245 128**	**249 715**	**...**	**///**	**///**	**///**
Enseignement privé :									
Écoles maternelles	359	419	245	1 067	1 380	...	29,9	27,2	...
Écoles primaires	6 600	5 966	5 395	36 513	37 037	...	26,2	24,5	...
dont : à classe unique	343	215	...	343	28 887	...	...	...	...
Écoles d'enseignement spécial	19	...	...	59	...	...	12,4	...	...
Total	**6 978**	**6 385**	**5 640**	**37 639**	**38 417**	**...**	**///**	**///**	**///**
Total enseignement public + privé	**67 680**	**64 223**	**58 367**	**282 767**	**288 132**	**...**	**///**	**///**	**///**

(1) En raison de la grève administrative des directeurs d'école aux rentrées 2000 et 2001, les données sur les effectifs d'élèves ont été évaluées pour l'énseignement public. Les données concernant les classes et le nombre moyen d'élèves par classe n'est donc pas disponible.
(2) France métropolitaine uniquement.

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990 - 2001 - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Premier cycle du second degré :								
Enseignement public	2 592,4	2 709,1	2 678,4	2 644,7	2 629,8	2 624,7	2 620,4	2 608,9
Enseignement privé	656,9	677,1	670,8	668,0	665,8	667,2	669,0	669,9
Total	**3 249,4**	**3 386,2**	**3 349,2**	**3 312,6**	**3 295,6**	**3 291,9**	**3 289,5**	**3 278,8**
6ème à 3ème	3 186,3	3 378,4	3 341,8	3 305,3	3 289,8	3 287,2	3 285,6	3 274,6
dont : 4ème et 3ème technologiques	166,0	158,3	156,8	137,9	90,6	54,3	45,0	44,8
CPPN, CPA, autres niveaux	63,0	7,8	7,4	7,3	5,9	4,7	3,9	4,2
Second cycle professionnel :								
Enseignement public	560,9	567,8	575,2	583,2	583,9	575,4	551,8	547,8
Enseignement privé	165,3	150,9	153,9	157,6	157,9	155,6	148,4	147,3
Total	**726,2**	**718,7**	**729,0**	**740,8**	**741,8**	**731,0**	**700,2**	**695,0**
dont : Préparation au bac professionnel	96,4	162,4	166,5	170,5	174,5	177,3	175,1	173,3
Second cycle général et technologique :								
Enseignement public	1 276,7	1 206,6	1 208,9	1 218,4	1 214,5	1 207,6	1 199,4	1 202,3
Enseignement privé	330,8	319,8	320,8	318,2	310,4	305,5	301,9	301,8
Total	**1 607,4**	**1 526,3**	**1 529,6**	**1 536,6**	**1 524,9**	**1 513,0**	**1 501,4**	**1 504,1**
Enseignement spécial du second degré :								
Enseignement public	124,3	121,6	119,8	120,6	120,5	120,2	118,4	117,1
Enseignement privé	2,5	3,2	3,3	3,4	3,6	3,6	3,7	3,8
Total	**126,7**	**124,8**	**123,0**	**124,1**	**124,1**	**123,8**	**122,2**	**120,9**
Total (sans enseignement spécial) :								
Enseignement public	4 430,0	4 483,5	4 462,5	4 446,3	4 428,2	4 407,6	4 371,7	4 358,9
Enseignement privé	1 153,0	1 147,8	1 145,4	1 143,7	1 134,2	1 128,3	1 119,4	1 119,0
Total public + privé	**5 583,0**	**5 631,3**	**5 607,9**	**5 590,0**	**5 562,4**	**5 535,9**	**5 491,1**	**5 477,9**
Total (avec enseignement spécial) :								
Enseignement public	4 554,3	4 605,0	4 582,2	4 566,9	4 548,7	4 527,8	4 490,1	4 476,0
Enseignement privé	1 155,4	1 151,0	1 148,7	1 147,1	1 137,7	1 131,9	1 123,1	1 122,8
Total public + privé	**5 709,7**	**5 756,0**	**5 730,9**	**5 714,0**	**5 686,5**	**5 659,7**	**5 613,2**	**5 598,8**

TABLEAU F.01-6

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1980-2001

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	Établissements			Classes et divisions			Nombre moyen d'élèves par classe		
	1980-81	1990-91	2001-02	1980-81	1990-91	2001-02	1980-81	1990-91	2001-02
Enseignement public :									
Collèges (1)	4 751	4 868	4 965	108 080	102 100	103 536	23,4	24,3	24,0
Lycées professionnels	1 311	1 318	1 064	29 792	23 157	26 145	24,4	23,1	19,8
Lycées d'enseignement général et technologique	1 119	1 269	1 471	24 702	40 139	40 551	28,5	31,0	28,5
Total	7 181	7 455	7 500	162 574	165 396	170 232	24,5	25,8	24,4
Enseignement privé :									
Collèges (1)	1 743	1 803	1 782	25 250	26 691	26 723	24,0	24,3	24,7
Lycées professionnels	958	798	635	10 892	7 574	7 756	20,8	21,4	18,6
Lycées d'enseignement général et technologique	1 181	1 269	1 077	8 202	12 764	12 160	23,2	25,6	24,5
Total	3 882	3 870	3 494	44 344	47 029	46 639	23,2	24,2	23,6
Total public + privé	11 063	11 325	10 994	206 918	212 425	216 871	24,2	25,4	24,3

(1) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) jusqu'en 1996-1997, classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-7

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1994-2001 (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Génération au 01/01/2001	Année scolaire								Total entrants
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	
1974 (786 000) :									
Entrants	46 000	19 400	—	—	—	—	—	—	486 900 (2)
%	5,7	2,4	—	—	—	—	—	—	60,4
1975 (734 300) :									
Entrants	89 800	38 300	17 000	—	—	—	—	—	467 700 (2)
%	11,9	5,1	2,3	—	—	—	—	—	62,0
1976 (714 800) :									
Entrants	135 000	76 700	35 400	14 800	—	—	—	—	459 000 (2)
%	18,4	10,5	4,9	2,0	—	—	—	—	62,7
1977 (739 000) :									
Entrants	204 000	130 500	78 700	35 700	13 800	—	—	—	477 300
%	27,0	17,3	10,5	4,8	1,9	—	—	—	63,3
1978 (735 400) :									
Entrants	15 800	201 900	132 400	77 000	32 800	11 600	—	—	471 500
%	2,1	27,0	17,7	10,3	4,4	1,6	—	—	63,1
1979 (765 300) :									
Entrants	—	15 200	206 400	135 500	79 400	31 100	10 800	—	478 400
%	—	2,0	26,8	17,6	10,3	4,1	1,4	—	62,2
1980 (805 300) :									
Entrants	—	—	15 500	215 600	144 100	81 600	30 600	10 100	497 500
%	—	—	1,9	26,6	17,7	10,1	3,8	1,3	61,4
1981 (808 200) :									
Entrants	—	—	—	15 300	217 500	146 100	78 500	29 100	496 000 (3)
%	—	—	—	1,9	26,9	18,0	9,7	3,6	61,2
1982 (800 200) :									
Entrants	—	—	—	—	15 800	220 100	141 900	76 100	490 800 (3)
%	—	—	—	—	2,0	27,5	17,7	9,5	61,3
1983 (755 800) :									
Entrants	—	—	—	—	—	16 000	215 700	130 900	///
%	—	—	—	—	—	2,1	28,6	17,3	///
1984 (767 900) :									
Entrants	—	—	—	—	—	—	16 700	221 300	///
%	—	—	—	—	—	—	2,2	28,8	///
1985 (771 500) :									
Entrants	—	—	—	—	—	—	—	17 700	///
%	—	—	—	—	—	—	—	2,3	///
Total entrants	**511 800 (4)**	**482 000**	**485 400**	**493 900**	**503 400**	**506 500**	**494 200**	**485 200**	///
Taux d'accès en % (MEN)	**67,7**	**64,3**	**64,0**	**63,2**	**63,2**	**63,3**	**63,4**	**62,8**	///
Taux d'accès en % (MEN et autres)	**71,2**	**68,5**	**68,9**	**68,7**	**69,4**	**69,7**	**69,9**	**69,0**	///

(1) Sur l'ensemble des jeunes de la génération 1978 - ils étaient 735 400 à la rentrée 2001 - , 15 800 (soit 2,1 %) sont entrés en 1994-1995 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1994 à 1999, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 471 500 jeunes de cette génération, soit 63,1 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 2000-2001 (494 200), ils concernent les générations 1979 à 1984, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 63,4 %.
(2) Total, compte tenu des « entrants » avant 1994-1995.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du bac lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1974.

TABLEAU F.01-8

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2001 - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Diplôme

Diplômes (1)	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Diplômes du 2e cycle court (2) :						
Certificats d'aptitude professionnelle	260 673	208 755	214 688	218 797	215 623	202 848
Brevets d'études professionnelles	188 224	205 693	208 479	210 333	208 559	193 626
Diplômes du 2ème cycle long :						
Brevets de technicien	2 963	2 360	2 767	2 255	2 027	1 714
Baccalauréat général	**287 046**	**268 868**	**275 113**	**266 285**	**271 155**	**258 785**
Série L	71 460	69 939	69 017	62 363	59 642	56 673
Série ES	76 555	73 982	74 794	75 756	75 299	75 459
Série S	139 031	124 947	131 302	128 166	136 214	126 653
Baccalauréat technologique	**138 267**	**136 204**	**144 830**	**149 103**	**152 778**	**147 944**
STI	35 217	34 107	34 597	36 196	36 940	35 737
STL	4 840	5 656	6 222	6 262	6 327	6 080
F10B	32	133	78	///	///	///
STT	78 894	72 322	76 986	79 441	82 221	78 369
SMS	13 337	15 935	18 019	18 974	18 469	19 164
Hôtellerie	2 284	2 574	2 530	2 749	2 623	2 666
STAE, STPA	2 247	4 004	4 752	5 127	5 828	5 529
Autres séries	1 416	1 473	1 646	354	370	399
Baccalauréat professionnel	**67 096**	**76 726**	**81 573**	**88 296**	**92 617**	**92 499**

(1) Pour le baccalauréat, les séries générales sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

TABLEAU F.01-9

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995 - 2001 - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Séries (1)	1995			1999			2000			2001		
	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%
Baccalauréat général :												
L	100 242	71 460	71,3	78 686	62 363	79,3	74 342	59 642	80,2	68 907	56 673	82,2
ES	104 857	76 555	73,0	95 016	75 756	79,7	96 324	75 299	78,2	97 044	75 459	77,8
S	177 211	139 031	78,5	165 991	128 166	77,2	168 714	136 214	80,7	160 100	126 653	79,1
Total	382 310	287 046	75,1	339 693	266 285	78,4	339 380	271 155	79,9	326 051	258 785	79,4
Baccalauréat technologique :												
STI	52 594	35 217	67,0	49 370	36 196	73,3	48 725	36 940	75,8	46 819	35 737	76,3
STL	6 486	4 840	74,6	7 799	6 262	80,3	7 738	6 327	81,8	7 449	6 080	81,6
F10B	43	32	74,4	///	///	///	///	///	///	///	///	///
STT	97 996	78 894	80,5	98 614	79 441	80,6	102 105	82 221	80,5	100 731	78 369	77,8
SMS	18 193	13 337	73,3	23 054	18 974	82,3	23 271	18 469	79,4	23 510	19 164	81,5
Autres séries	1 786	1 416	79,3	389	354	91,0	435	370	85,1	442	399	90,3
STAE, STPA	3 252	2 247	69,1	7 514	5 127	68,2	7 885	5 828	73,9	7 532	5 529	73,4
Hôtellerie	2 804	2 284	81,5	3 098	2 749	88,7	2 948	2 623	89,0	3 052	2 666	87,4
Total	183 154	138 267	75,5	189 838	149 103	78,5	193 107	152 778	79,1	189 535	147 944	78,1
Baccalauréat professionnel	92 346	67 096	72,7	113 630	88 296	77,7	117 019	92 617	79,1	119 424	92 499	77,5

(1) Les séries du baccalauréat général sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-2001

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1980-1981	1985-1986	*r* 1990-1991	*r* 1995-1996	*r* 1997-1998	*r* 1998-1999	*r* 1999-2000	2000-2001	2001-2002
Universités	**852 837**	**960 084**	**1 171 852**	**1 465 467**	**1 423 801**	**1 404 453**	**1 398 551**	**1 405 393**	**1 382 216**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	898 179	1 097 559	1 362 514	1 311 160	1 290 151	1 281 529	1 286 564	1 264 543
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	61 905	74 293	102 953	112 641	114 302	117 022	118 829	117 673
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	**84 245**	**81 305**	**79 811**	**80 120**	**78 054**	**81 705**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**117 766**	**202 170**	**231 193**	**239 237**	**240 560**	**243 033**	**242 840**	**240 725**
Enseignement public	43 104	67 011	119 098	161 070	165 818	166 462	167 411	167 110	166 064
Enseignement privé	24 211	50 755	83 072	70 123	73 419	74 098	75 622	75 730	74 661
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**47 334**	**64 379**	**70 070**	**72 676**	**70 824**	**70 231**	**69 528**	**69 882**
Enseignement public	35 429	39 904	53 966	59 884	61 548	59 670	59 355	58 929	59 149
Enseignement privé	4 694	7 430	10 413	10 186	11 128	11 154	10 876	10 599	10 733
Préparations intégrées non universitaires	**2 788**	**2 790**	**3 965**	**2 209**	**2 380**	**2 639**	**2 926**	**3 571**	**3 459**
Nouvelles formations d'ingénieurs non universitaires	///	///	///	**2 082**	**2 203**	**2 588**	**2 741**	**3 091**	**3 164**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**45 365**	**57 653**	**75 640**	**79 098**	**82 954**	**85 751**	**89 313**	**92 002**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	12 424	17 325	24 186	25 979	27 520	29 378	30 795	31 699
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	22 616	26 326	32 765	33 735	34 950	35 181	36 412	37 844
Enseignement privé	8 490	10 325	14 002	18 689	19 384	20 484	21 192	22 106	22 459
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	26 628	46 006	50 416	46 759	51 090	56 070	63 561	70 013
Établissements universitaires privés	16 256	18 435	19 971	22 129	21 893	22 397	22 267	21 739	20 724
Écoles normales d'instituteurs (post-bac)	12 597	17 493	16 098	///	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 705	2 675	3 051	3 215	3 246	3 209	3 159	2 968
Écoles d'architecture	17 000	14 900	15 702	18 970	18 533	18 141	17 373	15 960	16 586
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	18 370	23 323	31 187	30 188	30 111	31 457	32 626	34 668
Écoles paramédicales hors université	74 006	61 359	55 866	68 943	65 663	61 945	64 089	68 918	73 147
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	16 801	17 839	20 867	21 927	20 762	21 630	23 273	23 273
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	20 291	21 862	28 522	31 056	33 020	35 508	38 535	43 729
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	6 805	7 328	6 509	6 522	6 859	7 692	9 786	12 036
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 230	2 923	2 444	2 489	2 498	2 572	3 213	4 338
Écoles vétérinaires	1 932	2 372	2 073	1 985	2 094	2 206	2 320	2 634	2 569
Total enseignement supérieur (1)	**1 174 941**	**1 302 177**	**1 702 036**	**2 150 805**	**2 113 955**	**2 097 021**	**2 105 578**	**2 128 766**	**2 126 562**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-11

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe - Année 2001-2002 - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	(1) 1er cycle et niveau 1er cycle			(2) 2e cycle et niveau 2e cycle			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit, sciences politiques	27 898	54 323	**82 221**	22 996	40 107	**63 103**	13 855	18 161	**32 016**	**177 340**
Sciences économiques, gestion (hors AES)	20 125	17 830	**37 955**	24 736	26 476	**51 212**	14 014	12 080	**26 094**	**115 261**
Administration économique et sociale (AES)	12 462	18 802	**31 264**	7 880	12 218	**20 098**	243	410	**653**	**52 015**
Lettres, sciences du langage, arts	17 553	47 186	**64 739**	10 120	32 484	**42 604**	4 441	8 478	**12 919**	**120 262**
Langues	17 897	55 908	**73 805**	9 776	38 934	**48 710**	2 022	4 435	**6 457**	**128 972**
Sciences humaines et sociales	30 980	70 219	**101 199**	29 947	64 268	**94 215**	14 462	19 464	**33 926**	**229 340**
Sciences et structure de la matière	42 440	19 943	**62 383**	15 086	9 998	**25 084**	8 781	4 306	**13 087**	**100 554**
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	11 019	3 216	**14 235**	49 888	15 216	**65 104**	14 249	3 872	**18 121**	**97 460**
Sciences de la nature et de la vie	14 298	21 514	**35 812**	11 413	16 111	**27 524**	8 358	8 272	**16 630**	**79 966**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	17 358	8 070	**25 428**	12 109	5 935	**18 044**	886	401	**1 287**	**44 759**
Médecine	11 934	24 422	**36 356**	9 060	11 355	**20 415**	24 797	25 343	**50 140**	**106 911**
Odontologie	431	489	**920**	1 190	1 356	**2 546**	2 335	1 894	**4 229**	**7 695**
Pharmacie	3 159	6 708	**9 867**	1 704	3 344	**5 048**	3 593	6 911	**10 504**	**25 419**
Instituts universitaires de technologie	70 749	47 311	**118 060**	///	///	///	///	///	///	**118 060**
Total	**298 303**	**395 941**	**694 244**	**205 905**	**277 802**	**483 707**	**112 036**	**114 027**	**226 063**	**1 404 014**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-12

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2001-2002 - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Pourcentage

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences (1) STAPS	Santé	IUT	**Ensemble université**	(2) CPGE	(3) STS
Agriculteurs exploitants	1,6	2,2	1,8	2,3	1,6	3,2	**2,1**	2,0	5,2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,1	8,1	6,2	6,6	5,1	8,0	**6,8**	7,2	8,6
Professions libérales et cadres supérieurs	37,1	29,8	27,2	35,8	43,9	26,2	**32,3**	50,1	14,7
Professions intermédiaires	13,1	14,2	16,7	17,7	15,3	20,0	**16,4**	14,9	16,9
Employés	13,4	13,4	13,7	12,5	6,4	15,4	**12,8**	8,9	17,0
Ouvriers	9,2	12,5	11,4	10,6	4,9	16,0	**10,8**	5,3	21,5
Retraités, inactifs	11,5	12,8	13,2	8,6	6,6	7,5	**10,7**	7,2	11,9
Indéterminé	6,0	7,0	9,7	5,9	16,3	3,7	**8,2**	4,2	4,3
Ensemble									
Pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	100,0	100,0
Nombre	157 446	139 035	422 137	290 566	123 334	112 033	**1 244 551**	64 703	215 761

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles y compris les formations agricoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs y compris les formations agricoles.

TABLEAU F.01-13

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Capacité en droit	1 216	1 184	1 198	1 042	1 001	780	736
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)	///	495	2 916	4 264	3 819	4 490	4 488
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 835	37 380	39 466	39 804	44 256	46 701	47 478
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 963	77 867	77 226	80 670	85 362	87 627	93 203
Diplôme d'ingénieur	16 080	21 851	22 689	22 828	23 068	23 658	24 624
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 580	8 166	8 147	8 470	8 600	8 124	9 148
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (1) :							
Droit	12 355	18 159	17 698	17 131	18 424	17 318	16 606
Sciences économiques	7 747	10 107	10 055	10 153	10 420	10 660	10 720
Administration économique et sociale	6 080	7 893	7 815	7 029	7 188	6 864	6 601
Lettres	39 127	58 717	60 110	60 179	60 776	58 660	54 550
Sciences (2)	21 096	34 116	35 527	35 576	34 177	30 738	29 031
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	3 398	3 396	5 430	6 396	7 516	7 263
LICENCE (3) :							
Droit	11 424	16 336	17 127	17 454	17 917	17 660	18 621
Sciences économiques	5 400	9 204	10 446	9 987	10 485	10 918	11 381
Administration économique et sociale	4 502	7 542	7 396	6 899	6 699	6 574	6 393
Lettres	31 703	58 722	60 929	63 878	65 495	61 897	61 937
Sciences (2)	16 729	32 744	32 475	34 065	33 143	32 545	30 435
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 630	2 766	3 207	4 363	5 712	6 658
MAÎTRISE (Y COMPRIS DE SCIENCES ET TECHNIQUES) (3) :							
Droit	9 710	14 386	15 214	15 821	16 354	16 643	16 885
Sciences économiques	7 060	10 956	13 447	13 153	13 407	13 690	14 409
Administration économique et sociale	3 397	4 747	5 571	4 959	5 023	4 914	4 661
Lettres	16 308	25 975	27 324	28 601	30 265	30 395	29 423
Sciences (2)	14 325	23 991	24 544	25 035	26 208	26 753	26 433
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	778	636	764	829	1 339	1 855
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (4) :							
Droit	2 794	4 407	4 277	4 472	4 849	5 008	5 900
Sciences économiques	4 773	7 157	8 329	8 520	8 935	9 864	10 479
Administration économique et sociale	///	///	178	189	264	290	444
Lettres	2 562	4 881	5 635	6 038	6 871	7 059	7 856
Sciences	2 495	4 541	4 960	5 529	5 831	6 560	7 805
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	–	91	84	118	103	104	242
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (4) :							
Droit	3 047	4 356	4 967	4 483	4 771	4 912	5 042
Sciences économiques	1 557	2 039	2 179	2 056	1 907	1 827	1 588
Lettres	5 843	7 711	7 662	7 575	7 247	7 498	7 556
Sciences	9 466	11 197	11 207	10 288	9 904	9 203	9 227
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	58	79	81	80	112
DOCTORAT :							
Droit	521	474	620	590	681	788	961
Sciences économiques	411	352	453	518	495	508	643
Lettres	1 513	2 191	2 118	2 393	2 186	2 361	2 593
Sciences	4 705	5 935	6 209	6 679	6 209	5 769	5 699
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	48	73	26	41	30
DIPLÔMES DE SANTÉ :							
Diplôme d'état de docteur en médecine (5)	5 339	4 654	4 700	4 700	3 870	3 962	3 935
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 162	2 176	2 230	2 072	2 160	2 124
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	901	845	1 012	882	824	602

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition 1999.
(3) Diplômes de second cycle.
(4) Diplômes de troisième cycle.
(5) 1996 et 1997 : estimations.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1995-2000 (1) - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Préparation	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	*dont* filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	188 070	189 729	190 524	189 610	186 211	183 997	46 929
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	36 129	42 634	47 100	51 282	53 170	52 974	13 253
Mention complémentaire	6 415	7 245	7 327	7 342	6 972	6 516	2 280
Autres diplômes et titres de niveau V	1 521	1 574	1 539	1 616	1 731	1 846	738
Total niveau V	**232 135**	**241 182**	**246 490**	**249 850**	**248 084**	**245 333**	**63 200**
Baccalauréat professionnel (bac pro)	15 632	19 358	24 014	28 002	30 831	33 404	8 464
Brevet professionnel (BP)	21 299	25 245	28 806	30 265	30 929	31 195	14 665
Autres diplômes et titres de niveau IV	4 396	3 835	3 759	4 355	4 709	4 756	1 415
Total niveau IV	**41 327**	**48 438**	**56 579**	**62 622**	**66 469**	**69 355**	**24 544**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	12 539	16 770	20 580	23 415	25 497	27 800	11 707
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	2 067	1 917	2 889	3 357	3 702	4 285	1 744
Autres diplômes et titres de niveau III	1 629	2 271	3 234	2 809	3 308	3 468	1 414
Total niveau III	**16 235**	**20 958**	**26 703**	**29 581**	**32 507**	**35 553**	**14 865**
Licence	56	41	184	312	411	692	248
Maîtrise	577	590	1 033	1 334	1 572	1 837	848
Autres diplômes et titres de niveau II	1 234	2 279	3 451	5 497	5 797	6 919	3 183
Total niveau II	**1 867**	**2 910**	**4 668**	**7 143**	**7 780**	**9 448**	**4 279**
Diplôme d'ingénieur	1 734	2 044	2 777	3 539	4 171	4 644	588
DESS	193	275	438	603	941	1 162	589
Autres diplômes et titres de niveau I	21	122	35	294	285	379	137
Total niveau I	**1 948**	**2 441**	**3 250**	**4 436**	**5 397**	**6 185**	**1 314**
Total apprentis	**293 512**	**315 929**	**337 690**	**353 632**	**360 237**	**365 874**	**108 202**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation préprofessionnelle en alternance	10 409	10 823	9 887	9 174	9 640	10 184	1 675
TOTAL	**303 921**	**326 752**	**347 577**	**362 806**	**369 877**	**376 058**	**109 877**

(1) Toutes formations confondues (Éducation nationale, Agricole, Santé...).

TABLEAU F.01-15

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations (1) - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Source de financement	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*p* 2000
Formation continue : Stagiaires en formation (2)								
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 496	3 579	3 438	3 630	3 737	3 724
dont : Prise en charge directe	»	2 560	2 890	2 968	2 808	2 857	2 877	2 915
État	»	3 591	4 200	4 016	3 921	4 660	3 998	3 993
dont : agents de la fonction publique	»	2 160	2 800	2 800	3 218	3 976	3 369	3 414
Régions (4) (5)	»	426	526	546	553 ■	495	481	455
Total (6)	»	**7 115**	**8 007**	**7 941**	**7 716**	**8 515**	**8 016**	**7 972**
Apprentissage								
Effectifs d'apprentis (7)	»	242	290	315	340	356	350	363
Formation continue : heures stagiaires								
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Million	252	214	162	149	151	151	153
dont : Prise en charge directe	»	116	113	112	103	103	96	101
État (8)	»	456	407	399	299	...	...	...
dont : agents de la fonction publique	»	108	117	69	68	...	...	...
Régions (4)	»	124	193	220	212	164	...	...
Total (6)	»	**710**	**805**	**772**	**652**	**...**	**...**	**...**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) À partir de 1998, les stagiaires en formation ne sont plus des effectifs mais des entrées en formation.
(6) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(7) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.
(8) À partir de 1998, ces données ne sont plus disponibles.

TABLEAU F.01-16

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	1996-1997	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	*dont* : filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	125	128	128	131	131	51 773	54 692	54 548	53 194	52 916	17 546
Lycées professionnels agricoles (LPA)	89	87	87	84	84	16 680	17 069	17 201	16 926	16 253	6 711
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	1	–	–	–	–	147	–	–	–	–	–
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	1	51	60	60	57	52	25
Total	**216**	**216**	**216**	**216**	**216**	**68 651**	**71 821**	**71 809**	**70 177**	**69 221**	**24 282**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :											
Technique	638	642	645	644	642	100 132	105 473	106 759	105 153	103 770	51 665
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	234	235	236	235	231	54 109	56 994	57 332	55 573	54 405	27 988
Rythme approprié (3)	404	407	409	409	411	46 023	48 479	49 428	49 580	49 365	23 677
Total	**638**	**642**	**645**	**644**	**642**	**100 132**	**105 473**	**106 759**	**105 153**	**103 770**	**51 665**
Total public et privé	**854**	**858**	**861**	**860**	**858**	**168 783**	**177 294**	**178 569**	**175 330**	**172 991**	**75 947**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-17

Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Nombre

	1990-1991	1995-1996	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Musique et danse						
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 228	1 200	1 381	1 250
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	576	528	504	507
Centre national de danse contemporaine	27	33	33	30	29	31
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	48 542	49 328	49 229	49 960
Écoles nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	91 190	89 010	88 611	87 716
Art dramatique						
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	96	93	94	99
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	37	37	40	40
École supérieure des arts du cirque	38	32	42	43	35	41
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	16	16	16	20
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	133	133	144	136
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 824	1 683	1 806	1 852
Audiovisuel						
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	116	103	148	143	141
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	156	153	154	151
Arts plastiques						
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	656	674	682	657
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	609	586	600	615
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	179	190	202	196
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 181	1 183	1 125	1 083
Écoles régionales et municipales d'art	7 104	7 436	8 082	8 059	8 201	8 107
Patrimoine						
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 846	1 716	1 616 *r*	1 489
École nationale du patrimoine-formation des conservateurs	///	79	68	49	42	43
École nationale du patrimoine-formation des restaurateurs (IFROA)	39	47	47	51	66	68
École des Chartes	119	176	155	86	125	117
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	96	78	106	81
Architecture						
Écoles d'architectures	...	18 801	18 539	17 945	17 485	16 023

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU F.01-18

Écoles dépendant du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes - France entière

Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Formation	Année scolaire 1998-1999			Année scolaire 1999-2000			Année scolaire 2000-2001		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1998	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1999	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 2000
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	445	12 733	13 583	425	12 343	13 051	407	12 268	12 636
Auxiliaires de puériculture	78	2 268	2 305	79	2 405	2 315	76	2 377	2 294
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	880	289	8	879	282	8	999	330
Infirmiers diplômés d'État	338	49 179	14 575	333	50 990	14 787	328	55 639	13 815
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1 410	466	18	1 393	471	19	1 513	445
Masseurs-kinésithérapeutes	35	4 981	1 479	35	4 925	1 504	35	4 695	1 604
Pédicures-podologues	10	1 476	358	10	1 459	430	10	1 463	426
Psychomotriciens	6	932	293	6	937	290	6	946	294
Techniciens en analyses biomédicales (1)	5	381	3	5	358	122	6	404	143
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 635	560	32	2 674	618	32	2 768	589
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	26	954	470	25	930	425	25	962	458
Infirmiers de bloc opératoire	24	544	486	25	660	562	26	732	669
Puéricultrices	30	847	786	30	811	738	32	912	828
Cadres sages-femmes	1	23	19	1	21	25	1	21	19
Cadres de santé	36	1 261	1 103	36	1 260	1 138	36	1 348	1 195
Total écoles de la santé	**1 092**	**80 504**	**36 775**	**1 068**	**82 045**	**36 758**	**1 047**	**87 047**	**35 745**
Écoles sociales :									
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	90	3 163	2 693	81	2 514	2 244	83	2 415	2 083
Aides médico-psychologiques	55	5 282	2 276	53	5 349	2 566	56	6 236	2 396
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF) (2)	8	400	145	8	433	173	7	229	45
Moniteurs-éducateurs	48	3 700	1 666	48	3 842	1 698	50	4 439	1 766
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	29	3 232	912	30	3 520	1 030	32	3 542	1 023
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	52	6 044	1 737	52	5 941	1 729	51	6 315	1 726
Éducateurs spécialisés	51	7 502	2 409	53	7 964	2 443	54	8 545	2 383
Éducateurs techniques spécialisés	31	924	271	30	930	328	30	927	314
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	44	963	673	45	1 074	762	45	1 087	746
Formation supérieure de travail social	///	///	///	19	543	151	20	663	95
Total écoles sociales	**408**	**31 210**	**12 782**	**419**	**32 110**	**13 124**	**428**	**34 398**	**12 577**

(1) Formation en 3 ans depuis la rentrée 1996.
(2) Anciennement : travailleuses familiales.

TABLEAU F.01-19

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité — *Unités* : Millier de stagiaires et %

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Catégorie professionnelle (hors bilans de compétence, y compris alternance)							
Ingénieurs et cadres (1)	566	718	744	703	738	799	738
%	19,5	20,6	20,5	20,5	20,4	21,4	22,5
Techniciens (1)	799	891	963	909	929	956	821
%	27,5	25,6	26,6	26,5	25,6	25,6	25,0
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 868	1 919	1 818	1 955	1 975	1 725
%	53,0	53,7	52,9	53,0	54,0	52,9	52,5
Total	**2 905**	**3 477**	**3 626**	**3 430**	**3 622**	**3 730**	**3 284**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sexe (hors bilans de compétence, y compris alternance)							
Hommes	1 975	2 269	2 353	2 216	2 301	2 388	2 397
%	68,0	65,3	65,0	64,6	63,6	64,1	64,5
Femmes	930	1 204	1 268	1 214	1 318	1 339	1 318
%	32,0	34,7	35,0	35,4	36,4	35,9	35,5

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-20

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1997		1998		1999		2000	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI et V bis : sortie avant le niveau V	57 000	7,6	58 000	7,7	60 000	7,8	56 000	7,4
Niveau V : niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	188 000	25,0	187 000	25,0	206 000	26,8	207 000	27,2
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	225 000	29,9	220 000	29,4	215 000	28,0	223 000	29,4
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	126 000	16,8	138 000	18,4	125 000	16,3	123 000	16,1
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	156 000	20,7	146 000	19,5	162 000	21,1	151 000	19,9
Total niveaux	**752 000**	**100,0**	**749 000**	**100,0**	**768 000**	**100,0**	**760 000**	**100,0**

TABLEAU F.01-21

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2002) — *Unité* : %

	Écoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Baccalauréat	Bac technologique et professionnel	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1998 à 2001)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**34 000**	**117 000**	**105 000**	**18 000**	**17 000**	**70 000**	**89 000**	**148 000**	**46 000**	**81 000**
Enseignants	2	19	1	1	2	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	70	29	4	–	4	2	1	–	–	–
Autres professions intermédiaires	10	21	38	90	33	17	13	5	6	2
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	–	–	1	–	1	1	2	1	–	1
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**82**	**69**	**44**	**91**	**40**	**21**	**16**	**6**	**6**	**3**
Employés, ouvriers qualifiés	4	11	32	4	22	27	37	34	17	10
Employés, ouvriers non qualifiés	–	4	9	1	14	22	26	33	30	29
Ensemble des emplois	**86**	**84**	**85**	**96**	**76**	**70**	**79**	**73**	**53**	**42**
Chômeurs	10	10	11	1	14	14	13	18	26	33
Inactifs	4	6	4	3	11	16	8	9	21	25
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1992 à 1997)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**36 000**	**102 000**	**101 000**	**18 000**	**16 000**	**66 000**	**77 000**	**140 000**	**36 000**	**79 000**
Enseignants	5	23	1	1	9	–	–	–	–	–
Autres professions supérieures	74	32	9	2	12	4	2	–	1	1
Autres professions intermédiaires	10	18	41	86	25	22	19	6	8	3
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	2	3	1	2	3	6	3	2	2
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**91**	**75**	**54**	**90**	**48**	**29**	**27**	**9**	**11**	**6**
Employés, ouvriers qualifiés	3	10	29	3	25	34	41	39	27	19
Employés, ouvriers non qualifiés	1	2	7	1	9	15	18	30	27	29
Ensemble des emplois	**95**	**87**	**90**	**94**	**82**	**78**	**86**	**78**	**65**	**54**
Chômeurs	3	6	5	2	6	9	6	11	16	21
Inactifs	2	7	5	4	12	13	8	11	19	25

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.

TABLEAU F.01-22

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1990		1998		1999		2000		2001	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	309 473	74,0	315 227	77,2	315 280	77,7	314 730	77,8	316 150	78,1
Enseignants dans le 2ème degré public (2)	364 011	55,1	411 624	56,6	412 760	56,9	420 240	56,7	423 640	56,7
Enseignants dans le supérieur	46 532	26,8	65 468	31,2	65 690	31,5	71 600	33,1	73 040	33,6
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	36 237	60,6	33 428	60,3	32 990	59,8	34 570	62,3	36 770	64,8
Non enseignants	282 057	63,3	294 117	64,5	293 720	63,0	303 320	64,9	306 150	65,1
Total (4)	**1 038 310**	**61,9**	**1 119 864**	**63,1**	**1 120 440**	**63,3**	**1 144 460**	**63,4**	**1 155 750**	**63,6**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).
(4) Non compris les personnels de la Recherche et de Jeunesse et Sport.

TABLEAU F.01-23

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 1er janvier 2001 - France entière

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
Professeurs des écoles	166 543	40,3	77,8	4,8
Instituteurs	149 348	42,4	78,5	8,8
Autres titulaires	58	49,2	44,8	–
Total titulaires	**315 949**	**41,3**	**78,1**	**6,7**
Total non-titulaires	**203**	**34,7**	**79,3**	**4,4**
Total premier degré (1)	**316 152**	**41,3**	**78,1**	**6,7**
Agrégés et chaires supérieures	46 936	43,5	49,5	5,5
Certifiés et assimilés	246 160	42,3	60,8	8,8
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	6 017	48,9	50,0	8,2
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	23 944	52,3	56,8	7,7
Professeurs de lycées professionnels	62 537	44,4	48,7	4,7
Professeurs des écoles	7 291	42,6	50,1	1,8
Instituteurs et instituteurs spécialisés	2 476	43,5	56,8	7,5
Total titulaires	**395 361**	**43,5**	**56,8**	**7,5**
Maîtres auxiliaires	13 449	38,5	57,3	9,2
Autres non-titulaires	14 830	33,5	53,7	26,2
Total non-titulaires	**28 279**	**35,8**	**55,4**	**18,1**
Total second degré (2)	**423 640**	**43,0**	**56,7**	**8,2**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-24

La dépense globale d'éducation (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1975	1980	1990	1995	1998	*p* 1999	*p* 2000	*p* 2001
Dépense globale d'éducation (milliards d'euros courants)	15,3	28,9	67,9	89,3	96,6	99,7	102,6	105,1
dont : Dépense intérieure :								
Milliards d'euros courants	14,6	27,6	64,9	85,4	92,4	95,4	98,2	100,7
Milliards d'euros, aux prix de 2001 (*r*)	52,2	60,0	76,9	90,8	95,0	97,5	99,7	100,7
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	7,3	7,1 *r*	7,1	7,0	7,0
Dépense intérieure par habitant :								
Euros courants	280	510	1 150	1 470	1 570	1 610	1 650	1 690
Euros aux prix de 2001 (*r*)	990	1 110	1 360	1 560	1 610	1 650	1 680	1 690
Dépense intérieure (2) par élève ou étudiant :								
Euros courants	950	1 760	4 030	5 150	5 690	5 900	6 100	6 260
Euros aux prix de 2001 (*r*)	3 390	3 840	4 770	5 480	5 850	6 030	6 190	6 260
Structure du financement initial (%) :								
État	70,0	69,1	64,2	64,9	64,5	64,5	64,5	64,5
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,0	20,7	20,9	21,0	20,7
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	2,3	2,1	2,0	1,9	1,9
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,8	5,9	5,9	6,1	6,4
Ménages	10,7	10,7	10,0	7,0	6,8	6,7	6,5	6,5

(1) Les comptes 1997, 1998, 1999 et 2000 n'ont pas été revus par rapport à la publication de l'année dernière. Les comptes 1997 et 1998 sont semi-définitifs, les comptes 1999 et 2000 sont provisoires.
(2) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-25

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2001

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Million d'euros

	Financeur final (2)							
	État			Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	13 187	–	**13 187**	8 892	–	5	228	**22 312**
2ème degré	25 705	1 651	**27 356**	5 499	45	314	675	**33 889**
Enseignement supérieur	9 450	1 236	**10 686**	816	382	640	1 021	**13 545**
Enseignement artistique	–	184	**184**	937	–	5	7	**1 133**
Apprentissage	5	1	**6**	827	41	554	28	**1 456**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	553	2 473	**3 026**	1 051	124	4 908	1 542	**10 651**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**48 900**	**5 545**	**54 445**	**18 022**	**592**	**6 426**	**3 501**	**82 986**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	1 511	100	**1 611**	38	8	–	–	**1 657**
Cantine, internat	2 116	179	**2 295**	1 974	6	10	3 254	**7 539**
Autres	857	2	**859**	253	19	30	26	**1 187**
ACHATS DE BIENS ET SERVICES								
Transport scolaire	92	–	**92**	1 756	–	–	53	**1 901**
Fournitures et livres scolaires	67	–	**67**	240	–	–	2 430	**2 737**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	865	**865**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	1 854	–	**1 854**	–	–	–	–	**1 854**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**55 397**	**5 826**	**61 223**	**22 283**	**625**	**6 466**	**10 129**	**100 726**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G.01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage ; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

TABLEAU F.01-26

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité — *Unité* : Million d'euros

Source de financement	1987	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	2000
Dépense par financeur final (hors investissement)							
Administrations publiques (1)	6 164	10 533	10 590	10 425	10 496	10 734	10 539
dont : État	5 247	8 371	8 229	7 979	8 160	8 237	8 202
Régions	640	1 580	1 841	1 918	1 994	1 992	1 943
UNEDIC	39	1 107	1 242	1 610	1 408	1 202	1 146
Entreprises	4 375	7 632	8 401	8 168	8 448	8 861	9 217
Ménages	166	338	399	436	498	534	530
Total (hors investissement)	**10 744**	**19 610**	**20 632**	**20 638**	**20 851**	**21 331**	**21 433**
Dépense par public bénéficiaire							
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	2 254	3 718	4 448	4 648	5 000	5 313	5 457
Formation des actifs occupés (1)	6 737	11 597	11 840	11 764	11 963	12 350	12 653
Formation des demandeurs d'emploi	1 753	4 295	4 344	4 226	3 888	3 668	3 323
Total (hors investissement)	**10 744**	**19 610**	**20 632**	**20 638**	**20 851**	**21 331**	**21 433**
Investissements	135	256	250	249	251	266	222
Total général	**10 879**	**19 866**	**20 882**	**20 887**	**21 102**	**21 597**	**21 655**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34	1,68	1,72	1,67	1,62	1,61	1,55

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.

Chapitre F.02

○ Recherche et développement expérimental

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Évolution de l'effort national de recherche et de développement.

2 Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel.

3 Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.

4 La recherche et le développement technologique en France et dans quelques pays en 2000.

5 Concentration de la recherche dans les entreprises en 2000.

6 La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.

7 Dépenses intérieures et effectifs de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.

1

Présentation

De 1978 à 1993, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) réalisée en France a, en moyenne, augmenté plus rapidement que le PIB. L'indicateur de mesure de l'effort de R & D (DIRD/PIB) est ainsi passé de 1,68 % à 2,40 %. Mais à partir de 1994, la situation s'est inversée et l'effort de R & D a diminué. Après une reprise en 1999, la situation se consolide, ce ratio passant à 2,19 % en 2000 et à 2,20 % en 2001. En 2000, la DIRD s'élève à 31 milliards d'euros, dont 19,3 milliards pour la recherche exécutée par les entreprises ; la dépense nationale de recherche et développement expérimental (DNRD), qui mesure le financement national de la R & D (cf. partie 3 Définitions) atteint 31,4 milliards d'euros, 54,6 % de cette somme étant financée par les entreprises.

Les premiers résultats 2001 indiquent une poursuite de la hausse de l'effort de R & D. Contrairement à ce qui se passait ces dernières années, les dépenses de recherche progresseraient un peu plus rapidement au sein des administrations que dans les entreprises.

Les effectifs de R & D en équivalent temps plein (ETP) sont près de 320 000, soit une hausse de 3,7 % en 2000. La croissance est tout aussi rapide dans les administrations que dans les entreprises. Depuis plusieurs années, la croissance des effectifs de recherche est portée par l'augmentation du nombre de chercheurs, les autres personnels de recherche (techniciens, ouvriers et administratifs) progressant moins vite.

Les implantations régionales de la recherche sont relativement concentrées : quatre régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (plus de 40 %), Rhône-Alpes (près de 11 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur et Midi-Pyrénées (plus de 5 % chacune) rassemblent en 2000, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

La recherche publique française a été structurée par les différentes politiques de l'État avec la création de grands organismes aux statuts juridiques divers, avec la programmation de la recherche au travers des grands programmes technologiques et le soutien apporté à la recherche universitaire. L'équilibre entre ces différents pôles est en forte évolution au profit notamment des universités.

La dépense intérieure de recherche des administrations (DIRDA) s'élève à 11,6 milliards d'euros en 2000. Ces résultats ne sont pas directement comparables à ceux de 1999 compte tenu, notamment, de la rupture de traitement en 2000 des universités (évaluation plus fine des charges sociales et des pensions liées au frais de personnel, cf. Avertissement, partie 2 Méthodologie). À méthode constante la DIRDA (DIRD des administrations) recule de 0,7 % en volume.

Les Établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST, y compris le CNRS) et les Établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) sont les principaux organismes publics de recherche. En 2000, leur dépense intérieure a atteint un montant de 6,2 milliards d'euros, soit 53,3 % de la DIRDA. L'enseignement supérieur (hors CNRS) a une dépense intérieure de 3,9 milliards d'euros soit 34 % de la DIRDA.

Si la dépense intérieure du ministère de la Défense est stable en valeur en 2000, on doit noter que sa part dans l'ensemble de la DIRDA est passée de 20 % en 1992 à 7 % en 2000. En 2001, on prévoit une progression des dépenses de la Défense et une consolidation des dépenses des EPIC et des EPST.

Les administrations ont aussi un rôle de financeur via leurs dépenses extérieures (soit 4,2 milliards d'euros en 2000) dont 53% sont à destination des entreprises. La reprise amorcée en 1999 se poursuit grâce à la hausse soutenue des crédits de la Défense et aux financements de la DPAC (Direction des programmes aéronautiques civils) qui restent à un niveau élevé. Cette tendance devrait se poursuivre en 2001.

La ressource principale de ces organismes de recherche est constituée de subventions dont le budget civil de recherche et développement (BCRD), auquel il convient d'ajouter la partie du budget de l'enseignement supérieur qui finance des activités de R & D, notamment les salaires des enseignants-chercheurs pris à 50 % et le budget de R & D de la Défense. Depuis 1992 la part des subventions dans le financement de la DIRDA est en recul (86 % en 1992 et 81 % en 2000) au profit principalement des ressources contractuelles (11 % en 1992 et 14 % en 2000) et des autres ressources propres (3 % en 1992 et 5 % en 2000). La diminution de l'effort de R & D propre au ministère de la Défense explique la baisse du rôle des subventions ; l'évolution du BCRD y contribue aussi. Celui-ci s'élève à 8,3 milliards d'euros en 2000, sa progression en volume (0,57 %) est inférieure à celle du PIB en 2000 et sa part dans le PIB est la plus faible depuis 1992 : 0,59 % en 2000 contre 0,67 % en 1993.

La recherche dans les entreprises

La dépense intérieure de recherche des entreprises (DIRDE) s'établit à 19,3 milliards d'euros, en progression de 3 % en volume (+ 5,3 % en 1999). D'après les premières estimations, ce dynamisme des entreprises se poursuivrait en 2001 et en 2002 (avec respectivement +2,5 % et + 3,9 % en volume). Après un retour en 1999 à des taux de croissance qui n'avaient plus été enregistrés depuis le début des années 90, l'année 2000 marque une consolidation de la reprise de la croissance des dépenses de recherche.

La progression des dépenses de recherche des entreprises a été favorisée par la croissance des effectifs de R & D (+ 3,6 %) et par la reprise des investissements en matériels / logiciels pour la R & D (+ 18 %).

Les dépenses de recherche sont très concentrées, à la fois dans les grandes entreprises et dans quelques branches d'activité. Les quatre premières branches de recherche réalisent la moitié des dépenses de R & D. Seule parmi ces quatre branches à ne pas être dans un domaine de haute technologie, l'automobile est la première branche de R & D. Son poids dans la recherche traduit avant tout l'importance de cette industrie en France, que ce soient les constructeurs ou les équipementiers. Les équipements de communication ont profité de la vague des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) pour prendre à la pharmacie la deuxième place. Cette progression est tirée aussi bien par le matériel téléphonique que par les composants électroniques. La troisième branche de recherche, la pharmacie, a vu sa croissance se tasser en 2000 après plusieurs années de forte progression. La construction aéronautique et spatiale, première branche de recherche au début des années 90, reste en quatrième position avec un recul de ses dépenses de R & D de plus de 10 %. Ce repli s'explique pour partie par l'arrivée à maturité de certains programmes. Sur plus long terme, l'aéronautique a été très touchée par la baisse des financements publics à la R & D. Les instruments de précision occupent la cinquième position, assez loin derrière l'aéronautique (6,8 % de la DIRDE).

La recherche se concentre dans les grandes entreprises (plus de 500 salariés) qui effectuent 80 % de la DIRDE et reçoivent 90 % des financements publics. Parmi ces grandes entreprises, celles qui comptent plus de 2 000 salariés réalisent 59 % de la DIRDE et absorbent plus de 83 % des financements publics. Rapportées au chiffre d'affaires, les dépenses de recherche sont particulièrement lourdes pour les toutes petites entreprises (moins de 20 salariés).

Cette concentration est encore plus grande si on s'intéresse aux groupes (plusieurs entreprises peuvent appartenir à un même groupe). Les 13 premiers groupes français en termes de recherche concentrent à eux seuls la moitié des dépenses de recherche.

La place de la France dans le monde

L'effort français de recherche (ratio DIRD/PIB), avec 2,18 %, place la France en 2000 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon, les États-Unis et l'Allemagne. Si l'on ramène l'effort de recherche au nombre d'habitant, le rang de la France est le même, mais les États-Unis précèdent le Japon et passent au premier rang selon cet indicateur.

2 ○ Méthodologie

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R & D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation. Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R & D sont la dépense nationale de R & D (DNRD), qui mesure les financements de la recherche et développement, et la dépense intérieure de R & D, qui mesure le coût des travaux de R & D exécutés (DIRD).

AVERTISSEMENT

• *Modifications de la méthodologie*

Les résultats présentés pour l'année 2000 ne sont pas directement comparables avec les résultats 1999. En effet, plusieurs changements méthodologiques sont intervenus, qui permettent d'améliorer la représentation de la recherche publique mais introduisent des ruptures de séries. Ces changements sont les suivants :

– l'évaluation de la dépense de recherche des universités a été améliorée, par la prise en compte des charges sociales et des pensions de retraite ;

– certains organismes ont modifié leur réponse de façon à être en harmonie avec le contrat de plan pluriannuel qui les lie à l'État ;

– la mise en œuvre d'un questionnaire rénové a permis de clarifier certaines notions (contrats, nature des ressources propres, effectifs) et a induit un changement de réponse de certains organismes.

Compte tenu de la multiplicité des sources de rupture, il était difficile de produire deux séries de données pour 2000 : l'une à méthode constante et l'autre avec les nouvelles évaluations.

L'exercice a cependant été réalisé sur la DIRD et la DNRD. Ainsi, à méthode constante, la DIRD ne progresse que de 1,6 % en volume entre 1999 et 2000 (contre 4 % avec la nouvelle méthode). Cette hausse, inférieure à celle du PIB (+ 3,8 % en volume), résulte d'une hausse de la DIRD des entreprises de 2,9 % et d'une baisse de la DIRD des administrations de 0,7 %. De même, la DNRD aurait progressé de 1,9 % en volume à méthode constante (contre 4,4 % après changements méthodologiques), résultat d'une hausse de 2,1 % de la DNRD des entreprises et de 1,2 % de la DNRD des administrations.

Les résultats des enquêtes 1998 comportent des changements significatifs qui ont obligé à une nouvelle estimation des résultats 1997 afin de pouvoir établir des comparaisons.

Le premier changement porte sur l'évaluation des dépenses intérieures de la Défense. La collaboration avec les services de la Direction Générale de l'Armement a conduit à une nouvelle estimation de dépenses intérieures des laboratoires de la Défense et de la direction des applications militaires de la Défense : la correction s'élève à 0,47 milliard d'euros pour l'année 1997. C'est le changement essentiel auquel s'ajoute pour la recherche publique civile, une réappréciation des données relatives au CEA civil et aux dépenses de recherche clinique, soit respectivement 57,2 millions d'euros et 45,7 millions d'euros.

Les nouvelles estimations de 1998 ont ainsi donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP (équivalent temps plein), dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des administrations. Les nouvelles informations du ministère de la Défense ont en effet permis de corriger les effectifs qui de 19 544 (chiffre qui n'avait pas été révisé depuis une vingtaine d'années) sont passés à 4 063, soit un écart de 15 481. Les corrections intervenues au CEA et dans la recherche clinique ont limité l'impact de la révision des effectifs de la Défense.

De même, des modifications apportées au contour de R & D de quelques très grandes entreprises se sont traduites par une réévaluation de 0,4 milliard d'euros de la dépense intérieure des entreprises en 1997.

Enfin, en 1992, une rupture de série avait pour origine :

– le changement de statut de France Télécom et de Giat industries qui les a fait passer du secteur des administrations à celui des entreprises ;

– le changement de la nomenclature d'activité (de la NAP à la NAF) utilisée pour coder la branche de recherche dans les entreprises ;

– l'enquête auprès des entreprises qui a fait l'objet simultanément d'une extension de champ, d'une mise en sondage partielle, et de l'introduction d'une procédure de redressement des non-réponses ;

– l'interrogation d'organismes publics comme l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

– les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL).

L'État comprend les services ministériels et établissements publics administratifs, civils et militaires ; les organismes publics de recherche (Établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) ; établissement public à caractère industriel et commercial (ÉPIC) ; établissement public à caractère administratif (ÉPA)) à l'exception du CNRS et de ses instituts classés dans le secteur de l'enseignement supérieur ; les administrations territoriales (régions, départements, etc.). L'enseignement supérieur comprend les universités et les établissements publics d'enseignement sous tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur ou d'autres départements ministériels ; le CNRS et ses instituts ; les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer. Le secteur des associations comprend les fondations et associations ou institutions sans but lucratif. Sont cependant exclues de ce secteur les associations qui sont rattachées à d'autres secteurs du fait principalement de l'origine de leurs ressources.

– les entreprises publiques et privées et les centres techniques des organismes professionnels.

L'analyse de l'effort national de R & D et de son évolution s'appuie sur :

– la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R & D dans le produit intérieur brut) ;

– la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R & D ;

– l'évaluation des effectifs occupés dans la R & D, dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir

des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».
Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de la Programmation et du Développement du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :
– DIRD/PIB par pays (en %) ;
– indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par milliers d'actifs.

3
○ Définitions

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R & D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.
La relation avec la DIRD est la suivante :
DNRD = DIRD + financements nationaux des travaux de recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de recherche exécutés en France.

Les travaux de recherche et développement (R & D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.
Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.
Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :
– la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière) ;
– la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé) ;
– le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (direction de la Programmation et du développement, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche ;
– INSEE, OCDE.

Publications du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche :

– « Recherche et développement en France, résultats 1999, estimations 2000, Objectifs socio-économiques du BCRD 2000 », *dossier n° 126* décembre 2001.
Notes d'information :
– « Les chercheurs en entreprise, évolution sur longue période et situation en 1997 », n° 00.10, mars 2000 ;
– « La Recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », n° 00.30, septembre 2000 ;
– « La place des femmes dans la recherche », n° 00.31, septembre 2000 ;
– « Le financement public de la recherche-développement dans les principaux pays de l'OCDE », n° 00.47 novembre 2000 ;
– « Création ou rachat de centres de R & D : deux voies pour assurer la présence des groupes français à l'étranger », n° 01.26 juin 2001 ;
– « L'effort de recherche et développement des principaux groupes industriels français », n° 01.41 août 2001 ;
– « Recherche et développement en 1999 et 2000 », n° 01.50 novembre 2001.
Éducation et formations :
– « Recherche et innovation », n° 59 avril-juin 2001.

Autres publications :

– « La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati 1993* », OCDE 1994.
– « Les dépenses et le personnel de R & D en Europe en 1999 et 2000 », *Statistiques en bref, Science et technologie*, n° 6/2001, Eurostat.

5
○ Tableaux

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et de développement

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — %

	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Effort global (DIRD/PIB en %) (1)	2,31	2,30	2,22	2,17	2,19	2,18	2,20
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	49,5	48,8	47,7	44,8	44,4	45,4	45,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRD)	39,0	38,5	37,5	37,7	36,8	37,5	37,6
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	50,5	51,2	52,3	55,2	55,6	54,6	54,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	61,0	61,5	62,5	62,3	63,2	62,5	62,4

(1) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel

Unités : Million d'euros

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — Variation : %

	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**27 563**	**28 091**	**28 006**	**28 724**	**29 885**	**31 438**	**32 654**
Variation annuelle en volume (1)	0,4	0,5	– 1,6	1,6	3,5	n.s.	2,4
Financement par les administrations (2)	13 648	13 718	12 981	12 859	13 267	14 272	14 871
Variation annuelle en volume (1)	– 0,8	– 0,9	– 6,6	– 1,8	2,7	n.s.	2,7
Financement par les entreprises	13 915	14 373	15 025	15 865	16 618	17 166	17 783
Variation annuelle en volume (1)	1,6	1,8	3,2	4,6	4,1	2,5	2,1
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**27 302**	**27 836**	**27 756**	**28 319**	**29 528**	**30 954**	**32 227**
Variation annuelle en volume (1)	0,3	0,5	– 1,6	1,1	3,8	n.s.	2,6
Exécution par les administrations (2)	10 653	10 704	10 399	10 687	10 873	11 605	12 105
Variation annuelle en volume (1)	2,6	– 1,0	– 4,1	1,8	1,3	n.s.	2,8
Exécution par les entreprises	16 964	17 131	17 357	17 632	18 655	19 348	20 122
Variation annuelle en volume (1)	– 1,1	1,4	–	0,6	5,3	2,9	2,5

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif). Rupture de série pour les administrations entre 1999 et 2000.

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Millier (1)

	1995	1996	(2) 1997	1998	1999	2000
Effectif total de Recherche et Développement	**318,4**	**320,8**	**306,2**	**309,3**	**314,5**	**327,5**
Entreprises	162,0	162,6	166,3	167,8	171,6	177,7
en %	50,9	50,7	54,3	54,3	54,6	54,3
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	75,7	76,7	59,9	59,2	59,6	59,7
Enseignement supérieur (3)	80,7	81,5	79,9	82,2	83,3	90,1
Effectif des seuls chercheurs (4)	**151,2**	**154,8**	**154,7**	**155,7**	**160,4**	**172,1**
Entreprises	66,6	68,5	72,0	71,7	75,4	81,0
en %	44,0	44,2	46,5	46,1	47,0	47,1
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	30,9	31,7	27,8	27,7	28,3	29,5
Enseignement supérieur (3)	53,7	54,6	54,9	56,3	56,7	61,6

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.
(4) Y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST).

TABLEAU F.02-4

La recherche et le développement technologique en France et dans quelques pays en 2000 (1)

Sources : OCDE, Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

	États-Unis	(2) Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni	Italie
DIRD/PIB (pourcentage)	2,70	2,98	2,48	2,18	1,86	1,04
DIRD (France base 100) (3)	845	313	168	100	86	47
DIRD par habitant (France base 100) (3)	186	149	124	100	87	49
Nombre de chercheurs dans les entreprises	...	...	133 529	75 390	92 133	...
Nombre de chercheurs dans les administrations (y compris les boursiers de thèse) (4)	...	...	106 741	85 033	...	...
Ensemble des chercheurs	...	...	240 270	160 423	...	...
Nombre de chercheurs par millier d'actifs	...	...	6,00	6,10	...	...

(1) Les statistiques du nombre de chercheurs, ainsi que les statistiques de l'Italie, portent sur l'année 1999.
(2) La série des dépenses intérieure de recherche et de développement (DIRD) a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche et non en personnes physiques.
(3) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(4) Comprend les secteurs de l'État, de l'enseignement supérieur et des associations.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises en 2000

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 4	compris entre 5 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	**n. s.**
%	66,9	16,0	8,0	5,4	1,7	2,1	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein recherche	7 023	5 441	5 754	8 555	6 092	48 147	**81 012**
%	8,7	6,7	7,1	10,6	7,5	59,4	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche	15 928	11 057	12 711	19 064	13 641	105 287	**177 688**
%	9,0	6,2	7,2	10,7	7,7	59,3	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million d'euros)	1 127	851	1 072	1 780	1 646	12 872	**19 348**
%	5,8	4,4	5,5	9,2	8,5	66,5	**100,0**
Financement public (million d'euros)	84	42	41	71	61	1 902	**2 202**
%	3,8	1,9	1,9	3,2	2,8	86,4	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de Recherche et Développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
DIRD des entreprises : montant total	**16 649**	**17 131**	**17 357**	**17 632**	**18 655**	**19 348**	**20 122**
% du PIB	1,41	1,41	1,39	1,35	1,38	1,37	1,37
Variation annuelle en volume (%) (1)	– 1,1	1,4	–	0,6	5,2	2,9	2,5
Financement de la DIRD des entreprises :							
Sur fonds des entreprises	12 523	12 872	13 543	14 187	14 880	15 398	16 013
% du total	75	75	78	80	80	80	80
variation annuelle en volume (%) (1)	1,5	1,3	3,9	3,8	4,3	2,7	2,5
Sur fonds publics	2 277	2 314	1 980	1 794	2 129	2 202	2 290
% du total	14	14	11	10	11	11	11
variation annuelle en volume (%) (1)	– 12,5	0,2	– 15,5	– 10,2	18,1	2,6	2,5
Sur autres fonds (2)	1 850	1 945	1 834	1 651	1 646	1 749	1 819
% du total	11	11	11	9	9	9	9

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures et effectifs de Recherche et Développement expérimental des entreprises et administrations

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

Unités : Million d'euros
Effectifs : Millier

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	*r* 1999				2000			
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)
Industrie automobile	2 491,0	8,9	22,4	6,6	2 671,3	11,8	23,8	7,1
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (2)	2 334,7	407,6	20,0	11,5	2 653,5	412,6	20,6	12,6
Industrie pharmaceutique (3)	2 457,6	14,5	18,2	6,3	2 401,5	11,1	18,3	6,5
Construction aéronautique et spatiale	2 194,1	875,3	15,0	6,1	1 964,9	824,9	14,7	5,9
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (4)	1 256,4	335,0	12,5	7,5	1 320,2	395,3	11,9	7,5
Industrie chimique (5)	1 136,4	52,6	11,5	3,9	1 189,3	52,1	11,1	4,0
Services de transports et télécommunications	673,9	3,6	3,7	2,8	995,2	10,1	2,9	2,0
Fabrication de machines et équipements (6)	830,6	209,5	10,1	3,5	921,2	239,4	10,4	3,6
Énergie et extraction produits énergétiques	803,3	22,7	5,8	3,0	722,8	28,7	5,8	3,1
Fabrication de machines et appareils électriques	689,7	10,1	7,0	2,9	678,3	7,8	7,8	3,7
Services informatiques	464,2	19,9	4,7	3,8	496,3	34,8	6,0	5,0
Autres activités marchandes	3 323,1	169,3	36,9	13,8	3 334,1	173,0	38,3	14,4
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	10 873,0	///	142,9	85,0	11 605,0	///	149,8	91,1
Ensemble	**29 528,1**	**2 129,1**	**310,7**	**156,7**	**30 953,4**	**2 201,6**	**321,4**	**166,5**

(1) Y compris les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST). Ces effectifs sont exprimés en équivalent temps plein recherche.
(2) Y compris composants.
(3) Y compris la fabrication des principes actifs.
(4) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(5) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(6) Y compris armement et appareils domestiques.

Chapitre F.03

○ Propriété industrielle

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.

2 Origine des déposants par la voie nationale.

3 Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale.

4 Dépôts de marques pour une protection en France.

5 Dessins et modèles déposés pour une protection en France.

1

○ Présentation

Il existe trois voies (nationale, européenne, internationale) pour obtenir une protection en France par brevet. Étant donné les procédures en vigueur, ces trois voies ne sont pas additives car les demandes européennes et internationales (PCT), désignant la France, peuvent porter sur le même objet que des demandes de brevet nationales déposées antérieurement.

Par rapport à 2000, les demandes de brevets d'invention pour une protection en France progressent, en 2001, pour la voie européenne (+ 2,37 %) et surtout pour la voie internationale (+ 14,29 %). Ces demandes sont essentiellement le fait de déposants non-résidents.

La voie nationale reste principalement utilisée par des déposants français. Le nombre de dépôts par la voie nationale, effectué par des résidents en France, et qui augmente régulièrement depuis 1995 connaît un léger tassement en 2001. La majorité des dépôts (environ 61 %) par la voie nationale et par des déposants étrangers sont effectués par des déposants allemands, japonais et américains.

Les dépôts de marques, pour une protection en France, ont connu, après une croissance régulière de 1990 à 2000, un recul de 13 % entre 2000 et 2001, toutes voies confondues, reflétant l'évolution de la conjoncture économique.

Les déposants français représentent 54 % des demandes pour une protection en France, toutes voies de dépôts confondues.

La forte augmentation des dépôts d'origine étrangère, depuis 1996, est due à la création à cette date de la marque communautaire. Le nombre de dépôts par voie communautaire pour une protection en France, par des résidents ou des non-résidents, après une croissance régulière, connaît également un recul.

Le nombre de dessins et modèles déposés, pour une protection en France, par la voie nationale croît de 11 % entre 2000 et 2001, et ce, malgré le recul des dépôts par la voie internationale (- 17,5 % entre 2000 et 2001). Cette augmentation intervient après un mouvement de recul général en 2000.

Sur le moyen terme, le nombre de dépôts de modèles a augmenté fortement, à partir de 1994, du fait de la procédure française de dépôt simplifié permettant de déposer un nombre élevé de dessins et modèles dans chaque dépôt.

2

○ Méthodologie

21. Généralités

Les généralités ci-dessous concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Jusqu'en 1978 la protection, sur le territoire français, ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

– la voie nationale.

La matière est régie par la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant, en première partie, la propriété littéraire et artistique et en deuxième partie, la propriété industrielle.

Ce texte a codifié, à droit constant, les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué, soit à l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) au siège de Paris, soit dans un de ses dix centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- *une description de l'invention ;*
- *une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée ;*
- *un abrégé du contenu technique de l'invention ;*
- *la justification du paiement des redevances prescrites.*

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut National de la Propriété Industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

– la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-neuf États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

– la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans près de cent pays. Un délai de trente mois est ouvert, pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

– la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage, crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licéité et de son éventuel caractère trompeur. L'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition, auprès de l'INPI, à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

– la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique, sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). La durée de la protection est de dix ans indéfiniment renouvelable.

– la voie internationale.

L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant une soixantaine de pays, permet, par une seule et même formalité, d'étendre à tous les pays membres ou à certains

d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut National de la Propriété Industrielle. La durée de protection obtenue à l'étranger, grâce à ce dépôt, est de dix ans également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :
– la voie nationale.
Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement, selon son intérêt :
• de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique, codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination sans que soit exigée aucune formalité ;
• de la loi du 14 juillet 1909, spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.
La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.
Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.
La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.
De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants, appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode), à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.
L'ordonnance d'application de la directive européenne 98/71 du 25 juillet 2001 et applicable depuis le 1er octobre 2001 fixe la durée de protection à 5 ans renouvelables 5 fois maximum.
– la voie internationale.
Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.
L'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection, dans les 29 pays membres, au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.
– la voie communautaire
La directive communautaire 98/71/CE du 13 octobre 1998, qui a harmonisé les principales règles applicables aux dessins ou modèles enregistrés dans les États membres, marque une étape importante dans la construction d'une protection communautaire des dessins et modèles. Elle a été suivie d'un règlement communautaire adopté en décembre 2001, qui permet la création d'un nouvel instrument : le modèle communautaire. Les premiers dépôts de dessins et modèles communautaires seront enregistrés en 2003.

22. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des demandes de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces dépôts sont comptabilisés par l'INPI et par les Offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.
Les domaines technologiques, pris en compte dans le tableau F.03-3, sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la Convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles, telles que la NAF, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe ; la dernière mise à jour date du 1er janvier 2000. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3 ○ Définitions

Brevets d'invention

Ils concernent :
– les produits nouveaux considérés, dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette) ;
– les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.
Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Comptage fractionnaire

Pour la répartition « Personnes physiques, personnes morales », les règles de comptage appliquées sont les suivantes :
– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes physiques, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;
– en cas de co-dépôt de plusieurs personnes morales, une part fractionnaire du dépôt est attribuée à chacun des déposants ;
– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et au moins une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale.
Pour la répartition déposants français, déposants étrangers, on applique en outre la règle suivante :
– en cas de co-dépôt entre au moins une personne physique et une personne morale, le dépôt est compté comme un dépôt de personne morale. On retient alors la nationalité de(s) personne(s) morale(s) en attribuant une part fractionnaire du dépôt à chacune des nationalités.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).
Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.
Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon) et de constituer, par là même, un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.
Ce sont des armes défensives et offensives.
Pour tous ces titres de propriété, il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets (la voie européenne et la voie internationale dite PCT) et les marques (la voie communautaire et, depuis 1996, la voie internationale).

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale ; la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996 demande de protection des marques, dans les pays de l'Union européenne, auprès de l'Office d'Harmonisation du Marché Intérieur (OHMI).

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, Arrangement de Madrid pour les marques, Arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut National de la Propriété Industrielle.

Organismes :

- Institut National de la Propriété Industrielle.
- INSEE.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

- dossier : « Les brevets », n^{os} 275-276, 1994.

Autres publications :

Législation :

- *Le droit français des signes distinctifs,* P. Mathély Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.
- *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* J.J. Burst, R. Kovar - Paris : Litec, 1986.
- Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen, B. Phelip - Paris : Delmas, 1989.
- *Le droit des brevets,* par J. Foyer, M. Vivant - Paris : PUF, 1990.
- *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers*, Y. Saint-Gal - Paris : Delmas, 1991.
- *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.
- *Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels*, par J. L. Pierre - Paris : Édition formation entreprise, 1993.
- *Le nouveau droit français des marques*, par P. Mathély, J.J. Burst - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.
- *Traité des dessins et modèles* par P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.
- *Le droit des dessins et modèles*, par D. Cohen - Paris : Economica, 1997.
- *Le droit de la propriété industrielle*, par A. Chavanne, J.J. Burst - Paris : Dalloz, 1998.
- *Le droit français de la propriété intellectuelle*, par Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.) - Paris : Cedat, 1999.
- *Des brevets et des marques, une histoire de la propriété industrielle*, A. Beltran, S. Chauveau, G. Galvez-Behuc, Fayard, 2001.

Statistiques :

- Statistiques annuelles de l'INPI, de l'OEB, de l'OMPI et de l'OHMI, disponibles sur :

www.inpi.fr
www.wipo.org
www.european-patent-office.org
http://oami.eu.int

- « Ten years of the European Patent Office » - *World Patent Information*, vol. 10, n° 2, 1988
- *La marque communautaire en 1997 : analyse statistique des dépôts à l'OHMI*, par l'Institut de Recherche en Propriété Intellectuelle Henri-Desbois (IRPI).

5

○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).
Voir aussi le chapitre O.02 « Balance des paiements ».

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France (1)

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
Office européen des brevets
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Unité : Nombre

	1997	1998	1999	2000	2001
Voie nationale (2)	**16 882**	**16 796**	**16 875**	**17 351**	**17 114**
Résidents	13 215	13 211	13 518	13 790	13 504
Non résidents	3 667	3 585	3 357	3 561	3 610
Voie européenne	**72 904**	**82 087**	**89 359**	**107 483**	**110 025**
Résidents	5 091	5 644	6 180	6 791	6 804
Non résidents	67 813	76 443	83 179	100 692	103 221
Taux de désignation de la France (%) (3)	94,55	97,34	97,14	97,30	99,34
Voie internationale	**52 425**	**64 750**	**71 450**	**90 948**	**103 947**
Résidents	2 380	3 204	3 511	3 601	4 616
Non résidents	50 045	61 546	67 939	87 347	99 331

(1) En raison des procédures de dépôts en vigueur, il n'est plus possible d'exploiter les statistiques comme précédemment ; les trois voies de dépôts ne sont pas additives. La série n'a pu être recalculée que depuis 1997 (cf. texte du chapitre, partie « 1 Présentation »).
(2) Comptage fractionnaire (cf. texte du chapitre, partie « 3 Définitions »).
(3) En 2001, la France est désignée dans 99,34 % des demandes de brevets par la voie européenne, c'est-à-dire que 99,34 % des demandes européennes font l'objet d'une demande de protection sur le territoire français.

TABLEAU F.03-2

Origine des déposants par la voie nationale (1)

Sources : Institut National de la Propriété Industrielle
Office européen des brevets
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Unité : Nombre

	1997	1998	1999	2000	2001
Déposants français	**13 215**	**13 211**	**13 518**	**13 790**	**13 506**
Personnes morales	9 592	9 800	10 291	10 371	10 034
Personnes physiques	3 623	3 411	3 227	3 419	3 470
Déposants étrangers	**3 667**	**3 585**	**3 357**	**3 561**	**3 610**
Personnes morales	3 306	3 281	2 987	3 177	3 252
Personnes physiques	361	304	370	384	358
dont : Allemagne	1 084	1 138	1 075	1 005	1 079
Japon	632	621	580	638	682
États-Unis	552	547	461	565	442
Taïwan	231	204	230	299	279
République de Corée	224	224	135	124	109
Suisse	176	199	201	151	153
Pays-Bas	165	114	122	155	186
Italie	123	116	105	125	154
Grande-Bretagne	96	89	96	50	63
Espagne	82	57	77	89	89
Belgique	60	51	39	91	72
Autres	242	226	235	271	304

(1) En raison des procédures de dépôts en vigueur, il n'est plus possible d'exploiter les statistiques comme précédemment. La série n'a pu être recalculée que depuis 1997.

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle — *Unité* : Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Électronique-Électricité	**2 600**	**2 419**	**2 522**	**2 628**	**2 649**	**2 869**	**3 237**	**3 490**	**3 543**	**3 952**	**3 815**
Composants électriques, électrotechnique	1 029	1 080	1 072	1 158	1 194	1 237	1 237	1 248	1 268	1 310	1 172
Audiovisuel	488	353	382	369	383	403	429	420	404	470	446
Télécommunications	513	441	579	574	587	680	890	1 073	1 046	1 170	1 187
Informatique	407	402	377	379	365	405	469	542	591	791	794
Semi-conducteurs	163	143	112	148	120	144	212	207	234	211	216
Instrumentation	**1 991**	**1 853**	**1 904**	**2 086**	**1 906**	**1 985**	**2 078**	**1 904**	**1 925**	**1 908**	**1 892**
Optique	380	339	317	375	383	409	423	311	327	309	354
Analyse, mesure et contrôle	1 041	897	938	951	904	953	1 005	983	955	1 011	942
Ingénierie médicale	570	617	649	760	619	623	650	610	643	588	596
Chimie, pharmacie	**1 255**	**1 179**	**1 225**	**1 335**	**1 380**	**1 335**	**1 421**	**1 470**	**1 557**	**1 569**	**1 546**
Chimie organique fine	506	474	470	476	484	429	467	432	468	402	401
Chimie macromoléculaire	216	193	172	205	233	243	248	190	243	270	209
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	283	245	339	396	438	439	444	555	535	602	602
Biotechnologies	113	140	113	145	131	118	145	163	186	178	202
Produits pour l'agriculture et l'alimentation	137	127	131	113	94	106	117	130	125	117	132
Procédés-Chimie de base-Métallurgie	**2 263**	**1 952**	**2 073**	**1 976**	**1 924**	**1 912**	**1 912**	**1 951**	**1 977**	**1 873**	**1 794**
Procédés technologiques généraux	468	408	486	476	440	424	428	447	506	441	447
Traitement de surface-Revêtement	166	178	173	164	150	143	156	168	151	162	166
Travail des matériaux	576	399	410	398	431	399	387	408	436	377	389
Procédés thermiques et appareillages	311	298	352	305	267	326	316	340	278	294	230
Matériaux, métallurgie (1)	433	319	320	298	281	297	265	280	242	276	232
Industrie chimique et pétrolière	210	180	177	177	219	193	196	155	197	155	163
Environnement-Pollution	99	170	155	158	136	130	164	153	167	168	167
Machines, mécanique-Transport	**4 927**	**4 821**	**5 025**	**4 857**	**4 886**	**4 995**	**5 233**	**5 139**	**5 121**	**5 069**	**4 978**
Machines-outils	448	435	466	363	322	394	356	337	360	340	317
Moteurs, pompes, turbines	464	368	408	419	444	468	534	539	500	564	595
Composants mécaniques	1 128	1 100	1 140	1 022	1 121	1 033	1 051	1 085	1 107	1 033	1 088
Manutention, imprimerie	1 069	1 120	1 116	1 079	1 079	1 086	1 047	1 045	1 074	987	895
Machines et appareils pour l'agriculture et l'alimentation	443	395	417	418	362	428	460	415	383	363	343
Transport	1 091	1 164	1 244	1 280	1 322	1 393	1 573	1 521	1 508	1 630	1 586
Technologie nucléaire	117	101	93	105	104	60	66	87	66	60	47
Spatial-Armement	167	138	141	171	132	133	146	110	123	92	107
Consommation des ménages-BTP	**2 474**	**2 253**	**2 441**	**2 559**	**2 631**	**2 798**	**2 587**	**2 490**	**2 388**	**2 543**	**2 485**
Équipements et produits de consommation	1 387	1 264	1 442	1 472	1 516	1 714	1 601	1 568	1 411	1 592	1 484
Bâtiment-Travaux publics	1 087	989	999	1 087	1 115	1 084	986	922	977	951	1 001
Demandes non classées	**1 128**	**1 609**	**850**	**598**	**520**	**506**	**421**	**351**	**372**	**439**	**604**
Total des demandes	**16 638**	**16 086**	**16 040**	**16 039**	**15 896**	**16 400**	**16 889**	**16 795**	**16 874**	**17 353**	**17 114**

(1) La ligne "Matériaux, métallurgie" est classée dans "Procédés-Chimie de base-Métallurgie" et non plus dans "Chimie, pharmacie" comme dans les éditions précédentes. Les sous-totaux correspondants sont, de ce fait, modifiés.

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle — *Unité* : Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Voie nationale	**81 139**	**60 884**	**63 364**	**65 761**	**69 481**	**72 598**	**75 335**	**83 987**	**90 706**	**101 047**	**86 465**
Résidents en France	67 771	50 359	51 991	53 984	56 845	61 808	64 734	71 491	80 020	89 850	77 488
Non-résidents	13 368	10 525	11 373	11 777	12 636	10 790	10 601	12 496	10 686	11 197	8 977
Voie communautaire	///	///	///	///	///	**42 993**	**27 238**	**31 228**	**41 223**	**57 273**	**48 856**
Résidents en France	///	///	///	///	///	1 610	1 898	2 161	2 731	3 399	3 171
Non-résidents	///	///	///	///	///	41 383	25 340	29 067	38 492	53 874	45 685
Voie internationale	**13 986**	**13 635**	**12 938**	**12 935**	**13 413**	**13 385**	**12 996**	**13 820**	**13 386**	**14 897**	**14 155**
Résidents en France	34	48	34	28	–	5	3	19	–	–	55
Non-résidents	13 952	13 587	12 904	12 907	13 413	13 380	12 993	13 801	13 386	14 897	14 100
Total	**95 125**	**74 519**	**76 302**	**78 696**	**82 894**	**128 976**	**115 569**	**129 035**	**145 315**	**173 217**	**149 476**

TABLEAU F.03-5

Dessins et modèles déposés pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle — *Unité* : Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Voie nationale	**25 295**	**25 600** *e*	**23 000** *e*	**23 800** *e*	**36 636**	**47 154**	**52 375**	**57 427**	**62 197**	**56 507**	**60 665**
Résidents en France	23 050	23 400 *e*	21 000 *e*	21 600 *e*	33 969	44 061	48 709	53 942	58 284	51 709	56 495
Non-résidents	2 245	2 200 *e*	2 000 *e*	2 200 *e*	2 667	3 093	3 666	3 485	3 913	4 798	4 170
Voie internationale	**11 400**	**13 471**	**14 626**	**14 349**	**12 985** *e*	**13 509** *e*	**15 342** *e*	**16 136** *e*	**17 130** *e*	**18 895** *e*	**15 592**
Résidents en France	1 490	1 820	1 970	1 940	1 881 *e*	1 985 *e*	2 623 *e*	2 412 *e*	2 453 *e*	2 832 *e*	2 379
Non-résidents	9 910	11 651	12 656	12 409	11 104 *e*	11 524 *e*	12 719 *e*	13 724 *e*	14 677 *e*	16 063 *e*	13 213
Total	**36 695**	**39 071** *e*	**37 626** *e*	**38 149** *e*	**49 621** *e*	**60 663** *e*	**67 717** *e*	**73 563** *e*	**79 327** *e*	**75 402** *e*	**76 257**

Chapitre G.01

○ Comptabilité nationale

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Ressources et emplois de biens et services à prix courants.

2 Ressources et emplois de biens et services en volume.

3 Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume.

4 Valeur ajoutée par branche à prix courants.

5 Valeur ajoutée par branche en volume.

6 Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants.

7 Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants.

8 Principaux agrégats par habitant - France entière.

9 Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages.

10 Principaux ratios des entreprises non financières.

11 Emploi intérieur total par branche et emploi intérieur salarié par secteur institutionnel.

12 Emploi intérieur salarié par branche.

13 Durée annuelle effective du travail, volume d'heures travaillées et productivité horaire apparente du travail par branche.

14 Grands agrégats et opérations avec le reste du monde.

15 Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).

16 Critères de convergence de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht.

1

❍ Présentation

En 2001, la croissance de l'économie française s'établit à 1,8 % en moyenne annuelle et en volume, mais le produit intérieur brut ne progresse que de 0,5 % en glissement, entre la fin 2000 et la fin 2001. Le brusque décrochage de la croissance française que n'avaient durablement freinée, ni les crises des pays émergents, ni le choc pétrolier (après + 3,2 % en 1999 et + 3,8 % en 2000) s'inscrit dans une crise mondiale, elle-même liée à un fort ralentissement de l'économie américaine.

Le retournement des exportations est la manifestation la plus immédiate de la dégradation de l'environnement international : en volume et en moyenne annuelle elles sont quasiment stables (+ 0,5 %) et se replient de 6,7 % en glissement.

Par ailleurs, les industriels gèrent leurs stocks au plus juste et gèlent leurs projets d'investissement. Ainsi, les variations de stocks réduisent comptablement la croissance de 0,8 point et l'investissement ne progresse que de 2,3 % en volume, après des hausses avoisinant les 8 % en 1999 et 2000.

L'année 2001 voit également s'achever l'embellie de l'investissement en logement des ménages. Alors que beaucoup de tendances se retournent, le revenu disponible brut des ménages progresse à un rythme historiquement rapide (+ 5 % après + 4,3 % en 2000). Par ailleurs, après un rebond au printemps, l'inflation retrouve en fin d'année son allure de croisière (+ 1,7 % en moyenne). Aussi, les gains de pouvoir d'achat des ménages sont-ils plus importants qu'en 2000 (+ 3,3 % après + 2,8 %) ce qui explique le dynamisme persistant des dépenses de consommation (+ 2,6 %). La vigueur des revenus est liée à une conjonction de facteurs favorables : les ménages bénéficient d'importants allégements fiscaux, les salaires sont revalorisés et l'emploi reste relativement dynamique (220 000 postes sont encore créés). Toutefois, dans un contexte de progression sensible de l'offre de travail, la décrue du chômage s'interrompt : le taux de chômage s'établit à 9 % de la population active en décembre.

La dégradation de la demande fait glisser l'industrie dans la récession en fin d'année et certains secteurs des services, traditionnellement plus abrités, sont également affectés (transports, télécommunications). Le déstockage, l'attentisme des industriels et le ralentissement de l'investissement se répercutent sur les importations qui reculent de 8,4 % en glissement et en volume. Ainsi, comptablement, les échanges extérieurs ne freinent pas la croissance mais celle-ci est principalement soutenue par une contribution de 1,4 point des dépenses de consommation. Le ralentissement de l'activité, sans restriction des dépenses publiques, se répercute sur le déficit public qui, en pourcentage du PIB, cesse de se réduire (1,4 %).

2

❍ Méthodologie

Les principales notions

La comptabilité nationale vise à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Elle se fonde sur un ensemble de données statistiques.

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques concernant les unités localisées sur un territoire qualifié de « territoire économique ».

En base 1995, le territoire économique comprend le territoire géographique de la France métropolitaine et des DOM, les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France.

Les concepts fondamentaux de la comptabilité nationale sont les notions de production, de revenu et d'épargne. La production mesure la création de biens et de services sur le territoire économique. Elle constitue l'essentiel de l'offre de biens et de services permettant de satisfaire la demande sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. La production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, c'est-à-dire celles dont le centre d'intérêt économique est situé sur le territoire économique.

En comptabilité nationale, on utilise trois types de regroupements des unités économiques :

– les secteurs institutionnels constitués d'unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision ;

– les branches constituées d'unités de production homogène impliquées dans les activités définies par un même poste de la nomenclature d'activité ;

– les produits définis en référence à une nomenclature de produits.

Au niveau le plus global, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur brut (PIB) (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif sans double compte. Ceci impose de déduire de la production totale en biens et services, ceux qui entrent dans les processus de production en tant que consommations intermédiaires. Il convient donc de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut. On ne peut pas comparer au PIB la production ou le chiffre d'affaires de l'unité concernée. Il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et des revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour un bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Les ménages, en revanche, consacrent une part importante de leurs revenus à la consommation finale. De même, par convention, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif.

La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent

être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.
Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

La base 95 des comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 1995 » qui remplace la « base 1980 ». Un nouveau système de comptabilité a été adopté, ainsi qu'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits, et les évaluations ont fait l'objet d'une révision complète.
Le nouveau système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui même cohérent avec le système de l'ONU (SCN 93). Il n'apporte pas de bouleversement par rapport à l'ancien. Plusieurs changements ont néanmoins été introduits, dont les principaux sont les suivants :
– la production, et de ce fait la valeur ajoutée, sont évaluées au « prix de base » et non plus au « prix du producteur » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits, et inclut les subventions sur les produits ;
– il n'y a qu'une seule mesure du PIB, sans distinction du PIB marchand et du PIB non marchand ;
– deux notions de consommation finale se distinguent : la dépense de consommation et la consommation finale effective ;
– les logiciels font partie de la formation brute de capital fixe ;
– la définition des secteurs institutionnels est légèrement modifiée :
- les Institutions de crédit et les Entreprises d'assurance sont regroupées au sein des Sociétés financières,
- les Administrations privées font place aux Institutions sans but lucratif au service des ménages,
- les Grandes entreprises nationales au sein des Sociétés non financières ne sont plus distinguées,
- enfin, les contours des secteurs ont été revus, en particulier celui des Administrations publiques.
– les flux monétaires sont comptabilisés en fonction de la date du « fait générateur » ; en réalité, ce principe était déjà appliqué, mais avec de nombreuses exceptions qui sont supprimées.
– le territoire économique est étendu aux départements d'outre-mer.
Enfin, une des innovations de la « base 95 » concerne l'évaluation des comptes « en volume ». À chaque niveau d'agrégation des postes des comptes de biens et services, les indices de volume tirés chaque année des comptes aux prix de l'année précédente sont chaînés à partir de l'année 1995, vers l'avant pour les années suivant cette année, vers l'arrière pour les années la précédant. Les montants à prix constants s'obtiennent ensuite en multipliant le montant à prix courants de l'année 1995 par l'indice ainsi calculé.
Ce mode de calcul a l'avantage de fournir des évolutions sur longue période qui respectent les évolutions annuelles aux prix de l'année précédente et qui, par conséquent, tiennent compte de l'évolution au cours du temps de la structure des prix relatifs.
En revanche, les comptes ainsi obtenus ne sont pas additifs : le montant « en volume » d'un poste n'est pas égal à la somme des montants « en volume » de ses composantes. C'est la raison pour laquelle des comptes « en volume » aux prix de l'année 1995, et par conséquent additifs, sont également calculés pour les utilisateurs souhaitant en disposer. Toutefois, aucune série issue de ces comptes ne figure dans ce document.

La nouvelle nomenclature d'activités et de produits utilisée par les comptes nationaux est une agrégation de la nomenclature NAF en vigueur depuis 1993, cohérente avec la nomenclature européenne NACE rev1.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont révisées deux fois pour prendre en compte des informations nouvelles, et sont ensuite figées. Les comptes relatifs à une année donnée sont d'abord des « comptes provisoires », puis « semi-définitifs » avant d'être « définitifs », deux campagnes après la première publication.
Afin de mieux apprécier les évolutions des postes en valeur, on les décompose en une part imputable aux seuls mouvements de prix et en une autre part regroupant les effets de tous les autres facteurs :
– l'évolution des prix n'est censée retracer que les variations de prix, indépendamment des effets des améliorations de la qualité des produits et cela, pour des produits comparables dans le temps ;
– les variations en volume ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité et les effets de l'apparition de nouveaux produits. Elles sont mesurées à partir des comptes « en volume ».

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des Traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :
– *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.
– *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.
– le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.
Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.
Le 1er janvier 1999 onze pays de l'Union européenne adoptaient une monnaie unique « l'euro ». Trois ans après, le 1er janvier 2002, la mise en circulation de l'euro fiduciaire au sein de la « zone euro » concrétisait le succès de l'Union économique et monétaire. L'institution de la monnaie unique et l'existence d'une politique monétaire commune, axée sur la stabilité des prix, ont conduit à accorder une importance accrue aux politiques budgétaires et structurelles. D'une manière générale, les politiques nationales sont devenues des questions d'intérêt commun.
Les comptes nationaux français sont désormais établis en euros. Les utilisateurs qui souhaiteraient les comparer aux ordres de grandeur qui leur sont familiers pourront les obtenir par une simple multiplication par 6,55957, valeur du taux de change de l'euro par rapport au franc, au 31 décembre 1998. Ce coefficient s'applique quelle que soit l'année.

3

○ Définitions

Administrations publiques

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Branche

Regroupement d'unités de production homogène. Les branches sont définies par référence à une nomenclature de produits (CPF). Une branche produit tous les biens ou services décrits dans un poste de la nomenclature, et rien que ceux-ci.

Capacité ou besoin de financement

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation effective des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et de la dépense de consommation individualisable des Administrations.

La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.

Consommation intermédiaire

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en oeuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs, à la charge des salariés, et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi.

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages

Voir Consommation effective des ménages.

Durée effective du travail

Concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Emploi intérieur

Comprend toutes les personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, dans son activité principale quelle que soit la durée de son travail. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires (activité intérimaire, contrat à durée déterminée, CES, etc.).

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Entreprise individuelle

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées dans le secteur institutionnel des ménages.

Épargne

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Importations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi

de main-d'oeuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.

Impôts sur les produits

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des Impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir Formation brute de capital fixe (FBCF).

Ménages

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'oeuvre, le capital et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population active occupée

La population active occupée comprend la population active ayant un emploi, les militaires du contingent (comptés avec les salariés) et les chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT).

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'oeuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :
– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;
– les produits troqués ;
– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;
– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;
– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production pour usage final propre

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

Produit intérieur brut aux prix du marché

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.
Il peut se définir de trois manières :
– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des

subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteurs institutionnels

Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles considérés comme pertinents. Les unités, dites institutionnelles, constituent les unités de base de la comptabilité nationale : ce sont des unités susceptibles de posséder elles-mêmes des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.
On distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les Sociétés non financières (SNF - S.11), les Sociétés financières (SF - S.12), les Administrations publiques (APU - S.13), les Ménages (S.14), les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM - S.15).
L'ensemble des unités non-résidentes, dans la mesure où elles entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes, sont regroupées dans le Reste du monde (S.2).

Sociétés financières

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts...), les auxiliaires financiers et d'assurance, les sociétés d'assurance (y compris mutuelles, institutions de retraite complémentaire).

Sociétés non financières

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Monnaie fictive utilisée pour éliminer les différences de niveau général des prix et les variations de taux de change, afin d'améliorer la comparaison des volumes entre les pays.

Subventions

Transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les autres subventions sur la production.

Valeur ajoutée

Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

Organismes :

– INSEE.
– Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.
– Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

INSEE

• *Documents de travail :*
– « Rétropolation des séries de FBCF et calcul du capital fixe en SEC-95 dans les comptes nationaux français », Gwennaëlle Brilhaut, référence G 2002/04 ;
– « Réflexions sur les différentes notions de volume dans les comptes nationaux : comptes aux prix d'une année fixe ou au prix de l'année précédente, séries chaînées », Jean-Pierre Berthier, référence G 2002/08 ;
– « La nouvelle économie et la mesure de la croissance du PIB », François Lequiller.
• *Autres publications INSEE*
– « L'Économie française, édition 2002-2003 », éditions Hachette, *« Le livre de poche », collection Références, INSEE*, juin 2002.
– « ETC 2001-2002 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 2001 », août 2002 ;
– *INSEE-Résultats :* « Comptes nationaux. Rapport sur les comptes de la Nation 2001 », juillet 2002 incluant un cédérom avec les séries longues.

INSEE-Première :
– « Les comptes de la Nation en 2001 », n° 843, avril 2002 ;

– « Les comptes des Administrations publiques en 2001 », n° 849, mai 2002 ;
– « Les comptes financiers de la nation en 2001 », n° 851 juin 2002.
Économie et Statistique :
– « Comptabilité nationale : le passage à la nouvelle base », n^{os} 321/322, janvier-février 1999 ;
– « La comptabilité nationale vingt ans après », n° 318, août 1998.
Courrier des statistiques : « La nouvelle base 1995 », n^{os} 87-88, décembre 1999.

Autres publications

– « Une histoire de la Comptabilité Nationale », André Vanoli, *collection Repères, La découverte, 2002.*
– « Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, Études méthodologiques, série F, n° 2, rev. 3.
– « System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.
– « Système européen de comptes économiques intégrés », SEC 95, Eurostat.

– Pour d'autres informations, vous pouvez également vous connecter sur le site de l'INSEE : **www.insee.fr**

5

○ Tableaux

Des tableaux supplémentaires et rétrospectifs sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 181 849**	**1 212 178**	**1 251 163**	**1 305 851**	**1 355 102**	**1 416 877**	**1 463 722**
Importations	**249 764**	**259 634**	**281 681**	**306 376**	**320 837**	**385 961**	**385 621**
Total ressources	**1 431 613**	**1 471 812**	**1 532 844**	**1 612 227**	**1 675 939**	**1 802 838**	**1 849 343**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	649 034	669 638	679 956	708 107	733 842	764 019	796 463
Individuelle des administrations publiques	166 781	172 704	177 482	183 542	189 251	198 313	207 412
Collective des administrations publiques	115 374	120 490	125 413	122 514	126 474	131 151	133 197
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	7 028	7 301	7 624	7 961	8 482	8 536	9 347
Total dépenses de consommation finale	**938 218**	**970 133**	**990 475**	**1 022 124**	**1 058 049**	**1 102 019**	**1 146 419**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	122 995	122 772	122 300	133 471	144 853	159 957	165 540
Des ménages hors entreprises individuelles	54 344	55 259	57 063	59 814	64 392	67 074	69 070
Des sociétés financières	6 043	6 827	7 971	9 363	10 347	11 966	11 671
Des administrations publiques	38 564	38 971	37 079	37 720	40 483	45 575	48 930
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	152	147	174	257	332	347	383
Total formation brute de capital fixe	**222 098**	**223 975**	**224 588**	**240 625**	**260 407**	**284 919**	**295 594**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**917**	**892**	**985**	**1 137**	**1 250**	**1 458**	**1 484**
Variation des stocks	**4 407**	**– 2 952**	**– 2 293**	**7 330**	**4 668**	**9 994**	**– 2 744**
Exportations	**265 973**	**279 764**	**319 089**	**341 012**	**351 565**	**404 448**	**408 590**
Total emplois	**1 431 613**	**1 471 812**	**1 532 844**	**1 612 227**	**1 675 939**	**1 802 838**	**1 849 343**

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 181 849**	**1 194 884**	**1 217 640**	**1 259 055**	**1 299 510**	**1 348 655**	**1 373 396**
Importations	**249 764**	**253 757**	**271 184**	**302 649**	**321 320**	**367 171**	**367 570**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	649 034	657 326	658 211	680 749	702 578	720 476	738 919
Individuelle des administrations publiques	166 781	169 612	172 361	176 488	179 343	185 256	192 111
Collective des administrations publiques	115 374	118 942	122 336	117 823	119 382	121 512	122 201
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	7 028	7 164	7 391	7 637	7 986	7 888	8 554
Total dépenses de consommation finale	**938 218**	**953 044**	**960 285**	**982 739**	**1 009 333**	**1 035 172**	**1 061 813**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	122 995	122 049	122 516	133 570	145 271	157 207	161 826
Des ménages hors entreprises individuelles	54 344	54 588	55 069	57 118	61 175	63 696	63 216
Des sociétés financières	6 043	6 830	7 850	9 519	10 786	12 250	12 152
Des administrations publiques	38 564	38 450	36 346	37 050	39 618	43 649	45 957
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	152	145	173	258	337	347	378
Total formation brute de capital fixe	**222 098**	**222 063**	**221 936**	**237 405**	**257 021**	**276 849**	**283 204**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**917**	**886**	**990**	**1 190**	**1 286**	**1 445**	**1 482**
Variation des stocks	**4 407**	**– 2 570** *r*	**– 2 046**	**7 442**	**6 018**	**10 921**	**713**
Exportations	**265 973**	**275 218**	**307 717**	**333 303**	**347 613**	**391 792**	**393 921**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU G.01-3

Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) %

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	0,7	0,7	0,1	1,9	1,7	1,4	1,4
Des administrations publiques	–	0,5	0,5	–	0,4	0,6	0,6
Total dépenses de consommation finale	**0,7**	**1,3**	**0,6**	**1,9**	**1,9**	**1,9**	**1,9**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	0,2	– 0,1	–	0,9	0,9	0,9	0,3
Des ménages hors entreprises individuelles	0,1	–	–	0,2	0,3	0,2	–
Des sociétés financières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	–
Des administrations publiques	–	–	– 0,2	0,1	0,2	0,3	0,2
Total formation brute de capital fixe	**0,4**	**–**	**–**	**1,3**	**1,5**	**1,5**	**0,5**
Solde extérieur des biens et services	**–**	**0,4**	**1,3**	**– 0,5**	**– 0,3**	**– 0,1**	**0,2**
Exportations	1,7	0,8	2,7	2,1	1,1	3,3	0,2
Importations	– 1,6	– 0,3	– 1,5	– 2,6	– 1,4	– 3,4	–
Variation des stocks	**0,6**	**– 0,6**	**–**	**0,8**	**– 0,1**	**0,4**	**– 0,8**
Produit intérieur brut	**1,7**	**1,1**	**1,9**	**3,4**	**3,2**	**3,8**	**1,8**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Agriculture	35 478	35 267	36 226	37 515	36 704	35 956	37 781
Industries agricoles et alimentaires	29 642	30 072	30 678	31 706	31 165	31 245	34 912
Industries des biens de consommation	38 476	38 676	39 375	39 542	40 596	39 452	40 839
Industrie automobile	13 775	13 684	15 665	17 754	19 010	19 692	20 985
Industries des biens d'équipement	39 840	38 994	42 439	45 042	46 838	47 641	49 502
Industries des biens intermédiaires	77 762	76 711	79 575	82 583	83 434	87 752	89 531
Énergie	31 105	33 195	31 027	32 926	32 000	34 862	35 995
Construction	57 339	55 377	51 236	51 966	54 542	59 639	63 322
Commerce	115 491	112 143	116 983	123 010	125 636	133 017	138 081
Transports	42 826	43 328	46 795	50 870	52 741	53 321	56 795
Activités financières	55 416	57 576	58 627	54 075	58 731	64 830	64 988
Activités immobilières	130 304	134 844	139 908	145 404	150 583	155 713	160 475
Services aux entreprises	146 015	155 392	160 901	172 021	185 743	202 192	209 158
Services aux particuliers	59 220	61 315	63 085	67 997	71 789	75 368	76 828
Éducation, santé, action sociale	126 649	129 460	134 021	138 694	142 914	148 337	154 752
Administration	95 817	101 523	103 473	106 001	109 363	113 053	116 780
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 39 507 *r*	– 39 963	– 36 426 *r*	– 34 988	– 35 225	– 37 394	– 40 212
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (1))	**1 055 650**	**1 077 593**	**1 113 589**	**1 162 119**	**1 206 564**	**1 264 676**	**1 310 512**
TVA	88 303	95 121	97 932	100 625	104 695	105 932	107 634
Impôts sur importations	1 726	1 487	1 671	1 574	1 572	1 761	1 709
Autres impôts sur les produits	53 595	55 239	57 027	60 060	61 391	63 233	63 083
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 17 425 *r*	– 17 262 *r*	– 19 056	– 18 526	– 19 120	– 18 725	– 19 216
Produit intérieur brut	**1 181 849**	**1 212 178**	**1 251 163**	**1 305 851**	**1 355 102**	**1 416 877**	**1 463 722**

(1) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Agriculture	35 478	37 286	37 939	38 573	40 003	39 690	39 434
Industries agricoles et alimentaires	29 642	29 144	28 757	29 561	28 551	28 964	28 966
Industries des biens de consommation	38 476	37 380	38 649	38 897	39 871	41 115	42 032
Industrie automobile	13 775	14 423	17 025	19 154	20 556	22 253	23 890
Industries des biens d'équipement	39 840	38 851	41 318	45 148	47 500	50 188	51 983
Industries des biens intermédiaires	77 762	79 105	82 916	85 911	89 173	93 522	93 299
Énergie	31 105	32 400	30 189	32 609	33 451	33 407	34 222
Construction	57 339	54 749	49 052	48 862	49 958	53 340	53 688
Commerce	115 491	111 441	115 926	121 542	125 057	129 586	132 944
Transports	42 826	44 650	47 745	51 379	53 376	55 348	55 238
Activités financières	55 416	55 073	53 533	50 387	51 489	56 102	55 820
Activités immobilières	130 304	132 217	133 847	136 312	138 703	141 687	144 350
Services aux entreprises	146 015	153 158	156 917	166 896	178 756	188 791	194 545
Services aux particuliers	59 220	59 307	60 186	62 582	64 331	66 524	67 032
Éducation, santé, action sociale	126 649	126 770	129 180	131 768	133 209	136 263	140 328
Administration	95 817	100 223	101 049	101 398	102 233	103 848	105 925
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	− 39 507 *r*	− 38 845	− 34 816 *r*	− 33 051 *r*	− 32 271	− 33 550	− 33 550
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**1 055 650**	**1 067 330**	**1 089 001**	**1 126 910**	**1 162 502**	**1 205 714**	**1 228 785**
TVA	88 303	89 254	92 304	94 106	99 210	102 758	103 529
Impôts sur importations	1 726	1 619	1 824	2 079	2 242	2 688	2 693
Autres impôts sur les produits	53 595	54 287	54 379	56 324	56 361	58 507	59 042
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	− 17 425 *r*	− 17 607 *r*	− 19 979	− 20 393	− 20 796	− 20 793	− 20 329
Produit intérieur brut	**1 181 849**	**1 194 884**	**1 217 640**	**1 259 055**	**1 299 510**	**1 348 655**	**1 373 396**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels	**1 095,2**	**1 117,6**	**1 150,0**	**1 197,1**	**1 241,8**	**1 302,1**	**1 350,7**
Rémunération des salariés	615,6	632,1	649,5	672,6	702,8	737,1	773,6
dont : Salaires et traitements bruts	445,5	457,4	470,5	488,2	510,2	538,4	567,4
Cotisations sociales à la charge des employeurs	170,1	174,8	179,0	184,4	192,7	198,7	206,2
Impôts sur la production et les importations	47,9	51,3	52,6	54,7	56,4	57,2	57,9
Subventions	− 8,9	− 10,6	− 8,8	− 8,7	− 8,6	− 8,2	− 8,5
Excédent brut d'exploitation	340,3	342,8	355,9	375,4	388,0	407,2	414,2
Revenu mixte brut	100,2	102,0	100,9	103,1	103,2	108,8	113,5

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Valeur ajoutée brute de l'ensemble des secteurs	**1 095,2**	**1 117,6**	**1 150,0**	**1 197,1**	**1 241,8**	**1 302,1**	**1 350,7**
dont : Sociétés non financières	606,6	613,5	638,1	675,8	702,1	736,4	765,1
Sociétés financières	55,6	57,9	58,5	53,8	58,8	65,0	67,0
Administrations publiques	192,4	201,5	206,6	212,2	220,0	228,5	235,7
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	236,4	240,5	242,3	250,8	256,0	267,2	277,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	4,1	4,3	4,4	4,6	4,9	5,0	5,4
Ajustement pour services bancaires imputés	− 39,5	− 40,0	− 36,4	− 35,0	− 35,2	− 37,4	− 40,2
Valeur ajoutée totale	**1 055,7**	**1 077,6**	**1 113,6**	**1 162,1**	**1 206,6**	**1 264,7**	**1 310,5**
Revenu disponible brut	**1 168,8**	**1 203,2**	**1 245,6**	**1 302,2**	**1 359,9**	**1 415,5**	**1 459,0**
dont : Sociétés non financières	102,5	104,0	108,1	122,2	124,7	120,9	106,7
Sociétés financières	17,7	14,5	16,6	12,8	15,2	17,5	16,5
Administrations publiques	268,8	289,7 *r*	302,2	319,8	344,5	364,1	377,3
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	772,7	787,6	810,9	839,2	866,7	904,1	948,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	7,1	7,3	7,9	8,2	8,8	8,8	9,7
Dépenses de consommation finale	**938,2**	**970,1**	**990,5**	**1 022,1**	**1 058,0**	**1 102,0**	**1 146,4**
dont : Collective des administrations publiques	115,4	120,5	125,4	122,5	126,5	131,2	133,2
Individuelle des administrations publiques	166,8	172,7	177,5	183,5	189,3	198,3	207,4
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	649,0	669,6	680,0	708,1	733,8	764,0	796,5
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	7,0	7,3	7,6	8,0	8,5	8,5	9,3
Dépenses de consommation effective des ménages (1)	**822,8**	**849,6**	**865,1**	**899,6**	**931,6**	**970,9**	**1 013,2**
Épargne brute	**230,5**	**233,0**	**255,2**	**280,1**	**301,8**	**313,5**	**312,6**
dont : Sociétés non financières	102,5	104,0	108,1	122,2	124,7	120,9	106,7
Sociétés financières	17,7	14,5	16,6	12,8	15,2	17,5	16,5
Administrations publiques	− 13,3	− 3,5	− 0,7	13,7	28,8	34,6	36,7
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	123,7	117,9 *r*	130,9	131,1	132,8	140,1	152,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	n.s. (2)	n.s. (2)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Formation brute de capital fixe	**222,1**	**224,0**	**224,6**	**240,6**	**260,4**	**284,9**	**295,6**
dont : Sociétés non financières	110,2	111,4	111,0	121,6	132,8	147,8	153,3
Sociétés financières	6,0	6,8	8,0	9,4	10,3	12,0	11,7
Administrations publiques	38,6	39,0	37,1	37,7	40,5	45,6	48,9
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	67,2	66,6	68,4	71,7	76,4	79,2	81,3
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation	**3,1**	**10,8**	**31,7**	**30,7**	**33,5**	**17,6**	**17,2**
en % du PIB	**0,3**	**0,9**	**2,5**	**2,4**	**2,5**	**1,2**	**1,2**
dont : Sociétés non financières	− 5,7	3,1	− 1,4	3,6	− 1,8	− 28,1	− 35,0
Sociétés financières	16,8	7,8	8,2	3,1	− 1,5	0,8	4,0
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	56,5	48,7	62,1	58,0	57,9	62,8	67,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,6	0,6	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1
Administrations publiques	− 65,1	− 49,4	− 38,0	− 34,9	− 22,0	− 19,0	− 20,6
en % du PIB	− 5,5	− 4,1	− 3,0	− 2,7	− 1,6	− 1,3	− 1,4
Administration centrale	− 55,0	− 44,8	− 35,5	− 37,4	− 30,0	− 28,6	− 27,5
en % du PIB	− 4,7	− 3,7	− 2,8	− 2,9	− 2,2	− 2,0	− 1,9
État	− 48,8	− 45,1	− 44,7	− 38,9	− 33,4	− 33,7	− 33,8
en % du PIB	− 4,1	− 3,7	− 3,6	− 3,0	− 2,5	− 2,4	− 2,3
Organismes divers d'Administration centrale (ODAC)	− 6,2	0,3	9,2	1,5	3,4	5,1	6,4
en % du PIB	− 0,5	–	0,7	0,1	0,3	0,4	0,4
Administrations locales	− 2,1	0,7	2,9	4,0	4,3	2,9	2,9
en % du PIB	− 0,2	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Administrations de Sécurité sociale	− 8,0	− 5,3	− 5,4	− 1,4	3,7	6,8	3,9
en % du PIB	− 0,7	− 0,4	− 0,4	− 0,1	0,3	0,5	0,3

(1) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.
(2) n.s. : non significatif.

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant - France entière

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : euro

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
PIB (prix courants)	19 887	20 327	20 909	21 746	22 475	23 385	24 032
PIB (prix de l'année précédente, chaînés base 95)	19 887	20 037	20 349	20 967	21 553	22 259	22 549
Revenu national brut	19 781	20 315	20 957	21 848	22 716	23 536	24 122
Revenu disponible brut des ménages	13 002	13 207	13 551	13 975	14 374	14 923	15 579
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	10 921	11 229	11 363	11 792	12 171	12 610	13 076
Épargne brute des ménages	2 081	1 978	2 188	2 183	2 203	2 313	2 502
Capacité de financement des ménages	950	817	1 037	966	960	1 037	1 112

TABLEAU G.01-9

Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unités* : Milliard d'euros et %

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	946,5	967,6	996,0	1 030,7	1 064,4	1 111,0	1 165,6
Revenu disponible brut	772,7	787,6	810,9	839,2	866,7	904,1	948,9
Transferts sociaux en nature	173,8	180,0	185,1	191,5	197,7	206,8	216,8
Prestations sociales en nature	98,2	100,4	103,8	108,4	111,2	117,7	124,2
Transferts de biens et services non marchands individuels	75,6	79,6	81,3	83,1	86,5	89,1	92,5
Revenu disponible brut	772,7	787,6	810,9	839,2	866,7	904,1	948,9
Dépenses de consommation finale	649,0	669,6	680,0	708,1	733,8	764,0	796,5
Épargne brute	123,7	117,9	130,9	131,1	132,8	140,1	152,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	56,5	48,7	62,1	58,0	57,9	62,8	67,7
En %							
Taux d'épargne (1)	16,0	15,0	16,1	15,6	15,3	15,5	16,1
Taux d'épargne financière (2)	7,3	6,2	7,7	6,9	6,7	6,9	7,1
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (3)							
Salaires et traitements bruts	1,6	0,8	1,5	3,0	4,1	3,8	3,7
Cotisations sociales à la charge des salariés	1,3	3,5	– 4,0	– 20,4	4,3	3,3	2,4
Salaires et traitements nets	1,6	0,3	2,7	8,0	4,1	3,9	3,9
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	1,8	2,2	1,4	1,9	2,3	0,6	2,0
Revenus salariaux et sociaux	1,7	1,0	2,2	5,6	3,4	2,7	3,2
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	0,3	–	– 0,4	2,5	1,2	2,9	2,3
Cotisations des non salariés	2,0	7,7	– 0,2	– 24,3	3,8	4,9	2,5
Revenu disponible brut	2,7	0,1	1,5	2,8	2,8	2,8	3,3
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,0	1,9	1,4	0,7	–	1,5	1,6

(1) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(2) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(3) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU G.01-10

Principaux ratios des entreprises non financières

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

%

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée (VA)	63,6	64,4	63,7	62,6	63,2	63,5	64,7
Taux de marge (excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute)	32,7	31,9	32,2	33,4	32,9	32,6	31,6
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	18,2	18,2	17,4	18,0	18,9	20,1	20,0
Taux d'épargne (épargne brute / valeur ajoutée brute)	16,9	17,0	16,9	18,1	17,8	16,4	13,9
Taux d'autofinancement (épargne brute / FBCF)	93,0	93,3	97,4	100,5	93,9	81,8	69,6
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	20,4	19,3	19,0	18,8	19,1	18,8	18,6
Taux de marge (revenu mixte / valeur ajoutée brute)	78,1	79,3	80,0	79,7	79,4	79,7	80,0
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	10,3	9,1	9,2	9,4	9,5	9,1	8,9
VA des entrepreneurs individuels / VA totale des sociétés non financières et entreprises individuelles	17,1	17,0	16,1	15,7	15,3	15,3	15,3

TABLEAU G.01-11

Emploi intérieur (1) total par branche et emploi intérieur salarié par secteur institutionnel

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Unité : Millier de personnes

	(2) TES 16 ou secteur	*r* 1995		*r* 1998		*r* 2000		*p* 2001	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Par branche									
Agriculture	EA	1 117,8	1 160,4	1 076,1	1 100,1	1 025,8	1 049,1	1 001,5	1 023,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	606,2	577,5	623,1	588,8	631,9	595,4	639,0	601,0
Industries des biens de consommation	EC	791,6	777,9	742,0	724,7	727,8	710,3	721,7	703,9
Industrie automobile	ED	254,2	252,1	246,9	243,8	254,2	251,5	261,5	259,0
Industries des biens d'équipement	EE	767,8	755,7	766,9	753,4	775,6	759,9	795,0	781,2
Industries des biens intermédiaires	EF	1 429,9	1 407,9	1 399,7	1 374,3	1 416,4	1 389,7	1 435,1	1 407,7
Énergie	EG	245,0	241,6	229,7	222,8	229,6	219,1	229,1	218,4
Construction	EH	1 456,0	1 472,7	1 375,3	1 384,5	1 456,6	1 458,8	1 497,8	1 499,2
Commerce	EJ	3 038,8	2 802,7	3 117,0	2 868,9	3 277,4	3 018,0	3 348,2	3 079,8
Transports	EK	941,2	908,5	975,1	937,2	1 048,5	1 009,8	1 079,4	1 038,3
Activités financières	EL	770,7	733,8	767,9	724,4	768,2	729,5	786,2	744,4
Activités immobilières	EM	299,3	266,0	282,0	247,3	295,9	260,7	296,2	265,6
Services aux entreprises	EN	2 655,8	2 484,8	3 015,8	2 783,1	3 449,8	3 177,0	3 613,9	3 326,1
Services aux particuliers	EP	1 637,4	1 461,6	1 773,4	1 531,2	1 876,7	1 611,2	1 925,1	1 648,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 692,8	3 460,9	3 776,3	3 523,0	3 830,4	3 555,1	3 897,6	3 611,9
Administration	ER	2 850,1	2 715,3	2 878,0	2 728,9	2 972,2	2 806,8	3 006,5	2 836,9
Ensemble		**22 554,7**	**21 479,3**	**23 045,3**	**21 736,4**	**24 037,1**	**22 601,9**	**24 533,7**	**23 045,8**
Par secteur institutionnel									
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 721,9	10 928,6	12 286,4	11 388,3	13 092,6	12 107,8	13 476,7	12 453,6
Sociétés financières (SF)	S12	674,4	645,0	680,2	644,1	675,0	643,4	692,3	659,6
Administrations publiques (APU)	S13	5 581,9	5 277,8	5 637,6	5 310,8	5 761,8	5 417,2	5 843,0	5 489,3
Ménages (y compris EI)	S14	1 839,5	1 821,2	1 843,2	1 757,3	1 912,2	1 825,1	1 928,6	1 840,7
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	1 412,6	1 292,4	1 317,4	1 198,1	1 363,1	1 238,7	1 369,6	1 243,6
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	426,9	528,8	525,7	559,2	549,0	586,4	558,9	597,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	280,6	239,6	300,9	249,0	323,8	266,6	333,8	273,8
Total des secteurs résidents	**S1**	**20 098,3**	**18 912,2**	**20 748,2**	**19 349,5**	**21 765,4**	**20 260,1**	**22 274,3**	**20 716,9**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique. Ce tableau a été actualisé d'après les résultats du recensement de 1999.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.01-12

Emploi intérieur (1) salarié par branche

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Unité : Millier de personnes

Branche	TES 16 (2)	*r* 1995		*r* 1998		*r* 2000		*p* 2001	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Agriculture	EA	394,6	368,1	450,1	421,7	429,3	402,2	420,7	393,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	532,3	508,3	549,4	520,2	558,8	527,3	566,2	533,1
Industries des biens de consommation	EC	741,4	721,4	695,6	672,9	681,7	659,1	676,8	654,1
Industrie automobile	ED	253,1	250,9	245,8	242,6	253,1	250,3	260,4	257,8
Industries des biens d'équipement	EE	743,4	732,0	745,0	732,2	753,9	738,8	773,8	760,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 389,4	1 368,2	1 366,0	1 341,2	1 382,9	1 356,8	1 401,8	1 375,1
Énergie	EG	244,4	241,0	229,0	222,1	228,9	218,4	228,4	217,7
Construction	EH	1 209,8	1 190,5	1 149,0	1 127,6	1 227,3	1 198,3	1 266,8	1 236,6
Commerce	EJ	2 614,4	2 393,3	2 737,3	2 503,2	2 896,3	2 650,3	2 971,2	2 716,0
Transports	EK	876,7	843,3	915,5	877,1	988,7	949,4	1 019,3	977,5
Activités financières	EL	741,0	705,7	737,7	695,9	737,9	701,0	756,6	716,5
Activités immobilières	EM	267,9	236,4	252,3	219,4	266,2	232,8	265,9	237,1
Services aux entreprises	EN	2 486,5	2 299,1	2 831,1	2 579,6	3 264,9	2 972,5	3 423,7	3 115,2
Services aux particuliers	EP	1 344,8	1 162,8	1 483,3	1 234,7	1 586,3	1 313,9	1 631,3	1 347,6
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 412,7	3 179,6	3 488,6	3 235,1	3 542,4	3 286,3	3 610,8	3 345,5
Administration	ER	2 845,9	2 711,5	2 872,6	2 724,0	2 966,8	2 802,5	3 000,8	2 832,4
Ensemble		**20 098,3**	**18 912,2**	**20 748,2**	**19 349,5**	**21 765,4**	**20 260,1**	**22 274,3**	**20 716,9**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique. Ce tableau a été actualisé d'après les résultats du recensement de 1999.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.01-13

Durée annuelle effective du travail, volume d'heures travaillées et productivité horaire apparente du travail par branche (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995)

Branche	TES 16 (2)	1995			1998			*p* 1999		
		Durée annuelle effective du travail (3)	Heures travaillées annuelles	Productivité horaire apparente du travail (4)	Durée annuelle effective du travail (3)	Heures travaillées annuelles	Productivité horaire apparente du travail (4)	Durée annuelle effective du travail (3)	Heures travaillées annuelles	Productivité horaire apparente du travail (4)
Agriculture	EA	1 609,9	2 468,1	9,7	1 573,1	2 268,9	6,0	1 601,7	2 211,2	5,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 574,0	955,3	4,0	1 558,3	972,4	1,4	1 534,8	962,3	– 0,1
Industries des biens de consommation	EC	1 586,6	1 319,9	11,1	1 573,1	1 208,7	3,5	1 562,6	1 179,1	7,1
Industrie automobile	ED	1 617,5	423,3	– 0,9	1 619,7	389,2	15,8	1 602,5	387,6	5,6
Industries des biens d'équipement	EE	1 622,9	1 262,2	9,4	1 619,6	1 260,1	6,6	1 614,1	1 263,2	– 0,1
Industries des biens intermédiaires	EF	1 613,0	2 346,8	2,7	1 610,2	2 296,7	3,0	1 609,0	2 294,5	2,4
Énergie	EG	1 608,1	388,0	9,5	1 585,0	347,8	18,7	1 557,1	340,6	5,6
Construction	EH	1 654,5	2 603,2	0,4	1 655,2	2 510,4	– 0,9	1 649,9	2 538,0	1,9
Commerce	EJ	1 531,1	4 944,0	2,2	1 532,1	5 125,8	3,3	1 533,9	5 244,5	– 0,1
Transports	EK	1 612,1	1 598,2	– 1,0	1 622,2	1 715,7	3,4	1 620,8	1 774,5	0,4
Activités financières	EL	1 575,7	1 228,6	– 5,2	1 558,5	1 183,8	– 4,2	1 574,3	1 190,9	0,3
Activités immobilières	EM	1 452,4	516,8	3,6	1 429,0	537,1	0,3	1 439,9	555,8	– 0,5
Services aux entreprises	EN	1 528,4	4 085,1	3,4	1 507,9	4 494,5	1,4	1 500,7	4 722,9	1,9
Services aux particuliers	EP	1 307,3	3 005,8	– 9,6	1 252,8	3 149,2	– 0,2	1 251,0	3 224,3	– 0,3
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 298,8	4 973,9	1,6	1 301,6	5 053,7	1,4	1 298,9	5 057,5	1,1
Administration	ER	1 579,9	4 499,8	3,1	1 598,0	4 594,3	– 0,2	1 602,0	4 685,9	– 0,6
Ensemble		**1 509,5**	**36 619,0**	**2,5**	**1 500,6**	**37 108,3**	**2,3**	**1 498,7**	**37 632,8**	**1,6**

(1) Le tableau n'a pu être actualisé cette année. Une actualisation importante interviendra dans l'édition prochaine.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.
(3) La durée du travail effective (exprimée en heures annuelles par salarié) concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.
(4) L'indice de la productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente, et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

TABLEAU G.01-14

Grands agrégats et opérations avec le reste du Monde

Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 1995) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Dépenses de consommation finale	938,2	970,1	990,5	1 022,1	1 058,0	1 102,0	1 146,4
Formation brute de capital fixe totale	222,1	224,0	224,6	240,6	260,4	284,9	295,6
Variations de stocks	4,4	– 3,0	– 2,3	7,3	4,7	10,0	– 2,7
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	0,9	0,9	1,0	1,1	1,3	1,5	1,5
Exportations de biens et de services	266,0	279,8	319,1	341,0	351,6	404,4	408,6
Importations de biens et de services	249,8	259,6	281,7	306,4	320,8	386,0	385,6
Produit intérieur brut	1 181,8	1 212,2	1 251,2	1 305,9	1 355,1	1 416,9	1 463,7
Revenu national brut	1 175,6	1 211,5	1 254,1	1 311,9	1 369,7	1 426,0	1 469,2
Revenu national disponible brut	1 168,8	1 203,2	1 245,6	1 302,2	1 359,9	1 415,5	1 459,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	3,1	10,8	31,7	30,7	33,5	17,6	17,2

TABLEAU G.01-15

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : « Perspectives économiques (juin 2002) » de l'OCDE — %

	Moyenne 1974-1984	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*e* 2002	*e* 2003
Allemagne	1,9	2,0	5,7	1,7	2,0	1,8	3,0	0,6	0,7	2,5
Autriche	2,1	2,4	4,7	1,6	3,5	2,8	3,0	1,0	1,2	2,8
Belgique	1,7	2,0	2,9	2,6	2,2	3,0	4,0	1,1	1,1	2,7
Espagne	1,4	2,3	3,8	2,8	4,3	4,1	4,1	2,8	2,1	3,3
Finlande	2,7	3,1	–	3,8	5,3	4,1	5,6	0,7	1,5	3,4
France	**2,1**	**1,5**	**2,6**	**1,8**	**3,5**	**3,0**	**3,6**	**2,0**	**1,4**	**3,0**
Grèce	2,5	2,5	–	2,2	3,4	3,6	4,1	4,1	3,5	4,2
Irlande	3,8	3,1	8,5	10,0	8,6	10,8	11,5	6,6	3,5	6,3
Italie	2,5	3,0	2,0	2,9	1,8	1,6	2,9	1,8	1,5	2,8
Luxembourg	1,4	2,9	2,2	3,8	5,8	6,0	7,5	5,1	2,7	6,8
Pays-Bas	1,6	3,1	4,1	2,3	4,3	3,7	3,5	1,1	1,4	2,6
Portugal	2,2	2,8	4,0	4,3	4,5	3,4	3,4	1,9	1,7	2,7
Zone euro	**2,0**	**2,2**	**3,6**	**2,3**	**2,9**	**2,7**	**3,5**	**1,6**	**1,3**	**2,9**
Danemark	2,1	4,3	1,0	2,8	2,5	2,3	3,0	0,9	1,9	2,2
Royaume-Uni	1,5	3,8	0,8	2,9	3,0	2,1	3,0	2,2	1,9	2,8
Suède	1,6	2,2	1,1	3,7	3,6	4,5	3,6	1,2	2,1	3,2
Union européenne	**2,0**	**2,5**	**3,1**	**2,5**	**2,9**	**2,6**	**3,4**	**1,7**	**1,5**	**2,8**
Norvège	3,9	5,2	2,0	3,8	2,4	1,1	2,3	1,4	2,1	2,5
Suisse	0,5	3,4	3,7	0,5	2,4	1,6	3,0	1,3	1,0	2,3
Canada	2,9	4,7	0,2	2,8	3,9	5,1	4,4	1,5	3,2	4,0
États-Unis	3,0	3,8	1,8	2,7	4,3	4,1	4,1	1,2	2,5	3,5
Japon	3,7	4,4	5,3	1,6	– 1,1	0,7	2,4	– 0,4	– 0,7	0,3
Total OCDE	**2,9**	**3,6**	**3,1**	**2,5**	**2,7**	**3,1**	**3,9**	**1,0**	**1,8**	**3,0**

TABLEAU G.01-16

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Zone Euro	U E à 15	Belgique	Danemark	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Autriche	Portugal	Finlande	Suède	Royaume Uni
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)																	
En moyenne annuelle / (n-1)																	
1997	1,6	1,7	1,5	1,9	1,5	5,4	1,9	1,3	1,2	1,9	1,4	1,9	1,2	1,9	1,2	1,8	1,8
1998	1,1	1,3	0,9	1,3	0,6	4,5	1,8	0,7	2,1	2,0	1,0	1,8	0,8	2,2	1,4	1,0	1,6
1999	1,1	1,2	1,1	2,1	0,6	2,1	2,2	0,6	2,5	1,7	1,0	2,0	0,5	2,2	1,3	0,6	1,3
2000	2,3	2,1	2,7	2,7	2,1	2,9	3,5	1,8	5,3	2,6	3,8	2,3	2,0	2,8	3,0	1,3	0,8
2001	2,5	2,3	2,4	2,3	2,4	3,7	2,8	1,8	4,0	2,3	2,4	5,1	2,3	4,4	2,7	2,7	1,2
II. Taux d'intérêt à long terme																	
(Moyenne annuelle)																	
1997	6,0	6,3	5,8	6,3	5,6	9,9	6,4	5,6	6,3	6,9	5,6	5,6	5,7	6,4	6,0	6,6	7,1
1998	4,7	4,9	4,8	4,9	4,6	8,5	4,8	4,6	4,8	4,9	4,7	4,6	4,7	4,9	4,8	5,0	5,6
1999	4,7	4,7	4,8	4,9	4,5	6,3	4,7	4,6	4,7	4,7	4,7	4,6	4,7	4,8	4,7	5,0	5,0
2000	5,4	5,4	5,6	5,6	5,3	6,1	5,5	5,4	5,5	5,6	5,5	5,4	5,6	5,6	5,5	5,4	5,3
2001	5,0	5,0	5,1	5,1	4,8	5,3	5,1	4,9	5,0	5,2	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	5,1	5,0
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1997	− 2,6	− 2,4	− 2,0	+ 0,4	− 2,7	− 4,0	− 3,2	− 3,0	+ 1,2	− 2,7	+ 3,4	− 1,1	− 1,9	− 2,7	− 1,5	− 1,5	− 2,0
1998 (*r*)	− 2,2	− 1,6	− 0,7	+ 1,1	− 2,2	− 2,5	− 2,7	− 2,7	+ 2,4	− 2,8	+ 3,1	− 0,8	− 2,4	− 2,6	+ 1,3	+ 1,9	+ 0,2
1999 (*r*)	− 1,3	− 0,7	− 0,5	+ 3,1	− 1,5	− 1,9	− 1,1	− 1,6	+ 2,2	− 1,8	+ 3,6	+ 0,7	− 2,3	− 2,4	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,1
2000 (*r*)	+ 0,2	+ 1,0	+ 0,1	+ 2,5	+ 1,1	− 0,8	− 0,6	− 1,3	+ 4,4	− 0,5	+ 5,6	+ 2,2	− 1,5	− 2,9	+ 7,0	+ 3,7	+ 3,9
2001	− 1,4	− 0,8	+ 0,4	+ 3,1	− 2,8	+ 0,1	− 0,1	− 1,4	+ 1,5	− 2,2	+ 6,1	+ 0,1	+ 0,2	− 4,1	+ 4,9	+ 4,8	+ 0,8
IV. Dette des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1997 (*r*)	68,8	71,0	124,7	61,2	61,0	108,2	66,6	59,3	65,1	120,2	6,0	69,9	64,7	59,1	54,1	73,1	50,8
1998 (*r*)	74,3	73,5	119,2	56,2	60,9	105,8	64,6	59,5	55,2	116,3	6,3	66,8	63,9	55,0	48,8	70,5	47,7
1999 (*r*)	71,9	67,7	114,9	52,7	61,2	104,3	63,1	58,5	49,7	114,5	6,0	63,1	64,9	54,4	46,8	65,0	45,1
2000 (*r*)	69,4	63,8	109,2	46,8	60,2	104,7	60,5	57,3	39,1	110,5	5,6	55,8	63,6	53,3	44,0	55,3	42,1
2001	69,2	63,1	107,6	44,7	59,5	105,1	57,1	57,3	36,4	109,8	5,6	52,8	63,2	55,5	43,4	56,6	39,1

(1) Critères précisés dans la partie « DÉFINITIONS » du chapitre.

Chapitre G.02

○ Appareil productif

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

1 Nombre d'agents productifs par taille.

2 Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier.

3 Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).

4 Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).

5 Répartition des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.

6 Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).

7 Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique en 2001.

8 Défaillances d'entreprises.

9 Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2000.

10 Répartition des entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2000.

11 Compte de résultat des entreprises en 2000.

12 Bilan des entreprises en 2000.

13 La concentration des entreprises au 1er janvier 2001.

14 Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » et « noyau dur » des groupes.

15 Importance des groupes en fonction de leur taille.

16 Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2001.

17 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

18 Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans le commerce, les transports et la réparation automobile.

1

○ Présentation

Au 1er janvier 2001, le système productif marchand compte, d'après la source SUSE, 2,59 millions d'entreprises (exception faite des micro-entreprises et du secteur agricole) ce qui représente un effectif salarié d'environ 14,9 millions de personnes. 89 % d'entre elles dépendent d'une entreprise du champ de l'industrie, du commerce et des services, un secteur qui compte 1,74 million d'entreprises (hors les activités immobilières).

Les groupes d'entreprises ont un rôle prépondérant dans l'économie française. S'ils ne contrôlent, au 1er janvier 2001, que 4 % des entreprises, les groupes rassemblent surtout les grandes unités. Ainsi, les 76 000 entreprises contrôlées emploient plus d'un salarié sur deux et produisent 74 % de la valeur ajoutée.

L'importance des groupes est très variable selon le secteur d'activité. Elle est faible dans la construction, les services aux particuliers et le commerce où l'activité est répartie entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. À l'opposé, dans l'automobile et l'énergie, secteurs dominés par les grandes entreprises, le poids des groupes est très fort (plus de 85 % des effectifs salariés et plus de 90 % de la valeur ajoutée des secteurs concernés).

La concentration est particulièrement forte dans les activités fortement dominées, ou anciennement dominées par le secteur public. Dans ces activités (construction automobile, construction aéronautique et spatiale, fabrication d'armes et de munitions, extraction d'hydrocarbures, raffinage de pétrole, production et distribution d'électricité, captage, traitement et distribution d'eau (NES 114)), les quatre premiers groupes présents occupent plus de 80 % des salariés et réalisent plus de 85 % de la valeur ajoutée.

Plus de 28 000 groupes, français ou étrangers, sont recensés en France. Leur taille est très variable : 26 000 emploient moins de 500 salariés, 1 300 emploient entre 500 et 2 000 salariés, 400 entre 2 000 et 10 000 et près de 100 plus de 10 000 salariés.

En 2001, le nombre total de créations d'entreprises a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente. La diminution est due essentiellement à la baisse des réactivations. Après trois années de forte baisse, le nombre de défaillances d'entreprises jugées en 2001 a légèrement diminué par rapport à l'année précédente (- 1,3 %). Cette diminution concerne tous les secteurs d'activité à l'exception de la construction et des services aux entreprises.

2

○ Méthodologie

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises du champ de « l'industrie, du commerce et des services » dénommé ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

La création d'entreprise

Depuis le 1er janvier 1993, les séries sur les créations d'entreprises comprennent tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité, la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex-nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

– le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements), géré par l'INSEE, recense les entreprises et les établissements du système productif ;

– les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises et LIFI (enquête sur les « liaisons financières entre sociétés ») pour déterminer le périmètre des groupes, complétée par la base de données DIANE ; celle-ci est constituée à partir des obligations de publicité légale obligatoire auprès du greffe du tribunal, coéditée par Coface-SCRL et Bureau Van Dijk.

– les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)* ; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation inter-administrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements, recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi le numéro unique d'identification SIREN à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

– pour les entreprises (unités SIREN) :
  - leur nom ou raison sociale ;
  - leur catégorie juridique ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - le nombre de leurs établissements.
– pour les établissements (unités SIRET) :
  - leur adresse complète ;
  - leur tranche d'effectif salarié ;
  - leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement), des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination inter-administrative).

Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif.

Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, du commerce et des services, car, on omet souvent de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus ; on distingue trois catégories principales :

– les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) : 1,9 million d'unités environ ;
– les bénéfices non commerciaux (BNC) : 460 000 unités environ ;
– les bénéfices agricoles (BA) : 240 000 unités environ.

L'ensemble de ces sources fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues, ainsi que les très petites entreprises, soumises au régime des micro-BIC et dont le poids est très faible. De plus, il y a structurellement un certain nombre d'entreprises absentes (unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies), qui sont estimées.

Les tableaux de ce chapitre sont relatifs à l'exercice 2000, au cours duquel les seuils étaient les suivants :

– le régime réel simplifié des BIC (BIC-RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre 76 225 euros (500 000 F) et 762 245 euros (5 000 000 F) (ces seuils sont fixés à 22 867 euros (150 000 F) et 228 674 euros (1 500 000 F) pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal ;
– le régime réel normal des BIC (BIC-BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 762 245 euros (5 000 000 F), 228 674 euros (1 500 000 F) pour les prestataires de services. Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...), tandis que celles soumises au régime simplifié ne fournissent qu'un compte de résultat et un bilan.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. Depuis 1998, seul subsiste le régime de la déclaration contrôlée (DC) et l'exploitation de ces données assure une meilleure couverture du champ des services marchands. Les informations transmises se limitent toutefois à un compte de résultat.

Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. L'exploitation des BA est récente.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des plus grandes entreprises sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Les données définitives d'un exercice comptable *n* sont disponibles en juin *n* + *2*.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au régime fiscal du bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînés, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année *n* – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1990.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

– l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes ; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes ;
– une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille ;
– la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le

« secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et de la construction pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3 ○ Définitions

Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation des paiements, c'est-à-dire n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Les deux termes de dépôt de bilan ou de défaillance désignent de façon équivalente la situation de l'entreprise à la suite du jugement prononçant l'ouverture du redressement judiciaire.

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.
Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision : la société tête de groupe ; le lien de dépendance est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire.
On définit :
– le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux ;
– le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre ;
– le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a éé réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Publications :

« La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », *Chiffres-Clés* (annuel), SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.
INSEE Méthodes :
– « Les restructurations des groupes d'entreprises », n^{os} 95-96, novembre 2000 ;
– « Les indices mensuels de chiffre d'affaires », n° 103, à paraitre.
INSEE Résultats Économie :
– « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2000 - cédérom inclus », n° 1 juillet 2002 ;
– « Les entreprises des services en 2000 - Tome 1 : l'immobilier et les services aux particuliers », n° 757, septembre 2001, cédérom inclus ;
– « Les entreprises des services en 2000 - Tome 2 : les services aux entreprises », n° 5, cédérom inclus (à paraître).
– « Images économiques des entreprises et des groupes », n° 6, cédérom inclus (à paraître).
– « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État en 2001 », à paraître.
INSEE-Première :
– « Des groupes de la taille d'une PME : un phénomène en plein essor », n° 764, mars 2001 ;
– « Les cinq premières années des nouvelles entreprises », n° 815, décembre 2001 ;
– « Les petites entreprises du commerce depuis 30 ans » , n° 831, février 2002 ;
– « Au-delà des entreprises : les groupes », n° 836, mars 2002 ;
– « Les défaillances d'entreprises - Moindre baisse en 2001 », n° 866, septembre 2002 ;
– « L'innovation, une stratégie dans le tertiaire lié aux entreprises », n° 874, décembre 2002 ;
– « Créations d'entreprises », à paraître.
Économie et Statistique :
– « L'investissement et le financement des entreprises », n^{os} 341-342, juillet 2001.
Synthèses :
– « L'innovation dans les entreprises », n° 67, à paraître.
« La France des services », édition 2002-2003,

Autres publications :

« L'implantation française à l'étranger », DREE-Dossier, septembre 2001.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	**Total**
Situation au 1er janvier 2002					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	207	118	21	n. s.	**346**
Entreprises	1 921	1 100	190	3	**3 214**
dont : Entreprises agricoles	642	23	2	n. s.	n. s.
Entreprises financières	30	19	2	n. s.	n. s.
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 249	1 058	186	3	**2 496**
Total	**2 187**	**1 247**	**224**	**4**	**3 662**
Situation au 1er janvier 2001					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	190	115	20	n. s.	**325**
Entreprises	1 886	1 093	176	2	**3 157**
dont : Entreprises agricoles	641	21	2	n. s.	**664**
Entreprises financières	29	19	2	n. s.	**50**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 216	1 053	172	2	**2 443**
Total	**2 135**	**1 237**	**209**	**3**	**3 584**
Situation au 1er janvier 2000					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	174	111	18	n. s.	**303**
Entreprises	1 871	1 090	169	2	**3 132**
dont : Entreprises agricoles	647	19	2	n. s.	**668**
Entreprises financières	28	19	2	n. s.	**49**
Entreprises ICS (Industrie, Commerce et Services) (1)	1 196	1 052	165	2	**2 415**
Total	**2 104**	**1 230**	**200**	**3**	**3 537**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) au 1er janvier (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

%

	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Employeurs	50,0	50,2	50,9	50,5	50,2	50,0
Non-employeurs	50,0	49,8	49,1	49,5	49,8	50,0
Mono-établissements	93,7	93,1	93,0	92,8	92,7	92,6
Pluri-établissements	6,3	6,9	7,0	7,2	7,3	7,4
Monorégionales	98,1	97,9	97,8	97,7	97,5	97,5
Non-monorégionales (3)	1,9	2,1	2,2	2,3	2,5	2,5
Ensemble des entreprises (milliers)	**2 312**	**2 340**	**2 364**	**2 415**	**2 443**	**2 496**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 2002									
Industries agricoles et alimentaires	EB	15 723	43 393	6 496	1 150	281	133	18	**67 194**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	69 645	79 659	30 965	7 200	1 648	755	142	**190 014**
Construction	EH	134 613	170 202	24 019	2 053	257	108	11	**331 263**
Commerce	EJ	287 645	296 338	40 139	5 390	726	300	68	**630 606**
Transports	EK	49 196	30 740	9 107	1 865	404	124	29	**91 465**
Activités immobilières	EM	46 240	24 274	2 178	139	14	7	–	**72 852**
Services aux entreprises	EN	227 188	141 606	23 451	3 662	822	387	84	**397 200**
Services aux particuliers	EP	185 752	188 624	16 544	1 311	180	60	31	**392 502**
Éducation, santé, action sociale	EQ	232 745	83 418	5 161	927	174	20	2	**322 447**
Total		**1 248 747**	**1 058 254**	**158 060**	**23 697**	**4 506**	**1 894**	**385**	**2 495 543**
Situation au 1er janvier 2001									
Industries agricoles et alimentaires	EB	15 994	44 355	6 223	1 094	260	127	12	**68 065**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	68 533	81 119	30 406	6 823	1 588	719	136	**189 324**
Construction	EH	131 140	166 021	21 607	1 884	238	98	10	**320 998**
Commerce	EJ	284 558	298 852	37 910	4 889	660	270	63	**627 202**
Transports	EK	50 301	30 971	8 540	1 714	358	108	25	**92 017**
Activités immobilières	EM	44 668	23 604	1 942	116	8	10	–	**70 348**
Services aux entreprises	EN	214 125	137 706	21 059	3 143	731	323	77	**377 164**
Services aux particuliers	EP	180 875	186 557	14 419	1 145	144	62	24	**383 226**
Éducation, santé, action sociale	EQ	225 530	83 858	4 596	862	155	15	2	**315 018**
Total		**1 215 724**	**1 053 043**	**146 702**	**21 670**	**4 142**	**1 732**	**349**	**2 443 362**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Établissement

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 2002									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 433	48 692	6 626	1 439	388	84	3	**76 665**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	86 961	93 139	36 981	9 139	2 072	841	70	**229 203**
Construction	EH	142 939	175 182	26 314	2 610	203	30	1	**347 279**
Commerce	EJ	341 928	379 172	52 052	6 617	833	152	5	**780 759**
Transports	EK	57 394	40 317	13 170	2 905	461	165	31	**114 443**
Activités immobilières	EM	51 529	28 750	2 081	85	8	–	–	**82 453**
Services aux entreprises	EN	253 477	177 908	35 602	6 949	1 536	369	10	**475 851**
Services aux particuliers	EP	203 755	210 914	20 354	1 675	168	32	5	**436 903**
Éducation, santé, action sociale	EQ	245 036	87 415	5 328	964	168	11	–	**338 922**
Total		**1 402 452**	**1 241 489**	**198 508**	**32 383**	**5 837**	**1 684**	**125**	**2 882 478**
Situation au 1er janvier 2001 (*r*)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 764	49 389	6 370	1 383	341	79	1	**77 327**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	85 732	94 035	36 098	8 752	1 991	806	61	**227 475**
Construction	EH	139 270	170 808	23 723	2 426	175	30	–	**336 432**
Commerce	EJ	338 976	378 676	48 030	5 942	758	141	6	**772 529**
Transports	EK	58 477	40 036	12 392	2 618	412	151	31	**114 117**
Activités immobilières	EM	49 758	27 465	1 849	80	8	1	–	**79 161**
Services aux entreprises	EN	239 190	172 067	31 591	6 205	1 344	315	11	**450 723**
Services aux particuliers	EP	198 558	207 726	17 959	1 444	127	31	4	**425 849**
Éducation, santé, action sociale	EQ	236 888	87 479	4 696	903	152	10	–	**330 128**
Total		**1 366 613**	**1 227 681**	**182 708**	**29 753**	**5 308**	**1 564**	**114**	**2 813 741**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-5

Répartition des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1), par activité et forme juridique

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques *dont* Artisans Commerçants	Personnes physiques *dont* Commerçants	Personnes physiques *dont* Artisans	Personnes physiques **Total**	Personnes morales *dont* SARL	Personnes morales *dont* SA	Personnes morales **Total**	**Total**
Situation au 1er janvier 2002									
Industries agricoles et alimentaires	EB	35 559	2 166	3 345	**41 427**	18 051	3 881	**25 767**	**67 194**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	16 479	3 730	43 695	**67 025**	85 834	28 220	**122 989**	**190 014**
Construction	EH	22 302	1 914	179 464	**204 761**	109 663	9 000	**126 502**	**331 263**
Commerce	EJ	64 656	196 413	16 812	**305 892**	258 551	38 993	**324 714**	**630 606**
Transports	EK	5 076	21 422	23 212	**51 337**	30 791	5 741	**40 128**	**91 465**
Activités immobilières	EM	138	7 061	14	**16 839**	42 062	5 737	**56 013**	**72 852**
Services aux entreprises	EN	4 995	17 434	12 470	**164 092**	156 149	36 177	**233 108**	**397 200**
Services aux particuliers	EP	45 575	114 468	28 454	**247 328**	124 353	8 215	**145 174**	**392 502**
Éducation, santé, action sociale	EQ	699	1 804	751	**287 581**	16 284	2 238	**34 866**	**322 447**
Total		**195 479**	**366 412**	**308 217**	**1 386 282**	**841 738**	**138 202**	**1 109 261**	**2 495 543**
Situation au 1er janvier 2001									
Industries agricoles et alimentaires	EB	36 617	2 141	3 422	**42 570**	17 614	4 213	**25 495**	**68 065**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	17 006	3 860	44 146	**68 083**	84 088	30 592	**121 241**	**189 324**
Construction	EH	23 257	1 978	177 897	**204 240**	100 048	9 458	**116 758**	**320 998**
Commerce	EJ	67 211	198 600	17 364	**310 396**	250 767	42 227	**316 806**	**627 202**
Transports	EK	5 069	22 826	23 246	**52 778**	29 979	6 165	**39 239**	**92 017**
Activités immobilières	EM	142	7 252	12	**16 680**	39 752	6 196	**53 668**	**70 348**
Services aux entreprises	EN	4 983	16 607	12 443	**157 876**	145 311	37 676	**219 288**	**377 164**
Services aux particuliers	EP	45 788	115 906	28 086	**244 842**	117 798	8 690	**138 384**	**383 226**
Éducation, santé, action sociale	EQ	743	1 849	816	**281 648**	15 236	2 311	**33 370**	**315 018**
Total		**200 816**	**371 019**	**307 432**	**1 379 113**	**800 593**	**147 528**	**1 064 249**	**2 443 362**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	NES 16	*r* 1996 Créations nouvelles	*r* 1996 Reprises	*r* 1996 Réactivations	*r* 1996 **Créations totales**	2001 Créations nouvelles	2001 Reprises	2001 Réactivations	2001 **Créations totales**
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 263	3 273	1 741	**7 277**	1 703	2 817	1 616	**6 136**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	11 894	2 554	2 835	**17 283**	10 100	1 814	2 198	**14 112**
Construction	EH	22 599	3 285	9 222	**35 106**	28 477	3 151	7 813	**39 441**
Commerce	EJ	50 499	14 920	18 412	**83 831**	43 211	12 246	15 695	**71 152**
Transports	EK	6 845	794	2 012	**9 651**	4 940	772	1 054	**6 766**
Activités immobilières	EM	5 506	296	1 207	**7 009**	7 499	289	1 333	**9 121**
Services aux entreprises	EN	36 421	1 521	5 925	**43 867**	43 200	1 583	6 041	**50 824**
Services aux particuliers	EP	21 203	17 934	12 690	**51 827**	21 656	18 088	12 552	**52 296**
Éducation, santé, action sociale	EQ	14 383	1 466	3 558	**19 407**	16 243	800	3 693	**20 736**
Total		**171 613**	**46 043**	**57 602**	**275 258**	**177 029**	**41 560**	**51 995**	**270 584**

(1) Voir dans la méthodologie la rubrique « la création d'entreprise » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1), par activité et forme juridique en 2001

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité* : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 187	482	629	**4 311**	1 585	37	**1 825**	**6 136**
Industrie (hors IAA)	EC à EG	956	392	4 703	**6 417**	6 537	266	**7 695**	**14 112**
Construction	EH	1 054	212	22 063	**23 405**	15 105	80	**16 036**	**39 441**
Commerce	EJ	3 796	30 199	1 560	**41 576**	26 294	570	**29 576**	**71 152**
Transports	EK	143	1 756	1 410	**3 523**	2 843	74	**3 243**	**6 766**
Activités immobilières	EM	8	678	3	**3 563**	4 607	98	**5 558**	**9 121**
Services aux entreprises	EN	444	4 515	1 963	**24 613**	20 260	1 420	**26 211**	**50 824**
Services aux particuliers	EP	3 262	19 577	2 946	**35 255**	15 468	169	**17 041**	**52 296**
Éducation, santé, action sociale	EQ	16	150	26	**18 194**	1 634	49	**2 542**	**20 736**
Total		**12 866**	**57 961**	**35 303**	**160 857**	**94 333**	**2 763**	**109 727**	**270 584**

(1) Voir dans la méthodologie la rubrique « la création d'entreprise » et dans les définitions le champ ICS.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES 16	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Industrie	EB à EG	7 700	7 584	6 919	5 872	5 559	4 898	4 536
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 471	1 297	1 237	1 160	1 070	1 039	965
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	1 781	1 889	1 649	1 338	1 307	1 034	1 084
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	1 476	1 371	1 381	1 043	958	926	853
Biens de consommation	EC	2 972	3 027	2 652	2 331	2 224	1 899	1 634
Construction	EH	10 414	10 371	10 232	8 846	8 071	7 394	7 668
Commerce	EJ	15 667	15 695	15 473	13 607	12 133	10 786	10 178
Transports	EK	1 972	2 117	2 157	1 799	1 726	1 835	1 748
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	6 422	6 482	6 444	5 720	5 281	4 926	5 552
Immobilier	EM	3 176	3 045	2 520	2 209	1 869	1 576	1 451
Services aux particuliers	EP	8 531	8 650	8 515	7 412	6 592	6 074	5 880
Total		**53 882**	**53 944**	**52 260**	**45 465**	**41 231**	**37 489**	**37 013**

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique en 2000

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unités : Nombre et effectif : Millier
CAHT et valeur ajoutée : Milliard d'euros

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif (1) salarié	CAHT (2)	Valeur ajoutée
Régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)				
Personnes physiques	85,9	273,5	40,4	11,4
Sociétés en participation	4,0	5,7	7,2	0,1
Sociétés en nom collectif	19,8	477,7	135,3	26,0
SARL	380,5	2 780,6	352,3	101,8
SA	161,9	8 045,7	2 237,6	731,1
Autres formes juridiques	60,5	1 415,2	258,3	78,4
Régime simplifié des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) (3)				
Personnes physiques	790,4	630,2	72,7	29,4
Sociétés en participation	1,1	0,7	0,1	–
Sociétés en nom collectif	11,8	11,3	1,5	0,6
SARL	325,3	697,4	52,8	19,6
SA	4,8	11,4	0,9	0,3
Autres formes juridiques	48,3	34,2	3,3	1,4
TOTAL BIC	**1 894,3**	**14 383,6**	**3 162,4**	**1 000,1**
Bénéfices non commerciaux (BNC) (3)				
Personnes physiques	431,0	256,6	37,4	25,4
Sociétés en participation	0,7	3,8	0,3	0,2
Sociétés en nom collectif	0,1	0,2	–	–
SARL	2,1	5,9	0,4	0,2
Autres formes juridiques	26,8	125,8	11,6	8,1
TOTAL BNC	**460,7**	**392,3**	**49,7**	**33,9**
Bénéfices agricoles (4) :				
Personnes physiques	146,1	53,5	15,4	///
Sociétés civiles	88,6	70,3	18,0	///
Autres formes juridiques	0,8	2,8	0,4	///
Total BA	**235,5**	**126,6**	**33,8**	///

(1) Effectif salarié moyen sur l'année.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Hors agriculture, micro-entreprises. Depuis 1998, il n'y a plus de forfait.
(4) Uniquement les entreprises au régime réel normal et au régime simplifié.

TABLEAU G.02-10

Répartition des entreprises suivant les effectifs, le chiffre d'affaires et l'activité principale en 2000 (1)

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises) — *Unité* : Milliard d'euros

	Nombre d'entreprises (milliers)	Effectif salarié (2)	CAHT (3)	Valeur ajoutée	CAHT à l'export (3)	Investissement	**Total de bilan**
Tranche d'effectifs							
0 salarié	696,0	–	99	19	11	11	**629**
1 salarié	298,8	298,8	45	14	2	3	**88**
2 à 4 salariés	381,0	1 047,6	124	38	8	5	**121**
5 à 9 salariés	202,5	1 340,1	180	50	14	6	**210**
10 à 19 salariés	79,1	1 072,8	170	43	18	5	**150**
20 à 49 salariés	56,7	1 781,2	347	74	44	10	**289**
50 à 99 salariés	13,9	961,7	177	40	25	6	**175**
100 à 199 salariés	7,3	1 015,9	210	45	34	9	**238**
200 à 499 salariés	4,1	1 253,3	270	61	51	11	**244**
500 à 999 salariés	1,3	873,6	217	46	45	10	**215**
1 000 à 1 999 salariés	0,5	714,8	193	42	64	7	**224**
2 000 à 4 999 salariés	0,3	806,5	247	50	71	9	**273**
5 000 salariés et plus	0,1	2 100,3	318	115	74	22	**592**
Total	**1 741,6**	**13 266,6**	**2 597**	**636**	**460**	**113**	**3 446**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 0,05 million d'euros	490,6	121,0	11	2	–	4	**500**
0,05 à < 0,1 million d'euros	325,4	231,1	24	10	–	2	**33**
0,1 à < 0,2 million d'euros	315,0	528,8	45	19	1	3	**47**
0,2 à < 0,5 million d'euros	287,9	1 078,3	90	37	2	5	**106**
0,5 à < 1 million d'euros	133,8	947,3	94	35	3	4	**83**
1 à < 2 millions d'euros	83,1	1 003,6	116	39	6	4	**104**
2 à < 5 millions d'euros	56,5	1 329,8	175	53	13	6	**212**
5 à < 10 millions d'euros	22,9	964,9	160	41	16	5	**132**
10 à < 20 millions d'euros	12,9	945,9	180	42	21	7	**172**
20 à < 50 millions d'euros	8,1	1 166,1	250	55	39	9	**210**
50 à < 100 millions d'euros	2,7	799,2	185	41	36	9	**184**
100 à < 200 millions d'euros	1,4	707,7	188	39	39	8	**241**
200 à < 500 millions d'euros	0,8	903,5	252	52	59	14	**345**
500 à < 1 milliard d'euros	0,3	517,0	201	39	49	5	**181**
1 milliard d'euros et plus	0,2	2 022,4	628	133	175	28	**897**
Total	**1 741,6**	**13 266,5**	**2 597**	**636**	**460**	**113**	**3 446**
Activité principale							
Industries agricoles et alimentaires	62,2	588,7	132	27	22	5	**88**
Industries des biens de consommation	58,8	721,0	137	39	32	4	**115**
Industrie automobile	2,0	276,9	118	19	51	5	**84**
Industries des biens d'équipement	39,1	830,9	175	47	80	4	**161**
Industries des biens intermédiaires	58,1	1 514,1	283	78	96	15	**242**
Énergie	2,2	241,2	118	29	11	9	**308**
Construction	282,8	1 256,7	137	49	2	4	**91**
Commerce	519,6	2 826,6	953	121	87	15	**435**
Transports	86,1	995,4	130	46	31	13	**202**
Services aux entreprises	312,6	2 985,7	323	142	46	32	**1 625**
Services aux particuliers	318,1	1 029,2	93	39	3	7	**95**
Total	**1 741,6**	**13 266,4**	**2 597**	**636**	**461**	**113**	**3 446**

(1) Champ : industrie, commerce, services.
(2) Effectif salarié moyen sur l'année en milliers.
(3) Chiffre d'affaires hors taxes.

TABLEAU G.02-11

Compte de résultat des entreprises en 2000 (1)

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Unité : Milliard d'euros

	Total
COMPTE D'EXPLOITATION	
Produits	
Ventes de marchandises	1 036,9
Production vendue de biens et services	1 560,6
Chiffre d'affaires en France	2 137,2
Chiffre d'affaires à l'export	460,2
Chiffre d'affaires total	2 597,4
Production stockée	6,4
Production immobilisée	11,8
Subventions d'exploitation	8,3
Autres produits d'exploitation	84,1
Total des produits d'exploitation	**2 708,0**
Charges	
Achats de marchandises	827,7
Variations de stock (marchandises)	– 6,8
Achats de matières premières et autres approvisionnements	471,8
Variations de stock (matières premières et autres approvisionnements)	– 5,7
Autres achats et charges externes	641,9
Impôts, taxes et versements assimilés	59,4
Salaires et traitements	314,3
Charges sociales	138,1
Immobilisations : dotation aux amortissements	78,9
Immobilisations : dotation aux provisions	45,0
Autres charges d'exploitation	28,4
Total des charges d'exploitation	**2 593,0**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**115,0**
OPERATIONS EN COMMUN	
Bénéfice attribué ou perte transférée	2,7
Perte supportée ou bénéfice transféré	2,2
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	66,5
Intérêts et produits assimilés	31,4
Total des produits financiers	**145,2**
Charges	
Intérêts et charges assimilées	63,9
Total des charges financières	**117,0**
RÉSULTAT FINANCIER	**28,2**
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Total des produits exceptionnels	**247,3**
Total des charges exceptionnelles	**228,7**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**18,6**
Participation des salariés	4,7
Impôts sur les bénéfices	32,0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**125,1**

(1) Champ : industrie, commerce, services.

TABLEAU G.02-12

Bilan des entreprises en 2000 (1)

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises) — *Unité* : Milliard d'euros

ACTIF		PASSIF	
ACTIF BRUT		**PASSIF**	
		Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles	161,2	Capital social, primes	964,9
Immobilisations corporelles	993,1	Résultat de l'exercice	125,1
Immobilisations financières	1 479,3	Subventions d'investissement	10,7
Total des immobilisations	**2 633,6**	Autres capitaux propres	231,7
Stocks matières premières, en-cours et autres approvisionnements	147,7		
Stocks marchandises	103,9	Autres fonds propres	44,0
Avances, acomptes versés sur commandes	21,0	Provisions risques et charges	160,4
Créances clients et comptes rattachés	479,3	**Dettes**	
Autres créances	445,9		
Valeurs mobilières de placement	122,4	Emprunts et dettes assimilées	939,9
Disponibilités	128,2	Avances/acomptes sur commandes en cours	66,7
Charges constatées d'avance	24,8	Dettes fournisseurs - comptes rattachés	411,0
Autres comptes de régularisation	20,9	Autres dettes	448,1
Total de l'actif circulant	**1 494,1**	**Compte de régularisation**	
TOTAL ACTIF BRUT	**4 127,7**	Produits constatés d'avance et écarts de conversion de l'actif	44,8
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
Immobilisations corporelles (amortissements)	529,9		
Total de l'actif immobilisé (amortissements)	**642,7**		
Total de l'actif circulant (provisions)	**39,9**		

(1) Champ : industrie, commerce, services.

TABLEAU G.02-13

La concentration des entreprises au 1er janvier 2001 (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane (une co-édition Bureau van Dijk Éditions Électroniques / CofaceSCRL)

Activités	Code NES 16	Nombre d'entreprises	Part des entreprises dans les groupes (%)	Effectif moyen (milliers)	Part des effectifs dans les groupes (%)	Valeur ajoutée (milliards d'euros)
Industries agricoles et alimentaires	EB	62 200	4,2	589	57,0	26,9
Industries des biens de consommation	EC	58 800	7,3	721	64,0	39,0
Industrie automobile	ED	2 000	23,0	277	90,0	18,9
Industries des biens d'équipement	EE	39 100	11,3	831	73,2	46,8
Industries des biens intermédiaires	EF	58 100	16,6	1 514	73,4	77,9
Énergie	EG	2 200	23,2	241	97,3	28,7
Construction	EH	282 800	1,8	1 257	29,6	48,8
Commerce	EJ	519 600	4,5	2 827	49,4	120,9
Transports	EK	86 100	5,5	995	69,3	46,3
Activités financières	EL	36 700	20,8	598	89,7	339,1
Services aux entreprises	EN	312 600	7,8	2 986	66,6	142,4
Services aux particuliers	EP	318 000	1,3	1 029	29,0	39,4

(1) Champ : Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux ou aux bénéfices non commerciaux. L'intégration de la source Diane élargit sensiblement le champ par rapport aux années précédentes.

TABLEAU G.02-14

Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » et « noyau dur » des groupes (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »), Diane (une co-édition Bureau van Dijk Éditions Électroniques / CofaceSCRL)

Secteur	Code NES 16	Le « contour élargi » des groupes		Le « noyau dur » des groupes								
					(2) Effectif salarié (milliers)				Nombre de groupes implantés dans le secteur	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur		
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié (milliers)	Nombre d'entreprises	Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers		Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Au 1er janvier 2001													
Agriculture, sylviculture, pêche (3)	EA	870	34	690	31	*c*	17	*c*	390	141	1	118	22
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 930	343	2 590	330	*c*	243	*c*	1 260	961	–	803	158
Industries des biens de consommation	EC	4 850	474	4 350	458	*c*	304	*c*	2 410	1 799	1	1 434	364
Industrie automobile	ED	520	280	470	278	–	213	65	300	207	–	124	83
Industries des biens d'équipement	EE	4 920	614	4 460	601	43	301	257	2 860	2 017	2	1 455	559
Industries des biens intermédiaires	EF	10 500	1 120	9 590	1 094	15	663	416	5 060	3 998	3	2 937	1 058
Énergie	EG	570	236	490	233	162	64	7	130	50	3	38	9
Construction	EH	5 520	376	5 140	368	3	348	17	2 180	1 705	–	1 636	69
Commerce	EJ	26 300	1 429	23 600	1 373	2	1 058	313	12 000	9 053	1	6 373	2 679
Transports	EK	5 300	704	4 750	684	316	301	67	1 870	1 291	8	1 035	248
Activités financières	EL	8 950	594	8 270	587	22	488	77	3 690	618	7	443	168
Activités immobilières	EM	15 900	78	13 000	61	5	51	6	4 400	821	3	705	113
Services aux entreprises	EN	27 900	2 040	25 000	1 997	490	777	730	12 900	3 506	13	2 791	703
Services aux particuliers	EP	5 020	322	4 280	302	25	199	77	1 480	966	12	842	112
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 170	99	1 030	93	*c*	84	*c*	550	349	–	333	16
Administration	ER	140	125	120	125	1	124	–	120	64	2	62	–
Activité non déclarée		6 460	1	5 480	1	–	–	–	3 820	534	–	351	183
Total		**128 000**	**8 870**	**113 000**	**8 618**	**1 099**	**5 235**	**2 281**	///	**28 080**	**56**	**21 480**	**6 544**
Au 1er janvier 2000													
Agriculture, sylviculture, pêche (3)	EA	1 240	35	1 030	32	*c*	17	*c*	600	211	1	181	29
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 110	337	2 720	324	*c*	236	*c*	1 310	993	–	826	167
Industries des biens de consommation	EC	4 980	474	4 470	456	5	300	150	2 460	1 884	2	1 520	362
Industrie automobile	ED	530	255	480	254	–	191	64	310	211	–	126	85
Industries des biens d'équipement	EE	5 150	586	4 650	572	40	311	221	2 980	2 122	2	1 544	576
Industries des biens intermédiaires	EF	10 900	1 109	9 860	1 082	12	670	399	5 200	4 113	3	3 058	1 052
Énergie	EG	560	230	490	229	164	60	8	120	51	3	36	12
Construction	EH	5 600	363	5 220	355	7	333	19	2 260	1 745	1	1 668	77
Commerce	EJ	27 000	1 361	24 500	1 314	3	1 014	296	12 300	9 257	1	6 493	2 763
Transports	EK	5 410	665	4 860	649	298	269	65	1 910	1 328	7	1 056	265
Activités financières	EL	8 890	577	8 130	569	24	470	62	3 610	579	6	420	151
Activités immobilières	EM	16 300	76	13 300	59	2	49	6	4 520	817	2	720	95
Services aux entreprises	EN	28 300	1 865	25 500	1 825	474	707	637	13 400	3 423	13	2 698	714
Services aux particuliers	EP	4 930	285	4 210	268	21	182	63	1 460	941	15	827	99
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 200	85	1 070	81	*c*	77	4	580	346	–	328	18
Administration	ER	230	111	210	111	1	110	–	200	57	2	55	–
Activité non déclarée		1 970	–	1 690	–	–	–	–	1 320	6	–	5	*c*
Total		**126 000**	**8 416**	**112 000**	**8 180**	**1 065**	**4 996**	**2 085**	///	**28 084**	**58**	**21 561**	**6 466**

(1) Le champ de ce tableau diffère de celui des tableaux 13, 15 et 16 puisqu'il considère toutes les entreprises répertoriées par l'enquête "Liaisons financières" même celles qui ne figurent pas dans SUSE. L'intégration de la source Diane élargit sensiblement le champ par rapport aux années précédentes.
(2) Effectifs salariés des entreprises d'un secteur appartenant à un groupe.
(3) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » ne permet pas une interprétation économique des résultats.

TABLEAU G.02-15

Importance des groupes en fonction de leur taille (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »),
Diane (une co-édition Bureau van Dijk Éditions Électroniques / CofaceSCRL)

	Nombre de groupes (2)	Effectif salarié (milliers)	Ressources élargies (milliards d'euros) (3)	Capitaux propres et autres fonds propres (milliards d'euros)
Au 1er janvier 2001				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	26 253	1 879	457	228
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 335	1 186	286	170
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	398	1 409	419	424
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	94	3 861	1 271	1 751
Total	**28 080**	**8 335**	**2 433**	**2 572**
Au 1er janvier 2000				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	26 353	1 853	429	194
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 272	1 143	282	171
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	366	1 313	386	406
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	93	3 669	1 075	1 416
Total	**28 084**	**7 978**	**2 172**	**2 188**

(1) Champ : Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux ou aux bénéfices non commerciaux. L'intégration de la source Diane élargit sensiblement le champ par rapport aux années précédentes.
(2) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(3) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

TABLEAU G.02-16

Importance des groupes selon l'implantation géographique de la tête de groupe au 1er janvier 2001 (1)

Sources : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises), LIFI (enquête « Liaisons financières »),
Diane (une co-édition Bureau van Dijk Éditions Électroniques / CofaceSCRL)

Unité : Milliard d'euros

		Groupes étrangers	
	Groupes français	Union européenne	hors Union européenne
Nombre d'entreprises	83 566	11 307	4 833
Effectif salarié (milliers)	6 070	1 280	985
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	616	81	54
Excédent brut d'exploitation	380	30	16
Immobilisations corporelles brutes	857	111	66
Investissement en immobilisations corporelles hors apports	91	21	9

(1) Champ : Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux ou aux bénéfices non commerciaux. L'intégration de la source Diane élargit sensiblement le champ par rapport aux années précédentes.